UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE - LA DÉFENSE
ÉCOLE DOCTORALE : ÉCONOMIE, ORGANISATIONS ET SOCIÉTÉ
DISCIPLINE : SCIENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE PRÉSENTÉE EN VUE DE L'OBTENTION DU DOCTORAT

PAR DÉSIRÉ IKANGA - A – MPONGA BAKAND'OLINGA.

SUJET :

CAUSES ET CONSÉQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (R.D.C.).

SOUS LA DIRECTION DE Monsieur Guy POURCET et de Madame Annie VINOKUR.

THÈSE SOUTENUE LE :

COMPOSITION DU JURY :

PRÉSIDENT : -Mme CATHERINE AGULHON, Professeur
RAPPORTEURS : - Monsieur VINCENT GERONIMI, Maître de conférences HDR.
-Mme VOLOLONA RALALARISOA, Maître de conférences DE
EXAMINATEURS :-Mme ANNIE VINOKUR, Professeur émérite
-Monsieur GUY POURCET, Maître de conférences DE.
-Mme BORRELLY ROLANDE, Professeure
-Mme MADEUF BERNADETTE, Professeure

MARS 2014

L'UNIVERSITE PARIS X – NANTERRE N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS LES THESES ; CELLES-CI DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.

Mes sincères remerciements à tous ceux qui nous ont soutenus dans des moments de découragement, de détresse que nous avions connue, particulièrement messieurs Paul GAUDENZI, Philippe MENAGER, Didier GRANGER, Jacques VALIER, Jean Claude WILLAME, EBOCKO KIMONZOLO Jimmy, BOSANGIA Lucien, BISIMI NSENGAMBO ESPERANT, mesdames BEBE IYOLO, Pauline YABALO, Yvonne NSENGAMBO.
Une pensée profonde, à toi mère qui ne peut plus apprécier le fruit de ma chasse. Paix à ton âme.
A YUL et BRIDGET : ma vie, ma fierté, ma raison de vivre, sources de mon énergie.

Toute ma gratitude à Monsieur GUY POURCET, pour la patience et l'hospitalité dont il a fait preuve, pour que ce travail atteigne son but.

PROBLEMATIQUE DE LA THESE

Nous montrerons comment d'une colonie prospère, la RD Congo est devenue un État clientéliste et prédateur, dont l'endettement extérieur et le service de la dette ont compromis le développement économique. Les déséquilibres insoutenables de sa balance des paiements et des finances publiques, ont nécessité les interventions répétées des institutions de Bretton-Woods. Les potions amères préconisées par ces institutions n'ont pas su endiguer le marasme de l'économie congolaise, ni relancer sa croissance ; au contraire elles ont délabré les institutions et paupérisé la population.

L'échec des PAS étant aujourd'hui reconnu par les Institutions de Washington, notre recherche consiste à montrer leurs impacts sur le développement économique et social, ainsi que sur le désendettement de la RD Congo. Les mesures de restructuration de la dette extérieure et les initiatives d'origine africaine comme le NEPAD, n'ayant pas dénoué le lien entre la dette et la pauvreté ; le pays fini par bénéficier de l'Initiative PPTE.

Comment faire maintenant pour engager un développement auto-centré de l'économie congolaise et assurer le mieux être de sa population ? Nous tenterons de proposer quelques réflexions en ce sens.

PLAN GÉNÉRAL

PRESENTATION DE LA RD CONGO
INTRODUCTION GÉNÉRALE

.

PREMIÈRE PARTIE : CAUSES DES DÉSÉQUILIBRES STRUCTURELS AYANT CONDUIT A LA MISE EN PLACE DES PROGRAMMES D' AJUSTEMENT STRUCTUREL EN RD CONGO.

CHAPITRE I : CRÉATION DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO ET LE RÉGIME POLITIQUE MIS EN PLACE POUR EXPLOITER LA COLONIE

Section 1 –LA STRATEGIE DE LEOPOLD II POUR FAIRE DU CONGO UNE COLONIE PRIVEE.

A – SUBTERFUGES

B - FLATTERIES

I.1. LA CONFÉRENCE DE BERLIN ET LA CONSÉCRATION INTERNATIONALE DE L' ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

I.1.1.La Conférence de Berlin.

I.1.2. Les statuts constitutionnels de l'EIC et du Congo Belge.

A - Statut constitutionnel de l'E.I.C.

B - Statut constitutionnel du Congo-Belge.

Section 2 - IMPORTANCE DU CAPITAL ÉTRANGER ET PLACE DES COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES AU CONGO.

I.2.1. Le modèle d'exploitation des richesses mis en place au Congo de LEOPLOD II

I.2.2. Le caoutchouc au secours de LEOPLOD II.

I.2.3. Les Compagnies concessionnaires au Congo.

I.2.4. La cession de la colonie à la Belgique .

I.2.5. Les rapports entre le capital étranger et la population locale (violence et destructions).

Section3 - LE MODÈLE D‘ ACCUMULATION EXCLUANT ET DUALISTE LÉGUÉ PAR LA COLONISATION BELGE.

I.3.1. La période 1885-1945 ou période des politiques d‘indigénisation et des cultures obligatoires.

I.3.2. La période 1945-1960 ou période d‘instauration d‘une politique de paysannat.

CHAPITRE II: LA DECOLONISATION DU CONGO-BELGE ET LA GESTION DE L'ETAT POSTCOLONIAL PAR L'ELITE SOUS-FORMEE ET SES CONSEQUENCES

II.1. LA TRANSMISSION DES POUVOIRS REGALIENS.

A - Conséquences de l'impréparation de l'élite congolaise.

B - Conséquences de la fuite des fonctionnaires européens et l'apprentissage forcé des fonctionnaires congolais qui devaient gérer les Institutions complexes.

C -Les conséquences structurelles de la désintégration de l‘État dans les années 60.

II.2. LA CONQUETE DES POUVOIRS ECONOMIQUES

A- La perpétuation des relations entre l'État et le capital étranger.

B - L a croissance des inégalités et la crise économique 1960-1965.

C- La nationalisation des unités de production (1967) et les mesures de la zaïrianisation (1973).

D- L'incapacité de l‘État à assurer la maintenance des infrastructures de transport.

E - La crise politique, l'affaiblissement du pouvoir d'État et la première phase d'inflation.

CHAPITRE III – L'OPPOSITION SECTEUR MODERNE – SECTEUR AGRICOLE OU LES CONSEQUENCES DE LA MARGINALISATION DE L'AGRICULTURE ET LA PREEMINENCE DU SECTEUR MINIER EN RD CONGO

III.1. LE MODELE DUALISTE DE LEWIS ET SES LIMITES EN RD CONGO.

A. Limite des hypothèses du transfert de M.O. du secteur agricole vers le secteur minier et de la productivité marginale du travail au Congo-Kinshasa.

III.2-LA MARGINALISATION/NÉGLIGENCE/ DE L'AGRICULTURE.

III.2.1. Contribution de l'agriculture dans le commerce extérieur du Congo (RD).

1 Les produits du palmier.

2. Le café.

3. Le bois.

4. Le caoutchouc naturel.

5. Le coton.

6. Le manioc.

7. Le riz.

8. Le maïs.

III.3- LE PRIVILÈGE/PRÉÉMINENCE DU SECTEUR MINIER ET SES CONSÉQUENCES.

III. 3.1. Historique de l' industrie minière congolaise.

III. 3.2. Le secteur minier en RD Congo.

III .3.3. La contribution du secteur minier dans les recettes d'exportation du Congo (R.D.)

III. 3.4.La contribution de la Gécamines dans les recettes ordinaires de l'État.

III. 3. 5. La contribution de la Gécamines dans les recettes d' exportation de la RDC

III. 3. 6. Part du secteur minier dans le PIB.

III. 3.7.Effets d'entraînement ou impacts sur les variables méso-économiques.

A. Le secteur minier et l'emploi.

B. Le secteur minier et le problème de transport.

C. Le secteur minier et l'énergie.

CHAPITRE IV – MANIFESTATION DU SYNDROME HOLLANDAIS AU CONGO-KINSHASA.

IV.1- Le lien syndrome hollandais et la théorie de la dépendance et la de la domination

IV.2.- La parenté des modèles du syndrome hollandais avec les analyses néo - classiques.

IV.2.1. - Le théorème de RYBSCYNSKI.

IV.2.2. - La théorie de la croissance appauvrissante de BHAGWATI.

IV.3. - Structure des échanges de la RD Congo et la manifestation du syndrome hollandais.

IV.4. - Évolution des importations du CONGO (R.D.)

CHAPITRE V - LA COURSE A L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL (POLITIQUE DES GRANDS TRAVAUX) OU LES PROJETS DE BIG PUSH AYANT AGGRAVE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR DE LA RD CONGO

V.1. Rappel des théories du << Big-push >> (seuils, indivisibilités).

a) Indivisibilité de la fonction de production (offre).

b) Indivisibilité de la demande.

c) Indivisibilité de l'épargne.

1° La RD CONGO des années 70 avait-elle un projet cohérent de développement ?

2° Le pays avait-il un personnel qualifié pour assurer la maintenance des unités industrielles installées ?

3° Le Congo a-t-il bien programmé la séquence de ses investissements ?

4° Le Zaïre avait-il des moyens financiers propres pour faire face à l'enchevêtrement des projets du << Big-Push >>, dans les années 70 ?

CHAPITRE VI - LE CLIENTÉLISME D'ÉTAT, L'INSTAURATION D'UN ÉTAT PRÉDATEUR ET LA FUITE DES CAPITAUX AU ZAÏRE

VI.1 - Le clientélisme d'État.

VI.2 - L'État prédateur.

VI.3. La fuite des capitaux au Zaïre.

VI.3.1. Le mécanisme de la fuite des capitaux.

VI.3.2. Rôles de différents acteurs dans la fuite des capitaux ou relations Banques du Nord - acteurs du Sud.

A - Banques étrangères et la fuite des capitaux.

B - L'élite du Tiers-Monde et la fuite des capitaux.

VI.3.3. Perspectives pour conjurer la fuite des capitaux.

VI.3.4. La fuite du capital humain.

CHAPITRE VII - LA DETTE EXTÉRIEURE DE LA RD CONGO

VII.1. Origine de la dette extérieure de la RD Congo.

VII.2. Analyse de la dette extérieure: approches théoriques.

VII.3. Le gonflement de la dette et l'alourdissement du service de la dette dans les années 80.

A- Le gonflement de la dette congolaise.

B - L'alourdissement du service de la dette extérieure de la RD Congo (dans les années 80).

VII.4. Les négociations et les rééchelonnements de la dette extérieure ou les négociations entre la RDC et les Clubs de Paris et de Londres.

VII.5. Comment surmonter le problème de l'endettement extérieur ?

IIème PARTIE: LES CONSÉQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTREL EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET LES VOIES DE SORTIE DES PAS.

CHAPITRE 1- HISTOIRE DES ACCORDS DE BRETTON-WOODS, MISSIONS ET IDEOLOGIES ASSIGNEE AUX INSTITUTIONS ISSUES DE CES ACCORDS, ET CRITIQUES.

II.1.1. HISTORIQUE DES ACCORDS DE BRETTON-WOODS.

II.1.2. Les Missions assignées aux Institutions de Bretton-Woods.

A – Le Fonds Monétaire International (F.M.I.)

B – La Banque Mondiale (B.M.)

II.1.3. Idéologies ou Approches théoriques des Institutions de Bretton-Woods.

A – Le modèle monétariste du déficit extérieur.

B – Le modèle d'absorption domestique et déficit extérieur (Keynésianisme).

II.1.4. Place des politiques monétaire et budgétaire dans l'ajustement.

II.1.5. La politique de change dans l'ajustement.

1. La dévaluation dans les PAS.
2. Les trois optiques traditionnelles de la dévaluation
3. Les substituts possibles à la dévaluation
4. Les avantages d'une politique de double taux de change.

II.1.6. La mise en œuvre de la politique de change en RD Congo.

CHAPITRE 2 -LA MISE EN PLACE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS) EN RD CONGO.

II.2.1. Les interventions des Institutions de Bretton-Woods en RD Congo.

II.2.2. Le plan quinquenal 1986-1990.

II.2.3. Limitation unilatérale du remboursement de la dette extérieure.

II.2.4. Retour à la parité fixe du zaïre-monnaie.

II.2.5.Le programme d'ajustement structurel 1987-1990.

A. Les objectifs d' absorption.

B. Les objectifs de restructuration.

II. 2.6. L'exécution du PAS 1987-1990.

CHAPITRE III - LES CONSEQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL EN RD CONGO

II.3.1- Les conséquences des PAS sur l'économie congolaise.

A- Les PAS et les vulnérabilités de l'économie congolaise.

1 – Les importations.

2 – Les exportations.

3 – Les PAS et les termes de l'échange.

II.3.2 – Les conséquences des PAS sur les investissements.

II.3.3 – Les conséquences de la politique de change en RD Congo.

A – Les Pas et relation marché officiel-marché parallèle.

B – Les effets de la politique de change sur le rétablissement de la Balance courante

C – L'ajustement, le change, l'évolution des salaires en RD Congo, et le travail parallèle.

D – Les effets redistributifs des programmes d'ajustement structurel.

II.3.4 – Les conséquences des PAS sur la Balance des paiements.

II.3.5 – Les conséquences des PAS sur les finances publiques.

A. Les finances publiques dans les années 70.

B. Les finances publiques dans les années 80.

CHAPITRE IV - L'INFLATION, LES POLITIQUES ANTI-INFLATIONS ET LEURS RESULTATS EN RD CONGO

II.4.1. Définition de l'inflation et de l'hyperinflation.

II.4.2. Moyen d'appréhender le phénomène inflationniste.

II 4.3. L'évolution de l'inflation en RD Congo.

A. Les résultats des politiques anti-inflations en RD Congo

B. Le passage inflation-hyperinflation en RD Congo.

C. Les quatre périodes de l'hyperinflation en RD Congo.

II 4.4. Les conséquences de l'inflation/hyperinflation en RD Congo.

A. Sur les changements de termes de l'échange.

B. Sur les taux d'intérêt

C. Sur les salaires réels

D. Les autres conséquences de l'inflation/hyperinflation

II.4.5. Conséquences sociales de l'hyperinflation.

II.4.6. Conséquences des politiques de lutte contre l'inflation.

II.4.7. Leçons (tirées) des politiques anti-inflations préconisées par les Institutions de Bretton- Woods en RD Congo.

CHAPITRE V - CRITIQUES DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT

II.5.1. Les critiques internes.

II.5.2. Les critiques externes.

A - Critiques sur les politiques monétaire et budgétaire.

B - Critiques sur la politique de change.

B.1. Sur les possibilités de substitution d'importations.

a) Objectif de la substitution aux impotations ;

b) Avantages et inconvenients de la substitution aux importations.

B.2. Effets de la politique de substitution des exportations sur la balance commerciale.

B.3. Effets sur le secteur industriel.

CHAPITRE VI – COMMENT CONJURER L' ECHEC DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL.

A. LE NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement pour l'Afrique).

B. L'INITIATIVE PPTE

CONCLUSION GÉNÉRALE

POST-SCRIPTUM

BIBLIOGRAPHIE

PRÉSENTATION DE LA RDC :

Superficie : 2.344.798 Km²

Population : 60,6 millions

Population active : 27.300.000 personnes, soit plus ou moins 48% de la pop. Totale

Population active par secteur : - agriculture = 74,4 %

- industrie = 7 %
- Services = 18 %

Taux annuel de croissance :

Démographie (depuis 1990) = 2,9 %

Espérance de vie femmes / hommes = 47 / 45 ans.

Taux d'analphabétisation des adultes femmes /hommes = 46 /19 %

INDICATEURS ECONOMIQUES

Monnaie : Franc congolais (CDF)

PIB (parité nominale) : 7,98 milliards de dollars

PIB en PPA : 44,44 milliards de dollars

Rang pour le PIB en PPA : 89 ème

Croissance du PIB : 6,4 %

PIB par habitant : 191 dollars (1990)

(Parité nominale) : 130 dollars (2007)

PIB par habitant (en PPA) : 700 dollars

PIB par secteur : - agriculture = 55 %

- industrie = 11 %

- Services = 34 %

Inflation (IPC) : 9,9 % (2007)

Indice de développement humain (IDH) : 0,411(168ème) en 2007.

Principales industries : minières, biens de consommation (brassicoles, textiles, manufacturés, ciment, machines…)

Exportations : 346 millions de dollars

Biens exportés : cuivre, cobalt, diamant, électricité…

Principaux clients : Belgique 42,5 %, Finlande 17,8 %, Zimbabwe 12,2 %, Chine 6,5 % (2004)

Importations : 1,417 millions de dollars (2002)

Biens importés : biens de consommation ;

Biens d'équipement.

Principaux fournisseurs : Afrique du Sud 18,5 %, Belgique 15,6 %, France 10,9 %, Etats – Unis 6,2 %, Allemagne

5,9 %, Kenya 4,9 %

Dette extérieure : 14milliards de dollars (1997)

12milliards de dollars (2005)

Recettes publiques : 776.932 millions en CDF (2007)

Dépenses publiques : 784.183 millions en CDF (2007)

Aide au développement : 2,2 milliards de dollars (2006)

INTRODUCTION GENERALE.

Réunis du 15 novembre 1884 au 25 février 1885 - lors de la Conférence de Berlin -, les puissances européennes, avec l'aval des USA, octroyèrent une consécration internationale de l'État Indépendant du Congo (E.I.C.), qui devint par la même occasion, une « colonie privée » du roi des belges, Léopold II. Durant 23 ans (1885-1908), ce dernier exclut son propre pays dans la gestion de sa colonie, en créant un État centralisé et paternaliste, géré personnellement par le « roi souverain » du Congo, à partir de Bruxelles. Contrairement à d'autres colonies d'Afrique, l'EIC était administré directement d'Europe. Géré comme une société de capital-risque de nos jours, par un roi omnipotent, qui a su attirer – grâce à ses subterfuges et flatteries - le capital étranger, en s'associant aux sociétés de chartes ou compagnies concessionnaires ; l'EIC allait s'avérer la colonie la plus prospère d'Afrique.

Afin d'acquérir l'ivoire (première richesse de l'EIC), et surtout pour tirer le maximum de profits générés par le caoutchouc naturel (seconde richesse de la colonie), la force d'exaction et de répression de Léopold II, la Force publique - bénéficiant d'une impunité sans commune mesure ailleurs -, allait s'illustrer en commettant des pures atrocités et assassinats de masse sur la population « indigène ». L'économie coloniale dans ces premières années (1885-1920), était exclusivement basée sur l'exploitation et l'exportation des produits agricoles. C'est au cours de cette période que Léopold II instaura le contrôle du pouvoir colonial sur les producteurs autochtones, ainsi que sur les rapports pouvoir-capital étranger. Il établit, par voie de conséquence, un monopole d'État de la commercialisation des principaux produits d'exportation dès 1892, grâce à l'application des politiques d'indigénisation et des cultures obligatoires. L'instauration des politiques d'indigénisation, de paysannat et de cultures obligatoires - qui correspondaient plutôt à une exploitation d'une main-d'œuvre gratuite, corvéable et servile -, ainsi que la répression et les assassinats de masse pratiqués par les compagnies concessionnaires, entraînèrent la violence et la destruction dans la colonie. En effet, les « dispositions » de Sir Travers Twiss, permirent aux sociétés de chartes de bénéficier de privilèges léonins, qui leur permettaient d'agir comme des États dans un État. Disposant, en plus de l'aide de la Force publique, de leurs propres milices pour encadrer la main-d'œuvre, et surtout pour punir ou

sanctionner les récalcitrants (section de la main droite, prise d'otages, traitements inhumains et dégradants, ndlr) : les répressions de ces milices ont été à l'origine des assassinats de masse au Congo.

Dès 1906 - années de la création de l'Union Minières du Haut Katanga (UMHK) et la COMINIERE -, l'apport du capital financier belge permit à celui-ci de devenir un acteur incontournable du processus de développement de la colonie. C'est à partir de cette époque que s'instaura le partenariat entre l'État colonial et le capital financier belge, qui allait conduire, à partir de 1910, à la disparition du monopole d'État, et par conséquent au mode de perception de l'impôt dans la colonie: l'impôt était perçu en nature par le prélèvement des cultures obligatoires, il fut dès lors collecter en espèces.
Ce changement d'une importance capitale, modifia de façon considérable le type de rapports existants dans cette société bipolaire.

La campagne inlassable de D. MOREL et du Mouvement pour la Réforme du Congo, ainsi que les conséquences de témoignages déposés devant la Commission d'enquêtes sur les exactions et assassinats de masse perpétrés dans la colonie, ont contraint Léopold II de se séparer de sa juteuse « propriété privée », au profit de la Belgique au mois de mars 1908.
Ayant hérité de la colonie, la Belgique poursuivit la collaboration avec le capital étranger, en accordant une très large hégémonie aux capitaux belges, regroupés au sein de la Société Générale de Belgique. C'est grâce à cette politique que furent créées des grandes compagnies minières (l'UMHK, la COMINIERE, la COMILOGUE, la MIBA, le KILO-MOTO, etc.)

Certes la cession - plutôt l'achat de la colonie par la Belgique (145.500.500 FB) -, a permis la baisse des exactions sur la population indigène, mais le modèle d'accumulation de richesses restant excluant, exprimé à travers une structure dichotomique caractérisée par la coexistence des sous-systèmes présentant des disparités énormes, et instaurant par conséquent une société dualiste avec d'un côté, une minorité coloniale dominante (représentant 1% de la population de la colonie, qui contrôlait 95% du stock de la production matérielle), et de l'autre la majorité africaine dominée, soumise à des tâches subalternes. Ce même modèle dualiste va être reproduit au Congo postcolonial, avec d'un côté la bourgeoisie autocratique et prébendaire, et de

l'autre côté la population de plus en plus paupérisée et condamnée à la débrouille.
Le Congo colonial correspond bien à une économie dualiste, due au type d'accumulation instaurée pendant l'époque coloniale. Ce dualisme est aussi dû à la coexistence entre le secteur minier et le secteur agricole. Alors qu'il existait une certaine complémentarité entre les deux secteurs durant la colonisation, le Congo indépendant allait assister impuissamment au déclin de l'agriculture, et par conséquent à la prééminence du secteur minier.

Le partenariat entre l'État colonial et le capital financier belge n'a pas permis une accumulation plus large, plus diversifiée, moins concentrée. Il a plutôt freiné les initiatives locales, régionales, européennes et africaines. Ce partenariat et l'importance financière prise par les sociétés minières - en l'occurrence par l'UMHK et la COMINIERES - favorisèrent la prééminence du secteur minier sur le secteur agricole. En effet, entre 1920 et 1939, l'économie coloniale connut une période de forte expansion économique, grâce à l'évolution des conditions extérieures (conjoncture internationale de l'époque). Les retombées de cette expansion économique modifièrent l'attitude du pouvoir colonial et accrurent la prééminence du secteur minier par rapport au secteur agricole. C'est à partir de cette époque que débuta le transfert forcé de la Main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur minier.
Pour couvrir le besoin de M.O. de l'industrie minière naissante, l'Administration coloniale pratiqua de manière autoritaire des transferts massifs des éléments du monde rural. Cette politique occasionna le desséchement de la M.O dans ce milieu, et remis surtout en cause la stabilité de l'ordre indigène. Elle compromit ainsi les pratiques de prélèvements massifs sur les ressources humaines du monde paysan. Les déséquilibres provoqués par ces transferts des éléments actifs du monde rural, jusqu'à l'année 1928, sont à l'origine des problèmes de l'agriculture vivrière dans ce pays.
C'est aussi à cette époque que l'État colonial introduisit le système des « cultures éducatives » ou cultures obligatoires (coton et oléagineux), et concéda au groupe LEVER et la société COTONCO le monopole d'achat et de traitement de ces produits. D'autre part, l'État colonial et les groupes financiers belges financèrent – à la même époque - la réalisation des infrastructures ferroviaires et routières de la colonie, et que les groupes financiers belges (surtout la Générale) renforcèrent leur contrôle sur l'économie du pays.

La crise économique des années 30 provoqua l'effondrement des cours des matières minières et le retour forcé d'une bonne partie de la main-d'œuvre vers le milieu rural. Pour équilibrer la balance commerciale et les ressources de la colonie: l' Administration coloniale obligea à la paysannerie d'étendre des cultures obligatoires, afin d'augmenter le tonnage de produits agricoles destinés à l'exportation. Ces événements permirent à l'Administration coloniale de renforcer considérablement plus son emprise sur la paysannerie. Ils permirent également au modèle d'indigénisation autoritaire de connaître son plein épanouissement et son couronnement. Malgré cette instrumentalisation du monde paysan, la Belgique n'a pas permis l'éclosion d'une économie paysanne, ni du capitalisme agraire au Congo. La disparition du système de contrainte colonial, après l'accession du Congo à l'indépendance, amplifia la crise agraire dans ce pays.
Cette réaction de l'administration coloniale anticipe l'attitude de dirigeants congolais et celle des Institutions financières internationales depuis la seconde moitié des années 70, qui croyaient pouvoir compenser la baisse de recette d'exportation par l'augmentation de la production minière, en oubliant que le mal résidait plutôt dans le manque de diversité des produits d'exportation et l'accroissement des importations de produits pouvant être produit sur place.

Pour comprendre l'origine des déséquilibres macroéconomiques de ce pays, il était donc utile d'évoquer l'histoire coloniale de ce territoire, afin de dégager les origines de (ces) déséquilibres structurels de long terme qui ont conduit au marasme économique que connaît la République Démocratique du Congo actuellement. Cette recherche historique (de causes) est utile pour éclairer les orientations économiques tentées par l'Etat postcolonial, après 1960. Grâce à cette démarche, nous observerons que dans la plupart de cas; ces orientations n'étaient que la poursuite/l'imitation des orientations mises en œuvre dans la colonie belge.

Sous formée, exclue de toutes les instances décisionnelles (Fonction publique, Armée, compagnies concessionnaires), jusqu'à la veille de l'indépendance du pays, l'élite congolaise remplaça à pieds levé les cadres européens de l'administration coloniale. Elle fut contrainte de gérer les institutions politiques complexes de l'État post colonial, léguées par l'ancienne puissance tutélaire.

N’ayant pas été préparés pour prendre la relève de l’administration coloniale, encore moins à gérer des grandes unités de production (minières et agricoles) dirigées jadis par des Firmes multinationales et des grands groupes financiers internationaux (particulièrement belges) ; les nouveaux dirigeants congolais n’ont pas su maintenir l’articulation harmonieuse entre les deux principaux secteurs d’activité (agricole et minier), ni d’assurer le maintien de l’outil de production existant.

En analysant l’évolution de la balance commerciale de la RD Congo, nous essayerons de nous inspirer du syndrome hollandais pour expliquer la prééminence du secteur minier sur le secteur agricole. Première richesse exploitée dans l’Etat Indépendant du Congo (EIC), l’ivoire fut détrônée par le boom du caoutchouc naturel. Ce dernier, fut à son tour évincé par le boom du cuivre. Ainsi, depuis l’époque coloniale, et surtout depuis l’indépendance, le secteur minier joue un rôle prépondérant dans l’économie congolaise, et tout ce qui se fait au Congo-Kinshasa se fait directement ou indirectement en fonction de recettes d’exportations minières, principalement en fonction de recettes cuprifères. Tout se passe comme si ce pays s’est intoxiqué par la richesse de son sous-sol (intoxication minière).

Après la nationalisation de l’UMHK en 1967, l’élite congolaise se lançant dès les débuts des années 1970 à la réalisation des plusieurs projets industriels, sans disposer ni de l’expertise locale, encore moins d’une main-d’œuvre qualifiée, au moment même où le pays a connut la plus importante baisse des prix des cours du cuivre.

Pays rentier, les fortes fluctuations des prix mondiaux auxquels sont sujets ses principaux produits d‘exportation - surtout du cuivre - provoquent un manque à gagner important pour la République Démocratique du Congo. Manque à gagner qui se répercute au niveau des finances publiques ; d‘où les permanents déficits budgétaires et de la balance des paiements du pays.

L‘importante facture pétrolière relative au premier choc pétrolier et la désastreuse expérience des mesures de la « zaïrianisation » au cours de l’année 1973, suivies l‘année suivante par les mesures de « radicalisation » et l‘effondrement des cours du cuivre en 1975, ont conjointement désarticulé l‘économie congolaise.

En se lançant dans ces projets du « Big-push », le pays n’a pas tenu compte des conditions qu’il

fallait remplir pour réussir le « transfert de technologie », tels que :
- le fait de disposer ou pas un schéma cohérent pour éviter les cercles vicieux et les blocages de son économie ;
- le fait de disposer ou pas d'un personnel qualifié pour assurer le maintien ou la maintenance des unités industrielles réalisées ;
-quel gros effort (Big-push) le pays aurait-il à fournir pour franchir les seuils et les indivisibilités de son économie, afin d'assurer son développement socio-économique ?
- le fait de disposer ou non des moyens financiers propres pour faire face à l'enchevêtrement des projets du Big-push, dans ces années 70 ?
Sans tenir comptes de tous ces éléments, le pays allait s'exposer à des pratiques immorales (le clientélisme, la prédation, la fuite des capitaux, ndlr.), mais surtout recourir de plus en plus à l'endettement extérieur.

Les projets industriels du « Big-push » et les politiques économiques irrationnelles, le second choc pétrolier de 1979, la grave récession internationale des débuts des années 80, l'augmentation des prix de ses importations, la hausse spectaculaire des taux d'intérêts, ainsi que la détérioration des termes de l'échange de la décennie 80 sur le marché international ; ont créé des déséquilibres insupportables de la balance des paiements, induisant une envolée de la dette, cette fois directement pour financer les déficits.

Les tentatives de l'industrialisation par substitution aux importations, engagées pour assurer l'indépendance de l'économie locale par rapport aux importations des produits manufacturés provenant de l'étranger, n'ont pas atteint cet objectif. Or, cette stratégie vise donc à substituer ces importations par une production nationale, et gagner ainsi l'indépendance. L'insuccès de la politique de substitution aux importations est dû à l'impossibilité de l'économie congolaise de franchir les cinq phases nécessaires à l'accomplissement de ce processus (réduire les biens de consommation simples, encourager le machinisme, augmenter le rôle de l'Etat, production des biens de consommation durable, poursuivre la diversification pour que le pays soit en mesure d'exporter, ndlr.)

L'absence de rigueur dans la gestion des finances publiques, l'incapacité de

mettre en place un système fiscal fiable, d'assurer la redistribution des ressources, la corruption de l'Administration publique, le clientélisme et la prédation de l'oligarchie prébendaire, l'échec du processus de transfert de technologie, la surévaluation et/ou la sous-estimation de projets du Big-push, le recours intempestif à la planche à billets ; on provoqué un déséquilibre insoutenable de sa balance des paiement et ont ainsi provoqué le recours intensif à l'endettement extérieur, sans prise en compte des capacités de remboursement. Toutes ces pratiques délétères ont condamné la République Démocratique du Congo (RDC) à recourir, depuis le milieu des années 70, à l'intervention des Institutions de Bretton-Woods.

En effet, pour rétablir les grands déséquilibres macro-économiques, ce pays sollicita les interventions des institutions de Bretton-Woods. Par cette demande, la RD Congo allait s'exposer au biais idéologique de ces institutions ; c'est-à-dire accepter que les déséquilibres financiers externes soient attribués à des distorsions (par rapport à la norme de l'économie de marché) structurelles qui bloqueraient ou retarderaient l'ajustement de son économie aux chocs extérieurs ou à la concurrence internationale. Ainsi depuis 1975, la RDC a mis en place douze programmes d'ajustement structurel (PAS) préconisés par le Fonds Monétaire International (FMI) et appuyés par la BM: en 1976, 1977, 1979,1981, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1994.

Les médecins n'ont cessé de préconiser une politique restrictive en matière monétaire, budgétaire, ayant pour objectif le rétablissement des grands équilibres macro-économiques des balances des paiements et des finances publiques, préalables à la reprise de la croissance du pays.

Pour analyser ces relations, nous-nous appuierons sur une analyse de long terme de l' origine des déséquilibres structurels. Ce qui nous permettra de mettre en lumière des contraintes économiques, sociales et culturelles internes, auxquelles le pays a dû faire face. Au regard de ces contraintes, nous examinerons chronologiquement les politiques préconisées par le FMI et la BM, la façon dont elles ont été mises en regard des contraintes structurelle et des politiques d'ajustement, qui permettent de dépasser l'analyse des résultats bruts pour mettre en lumière l'origine des difficultés rencontrées, ainsi que certaines causes de la médiocrité des effets et du caractère peu encourageant des perspectives ouvertes par le processus d'ajustement.

L'insuccès ou plutôt l'échec des programmes d'inspiration monétariste/orthodoxes étant devenu patent (persistance du déficit des finances publiques, détérioration des termes de l'échange, dépréciation continue de la monnaie nationale, la dollarisation de l'économie et l'hyperinflation ouverte, l'envolée de la dette extérieure et le lourd service de cette dette), la reprise de la croissance qu'ils recherchaient, est devenue hypothétique. Les programmes d'ajustement structurel ont légué au Congo (RD) une importante dette « odieuse », et condamnant par conséquent ce pays à (ré) négocier, encore, les nouveaux emprunts auprès des hautes instances de la finance internationale; rien que pour assurer, ne fut ce que, le service de cette dette extérieure. Or, l'association dette et service de la dette est un facteur qui entrave les efforts de développement économique et social, et qui précarise d'avantage la grande partie de la population du pays

L'échec des programmes d'ajustement structurel (PAS) et les revendications des évêques d'Afrique, la CNUCED, l'assemblée générale de l'ONU, le CADTM ; poussèrent les Institutions de Bretton-Woods d'envisager les mesures d'allègement, restructuration, voire d'annulation de la dette extérieure. Pour prétendre bénéficier de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et de la nouvelle initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), la RD Congo prit des nouvelles orientations, à travers des mesures d'ajustement économique, portée successivement par le Programme Intérimaire Renforcé (PIR) et le Programme Economiques du Gouvernement (PEG) mises en œuvre respectivement en 2001 et 2002.
La déliquescence de l'outil de production (principalement minière) et le délitement de son économie, prouvent à suffisance que les remèdes préconisés (jusqu'ici) par les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont légué un lourd héritage à ce pays, qui soulève ainsi la problématique du développement social et du désendettement de la RD Congo..

Nous allons, tout au long de notre travail, analyser les programmes (de stabilisation et d'ajustement structurel) préconisés par ces Institutions, les résultats obtenus, ainsi que les conséquences qu'ils ont provoquées dans ce pays, sans oublier de donner quelques pistes pour la sortie de crise.

PREMIERE PARTIE :

CAUSES DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS AYANT CONDUIT A LA MISE EN PLACE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS) EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC).

Cette partie de notre étude nous replongera dans l'histoire coloniale du Congo-Kinshasa, pour nous permettre de mieux cerner l'origine le modèle de développement économique mis en place par l'ancienne puissance tutélaire, et poursuivie par l'Etat postcolonial. Les conditions particulières d'accession du Congo l'indépendance, n'ont pas permis de maintenir la prospérité de l'économie coloniale. Sous formée, l'élite congolaise hérita des dettes contractées par l'ancienne métropole, et surtout a dû lutter pour se libérer du poids du capital étranger dans ce territoire. L'héritage colonial, les choix irrationnels, le clientélisme et la prédation, expliquent les difficultés de l'économie congolaise et sa mise sous tutelle des institutions financières internationales.

CHAPITRE I: CRÉATION DE L'ETAT INDÉPENDANT DU CONGO ET LE RÉGIME POLITIQUE MIS EN PLACE POUR EXPLOITER LA COLONIE.

Ce chapitre permet :

- de montrer la stratégie employée par le roi de belges, Léopold II, pour faire du Congo sa colonie privée, sous le nom de l'Etat Indépendant du Congo (EIC) ;
- de montrer l'importance du capital étranger et la place des compagnies concessionnaires au Congo, ainsi que les rapports entre le capital étranger et la population locale (violence et destruction) ;
- de décrire le modèle d'accumulation excluant et dualiste mis en place au Congo-belge ;
- conceptualiser les politiques d'indigénisation et des cultures obligatoires, ainsi que la politique de paysannat, afin de souligner les conséquences de la colonie privée au Congo ;
- de montrer la poursuite du système léopoldien par la Belgique.

Dès le XVIe siècle, pour assurer l'exploitation de plantations (coton, tabac, cannes-à- sucre, etc.), l'Amérique et l'Europe se lancèrent dans la recherche d'une main-d'œuvre servile et corvéable, en allant chercher des esclaves en Afrique.
Après l'abolition de l'esclavage par l'Angleterre en 1883, par la France en 1848, par les États-Unis en 1865, par le Brésil en 1888, qui se soldera plus tard par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 ; l'Europe se tourna à nouveau vers l'Afrique pour trouver la source de matières premières qui permettraient d'alimenter la révolution industrielle du XIXe siècle.
Cette quête de matières premières, de la main-d'œuvre et des marchés allait justifier l'expansion coloniale en Afrique, en Asie au cours de ce siècle. Le colonialisme, comme l'a fait remarquer Adam Hochschild[1], *"fut justifié de diverses façons: il christianisait les païens, civilisait les barbares ou apportait à tout le monde les bénéfices miraculeux du libre commerce. Dans le cas de l'Afrique émergea un nouveau motif rationnel: en finir avec la traite « arabe des esclaves »* ."

Au-delà de ces explications philanthropiques et altruistes ; l'exploitation

[1] Adam Hochschild, Les fantômes du roi Léopold, un holocauste oublié, éd. Belfond, Paris, 2005, p.53

coloniale visait, aussi l'intégration partielle des communautés paysannes – représentées par les indigènes – dans l'économie coloniale et postcoloniale, par des subtiles déformations de leur schéma de reproduction. Par cette intégration partielle dans l'économie coloniale et la mise en œuvre de techniques capitalistiques du début du 19e siècle , les communautés paysannes sont devenues des économies sous-développées.

L'expansion coloniale, comme le souligne Guy Pourcet[2], *" survient au moment où les économies du Centre, les secteurs les plus dynamiques commencent à expérimenter de nouvelles méthodes de régulation qui ne font, plus appel aux échanges avec la périphérie. Déjà, les fractions les plus dynamiques du capitalisme européen se désintéressent des pays que subjuguent « traîneurs de sable » et explorateurs ; seuls les secteurs déclinants ou les traitants paléo-capitalistes soutiennent l'expansion coloniale. Le colonialisme, nonobstant la qualité des personnels qu'il mobilise, ne sera qu'une aventure médiocre, historiquement dépassée avant même que ne commence la phase d'exploitation économique. Les colonies resteront des « garennes commerciales » sous-exploitées par les fractions retardataires du capitalisme européen en mal de débouchés."*

Le Congo léopoldien fait-il exception ? Certes, Léopold II a pu mobiliser du capital financier au Congo, pour y exploiter des mines notamment, mais l'exploitation coloniale y est (restée extensive et fort peu capitalistique. Le capital colonial léopoldien a installé une économie nécessitant l'intégration partielle des communautés paysannes dans l'économie coloniale et postcoloniale, par des subtiles déformations de leur schéma de reproduction. Par cette intégration partielle dans l'économie coloniale, les communautés paysannes sont devenues des enclaves sous-développées et la gestion coloniale a produit une économie de traite dualiste.

Section 1 – STRATEGIE DE LEOPOLD II POUR FAIRE DU CONGO UNE COLONIE PRIVEE.

Pour conquérir une colonie - après l'échec de ses quatre tentatives d'achat de la province argentine d'entre Rios et la toute petite île de Martin Garcia au confluent de l'Uruguay et du Panama, de l'île Fidji, de l'île de Formose et de location à bail des Philippines -, Léopold II, par d'habiles subterfuges et flatteries, finit par convaincre les grandes puissances de l'époque

[2] Guy Pourcet, Centre et Périphérie du capitalisme mondial, pp.4 – 5.

que: **sa conquête coloniale n'avait qu'un but philanthropique et altruiste.**

A - SUBTERFUGES

Pour sa Conférence internationale de géographie (1876), Léopold II envoya un navire belge à Douais de l'autre côté de la Manche pour accueillir les invités britanniques, et mit à leur disposition, un train express spécial pour le reste du voyage. Il ordonna que tous les participants à la Conférence soient dispensés des formalités douanières au passage de la frontière belge.

Sachant que les autres puissances européennes commençaient à s'intéresser au Congo, Léopold II, en grand stratège, profita des rivalités de ses potentiels concurrents, en se liant coup à coup avec l'un ou l'autre. Comme le soulignait Adam Hochschild, " *Les allées et venues de Stanley et de Brazza commencèrent à éveiller partout l'intérêt: le Portugal affaibli se réveilla et réitéra ses anciennes prétentions sur le territoire entourant l'embouchure du fleuve Congo; la Grande-Bretagne, inquiète de l'intérêt manifesté par la France à l'égard de cette région, soutint les Portugais. Léopold comprit qu'il ne devait pas perdre de temps.* " Aux Français, Léopold accorda un droit de préemption sur le Congo, afin d' obtenir leur appui, et écarter par conséquent, les menaces britanniques. Cette promesse soulagea les Français, qui se hâtèrent d'accepter. Persuadés que le projet de chemin de fer allait ruiner Léopold et qu'il devrait leur vendre le territoire, ils crurent conclure une excellente affaire. D' autre part, les Français craignaient surtout que Léopold II - face à son onéreuse aventure de construction de chemin de fer Kinshasa-Matadi, ne vende le territoire entier à leur principal rival colonial : l'Angleterre. Après tout, Stanley n'avait-il pas appelé sans répit à un Congo britannique ?

Quand à l'Allemagne le Chancelier allemand, BISMARCK, se laissa persuader qu'il valait mieux que le Congo aille au roi de la faible petite Belgique, et soit ainsi ouvert aux négociants allemands, plutôt qu'à la France ou au Portugal, partisans du protectionnisme, ou à la puissante Angleterre.

B - FLATTERIES

Les représentants, qui venaient de tous les pays européens importants - lors de la Conférence internationale de géographie -, furent salués de façon appropriée par Léopold en anglais, français ou allemand.

Les participants à la Conférence de Bruxelles finirent par voter la fondation de l'Association Internationale Africaine(AIA), qui avait pour objectif l'installation des bases « hospitalières, scientifiques et pacifiques **»,** où travailleraient environ une douzaine d'Européens non armés (des savants, des linguistes et des artisans), qui devraient enseigner des métiers aux indigènes. Chaque poste devrait contenir également des laboratoires destinés à l'étude du sol, du climat, de la flore et de la faune et devrait être bien approvisionné, en fournitures nécessaires aux explorateurs: cartes, marchandises à troquer, vêtements de rechange, outils pour réparer les instruments scientifiques, infirmeries disposant des plus récents médicaments.
Toutes ces bonnes et humanistes résolutions ont séduit les participants, et permis à Léopold II d'affirmer ses prétentions sur le territoire que Stanley venait de découvrir, et qui n'était réclamé par aucune puissance européenne.

Au-delà des discours, le roi Léopold II visait avant tout son enrichissement personnel, en écartant le plus possible la Belgique - qui estimait qu'une colonie serait une « extravagance ruineuse » pour un petit pays -, au Congo.
Une fois jeté son dévolu sur le Congo, peu importait à Léopold que la richesse coloniale qu'il briguait émanât des métaux précieux ou, comme cela allait être le cas, d'une matière première au potentiel encore insoupçonné. Comptait avant tout la taille des bénéfices. Son besoin de colonies était néanmoins déterminé par une soif non seulement d'argent mais de pouvoir.

Après sa rencontre avec Stanley, le 10 juin 1878, les deux hommes s'étaient mis d' accord sur les termes du retour de Stanley au Congo. Cette fois, l'explorateur travaillerait pour le roi. Son contrat s'étendait sur cinq ans; il serait payé vingt-cinq mille francs par an pour le temps qu'il passerait en Europe, et cinquante mille francs (soit plus de un million cinq mille francs français, environ 229.008 Euros) par an pour celui passé en Afrique.
Ce voyage revêt une importance capitale pour l'avenir du Congo; car c'est en vue de sa

préparation que se constitua la première structure à caractère économique, le Comité d' Études du Haut-Congo (CEHC), dont les actionnaires officiels étaient un petit groupe d'hommes d'affaires hollandais et britanniques et un banquier belge, lequel détenait en fait par procuration une grosse part des actions de Léopold II. Un partisan zélé du roi, le colonel Maximilien STRAUCH, en était le Président.
Cette première alliance présageait la place qu'allaient occuper les compagnies concessionnaires dans la colonie. D'autre part, c'est au cours de ce voyage que Stanley allait arracher une liasse de << traités >> aux Chefs congolais, traités qui confortèrent les prétentions de Léopold II lors de la Conférence de Berlin.

Notons, comme l'a souligné Adam Hochschild[3] que, " *Le mot traité est un euphémisme, car de nombreux Chefs n'avaient aucune idée claire de ce qu'ils signaient. Rares étaient ceux qui avaient vu auparavant un mot écrit, on leur demandait d' apposer un X sur un document en langue étrangère et rédigé dans un jargon des juristes. Si l'idée de traité d'amitié entre deux clans ou villages leur était familière, ils ne pouvaient concevoir celle de céder par écrit leur terre à quelqu'un habitant de l'autre côté de l'Océan.* " Cet auteur poursuit, " *Les Chefs remettaient leurs terres à Léopold à la signature du traité, et ils le faisaient pratiquement pour rien. A Isangia, près des grandes rapides, Stanley nota qu'il avait pu acheter la terre pour un poste en payant certains Chefs au moyen d'une grande quantité de beaux tissus, de manteaux de laquais et d'uniformes aux galons clinquants, avec un vaste assortiment des divers articles de troc [...] sans oublier deux bouteilles de gin.* "

Après cette ultime forfaiture, Léopold II avait les mains libres pour faire louer à bail les terres congolaises aux compagnies concessionnaires qui allaient s'installer dans ce territoire.
Pour assurer la prospérité des dites compagnies, dont il était le principal actionnaire, Léopold permit à celles-ci de disposer de leurs propres milices, souvent épaulés par les éléments de la Force publique, afin de réprimer les récalcitrants ou fuyards. Ces forces de répression et de coercition commirent les pires exactions et traitements dégradants, qui allaient être décriés par le Mouvement pour la Réforme du Congo et contraindre Léopold II à céder sa colonie à la

[3] Adam Hochschild, Les fantômes du roi Léopold II. Un holocauste oublié. Edition Belfond, Paris, p. 53

Belgique en 1908.

I.1. - LA CONFÉRENCE DE BERLIN ET LA CONSÉCRATION INTERNATIONALE DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO (EIC).

I.1.1. - LA CONFÉRENCE DE BERLIN.

Elle fut organisée au moment où le *« Centre capitaliste, désormais étendu à l'Europe occidentale et aux USA, est pris d'une fièvre impérialiste, fièvre avivée par la longue stagnation des années 1870 et 1880, fièvre qui culmine et dégénère en appétits coloniaux à la Conférence de Berlin, en 1885. Les USA ayant délimité leur chasse gardée, l'Amérique, les Européens réunis en conférence se partageant les autres mondes d'Outre-mer ou entérinent et reconnaissent mutuellement leurs conquêtes territoriales »* [4]

- Le 15 novembre 1884 = début de la Conférence de Berlin.
- Le 25 février 1885 = fin de la Conférence de Berlin. L'EIC reçoit une consécration internationale.

Après la reconnaissance du 22 avril 1884, par le Sénat des États-Unis d'Amérique de prétentions de Léopold II sur le Congo, celle du Chancelier allemand Bismarck, la même année, les accords tacites avec la France et l'Angleterre: le Congo ne pouvait plus échapper à Léopold, et la Conférence de Berlin n'a fait qu'officialiser le choix du souverain belge, qui devenait aussi le roi souverain du Congo.

En effet, en *« Europe, la soif de terre africaine était désormais presque palpable. Certaines revendications conflictuelles devaient être apaisées, et il fallait manifestement établir quelques règlements de base pour continuer à diviser le gâteau africain. Bismarck se proposa comme hôte à Berlin d'une Conférence diplomatique destinée à débattre ces problèmes. Pour Léopold, cette Conférence serait une occasion supplémentaire de resserrer sa main mise sur le Congo* »[5].

Réticent aux prétentions philanthropiques de Léopold II sur le Congo, le Chancelier Bismarck, qui ignorait le texte complet des traités conclut par Léopold avec les Chefs congolais, et subissait l'influence de l' intermédiaire allemand, Gerson BLEICHRÖDER, qui

[4] Guy Pourcet, Centre et périphérie du capitalisme mondial, p.4.
[5] Adam Hochschild, Le Fantôme du roi Léopold II. Un holocauste oublié, p106.

avait obtenu une contribution de 40.000 FB de la cassette royale, transférée à la Société de l'Afrique à Berlin, accepta de reconnaître le nouvel État contre la garantie de la liberté de commerce dans ce territoire.

Dès 1884, l'entité qui allait être reconnue par de plus en plus de pays au cours de l'année suivante se transforma peu à peu, pour passer d' une fédération d'États sous la protection bienveillante d'une société caritative en une colonie gouvernée par un seul homme.
Absent de Berlin (son Association Internationale du Congo n'étant pas un gouvernement), Léopold était informé régulièrement de l'évolution de la Conférence par son ami G. Bleichöder, chargé d'offrir aux délégués un dîner élégant. Le roi avait aussi des informations par le canal des délégations américaines, françaises et anglaises. Grâce à ces réseaux de contacts, *« Les télégrammes fusaient dans les deux sens entre Berlin et Bruxelles, Léopold suivait la Conférence pas à pas. Contrairement au mythe, la Conférence de Berlin ne partagea l'Afrique; le butin était important, et il faudrait bien d'autres traités pour le diviser. Mais en résorbant certaines revendications conflictuelles, la Conférence (et un pacte séparé que le roi négocia avec la France) aida quand bien même beaucoup Léopold : le roi, la France et le Portugal obtinrent des territoires situés près de l' embouchure du Congo, mais Léopold enleva ce qu'il voulait le plus : le port de Matadi, dans la partie inférieure du fleuve, et la terre dont il avait besoin pour construire un chemin de fer qui partirait de là et contournerait les rapides jusqu'au Stanley Pool.>>*
Comme le nota cet auteur, *« Plus important encore pour Léopold fut le réseau d' accords bilatéraux, reconnaissant sa colonie en voie de formation et délimitant ses frontières, qu'il conclut avec d'autres pays durant et après la Conférence. Lorsqu'il s'adressait aux Britanniques, par exemple, il sous-entendait que s'il n'obtenait pas tous les territoires qu'il avait en vue il quitterait purement et simplement l'Afrique, ce qui impliquait selon les termes de son contrat accordant un droit de préemption qu'il vendrait alors le Congo à la France. Le bluff opéra, et l'Angleterre céda. »*

Outre les accords de pure forme en faveur de la liberté de navigation, de l'arbitrage des différends des missionnaires chrétiens et d'autres détails du même genre, les participants à la Conférence de Berlin s'entendirent surtout sur le fait qu'une grande partie de

l'Afrique centrale comprenant les territoires du bassin du Congo, serait une zone de libre commerce.
La Conférence s'acheva le 26 février 1885, avec la signature d'un accord et une tournée finale de discours. Personne n'en bénéficia d'avantage que l'homme qui n'y avait assisté, le roi Léopold II. A la mention de son nom durant la cérémonie de signature, le public se leva et applaudit.

Dans son discours de clôture aux délégués, le Chancelier Bismarck[6] déclara: " *Le nouvel État du Congo est destiné à être un des plus importants exécutants de l'œuvre que nous entendons accomplir et j'exprime mes meilleurs vœux pour son développement rapide et pour la réalisation des nobles desseins de son illustre créateur.*"

I.1.2. – LES STATUTS CONSTITUTIONNELS DE L'ÉTAT INDEPENDANT DU CONGO ET DU CONGO-BELGE.

Selon le petit Larousse, l'État est une entité politique constitué d' un territoire délimité par des frontières, d'une population et d'un pouvoir institutionnalisé (titulaire de la souveraineté, il personnifie juridiquement la nation).

Selon Jean François BAYART[7] , " *le processus de formation de l'État en Afrique est allé de pair avec le mouvement de globalisation, plutôt qu'il n'a été contredit par lui: les tracées des frontières des nouveaux territoires (et même, pourrait-on dire, le principe de la territorialisation du sous-continent) s'est confondu avec la négociation multilatérale de la Conférence de Berlin; la bureaucratisation et l'étatisation du régime colonial au détriment des concessions privées (ou, dans le cas du Congo-belge, du régime privé de souveraineté) ont finalement conduit aux investissements directs (...) sous la contrainte de leurs nouveaux maîtres, les sociétés africaines ont dû participer massivement aux deux Guerres mondiales, voire aux guerres de la décolonisation; nonobstant les différentes moutures du Pacte colonial qui les soudaient à l'une des puissances européennes, elles se sont ouvertes d'avantage qu' auparavant aux flux commerciaux et financiers de la planète et elles ont été travaillées par des phénomènes*

[6] Bismarck, in Fantôme du roi Léopold II. Un holocauste oublié, p. 108
[7] Jean François Bayart, L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Ed. Bayard, Paris, 2006, Préface, pp. XXXVI - XXXVII

culturels transnationaux dont les Églises chrétiennes et l'Islam - mouvements multinationaux s' il en est - ont été parmi les principaux vecteurs."

La colonie internationale, placée sous les auspices du roi des Belges, mais ouverte aux marchands de l'Europe entière suivant les vœux des participants de la Conférence de Berlin, Léopold II allait, par décret royal du 29 mai 1885, la transformer en État Indépendant du Congo (EIC). Le nouvel État lui conféra le pouvoir de promulguer les lois ou signer des traités internationaux, sans rendre compte aux autres pays européens, surtout pas à la Belgique. Voyons donc, les statuts constitutionnels que Léopold II et la Belgique ont prévu pour la colonie.

A - STATUT CONSTITUTIONNEL DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO (EIC).

A.1. - SUR LE PLAN POLITIQUE.

Le cas du Congo est particulier dans l'histoire coloniale car, il fut pendant vingt trois ans la « propriété privée » du roi des Belges, Léopold II. Ce dernier a exclu durant cette période son propre pays, de la gestion de sa colonie. C'est ainsi qu'il pu créer un État centralisé et paternaliste, où tout était géré personnellement par le « roi souverain » du Congo, à partir de Bruxelles. En effet, contrairement à d'autres colonies d'Afrique, l'EIC était administré directement d'Europe.

Ainsi, pour trouver « *Le nombre d'hommes nécessaires pour pourvoir en personnel son réseau étendu de postes sur le fleuve dans les territoires infectés par la malaria, Léopold fut obligés de recruter non seulement des Belges comme Léon ROM, mais de jeunes hommes blancs de l'Europe entière. Il les attirait en faisant miroiter à leurs yeux la possibilité de faire rapidement fortune, grâce à des stimulants tels que l'échelle de commissions lucratives pour l'acquisition d'ivoire. Nombre de ceux qui vinrent travailler au Congo étaient à l'image des mercenaires qui s'engageaient dans la légion étrangère française, ou des troupes de coureurs de fortunes qui participèrent aux deux ruées vers l'or de l'époque, en Afrique du Sud et au Klondike, offrant à la fois des possibilités de se battre et de s'enrichir, le Congo représentait pour les Européens un mélange de ruée vers l'or et de légion étrangère »* [8]

[8] Adam Hochschild, op, cit, p.167

Pour recruter les impitoyables officiers de son Armée, Léopold II offrait des salaires plus attrayants que ceux perçus en Europe. Ainsi par exemple, un capitaine de la Force publique percevait un salaire une demi-fois supérieur à celui d'un colonel en Belgique. Le Congo offrait à tous les aventuriers la possibilité d'une spectaculaire ascension sociale. Malgré les nombreuses exactions, assassinats perpétrés par les éléments européens de la Force publique: ils bénéficiaient d'une impunité sans commune mesure ailleurs. Le recrutement et la promotion de tous les administrateurs d'échelon supérieur et moyen du Congo se faisaient par le roi en personne, et chapeautés par un mini-cabinet de trois ou quatre Belges à Bruxelles, qui rendait compte de ses activités directement à Léopold II.

La colonisation léopoldienne a intronisé les communautés blanches dans une prééminence raciale, traduite par la confiscation des moyens de production, par l'accaparement de « toutes terres vacantes ».

Avant même les conclusions de la Conférence de Berlin, Léopold, en créant la Confédération des Républiques Nègres Libres (CRNL), exigea de Stanley qu'il posât les bases d'une Confédération des tribus noires dont le Président vivrait en Europe et gouvernerait sous sa direction. Mais, *« Les Blancs mis à la tête des postes détiendraient tous les pouvoirs »*. Voilà qui laissait présager les traitements dégradants et inhumains qu'allaient connaître les populations congolaises.

Les statuts constitutionnels de l'EIC, en écartant le plus possible l'influence de la Belgique dans la colonie, procurèrent non seulement l'argent mais le pouvoir à Léopold II, qui n'avait de *« compte à rendre à personne ».*

A.2 - SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE.

L'État Indépendant du Congo était géré comme une entreprise de capital-risque de nos jours, par un roi omnipotent. Mais comme l'a noté Adam HOCHSCHILD[9] ***:"*** *A la différence d'un capitaliste se risquant sur un marché, toutefois, le roi ne se contentait pas d'investir des fonds, il déployait des troupes et des fonctionnaires gouvernementaux. Il avait recours à eux pour interdire de manière impitoyable le territoire à la plupart des entreprises dont*

[9] Adam Hchschild, op, cit, p.167.

il ne détenait pas une partie des actions."

Pour attirer les investissements privés, Léopold II - grâce aux dispositions de Sir Travers TWISS -, accorda aux sociétés de Chartes des privilèges léonins, qui leur permettaient d'agir comme des États dans un État.
Léopold II avait instauré un système de location à bail de concessions de terre, pour une durée déterminée, à toute compagnie voulant investir au Congo.
Les statuts de l'État Indépendant du Congo réservaient au roi la moitié des dividendes dans tous les projets d'investissement dans la colonie. Ce qui permit à Léopold II - une fois ajoutés les différents impôts et droits payés par les compagnies concessionnaires à l'État -, d'engranger plus de la moitié des profits réalisés par ces compagnies.

En tant que « roi souverain » du Congo, Léopold II avait donc la possibilité d' émettre des obligations. Ce moyen allait devenir une source de revenus pratiquement équivalents à ceux du caoutchouc. En tout, comme l'a noté Adam Hochschild[10] **, "** *le roi émit des obligations d' une valeur supérieure à cent millions de francs, ce qui correspond à environ trois milliards deux cent millions de francs français (environ 496.183.200 Euros). Il en vendait certaines; il en offrait d' autres à des favoris; il en gardait pour son portefeuille personnel; il en utilisait comme liquide pour payer des projets de travaux publics en Belgique."*
L'EIC permit enfin à Léopold II de disperser sa fortune dans diverses sociétés et fondations occultes, et à investir une partie de celle-ci hors du Congo ; particulièrement au Congo-Brazzaville, où il était un important actionnaire de cinq des compagnies concessionnaires de ce territoire et de surcroît majoritaire dans trois de ces dernières, au Cameroun, en Chine, où il acheta des concessions de terre au nom de l'EIC, en France et en Allemagne.

Léopold II, grâce à l'ivoire et au caoutchouc sauvage, a pu, au-delà de ses espoirs, amasser une fortune colossale, au point qu'il s'efforça de « *Garder aussi secrets que possible les bénéfices grandissants du Congo, de crainte de se voir réclamer le remboursement de son important emprunt au gouvernement belge. Aussi longtemps que Léopold parvint à s'en dispenser, l'État du Congo ne publia pas de budget. Lorsqu'il le fit enfin, il présenta des chiffres*

[10] Adam Hochschild, op, cit, p.144

de revenus qui sous-estimaient grossièrement les véritables bénéfices de l'État »[11].

B - STATUT CONSTITUTIONNEL DU CONGO-BELGE.

La campagne inlassable d'Ed. MOREL et du Mouvement pour la Réforme du Congo, ainsi que les conséquences de témoignages déposés devant la Commission d'enquêtes sur les exactions perpétrées au Congo, ont contraint Léopold de se séparer de ce pays qu'il considérait comme sa propriété privée. Les réformateurs, les puissances comme l'Angleterre et les États-Unis, en l'absence d'une autre solution politiquement viable, optèrent pour une « solution belge » , en espérant que les droits des congolais seraient mieux protégés dans une colonie belge tenue de respecter la loi et ouverte à inspection que dans un fief caché aux regards.

Contraint par toutes ces raisons, et surtout par les convoitises, à peine voilées, de la France et de l'Allemagne, la Belgique s'engagea à la reprendre la colonie.
Quels ont été des aménagements politiques et économiques apportés par la Belgique ?

B.1 - SUR LE PLAN POLITIQUE.

La Belgique créa un ministère des colonies belges, qui malheureusement fut confié à un ancien cadre d'une compagnie concessionnaire ayant pratiqué le travail forcé au Congo de Léopold II. Elle lui confia le pouvoir de contrôle et de fixation du budget de la colonie. Hélas ! Le président du Comité sénatorial belge qui approuva le nouveau budget du Congo-belge, lequel augmenta les impôts en nature exigés des congolais, n'était autre que un ancien actionnaire de la tristement célèbre ABIR.

Le nouveau gouverneur général du Congo, installé dans la colonie, avait plus de pouvoir que celui de l'EIC. Les administrateurs belges succédèrent aux cadres de Léopold II. La Belgique garda les mêmes éléments de la Force publique, sans même se donner la peine de changer sa dénomination, et renforça ses effectifs. Elle instaura un système d'incitation et de rémunération en argent, de Chefs de villages qui respectait les quotas de recrutement de la main-d'œuvre exigée par l'administration coloniale ou par des compagnies à Charte.

[11] Adam Hochschild, op, cit, p.202

Les revendications de l'indépendance se faisant de plus en plus pressantes, la Belgique mit en place, précipitamment, des institutions politiques inspirées de grandes démocraties occidentales, avec l'instauration d'un régime bicaméral composé d'une Chambre haute (le Sénat) et d'une Chambre basse (l'Assemblée Nationale). C'est de ce régime politique qu'hérita la classe politique congolaise, impréparée, jusqu'ici exclue de la sphère de décisions, après l'indépendance, avec les conséquences inévitables que nous verrons dans la suite.

B.2 - SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE.

La Belgique a poursuivi et amélioré le système d'exploitation économique mis en place par Léopold II. Pour anticiper la raréfaction de lianes sauvages, mais aussi éviter les pratiques décriées par le Mouvement pour la Réforme du Congo, elle créa des plantations et instaura un lourd impôt sur les personnes, obligeant les congolais à aller travailler dans les plantations d'hévéa, coton, palmier à l'huile, etc. Cela se révéla un moyen efficace de continuer à collecter du caoutchouc sauvage. Ceux qui n'étaient pas employés dans ces plantations, pour payer leurs impôts, continuèrent de collecter le caoutchouc sauvage, vendu aux commerçants européens.

La Belgique a poursuivi la collaboration avec le capital étranger mais, en accordant une très large hégémonie aux capitaux belges, regroupés au sein de la Société Générale de Belgique; d'où les difficultés rencontrées par le régime Mobutu, après la nationalisation des compagnies minières, et particulièrement celle de l'UMHK. C'est grâce à l'apport de ces capitaux étrangers que furent créées des grandes compagnies minières, telles que l'UMHK, la MIBA, le KILO-MOTO, la COMINIERE, la COMILOGUE. Elle accorda enfin la liberté à l'indigène de pouvoir récolter les produits de sa terre, dont une partie devait servir d'impôts en nature.

L'économie de la colonie connut un tournant important dans les années qui suivirent la première Guerre mondiale, avec l'exploitation des mines de cuivre, d'or et d'étain. Mais, comme à l'époque de Léopold II, d'importants bénéfices furent aussi exportés vers la Belgique. L'exploitation des mines exigeant le recrutement de main-d'œuvre, la Belgique renoua

avec les pratiques d'usage de la chicotte, d'emprisonnement d'un membre de la famille des fuyards ou de ceux qui n'arrivaient pas payer leurs impôts. Ainsi par exemple, les agents recruteurs des mines, accompagnés de soldats ou des membres des milices privés des mines, allaient voir chaque Chef de village, lui offraient des cadeaux, et lui assignaient un certain quota d'hommes représentant habituellement le double du nombre d'ouvriers nécessaires, car la moitié désertait en général dès que possible. Le Chef assemblait alors les hommes qu'il aimait le moins, ou dont il avait peur, ou qui étaient moins capables de résister, les envoyait au poste administratif, attachés par le cou. De là on les emmenait, enchaînés, au chef lieu du district. Les Chefs recevaient 10 F par recrue. Cette nouvelle pratique, comme l'a souligné J.F. BAYART[12], a fait que **:** " *Les intermédiaires autochtones de l'État colonial ont abondamment utilisé leurs prérogatives d'auxiliaires de l'Administration pour s'enrichir. En ce sens, la corruption, comme l'on dit aujourd'hui, était un rouage organique de l'indirect rule. Les Chefs nommés par l'occupant et leurs aides ont rivalisé d'inventivité pour multiplier les occasions d'extorsion.* "

Le travail forcé a atteint son apogée, suite au déclenchement de la seconde Guerre mondiale ; son maximum légal dans la colonie fut porté à cent vingt jours par an. Notons comme l'indiquait Adam Hochschild[13] **,** que " *plus de 80% de l'Uranium des bombes de l'Hiroshima et de Nagasaki proviendraient de la mine de SHINKOLOBWE, surveillée par des hommes en armes. Les alliés avaient également besoin de quantités croissantes du caoutchouc pour les pneus des centaines de milliers de camions, des jeeps et d'avions de combat. Une partie du caoutchouc venait sans doute des plantations récemment créées au Congo. Mais une fois de plus les Africains des villages furent contraint d'aller dans la forêt, parfois pendant des semaines d'affilées, à la recherche de lianes productrices de latex.* "

Section 2 - IMPORTANCE DU CAPITAL ÉTRANGER ET PLACE DES COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES AU CONGO.

Léopold II avait écarté la Belgique de son aventure coloniale ; mais , lorsqu'il s'adressa, paradoxalement, au gouvernement belge, il *« déclara que si le Parlement lui accordait l'emprunt qu'il souhaitait, il léguerait le Congo à la Belgique dans son testament. Il finit par demander un emprunt de vingt cinq millions de FB (soit environ 800.000.000 FF, soit*

[12] Bayart Jean François, L'Etat en Afrique. La politique du ventre. Edition Fayard, Paris, 2006, p. 96.
[13] Adam Hochschild, op, cit, p.329

121.951.000 Euros) au Parlement pour soutenir l'œuvre philanthropique qu'il accomplissait au Congo, et il l'obtint sans intérêt. » [14] .Il obtint aussi des prêts bancaires auprès de nombreux banquiers mais, face au gigantisme de l' œuvre à accomplir, l'un de ses principaux créanciers, la banque Rothschild, finit par refuser de lui prêter d'avantage. La persévérance et l'opiniâtreté de Léopold II finirent cependant par devenir payantes. Le Congo allait devenir la colonie la plus lucrative d'Afrique, au prix d'un lourd tribut payé par sa population, suite aux supplices corporels imposés dans cette colonie (section de mains et de têtes, incendies de villages, prises d'otages de femmes et d'enfants, viols imposés aux enfants sur leurs mères ou sœurs).

La prospérité de ce vaste territoire n'a pu être obtenue qu'en instaurant un État fort, centralisé et répressif - le roi décidait de tout ce qui se faisait au Congo, à partir de Bruxelles où étaient installés, sur la rue Brédérolle, les bureaux de l'État du Congo et des entreprises commerciales installées au Congo .

I.2.1 - LE MODÈLE D' EXPLOITATION DES RICHESSES MIS EN PLACE AU CONGO DE LÉOPOLD II.

Face à l'importance des emprunts, le roi souverain, homme d'affaire avisé, chercha - dès la consécration internationale de sa colonie - à exploiter tout ce qui était disponible au Congo, et qui n' exigeait pas un lourd investissement. C'est ainsi qu' *« Au début des années 1890, s'emparer de tout l'ivoire possible était le travail auquel Léopold attribuait le caractère sacré. Dans ce but, les fonctionnaires de l'État du Congo et leurs auxiliaires africains opéraient des razzias à travers tout le pays, abattant des éléphants, achetant les défenses aux villageois pour des sommes dérisoires, ou se contentant de les confisquer. Les populations du Congo chassaient les éléphants depuis des siècles; mais elles avaient désormais l'interdiction de vendre ou de livrer l' ivoire à qui ce soit en dehors des agents de Léopold. La méthode de collecte de l'ivoire fut perfectionnée selon des normes draconiennes, qui fixèrent le modèle de la plupart des transactions à venir. Basées sur une structure de courtage imposée par le roi en 1890, elles accordaient une commission sur la valeur marchande européenne de l'ivoire à ses agents sur le terrain - mais selon une échelle mobile. Ils ne percevaient que 6 % de la valeur de tout achat d' ivoire à 8 F/ Kg, mais la commission augmentait, par palier, jusqu'à 10 % pour l'ivoire acheté 4 F / Kg. Les agents européens disposaient donc d'un stimulant puissant pour obliger les Africains,*

[14] Idem, p.117

si nécessaire à la pointe de leurs fusils, à accepter des prix extrêmement bas. » [15]

Ce genre d'incitation ou stimulant présageait les dérives du système mis en place, quand on sait qu'il était interdit aux congolais d'exercer des transactions en argent. Les pressions pesant sur les fonctionnaires et leurs auxiliaires conduisirent aux abus d'autorité, à l'arbitraire, aux assassinats de la population indigène.

I.2.2. - LE CAOUTCHOUC AU SECOURS DE LÉOPOLD II.

Les découvertes de l'Irlandais John DUNLOP (pneumatiques pour vélos et autos), de l' Écossais Charles MACKINTOSH (fabrication des bottes ou des imperméables en caoutchouc), l'utilisation du caoutchouc dans la fabrication des tuyaux, tubes, joints d'étanchéité, des isolants en caoutchouc pour les fils électriques de télégraphe et de téléphone, conduisirent au boom du caoutchouc au début des années 1890.
La diversité des domaines d'utilisation du caoutchouc fit que, subitement, les usines n'eurent plus assez de ce matériau magique et son prix grimpa durant toutes les années 1890. Mais cette expansion n'eut nulle part plus d'impact qu'au Congo du roi Léopold II, sur les populations de la forêt équatoriale recouvrant la moitié du Congo où les lianes de caoutchouc sauvage serpentaient jusqu'en haut des arbres.

Le boom du caoutchouc fut un don du ciel pour Léopold II. Il s'était dangereusement endetté avec ses investissements au Congo, mais il s'aperçut alors que les dividendes seraient beaucoup plus lucratifs qu'il ne l'avait rêvé. Le monde convoitait toujours l'ivoire mais, à la fin des années 1890, le caoutchouc brut l'avait de loin surpassé en tant que source principale de revenus du Congo.

Bien que sa fortune fut assurée, le roi, comme l'a noté Adam Hochschild[16] **,"** *Harcelait sans relâche ses fonctionnaires retournant en Afrique au sujet des récoltes de caoutchouc; il dévorait le flot constant de télégrammes et des rapports en provenance du territoire les annotant dans les marges et les passant à ses aides de camps pour qu'ils appliquent ses consignes.*

[15] Adam Hochschild, op, cit, p.145
[16] Adam Hochschild, op, cit, p.145

Les lettres qu'il écrivit à cette époque sont pleines de chiffres : prix des matériaux sur les marchés mondiaux, taux d'intérêt sur les emprunts, quantités de carabines à expédier au Congo, tonnes de caoutchouc à envoyer en Europe et dimensions exactes de l'arcade triomphale qu'il projetait de construire à Bruxelles, grâce à ses bénéfices de récente source.
A la lecture de la correspondance royale, on a l'impression de se trouver devant les lettres du directeur général d'une compagnie qui vient de développer un nouveau produit bénéficiaire et qui se dépêche d' en tirer avantage avant que ses concurrents n'aient pu faire démarrer leur chaîne de montage. "
Selon cet auteur, « *Léopold s'inquiétait surtout de la concurrence du caoutchouc cultivé, qui ne vient pas d'une liane mais d'un arbre. Les arbres à caoutchouc, toutefois nécessitent de nombreux soins et plusieurs années de croissance avant de pouvoir être saignés. Le roi ne cessait d'exiger voracement de plus grandes quantités de caoutchouc sauvage du Congo, car il savait que son prix chuterait quand les plantations d'Amérique latine et d'Asie viendraient à maturité. Cela finit effectivement par se produire, mais à l'époque, le Congo avait déjà profité depuis une vingtaine d'années du boom du caoutchouc sauvage. Durant cette période la quête ne connut aucune limite.* » [17]

Pour atteindre son objectif, l'Administration coloniale mit en place un système d' incitation. Ainsi, comme les hommes apportant l'ivoire, ceux qui fournissaient l'État du Congo et les Sociétés privées en caoutchouc étaient récompensés selon la quantité livrée. En 1903, un agent particulièrement « productif » reçut une commission huit fois supérieur à son salaire annuel. Mais la plus grosse masse d'argent repartait directement vers Anvers et Bruxelles.

L'instauration du « régime de caoutchouc » au Congo, entre 1894 et 1895, et le caractère lucratif de ce nouveau produit, attirèrent de nombreux investisseurs privés, et notamment la tristement célèbre compagnie ABIR (l'Anglo-Belgian India Rubber and Exploration Compagny). Pour maximiser les profits de leurs investissements au Congo, les compagnies concessionnaires, ou du moins leurs milices, allaient se livrer à ce qu'on peut qualifier d'assassinats de masse.

[17] Adam Hochschild,op,cit,p.192

I.2.3. - LES COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES AU CONGO.

.En décrétant, en 1885, que toutes les « terres vacantes » étaient la propriété de l' État, Léopold II réclamait non seulement un droit sur tous les produits cultivés sur le territoire congolais, mais s'arrogeait le pouvoir de faire louer à bail pour des longues périodes des concessions à des compagnies privées désireuses de s'installer au Congo.

Pour attirer les capitaux extérieurs et encourager l'implantation des compagnies concessionnaires dans la colonie, Léopold II fit appel à un Universitaire d'Oxford, Sir Travers TWISS, afin d'obtenir la caution d'une autorité juridique éminente sur le droit des compagnies privées à agir comme si elles étaient des pays souverains. En d'autres termes, les compagnies concessionnaires pouvaient être considérées comme des États dans un État, d'où les abus qu'elles allaient perpétrer au Congo. Un tel code d'investissement, et les exactions sur la population indigène commises par ces compagnies concessionnaires, n'ont pu être possibles que grâce à l'implication personnelle du roi dans ces compagnies, et surtout grâce à l'impunité dont elles jouissaient.

En effet, ces compagnies avaient des actionnaires belges pour la plupart, mais pas uniquement, et des conseils d'administration imbriquées les uns dans les autres, où siégeaient de nombreux hauts fonctionnaires de l'État du Congo. Mais dans chacune d'elles, l'État, c'est-à-dire, en fait, Léopold lui-même conservait en général 50 % des parts. En installant cette structure, Léopold agissait comme directeur d'une société de capital-risque actuelle. Il avait surtout trouvé le moyen d'attirer des capitaux extérieurs vers ses projets d'investissement, tout en se réservant la moitié des dividendes. Au bout du compte, une fois ajoutés les différents impôts et droits payés par les compagnies à l'État, il lui en revenait plus de la moitié. En plus, comme l'a souligné Adam Hochschild[18] **: "** *A la différence d' un capitalisme se risquant sur un marché, toutefois, le roi ne se contentait pas d'investir des fonds, il déployait des troupes et des fonctionnaires gouvernementaux. Il avait recours à eux pour interdire de manière impitoyable le territoire à la plupart des entreprises dont il ne détenait pas une partie des actions.* "

Les privilèges accordés aux compagnies concessionnaires, l'importance des dividendes tirés de ces compagnies par le roi, les quotas fixés aux fonctionnaires de l'État ne

[18] Adam Hochschild, op, cit, p.144

pouvaient que conduire aux pratiques inhumaines et aux massacres de la population congolaise.
Pour obtenir la main-d'œuvre nécessaire à la collecte de l'ivoire, et particulièrement à l'exploitation du caoutchouc, le système léopoldien a mis en place une série de pratiques dégradantes, qui ont conduit certains spécialistes à parler du génocide du peuple congolais.
Parmi ces pratiques, nous citerons:
- l'administration de la chicotte;
- les incendies de villages entiers, perpétrées par la Force publique, ainsi que par des milices des compagnies concessionnaires;
- prises d'otages, généralement des femmes et enfants retenus pour obliger leurs maris et pères à aller ramasser le caoutchouc sauvage dans la forêt tropicale;
- « revente » des femmes otages à leurs maris, en échange de deux chèvres;
- obligations des enfants de violer ou tuer leurs mères ou sœurs.

Ces pratiques et leurs effets collatéraux (famine, épuisement, exposition aux éléments, maladies, chute du taux de natalité, etc.), ont provoqué des pertes humaines d'une ampleur sans équivalentes dans les autres colonies en Afrique.
Ces assassinats de masse à grande échelle ont été révélés au monde, grâce aux campagnes menées par le Mouvement pour la Réforme du Congo, et qui conduisirent à la cession du Congo à la Belgique.
En effet, comme l'a souligné Adam Hochschild[19] , *"En 1903, après plusieurs années de travail acharné, E. D. MOREL et ses alliés au Parlement et au sein des organisations humanitaires avaient réussi à faire inscrire la « question du Congo » en meilleure position que jamais sur l'agenda politique britannique. En mai, à la suite d'un important débat, la Chambre des Communes adopta à l'unanimité une résolution exigeant que les « indigènes du Congo soient gouvernés avec humanité ». La résolution déplorait également que Léopold n'eût pas tenu ses promesses concernant le libre-échange. "*

L'immense effort d'organisation d'Edmond D. MOREL, les enquêtes et les témoignages de George WASHINGTON, William SHEPPARD et de Roger CASEMENT, les morts d' Andrew SHANU et de Chefs rebelles tels que NZANSU, MULUME, NIAMA et

[19] Adam Hochschild, op, cit, p.229

KANDOLO, les condamnations du système léopoldien par des missionnaires et évangélistes protestants, par es intellectuels, ainsi que par des puissances comme l'Angleterre et les États-Unis, ont fini par faire plier Léopold II qui a dû vendre sa prospère colonie à la Belgique.

Avant de parler de la cession de la colonie à la Belgique, tentons d'évoquer les raisons de la prospérité de la colonie et des compagnies concessionnaires, pendant les vingt-trois ans du règne de Léopold II, en tant que roi souverain du Congo.

En ce qui concerne la fortune gagnée par Léopold II au Congo, et nonobstant l' absence d'archives de l'État du Congo - brûlées pendant huit jours, au mois d' août 1908, sur ordre du roi, qui affirmait (d'ailleurs): « *Je leur donnerai mon Congo, mais ils n' ont pas le droit de savoir ce que j ' y ai fait »* -, l'historien belge Jules MARCHAL, le plus grand spécialiste de cette période, fait une estimation « prudente » ; sans tenir compte de certaines sources d'argent moins importantes ou dont il est difficile de retrouver la trace, il parvient à un total de 220.000.000 FB de l'époque, soient quelques 6.600.000.000FF,environ1.006.000.000Euros). Malheureusement, comme l'a fait remarquer Adam Hochschild[20]**,"***L'imbroglio financier laissé par Léopold à sa mort donna lieu à plusieurs actions en justice, dont celle entreprise par les princesses Stéphanie et Louise. Selon elles, la fortune dispersée dans les diverses sociétés et fondations occultes ayant de fait appartenue à leur père, une partie devait leur revenir. Enfin de compte, la meilleure partie des fonds alla à l'État belge. Pas un seul avocat ne fit valoir que cet argent aurait dû être restitué aux Congolais. "*

Quant aux profits tirés par les compagnies concessionnaires sous l'époque léopoldienne, nous - nous contenterons d'évoquer l'exemple caractéristique d'une d'entre elles.
Ainsi, par exemple, en 1897, l'Anglo-Belgian India Rubber and Exploration Compagny (ABIR), dépensait un franc trente-cinq par kilo pour récolter le caoutchouc au Congo et l'expédier au quartier général de la compagnie à Anvers où il était vendu à des prix atteignant parfois 10 F/ Kg, soit un bénéfice de plus de 700 %. En 1798, l'action de l'ABIR valait presque trente fois plus que six ans auparavant. Adam Hochschild[21]nota qu'**"***Entre 1890 et 1904, tous les gains provenant du caoutchouc congolais avaient été multipliés par 96. Au tournant du siècle, l'État Indépendant du*

[20] Adam Hochschild, op, cit, p.325
[21] Idem, p.193

Congo était devenu, de très loin, la colonie la plus lucrative d'Afrique. Les bénéfices rentraient vite car, mis à part les coûts de transport, la récolte du caoutchouc sauvage ne nécessitait ni culture, ni fertilisants, ni investissement de capital dans du matériel onéreux. Elle n'avait besoin que de main-d'œuvre. "

L'importance des gains tirés dans la colonie de Léopold II s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs - les premières sources des revenus (ivoire, caoutchouc) n'exigeaient pas de lourds investissements en capital, mais avaient juste besoin de main-d'œuvre;

- l'instauration du travail forcé, avec ses dérives (incendies des villages, prises d' otages) et ses exactions corporelles, décriées par le Mouvement pour la Réforme du Congo;
- l'interdiction des transactions en argent pour les indigènes;
- la pratique de la location à bail des concessions de terres pour une durée déterminée par les compagnies privées;
- l'importance des dividendes tirés par les compagnies concessionnaires:
- l'émission des obligations; autre source de revenus pour le roi souverain;
- la dissimulation des comptes de la colonie.

I.2.4 - LA CESSION DE LA COLONIE A LA BELGIQUE

Le mot cession est un euphémisme, en réalité, Léopold II a vendu le Congo à la Belgique, suite à la campagne négative menée par le Mouvement pour la Réforme du Congo, qui a ému l'opinion internationale, et poussé le roi à organiser une Commission, où les victimes et témoins des atrocités commises au Congo déposèrent des récits terrifiants. C'est suite à ces dépositions que furent organisés vers la fin 1905, plus de soixante rassemblements de masse qui adoptèrent une résolution condamnant le régime de Léopold II, considéré comme une résurgence de la traite des esclaves, et demandant, au gouvernement de sa Majesté de convoquer une assemblée des puissances chrétiennes afin d'élaborer et faire appliquer un plan pour le bon gouvernement des territoires du Congo.

Curieusement, comme le souligna Adam Hochschild[22] , **"** *Léopold avait*

[22] Adam Hochschild,op, cit ,pp. 302 -303

l'avantage, car le gouvernement belge était dans une impasse. Le Mouvement pour la Réforme du Congo avait pris une telle ampleur que la réputation internationale de la Belgique risquait d' en souffrir. Sans oublier que la capacité d'indignation de l'opinion britannique constituant un pouvoir indépendant de tout gouvernement; vers la même époque, par exemple, quelques humanitaristes britanniques avaient organisé un boycott des produits portugais contre l'utilisation de travail forcé dans les colonies portugaises d' Afrique. En outre, si la Belgique ne reprenait pas rapidement la colonie, d'autres puissances étaient sur les rangs: la France et l'Allemagne depuis longtemps envieux du lucratif commerce du caoutchouc de Léopold, lorgnaient des parties du territoire congolais.
Le Président ROOSEVELT avait également laissé entendre qu'il serait disposé à se joindre à la G.B., en vue de convoquer une conférence internationale consacrée à l'avenir du Congo. A trois reprises, les ambassades de G.B. et des E.U. à Bruxelles allèrent voir le ministre des Affaires Étrangères, pour demander avec insistance une annexion rapide du Congo par la Belgique. Pourtant, bien que les pouvoirs du roi dans son propre pays fussent fort limités, le gouvernement belge n'avait aucune autorité sur lui quant à son rôle de souverain du Congo. En dernière analyse le roi détenait des cartes maîtresses, et il le savait. "

Lorsque les négociations de cession débutèrent à la fin de 1906, le gouvernement belge fut confronté à l'opacité des comptes de la colonie - brûlés sur ordre du roi à Bruxelles, tout comme au Congo -, et ce dernier n'avait aucunement l'intention de communiquer les données de ce qui était encore sa propriété privée.
Malgré sa volonté de dissimuler le stupéfiant réseau de richesses liées au Congo, « *Finalement, le roi fit savoir qu'il était prêt à s'incliner. Il annonça son prix. Il consentit à le baisser un peu, mais pas beaucoup; en mars 1908, le marché fut conclut. En échange du Congo, le gouvernement belge acceptait d'assumer ses dettes, estimées à cent millions de francs, dont une grande partie était sous forme des obligations que Léopold avait si généreusement distribuées au fil des années à des favoris comme Caroline. Une part des dettes que le gouvernement belge floué prenait à sa charge était en fait due à lui - même: les trente deux millions d'emprunts - ou à peu près - que Léopold n'avait jamais remboursés. L'accord prévoyait également que la Belgique acceptait de débourser quarante cinq millions, cinq cent milles francs pour achever certains projets architecturaux du roi. Sur cette somme, pas moins d'un tiers était destiné aux*

importantes rénovations en cours à Laeken, qui était d' ores et déjà une des demeures royales les plus fastueuses d'Europe; également à Laeken, jusqu' à sept cent maçons, sans compter cent cinquante chevaux et sept grues à vapeur, travaillèrent à édifier un grandiose projet de Léopold, un grand centre de conférences internationales. Enfin, Léopold devait recevoir, en plusieurs versements, cinquante millions de francs, " En témoignage de gratitude pour ses grands sacrifices en faveur du Congo créé par lui." Il n'était pas question que ces sommes fussent être payées par le contribuable belge. Elles devaient venir du Congo lui-même. » [23]

Les cérémonies de cession furent organisées à BOMA en novembre 1908, mais le Congo devint réellement une colonie belge qu'en 1913. Toutefois, après la cession de la colonie à la Belgique en 1908, les rapports d'exactions à l'encontre des indigènes récoltant le caoutchouc brut connurent une nette diminution. Les années suivantes, il fut beaucoup moins question de villages incendiés ou de femmes et enfants détenus en otages. La section des mains avec la bénédiction des autorités cessa. Cependant, la cause de ces changements n'était pas l'instauration, grâce aux efforts des Réformateurs, d'un régime moins brutal, plus humain; ils étaient imputables à plusieurs autres facteurs. Les deux principaux étaient:

- 1° le passage progressif du caoutchouc sauvage en caoutchouc cultivé;
- 2° et l'instauration d'une nouvelle méthode pour contraindre les gens à travailler, méthode qui suscita bien moins de protestations de la part des missionnaires et des mouvements humanitaires: **les impôts.**

Pouvait-on espérer un changement radical du système mis en place par Léopold ?

Compte tenu de l'importance de profits gagnés au Congo; la Belgique ne pouvait pas démanteler de sitôt le système léopoldien. Ainsi, laissat-elle en place la force de répression et de coercition. De plus, la Belgique a repris pratiquement tout le personnel européen ayant servi fidèlement Léopold, y compris certains dont les exactions étaient connu par la population indigène et par le Mouvement pour la Réforme du Congo. Le nouveau ministre des colonies était un ancien cadre d'une compagnie qui avait utilisé des milliers de travailleurs forcés pour construire des voies ferrées dans l'Est du Congo. Un ancien actionnaire de la tristement célèbre Compagnie ABIR, fut promu président du Comité sénatorial belge qui approuva le nouveau

[23] Adam Hochschild,op, cit, p.304

budget de la colonie - lequel augmenta les impôts en nature exigés des Congolais.

I.2.5. - LES RAPPORTS ENTRE LE CAPITAL ÉTRANGER ET LA POPULATION LOCALE (violences et destructions).

Le statut accordé au capital étranger; et particulièrement aux compagnies concessionnaires, est à l'origine des massacres ou assassinats de masse qu'a connut le Congo colonial.

La soif du profit et l'implication de Léopold II dans le capital des compagnies concessionnaires, expliquent la violence de destruction que la Force publique et les milices privés ont perpétré dans la colonie.

Pour justifier la violence exercée sur la population locale, les commentaires sur les paresseux indigènes accompagnèrent toute la mainmise de l'Europe sur les terres africaines, tout comme ils avaient servi à justifier la conquête des Amériques. A un reporter américain, Léopold II déclara un jour: « *Quand on traite avec une race composée de cannibales depuis des milliers d'années, il est nécessaire d'utiliser des méthodes qui secouent au mieux leur paresse et leur feront comprendre l'aspect sain du travail ».* Un tel discours montre bien que la recherche hégémonique dans laquelle s'est rapidement lancé le colonisateur, comme l'a souligné J. F. BAYART[24] , *" s'appuyait sur l'évidence de la force: celle de l'époque esclavagiste, mais aussi celle, privée, des compagnies concessionnaires et celle, publique ou semi-publique, de l'Administration et de ses auxiliaires indigènes. "*

La coercition ne pouvait qu'être considérée comme un mode de régulation de l'Etat importé et d'accaparement de ses ressources.

Le boom du caoutchouc fut à l'origine des pires massacres au Congo, au milieu des années 1890, sous l'administration de Léopold II, mais ils se sont poursuivis plusieurs années après la fin de son régime autocratique. C'est entre 1890 et 1910 que le bain de sang fut le plus meurtrier au Congo, mais ses origines remontent bien auparavant, à l'époque où Stanley traitait ses porteurs indigènes comme du bétail. Pour les compagnies concessionnaires, massacrer des

[24] BAYART J.F., op,cit, p.1

gens avait pour but de terroriser les survivants et de les inciter à récolter docilement du caoutchouc, ou de descendre, plus tard, dans les mines.
Compte tenu des pertes de population qu'a connu la colonie sous le règne de Léopold II, tout comme sous la tutelle de la Belgique, ce qui est arrivé au Congo peut sans exagération être qualifié d'épisode le plus meurtrier de la *« ruée des Européens vers l'Afrique ».*

Examiner aujourd'hui les chiffres avancés par les uns ou contestés par les autres; c'est comme le dit Adam Hochschild[25] **,** *" Passer au crible les ruines d'un four crématoire d' Auschwitz. Cela ne vous indiquera pas le nombre précis des victimes, mais cela sent l'assassinat de masse."*
Comme l'indiquait cet auteur, « *Une fois que l'assassinat de masse est en marche, il est difficile de l'arrêter; cela devient une sorte de sport, comme la chasse. Les annales du Congo abondent en cas semblables à celui de René de PERMANTIER, officier dans le district de l'Équateur à la fin des années 1890. Les africains l'avaient surnommé " Bajunu "(d' après bas genoux, car il obligeait toujours les gens à s'agenouiller devant lui). Afin de pouvoir s'exercer au tir sur les passants depuis son porche, il avait coupé tous les arbres et arbustes aux alentours de sa maison de Bokatola. S'il trouvait une seule feuille dans une cour que les prisonnières étaient chargées de balayer, il en faisait décapiter une douzaine. Lorsqu'il voyait dans la forêt un sentier mal entretenu, il ordonnait de tuer un enfant du village le plus proche. »* [26]
EX 2: Deux officiers de la Force publique, Clément Brasseur et Léon Cerckel, ordonnèrent un jour de pendre un homme par les pieds à un palmier, tandis qu'un feu était allumé au-dessus de lui, pour le faire cuire jusqu' à ce que mort s'en suive.
Autre exemple : en 1919, une commission officielle du gouvernement belge estima que, depuis l'époque où Stanley avait commencé à établir les fondements de l'État de Léopold II, la population du territoire avait été réduite de moitié.

Face à l'assassinat de masse, le jugement qui fait le plus autorité est celui de Jean VANSINA, professeur émérite d'histoire et d'anthropologie à l'Université du WISCONSIN, sans doute le plus grand ethnographe actuel spécialisé dans les peuples du bassin du Congo. Son estimation est la même : entre 1880 et 1920, la population du Congo a diminué « au moins de

[25] ADAM Hochschild, op, cit, p.272
[26] Idem, p.274

moitié ».

En se fondant sur les estimations, cela signifierait que pendant la période du régime de Léopold II et celui qui suivit immédiatement, la population du territoire diminua d'environ dix millions de personnes. Une telle violence destructrice poussa enfin les administrateurs de la colonie, parce qu'ils étaient très inquiets de la pénurie de travailleurs disponibles, à effectuer un recensement en 1924. La même année, le Comité permanent du Congrès colonial national de Belgique déclara avec appréhension: *« Nous courons le risque de voir un jour fondre et disparaître la population noire au point de nous trouver devant une sorte de désert »*.

Section 3 - LE MODÈLE D'ACCUMULATION EXCLUANT ET DUALISTE LÉGUÉ PAR LA COLONISATION BELGE.

Aux yeux de beaucoup d'observateurs, le Congo-belge a connu « un processus de développement extrêmement rapide ». En effet, selon PEEMANS[27] **:** *" On y constate une hausse considérable du surplus économique, considérée comme la différence entre la valeur de la production matérielle globale d'une époque et la valeur de la production matérielle requise pour assurer la reproduction des conditions de vie des producteurs de toutes les catégories, selon la norme dominante de la société à cette même époque. Dans le cas du Congo colonial on peut estimer grosso-modo cette différence à 400 % à la fin de la période coloniale, alors qu'elle ne dépassait certainement pas 10 % à la veille de la colonisation. "* Toutefois, cette société coloniale était fortement polarisée ; on avait en présence deux classes distinctes: d'un côté, la population autochtone, formée par la masse des producteurs colonisés et d'un autre côté, les colons qui contrôlaient les moyens de production et à travers eux les conditions de l'accumulation et de l'utilisation du surplus économique. PEEMANS a montré qu'à la veille de l'indépendance, 1 % de la population contrôlait 95 % du stock de la production matérielle (tableau 1). La minorité coloniale avait donc la possibilité de contrôler les conditions de production du surplus économique sur une base élargie, et par le fait même de créer des disparités avec les conditions de production dans le secteur africain.

[27] PEEMANS Jean-Philippe, Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, Ed. Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 1981 p.21

Tableau 1 - Principaux indicateurs de la répartition des moyens de production, de l' emploi, de la production et des revenus entre les secteurs européens et africains en 1958.

	Bourgeoisie coloniale	Population africaine
Population totale	1	99
Stock de capital investi	95	5
Unités de production	82	18
Production matérielle	70	30
Terres cultivées	15	85
Valeur production agricole commercialisée	58	42
Consommation des particuliers	31	69
Epargne des particuliers	88	12
Salariés des entreprises	2	98
Masse salariale	45	55

Source: Accumulation et sous - développement au Zaïre 1960 - 1980, p. 11

Ainsi, peut-on affirmer que le système colonial belge favorisa un modèle d'accumulation excluant, qui profitait plus aux colons qu'à la majorité autochtone; ce qui produisit une structure dualiste caractérisée pour la coexistence de sous-systèmes présentant des disparités énormes, et instaurant par conséquent une société dualiste avec d'un côté, une minorité coloniale constituant un groupe dominant et de l'autre une majorité africaine dominée, ou plutôt vaincue, militairement, politiquement, et défaite culturellement, considérée comme *« sans culture »* et *« sans civilisation »* -, comme disait HARRIS MEMÊL FOTÊ [28].

[28] Harris Memêl Fotê, in Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala, 1997, p. 320

C'est à peu près ce même modèle dualiste que les dirigeants congolais tenteront de reproduire après 1965, et surtout après les mesures dites de la Zaïrianisation du 30 novembre 1973, avec d'un côté, la bourgeoisie autocratique et prébendée (contrôlant tout ce qui se faisait et décidait dans ce pays) et de l'autre, la population paupérisée, urbaine désœuvrée, éprouvant de plus en plus des difficultés d'arrondir les fins de mois, et paysanne (70 % de la population du pays, privée de tout revenu, potentielle masse de chômeurs dans son désir d'émigrer vers les centres urbains).

I.3.1. - LA PÉRIODE 1885-1945 OU PÉRIODE DES POLITIQUES D'INDIGÉNISATION ET DES CULTURES OBLIGATOIRES.

Les premières années d'exploitation de la colonie (1885-1820) furent caractérisées :

- par la définition d'un rapport particulier entre la masse des producteurs autochtones et le marché international ;
- par l'instauration du contrôle de l'Etat sur les producteurs congolais, grâce à l'instauration des divers impôts ;
- par le rapport entre l'État et le capital étranger ;
- par l'établissement d'un monopole d'Etat sur le commerce des principaux produits d'exportation, à partir de 1892. Grâce à ce monopole, la population congolaise avait l'obligation de livrer aux agents de l'Etat Indépendant du Congo (EIC), les produits commercialisables de la cueillette et de la chasse.
- par la fiscalisation dans les milieux paysans.
-par les prélèvement autoritaire du surplus agricole sur le milieu rural ;
- par la fixation des prix administrés des cultures obligatoires, afin de permettre aux paysans de payer leurs impôts (les paysans produisaient avant tout pour payer l'impôt).

Les prélèvements obligatoires exercés sur le monde paysan s'accentuèrent entre 1920 et 1930, au point que durant cette période ; le petit commerce, comme le grand commerce disparurent dans le milieu rural, y entraînant par voie de conséquence la baisse des revenus et le chômage. Ce chômage de jeunes gens valides et célibataires allait favoriser les transferts de la

M.O du secteur agricole vers le secteur minier, à très bas niveau de salaire (c'est à partir de 1911, avec l'implantation des premières compagnies concessionnaires de l'agro-industrie (le groupe Lever et la Cotonco) que le rôle d'intermédiaire, joué par les autorités coutumières sera renforcé. Cette migration forcée des hommes – des zones rurales vers les zones urbaines – obligea les femmes à faire face aux problèmes de l'agriculture vivrière et de la production du surplus requis dans le cadre des cultures obligatoires.

Nous allons voir d'autres conséquences de ce transfert et les tournants de cette politique dans les années 30, dans le point III.1.1. du chapitre 3 de cette première partie. Voyons maintenant, la conceptualisation des notions de l'indigénat au Congo-belge.

Les notions d'indigène, indigénisation ou idéologie de l'indigénat font partie du lexique colonial, à connotation raciale. En effet, comme l'a noté Achille MBEMBE[29] **: "** *D' un point de vue philosophique, la notion « d' indigène » en colonie fut partie, à l' origine, de la grammaire de* ***la servilité -*** *ce que Harris Memêl Fotê a appelé* ***la défaite****. ...Le terme « d'indigène » est la traduction juridique et politique des théories anthropo-biologiques qui, à l'époque du colonialisme triomphant avaient pour fonction d'alimenter* ***le racisme et de justifier l 'assujettissement des Africains****." Mamadou DIOUF[30] souligne que: " sur le plan juridique « l'indigène », c'est celui qui est soumis au code de l'indigénat. Il n' a aucun droit à l'action. Comme on disait à l'époque****,*** *il est taillable et corvéable à merci. Il est emprisonné sans jugement. Il n'a pas le droit de témoigner. C'est quelqu'un qui est délesté de tous les attributs qui fait de quelqu'un citoyen. "*

Pour illustrer les propos de ces deux auteurs, nous reprendrons trois exemples cités par Adam Hochschild[31] , en ce qui concerne le Congo:

EX 1: **"** *Un officier de la Force publique qui traversa le poste de Fievez en 1894 cite la description que fit lui-même Fievez de ce qu'il faisait quand les villages voisins ne fournissaient pas à ses troupes les poissons et le manioc qu'il avait demandé: Je leur fait la guerre. Un exemple a suffi: cent têtes tranchées, et depuis lors les vivres abondent dans la station. Mon but est en somme humanitaire. J'ai supprimé cent existences, mais cela permet à cinq cents autres de vivre. "*

[29] Achille MBEMBE, in Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala, 1997, p.322
[30] Mamadou DIOUF, in Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala, 1997, p.325
[31] Adam Hochschild, op, cit, pp. 199-200

EX 2: " *Lorsque les villageois, dans une tentative désespérée pour satisfaire au quota de poids, remirent du caoutchouc mélangé avec de la terre ou des cailloux, un agent, Albert DETIEGE, les obligea à le manger."*

EX 3: " *Deux porteurs n'ayant pas utilisé les latrines assignées, un commissaire de district, Jean VERDUSSEN, leur donna l'ordre de parader à la tête des troupes, le visage recouvert d'excréments."*

En nous inspirant de la prose coloniale, qui identifie les Africains comme des « indigènes », nous pouvons affirmer que sur le plan économique ; l' « indigénisation » est l'ensemble des propriétés économiques de ce changement d'identité. L'indigénisation, dans cette optique, est un processus d'intégration partielle de la paysannerie dans l'économie coloniale, régulé par l'oppression administrative ; elle implique la subordination des communautés paysannes aux intérêts du capital colonial, et participe à l'édification d'une société dualiste.

Pour contraindre les paysans à entrer dans l'économie marchande, soit en louant leurs bras aux colons concessionnaires, soit en vendant leurs surplus aux commerçants, l'Administration disposait de trois moyens : **le travail forcé, la fiscalité et le rapt des terres**. Les réquisitions de main-d'œuvre profitaient aussi aux travaux publics qu'aux concessions coloniales ; la fiscalité indigène, fort diversifiée, portait sur les personnes (impôt captatif), les terres cultivées, les propriétés bâties, les troupeaux, etc., le décret royal de 1885 fut l'illustration de l'appropriation des terres congolaises, qui permit à l'administration coloniale ; c'est-à-dire à Léopold II de louer à bail ces terres aux compagnies concessionnaires. L'impôt, le travail forcé ou le rapt des terres n'attaquaient pas directement les solidarités ni les hiérarchies traditionnelles, mais ils provoquèrent des réallocations des ressources préjudiciables à la reproduction communautaire, qui en exacerbant la contradiction.

Dans ses travaux sur l'économie coloniale, Guy Pourcet[32] a bien montré que : " *L'administration fut le pivot de l'économie coloniale, en assurant ainsi toutes les conditions de la valorisation du capital colonial et en créant de multiples occasions de rente. L'économie coloniale fut toujours dévoyée vers la capture de rentes diverses, et éloignées des pratiques d'une hypothètique mise en valeur rationnelle des ressources locales*. Ainsi, pouvons-nous affirmer que : l'exploitation coloniale fut un gigantesque gaspillage car, elle n'a pas su assurer la

[32] Guy Pourcet, L'économie coloniale, Fiche de recherche, p.3

connexion de la demande (externe) et des activités productives paysannes. Dans l'économie coloniale, cette connexion ne fut pas réalisée par le principe du marché, mais organisée comme un mécanisme de capture de rente ". En théorie, comme le notait cet auteur[33], *" le capitalisme, structure combinant la division sociale du travail et le salariat, implique l'échange égal et l'intégration complète des producteurs directs ; l'indigénisation implique l'intégration partielle des paysans et un échange inégal. Cette intégration resta partielle dans la mesure où le prix de collecte des marchandises ne couvrait pas la totalité des coûts de reproduction des forces productives communautaires ; c'est-à-dire ne permettait pas aux indigènes sous-intégrés d'acheter sur le marché toutes les marchandises nécessaires à leur survie. La dépense de forces productives non rémunérées devait donc être reproduite hors des rapports marchands, dans le cadre communautaire. Il était donc nécessaire que ces structures non marchandes soient conservées. L'administration coloniale s'est fait une spécificité de la gestion de ces sociétés non marchandes. Ainsi, pouvons nous affirmer que l'indigénisation exclut le capitalisme agraire ; par ce que les conditions de son émergence ne furent réunies dans la société coloniale. "*Or comme l'indiquait cet auteur, pour l'émergence et le développement d'un capitalisme agraire ; il aurait été nécessaire de réunir les conditions suivantes :

1° que les communautés libèrent leur main-d'œuvre et disparaissent ;
2° que les colons accaparent les terres ;
3° que les travailleurs achètent leurs subsistances sur le marché ;
4° que l'investissement dévalorise la force de travail (réduire le coût des subsistances) ;
5° que les prix s'élèvent au-delà des coûts et permettent de réaliser un profit ;
6° que le taux de profit soit supérieur aux taux de rente.

Les politiques d'indigénisation et de cultures obligatoires n'étaient, en fait, qu'un mode d'exploitation, où la population autochtone congolaise devait produire et remettre les produits de leurs cueillette, pêche, chasse gratuitement pour le pouvoir d'occupation.

Les premières années de la colonisation léopoldienne et belge (1885-1920) ont été caractérisées par le souci de contrôle du pouvoir colonial sur les producteurs autochtones d'une part et d' autre part par le type de lien qui s'est créé entre le pouvoir et le capital métropolitain. Cela peut s' expliquer par la personnalité même du roi Léopold II, qui chercha à gérer « sa propriété »

[33] Idem.

comme une « entreprise personnelle à risque ».

Léopold II établit un monopole d'État sur le commerce de principaux produits d'exportation à partir de 1892, grâce à l'application de deux décrets: le premier considérait comme terres vacantes toutes les terres non effectivement occupées par les collectivités congolaises, et le second préconisait le groupement de la plus grande partie d'entre elles dans le domaine de l'État.

Les deux décrets de Léopold II, en intimant l'ordre à la population indigène de verser aux agents de l'État les produits commercialisables de leurs cueillette et chasse, ont permit à ce dernier d'augmenter considérablement son prélèvement sur la production africaine.

Cette pratique visait à définir les conditions favorables de mobilisation du surplus pour le marché international, en combinant, comme l'a souligné PEEMANS J.Ph.[34] : *" A la fois l'exercice d' un monopole économique permettant de fixer administrativement les termes de l'échange au producteur, et l'exercice de la souveraineté politique qui lui permit de lever l'impôt, obligeant les producteurs à s' acquitter de ce dernier en vendant les produits exportables au prix fixé dans le cadre du monopole. "*

Notons que ce système n'a pas obtenu les résultats espérés dans toutes les régions; hors de la régions du fleuve Congo et en amont de Kinshasa, ce système a connu moins de succès . Ce qui a d'ailleurs fait dire à J. Ph. PEEMANS[35] que : *" Le système du monopole eut ainsi deux résultats majeurs. D'une part, il intégra le travail des régions rurales soumises à ce régime à la production d'exportation pour le marché international, à un niveau de rémunération par jour de travail ou unité de production beaucoup plus faible que sous un régime commercial normal, et créa ainsi par voie institutionnelle, dès l'origine, des paramètres de partage du surplus économique croissant, très défavorables pour la masse des producteurs ruraux. D'autre part, il freina l'extension spontanée des rapports marchands, tout en permettant aux autorités coutumières de maintenir ou d'augmenter leurs revenus intermédiaires, à condition de se situer dans la dépendance étroite de l'Administration coloniale."*

Il fallut attendre 1906 et la création de l'UMHK et de la COMINIERE pour assister, grâce à l'apport du capital financier belge qui devint un acteur nouveau du processus de développement de la colonie, au renversement de la tendance . A partir de cette époque, le pouvoir colonial commença à s'intéresser à d'autres secteurs d'activité (mines, chemins de fer). Ainsi, les régions

[34] PEEMANS J.PH., op, cit, pp.16-17
[35] Idem.

minières telles que le Katanga ou les deux Kasaï, prirent l'avantage sur les régions à vocation agricole. C'est à cette époque que s'instaura le partenariat entre l'État colonial et le capital financier belge sous l'influence de la Société Générale de Belgique.

Avec cette forme de partenariat, le monopole d'État n'avait plus des raisons d'exister. Ainsi, à partir de 1910, il disparut dans les régions où il s'exerçait encore. Cette disparition entraîna une modification du mode de perception d'impôt. Celui-ci était désormais perçu en espèces. Ce changement modifia considérablement le type de rapports au sein de cette société bipolaire, comme l'a bien résumé PEEMANS[36] **: "** *d'un côté, il intégrait la structure du pouvoir lignager au développement de l'économie marchande et par le fait même lui assurait une autonomie plus grande par rapport à l'État. De l'autre, il offrait à une fraction de la population rurale la possibilité d'un accès au marché, par le fait même lui assurait une autonomie plus grande par rapport aux pouvoirs coutumiers. Ce que ne saura pas mettre en place le pouvoir congolais après l'indépendance, et qui aurait pu éviter la paupérisation de sa population, avec toutes les conséquences sur l'économie du pays.* **"**

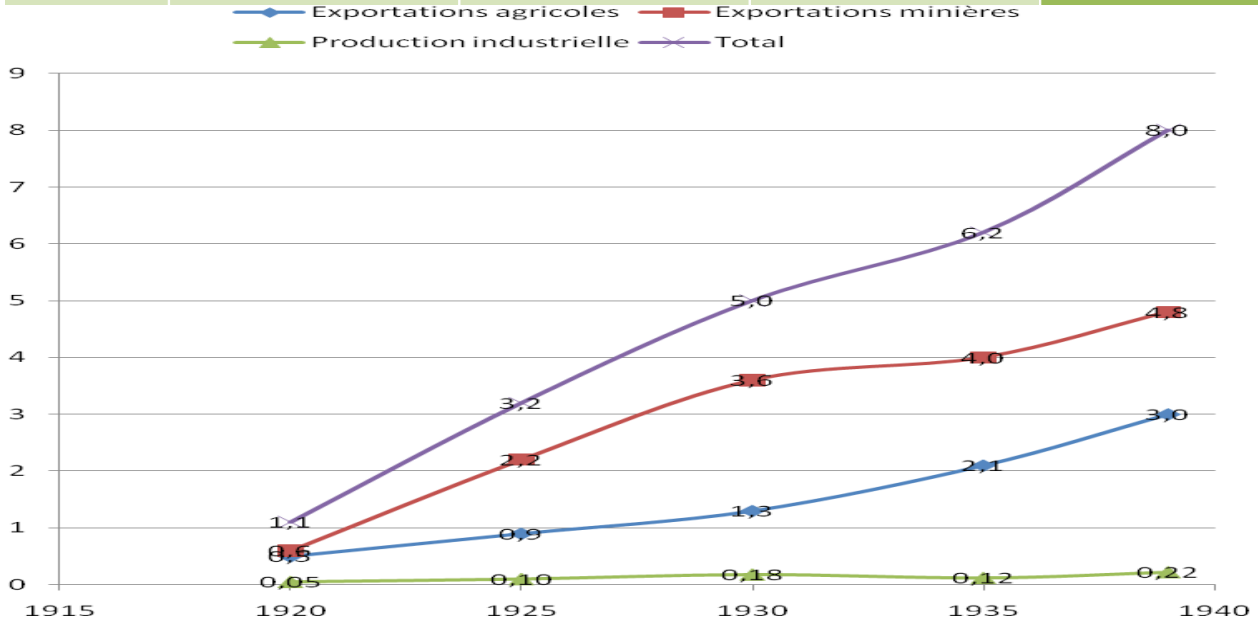
A partir de 1920, L'économie du Congo a connu une forte expansion et un réel bouleversement, grâce à l'évolution des conditions extérieures. En effet, l'après-guerre s'est caractérisée par une forte demande des matières premières minérales et végétales dans les pays industrialisés. Ce qui ramena ces investissements vers la colonie, qui apparaissait comme un "havre de sécurité". Ce mouvement du capital entraîna ainsi l'émigration d'une fraction des classes moyennes vers la colonie, pour échapper aux incertitudes de l'emploi en métropole.
Dernier événement, d'une importance non négligeable; l'alignement de la monnaie congolaise sur le franc belge après 1919, créa des conditions particulièrement favorables pour les exportations de la colonie, vu la dépréciation continue de la monnaie belge par rapport aux deux monnaies dans lesquelles sont exprimés les cours des matières premières vendues sur le marché mondial (la Livre Sterling et le dollar).
Ces différents événements exogènes, furent à l'origine de cette forte expansion de l'activité économique entre 1920 et 1939, comme on peut le constater à travers le tableau 2.

[36] PEEMANS J. PH., op, cit, p.17

Ces événements sont à l'origine d'un changement d'orientation politique: la préférence du secteur minier par rapport au secteur agricole. Cette préférence est à l'origine des erreurs stratégiques des politiques suivies par le pouvoir colonial et poursuivies par le Congo depuis 1960.

Tableau 2 - ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION MINIÈRE, AGRICOLE ET MANUFACTURIÈRE AU CONGO 1920 - 1940.
(En milliards de francs courants 1945 / 1950)

	Exportations agricoles	Exportations minières	Production industrielle	Total
1920	0,5	0,6	0,05	**1,1**
1925	0,9	2,2	0,10	**3,2**
1930	1,3	3,6	0,18	**5,0**
1935	2,1	4,0	0,12	**6,2**
1939	3,0	4,8	0,22	**8,0**



Source: D' après G. Vandewalle, De conjoncturelle evolutie in Kongo en Rwanda - Urundi van 1920 tot 1939 en van 1949 tot 1958, Antwerpen, 1960, in Accumulation et sous - développement au Zaïre 1960 - 1980, p. 20.

La lecture de ce tableau montre bien l'importance des exportations minières dans le commerce international de la colonie. Ces exportations sont multipliées par huit alors que les exportations agricoles ont été multipliées par six. Or, entre 1920 et 1930 les mobilisations du surplus agricole

pour l‘ exportation est subordonnée aux conditions fixées pour favoriser le développement des activités minières.

Cette expansion des exportations minières s‘explique par rapport à l‘adaptation dynamique à l‘évolution du marché international, ainsi que par rapport à l‘intervention du capital financier qui est le principal agent de cette expansion. Ce capital financier changea complètement le type des rapports existants dans la colonie. En effet, le partenariat entre celui-ci et l‘Administration coloniale permit la marginalisation du petit et moyen capital, en établissant son emprise sur le sous-système dominant. Ce qui a eu pour conséquence évidente de raffermir l‘autorité de l‘Administration sur les diverses composantes du sous-système dominé.

Alors que l‘État colonial et le capital étranger formaient un partenariat en privilégiant l‘exportation des produits miniers, l‘Administration préconisa les "cultures éducatives" ou plutôt obligatoires (coton et oléagineux) en s‘associant à deux grandes sociétés: le groupe LEVER d‘une part, la Société COTONCO d‘autre part. L’administration concéda à ces deux groupes des monopoles d‘achats et de traitement des produits concernés. Les prix de ces cultures obligatoires étaient administrés, de sorte que les produits servaient surtout pour payer l‘impôt. La stratégie visée par le pouvoir colonial n‘était pas le bien-être des producteurs indigènes, ces derniers ne produisaient donc pas pour le marché, mais avant tout pour payer l’impôt. Ce qui renforça certes, l’emprise de l’Administration coloniale sur la paysannerie.

La crise économique des années 30 entraîna l’effondrement des cours des matières premières minières et agricoles. Alors que l’industrie minière s’y adapta en diminuant ses exportations, l’administration coloniale obligea la paysannerie à étendre les cultures obligatoires, même dans les régions qui jusqu’alors étaient épargnées. L’objectif visé était le rééquilibrage de la balance commerciale et des ressources budgétaires, grâce à l’augmentation du tonnage des produits agricoles. Sur le plan strictement économique, on pouvait se féliciter de cette adaptation et anticipation de la conjoncture, mais cette situation renforça l’emprise de l’Administration sur la paysannerie, et par la même, renforça le lien direct entre elles.

C’est pendant la période 1920-1930 que l’Administration coloniale et les groupes financiers ont commencé à investir pour la réalisation des réseaux ferroviaires. Ces travaux visaient deux objectifs essentiels:

-la réalisation d’une infrastructure adaptée à la dimension du pays;

-la mise au point d'une tarification appropriée (complexe). D'où la création de l'OTRACO (ONATRA) qui devait garantir cette politique de bas tarifs pour la partie du réseau desservant uniquement des régions agricoles. Ainsi que le constata J.Ph. PEEMANS[37] **:** "*Après soixante ans de présence belge en Afrique centrale, on ne constate aucune tendance au développement de l'économie de marché dans les campagnes, aucune tendance à la différenciation sociale qui généralement accompagne l'apparition du capitalisme agraire. Bien au contraire, on a vu que l'Administration coloniale a cessé les initiatives spontanées au développement de l'économie de marché dans les campagnes. "*

Le système colonial belge est caractérisé par le paternalisme autoritaire. PEEMANS[38] a ainsi dégagé " Trois grandes caractéristiques de ce système, du moins entre1920-1940:

1° système caractérisé par le type de rapport privilégié qui s'est établi entre l'État et les grandes sociétés, au fur et à mesure que l'État étendait sa structure de contrôle centralisée. Rapport qui a freiné les initiatives locales, régionales, européennes, africaines. Ce qui n'a pas permis une accumulation plus large, plus diversifiée, moins concentrée. Les ressources publiques nécessaires au processus de centralisation dépendaient de plus en plus des ressources de quelques activités, minières principalement, au bénéfice desquelles se faisait la concentration économique;

2° la politique suivie à l'égard du monde rural a fait de ce dernier l'enjeu de l'évolution des relations entre les partenaires du sous-système dominant. Le monde paysan a été "totalement instrumentalisé". L'État colonial s'est soucié seulement d'une croissance extensive du surplus agricole au fur et à mesure qu'il étendait son emprise géographique sur le pays. L'agriculture africaine a pris un retard énorme alors que, cependant, elle est bien intégrée par la contrainte au marché international.

***REMARQUE**:* cette politique ou héritage structurel a pesé et a été poursuivi par les dirigeants du Congo-Kinshasa après l'indépendance ; ce qui n'a pas permit l'éclosion d'une bourgeoisie autochtone et commerciale.

CONSÉQUENCE : cette passivité forcée aura elle aussi ses conséquences à long terme, notamment sur l'ampleur de la crise agraire dans laquelle s'est enfoncé le pays après 1960, après que l'appareil de contrainte colonial se soit désagrégé.

[37] PEEMANS J-Ph, op, cit, p.24
[38] Idem

3° la politique indigène par ses aspects les plus ambitieux a voulu imposer une identité fabriquée de toute pièce au monde africain. Le système colonial belge créa donc une aliénation culturelle qui paraît beaucoup plus grande que dans les systèmes français et anglais. Le modèle indigène est un modèle étranger qui, à la fois oblige à la rupture à la culture dominante: c'est une image de dominé destinée à se reproduire indéfiniment en tant que tel. "

On peut ainsi comprendre, dès lors, pourquoi la recherche de la désaliénation culturelle a été un besoin particulièrement ressenti après 1960, beaucoup plus que dans d'autres pays africains. Ce qui explique les relations houleuses qu'entretiennent la Belgique et la République Démocratique du Congo (RDC).

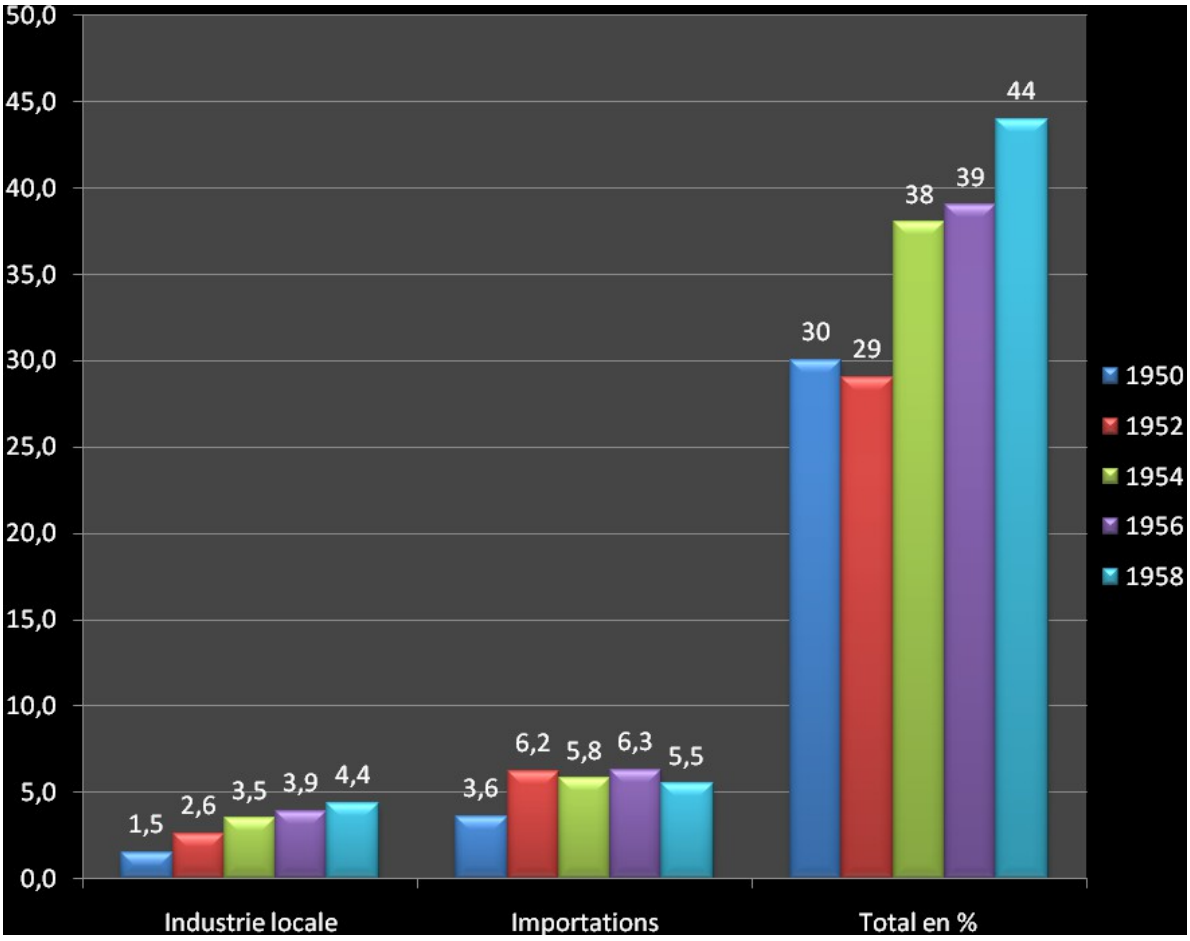
I.3.2. - LA PÉRIODE 1945 -1960 OU PÉRIODE D'UNE POLITIQUE DE PAYSANNAT.

Face aux tensions(révoltes, grèves et mutineries) des années 1944-1945, l' administration chercha à stabiliser le système colonial en essayant de relever le niveau de vie du prolétariat africain, en favorisant le développement d'une petite paysannerie intéressée à améliorer ses techniques de production et ses revenus et en n'empêchant plus la constitution d'une petite bourgeoisie de commerçants, de fonctionnaires et d'employés. Tout ceci devait être réalisé grâce à une intervention accrue de l'État dans l'enseignement, les services sociaux et l'encadrement agricole. En fait, la politique du paysannat n'était autre que la professionnalisation de la population indigène. Ceci ne fut possible qu'à partir du moment où les grands secteurs d'activités contrôlés par le capital financier, eurent atteint le stade de l'autofinancement, et où les dépenses de main-d'œuvre n'y représentaient qu'une fraction peu importante du côté de la production.

Cette politique fut fondée par le climat de facilité provoqué par la forte demande de matières premières par l'Europe et les États-Unis jusqu'en 1954. La forte demande de main d'œuvre qui en résulta conjugua ses effets avec la demande de produits agricoles pour relever les revenus agricoles et surtout les salaires. Le pouvoir d'achat des masses africaines put ainsi s'accroître. Ceci permit alors l'élargissement du marché interne et l'amorce d'une substitution aux importations dans les secteurs de biens de consommation de masse (cf. tableau3)

Tableau 3 - L'EXPANSION DES INDUSTRIES DE CONSOMMATION AU CONGO ENTRE 1950-1958.

(Biens de consommation en milliards de francs courants)



Source: J.L. LACROIX, Industrialisation au Congo: la transformation des structures économiques, Paris, 1966, in Accumulation et sous-développement au Zaïre, p. 37.

L'expansion de l'industrie locale entraîna une forte hausse des salaires, car elle était simultanée dans tous les secteurs, il y avait en effet une réelle concurrence entre employeurs pour mobiliser le surplus de travail. Au même moment, il y eut un grand effort de rationalisation dans les mines et dans l'industrie, au point d'entraîner finalement une diminution absolue de l'emploi dans ces deux secteurs. Cette conséquence était très grave, puisque dorénavant la crise économique, sociale et psychologique de la société agraire, déstructurée par cinquante ans de pressions continues, créait les conditions d'une émigration massive dans les villes. C'est à cette époque que s'amorça l'exode rural.

Dans ces conditions la hausse de salaires intervenue entre 1948 et 1955, sous la poussée de

l'expansion ne pouvait qu'être temporaire ; une baisse suivit, qui refléta la diminution de la demande, lorsque le pouvoir d'État entra en crise. Après 1960, plus rien n'empêcha l'effondrement brutal des salaires réels urbains.

Tableau 4 - ÉVOLUTION DU CAPITAL (K), DE LA PRODUCTION A PRIX CONSTANT (O), DE LA MAIN-D'ŒUVRE (L), DE LA PRODUCTIVITÉ DE TRAVAIL (O/L), DU RAPPORT CAPITAL / TRAVAIL (K / L) ET CAPITAL / PRODUIT (K / O).

1950 = 100 (prix constants)

	Agriculture européenne		Mines		Industrie manufacturière		Transport	
	1954	*1958*	*1954*	*1958*	*1954*	*1958*	*1954*	*1958*
K	145	215	153	180	190	214	110	113
O	148	200	153	129	166	220	165	194
L	111	130	87	76	124	80	122	124
O/L	136	155	176	170	134	275	127	156
K/L	130	165	176	236	153	267	90	91
K/O	98	108	100	139	114	97	66	58

Source: Bulletin Banque Centrale, n° 10, 1955, n°11, 1959, in Accumulation et sous - développement au Zaïre 1960 - 1980, pp. 39 - 41.

Notons qu'à la veille de l'indépendance, la dynamique de la société coloniale devient un phénomène essentiellement urbain, ce qui est un glissement important par rapport à l'avant-guerre.

Cette situation favorisa la croissance des classes moyennes européennes, mais aussi africaines qui joueront un rôle non négligeable dans l'évolution sociopolitique des années cinquante. Mais, cette évolution n'a pas pu modifier fondamentalement les conditions de développement. Celles-ci restent dominées par la stagnation relative du monde rural, qui regroupe l'immense majorité de la population active féminine et masculine. La crise agraire maintient la base économique du système colonial dans les limites étroites, même si elle est masquée par une conjoncture de prospérité sur les marchés internationaux.

Le monde des campagnes reste dominé par les séquelles du modèle d'indigénisation mis en place pendant l'entre deux guerres. Cette politique d'indigénisation(modèle du paysannat indigène) doté de grands moyens humains et matériels pour réaliser une percée technologique qui aurait permis de mettre sur pied une vraie agriculture paysanne, n'a pas eu des effets escomptés. Des

investissements importants furent certes réalisés, mais ils concernaient surtout les stations agronomiques et les fermes expérimentales, tenues en mains par des agronomes métropolitains. Des résultats furent acquis, mais ils furent trop souvent confondus avec le succès de la diffusion de l'innovation en milieu paysan. Or dans ce milieu, les moyens étaient beaucoup plus limités.
Exemple : il suffit de rappeler que l'ensemble des dépenses exécutées pendant le plan décennal à la fin 1959 étaient de 43,4 milliards de francs, sur lesquels les dépenses consacrées à l'agriculture africaine représentaient en tout 1,1 milliard ; c'est-à-dire 2,5%.
Ce chiffre est à comparer aux dépenses de l'État congolais en matière d'agriculture depuis 1965, et l'on constatera qu'ils sont du même ordre. Ce qui prouve que tout ce qui a été fait au Congo indépendant n'est que la reproduction du modèle colonial, malheureusement avec moins de réussite.

Malgré des discours de l'époque, comme l'a fait remarquer PEEMANS[39] **:** "*L'Administration coloniale restait fort marquée par la tradition autoritaire de l'avant guerre, cherchant à réaliser le changement technique de la manière qu'elle avait mis en place les cultures obligatoires.*
L'administration coloniale gardait une grande méfiance à l'égard des phénomènes spontanés du marché, de la capacité d'adaptation individuelle du paysan ou de la capacité d'organisation collective pour favoriser la modernisation. Les institutions et les moyens mis en place gardaient un aspect très contraignant et autoritaire, même quand, en apparence, il s'agissait d'organismes nouveaux, comme par exemple les coopératives. **"**
Le paternalisme extrême de belges finit par excéder les éléments entreprenants du monde rural qui n'acceptèrent plus les surveillances tatillonnes.
L'Administration coloniale n'a pas pu mettre en œuvre ses projets de développement agricole pour deux raisons principales :
a) à cause de son paternalisme aveuglant qui l'empêcha d'oublier son autoritarisme de l'époque d'indigénisation ;
b) par l'opposition des groupes d'intérêts financiers belges, qui voyaient d'un très mauvais œil les réformes de la politique paysanne.
L'échec de cette politique - du moins de cette tentative - n'a fait qu'accélérer l'exode des

[39] PEEMANS J.Ph., op, cit, p.42

éléments les plus actifs du monde paysan vers les villes. Ce qui ne pouvait qu'accentuer la crise agraire et priver le système socio-économique colonial d'une base interne solide. Par conséquent, la paysannerie resta un monde passif, tributaire des fluctuations des cours des matières premières sur le marché international.

Au niveau global, les politiques du paysannat n'ont pas pu modifier la situation mise en place par la politique d'indigénisation et des cultures obligatoires. Entre 1930 et la fin de la période coloniale, la croissance de la production est due en milieu paysan essentiellement à l'extension des superficies. Pour la plupart des cultures, les progrès de productivité sont dérisoires, voire négatifs (tableau 4). Les conséquences en sont évidemment importantes du point de vue de l'appauvrissement des sols, de la réduction de la jachère qui, combinées avec la sur occupation des terres dans certaines régions due à la pression démographique, provoqua une dégradation structurelle des écosystèmes, dont les conséquences se feront sentir après l'indépendance.

La crise agraire que connaît la RD Congo depuis son indépendance en 1960, peut être expliquée en partie par les conséquences de cette politique. En effet, comme l'a souligné Peemans[40] **:** " *Ses racines historiques se trouvent dans le système colonial, même si son ampleur a été masquée par l'euphorie des années d'or de la dernière décennie avant l'indépendance et, surtout, par les transferts importants réalisés à cette époque par l'État colonial vers les régions rurales, pour y développer, en vertu de sa nouvelle politique « welfariste», un système d'éducation élémentaire et de santé publique d'une ampleur incontestable.* " D'ailleurs comme nous le verrons, dès 1957, l'agriculture montrait déjà des signes d'essoufflement, tout comme la croissance économique congolaise. On peut ainsi affirmer que la volonté d'instaurer une petite paysannerie entre 1945-1960 n'a pas suffit pour rattraper les conséquences négatives du modèle mis en place entre 1920 et 1945 sur le comportement de la paysannerie, et surtout pour donner des assises au développement du capitalisme agraire ou à une économie paysanne.

Nous ne cherchons pas ici à méconnaître les résultats positifs, dans l'ensemble, du système mis en place pendant l'époque coloniale mais, il est nécessaire de rappeler ses côtés négatifs, qui éclaireront les difficultés du secteur rural après l'indépendance de la colonie, et de révéler son caractère excluant qui a empêché l'éclosion d'une bourgeoisie commerciale.

[40] PEEMANS J.Ph., op, cit, p.44

L'Administration, à travers le processus d'extension et de centralisation qu'elle connaissait depuis 1945, devient elle-même une composante essentielle de ce milieu urbain. Mais dans ce monde en évolution rapide, l'indigénisation, base de l'emprise sur le monde rural dominé devenait d'autant plus difficile à imposer que l'Administration elle même connaissait des changements profonds avec le développement simultané d'une couche de petits et moyens fonctionnaires d'origine métropolitaine et d'une couche importante de fonctionnaires subalternes d'origine congolaise. Par ce fait même, les rapports entre le monde colonial dominant et le monde indigène dominé devenaient beaucoup moins nets qu'auparavant. Les premiers constituaient une nouvelle frange du monde européen dominant facilement menacée par la montée des seconds qui, eux, se satisfaisaient mal de leur statut hybride à la lisière des deux mondes

Cette évolution remettait en cause les clivages traditionnels et engendrait une dynamique de conflit qui traversait l'Administration elle-même, alors qu'elle était incapable de trouver un substitut à ce qui avait fait sa maîtrise incontestée du monde africain dominé. Comme le soulignait Peemans[41] **:"***Le développement de la dynamique conflictuelle entre les petites bourgeoisies européenne et africaine, permit l'irruption d'abord des éléments idéologiques et politiques d'origine métropolitaine dans le chef des fonctionnaires européens soucieux de défendre leur statut, ensuite d'une radicalisation progressive dans le chef des petits fonctionnaires africains, qui allait finalement déboucher sur une affirmation de type nationaliste.* **"**

L'échec de la modernisation agraire, qui aurait sinon renforcé la sphère d'intervention autonome de l'Administration et conforté son autorité, a favorisé l'apparition de forces centrifuges qui ont progressivement paralysé l'Administration coloniale comme pouvoir de décision, contribué à transférer celui-ci vers la métropole, et à hâter de ce fait, le processus de décolonisation.

Le développement rural ne pouvait pas être subordonné aux besoins en main-d'œuvre du secteur industriel ou minier, et surtout, la paysannerie ne pouvait pas être un objet d'expérimentation politique. Le développement de la production avait autant un objectif de contrôle social et d'éducation que des buts économiques. L'échec de la politique de modernisation agricole a certainement joué un rôle dans le processus de décolonisation. Cette politique ne devint jamais,

[41] PEEMANS J.Ph., Accumulation et sous-développement au Zaïre, 1960-1980, pp.268-269

par manque de résultats substantiels, un substitut à la politique d'indigénisation qui était tournée progressivement en désuétude. Par le fait même, l'Administration perdit le contrôle d'un élément essentiel qui assurait son autonomie de décision à l'intérieur du monde colonial dominant et face aux pouvoirs métropolitains. Cette autonomie reposait sur sa capacité particulière à maîtriser les problèmes du monde indigène, avant tout le monde rural. Cette évolution vint se greffer sur les tendances socio-économiques, qui, donnaient de plus en plus d'importance aux centres urbains.

La lutte pour la décolonisation ayant été menée par les élites citadines, on peut donc tenir pour acquis, comme l'a fait remarquer BAYART J.F. [42]que: " *La révolution politique de l' indépendance n' a pas été une révolution paysanne. Elle a même souvent entraîné une aggravation de la condition des cultivateurs que révèlent l'évolution des prix d'achat aux producteurs ou celle des revenus ruraux, et la ventilation des dépenses publiques.* "

L'une des principales cause de difficultés de l'économie congolaise - la gestion de l' État post colonial par une élite sous-formée -, nous la présenterons dans le second chapitre de cette première partie de notre étude.

[42] Bayart J.F., L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Fayard, Paris, p.91

CHAPITRE II : LA DECOLONISATION DU CONGO-BELGE ET LA GESTION DE L'ETAT POSTCOLONIAL PAR L'ELITE SOUS-FORMEE ET LEURS CONSEQUENCES.

Le présent chapitre décrit le processus de décolonisation tumultueux, ainsi que les difficultés rencontrées par l'élite congolaise pour poursuivre ou changer le modèle d'accumulation du capital ou de développement, initié dans la colonie. La gestion de l'État post-colonial par cette élite sous-formée – qui n'a pas su renverser la structure extravertie de l'économie congolaise – explique en grande partie la crise que connaît la RD Congo depuis le milieu des années 70.

Ce second chapitre montre, enfin, comment un pays en état de pré-décollage économique dépend de l'étranger, comment les différents dirigeants nationaux n'ont pas su renverser la structure extravertie de l'économie congolaise, ainsi que l'origine des déséquilibres structurels de cette économie.

Contrairement à l'Angleterre et à la France, la Belgique n'a pas voulu préparer le processus de décolonisation, et surtout préparer les congolais à assurer une éventuelle relève de l'administration coloniale. L'indépendance précipitée du Congo, acquise le 30 juin 1960, et l'accession des notables congolais à la direction de la nouvelle administration indépendante, se sont accompagnées de troubles politico-militaires. La Belgique, ayant concédé le pouvoir régalien aux congolais, garda le contrôle de la Force publique pour pérenniser les investissements belges dans l'ancienne colonie, et par là-même refusa de transférer les pouvoirs économiques à la nouvelle élite congolaise.

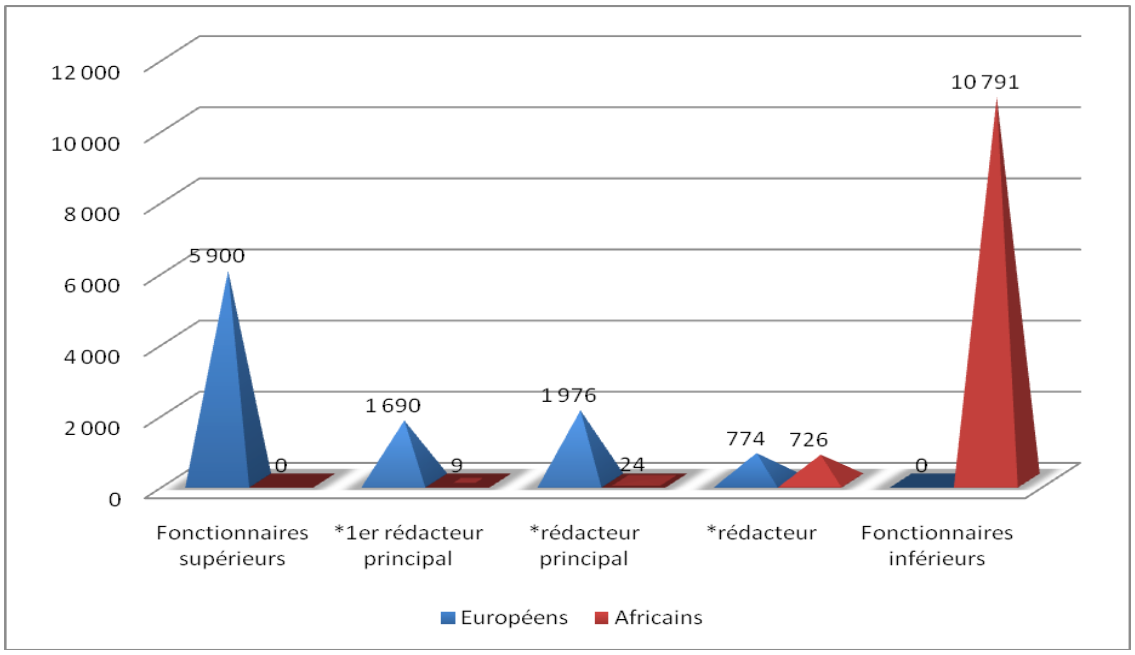
II.1 – LA TRANSMISSION DES POUVOIRS REGALIENS.

Face aux soubresauts des indépendances en Afrique subsaharienne (ASS), la Belgique organisa dans la précipitation deux conférences (politique et économique), lors de ce qu'on appela "La Table ronde", pour décider de la date de l'indépendance du Congo. Contrairement aux modèles coloniaux français ou britanniques, la Belgique n'a pas formé les

cadres africains, capables de prendre la relève des cadres métropolitains. En 1960, lors de l'accession du pays à l'indépendance , parmi les Universitaires de la Fonction publique, on avait 4.642 Européens et 3 Africains seulement. Parmi le personnel administratif, le Congo ne disposait d'aucun fonctionnaire supérieur africain; le personnel administratif africain occupait que des fonctions subalternes (cf. tableau 5).

Tableau 5: CONGO - BELGE : PERSONNEL ADMINISTRATIF (1960)

	Européens	Africains
Fonctionnaires supérieurs	5 900	0
Fonctionnaires de niveau intermédiaire :		
*1er rédacteur principal	1 690	9
*rédacteur principal	1 976	24
*rédacteur	774	726
Fonctionnaires inférieurs	0	10 791
Total	**10340**	**11550**



Source: Indépendance, inflation, développement; l'économie congolaise de 1960 à 1965, Paris-la Haye, édition Mouton, 1968, in Accumulation et sous développement au Zaïre 1960-1980, p.53.

L'impréparation du personnel administratif est bien décrit par J.M.

WAUTELET[43] **:** " *Le personnel politique du nouvel État comprend 60 % d'anciens fonctionnaires africains de l' Administration coloniale, 34¨% d'agents subalternes du secteur privé et 6 % d' indépendants (artisans, journalistes). Soixante-dix pour cent d'entre-eux n'ont pas dépassé le niveau de l'enseignement secondaire, c'est- à-dire trois années post-primaires.* "
L'Administration, n'est certes pas l'unique secteur où cette impréparation du personnel est avérée. Celle-ci se rencontre à tous les domaines car la politique de l'indigénat ne se souciait pas de former ou éduquer les ruraux. Ainsi, le Congo indépendant ne disposait d'aucun agronome (ce qui pourrait expliquer l'abandon de l'agriculture et l'absence d'encadrement de la paysannerie). Sans spécialiste dans aucun domaine, le pays était donc « mal parti ».
La toute première difficulté rencontrée par les nouveaux dirigeants fut la gestion des institutions politiques héritées de la colonisation. En effet, à la veille de l'indépendance, la Belgique fabriqua dans la précipitation des institutions politiques dignes d'un pays démocratique occidental: un gouvernement, un parlement et des partis politiques inspirés du modèle métropolitain. J.M. WAUTELET[44] rappelle que: " *La Belgique avait prévu pour le Congo indépendant des institutions politiques et financières comme il s'en trouve dans les démocraties occidentales: un gouvernement contrôlé par le parlement élu au suffrage universel, une Administration publique surveillée par une cour de comptes, une banque nationale suffisamment autonome pour sauvegarder l'orthodoxie monétaire (superviser les banques privées, contenir le crédit à l'État, administrer les réserves de change.*" Mais, qui devait gérer ces institutions complexes? Le personnel subalterne de l'Administration coloniale ou les 5900 fonctionnaires supérieurs européens? Dans ce dernier cas, pouvait-on parler de l'indépendance du Congo?

Alors que dans les colonies françaises, les leaders étaient recrutés dans une élite intellectuelle formée dans les Universités ou dans des écoles spécialisées, ayant parfois une expérience ministérielle (SENGHOR, HOUPOUHET BOIGNY), les leaders congolais étaient des combattants frustrés par un modèle colonial paternaliste et méprisant. Les conséquences de cette frustration ne se sont pas fait attendre. Dès les tous premiers jours de l'indépendance, la mutinerie des soldats congolais contre l'ensemble de la hiérarchie provoqua la fuite des

[43] WAUTELET J.M., Accumulation et sous- développement au Zaïre, 1960-1980, p.54
[44] WAUTELET J.M., op, cit, p.52

fonctionnaires européens. Les fonctionnaires africains devaient apprendre et gérer en même temps les institutions complexes du nouvel État. Cela fragilisa le nouveau pouvoir à l'intérieur du pays et dans les négociations internationales. La "congolisation " qui en résulta se caractérisait par:

- la dislocation successive des différentes bases institutionnelles léguées par l'ancienne métropole, entraînant un processus de fragmentation centrifuge qui instaura pendant près de 5ans une anomie du pouvoir dans la mesure où les interventions internationales faisaient obstacle à l'émergence de nouvelles forces politiques;
- la sécession du Katanga et les rébellions au Kivu et Kisangani (1963).

Notons que la puissance coloniale n'est pas innocente dans ces différents troubles. Sa part de responsabilité est établie dans le cas de la sécession katangaise et l'assassinat de Patrice Emery LUMUMBA.

Ces différents conflits (à l'exception des rebellions de 1963) se sont déroulés dans les deux mois qui ont suivi l'indépendance; ce qui entraîna l'écroulement du cadre constitutionnel établi par la "Loi fondamentale" . La structure politique unitaire et hiérarchisée de la colonie disparut bien que, formellement, les institutions et les fonctionnaires subsistèrent. Forcé par les événements, et surtout par la mutinerie de l'armée, le Premier ministre, P.E. Lumumba, n'avait pas d'autre choix que de faire appel aux détachements de l'ONU et de l'Armée belge.

Les circonstances de l'indépendance du Congo auront des répercutions à long terme, qui expliqueront les difficultés structurelles que connaît le pays jusqu'à ce jour.

En résumé, à la veille de l'indépendance, le Congo, a dû surmonter trois types de difficultés.

Premièrement: l' impréparation des Congolais à gérer les affaires du nouvel État.

Deuxièmement**:** la fuite des fonctionnaires européens et l'apprentissage forcé des fonctionnaires autochtones, qui devaient gérer les institutions complexes, d'où : la désintégration de l'État.

Troisièmement: la sécession katangaise, la mutinerie de l'Armée (et plus tard les rebellions du Kwilu, du Kivu et Kisangani) ont rendu le pays ingouvernable. Lumumba a dû faire appel à des troupes Onusienne et belges.

A - CONSÉQUENCES DE L'IMPRÉPARATION DE L'ÉLITE CONGOLAISE.

Le paternalisme belge, qui imposa l'assujettissement et la servitude des autochtones sans se préoccuper de la relève, était un modèle étranger qui, à la fois, obligeait à la rupture avec la culture traditionnelle et interdisait l'assimilation de la culture dominante. Le système colonial belge a créé une aliénation culturelle qui paraît beaucoup plus grande que dans le système français et anglais, et qui fut l' une des causes des revendications de l'indépendance.

L'aliénation culturelle et l'impréparation des autochtones expliquent le comportement de ces derniers après l'accession du pays à l'indépendance. En effet, faire des études universitaires fut un défi permanent pour les Congolais, et cela pour plusieurs raisons:

- a) pour ressembler ou rivaliser avec l'ancien colonisateur;
- b) pour être considéré comme un « évolué » et faire partie de la nouvelle bourgeoisie naissante;
- c) pour pouvoir se faire une place dans la nouvelle société indépendante et remplacer les fonctionnaires européens, afin de pouvoir bénéficier des avantages dus à ces nouvelles fonctions (voitures, maisons, etc.).

La course aux titres universitaires ne s'est pas fait sans conséquence. Cette attitude a créé une situation paradoxale. Alors qu'à l'époque coloniale, le système en place n'avait formé que des exécutants : c'est-à-dire des fonctionnaires intermédiaires et subalternes, cette course aux titres universitaires s'est faite au détriment de ces métiers intermédiaires (si indispensables pour l'exécution des décisions prises par les dirigeants politiques), et surtout au détriment des formations professionnelles et qualifiées.

Après 50 ans d'indépendance, le pays possède de milliers des diplômés des Universités, dont une grande partie est au chômage, faute d'avoir trouvé un emploi dans l'Administration publique et dans les quelques entreprises privées du pays, et dont une autre part émigre, fuyant la précarité et l'instabilité politique.

Les autorités congolaises n‘ont pas su infléchir cette mauvaise tendance. Ainsi, le pays manque cruellement d‘ouvriers qualifiés, des conducteurs de travaux, chefs de chantiers pour les travaux publics, des vulgarisateurs agricoles. Ces carences expliquent les difficultés rencontrées par ce pays dans le domaine de la maintenance des éléphants blancs construits pendant la période dite des grands travaux, mais surtout explique le manque d‘encadrement du monde rural.

Les exemples pour illustrer cette situation abondent dans tous les domaines: l‘immeuble du Centre de Commerce International du Zaïre (CCIZ) est déserté pour mauvais fonctionnement de la climatisation par exemple. Dans cette période de pénurie des devises, le pays ne peut plus se permettre de faire venir de l‘ étranger les sociétés spécialisées dans le domaine de climatisation, et comme il n‘existe pas des sociétés locales à la hauteur de la tâche, l‘immeuble ultramoderne est laissé à l‘abandon. Cet état d‘abandon, par faute des ressortissants nationaux qualifiés, nous le rencontrerons dans la partie consacrée aux "Grands travaux". A quoi bon avoir des architectes, ingénieurs, agronomes, si on n’a pas d‘ouvriers qualifiés pour exécuter les travaux envisagés par les autorités du pays ? C‘est ainsi que les agronomes formés sur place ou à l‘étranger (sensés être les hommes de terrains) se retrouvent assis derrière des bureaux climatisés dans les villes, au lieu d’aller aider les paysans aux nouvelles techniques d’exploitation pour les cultures de base et d’exportation.

Les ouvrages de travaux publics sont confiés aux entreprises étrangères, alors que le Congo dispose actuellement d’ingénieurs, architectes compétents. Il va sans dire que les coûts d’exploitation seraient moindres si de tels ouvrages étaient confiés aux entreprises locales. Une chose est sûre; cette pratique favorise l’enrichissement des décideurs, grâce à la corruption, aux commissions attrayantes qu’engendre la réalisation de tels travaux.

B - CONSÉQUENCES DE LA FUITE DES FONCTIONNAIRES EUROPÉENS ET DE L’APPRENTISSAGE FORCÉ DES FONCTIONNAIRES CONGOLAIS, QUI DEVAIENT GÉRER LES INSTITUTIONS COMPLEXES.

Le pays étant laissé aux mains de gestionnaires inexpérimentés, forcés du jour au lendemain d‘assurer les responsabilités auxquelles ils n‘étaient point préparés, alors que

jusqu'ici ils n' étaient bons qu'à exécuter les décisions des fonctionnaires supérieurs européens, des luttes intestines pour la "Course au pouvoir" se développèrent au détriment de l'efficacité, entraînant la paralysie de l'appareil d'État.

La création ou plutôt, l'instauration de plusieurs partis politiques réveilla les diables qui jusqu'alors dormaient (le tribalisme, le régionalisme), on n'adhérait pas à un parti politique en fonction de ses idées, de son programme, de l'idéologie qu'il prônait mais, tout simplement par ce que ses dirigeants étaient originaires de sa propre région d'origine. Cette situation a prévalu tout au long du régime Mobutu, et a perduré après 1997.

La vague des indépendances que l'Afrique a connue dans les années 60, précipita l' « émancipation » on du Congo, qui ne disposait pas d'élites susceptibles d'assurer la relève de fonctionnaires européens. Cette ascension accidentelle et hasardeuse serait l'une de causes principales de la débâcle qu'allait connaître le Congo, puis le Zaïre de Mobutu.

L'élite sous-formée qui accéda au pouvoir après l'indépendance du Congo-Kinshasa, n'a pas su assurer la prospérité de l'ancienne colonie belge. Par contre, les pays potentiellement moins riches que le Congo, mais dont les futurs dirigeants furent mieux formés - avant d'accéder au pouvoir - comme à l'exemple de la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, ont , été mieux gérés que la RD Congo.

La pénurie de cadres a poussé le Congo indépendant - et particulièrement la seconde République – à faire appel à tous ceux qui avaient atteint le niveau universitaire pour occuper des postes de responsabilité dans la nouvelle administration. Cette nouvelle nomenklatura, dont la grande majorité des membres, comme l'a indiqué Stephen SMITH[45] **: "** *Etaient souvent passés de plein - pied de l'Université à la tête d'un ministère ou d'une société d'État. Voitures et logements de fonction, personnel de maison en nombre, charges diverses et frais scolaires payés, soins médicaux dans les capitales occidentales, copieux per diem (défraiements forfaitaires journaliers) lors des « missions » à l'étranger [...], s' approprier, en*

[45] SMITH STEPHEN, Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt, Ed. Calvan-Levy, Paris, 2003, p.71

quittant une position dirigeante, le mobilier de bureau, le véhicule et le domicile de fonction, préserver à vie la gratuité de l'eau et de l' électricité, voire d'une ligne téléphonique « ouverte » , tout cela passe encore aujourd'hui pour « acquis » que, des décennies d'austérité n'ont pas pu remettre en question."

Le népotisme du régime Mobutu a permis l'impudence et ostentation de ces hiérarques**,** qui ne se gênaient pas d'étaler leurs richesses, leurs châteaux, maisons ou appartements « acquis » en Belgique, au Canada, dans toute l'Europe ou en Afrique du Sud. Ces éléments de la ploutocratie congolaise, contrairement aux militants de l'indépendance, changèrent leurs modes de vie pour se livrer à des consommation de prestige qui, comme l'a indiqué BAYART[46] : "*Loin de se résumer à une logique d'occidentalisation et d'aliénation, ont contribué à l'appropriation de la modernité venue d'ailleurs par les acteurs autochtones et elles ont consisté en cette « réinvention de la différence » qui est inhérente au processus de globalisation."*

Lorsque les prix du cuivre étaient au zénith au début des années 70, la nouvelle bourgeoisie ploutocratique percevait des salaires très élevés, accompagnés d'avantages léonins. Ainsi par exemple, comme l'a rapporté J.F. BAYART[47] **:** "*Un membre du bureau politique, au Zaïre, touchait 6000 $ par mois en 1974, complétés par les jetons de présence auxquels donne droit la participation à des Conseils d'administration. Le plus souvent, néanmoins, ils sont relativement modestes, au vu du standard occidental, et sont soumis à l'érosion monétaire. Mais ils s'accompagnent de nombreux avantages en nature, parfois considérables: logement, voiture, bourses pour les enfants, soins, voyages*", sans oublier les distributions hebdomadaires de boissons (bières, eaux distillées), gratuité de terrains de construction. La détention d'une position du pouvoir facilite l'obtention des crédits bancaires ou privés. Il serait intéressant que la Société de Financement et de Développement (SOFIDE) publie les noms de ses débiteurs.

La mutinerie de l'Armée qui provoqua la fuite des Européens, exprimait les revendications des sous-officiers et soldats congolais, d'accéder aux postes de commandement

[46] Bayart Jean François, L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Ed. Fayard, Paris, 2006, p. 97.
[47] Bayart Jean François, L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Fayard, Paris, 2006, préface, p..XLIV.

dans l'ancienne Force publique. La fuite des officiers supérieurs belges permit aux Congolais d'accéder aux grades et fonctions occupés jadis par les Européens.
Comme ce fut dans le cas de l'Administration, les officiers congolais se transformèrent en hommes d'affaire, bénéficiant de toutes les attentions du Chef de l'État - après le coup d'État du 24 novembre 1965 -, ponctionnant la Banque centrale, bénéficiant aussi des crédits auprès des banques commerciales, surtout auprès de la SOFIDE ; crédits non remboursés.
Les bourses d'études pour les grandes académies militaires européennes, américaines, se marchandaient ou bénéficiaient à la « coterie tribale » ou aux descendants de la bourgeoisie autocratique.

Les pratiques vénales des officiers furent imitées par les sous-officiers et soldats, comme nous le montre ce témoignage collecté par J.F. Bayart[48] **:** " *Du propre aveu de l'un de sous - officiers, la Force Aérienne Zaïroise (FAZA) a, par exemple, été littéralement vidée de sa subsistance du fait des ponctions auxquelles s'est adonné son encadrement. Le personnel navigant l'a transformé en Compagnie de transport aérien, pratiquant des tarifs inférieurs de moitié à ceux de la société nationale Air Zaïre. « Avec l'argent ainsi gagnés, ils achetaient à bas prix dans l'intérieur du pays des denrées alimentaires qu'ils revendaient deux à trois fois plus cher à leur retour à Kinshasa, où le coût de la vie était beaucoup plus élevé. Avec ce nouveau système de commerce né au sein de la force aérienne, le personnel navigant avait trouvé une énorme ressource financière ». Cependant, les agents de la maintenance virent d'un mauvais œil ces profits dont ils étaient écartés et négligèrent l'entretien des avions, ce qui provoqua à l'époque de nombreux accidents et causa beaucoup de morts dans la famille des navigants techniques militaires.* "
De telles pratiques se généralisèrent au sein de toute l'Armée, par la vente de moteurs de blindées, de véhicules, de carburants des avions et de tout matériel de transport de la Force Armée Zaïroise (FAZ).Cette gabegie fut découverte lors de la guerre dite de « libération » et la marche triomphale de l'AFDL de L.D. Kabila, quand le pays découvrit que son Armée ne disposait plus d'avions de chasse, de blindés, d'armement.

[48] Bayart J.F. , op, cit, pp. 288-289

Pays considéré comme « scandale géologique », regorgeant de richesses du sous-sol, le Congo (R.D) ne dispose d'aucune école ou centre de formation en matière géologique, métallurgique, d' où pouvaient sortir des cadres, agents de maîtrise ou ouvriers hautement qualifiés, susceptibles de maîtriser la prospection, l'exploitation, le traitement et la commercialisation de tous les minerais du pays. Cette richesse supposée, n'a enrichi qu'une minorité au détriment du plus grand nombre. Si le Congo est riche, par des pratiques prédatrices de ses dirigeants: le peuple congolais est pauvre. Après 50 ans d'indépendance: la R.D. Congo a reculé dans sa marche vers le mieux être, quelle qu'en soit la définition.

En examinant les secteurs agricole, minier, industriel - qui ont permis jadis à Léopold II, puis à la Belgique de tirer d'importants profits -, il est indéniable que la politique - menée par les différents dirigeants de ce pays -, consistant au repli sur une économie de rente, d'exploitation de pactoles naturels, sans soucis de la valeur ajoutée par l'homme est l'une des conséquences du cataclysme quasi-général que connaît la R.D.Congo aujourd'hui.

La fuite des fonctionnaires et officiers européens, les pratiques vénales, la corruption, le clientélisme, la prédation, la prébende, l'immobilisme politique des années 90, les conséquences de l' avènement au pouvoir de L.D. Kabila, le dépècement du pays par les pays voisins, les conséquences des programmes de stabilisation et d' ajustement, ont conduit à la désintégration de l'État.

Qu'elles furent les conséquences de cette désintégration de l'État, pendant les années qui ont suivi l'indépendance du Congo.

C. - LES CONSÉQUENCES STRUCTURELLES DE LA DÉSINTÉGRATION DE L'ÉTAT DANS LES ANNÉES 60.

La fuite des fonctionnaires et officiers européens, l'apprentissage forcé et l' amateurisme des fonctionnaires et officiers Congolais affaiblirent le pouvoir du nouvel État, et cela entraîna des nombreuses conséquences dans le court et moyen terme. Le vide laissé par ce départ précipité de fonctionnaires supérieurs et intermédiaires européens propulsa aux postes de responsabilité des nationaux qui occupaient jadis des fonctions subalternes sous le régime

colonial. Ceux-ci constituèrent, du jour au lendemain, la petite bourgeoisie administrative et commerçante. La formation de ces nouveaux dirigeants, qui ne dépassaient pas trois années post-primaires, ne suffisaient pas pour assurer les lourdes responsabilités qui les attendaient.
L'Armée ne comptait aucun officier Congolais en 1960. Ses éléments subalternes, qui remplacèrent au pied levé leurs anciens supérieurs hiérarchiques, et qui prirent le pouvoir le 24 novembre 1965 ne pouvaient restés indifférents aux acquis d'autres catégories socioprofessionnelles, qui ont gravi les échelons dans leurs domaines d'activité respectifs, en espérant pouvoir bénéficier aussi des avantages correspondants à leurs nouveaux grades et fonctions (logements, voitures, soldes conséquents). Ces revendications furent à l'origine de la mutinerie de l'Armée en 1960, qui provoqua la fuite de fonctionnaires et officiers européens du territoire. A partir de cette date un élément nouveau apparu dans le paysage politique du Congo: l'Armée.

Les premières années de la colonisation belge se caractérisaient par un contrôle accru de l'État dans toutes les activités économiques du territoire. C'est lui qui autorisait les investissements étrangers, en y prenant, dans la plupart de cas, des parts non négligeables.
Les entreprises étrangères formèrent souvent leur capital par autofinancement, et comme l'a indiqué PEEMANS[49] **: "** *La partie du surplus investie au Congo ne représentait qu'une fraction du surplus disponible, l'autre étant transférée sous forme de revenus distribués vers l'étranger."*
Ce mouvement de transfert vers l'étranger s'accéléra surtout à partir de 1957, suite à la crise de confiance généralisée dans le système colonial.

Face à l'incertitude créée par la détérioration des conditions économiques et politiques, et surtout à la méfiance des investisseurs privés, l'État chercha à combler ce vide, en injectant ses propres investissements au Congo. Toutefois cette nouvelle donne ne rassura pas la bourgeoisie coloniale, bien au contraire ; elle accéléra les transferts vers la métropole, sous diverses formes (transferts de profits et de revenus privés). Par ce mouvement continu, l'État fut obligé d'emprunter à l'étranger pour financer les investissements publics.

Cette nouvelle stratégie de l'État colonial cachait autre chose. En effet, ce

[49] PEEMANS J.Ph., op, cit, p.39

financement des investissements publics, comme l'a noté PEEMANS[50] **,** accomplissait une double fonction: " *Il devait permettre la fuite du surplus économique vers l' extérieur tout en assurant un flux d' investissements sociaux et d' infrastructures non rentables pour le capital privé, et empêcher que cette fuite ne provoque une crise des paiements extérieurs et une stagnation économique interne qui eut aggravé encore les menaces de crises sociales et politiques.*"

Ces emprunts de l'État accrurent la dépendance envers le capital étranger. Cette situation qui allait bientôt compliquer la tâche des nouveaux dirigeants congolais, peut expliquer en partie l'importance de la dette publique du pays et la désintégration de l'État.

L'affaiblissement du pouvoir (après la fuite de fonctionnaires européens) entraîna trois grandes conséquences:

1°) la désintégration de l'État, qui permit la perpétuation des relations de pouvoir entre le capital étranger et la petite bourgeoisie bureaucratique;

2°) l'État se révéla incapable d'assurer la maintenance du système de transport qui acheminait le surplus agricole vers les cités et la Côte, et qui liait les marchés ruraux aux industries urbaines;

3°) la crise politique et l'affaiblissement du pouvoir d'État entraînèrent le pays dans sa première phase d'inflation rapide.

II.2 – LA CONQUETE DES POUVOIRS ECONOMIQUES.

Une fois acquis le principe de l'indépendance politique, la Belgique, et surtout les propriétaires du capital étranger engagé au Congo, organisèrent la Conférence/Table ronde économique d'avril-mai 1960, qui avait pour but d'écarter le futur État indépendant de la gestion des investissements belges et occidentaux. La duperie de cette Conférence fut résumée par LECLERCQ C[51] .**:** " *Du côté belge, en plus des représentants officiels du Parlement et du gouvernement, on trouvait un nombre respectable des délégués des grandes sociétés privées, belges et étrangères intéressées à l'émancipation prochaine du jeune État africain, du côté congolais, les principaux leaders politiques, se sont fait représenter par leurs « auxiliaires » de*

[50] PEEMANS J.Ph, op, cit, p.39

[51] LECLERCQ C., L'ONU et l'affaire du Congo, Paris, Edition Payot, 1964, p.24

second plan, aux connaissances économiques rudimentaires qui accordèrent sans difficulté ce qu'on leur demandait: le maintien des avantages financiers et économiques acquis par les belges. "

Ce qui importait pour les nouveaux dirigeants du nouvel État indépendant: c'était ce que MWALABA KASANGANA[52] a qualifié de " *ruée vers les postes administratifs, développement d'une bourgeoisie fonctionnaire incapable de développer le pays, complaisance dans les négociations avec la Belgique, « compradorisation » et non la prise en charge effective de l'activité économique nationale, tels sont les traits par lesquels se manifeste et s'objective la mentalité de l'homo-économicus congolais. Ces traits démontrent à suffisance sa négligence. En découlera une désorganisation complète de la production et tous les circuits économiques de 1960 à 1965.* "

Pour préserver les intérêts économiques belges dans le nouvel État indépendant, la Belgique légua au Congo un État post-colonial complexe, ainsi que sa force de coercition, la Force publique commandée (encore) par des officiers métropolitains. C'est donc d'un État à « polarisation variable », à structure foncièrement indirecte qu'ont hérité les « pionniers de l'indépendance ».

La défense des intérêts économiques belges, des entreprises britanniques et américaines, ainsi que la présence des officiers métropolitains au sein de la Force publique furent à l' origine de l'assassinat du premier Chef de gouvernement, démocratiquement élu, P.E. LUMUMBA, qui décria dans son fameux discours du 30 juin 1960 cet héritage. En effet, Lumumba était convaincu que l' indépendance politique ne suffirait pas à libérer l'Afrique de son passé colonial; il fallait aussi que *le « continent cesse d'être une colonie économique de l'Europe ».* Un tel discours ne manqua pas d'alarmer aussitôt les capitales occidentales, et dès lors condamna son auteur.

N'étant pas l'œuvre de congolais, l'État post-colonial, comme l'a souligné Bayart J.F.[53] **:** **"***N'est pas sans ressembler à ses prédécesseurs coloniaux et précoloniaux. Il obéit à une règle de l'inachèvement. Il fonctionne comme un rhizome de réseaux personnels et assure*

[52] Mwalaba Kasangana, L'évolution de l'économie Zaïroise en vingt ans d'indépendance, Cahiers Economiques et Sociaux, IRES Kinshasa, Vol ; xx, n° 3-4, septembre 1982, p.222

[53] Bayart J.F. , op,cit,p.318

la centralisation politique par le truchement des liens que possédaient les principaux attributs étatiques au sein d'une matrice lignagère et conciliaient de la sorte deux types d'organisation politique réputés à tort incompatibles. "

Longtemps exclus de la gestion de la richesse du pays, les congolais se lancèrent dans la course aux biens et aux privilèges du pouvoir, sans tenir compte du poids ou de l'importance du capital étranger dans leur pays, et surtout de son intégration à l'économie mondiale. Dès lors, les conflits entre le nouvel État et l'ancienne métropole devenaient inéluctables. D'autre part, la réappropriation des institutions d'origine étrangère, poussa les nouveaux dirigeants congolais à recourir aux réseaux personnels, et souvent au tribalisme pour gérer le nouvel État rhizome.

La mutinerie de l'Armée, les rebellions, la sécession du Katanga, ne furent que les manifestations d'accaparement du pouvoir, du surplus et de la rente d'exportations agricoles et minières.

Au Congo-belge, comme le soulignait Bayart J.F.[54] **:** " *La confusion de l'exercice de l'autorité politique et du prélèvement des richesses a largement survécu à l'étrange formule patrimoniale de l'« État libre » qu'avait osé imaginer le roi Léopold, et la symbiose entre le milieu de l'Administration et ceux des affaires est restée plus poussée qu'ailleurs*. "

La volonté d'enrichissement individuel ou ethnique affichée par les nouveaux dirigeants congolais, préfigurait les pillages ultérieurs de tous les corps de l'État (Administration, Armée, entreprises ou sociétés d'État).

Le paternalisme excluant belge a fait qu'*« En définitive, l'une des ruptures décisives de l'indépendance a résidé dans l'accès direct aux ressources de l'État qu'elle a accordé aux élites autochtones, jadis bridées par la tutelle du colonisateur. La fin de l'occupation sanctionnait la levée de nombre des contraintes politiques, administratives et économiques qui contrariaient l'appétit et les projets des accumulateurs africains. Elle leur ouvrait la maîtrise du cadastre, du crédit, du fisc, des offices de commercialisation des cultures de rente, de l'investissement public,*

[54] Bayart J.F., op,cit,p.99

de la négociation avec le capital privé, des importations. » [55]

Bayart J.F.[56] soulignait qu' " *En premier lieu, les positions de pouvoir sont les voies prioritaires, voire monopolistiques, qui mènent aux ressources de l'extraversion. Ressources diplomatiques et militaires dont la mobilisation permet de modifier le rapport des forces domestiques, comme au Congo-Léopoldville / Zaïre sous la première République ou au moment de l'invasion du Shaba par des dissidents armés. Mais aussi ressources culturelles, déterminantes maintenant que la maîtrise du savoir occidental conditionne celle de l'État et de l'économie. Dès les débuts de la colonisation, l'école a puissamment concouru au modelage de la stratification sociale et était une part intégrale du processus de chevauchement. Cela est demeuré si vrai qu'elle est l'un des enjeux les plus valorisés des stratégies individuelles, sociales ou ethniques.* "

A- LA PERPÉTUATION DES RELATIONS DE POUVOIR ENTRE L'ÉTAT ET LE CAPITAL ÉTRANGER.

Les nouveaux dirigeants congolais, en plus de leur impréparation à gérer les affaires du nouvel État, découvrirent un pays difficilement émancipable sur le plan politique et surtout économique. En effet, le Congo indépendant restait un pays où les intérêts belges étaient fortement installés et protégés par la Belgique. Les dernières années de la colonisation furent caractérisées par l'endettement de l'État vers le capital étranger. Cet endettement fut à l'origine des différents qui opposèrent les dirigeants congolais et le gouvernement belge. Ce dernier refusa d'assumer sa responsabilité sur l'importante dette publique laissée par le régime colonial, tandis que nouvel État indépendant ne parvenait pas à retrouver pleinement sa part et ses droits sur le portefeuille du pays.

La relève était, dès lors, déjà mal engagée, par les manœuvres dilatoires de l'ancienne puissance tutélaire et par l'exigence extrême des nouvelles autorités congolaises. Cette situation mérite d'être soulignée; car si le Congo indépendant avait pu jouir pleinement de

[55] Bayart, op,cit,p.103
[56] Bayart J.F.,op,cit, p104

son portefeuille, cela aurait pu faciliter la tâche de ses dirigeants. En effet, le Congo devait trouver un portefeuille estimé à 40 milliards de francs congolais de l'époque pour ses différentes participations dans 79 sociétés. Cette estimation est aujourd'hui reconnue par les deux parties en cause, et elle s'est faite sur une base modeste d'une capitalisation des revenus moyens estimés à 5 % d'intérêt annuel. Nonobstant les transferts par la bourgeoisie coloniale, l'entreprise Congo restait une affaire rentable pour la Belgique. Avec un produit intérieur brut commercialisé qui s'élevait à 63 milliards de francs en 1958, « *Les pouvoirs publics coloniaux disposaient théoriquement d' un instrument efficace pour pratiquer en matière économique une politique volontariste mais, il n' en fut rien dans un régime capitaliste oligopolistique.* » [57]

Les années qui précédèrent l'indépendance furent caractérisées par la volonté de l'État colonial de déléguer la gestion des affaires au secteur privé; et cela même dans les sociétés où il était majoritaire, telle que l'UMHK. Il ne se contenta que d'une simple représentation dans les Conseils d' administration et d'une modeste part dans la distribution des bénéfices: dans les années 50, les revenus du portefeuille n'ont rapporté à l'État que 10 % de ses recettes ordinaires. Comme l'a souligné WAUTELET J.M[58] , " *Privé de sa manne financière, le nouvel État devenait de plus en plus dépendant du capital étranger, et l'on assista par conséquent, à l'accroissement de l'autonomie des grandes firmes étrangères tant en agriculture d'exportation que dans le secteur minier.* "

B - LA CROISSANCE DES INÉGALITÉS SOCIALES ET LA CRISE ÉCONOMIQUE 1960 - 1965.

Après l'indépendance du pays (le 30 juin 1960), deux classes antagonistes se constituèrent au sein de la population autochtone. D'une part, on a vu l'essor de la petite bourgeoisie bureaucratique qui, après le départ des colons, contrôlaient le pouvoir de l'État. Ce qui lui permit d' accaparé à son avantage la redistribution du pouvoir national. D'autre part, la petite bourgeoisie commerciale qui profita des déséquilibres monétaires.
Les antagonismes entre ces deux classes, comme l'a fait remarquer J.L. LACROIX[59] **:"** *Ont été à*

[57] WAUTELET J.M. , op, cit, p.54
[58] Wautelet J.M., op.cit., p.
[59] J.L. LACROIX, Industrialisation au Congo : la transformation des structures économiques, Paris, 1966, p.132

l'origine de conflits d'intérêt. Ainsi en 1963, l'allongement des circuits de distribution avait multiplié par deux (en termes réels) la valeur ajoutée par les services commerciaux. En 1964, au contraire, la stabilisation monétaire a entraîné un véritable transfert de ressources réelles du secteur commercial au secteur administratif par l'intermédiaire des bonis de change qui gonflent le volume des impôts directs. "

Le vide laissé dans l'Administration, suite à la fuite des fonctionnaires coloniaux belges, provoqua la « promotion en masse » des fonctionnaires subalternes. Ceux-ci furent promus aux grades supérieurs, particulièrement aux plus hauts degrés de l'Administration. Cette promotion en masse fut en même temps, à l'origine de l'essor de la petite bourgeoisie administrative (bureaucratique), et par là-même, améliora la situation économique de cette nouvelle classe sociale.

Le pays connut la même situation au sein de l'Armée. En effet, jusqu'au moment de l'indépendance, l'Armée ne comptait d'aucun officier congolais, et le vide laissé par le départ précipité des officiers belges entraîna la promotion des congolais qui passèrent de 0 à 800 entre 1960 et 1965. Ces promotions dans l'Administration et dans l'Armée s'accompagnèrent d'un fort accroissement du pouvoir d'achat pour les bénéficiaires, bien qu'aucun congolais ne bénéficia d'un salaire équivalent à celui que percevait au même poste le fonctionnaire ou l'officier belge.
Cette situation fut soulignée par J.M WAUTELET[60] : " *Ainsi le premier sergent devenu major (ceux-ci étaient au nombre de 55 en 1965) ne perçoit plus au 30 juin 1965 que 34 % du revenu afférent à sa nouvelle fonction si on le compare en termes réels à la rémunération d'un major en juillet 1960. Cependant son pouvoir d'achat est de 175 % supérieur à celui qu'il avait comme sergent au 30 juin 1960: soit un franc de pouvoir d'achat à la veille de l'indépendance, deux francs septante- cinq au 30 juin 1965. De même dans l'Administration, du grade de chef de bureau au grade le plus élevé (Secrétaire général), le nombre d'employés Congolais passa de 33 en 1960 à 1139 le premier avril 1965, contre 100 à 294 dans le secteur privé. "*

Le fait le plus marquant de cette époque, et qui était à la base du conflit fut,

[60] Wautelet J.M., Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, p.59

comme l'a fait remarquer WAUTELET[61] **, "** *Le fait qu'après avoir conquis le pouvoir d'État avec leur aide, la petite bourgeoisie abandonne les masses. Ce rejet traduit sa propre incapacité à gérer efficacement l'appareil d'État, ce qui transforme par ailleurs les relations avec le capital étranger. "*

Cet abandon des masses par la petite bourgeoisie bureaucratique favorisa l'avènement au pouvoir du Général MOBUTU, le 24 novembre 1965. Le régime Mobutu chercha à se différencier du régime politique que le pays a connu depuis son accession à l'indépendance, malheureusement ce régime, à son tour, va *« saper ses propres fondements »***,** selon l'expression de RYMENAN.

Sur le plan politique, le nouveau régime s'efforça de reconstruire l'appareil de l'État et à rétablir le contrôle de cet appareil sur l'ensemble du territoire national. Pour réaliser cet objectif, le régime Mobutu se fixa deux objectifs, qui furent résumés par WAUTELET J.M.[62] **:"***D' une part on assiste assez rapidement à une institutionnalisation du pouvoir militaire issu du coup d'État sous forme de la création autoritaire, par le haut, d'un Parti unique, destiné à être l'instrument privilégié du contrôle de l'appareil de l'État et simultanément de l'extension de l'emprise de ce dernier sur la société. D'autre part, cette évolution institutionnelle est réalisée à travers la construction progressive du pouvoir personnel du Chef de l'État sur l'ensemble des institutions qui caractérisent le nouveau régime. "*

Sur le plan social, cette consolidation de l'État s'accompagna (très vite) d'une tendance très nette à la différenciation à l'intérieur de l'ancienne petite bourgeoisie bureaucratique des années 1960-1965, suivant qu'elle est associée ou non aux instances du nouveau régime. De cette différenciation apparut une nouvelle classe, très restreinte par le nombre, associée à la gestion de plus en plus centralisée des affaires importantes, à travers les liens *« d'allégeance »* personnelle qu'elle noua avec le Chef de l'État. Cette nouvelle classe se donna une nouvelle assise économique grâce à son contrôle de l'État, exigea l'intervention des capitaux étrangers et des institutions internationales. Ainsi, elle devint l'interlocutrice valable pour les négociations avec les bailleurs des fonds extérieurs. Depuis 1965, ce fut elle

[61] Idem

[62] Wautelet J.M., op, cit, p.67.

l'intermédiaire incontournable entre les ressources économiques du pays dont elle contrôlait l'accès, et les structures de décisions étrangères, politiques, économiques ou financières, intéressées à titre divers par l'accès à ces ressources. Ce fut elle que RYMENAN baptisa de « *bourgeoisie autocratique* ».

L'instauration d'un État fort, l'émergence de la nouvelle classe des proches du Président Mobutu et le souci de contrôler des ressources du pays rencontrèrent un rude obstacle : la dépendance à l'égard du capital étranger et des institutions financières internationales (ce qui conduira à l'excessif endettement extérieur et la mise en place des programmes de stabilisation dans les années 70 et ceux d'ajustement structurel des années 80).

Le régime Mobutu rétablit et renforça le pouvoir d'État; et la RD Congo devint l'objet de convoitise, surtout pendant la période de la guerre froide EST-OUEST. La chute du mur de Berlin mettra un terme à cette convoitise, à cause du désintérêt géopolitique qui allait frapper ce pays, bien que l'accès aux minerais congolais demeurât d'un fort intérêt mercantile.

La haute conjoncture cuprifère et la facilité d'accès aux crédits sur le marché international des années 70 ravivèrent toutes les ambitions. Ainsi, dès 1967, le Congo se permit de s'attaquer à la nationalisation de l'Union Minières du Haut Katanga (UMHK). Il se lança, ensuite, dès les débuts des années 70 dans la réalisation des projets surdimensionnés, et sans réelles retombées sur l'économie du pays. Il tenta enfin de contrôler les entreprises étrangères à partir de 1973, malgré la baisse du prix du cuivre sur le marché mondial à partir de 1975, en poursuivant, en même temps, la réalisation de ses projets dispendieux. Les conséquences de cette attitude irrationnelle expliquent les difficultés de son économie.

L'analyse de la situation économique de ce pays, permet de montrer l'origine des difficultés structurelles qui conduisirent le pays à solliciter l'intervention des Institutions de Bretton-Woods. Mais dès lors, nous pouvons affirmer que les mauvaises orientations de la politique économique sont en grande partie, responsables de la faillite actuelle de l'économie congolaise, et cela malgré les interventions incessantes de ces Institutions de la haute finance internationale. En ce qui concerne la RD Congo, nous pouvons dégager onze grandes causes et

leurs corollaires qui sont à l'origine des difficultés économiques du pays et de son endettement extérieur:

1°) la gestion de l'État post colonial par une élite sous-formée et ses conséquences;

2°) la négligence/marginalisation de l'agriculture;

3°) le privilège/prééminence du secteur minier;

4°) la manifestation du syndrome hollandais (Dutch Disease) au Congo;

5°) la course à l'investissement industriel ou politique de « Grands travaux » ;

6°) l'instauration du clientélisme et d'un État prédateur;

7°) le financement extérieur des investissements des sociétés publiques de transport;

8°) le recours intensif aux capitaux extérieurs, sans planification de capacités de remboursement;

9°) le recours aux organismes internationaux de la finance pour équilibrer les finances publiques;

10 °) la dette extérieure de la R.D. Congo et la fuite des capitaux;

11°) le gonflement de la dette extérieure et du service de ladite dette et le passage à l'hyperinflation ouverte.

C – LA NATIONALISATION DES UNITES DE PRODUCTION (1967) ET LES MESURES DE LA ZAÏRIANISATION (1973).

Pour mettre un terme au contrôle de l'économie congolaise par le capital étranger, particulièrement belges, deux ans après son accession au pouvoir, le Président Mobutu entreprit la nationalisation des unités de production stratégiques, et d'abord de la toute puissante Union Minière du Haut-Katanga (UMHK).

Au delà de l'image symbolique de la nationalisation de l'UMHK, celle-ci n'avait pour dessein que de permettre à l'élite congolaise - et, particulièrement à M. Mobutu - d'accaparer la rente minière et de contrôler les moyens de production et les investissements étrangers au Congo. La compétence ne fut pas le critère déterminant pour diriger ce fleuron de l'économie congolaise; car n'eurent l'occasion d'accéder au poste de Président Directeur Général (PDG) de cette entreprise que les proches collaborateurs ou membres de l'ethnie du Président Mobutu.

La bonne conjoncture cuprifère (1964-1974), permit d'accorder des émoluments confortables à

l'élite congolaise dans les années 70. Ainsi, par exemple un membre du Bureau politique - organe suprême du parti unique, le MPR) - au Zaïre, percevait 6000 $ par mois en 1974, complétés par les jetons de présence auxquels donne droit la participation à des Conseils d'administration. Ces traitements s'accompagnent de nombreux avantages en nature, parfois considérables, et toujours prisés en raison de leur rareté: logement, voiture, bourses pour les enfants, soins, voyages, frais de missions, etc.

Les mesures de « Zaïrianisation » de 1973, furent une démonstration éloquente du rapport organique qui associait les positions de pouvoir à l'appropriation privée des moyens de production et d'échange dans le régime Mobutu . En effet, le 30 novembre 1973, *« M. Mobutu annonçant la "récupération "de biens économiques détenus par les étrangers, dont la définition exacte, au détriment, était sujette à l'incertitude. De la même voix, il encourageait ses " collaborateurs "à exercer, en dehors de leurs fonctions officielles, des "activités lucratives". Le sens du discours présidentiel devenait clair pour tout un chacun. Le seul problème était de savoir qui va partager le butin comme se le demandaient les étudiants sur le campus de Kinshasa, dès le mois de décembre, tandis que le leader de l'UNTZA traitait déjà les parlementaires de " margoulins. »* [63]

Pour répondre à cette question, l'ancien Chef de l'État convoqua, le 26 décembre 1973, une réunion au sommet, avec le Bureau politique du MPR, le Conseil des ministres et les députés, soit 300 personnes environ, au cours de laquelle il fixa la répartition :

1°) les plantations et les sociétés « stratégiques » entreraient dans le secteur public;

2°) les grandes exploitations agricoles, les principales affaires de négoce seraient réservées aux membres de ces trois organes politiques;

3°) les petites boutiques seraient réservées, attribuées aux notables locaux « qui ont les moyens et la vocation ».

Les membres de l'élite gouvernante absents de la réunion étaient exclus du partage, ainsi que les officiers, les magistrats, les ambassadeurs, les fonctionnaires, les cadres de l'Administration territoriale, les chefs traditionnels. La liste nominale des bénéficiaires fut publiée le 31 décembre

[63] J.F. Bayart, L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Fayard 2006, pp.114-115

1973.

En réalité, les biens zaïrianisés furent bel et bien distribués gratuitement, selon les critères retenus initialement, lors de la « décision tripartie » et le triomphe de la classe politique-commerciale était complet.

Les mesures de la « zaïrianisation » plongèrent le pays dans le chaos et dans une désastreuse fuite en avant. Néanmoins, ses effets structurels au regard de la stratification sociale ne furent annulés ni par la « radicalisation » de 1975, ni par les « clarifications », c'est-à-dire les mesures de « rétrocession » de 1977.

L'accaparement du patrimoine étranger par le régime Mobutu n'est pas sans rappeler l'appétence du système mis en place au Congo par Léopold II. En effet, comme l'a fait remarquer Adam Hochschild[64] **: "** *Mobutu, mis à part la couleur de sa peau, presque rien ne le distingue du monarque qui gouvernait le même territoire un siècle avant lui. Son autocratie. Son immense fortune arrachée au pays. Le fait de donner son nom à un lac. Son yacht. Son appropriation des biens de l'État comme s'ils lui appartenaient. Les énormes paquets d'actions qu'il détenait dans les entreprises privées établies dans le pays. De même que Léopold, grâce à son contrôle personnel sur l'État, ne partageait avec personne la majeure partie des bénéfices qu'il tirait du caoutchouc, Mobutu possédait son propre groupe de mines d'or - et même une plantation d'hévéas. Et l'habitude de Mobutu de « faire marcher la planche à billets » dès que le besoin s'en fait sentir ne ressemblait à rien tant qu'à l'impression par Léopold de bons d'État congolais.* **"**

Cette attitude de Mobutu et des dirigeants congolais témoigne que *« Ceux qui sont conquis, veulent toujours imiter les principales caractéristiques du conquérant - son vêtement, son artisanat, tous ses traits et coutumes distincts. La luxueuse villa de marbre blanc et rose sis à ROQUEBRUNE - CAP MARTIN, avec ses piscines de plein air et ouvertes, ses salles de bains aux accessoires en or et son héliport, se trouve à moins de 20 Km de la propriété que Léopold possédait au CAP FERRAT. D'un cap, on voit l'autre. »* [65]

---

[64] Adam Hochschild, op,cit, p.358

[65] Idem

La collaboration de l'élite congolaise avec les courtiers-rabatteurs, dans le cadre des projets industriels, les détournements de l'aide étrangère, parachèveront le délitement de l'État post colonial.

L'analyse de la situation économique du Congo-Kinshasa, à la fin de la période coloniale, a fait ressortir les contradictions structurelles qui contrecarraient le processus de développement et l'accumulation du capital. Le modèle colonial belge n'a pas permis l'éclosion d'une bourgeoisie autochtone (rurale et commerciale) mais, à la veille de l'indépendance une petite bourgeoisie, qui devait prendre les destinées du pays a émergé.
La précipitation de l'indépendance et l'impréparation de la relève ont compromis les quelques bons résultats légués par la colonisation ; l'Etat prédateur mis en place pendant la deuxième République a conduit à la faillite actuelle du pays.

Les pionniers de l'indépendance, de Patrice Emery Lumumba (MNC) à Antoine GIZENGA du Parti Socialiste Africain ont entrepris de réformer la structure de l'économie congolaise. Leurs ambitions ont été contrariées par les troubles qui ont suivi l'indépendance, la désintégration rapide de l'appareil de l'Etat qui s'en est suivie et l'assassinat du leader charismatique Lumumba. Pouvaient-ils réussir ? La réponse à cette question ne peut être fournie ; on ne peut juger qu'en fonction d'un bilan. Or, ils n'ont pas eu le temps d'exprimer leurs talents après l'indépendance. Toutefois, eu égard au contexte politique, aux enjeux géopolitiques et /ou géostratégiques de l'époque, ainsi que par le bilan peu flatteur du passage d'Antoine GIZENGA à la Primature, après l'élection de Joseph Kabila – tout comme, au vu des expériences tentées partout en Afrique ou en Amérique latine -, nous craignons qu'ils n'aient pu faire exception.

D - L'INCAPACITÉ DE L' ÉTAT A ASSURER LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT.

L'infrastructure de transport joue un rôle capital pour l'approvisionnement des centres urbains. L'un des maux les plus palpables en Afrique en général, et particulièrement au Congo-Kinshasa, est la détérioration due au manque d'entretien, ou l'incapacité d'assurer la maintenance des infrastructures routières. Cette carence se manifesta au Congo, dès les années

qui suivirent l‘ indépendance, et aujourd’hui s’il y a un secteur qui reflète bien la sévère crise que connaît le pays; c’est le réseau routier, qui se trouve en piteux état. Il suffit de se promener dans les rues de Kinshasa pour s‘en rendre compte. La vétusté de ce réseau, comme l‘a fait remarquer J.F. BAYART[66] **:** " *Est passé de 140.000 Km en 1959 à 20.000 Km au début des années soixante, tant et si bien que l‘Office des routes est couramment qualifié d’Office des trous; les coûts de transport dans les campagnes sont de 40 % à 50 % plus élevés qu‘avant l‘indépendance, et la durée de vie d’un camion n‘excède pas les 80.000 Km*. "

Le Congo-Kinshasa est l‘un des pays africains qui pouvait se vanter d‘avoir hérité d’ une infrastructure routière viable à l‘époque où il accéda à son indépendance. Par soucis de mobilisation autoritaire du surplus agricole, l‘État colonial avait entrepris, au cours des années 1920-1930, d'installer des infrastructures de transport. Cela commença par l‘extension des réseaux ferroviaires et par la réalisation d‘une voie nationale qui avait surtout pour but d‘intégrer à la fois les régions orientales du Kivu et du Katanga à « l‘hinterland » de Matadi, et d‘y relier les régions rurales de l‘intérieur afin de pouvoir y mobiliser le surplus agricole pour l‘exportation. Le Congo disposait d‘un réseau routier, fluvial et ferroviaire de qualité (cf. tableau 6).

[66] Bayart J.F., L’Etat en Afrique. La politique du ventre, Fayard, Paris, 2006, p.94

Tableau 6 - L'EXPANSION QUANTITATIVE ET L' AMÉLIORATION QUALITATIVE DU RÉSEAU DE TRANSPORT AU CONGO (1911 - 1939).

	1911-1913	1938-1939
1] L'expansion quantitative Réseau (en 1000km) :		
*Réseau fluvial navigable	7,7	11,6
*Réseau ferroviaire	1,1	4,6
*Réseau routier total	6,0	68,1
*Puissance total du matériel fluvial (1000C.V.)	4,5	15,9
*Nombre de locomotives	129,0	304,0
*Wagons à marchandises	1.045,0	4.370,0
2] L'amélioration qualitative matériel fluvial (OTRACO)		
*Tonnage moyen tracté par remorqueur (1000 t)	0,2	1,8
*Capacité tractée par unité de puissance (T/CV)	1,9	6,6
*Matériel ferroviaire {tonnes/kilomètres par locomotive (millions T/km)}	0,4	2,0

Source: J.Ph. Peemans, Diffusion du progrès économique…, in Accumulation et sous-développement au Zaïre1960 -1980, p. 32.

Suite à l'affaiblissement du pouvoir de l'État et l'impréparation de nouveaux dirigeants congolais, ces infrastructures qui permettaient l'acheminement du surplus agricole vers les villes et la côte, et qui reliaient les marchés ruraux aux industries urbaines n'ont plus été entretenues correctement. Cette incapacité d'assurer la maintenance du système de transport a plusieurs explications.

Outre que la sous-formation des nouveaux dirigeants, le manque du personnel qualifié pour ce genre de tâches, nécessitait de recourir à des entreprises étrangères, ce qui augmentait le coût des infrastructures de transport, les dirigeants congolais, d'ailleurs attirés par les projets les plus capitalistiques, n'ont pas su apprécier leur utilité pour l'approvisionner les centres urbains, et pour relier les différentes régions de ce vaste territoire. Mais surtout, cette incapacité de construire ou de maintenir les infrastructures de transport fut aggraveé par le clientélisme, la corruption, le comportement prédateur de l'élite congolaise.

Les conséquences ont été catastrophiques. Comme l'a confirmé WAUTELET[67] **, "** *La détérioration de l'infrastructure de transport entraîne un allongement des circuits de distribution, amplifiée par la spéculation qui vont se traduire au niveau du produit national par un transfert de la valeur ajoutée par les producteurs agricoles vers les services commerciaux. "*

Cet auteur nous donne un exemple: *« Entre 1958 et 1966, la part du commerce passe de 9,5 % à 13,5 % du produit intérieur brut commercialisé (tableau 7) étant donné le net recul* de l'agriculture commercialisé (22,5 % à 8,3 %) »[68].. La détérioration de l'infrastructure de transport entraîna aussi l'abandon des cultures d'exportation et des cultures vivrières. Par l'abandon de ces cultures, les paysans-cultivateurs perdirent leur source de revenus et furent enfin obligés de ne se consacrer qu'à l'agriculture de subsistance. Dans presque toutes les régions du pays, des grandes plantations de café, cacao, hévéas, cotons furent abandonnées, par faute de moyens d'évacuation, et par conséquent privèrent des milliers de travailleurs de leurs sources de revenus, les condamnant à revenir aux cultures d'autoconsommation.

[67] Wautelet J.M., op, cit, p. 58.
[68] Idem

Tableau 7 – Répartition du produit intérieur brut 1958 – 1979 (en % selon les estimations à prix courants)

Colonne1	Colonne2	1958	1966	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1	Agriculture commercialisée	22,50	8,30	11,50	9,60	9,60	9,60	9,50	9,90	10,20	10,90	15,50	14,30	15,40	16,10
2	Extraction minière et métallurgique	19,30	18,90	27,80	28,60	25,80	18,30	17,50	27,00	26,40	12,80	14,10	13,70	14,40	20,90
3	Industrie manufacturière	8,50	12,60	9,30	8,70	9,40	11,00	10,60	9,20	9,60	12,20	10,00	8,50	7,70	5,10
4	Bâtiment et travaux publics	4,30	2,20	2,30	2,60	3,60	4,60	3,80	3,20	3,60	4,70	3,80	3,00	2,80	2,60
5	Electricité et eau	2,00	0,90	1,20	1,10	1,10	1,10	1,00	0,80	0,60	0,70	0,50	0,30	0,30	0,30
6	Transports et télécommunication	9,10	9,70	9,70	9,80	9,30	10,20	10,10	9,70	6,00	0,70	4,00	2,60	2,10	1,10
7	Commerce	9,30	13,50	11,60	12,10	13,00	14,80	16,00	14,00	15,80	5,30	22,10	25,80	23,70	27,70
8	Services	25,00	33,90	26,60	27,50	28,20	30,40	31,50	26,20	27,80	100	30,00			
	Produit intérieur brut commercialisé (1 à 8) (cf)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	31,90	33,50	26,40
9	Agriculture commercialisée	13,90	10,90	10,90	9,60	8,70	9,10	9,50	8,20	8,50	11,20	13,10	15,20	18,10	20,50
10	Construction non commercialisée		1,40	1,00	1,20	1,60	2,00	1,70	1,40	1,60	2,10	1,60	1,20	1,10	1,00
	Produit intérieur brut (1 à 10) (cf)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
11	Fiscalité indirecte	8,00	6,30	5,10	5,60	5,30	6,30	6,10	5,50	4,80	4,50	3,00	2,20	2,00	2,40
	Produit intérieur brut (1 à 11) (pm)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ACCUMULATION ET SOUS - DÉVELOPPEMENT AU ZAÏRE 1960 - 1980, P.216.

E - LA CRISE POLITIQUE, L'AFFAIBLISSEMENT DU POUVOIR D'ÉTAT ET LA PREMIÈRE PHASE D' INFLATION.

La dernière conséquence de la crise politique et de l'affaiblissement du pouvoir du nouvel État fut l'apparition de la première phase d' inflation rapide.

Cette inflation résultait de la conjugaison de trois phénomènes distincts :

1°) Cette période fut caractérisée d'abord par l'incapacité de l'État d'accroître le taux d'imposition pour compenser la baisse de production taxable, et son incapacité à collecter normalement les impôts. Pour y remédier, l'État dû instaurer une taxe de 20 % sur la sortie de devises à partir de 1963 (tableau 8). Taxe, qui passa successivement à 36 % en 1964, 34 % en 1965 et 25 % en 1966 ;

2°) La difficulté de réduire les dépenses, à mesure que diminuaient les recettes de l'État, parce que :

- d'une part, les pouvoirs provinciaux opéraient de décaissements importants au détriment du gouvernement central;
- d'autre part, les dépenses et les coûts du gouvernement central ne furent pas réduits, du fait qu'ils constituaient la base de son expansion ;

3°) L'augmentation de la part des services publics qui passa de 25 % du PIB en 1958 à 33,9 % en 1966 (cf. Tableau 7).

D'où un taux élevé d'inflation, comme l'a indiqué WAUTELET J.M.[69] **:** *" L'offre de monnaie croît de 100 en 1959 à 361 en 1964 (annexe 2) alors que le volume de production des secteurs productifs tombe, à prix constants, de 100 à 77. "*

Toujours selon WAUTELET *, « Ces différents éléments structurels vont entraîner une redistribution du pouvoir entre groupes sociaux, qui se traduira par une croissance des inégalités à l'intérieur d'un revenu national qui se contracte. »* [70]

[69] Wautelet J.M., op, cit, p. 59.

[70] Idem

Tableau 8 – OPÉRATION DE L'ÉTAT, CADRE BUDGÉTAIRE.
(En millions de zaïres)

	Recettes (1)	Dépenses ordinaires (2)	Dépenses en capital	Solde (3)
1958	11,1	13,5	6,0	8,5
1959	11,3	15,4	4,6	8,7
1961	8,6	18,3	0,9	10,6
1962	10,2	22,3	1,5	13,6
1963	10,5	26,7		16,2
1964	33,5	36,2	2,6	5,2
1965	39,7	61,8	2,3	23,8
1966	61,8	62,7	4,6	5,5
1967	98,4	97,4	6,8	5,8
1968	186,2	169,6	25,6	9,0
1969	269,5	212,6	52,5	4,4
1970	315,3	264,6	64,5	13,8
1971	288,8	278,9	68,7	58,8
1972	298,8	273,5	82,8	57,5
1973	376,7	348,9	101,2	73,5
1974	523,4	537,2	208,0	221,8
1975	423,0	492,3	102,7	172,0
1976	476,0	641,0	151,2	316,2
1977	669,0	788,2	115,8	235,0
1978	832,1	1269,5	128,6	566,0
1979	2432,3	2757,3	129,3	454,3

Source : ACCUMULATION ET SOUS 6 DÉVELOPPEMENT AU ZAÏRE 1960 - 1980, p.59.

(1) Recettes uniquement du cadre budgétaire sans la sécurité sociale et les dons extérieurs.

(2) Dépenses uniquement du cadre budgétaire sans la sécurité et les dépenses à financement extérieur spécifique.

(3) Le solde budgétaire comprend également les prêts nets et les prises de participation de l'État à partir de 1970.

(4) Dépenses non définies suivant le cadre.

(5) Recettes et dépenses non définies suivant le cadre.

CHAPITRE 3 –

L'OPPOSITION SECTEUR MINIER–SECTEUR AGRICOLE

OU LES CONSEQUENCES DE LA MARGINALISATION DE L' AGRICULTURE ET DE LA PREEMINENCE DU SECTEUR MINIER EN RD CONGO.

Alors que les premières années de l'exploitation coloniale au Congo (1885-1911) furent basées sur l'exploitation et exportation des produits agricoles, dès 1911 la colonie s'est lancée dans l'exploitation industrielle minière. A partir de cette date, les recettes de la colonie furent fournies par les secteurs agricole et miner. L'analyse de l'évolution des exportations congolaises – véritable baromètre de la situation économique du pays – permet de montrer l'importance de chaque secteur en RD Congo. En nous appuyant sur les modèles de développement dualiste, particulièrement sur celui d'A. Lewis, nous allons tenter de montrer l'interaction entre les deux secteurs, ainsi que les conséquences de la marginalisation de l'agriculture et de la prééminence du secteur minier dans l'économie congolaise.

III.1.-LE MODELE DUALISTE DE LEWIS ET SES LIMITES EN R.D. CONGO.

Les modèles de développement dualiste opposent soit des organisations du cycle économique (secteur moderne et traditionnel), soit des secteurs (agriculture et industriel), soit des espaces (urbain et rural). Pour illustrer l'opposition secteur moderne-secteur traditionnel, nous-nous appuierons sur le modèle d'A. Lewis qui prétend expliquer comment une économie stagnante (épargnant ou investissant moins que le vingtième de son produit) se peut transformer en une économie dynamique (investissant plus du quart de son produit), comment un secteur dynamique se développe sans frein aux dépends d'un secteur stagnant.

Le dualisme de l'économie congolaise est dû à la coexistence entre un secteur moderne (essentiellement minier) et d'un secteur traditionnel (principalement agricole), et plus

encore à la politique mise en œuvre par les pouvoirs coloniaux et post-coloniaux. Pour le pouvoir tutélaire belge, nonobstant la politique d'indigénisation, cette coexistence *« devait mener à un lent processus de modernisation, le développement futur étant défini comme l'effacement progressif du traditionnel face à l'extension du moderne. »* [71]. En fait, le secteur traditionnel ne semble pas devoir s'effacer à mesure que se développe le secteur moderne ; c'est donc la critique du modèle de Lewis, et non ses prédictions, qui nous aidera à interpréter l'évolution de l'économie congolaise.

Le modèle de Lewis s'inscrit dans la tradition classique, car les classiques, de Smith à K. Marx, ont tous supposé qu'une offre illimitée de main-d'œuvre était disponible au salaire de subsistance, et donc que le taux de salaire était prédéterminé . En inscrivant son modèle dans ce contexte, et en supposant que des migrations intersectorielles garantiront que le secteur dynamique bénéficie d'une offre illimitée de main-d'œuvre, Lewis fait l'hypothèse qu'il existe au moins un secteurs de l'économie où la productivité marginale du travail est négligeable ou même nulle. Dans ces conditions, les industries nouvelles peuvent être créées et les vielles industries modernisées sans limite, au taux de salaire de subsistance (cf. tableaux 21 et 22).

Lewis soutient ensuite que la seconde source de M.O., pour le développement des industries résulte de l'accroissement démographique, qui résulterait elle-même de l'excès des naissances sur les décès. Dans cette hypothèse, les nouvelles industries sont assurées d'embaucher plus de M.O. sans augmentation des salaires réels. Cet excès des natalités garantirait un développement des industries nouvelles ainsi que des possibilités d'emploi sans risque de pénurie de main-d'œuvre non qualifiée sur le marché de travail. Du point de vue de l'effet exercé par le développement économique sur les salaires, Lewis affirme que l'offre de main-d'œuvre resterait pratiquement illimitée.

L'objectif du modèle de Lewis consiste à analyser le processus d'expansion économique dans une économie dualiste, composée d'un secteur capitaliste et d'un secteur traditionnel. Lewis définit le secteur capitaliste comme étant la partie de l'économie qui utilise le

[71] J. Ph., PEEMANS, op., cit., p.11

capital reproductible, rémunère les capitalistes pour ce faire et emploie des travailleurs salariés en vue de la réalisation de profits. Par opposition, le secteur traditionnel indigène ou secteur de subsistance est la partie de l'économie qui n'utilise pas le capital reproductible et qui consomme tout son produit. Dans ces conditions, il y a absence d'épargne et d'accumulation dans le secteur agricole. Evidemment, le produit par tête est plus élevé dans le secteur moderne que dans le secteur traditionnel. Le transfert des travailleurs du second vers le premier secteur élève donc le produit moyen et permet de dégager un surplus accumulable.

L'idée d'une offre illimitée de main-d'œuvre, comme l'a affirmé Sid Ahmed[72], *" est utile de diverses façons. L'avantage découlant de l'utilisation de ce concept réside dans l'accent mis sur l'énorme surplus économique potentiel, ce qui permet d'envisager son utilisation en vue du développement économique. Elle éclaire le rôle de l'agriculture dans le développement économique et aide à comprendre l'importance d'un cadre institutionnel approprié dans le développement économique ".*

Dans une économie dualiste, *« Le salaire que le secteur capitaliste en expansion doit payer est déterminé dans le modèle de Lewis, par le niveau des rémunérations dans le secteur de subsistance. Les paysans dans ce secteur ne quitteront l'exploitation familiale pour un emploi salarié, que si le salaire réel est au moins égal au profit moyen de la terre. Les salaires du secteur capitaliste devront être supérieurs aux gains du secteur de subsistance, afin de compenser pour le salarié, le coût du transfert, et pour inciter la main-d'œuvre à quitter ce secteur (Lewis évoque un écart nécessaire de 30 %). Au salaire capitaliste existant, l'offre de main-d'œuvre est considéré comme parfaitement élastique. »* [73]

Pour assurer la croissance et embaucher la M.O. dans le secteur capitaliste, Lewis suggère que le surplus capitaliste (profit) soit entièrement épargné et investit. Toutefois, il est à noter que : *« Le secteur moderne, est organisé comme il convient à une honnête économie capitaliste ; les entrepreneurs n'investissent et n'embauchent qu'autant que cela accroît leur*

[72] Abdelkader Sid Ahmed, Croissance et Développement, Théories et Politiques, Tome 1, seconde édition, Office des publications Universitaires-Alger, 1981, p. 497.
[73] Idem, p. 494.

profit ». Ces derniers continueront à embaucher tant que la productivité marginale du travail restera supérieure ou égale au taux de salaire.

Dans une économie capitaliste ordinaire, le taux de salaire s'accroît lorsque s'élève le niveau de l'emploi. Mais dans l'économie dualiste, l'expansion du secteur capitaliste s'accompagne de transferts de main-d'œuvre en provenance du secteur traditionnel vers le secteur capitaliste, de sorte que le taux de salaire n'augmente pas. Le surplus augmente donc encore et par la suite, le réinvestissement des profits. Le processus continue avec l'absorption progressive du surplus de travail du secteur de subsistance. En effet, comme l'a indiqué G. Pourcet[74], " *L'investissement des profits élève la productivité marginale du travail, accroît le volume et la part des profits, augmente le besoin de M.O. sans provoquer la moindre augmentation du taux de salaire, jusqu'à ce que le chômage déguisé disparaisse dans le secteur traditionnel. Au-delà d'un certain niveau d'emploi, quand le "chômage déguisé" est résorbé et donc quand le produit marginal devient positif dans le secteur traditionnel, le secteur moderne doit augmenter le niveau des salaires qu'il paye aux travailleurs ; le processus de développement dualiste prend fin puisque rien ne distingue plus le marché de l'emploi de cette économie d'une honnête économie capitaliste."* A mesure que le secteur capitaliste se développe, la part des profits dans le revenu national tend à croître. Le secteur capitaliste devrait se développer jusqu'à ce que l'absorption du surplus de travail soit totale, et que la fonction d'offre de M.O. perde son élasticité parfaite. Au-delà de ce point, les salaires réels ne resteront pas longtemps constants, mais au contraire, s'accroîtront parallèlement à la formation du capital, de sorte que la part des profits dans le revenu national, et l'investissement, n'aura plus de raison de continuer à croître .

A Lewis prétend que le secteur moderne est dynamique et le secteur traditionnel stagnant ; pourtant, il demande implicitement au secteur traditionnel d'élever de la main-d'œuvre, et même, dans la version du modèle en économie fermée, de fournir un débouché pour les produits du secteur moderne. Ici réside la principale faiblesse de la stratégie de développement dualiste. En réalité, pendant la période coloniale et même après, soit parce que l'accumulation restait trop lente, soit parce que le coefficient d'intensité capitalistique était trop élevé, soit parce

[74] Guy Pourcet, Les théories du sous-développement, La << boîte à outil >>des économistes du développement, p.31

que la population augmentait trop rapidement, le secteur traditionnel ne s'est pas effacé devant le secteur moderne ou celui-ci n'a pas absorbé le chômage déguisé. Le dualisme ne s'est pas résorbé ; au contraire, les politiques de mise en valeur coloniale ou de développement ont abouti au renforcement du dualisme. Cela n'a rien d'étonnant, si l'on considère que les politiques d'indigénisation, avatars bien trop réels d'un développement dualiste par trop imaginaire, n'ont jamais prétendu intégrer les populations traditionnelles dans l'économie capitaliste.

Certes, l'introduction du capital étranger par les Compagnies concessionnaires, dans la colonie congolaise est à l'origine de l'expansion économique que ce territoire a connu jusqu'à l'année 1930. Mais, la crise de 1929 allait avoir des graves répercussions sur l'économie congolaise. Le retournement de la conjoncture internationale mit fin à l'expansion de l'économie congolaise ; provoquant le dégraissage de la main-d'œuvre dans la colonie. *« Le niveau de l'emploi en milieu urbain baissa fortement, une partie de la M.O. dut retourner en milieu rural, qui lui permettait d'assurer sa subsistance en période de chômage. »* [75] Paradoxalement, comme l'a noté PEEMANS[76] : *" la crise permit à l'Administration de renforcer encore considérablement plus son emprise sur la paysannerie. L'industrie minière diminua fortement ses exportations, suite à la crise. Mais, l'Administration ne permit pas à la paysannerie d'avoir la même réaction. Au contraire, elle renforça considérablement le système de contrainte et étendit le régime des cultures obligatoires à de nouveaux points et à de nouvelles régions. La pression fut si forte qu'elle permit d'augmenter considérablement le tonnage des produits agricoles exportés comparativement aux années vingt. De cette manière, l'équilibre de la balance commerciale put être maintenu et des ressources budgétaires permirent la continuation du fonctionnement de l'Administration. On peut dire que c'est durant et à cause de la crise, que le modèle d'indigénisation autoritaire va connaître son plein épanouissement et son couronnement. "*
Par cette politique, le monde rural est devenu *« l'enjeu de l'évolution des relations entre les partenaires du sous-système dominant. Finalement le monde paysan a été totalement instrumentalisé. La contrainte administrative brise les tentatives d'adaptation dynamique à un système économique qu'elle favorise par ailleurs. L'Etat colonial se soucie seulement d'une croissance extensive du surplus agricole au fur et à mesure qu'il étend son emprise géographique*

[75] PEEMANS J. Ph., op, cit. p.28
[76] PEEMANS, op, cit, p.28

sur le pays. Avant 1940, il n'y a pratiquement aucun progrès de productivité. Il n'y a donc pas d'économie paysanne, et pas de capitalisme agraire possible. Autrement dit, la production reste tributaire des aléas de la contrainte étatique. L'agriculture africaine prend ainsi un retard alors que cependant elle est bien intégrée par la contrainte au marché international. Cette passivité forcée aura aussi ses conséquences à long terme, notamment sur l'ampleur de la crise agraire dans laquelle s'enfonce le pays après 1960, après que l'appareil de contrainte colonial se sera désagrégé. » [77]

Les modèles de Nurkse et Lewis ont fait l'objet de nombreuses controverses. Des auteurs tels que, Schultz, Jacob Viner, R.S. Eckaus, Leibenstein, Mathur, Carlo Benetti, Myrdal, Todaro, portèrent les premières critiques sur le degré de chômage déguisé. Ces controverses théoriques sur le chômage déguisé portent sur la définition du concept. D'autres auteurs critiquèrent les notions du surplus/transfert de M.O., de la productivité marginale du travail, du salaire.

Les critiques des modèles dualistes ont porté tant sur leur approche que sur leur validité empirique. La dernière vague des critiques fut l'effet des auteurs qualifiés de néo-classiques (Dale W. Jorgenson, Godfrey). Ces derniers ont critiqué l'approche classique des économies dualistes, notamment en ce qui concerne la productivité marginale du travail dans l'agriculture, le transfert de main-d'œuvre du secteur rural vers le secteur industriel, le salaire. Nous allons tenter de montrer les limites du modèle de Lewis dans ce pays rentier, exportateur des produits agricoles et miniers.

A – LIMITES DES HYPOTHESES DU TRANSFERT DE M.O. DU SECTEUR AGRICOLE VERS LE SECTEUR MINIER ET DE LA PRODUCTIVITE MARGINALE DU TRAVAIL AU CONGO- KINSHASA.

Traiter de l'hypothèse du transfert de M.O. ou du chômage déguisé implique que l'on connaisse la composition précise de la force de travail agricole, que l'on soit en mesure de tracer la ligne séparant le chômage saisonnier du chômage déguisé. Il faudrait, enfin, que l'on ne

[77] Idem, pp. 35-36

puisse pas négliger les problèmes liés à la mesure elle-même, faute de quoi l'on risque de mesurer « des choses diverses », selon l'expression de Warren C. Robinson (1969).

Contrairement à ce qu'imagine Lewis, l'attrait d'un revenu plus important n'explique pas le transfert de M.O.du secteur agricole vers le secteur minier au Congo-belge . En effet, la férocité et le paternalisme du système colonial belge ont érigé la coercition comme élément principal de l'exploitation des richesses au Congo.

La recherche hégémonique dans laquelle s'est rapidement lancé le colonisateur s'est appuyée sur l'évidence de la force : celle de l'époque esclavagiste, mais aussi celle, privée, des compagnies concessionnaires et celle, publique ou semi-publique, de l'administration et de ses auxiliaires indigènes. La création de l'UMHK poussa la Force Publique à chercher la main-d'œuvre, comme elle l'avait fait pendant les années d'exploitation du caoutchouc naturel. Ainsi, des populations de régions entières (celles, particulièrement, de deux Kasaï) furent déportées vers le Katanga où elles furent baptisées de « BALUBAKAT ». Eu égard aux conditions de l'époque, la perte des milliers de victimes, suite à ces transferts forcés, n'avait pas d'importance pour le colonisateur ; ce qui importait, c'était de fournir une abondante M.O. à l'UMHK. On est loin du schéma de l'hypothèse de l'existence d'une offre illimitée de main-d'œuvre dont le surplus viendrait volontairement vers le secteur moderne, qui offrirait un surcroît d'emploi au taux de salaire existant, où le nombre de gens disposés à travailler aux taux de salaire existant serait supérieur à la demande.

La forte expansion économique qu'a connue la colonie entre 1920 et 1939, ayant entraîné le desséchement de la M.O. en monde rural, poussa les autorités coloniales à créer en 1928, une Commission pour l'étude des problèmes de la main-d'œuvre au Congo-belge. « *L'enjeu était précisément de tenter de concilier les besoins en M.O. avec le maintien des structures traditionnelles et les objectifs du développement contrôlé à travers le système des cultures obligatoires. Finalement la tendance favorable au maintien de la grande majorité de la population masculine en milieu rural l'emporta. Il fut décidé que seuls 25 % des hommes adultes valides (H.A.V.) pourraient entrer sur le marché du travail, dont 5 % seulement pourraient être*

recrutés pour une migration à longue distance. » [78]Toutefois, comme ne manque pas de le souligner PEEMANS[79] *:" l'instauration du quota établissait en fait une norme administrative supplémentaire définissant les modalités de mobilisation du travail et du surplus dans la société rurale. Elle renforçait ainsi l'emprise de l'Administration sur cette dernière en théorie au moins, et elle indiquait en tout cas que les campagnes n'étaient pas seulement un réservoir de M.O. pour une accumulation sauvage, mais aussi l'espace de reproduction de la société indigénisée sous la tutelle de l'Administration. Ces décisions survinrent au moment où les perspectives de l'industrie minière étaient très favorables, et faire face au potentiel d'expansion du marché international, sur base des techniques primitives utilisées, aurait requis un accroissement énorme des prélèvements de M. O. Mais ces décisions furent certainement facilitées par le fait que les principales sociétés minières arrivaient simultanément à la conviction qu'une modification des techniques était plus rentable que la continuation des procédés existants. A partir de 1927-28, on vit donc l'UMHK s'engager dans une politique d'intensification capitalistique des procédés de production et de stabilisation de M.O. L'objectif était non seulement d'agir sur les facteurs directs de la productivité du travail, mais aussi sur les facteurs indirects en assurant un meilleur logement, et une meilleure alimentation. En outre, le but était d'assurer la reproduction de la M. O. sur place en créant des conditions d'établissement de cellules familiales. Il s'agit là d'une étape importante de l'évolution du système colonial : la prise en charge des coûts indirects de reproduction de la M.O. par les grandes sociétés, à travers un système extrêmement sévère du contrôle des conditions de vie, version coloniale des cités ouvrières édifiées par certaines fractions du patronat européen au XIXème siècle, où l'on produit de la force de travail de qualité et disciplinée, contrôlée et encadrée de la naissance à la mort."*

La pratique de recrutement forcé de cette abondante main-d'œuvre congolaise visait à assurer le renouvellement intergénérationnel de la force de travail. Ainsi, l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK) était assurée d'employer les enfants ou les autres membres de famille des mineurs ; qui pour ce faire deviendront aussi mineurs, comme leurs pères ou parents. Par cette pratique l'UMHK, comme (plus tard) la MIBA (au Kasaï), allait (ent) exploiter la M.O. comme

[78] J. Ph. PEEMANS, op, cit, pp. 26-27.
[79] Idem, pp. 27

ce fut le cas de la main-d'œuvre agricole.

Les femmes étant exclues du travail dans les mines, l'UMHK exigea seulement la présence des hommes dans les centres d'exploitation minière tels que, Lubumbashi, Kolwezi, Kipushi, Tenke-Fungurumé (au Katanga), qui devinrent les centres d'élevage de la main-d'œuvre africaine, caractérisés par la violence. On n'est donc loin des hypothèses de Nurkse-Lewis du surplus de M.O. et de l'existence d'un chômage déguisé. Les transferts de M.O. vers les régions minières s'étant opérés loin des régions à vocation agricole ; la baisse de la production agricole ne serait (donc) pas dû au (seul) transfert d'une partie de la main-d'œuvre de ce secteur vers le secteur minier. Ainsi entre 1920 et 1930, après la disparition du petit, moyen et grand commerce ; le chômage et les faibles revenus procurés par le secteur traditionnel, ne pouvant permettre aux paysans d'épargner, ni d'assurer l'accumulation dans le milieu rural, les poussèrent d'accepter les salaires de subsistance que proposaient l'industrie minière. Toutefois, comme l'a noté J. Ph. PEEMANS[80] : ***"*** *les coûts sociaux de reproduction de la M.O. n'étaient manifestement pas assurés à l'intérieur du secteur moderne, puisque celui-ci reposait sur l'écrémage de la force de travail dans sa phase productive optimale, en laissant les coûts d'élevage pendant l'enfance et de survie pendant la vieillesse à charge d'un milieu rural de plus en plus perturbé. Finalement le succès même de l'expansion dans le cadre autoritaire mis en place par l'Administration aboutissait à des effets déstabilisateurs pour le maintien de l'ordre dans la société indigénisée aussi graves que les conséquences de la liberté commerciale que l'on n'avait pas toléré."* Ce même auteur ne manquant pas de souligner que *; certaines tendances de l'Administration coloniale voyaient les objectifs d'encadrement tutélaire et de stabilité de l'ordre indigène tout à fait compromis par les pratiques du prélèvement massif sur les ressources humaines du monde rural, dont la reconstitution à terme paraissait même menacées. Les pressions exercée sur les milieux ruraux étaient si fortes que les tendances à la désintégration des structures traditionnelles rendaient impossibles la mise en œuvre du modèle souhaité d'ordre indigène.*

Pour éviter les violences et les destructions qu'a connut le secteur agricole - suite aux pratiques des Compagnies concessionnaires -, l'Union Minière du Haut-Katanga pour fidéliser la main-d'œuvre décida de la rémunérer avec un salaire de subsistance. Elle créa aussi dans ses centres, des magasins - aux prix plafonnés -, les hôpitaux et dispensaires, des compagnies de transports,

[80] J. Ph. PEEMANS, op, cit. p. 26

pour satisfaire sa main-d'œuvre.

Comme Schultz (1956) et Jacob Viner (1957), nous pensons que tout transfert, même limité, de M.O. d'un secteur à l'autre ne pouvait s'effectuer sans affecter la production. Chercher à justifier la baisse de la part de la production agricole par l'existence du "chômage déguisé" dans l'agriculture, nous semble simpliste. Les vrais raisons du déclin de l'agriculture et de la prééminence du secteur minier en RD Congo, nous le verrons dans les points III.2 et III.3 du présent chapitre.

La productivité marginale nulle du travail, « *implique donc un surplus de travailleurs et non de travail. En ce sens, il est correct d'affirmer que la variation de la force de travail ne modifie pas le volume du produit. La productivité marginale de la force de travail nulle n'est, contrairement à ce* qu'affirme *J. Viner, ni une condition suffisante, ni une condition nécessaire du surplus de travail. Elle n'est pas suffisante, puisque même avec une productivité marginale nulle, la désutilité marginale de l'effort de travail peut être croissante. Elle n'est pas nécessaire car les conditions de stabilité de la quantité de travail fournie, sont indépendantes du niveau de la productivité marginale. »* [81]

Comme SID AHMED, nous pensons que l'hypothèse de correspondance entre la productivité marginale égale à zéro et le surplus de travail, n'est donc pas acceptable. D'autre part, nous pensons, comme TODARO que, contrairement au modèle de Lewis, l'investissement dans les zones urbaines n'est pas créateurs de développement à travers une amélioration de l'emploi, comme nous le verrons dans le chapitre 6, de la première partie de notre travail.

Comme ce fut le cas en Rhodésie (Zimbabwe), les investissements industriels en RD Congo, ont eu pour objectif d'intensifier le capital – quelque fût la situation du marché du travail – et lorsque les limites à la croissance au sein du cadre politico-économique existant furent atteintes, les surplus réinvestissables furent absorbés de manière improductive, ou exportés vers la « métropole ».

[81] Abdelkader SID AHMED, Croissance et Développement, Théories et Politiques, Tome 1, 2ème Edition, Office des Publications Universitaires – Alger, 1981, pp. 520-521.

Arrighi G.[82] estime que, " *Le modèle de Lewis ne s'applique que sur une période de vingt ans (du milieu des années vingt à celui des années quarante). Avant ces premières années, les offres de M.O. n'étaient en aucune manière illimitées, et après les dernières, les offres « illimitées » se heurtèrent à une économie structurellement incapable de les absorber."* Quant à M.P. TODARO[83], il estime qu' *" En terme du modèle de Lewis, ce qui se produit, c'est que les migrations des travailleurs des zones rurales vers les zones urbaines s'effectuent plus rapidement que l'absorption des travailleurs dans l'emploi de « type moderne » ou à productivité élevée. Ainsi, une partie du secteur traditionnel de l'économie se déplace du secteur rural traditionnel vers les villes, contrairement au modèle de Lewis, l'investissement dans les zones urbaines n'est pas créateur de développement à travers une amélioration de l'emploi."*

B – SUR LE SALAIRE.

Les modèles de Lewis, de Sen et de Ranis, sont des modèles d'austérité. Les salaires réels restent constants tant dans l'agriculture que dans l'industrie, tandis que les accroissements de productivité sont canalisés vers la formation du capital.

Dans le modèle de Lewis, le taux de salaire est exogène comme chez les classiques (de Smith à Ricardo). En effet dans la tradition classique, le taux de salaire n'est pas déterminé sur le marché ; il est prédéterminé par les conditions physiologiques. Tandis que dans la tradition néo-classique, le salaire est endogène ; il est équilibré. Mais le problème est de savoir si ces schémas correspondent à ce que le Congo a connu, dans ce domaine.

Par rapport à la privation de la détention de l'argent, au travail forcé des indigènes, à la flagellation des récalcitrants, aux salaires en nature des politiques d'indigénisation et des cultures obligatoires, le versement des salaires de subsistance par l'UMHK semblait être un réel progrès, pour assurer le minimum vital de la politique paternaliste au Congo.
Par soucis de reproduire la M.O., l'UMHK était bien obligée de payer les salaires à la force de travail indigène, ainsi que de lui assurer un minimum de formation, alors que jusqu'ici la

[82] G. ARRIGHI, in Croissance et Développement, Théories et Politiques, pp.578)
[83] M.P. TODARO 1969, A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries, American economic review, 59 March, 1969, pp.138-139

Belgique avait négligé la formation de la main-d'œuvre indigène dans tous les domaines d'activité. Cette nouvelle orientation fut une exception dans cette colonie, et particulièrement dans sa région d'implantation (le Katanga) où la société minière se comportait comme un Etat dans un Etat. Par exemple, pour fidéliser, la main-d'œuvre sans payer plus de salaire, l'UMHK créa des centres de santé, des magasins, des écoles et centres de formation, installa son propre chemin de fer, où ses employés et leurs familles se soignaient, s'approvisionnaient, éduquaient les enfants, voyageaient, à moindre coût .

L'UMHK possédait aussi sa propre police, pour obliger les indigènes à descendre dans les mines, car si *« l'on n'obligeait pas les africains d'aller travailler à la mines ; ils n'iraient pas. »* Comme pour la découverte du territoire, l'exploitation de l'ivoire, du caoutchouc naturel, l'utilisation de la violence fut aussi nécessaire pour obtenir la main-d'œuvre minière. L'offre de travail à l'Union Minière du Haut Katanga ou aux entreprises périphériques était donc forcée. Ainsi, le fils allait faire le même travail que le père (relation intergénérationnelle). Grâce à cette politique paternaliste et cette police impitoyable, l'UMHK exerçait un contrôle strict de la main-d'œuvre africaine.

Les salaires versés par l'UMHK furent prédéterminés ; ils n'ont pas permis aux bénéficiaires d'accroître leur taux d'épargne, ni leur taux d'investissement dans cette économie, comme le soutenait Lewis. Le taux de salaire n'est donc pas une valeur d'ajustement.

Poursuivant cette particularité d'un « Etat dans un Etat », la Gécamines possède des plantations de maïs – tout en achetant une autre partie dans les pays voisins – vendus à la M.O. au même prix toute l'année ; parce que les salaires ne varient pas. Elle fabrique ainsi artificiellement une main-d'œuvre à compatibilité de salaires. Cette politique a l'avantage d'éviter les risques de troubles, de grèves car, si la M.O. achetait dans le marché libre, elle devrait exiger les relèvements des salaires, de l'ordre de 1 à 3 par rapport à ce qu'ils sont. Ce marché interne de la Société minière congolaise (UMHK/Gécamines) lui permet d'ouvrir ses magasins à tous ceux qui concourent à son bon fonctionnement ; c'est-à-dire à la main d'œuvre des entreprises périphériques.

Par ces pratiques ; l'industrie minière postcoloniale ressemble , à bien des égards, à celle de

l'époque coloniale car une grande entreprise ne peut pas fonctionner sans mettre de l'ordre dans son environnement. Elle ne peut pas fonctionner en se contentant du prix du marché, puisqu'elle risque de perdre son contrôle sur les autres entreprises de la place. Malheureusement, les prix mondiaux fluctuent continuellement, dans ce secteur. Les prix se déterminent sur le marché mondial, et ne sont pas décidés par le pouvoir paternaliste belge ou congolais.
Les fortes fluctuations des prix de principaux produits d'exportation de la RD Congo, principalement du cuivre, sur le marché mondial, assèchent les finances de ce pays, l'exposent par ricochet à l'expertise des institutions de la haute finance internationale.

Pour mieux comprendre l'origine des difficultés de l'économie congolaise, ainsi que l'échec des politiques de développement tentées dans la colonie, tout comme dans l'Etat postcolonial, et enfin celui des politiques recommandées par les Institutions de Bretton-Woods ; il nous semble indispensable de présenter l'évolution de deux secteurs (agricole et minier).

III. 2 – LA MARGINALISATION / NEGLIGENCE DE L'AGRICULTURE.

L'observation de l'évolution de son commerce extérieur ; c'est-à-dire de ses exportations et importations, est le meilleur indicateur des difficultés ou de l'expansion de l'économie congolaise, économie rentière extravertie ayant basé son développement économique sur les recettes d'exportation des produits agricoles et miniers - principalement sur les recettes du cuivre et métaux associés -.

Cette dépendance vis-à vis de quelques produits d'exportation, comme l'a souligné VAN DER STENN D.[84] est, " *Grave si on considère que les prix de ces matières premières souffrent des effets de la dégradation des termes de l' échange avec les produits industriels et subissent sur les marchés internationaux des fluctuations très importantes. Ainsi, le cas du cuivre est particulièrement révélateur; les cours avantageux à partir de 1966 (cf. tableau 9, ligne 1) vont permettre des entrées de devises abondantes et créer une certaine euphorie. La chute des cours en 1971 et en 1975 va empêcher le respect des programmes envisagés (voir les projets*

[84] Van Der Steen D., Echanges économiques extérieures du Zaïre : dépendance et développement, Les Cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles, n° 4-5, 1977, p.17

dispendieux) et obligea le pays à s'endetter massivement pour corriger cette chute de rentrées de devises. " Ainsi, tous les projets de développement du pays sont liés indirectement ou directement aux recettes d'exportation de quelques produits, sur les prix desquels le Congo ne dispose d'aucun pouvoir de contrôle.

La dépendance à l'égard des produits d'exportation, en l'occurrence envers le cuivre, et donc envers une seule entreprise, la Gécamines, s'accentua après 1960. Avant cette date, la force du pays résidait dans le fait qu'il y avait une répartition quasi-équitable entre les produits agricoles et miniers. En outre, ces exportations portaient sur une gamme variée de produits (cf. tableau 9). On constatera d' ailleurs, que longtemps exportateur de certains produits agricoles (huile de palme et de palmiste, de maïs, riz, etc.), le Congo indépendant devint importateur de tels produits, et obligé de débourser des quantités importantes de devises.

Tableau 9 – QUANTITÉS ET RECETTES D'EXPORTATION : COURS DU CUIVRE (de 1964 à 1975).

	1964	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1975*
Quantités exportées (milliers de tonnes)	**1167**	**1104**	**1099**	**1120**	**1479**	**1470**	**1454**	**1570**	**1590**	**1634**	**1509**	**1151**
Recette d'exportations à prix constants (millions de zaïres de 1966)			**73,8**		**90,7**	**95,4**	**102,8**	**77,4**	**72,1**	**106,9**	**113,8**	**67,5**
Recette d'exportations à prix courants (millions de dollars US)	**404**	**373**	**488**	**476**	**550**	**686**	**800**	**697**	**691**	**1039**	**1480**	**890**

Source : voir tableau 1, p. 10 de l'article de VAN DER STEEN Daniel, Échanges économiques extérieurs du Zaïre : dépendance et développement, Les Cahiers du CEDAF- ASDOC, Bruxelles, n° 4-5, 1977.

Pour mieux appréhender la marginalisation de l'apport du secteur agricole dans l'économie de la RD Congo, et par conséquent la prépondérance du secteur minier, et cuprifère en particulier, depuis l'accession de ce pays à l'indépendance, il est utile de se replonger dans l'analyse historique du Congo-Kinshasa. Cela permettra de voir quel type de structure économique, était mis en place dans ce territoire avant 1960.

Cette démarche n'a pas pour but d'accabler l'ancienne puissance coloniale, et encore moins à trouver des excuses aux échecs de dirigeants nationaux, qui n'ont pas, comme le soulignait KATANGA MUKUMADI[85] **, "** *Réussi à maintenir en bonne voie le système de production agricole coloniale, ni à le remplacer par l'un ou l'autre système réaliste, mais faire appel à d'autres facteurs qui expliquent la situation actuelle qui est en sorte une continuité tout au moins partielle de la politique traditionnelle de l'ancien Congo-belge. Car pour mieux situer les relations extérieures du Zaïre nouveau, il y a nécessairement des éléments du passé qui orientent l'action de l'État. "*

La part du secteur industriel étant marginale, nous allons voir l'évolution de deux secteurs clés de l'économie congolaise - agricole et minier -, qui rapportent le plus les recettes du pays.

Nous nous intéressons à la période des dix années précédant l'indépendance. Pourquoi choisir cette période ? Par ce que à cette époque, personne ne pouvait parier sur l'imminence de l'indépendance de ce territoire; et donc aucun entrepreneur agricole (privé ou grande entreprise d'exploitation agricole) ne pouvait inclure dans ses programmes de développement les incertitudes qu'allaient entraîner l'indépendance du Congo-belge. En plus, si le Congo indépendant a continué à produire et exporter les produits agricoles après 1960: c'est grâce aux investissements réalisés entre 1950 et 1960.

Le Congo-belge, comme l'a fait remarquer BONGOY MPEKESA[86] **, "** *Etait généralement considéré par la Belgique métropolitaine, non pas comme une colonie de peuplement, mais plutôt comme une colonie d'exploitation, on devait s'attendre à deux*

[85] KATANGA MUKUMADI, Le Zaïre et sa dépendance aux « changes commerciaux externes. Cahiers Economiques et Sociaux, Vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, décembre 1978, mars 1979, p. 393

[86] BONGOY MPEKESA, L'agriculture et le commerce extérieur du Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XII, n° 1, 1974, p. 76

constatations fondamentales: d' abord, au rôle non marginal de l'agriculture d'exportation et, ensuite, à la dépendance des exportations agricoles zaïroises vis-à-vis du marché « central métropolitain ». "

C'est ce qui a fait dire à Katanga Mukumadi[87] qu'" *Au niveau de la production, la colonie (Congo) s'était spécialisée suivant les vœux du colonisateur dans la production des matières premières. Les conséquences de cette orientation sont que le pays dépendait déjà à la veille de l'indépendance des exportations minières et autres produits de base. Cette importance du secteur primaire dans l'ensemble de l'économie devait accroître encore la dépendance du pays vis-à-vis des pays industrialisés.* "

La colonisation belge s'est caractérisée par un encadrement administratif du monde rural. Les colons pour étendre leur contrôle sur le paysannat ont mis en place tout d'abord une politique dite d'indigénisation et des cultures obligatoires, et vers la fin de la période coloniale une politique dite du paysannat. Ces deux politiques ont permis aux colonisateurs de contrôler la production agricole commercialisée, et surtout d'établir un monopole du traitement industriel de la plupart des productions agricoles non vivrières. L'Administration coloniale forçait les petits producteurs autochtones à produire davantage que ce que nécessitait leur subsistance et celle de leurs proches, en vue de commercialiser ce surplus et d'en permettre la circulation vers les populations urbaines et les travailleurs non engagés dans le secteur agricole. Elle avait recours dans ce but à l'impôt en argent, aux cultures obligatoires et à l'encadrement territorial agricole.

Le Congo-belge était une colonie d'exploitation, dont le but était d'approvisionner le marché métropolitain en produits primaires. Les investissements agricoles, depuis 1887, étaient intimement liés au gouvernement belge, dont les sociétés à chartes étaient les agents exécutifs .
Ces investissements étaient contrôlés par des grandes entreprises d'exploitation appartenant au groupe LEVER (PLC, devenue PLZ du temps de Mobutu), à la Société Générale par le truchement de ses holdings (Busira, Lomami, Compagnie du Kasaï, COTONCO, S.C.A.M.), au groupe LAMBERT (Belgika), au groupe HALLET (Compagnie de l'Hévéa, cultures Équatoriales), à des groupes étrangers (Pharmakina du groupe BOEHRINGER allemand) et à des

[87] KATANGA MUKUMADI, art., cit, p.400

propriétaires individuels (Equatoria, les plantations de thé et d'Arabica de l'État de la République, Huilerie et plantations du Kwango, Forescom, Forestière et commerciale, etc.).
Le commerce d'exportation, tout comme d'ailleurs celui d'importation était entièrement contrôlé par des maisons européennes et leurs filiales au Congo, ainsi que par quelques Asiatiques. Aucun congolais de l'époque n'était, ni de loin, ni de près, associé à ce type de commerce. Ce qui expliquera, en grande partie, les difficultés de succession après la nationalisation de 1973. En plus pour renforcer ce contrôle, toutes les banques (et surtout leurs filiales congolaises) qui finançaient le commerce et facilitaient les relations entre importateurs, grâce à leur réseau de correspondants à travers le monde, appartenaient aux holdings étrangers: la Banque du Congo (devenue banque commerciale du Congo/Zaïre), la banque du groupe de la Société Générale, banque belge d'Afrique (devenue Union Zaïroise des banques) du groupe de la banque Bruxelles, Krediet bank, Socobanque, du groupe anglais Lambert, Crédit congolais, du puissant groupe anglais Barclays, banque de Paris et Pays-Bas. Toutes ces institutions opéraient de la même façon qu'en Belgique, dans ce domaine.

Quand à l'organisation du commerce d'importation et de distribution, selon Katanga M.[88] **:** " *Les principales maisons sont: INTERFINA (du groupe LEVER), SARMA (de Sarminter), BON MARCHE (du groupe Bon Marché), CONGO FRIGO, ainsi qu'un grand nombre d'entreprises appartenant aux indépendants dont beaucoup d'étrangers (HASON, ALHADEF, SIMIS, NOGUEIRA, SILVADE, etc.), PETROCONGO, SHELL, MOBIL distribuaient les produits pétroliers.* "

Le contrôle de l'activité économique et financière restait donc entre les mains des étrangers. Dès lors, on comprendra les difficultés que rencontreront les congolais après l'indépendance politique du pays en 1960, lors de la nationalisation de l'UMHK en 1967, et surtout lors des mesures dites de la zaïrianisation, radicalisation de 1973 et 1974 ; leurs marges de manœuvres ne pouvaient qu'être très réduites.

[88] KATANGA MUKUMADI, art, p, cit,pp. 403-404

Comme l'écrit VERHHAEGEN Benoît[89] **,** " *Pour le colonisateur, le paysan était un être irrationnel, qu'il est inutile d'essayer de convaincre et à qui on ne peut qu'imposer des cultures, des méthodes, des groupements. Imposer sans convaincre.* " La Belgique n'avait donc pas formé un personnel autochtone qualifié dans le domaine agricole. Quant à BAZA LUEMBA[90] , il relève que**:** "***L****'originalité de ce développement (économique du Zaïre) réside dans le fait qu'aucun effort sérieux n'était tenté pour l'intégration de la collectivité paysanne dans le processus de modernisation. Cette politique a isolé les structures traditionnelles et donné naissance à des zones de stagnation et de paupérisation relative correspondant à notre société paysanne actuelle.* " Tout ceci explique l'absence d'une bourgeoisie autochtone rurale et commerciale capable d'assurer la relève, après 1960, des propriétaires étrangers de plantations abandonnées après leur départ précipité. Par contre, comme l'a fait remarquer VANDERSTEEN[91] , "*Il s'y développe une petite bourgeoisie qui ne détenait aucun moyen de production, mais occupait des positions non productives, en ayant pour fonction de reproduire les rapports de production capitalistes. Concrètement, il s'agissait d'agents, d' employés et de cadres subalternes des secteurs du commerce, des banques, des assurances, des entreprises industrielles, et de fonctionnaires subalternes de l'appareil d'État: Administration, Police, Armée, Enseignement, Appareil judiciaire.*"

C'est cette bourgeoisie bureaucratique qui a tenté de prendre la relève du pouvoir politique, économique et financier après 1960. Cette petite bourgeoisie bureaucratique, s'est transformée en bourgeoisie affairiste et a accaparé tous les pouvoirs au niveau de l'appareil d'État, en détenant parfois des participations importantes dans différents secteurs. Par contre, elle n'a pas su mettre en place des structures appropriées pour éviter la baisse de la production agricole qui atteint presque toutes les cultures, et provoque la détérioration du pouvoir d'achat des agriculteurs, l'accélération de l'exode rural et l'accroissement des importations des produits alimentaires, entraînant par là une dépendance du pays vis-à vis de l'extérieur. L'insuffisance de la production nationale favorise les importations et la hausse des prix. LUMPUNGU

[89] Verhaegen Benoît, Impérialisme technologique et bourgeoisie nationale au Zaïre, in Catherine COQUERY-VITROVITCH, Connaissance du Tiers-Monde, Cahiers Jussieu, Un iversité de Paris, n° 7, 1977, p. 347

[90] BAZA LUEMBA, Impérialisme technologique et bourgeoisie nationale au Zaïre, in Catherine COQUERY-VITROVITCH, Connaissance du Tiers-Monde, Cahiers Jussieu, Université de Paris, n° 7, 1977, p. 347.

[91] Van Der Steen, op, cit, pp. 6-7

KAMANDA[92] en faisant ce constat, souligne d'ailleurs que: "*Si les maux sont communs à l'ensemble des secteurs économiques du pays, l'agriculture en souffre beaucoup plus à cause de la faiblesse de ses structures internes. Dans bien de cas, l'agriculture ne fait que précipiter le mouvement de dépression ou freiner l'accélération de la croissance économique générale.* "

Avec l'indépendance, les types de rapports - où les colonisateurs contrôlaient la production agricole commercialisée, et surtout possédaient un monopole du traitement industriel de la plupart des productions agricoles non vivrières – changèrent, et l'on vit s'établir un nouveau type de rapport reliant les producteurs et les commerçants nationaux. Ces derniers devinrent les intermédiaires entre le monde rural (producteurs) et les centres urbains (consommateurs).

La période 1960-1965 est caractérisée par l'affaiblissement du pouvoir d'État. Cette situation, comme l'a fait remarquer J.M. WAUTELET[93] , " *A entraîné dans les campagnes un vaste mouvement de retour à l'autosubsistance et l'abandon des cultures commercialisées d'exportation et parfois même, des produits vivriers.* "

La crise agraire que le Congo a connue après son indépendance trouve son explication dans la politique menée par les colons entre 1930-1960. En effet, pendant cette période, la croissance de la production est due en milieu paysan essentiellement à l'extension des superficies. Ce qui a eu pour conséquences l'appauvrissement des sols, la réduction de la jachère. Ces conséquences, combinées à la sur-occupation des terres due à la pression démographique, provoquèrent une dégradation structurelle des écosystèmes, dont les conséquences se sont fait sentir après l'indépendance. Malgré tout, l'agriculture resta jusqu'à la veille de l'indépendance un secteur clé pour l'exportation ainsi que pour le marché national (cf. Tableau 10 A et B).

[92] LUMPUNGU KAMANDA, Les problèmes actuels de l'économie agricole zaïroise. Cahiers Economique ET sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XII, n° 2, mars 1974, p. 115

[93] Wautelet J.M., Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, p.115

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits de palmier	284,60	313,00	220,00	204,90	245,70	20,40	221,80	150,50	146,50	205,70	234,70	218,10	224,30	212,10	171,80	132,90	135,80	112,60	104,20	62,70	49,50	35,70
Café	51,90	56,60	58,60	33,90	32,20	47,30	37,40	22,60	34,70	37,40	53,10	48,90	65,00	71,60	74,00	66,90	77,70	59,40	109,50	64,10	76,70	55,00
Caoutchouc	35,10	40,20	35,50	37,60	37,50	37,60	35,20	21,20	29,60	31,70	40,10	35,70	31,40	39,90	37,70	30,20	26,60	24,20	21,10	27,60	26,10	16,80
Coton	63,30	86,40	48,80	24,00	16,50	15,50	6,90	1,90	1,40	1,20	1,60	9,10	9,20	7,30	7,20	6,10	2,70	1,80	1,80			
Thé	2,30	3,50	5,00	0,10	4,00	5,60	3,30	3,70	5,50	2,80	5,10	5,00	5,00	6,00	6,40	6,70	5,90	4,70	5,40	4,20	3,80	2,80
Cacao	4,90	3,90	5,20	4,90	6,00	5,80	5,20	4,00	4,10	5,20	5,00	4,30	4,40	5,80	5,90	4,90	4,70	5,30	4,30	3,90	4,30	3,60
Arachide	14,50	16,10	12,00	1,80	1,10	1,00	1,10	3,90	1,70		0,40	0,80										
Bois grumes (1000 m)	100,30	106,80	95,20	79,80	75,90	88,70	77,50	70,20	82,30	64,70	49,60	39,10		12,60	30,80	50,00	29,90	2,10	61,70	59,20	43,20	48,20
Bois sciés (1000 m)	49,40	59,50	43,80	40,60	55,00	34,10	38,10	35,10	36,60	30,60	36,00	34,20	33,80	36,70	37,50	36,10	24,70	16,60	13,10	29,70	37,50	30,70
Bois placages (1000 m)	19,90	25,10	30,20	28,80	26,10	28,80	25,50	0,50		33,10	43,30	40,20	31,00	24,50	23,00	17,00	17,90	6,30	2,50	2,70	11,20	8,60
Urena-punga	6,30	4,20	4,20	5,00	2,10	2,10	0,10	3,20	2,20	1,10												
Rauwolfia		0,20	0,30	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,30	0,40	0,60	0,60	0,50	0,60	0,60	0,40	0,20	0,30	0,80	1,10	0,30	0,20
Copal	4,20	4,10	2,00	1,90	1,90	0,60	1,10	0,70	0,80	0,70	0,50	0,40	0,60	0,30	0,10	0,10			0,20			
Pyrèthre	0,50	0,30	0,10		0,10		0,10	0,10														
Quinquina	2,30	1,50	1,70	0,10	0,50	0,50	0,40	0,10	0,60	0,20	0,30	0,40	0,60		0,50	1,40	1,50	1,90	2,90	2,00	5,50	1,10
Bananes	28,50	31,10	33,60	28,30	28,80	21,00	13,30	6,70	7,10	4,70	3,10	0,50										
Manioc	41,10	49,90	22,40	5,80	2,00	0,10	3,00	0,90														
Papaïne		0,20			0,10		0,10	0,10	0,10	0,10			0,10	0,10	0,20	0,20		0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
Ivoire	0,10	0,20		0,10		0,10	0,20	0,10		0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10							

B – AGRICULTURE POUR LE MARCHE INTERIEUR

	1958	*1959*	*1960*	*1961*	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*
Produits de palmier	50,00	59,40			53,80	52,00	56,90	60,30	68,70	69,70	74,50	81,00	53,50	70,70	62,10	64,20	84,40	92,40	89,70	94,10	94,90	105,80
Bois grumes (1000 m)	250,00	250,00					103,00	93,00	104,00	87,00	87,90	91,40	297,40	275,70	232,40	273,30	254,00	215,50	108,80	262,40	183,80	309,40
Bois sciés (1000 m)	260,70	195,50					147,00	122,00	94,00	87,00	83,40	90,60	128,40	121,30	111,50	126,60	105,30	62,50	58,90	66,40	85,50	82,30
Coton	18,30	10,40	8,50	7,80	9,00	6,40	11,70	4,50	7,40	8,00	11,80	10,80	8,60	12,10	11,80	11,80	14,50	8,30	8,50	11,40	5,90	6,30
Café robusta	1,50	5,70		0,10			1,50	1,50	1,50	1,50	2,00	2,20	2,50	3,00	6,00	0,60	0,70	0,50	0,90	0,60	0,80	
Urena-punga	7,00										7,50	5,60	2,80	3,50	4,20	2,60	3,00	3,50	1,20	0,70	0,70	0,60
Tabac (100 T)							0,20	0,70	2,90	2,30	1,50	2,40	3,10	7,00	8,90	9,30	10,80	10,30	8,90	13,70	16,00	1,50
Canne à sucre	223,20	387,90	390,00	310,50	430,80	402,00	290,80	337,10	309,90	318,20	363,30	382,70	420,40	412,20	452,00	548,80	577,70	604,40	468,30	553,90	475,30	506,30
Caoutchoux									3,10	0,70	0,80	0,90	0,90	2,20	2,70	14,50	4,30	4,50	2,70	2,20	1,90	3,20

SOURCE : ACCUMULATION ET SOUS – DÉVELOPPEMENT AU ZAÏRE 1960 – 1980, pp.218 – 219.

Ces deux tableaux résument bien la marginalisation de l'agriculture qui a privé l'Etat des ressources provenant de ce secteur, l'a rendu plus dépendant du seul secteur minier, et qui a nécessité l'importation de produits agricoles pouvant être produit au Congo.

Depuis l'accession du Congo à l'indépendance, on peut dégager quatre grandes périodes quant aux différentes « politiques agricoles » conduites dans ce pays.

↽ **La première période (1960-1965):** période d'incertitude, d'insécurité ayant conduit à l'affaiblissement du pouvoir d'État, caractérisée sur le plan agricole par la suprématie des grandes firmes exportatrices et la réorientation des paysans vers les cultures vivrières ou les produits plus élaborés.

↽**La seconde période (1965-1973)**: période marquant une certaine reprise des activités agricoles due à la stabilité politique imposée par le régime Mobutu. Cette période est caractérisée sur le plan agricole par une accentuation très forte sur les produits destinés au marché intérieur, mais comme on le verra, il n'y aura pas une politique agricole cohérente.

↽**La troisième période (1973-1980):** période des grands bouleversements, caractérisée par les mesures de nationalisation, dite zaïrianisation (1973) et par les mesures consécutives de radicalisation (1974) et de rétrocession.

↽**La quatrième période (1980-1990):** période caractérisée par une tentative de reprise en mains par les organismes internationaux. Ce qui explique la reprise de certaines exportations (produits du palmier par exemple), comme nous le montre le tableau 15. Malheureusement, il n'y a pas eut réellement une véritable reprise car, comme le disait POPELIER G.H[94] **: "** *L'expérience a démontré que presque tous les projets agricoles au Zaïre s'effondrent après le départ des experts blancs.* **"**

Avant d'analyser l'évolution de la production de quelques produits, nous comparerons l'évolution des exportations agricoles et celle des exportations minières depuis 1950 jusqu'en 1990, afin de montrer l'importance croissante qu'a pris le secteur minier dans les recettes d'exportation du pays depuis les années 60.

[94] POPELIER G. H., Nature et évolution de l'agriculture zaïroise (1958-1978), Cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles, n° 6, 1977, p.10

Tableau 11 - STRUCTURE DES EXPORTATIONS DU ZAÏRE (1950 - 1979) ET LA PART DES PRINCIPAUX PRODUITS D ' EXPORTATION.

(En % de base de chaque groupe)

	Produits agricoles	*Café robusta et arabica*	*Huile de parme et de palmiste*	*Produits miniers*	*Cuivre (B)*	*UMHK (GCM)*
1950	34,42	-	-	50,02	-	-
1951	32,12	-	-	49,15	-	-
1952	28,63	-	-	60,68	-	-
1953	25,15	-	-	64,28	-	-
1954	25,16	-	-	62,95	-	-
1955	24,22	-	-	63,13	-	-
1956	20,27	-	-	-	-	-
1957	27,76	-	-	-	-	-
1958	41	25,6	29,3	53,4	48	65
1959	39	20,9	30,4	56,6	57	72
1961	34,3	12,5	38,7	-	-	-
1962	25,2	14,5	37,5	75,4	59	77
1963	27,7	23,4	36	71,2	61	74
1964	26,9	29,3	37,3	72	61	74
1965	18,1	28	39,1	79,4	66	81
1966	16,4	33,6	33,7	81,7	70	83
1967	18,3	31,8	38,1	80,5	73	84
1968	15,7	26,1	43,8	79,7	74	86
1969	14	26,4	35,8	84,9	77	87
1970	15,9	35,7	28,8	81,8	78	88
1971	18,5	39	27,8	80,3	74	87
1972	17,5	46,6	21	81,7	72	87
1973	14,7	48	17,8	30,2	73	86
1974	13,1	34,4	32,5	73	76	88
1975	15,6	39,6	29,9	75	65	83
1976	20,2	66	9,6	78,1	50	72
1977	26,3	63,8	7,6	72,1	53	75
1978	15,1	69,7	4,9	83,7	35	81
1979	12	64,8	4	86,8	35	85

A: % par rapport au total des exportations agricoles.

B: % par rapport au total des exportations minières.

C: pour la part de la Gamines (GCM) par rapport au total des exportations: nous avons additionné les 4 produits de cette Entreprise; à savoir le Cuivre, le Cobalt, le Zinc et l ' Étain, ainsi qu'à partir du point B de l'annexe 5, p.223 étudié par F. BEZY, in Accumulation et sous - développement au Zaïre 1960 - 1980, Édition Presses Universitaires de Louvain (UCL), Louvain - La - Neuve, 1981.

Autres sources pour la réalisation du présent tableau; de 1950 - 1957: nous - nous sommes inspiré de l'article de BONGOY MPEKESA, in L'agriculture et le commerce extérieur au Zaïre, p.77.

III.2.1. CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le tableau 11 montre que la part de l'agriculture dans les exportations du Congo (R.D), qui était de 41,0 % en 1958 est tombée à 12 % en 1979, alors que les exportations minières passent durant la même période de 53, 4 % à 86 %.
Alors qu'entre 1950 et 1960, l'agriculture contribuait en moyenne pour plus ou moins 30 % dans les recettes totales d'exportation, après 1960, sa contribution n'a plus tournée qu'autour de 16 %. Ceci prive le Congo des devises jadis procurées par ce secteur, et par là-même le rend de plus en plus dépendant du seul secteur minier.

La diminution constante des exportations agricoles dans les recettes totales d'exportation du Congo depuis 1959 et l'attitude de ses dirigeants, ont été bien résumées par TIKER – TIKER[95] **:"** *La stagnation de la période des années 1957 se trouve donc profondément transformée à son tour en régression, situation qui, malheureusement, sera masquée par la conjoncture favorable des cours du cuivre qui viendra à la rescousse de l'agriculture pour les importations alimentaires et autres. Il a fallu attendre la chute des cours du cuivre à partir de 1971 pour prendre brusquement conscience de l'état du secteur agricole, les devises procurées par le métal rouge étant devenues insuffisantes pour couvrir l'ensemble des importations et surtout alimentaires."*

Malgré le verbalisme politique qui déclara à maintes reprises l' « agriculture priorité des priorités » à partir des années 70, précisément à partir de cette chute des cours du cuivre en 1971, ainsi que le révèle J.L. LACROIX[96] **: "** *Les dirigeants Zaïrois de la seconde République (à partir de 1965) n' ont pas su non plus mettre en place une politique agricole cohérente et dynamique pour stimuler ce secteur clé de l' économie nationale. "* En 1973 et 1974, ils ont au contraire improvisé les mesures (hâtives) de la « zaïrianisation-radicalisation » qui ont provoqué une crise agricole.

En négligeant l'agriculture, les différents gouvernements congolais ont ignoré,

[95] TIKER TIKER, L'agriculture Zaïroise, Cahiers Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. xvii, n° 3,4, septembre-décembre 1980, p. 289
[96] LACROIX J.L., L'industrialisation au Congo : transformation des structures économiques, Paris, 1966, p.55

comme l'a souligné BAZA LUEMBA[97] que**, "** *Seule l'agriculture peut, au stade actuel du développement, offrir à des millions de familles des occasions d' emplois permanents et qui améliorent leurs conditions de vie, soit comme salariés, soit comme cultivateurs indépendants* ", mais aussi , ils ont privé le pays d'une source complémentaire de recettes d'exportation pouvant éventuellement compenser les recettes minières lors des amples fluctuations des prix sur le marché international.

L'apport du secteur agricole dans les recettes d'exportation en 1990 par exemple (175.977 DTS) est très largement dépassé par celui du secteur minier (1.199.775 DTS), et cela malgré les difficultés que connaît la Gécamines, principal contributeur du pays, suite aux grèves dans cette entreprise et à la SNCZ, et suite à l'éboulement de la mine de Kamoto. La part des exportations du seul cuivre est passée de 48% des recettes d'exportation minières en 1958, à 76% en 1974. En 1990, malgré les difficultés (que nous venons d'évoquer pour l'industrie minière), le cuivre rapporta 928.985 DTS (c'est-à-dire 54,2 % de recettes d'exportation totales du Zaïre), tandis que tout le secteur agricole n'a rapporté que 175.977 DTS (soit 10,4% de recettes totales d'exportation, cf. tableau 11). Si l'on compare les recettes de ces deux secteurs une année avant; c'est-à-dire en 1989, le poids du secteur minier est encore écrasant (1.444. 880 DTS) contre seulement 127.480 DTS. Même la part des produits industriels, excepté les années 1986 et 1988, a dépassé celle des produits agricoles (tableau 12), alors que ces derniers rapportaient 34,42 % des recettes totales d'exportation en 1950 , contre 14,64 % aux produits industriels .

Avant d'analyser les causes de la chute de recettes des exportations agricole et ses conséquences sur l'économie extravertie du Congo-Kinshasa, nous constaterons l'évolution de la production des principaux produits agricoles d'exportation . L'analyse de l'évolution de quelques produits tels que: les produits du palmier, le café, le bois, le caoutchouc naturel, le manioc, montre bien que les autorités congolaises ont négligé ce secteur clé de l'économie, alors que 70 % de la population est encore paysanne, et donc vit des fruits de l'agriculture. Les gouvernements successifs du Congo n'ont pas su amorcer « *Un processus de développement à cause de la demande accrue de la part des citadins et surtout des industriels, dont l'agriculture constitue la source des matières premières. Beaucoup de ces entreprises fonctionnent*

[97] BAZA LUEMBA, Le rôle de l'agriculture dans le développement économique du Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XII, n° 2, 1974, p. 10

actuellement au ralenti à cause de cet état de choses »[98]**.**

[98] TIKER -TIKER , art., p. cit, p.57

TABLEAU 12 – CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS SECTEURS DANS LES RECETTES D'EXPORTATION ET STRUCTURE DE 2 PRINCIPAUX SECTEURS EN MILLIERS DE DTS (1985 – 1990).

Tableau 12	*1985*	*%*	*1986*	*%*	*1987*	*%*	*1988*	*%*	*1989*	*%*	*1990*	*%*
Produits miniers	1 372 794	69,30	947 640	63,60	965 612	70,40	1 280 112	69,90	1 411 880	76,60	1 199 775	70,00
Cuivre	604 183	30,50	480 630	32,30	757 927	55,30	1 015 200	55,50	1 164 219	6,70	928 985	54,20
Produits agricoles	224 142	11,30	327 448	22,00	144 022	10,50	175 984	9,60	127 480	6,80	175 977	10,30
Produits industriels	336 437	17,00	113 690	7,60	153 009	17,20	120 166	6,60	130 099	6,90	178 753	10,40
Autres	46 867	2,40	101 331	6,80	108 421	7,90	254 399	13,90	183 211	9,70	160 100	9,30
TOTAL *(Total des recettes d'exportation de marchandises)*	**1 980 240**	**100**	**1 490 109**	**100**	**1 371 064**	**100**	**1 830 661**	**100**	**1 885 670**	**100**	**1 714 605**	**100**

SOURCE : BANQUE DU ZAÏRE, RAPPORT ANNUEL 1991, P. 152 et p. 154.

Tableau 13 - <u>PRODUCTION ET EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES</u>

(1958 - 1975)

	1958	*1959*	*1960*	*1961*	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1975*
Huile de palme		244 500			190 128	178 485	178 485	137 500	146 883	178 928	206 200	200 500	203 000	202 113	147 926	139 553	124 866	
*dont exportation	164 586	185 500	167 184	154 483	138 128	128 485	128 485	80 500	63 883	114 928	141 200	125 000	123 473	11 881	86 969	69 684	62 433	53 000
Huile de palmiste	53 845	61 100			43 120	47 400	47 400	34 400	33 600	44 300	48 468	45 814	50 350	48 512	37 832	33 440	34 563	
*dont exportation	57 896	60 700	52 547	50 394	41 320	45 700	45 700	32 900	31 900	41 800	48 525	41 930	50 135	44 780	37 256	32 785	33 983	29 000
Tourteaux d'amandes palmistes	57 154	67 000			47 302	53 200	53 200	38 244	34 700	48 610	54 381	52 892	57 000	56 221	45 169	31 079	40 176	
*dont exportation	62 082	67 000	51 200		22 000	50 000	50 000	37 144	30 700	44910	44 907	51 230	58 719	55 467	44 600	30 470	39 388	31 000
Café robusta	45 508	51 967		33 800	29 000	35 543	35 543	18 912	29 439	35 100	46 090	43 900	58 500	65 000	67 514	56 514	69 344	65 000
*dont exportation	44 002	46 267	49 700	33 879	3 994	34 043	34 043	17 413	27 939	33 600	44 090	41 700	56 000	62 028	61 524	56 252	68 658	50 900
Café arabia	8 282	9 600			3 190	4 492	4 492	8 000										18 000
*dont exportation	7 937	10 300	8 900	45	3 190	3 400	3 400	5 191	6 700	3 810	9 030	7 170	9 000	9 580	12 528	10 656	9 046	
Caoutchouc	36 473	40 256		31 276	40 022	31 332	31 332	24 300	30 360	32 300	40 920	36 585	32 500	42 108	40 454	44 727	30 917	
*dont exportation	35 090	40 152	35 540	37 529	37 529	35 240	35 240	21 240	29 660	31 700	40 120	35 685	31 440	39 886	37 710	30 177	26 617	
Fibres de coton	51 048	63 200	50 000	18 849	15 550	14 913	14 913	4 500	7 381	8 050	11 840	18 050	17 126	18 141	16 114	19 886	16 460	16 460
*dont exportation	32 771	52 800	41 500	9 800	9 126	3 213	3 213				15	7 180	8 562	6 034	4 294	6 630	1 622	958

Source : NATURE ET ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE ZAÏROISE (1958 – 1975),
tiré de l'article de POPELIER (G.H.), in Cahiers du CEDAF – ASDOC Studies, Bruxelles, n° 6, 1977, pp. 12 – 13.

1. LES PRODUITS DU PALMIER.

La consommation de produits du palmier sur le marché intérieur n‘a cessé d‘augmenter depuis 1965 (60.300 T), pour atteindre 105.800 T en 1979, excepté l‘année 1970 avec une consommation interne de 53.300 T. Cette augmentation de la consommation interne s‘explique par l‘augmentation de la population citadine (surtout à Kinshasa et Lubumbashi).
Pour faire face à cette consommation intérieure croissante, et à la baisse continue de la production, due à l‘abandon des anciennes palmerais à partir de 1972, le gouvernement congolais a décidé de diriger 50% de la production vers le marché intérieur, alors que ce quota était précédemment des 20 à 30 %. Cette décision explique la baisse des exportations de ces produits à partir de 1972 (cf. tableau 14). Cette baisse s‘est encore accentuée avec l‘interdiction de l‘exportation de l‘huile de palme, alors qu‘en même temps - c‘est-à-dire à partir de 1972 -, le prix sur le marché mondial a doublé.

La part des produits du palmier étant devenue marginale dans les exportations, à partir de 1970, le café a pris la relève (cf. tableau 14). Bien que la RD Congo ait repris l’exportation des produits du palmier leur part reste largement en dessous de celle du café. Ainsi, en 1990 l’exportation du café s’éleva à 95.749 tonnes, contre 4.377 tonnes pour les produits du palmier (cf. tableau 15).

2. LE CAFÉ.

La République Démocratique du Congo produit deux espèces de café: le Robusta et l‘Arabica. Produit destiné surtout à l‘exportation - la consommation intérieure étant dérisoire -, le café est un produit de grande spéculation et de grande fraude, qui profite surtout aux contrebandiers et qui échappe au contrôle de l‘État. Pour ces raisons, et malgré la création de l‘Office du café (OZACAF) : la fiabilité des statistiques est contestable, l’importance de la contrebande est grande, facilitée par des frontières poreuses du pays. Sans cette situation, et cela malgré l’entrée en vigueur de l’accord international du café en 1964, le café serait l’un des produits agricoles qui rapporterait le plus de devises au Congo.

Tableau 14 – A : LES EXPORTATIONS AGRICOLES (en milliers de Zaïres)

	1958	*1959*	*1961*	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*
Café	20 567	191 138	6 418	6 537	11 026	13 808	8 571	12 904	12 678	1 268	12 843	22 472	24 643	28 035	36 312	30 205	27 145	103 066	165 538	138 190	243 377
Thé	764	1 230	8	905	1 336	864	886	1 328	727	912	12 843	22 472	24 643	28 035	36 312	30 205	27 145	103 066	165 538	3 239	3 889
Cacao	2 013	1 440	1 098	1 134	1 189	1 251	573	596	1 277	1 366	958	1 493	1 797	2 330	2 263	1 559	1 917	2 851	3 850	9 109	16 433
Huile de palme																					
Huile de palmiste	23 530	27 800	19 936	17 033	16 967	17 588	11 953	12 947	15 199	20 541	17 406	18 178	17 607	12 603	13 503	28 498	20 526	14 956	19 754	9 772	15 111
Tourteaux	2 143	2 780	1 631	1 384	1 335	1 529	1 062	1 076	1 365	1 561	1 606	1 691	1 735	1 428	1 608	2 212	1 382	2 073	2 576	1 446	2 792
Caoutchouc	8 494	11 130	10 356	9 033	9 515	7 472	4 544	6 255	5 999	6 915	7 786	7 233	5 997	5 594	7 705	9 142	5 833	11 508	20 444	167 706	29 080
Bois	3 746	4 180	3 999	3 106	3 220	3 596	2 952	3 214	2 533	2 422	2 330	1 683	2 204	2 898	4 262	3 967	1 390	4 285	9 098	9 706	22 790
Coton	10 885	14 310	4 646	2 319	2 221	877	8			6											
Divers	8 058	9 392	3 350	3 488	291	115	51	80	102	925	983	3 263	4 001	4 044	5 653	6 928	7 473	13 244	28 871	9 204	42 187
Total agriculture exportée	80 200	91 400	51 442	44 939	47 100	47 100	30 600	38 400	39 880	46 917	48 621	63 016	63 228	60 135	75 706	67 755	68 577	156 213	259 539	198 235	375 659
Total exportation	191 461	234 322	145 850	178 358	169 901	17 553	168 710	234 030	217 440	298 500	347 293	395 026	341 734	342 814	515 265	669 507	438 306	774 358	986 344	1 311 422	3 130 621

B - STRUCTURE DES EXPORTATIONS AGRICOLES (en %)

	1958	*1959*	*1961*	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*
Café	25,50	20,90	12,50	14,50	23,40	29,30	28,00	23,60	31,80	26,10	26,40	35,70	39,00	46,60	48,00	34,40	39,60	66,00	63,80	69,70	64,80
Thé	0,90	1,30	0,00	2,00	2,80	1,80	2,89	3,40	1,80	1,90	2,00	2,00	2,40	2,80	3,90	3,00	1,80	2,80	1,80	1,60	1,00
Cacao	2,50	1,60	2,10	2,50	2,50	2,60	1,90	1,50	3,20	2,90	2,80	2,80	2,40	2,00	1,90	2,30	3,50	3,70	2,70	4,60	4,40
Huile de palme																					
Huile de palmiste	29,30	30,40	38,70	37,90	36,00	37,30	39,10	33,70	38,10	43,80	35,80	35,80	28,80	27,80	21,00	17,80	32,50	29,90	9,60	4,90	4,00
Tourteaux	2,70	3,00	3,20	3,10	2,80	3,20	3,50	2,80	3,40	3,80	3,30	3,30	2,70	2,70	2,40	2,10	2,50	2,00	1,30	0,80	0,80
Caoutchouc	10,60	12,20	20,10	20,10	20,80	15,90	14,80	16,30	15,00	14,70	16,00	16,00	11,50	9,50	9,30	10,20	10,40	8,50	7,40	8,50	7,70
Bois	4,70	4,60	7,80	6,90	6,80	7,60	9,60	8,40	6,30	5,20	4,80	4,80	2,70	3,50	4,80	5,60	4,50	2,00	2,70	4,90	6,10
Coton	13,60	15,70	9,00	5,20	4,70	1,80	0,00	0,00	0,00	0,00	6,80	6,80	8,60	6,30	3,40	3,50	2,50	0,50	0,00	0,40	0,00
Divers	10,10	10,30	6,50	7,60	0,60	0,20	0,20	0,00	0,30	2,00	2,00	2,00	5,20	6,30	6,70	7,50	7,90	10,90	8,50	4,60	11,20
Total agriculture	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	41,00	39,00	34,30	25,20	27,70	26,90	18,10	16,40	18,30	15,70	15,70	14,00		18,50	17,50	14,70	13,10	15,60	20,20	15,10	12,00

Source : Accumulation et sous – développement au Zaïre 1960 – 1980, pp. 224 – 225.

Tableau 15 - PRODUCTION ET EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES (1985 - 1990)

(En tonne)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Produits du palmier *(1)*	135 750	128 482	115 575	121 735	118 608	87 881
*dont exportation	57 883	29 630	13 144	18 017	19 471	9 377
Café *(2)*	76 560	110 386	105 417	91 000	109 900	126 929
*dont exportation	65 938	130 380	89 203	60 726	119 113	95 749
Caoutchouc	13 078	14 165	12 365	11 700	11 500	9 479
*dont exportation	11 025	13 852	10 699	10 625	9 797	6 977
Coton - fibre	7 368	6 597	6 217	6 784	6 500	1 207
Bois en m3 (3)	147 223	142 692	144 656	164 192	156 090	41 727

Source : tableau tracé à partir du tableau 62, p. 41 et tableau 64, p. 45 du rapport annuel de la Banque du Zaïre 1991.

(1) Produits du palmier à huile de palme + huile de palmiste +tourteaux de palmistes.

(2) Café = café robusta + café Arabica.

(3) **Bois = Grumes + Sciés + placages et divers.**

Comme l'a fait remarquer VANDERSTEEN D.[99], " *La reprise de la production et de l'exportation à partir de 1965 s'explique principalement par la plantation de 68.000 ha au cours des années précédant l'indépendance. De plus, la culture du café connaît un dynamisme remarquable depuis1965.* " C'est à partir de 1970 qu'attirés par la hausse des cours de ce produit sur le marché international, les Congolais ont repris l'exploitation des plantations abandonnées, pour faire surtout de la contrebande . On assiste, tout de même, à partir de cette date à une légère amélioration. Ainsi, l'année 1971, le Congo a exporté 71.608 tonnes, qui ont rapporté 24.643.000 Zaïres (cf. tableau 15) ; Ces exportations ont atteint 77.707 tonnes en 1974 (avec 30.205.000 Z), mais ont chuté à 58.396 tonnes (27.145.000 Z) en 1975 . MULUMBA LUKOJI[100]ne manqua pas de souligner que: "*Cette régression était d'autant plus préjudiciable que le quota réservé au Zaïre dans le cadre d' accord International du café était fixé à 90.000 tonnes et le cours mondial de ce produit avait la même année atteint des cours records provoqués par la destruction de près*

[99] VAN DER STEEN, op,cit, p.19

[100] MULUMBA LUKOJI, La planification économique et le rôle de l'entreprise, Zaïre-Afrique, n° 117, Août-septembre 1977, pp. 95-96

de 70 % des plantations au Brésil et par les difficultés d'accès de l'Angola, les deux pays étant respectivement premier et second producteurs mondiaux."

Malgré les mesures de la Zaïrianisation-radicalisation de 1973-1974 et leurs répercussions, les fraudes et cette chute de 1975 ; la courbe des exportations du café a progressé jusqu'en 1979 (243.377.000 Z), exceptée l'année 1976 (103.066.000 Z), comme nous l'indique le tableau 14.

Le café est ainsi devenu le principal produit agricole d'exportation. Le tableau 15 est plus éloquent à ce propos. L'année 1986 fut une année record pour ce produit avec 130.380 tonnes exportées, les deux années suivantes connurent des baisses importantes (89.203 tonnes pour 1987 et 60.726 tonnes en 1988). L'année 1989 fut caractérisée par une reprise sensible (199.113 tonnes), mais 1990 connut une rechute des exportations du café. Cela peut s'expliquer par les désordres, les incertitudes, l'instabilité politique qui perdure depuis le déclenchement du processus démocratique au Zaïre. Cette année là, l'exportation des produits du palmier chuta de 19.471 tonnes à 4.377 tonnes.

3. - LE BOIS

L'exploitation et la commercialisation des bois (grumes, sciés, placages et autres en m³) n'ont pas échappées à la marginalisation de l'agriculture, ou au manque de politique incitative. De 106.800 tonnes en 1959, l'exportation de bois est descendue à 48.200 tonnes en 1978. Sur le marché intérieur sa progression est irrégulière. Toutefois, l'année 1988 a connu une exportation record du bois (164.192 m³). Alors qu'elle était de 150.090 m³ en 1989, les exportations de ce produit chutèrent à 41.727 m³ en 1990 (cf. tableau 15).

4. - LE CAOUTCHOUC NATUREL.

Alors qu'en 1959, le Congo possédait 60.000 ha d'hévéa et exportait 40.000 tonnes de caoutchouc naturel, les exportations de ce produit chutèrent en 1965, pour les mêmes

raisons que celles des autres produits agricoles, entre 1960 et 1965. Bien que depuis 1965, on saigne à nouveau sans discontinuer, le Zaïre a atteint un niveau d‘ exportation égal à celui d‘ avant l‘ indépendance en 1986 , mais les revenus provenant de cette exportation arrivèrent à peine à la moitié de ceux de 1959. Le prix du caoutchouc est resté bas et instable.

Les difficultés que connaît ce produit sur le marché international sont de deux ordres: d‘une part, la concurrence de la Malaisie, qui est devenue depuis 1967 le plus grand producteur mondial, qui a su reconvertir ses usines et produit actuellement des petites balles de granulés compacts. D‘autre part, la forte concurrence du caoutchouc synthétique.

Sur le plan interne, en 1975-1976, se produisit une entrave technique à la production ; il n'y avait plus d'acide formique ou d'ammoniaque dans tout le Zaïre. A cette époque, de nombreuses plantations d‘hévéa furent abandonnées. Même actuellement de nombreuses plantations sont toujours à l‘abandon - comme nous l‘avions constaté dans la région de l‘Équateur -, alors que, des pays comme le Cameroun, la Sierra-Léone se sont remis à l’exportation de ce produit, en s’adaptant aux techniques modernes d’exploitation.

Le Congo continu à exporter le caoutchouc, mais cette exportation est presque quatre fois inférieure à celle des années 1950. D’ailleurs, après une légère remontée en 1986 (13.852 tonnes), son exportation a chuté jusqu’à 6.977 tonnes en 1990. Le vieillissement des plantations en est la cause principale de cette chute spectaculaire. Mais, il n’est pas exclu que le traumatisme laissé par l’exploitation du caoutchouc sauvage sous le système Léopoldien, freine encore l’implication de la population congolaise à la récolte de ce produit.

5. - LE COTON

Le coton était l'une des culture obligatoire de l’époque coloniale. C’est sur ce produit qu’on remarque la plus grave régression. De 86.400 tonnes en 1959, les exportations du coton ont chuté à 1.800 tonnes en 1978. Malgré la création de l‘Office National des Fibres Textiles, la dégradation de la culture cotonnière a continué, et le Congo est devenu importateur de ce produit.

La République Démocratique du Congo (RDC) n'a pas su mobiliser ses cultivateurs- paysans, qui cultivaient naguère ce produit, dont la période de croissance n'est que de huit mois, en rotation avec des cultures vivrières. Ce manque de politique d'incitation des paysans, du gouvernement congolais, est d'autant plus fâcheux que le pays possède une industrie textile, et qu'il est obligé de débourser d'importantes devises pour l'importation de ce produit. Certes, le Congo continu de produire du coton, mais cette production « *A continué à reculer; celle-ci s'est chiffrée à 1.207 tonnes en 1990 contre 6.500 tonnes en 1989, soit une chute de 81,4%. Cependant, deux sous-produits de coton, à savoir, l'huile et les tourteaux de coton sont, sortis de leur stagnation des années 1987 à 1989. La production de l'huile de coton s'est élevée à 144 (T) en 1990, celle des tourteaux de coton est passée à 762 tonnes après avoir stagné trois ans durant au niveau de 480 (T)*. » [101]

6. - LE MANIOC.

L'une des principales cultures traditionnelles avec les bananes plantains, le maïs et le riz, le manioc, aliment de base de la grande majorité de la population congolaise, et naguère destiné (aussi) à l'exportation, a disparu des statistiques du commerce extérieur. Cela peut s'expliquer de deux façons: d' une part, par la concurrence des produits sud-américains et asiatiques sur le marché international, et d'autre part par la négligence du secteur agricole par les autorités nationales et le retour forcé à l'agriculture de subsistance.

L'analyse de ces quelques produits agricoles reflète bien la marginalisation et la négligence du secteur agricole, jadis source complémentaire des rentrées des devises pour le Congo. L'abandon du secteur agricole, à partir de 1965, a découragé aussi bien les paysans-cultivateurs que les grandes entreprises agricoles (telles que UNILEVER, JULES VAN LAKER, etc.), et par conséquent, a porté un coup fatal aux exportations de la plupart des produits agricoles, et aux recettes de l'État. Les mesures dites de la Zaïrianisation-radicalisation de 1973 et 1974, ainsi que celles de démonétisation ont mis à mal les revenus des petits et moyens

[101] Rapport annuel de la Banque du Zaïre 1991, p. 14

producteurs, tout comme ceux des paysans. Or, ces deux groupes pouvaient, à termes, constituer l'amorce de l'élargissement de la base économique du secteur agricole.

Pour simplifier, deux causes peuvent expliquer la régression et la marginalisation de l'agriculture depuis l'accession du Congo à l'indépendance. D'une part, l'absence évidente d'une politique agricole cohérente , d'autre part, l'inopportunité des mesures hâtives de la zaïrianisation-radicalisation, qui ont ignoré les obstacles sur le commerce d'import-export des produits agricoles. Le constat d'échec de ces mesures a d' ailleurs été reconnu par le Président Mobutu[102] : " *Quand j'ai zaïrianisés, j'ai remarqué que les cadres du MPR étaient devenus des affairistes, au détriment des fonctions administratives. Quand j'ai radicalisé, les délégués généraux que j'ai placé à la tête des sociétés ont confondu souvent les biens de la société avec leurs biens personnels.* "

La marginalisation de l'agriculture a eu trois grandes conséquences:

1°) sur le plan interne, elle a empêché la formation du surplus dans l'agriculture paysanne et l' approvisionnement du pays en produits vivriers, sans oublier les effets en amont de cette politique;

2°) sur le plan externe, elle a sous-estimé le rôle joué par les entreprises agricoles étrangères et leurs réseaux de commercialisation, ainsi que l'importance du secteur agricole dans l'apport de recettes d'exportations du pays;

3°) autre conséquence importante sur le plan national, la marginalisation du secteur agricole a entraîné celle des régions à vocation agricole qui tiraient leurs revenus grâce de l'exportation des produits agricoles. Toute chose restant égale par ailleurs, ces régions sont devenues dépendantes des ressources minières, provenant des régions dites riches aujourd'hui.

Toutes ces conséquences ont freiné le processus de développement entrepris pendant l'époque coloniale. Ainsi des régions comme l'Équateur, le Haut-Congo, les deux Kivu (excepté la convoitise dont ils font aujourd'hui l'objet, à cause de la présence du coltan sur leur sol), qui jadis avaient un poids considérable quant à leur contribution au produit intérieur brut (PIB) du pays, ont été délaissées.

[102] Mobutu Sese Seko, Le programme de redressement de l'économie nationale. Discours au Conseil législatif, le 21 décembre 1976, Zaïre-Afrique, n° 111, janvier 1977, p. 11

Ces trois conséquences permettent de mettre en lumière le manque à gagner résultant de l'abandon/négligence de ce secteur primordial, surtout pour les paysans qui n'ont eu comme seule voie de recours que l'exode rural, avec comme conséquence évidente le gonflement du nombre de chômeurs en ville. Les dirigeants de la RD. Congo oublièrent, comme l'a souligné VERHAEGEN B.[103] que: " *C'est l'écart entre les revenus urbains et les revenus ruraux qui détermine l'émigration rurale, ou plus exactement, c'est la probabilité de trouver un emploi urbain (et en même temps un revenu supérieur et un mode de vie plus agréable) qui est le facteur principal de l'émigration rurale. On a démontré qu'il est rationnel pour un paysan d'émigrer vers la ville, même si les probabilités d'obtenir du travail ne sont que de 50 % ou même 33 %, parce que le revenu moyen urbain est le double ou le triple du revenu moyen rural. En outre, c'est l'écart des revenus monétaires et non le revenu réel qui attire les paysans ; ceux-ci subissent « L'illusion monétaire » et ne tiennent pas compte dans leurs estimations du revenu espéré, de la cherté de la vie urbaine.* "

En privilégiant le secteur minier, les autorités congolaises ont surtout négligé la base même d'une société non-industrielle; c'est-à-dire la paysannerie, mais ont également privé les centres urbains des produits agricoles (alimentaires) provenant de campagnes.

L'analyse de long terme nous montre bien le choix fait par le régime Mobutu, entre les secteurs agricole et minier. Malgré une certaine remontée de l'agriculture d'exportation en 1960 et 1968 (11,5 % du PIB), sa participation s'est limitée entre 9,5 et 9, 9 % du PIB jusqu' en 1974. A partir de cette année, la participation de l'agriculture d'exportation est passée de 10, 2 % pour atteindre 16, 1 % du PIB en 1979. En 1990, sa contribution était de 743,6 milliards de Zaïres (à prix constants) et de 115,4 milliards de Zaïres.

L'incohérence des politiques agricoles et la prééminence du secteur minier, sont à l'origine de cette situation. Ce n'est que lorsque les prix de produits miniers - surtout ceux du cuivre - sont bas qu'on recourt à l'agriculture. Cette politique opportuniste, à l'égard de la conjoncture internationale, est irrationnelle et suicidaire à long terme, et peut expliquer la manifestation du «

[103] VERHAEGEN B., Impérialisme technologique et bourgeoisie nationale au Zaïre, in Catherine COQUERY-VITROVITCH, Connaissance du Tiers-Monde, Cahiers Jussieu, Université de Paris, n° 7, 1977, p. 342

syndrome ou mal hollandais » - le boom dans un secteur produisant une ressource naturelle tendrait à compromettre tout effort d'investissement, d'industrialisation dans d'autres secteurs d'activité - dans ce pays.

L'incohérence entre les discours et les résultats, dans le domaine agricole, est bien résumée par J.M WAUTELET dans le tableau suivant:

Objectifs du Conseil Exécutif national (1968 - 1970)	**Situation réelle du monde rural en 1972**
a. Augmentation du revenu agricole des paysans	a. Tension croissante entre prix payés au producteur et prix payés par les consommateurs urbains
b. Inondation des marchés et produits vivriers de base	b. Accélération des importations étant donné la discordance entre expansion démographique et augmentation de la production de subsistance.
c. Diversification agricole en vue d ' accroître les exportations	c. Stagnation ou régression des produits d ' exportation sans reconversion vers la production vivrière.
d. Création et expansion d ' une industrie agro - alimentaire.	d. Investissements industriels de prestige peu orientés vers l ' agro - business.

Le développement de l'agriculture devait permettre, d'une part un meilleur approvisionnement en produits alimentaires et en matières premières industrielles, d'autre part un accroissement et une diversification des produits agricoles d'exportation. Ce qui aurait permis également, « *Dans un premier cas, de réaliser d'importantes économies de devises jusque là largement consacrées aux importations de biens de consommation alimentaire, et dans le second cas, d'accroître les recettes en devises fournies principalement par l'exportation des produits miniers, tel que le cuivre. La capacité d'importer des produits indispensables à l'industrialisation du pays en serait très accrue. »* [104] En fait, à partir de 1972, l'absence d'une véritable politique de développement agricole et rurale, l'expansion industrielle et l'explosion démographique entraînèrent une concentration importante de travailleurs et de chômeurs dans les centres urbains et industriels. Il en résulta un problème préoccupant d'approvisionnement, qui ne

[104] BAZA LUEMBA, op, cit, p., p.10

put être résolu qu'en recourant à des importations massives des produits alimentaires. Ceci entraîna des dépenses considérables des devises disponibles et créa des difficultés dans les paiements extérieurs du pays. Ainsi par exemple, « *En 1973, le Zaïre a produit 47.000 tonnes de viande provenant de l' élevage de bétail et de volaille. Mais la production de viande, de lait, beurre et fromage ne couvre pas les besoins. En 1973, le pays a importé pour 5,2 millions de Zaïres en produits laitiers. En 1974 pour 9,9 millions de Zaïres de viande.* » [105]

Jusqu'aux années 1990, le Zaïre continua d'importer des produits alimentaires, qu'il pouvait produire sur place : maïs, riz, pommes de terre, poissons salés et fumés, viandes et tabacs. Suite aux changements d'habitudes alimentaires, le Zaïre importa aussi du blé à partir de 1987 (tableau 16).

Tableau 16 : PRODUCTION LOCALE ET IMPORTATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES (1968-1990)

	MAÏS		**RIZ**		**POISSONS *(a)***		**VIANDES *(b)***		**BLE**	
	Prod.	**Imp.**	**Prod.**	**Imp.**	**Prod.**	**Imp.**	**Prod.**	**Imp.**	**Prod.**	**Imp.**
1968	103	58	74	18	52	20	28	49		
1969	100	65	85	2	60	25	30	63		
1970	90	64	90	25	66	25	33	85		
1971	130	100	95	25	69	25	34	85		
1972	140	120	100	28	70	25	34	90		
1973	150	100	130	28	80	25	35	90		
1975	136		100	28	154		41			
1980	205		215		264		54			
1985	651,6	35,3	205		150,4	24,7	136,8	28,3		
1986	671,1	3,5	651,6	35,4	150,4	9,9	142,7	28,8		
1987	691,2	4,1	671,1	3,6	196,7	0,05	148,8	28,1		130,7
1988	711,9	5,7	691,2	4,2	202,6	3,7	153,3	29,9		145,3
1989	733,3	4,1	733,3	4,2	208,7	1,3	158	35,5		128,3
1990	957,7	2,2	957,7	2,3	281,1	0,3	173,8	31,7		139,5

Source : - 1968 – 1980, LUKUSA DIA BONDO, L'Assistance au développement rural au Zaïre. Cahiers Économiques et Sociaux, IRES – Kinshasa, Vol. XII, n° 2, 1974, p. 61 ;

- 1985 – 1990, Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p. 44.

(a) pour la production locale ; il s'agit des poissons frais ; pour l'importation ; il s'agit des poissons salés et fumés

(b) pour l'importation ; il s'agit des viandes et abats.

[105] POPELIER G.H., La nature et évolution de l'agriculture Zaïroise (1958-1978), Cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles, n° 6, 1977, p. 40

Le gouvernement congolais, prônait l'augmentation du revenu agricole des paysans et souhaitait développer une industrie agroalimentaire ; mais la détérioration des infrastructures routières existantes, et le non renouvellement des équipements existants devenus obsolètes provoquèrent l'inondation des marchés en produits vivriers de base importés et bloquèrent l'industrie agroalimentaire. Cette situation fut déplorée dans les années 80 par TIKER-TIKER[106] : " *L es régions (à forte production) agricole ne bénéficient pas des réseaux routiers et ferroviaires adéquats et semblent même défavorisées par rapport à certaines régions d' une valeur agricole pourtant moindre. Ainsi de régions importantes en production agricole n'ont guère de possibilité de communiquer, ni avec les grands centres de consommation, ni avec d'autres villes du pays de faible production alimentaire. C' est ainsi qu' en 1968, proclamée année de l'agriculture, des récoltes importantes ont pourri dans plusieurs localités, faute de transport.* "
A l'intérieur du pays, le réseau routier peu asphalté, souffrant de manque d'entretien , était raviné par des fréquentes pluies diluviennes ; des centaines de ponts étaient devenus inutilisables.

Les mesures de la zaïrianisation visaient la reprise par les nationaux de toutes les plantations, toutes les pêcheries, tous les élevages, toutes les activités commerciales. Ce fut un fiasco total. Nous reviendrons sur les conséquences de cette politique préjudiciable. Quant aux mesures de radicalisation, elles visaient l'étatisation des grandes unités de distribution et de production, par la nomination à leur tête des secrétaires généraux. Ces mesures avaient en principe pour but « L'amélioration du niveau de vie des Zaïrois ». Mais en pratique, comme l'ont fait remarquer MWALABA KASANGANA[107] et l'UNTZA, " *Elles furent appliquées dans un sens opposé à l'intérêt général. Lors de la Zaïrianisation par exemple, certains acquéreurs ayant mal géré les affaires qui leur étaient confiées, de nombreuses faillites furent enregistrées, et le manque de préparation de certains d'entre eux à causé la chute de la production agricole et la pénurie des marchandises dans les milieux ruraux et les agglomérations urbaines. De 1975 à 1977, le PIB connaît un taux négatif. A partir de 1978, on registre un certain redressement, grâce à la reprise de la production minière.* "

[106] TIKER -TIKER , art, p. cit, p.310
[107] MWALABA KASANGANA, art, p. cit, p.22

il est surprenant que la République Démocratique du Congo , avec ses potentialités, continue à importer du poisson. Le problème de transport entre les différentes régions du pays, a sa part de responsabilité dans cette situation car, lorsque les bateaux de l'ONATRA reliaient normalement Kisangani et Kinshasa : les marchés de la capitale ne connaissaient pas des pénuries. Le manque d'investissement dans les secteurs de la pêche et de l'élevage expliquent l'importation de poissons et de viande.

A cause de leur importance dans la consommation du pays, avec le manioc, mais surtout à cause de l'importance des quantités importées ; le riz et le maïs méritent qu'on s'y attarde un peu.

7 - LE RIZ.

Produit de consommation de grands centres urbains, le riz est le produit de tous les paradoxes. Il est normalement produit dans la région de l'Équateur (principalement à BUMBA), du Haut -Congo (ISIRO, UELE), et dans les deux Kivu (BUKAVU, GOMA); c'est-à-dire dans les régions de tradition agricole. Jusqu'à une époque récente (les années 60-70), la production de ces trois régions - particulièrement celle des usines de BUMBA - répondait à la demande intérieure. Or la RD Congo, malgré l' augmentation de sa production, qui est passée de 74.000 tonnes en 1968 à 465.900 tonnes en 1989, continue d'importer ce produit. Les années 1986 et 1987 ont connu des très fortes importations , avec respectivement 60.000 (T) pour 1986 et 65.500 tonnes en 1987 (tableau 16).

Au-delà des raisons évoquées sur l'abandon ou la stagnation des produits étudiés jusqu'ici, deux autres causes expliquent les difficultés de la riziculture:

1°) alors que la croissance de démographie et l'exode rural ont accru la population urbaine, la RD Congo n'a pas su renouveler l'outil de production, devenu obsolète;

2°) l'aide internationale (surtout américaine), est à l'origine du changement des habitudes de consommation de la population (surtout urbaine), qui préfère actuellement le riz importé au riz

local.

L'importation du riz met en péril l'industrie locale et favorise la sortie des devises. En instaurant les quotas de fournitures à Bumba et au port fluvial de Kinshasa, le gouvernement du Zaïre favorisa la spéculation sur ce produit. La spéculation, l'irrégularité des importations et la fraude généralisée, entraînèrent une flambée des prix sur les marchés de Kinshasa. J.F. WAUTELET[108] a décrit cette situation dans les années 70: " *Au début de 1977, le sac de riz importé (45 Kg) s'y vendait ainsi à 100 Z pour un prix de revient de 20 Z. A de nombreuses reprises, l'aide américaine s'est vue détournée au profit de grossistes locaux, au détriment du consommateur. Sur le plan de l'offre intérieure une désaffection des producteurs et un abandon des rizières, particulièrement depuis 1973.*"

8 - LE MAÏS.

Le maïs est un produit qu'on peut cultiver dans tout le Congo, en rotation avec d'autres cultures. Il est surtout consommé dans les deux Kasaï et le Katanga. Comme dans le cas d'autres produits vivriers de première nécessité, la politique conduite est incohérente. Alors que dans de nombreuses régions, le maïs ne sert qu'à la fabrication d'un alcool (Lotoko), et dans de rares cas à fournir les brasseries - qui disposent actuellement de leurs propres plantations mécanisées -, les deux Kasaï et le Katanga connaissent des pénuries . Depuis 1960, le pays - par l'intermédiaire de la Gécamines - doit importer du maïs de la Zambie, du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud. Ainsi par exemple en 1971, plus de 97 % de l'approvisionnement du Katanga était importé, alors qu'on pouvait auparavant acheter ce produit sur le marché intérieur. Certes, les distances séparant les régions productrices et consommatrices de maïs sont importantes, mais l'explication la plus plausible réside dans les difficultés d'acheminement du maïs jusqu'au Katanga, dans l'extrême sud-est du pays.

Dans son discours du 21 décembre 1976, le Président Mobutu se fixait l'objectif de : « *Réduire les importations du maïs et l'amélioration de sa production. »* Autres objectifs

[108] Wautelet J.M., op, cit, p., p.24

visés, furent d' *« Atteindre l'autosuffisance en riz en 1978, et en maïs en 1979*. »[109] Pour réduire les importations alimentaires (maïs, riz, pommes de terre, poissons, viandes, blé) et favoriser leur exportation, le Zaïre créa développa des ranches d'État au Katanga, à Mushila, Mitwaba et Kayembi Mukulu, dans le milieu des années 80 . Les données du tableau 16 nous indiquent que la production de quatre premiers produits connut une nette progression, mais elle n'a pu satisfaire totalement la demande intérieure, croissante dans les grands centres urbains, suite à l'amplification de l'exode rural.

La crise politique que traverse la R.D. Congo depuis la mise en place du processus démocratique en 1990, les guerres et rebellions (depuis 1997), la déliquescence des infrastructures routières, et surtout la désastreuse destruction de la faune et flore dans l'Est du pays - à la suite de l'exode massif qui a suivi le génocide rwandais en 1974 -, risquent encore d'entraîner la RDC dans une crise agraire plus profonde que celle de la période 1960-1965.

Alors qu'au cours des années 50, l'apport de l'agriculture dans les recettes d'exportation était appréciable, avec un taux record en 1958 (41,0 %), la part de l'agriculture n'a cessé de décroître par rapport à celle du secteur minier.

III. 3 - LE PRIVILÈGE/PREEMINENCE DU SECTEUR MINIER ET SES CONSÉQUENCES.

Le sous-sol congolais renferme plusieurs minerais. Ainsi trouve-t-on: de l'or dans les régions du Haut-Congo (KILO-MOTO) et du KIVU, du diamant dans les deux Kasaï (du boart ou diamant industrie au Kasaï oriental (Mbuji-Mayi) et du diamant de joaillerie au Kasaï occidental (Kananga)), de la Cassitérite (minerais d'Étain), de la Wolframite (minerais de Tungstène), de la Colombo-tantalite, de la Monazite, du Cuivre du Cobalt, du Zinc du Plomb, du platine, du germanium, du Manganèse , du Coltan (dans l'Est du pays). Le coltan connaît un boom extraordinaire - jusqu'à plus de 700 $ le kilo - parce qu'il entre dans les alliages utilisés dans les microprocesseurs et téléphones portables. A cause de de minerais, l'Est du Congo est transformé en "cimetière à ciel ouvert" depuis la fin des années 90 .

[109] Mobutu Sese Seko, art,p.cit, p.76

L''évacuation des produits miniers dépend du climat politique des pays voisins. Ainsi, par exemple, lors de la guerre de libération de l'Angola, la voie de sortie la plus importante, vers LOBITO, fut coupée. Les deux guerres au Shaba (Katanga) ont conduit les entreprises minières à réduire leurs activités voire à les suspendre . En septembre 1975, la fermeture du chemin de fer de BENGUELA et de la frontière avec le MOZAMBIQUE et le ZIMBABWE interrompit l'accès aux ports de LOBITO (Angola), BEIRA et MAPUTO (Mozambique), et nécessita l'utilisation d'une voie plus longue vers les ports d'Afrique du Sud (Est-London, Durban). A partir de 1978, la durée moyenne d'acheminement entre le départ des usines et l'arrivée au port d'embarquement est de 42 jours sur la voie nationale (Matadi), 52 jours sur DAR-ES-SALAM et de 35 jours sur Est-London et Durban. Pour mémoire, les transports vers Lobito s'effectuaient normalement en moins de deux semaines. La durée des trajets s'explique par l'état défectueux du matériel roulant et de l'infrastructure des chemins de fer congolais, l'équipement généralement insuffisant de la voie nationale, la déficience des réseaux ferroviaires Tanzanien et Zambien, l'engorgement du port de Dar-es-Salam.

Contrairement aux exportations agricoles, qui ont fortement régressées avant la fin de la période coloniale, pour stagner depuis 1960, les exportations minières ont pris une place prééminente, dans l'ensemble des exportations congolaises (tableaux 11 et 12). Le tableau 11 nous montre que, de 53,4 % de recettes d'exportations Zaïroises en 1958, la part des exportations minières a atteint 81,7 % en 1966. La bonne conjoncture cuprifère entre 1966 et 1974 a dû aveugler les décideurs, dans leurs choix. La chute des prix du cuivre en 1971 fut à l'origine de la prise de conscience de la nécessité de diversifier les sources de rentrées des devises du pays, en proclamant l'agriculture "priorité des priorités". Mais depuis l'époque coloniale, et surtout depuis 1965, tout ce qui se fait dans ce pays se fait directement ou indirectement en fonction de recettes d'exportations minières.

L'UMHK fut créée en 1906 avec un capital initial de 10.000.000 FB courants. Ces millions «Ont fait beaucoup des petits» car, le capital du trust Katangais s'élevait à 8.000.000.000 FB en 1960. Entre 1950-1960, les bénéfices nets de l'UMHK ont oscillés entre

2,5 et 4,5 milliards de FB par an. Pour mieux contrôler l'exploitation, le raffinage et la commercialisation des minerais, l'Union Minière a créé un réseau de filiales, qui permit à l'UMHK de limiter la part des bénéfices allant aux pouvoirs publics (belgo-congolais). Les garanties des «Accords économiques de la Table ronde» (26 avril - 16 mai 1960) n'ont fait que renforcer les pouvoirs des actionnaires (étrangers) de cette entreprise. Le peu d'intérêt accordé par les Congolais à cette Table ronde économique, a permis le renforcement des garanties belges. Ainsi par exemple l'une des clauses de ces accords stipulait ceci: « *Les droits des entreprises devaient être défendus avec toutes les garanties requises par le droit international. Des mesures d'expropriation ne devaient être envisagées que pour des raisons d'intérêt public. L'indemnité d'expropriation devait pouvoir être librement transféré à l'étranger suivant des modalités à convenir. En matière de concession, respect est dû aux conventions. Les entreprises ne pourraient se voir enlever la libre disposition de leurs productions tant sur le marché intérieur qu'international. Il serait conforme aux nécessités du développement économique congolais qu'aucune mesure injustifiée ne nuise au transfert régulier et normal à l'étranger de revenus du travail ou des revenus distribuables des entreprises*. » [110]

Autrement dit, en 1960, la puissance tutélaire belge abandonna le terrain politique mais conserva un domaine réservé: celui des ressources minières dont elle tirait de confortables profits. Les termes de ces accords économiques de 1960 auguraient les difficultés qu'allaient rencontrer les dirigeants congolais, lors de la nationalisation de l'UMHK, comme lors des mesures de la Zaïrianisation- radicalisation mais ils n'en ont pris la mesure qu'en s'attaquant à la nationalisation de l'UMHK, en 1967.

III.3.1. HISTORIQUE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CONGOLAISE.

Les premières années de l'exploitation minière au Congo-belge se sont caractérisées par une collaboration entre l'État et les sociétés privées. C'est ainsi que fut organisée la première expédition minière, en 1891, grâce à la collaboration de l'État et de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (CCCI). Les premières expéditions

[110] MWALABA KASANGANA, L'évolution de l'économie Zaïroise de 1979 à 1990 : une étude économétrique. Cahiers Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, décembre 1978 – mars 1979,p. 221

minières avaient pour objectif: la recherche de l'or. C'est par hasard que l'une d'entre elles repéra d'importants gisements de cuivre, mais les conditions techniques et l'obsession de l'or n'ont pas permis leur exploitation à l'époque.

La prospection des minerais au Congo-belge entraîna la constitution de groupes d'intérêts ayant pour objectif le contrôle des différentes régions minières du territoire. Ces groupes associés à l'État et à l'Église catholique constituèrent le fameux "Power bloc", qui influença le développement du secteur minier dans toute l'Afrique centrale. Dès le début des exportations minières, les sociétés privées cherchèrent à marginaliser l'État. Or, selon la législation minière de l'époque: l'État Indépendant du Congo (EIC) était réputé propriétaire du sous-sol. C'est donc l'État qui aurait dû concéder le droit de prospecter et d'exploiter les ressources minières, mai ce rôle fut confié au Comité Spécial du Katanga (CSK) qui était "Le pouvoir concédant" au Katanga. Cette entorse à la législation a été décrite par J.L. VELLUT[111] **:** **"** *Pouvoir concédant, le CSK appliqua la législation de l'EIC et fut donc en mesure d'imposer à toutes les sociétés minières qui se constituèrent au Katanga de lui remettre une participation. Par voie de conséquence la compagnie du Katanga devint un puissant holding participant à la propriété de toutes les entreprises qui, au fil des années se constituèrent pour exploiter les découvertes minières de cette région*. **"** Ce laisser-aller, ou plutôt ce laisser-faire de la puissance colonisatrice écarta petit à petit l'État de la gestion des exploitations minières. Cet état de choses s'amplifia jusqu'à l'indépendance du Congo.

La Société Générale créa, en commun avec le roi Léopold II, en 1906, l'Union Minière ainsi que la Forminière. Dans l'histoire minière du Congo, deux groupes ont joué un rôle déterminant, grâce à leurs investissements: la Société Générale de Belgique et le Tanganyika Concession (TC) qui, chacun pour 50 %, ont apporté un investissement frais . Les responsables de ces deux sociétés ont été nommés à la tête du fleuron de ces sociétés, l'UMHK. Le Comité Spécial du Katanga (CSK) choisit le gouverneur de la Générale comme Président du Conseil d'administration de l'Union Minière du Haut Katanga ; Robert WILLIAMS (du TC), assurait la gestion technique et le recrutement de la main-d'œuvre. Grâce à ses intérêts au sein du CSK, la

[111] VELLUT J. L., Les basins miniers de l'ancien Congo-belge. Un essaie d'histoire économique et sociale (1900 – 1960), Cahiers du CEDAF-ASDOC, Bruxelles, juillet 1981, p. 4

Société Générale acquit en 1928 le contrôle de la Compagnie du Katanga et ses dirigeants furent nommés à la tête de la plupart des sociétés installées au Congo. Ces dispositions montrent bien la place prépondérante de la Société générale dans le capital des sociétés minières au Congo, mais aussi dans celui des banques telle que la Banque Commerciale Zaïroise (BCZ), tout comme dans la plupart des sociétés d'import - export de la colonie

Durant la première partie de son existence et entre les deux Guerres également, l'UMHK a procédé à plusieurs augmentations du capital en espèces. C'est seulement après la seconde Guerre mondiale qu'elle a, par quatre fois, augmenté son capital en y incorporant réserves et plus-value. Au total, un peu plus de neuf cent millions furent effectivement apportés à la société par ses actionnaires. En tenant compte des variations de la valeur de la monnaie au cours des années, on constate que le total représente environ cinq millions de francs français (environ 763.358,77 euros). La marge reste confortable, d'autant plus que la valeur réelle de l'actif de la société dépasse certainement de beaucoup les chiffres portés au bilan. Au cours de la décennie 1950-1960, le total des bénéfices nets de l'UMHK, atteignit environ 31 milliards de francs belges. La concession de l'Union Minière s'étend sur 34.000 Km², soit plus que la superficie de la Belgique et de Luxembourg réunies.

L'exploitation industrielle des gisements commença en 1911, après que le chemin de fer fut parvenu aux mines. En 1913, la production atteignit 7.500 tonnes de cuivre. Les usines furent agrandies pendant la première Guerre mondiale et la production s'éleva à 27.000 tonnes en 1917. Par la suite, la production s'est accrue plus ou moins régulièrement pour atteindre 137.000 tonnes en 1929. La crise mondiale entraîna une régression des activités de la société. La reprise fut lente. Pendant la seconde Guerre mondiale, la production fut poussée au maximum et dépassa 160.000 tonnes par an. Depuis 1952, le cap des 200.000 tonnes a été franchi et, en 1960, l'Union Minière produisit 300.000 tonnes de cuivre.

Pour limiter davantage le contrôle des pouvoirs publics, l'Union Minière confiait une série d'activités qu'elle pouvait pourtant exercé elle-même à des filiales comme la SOGFOR (Société générale des forces hydroélectrique du Katanga), la SOGED (Société générale africaine

d'électricité), la SOGECHIM (Société générale industrielle et chimique du Katanga), qui travaillaient presque exclusivement pour elle, mais qui n'étaient pas tenues de payer les redevances. L'Union Minière contrôlait aussi une série d'autres petites sociétés. En Belgique, elle était le principal actionnaire de la Société générale métallurgique de Hoboken; à laquelle elle livrait la quasi-totalité de ses produits exportés sous forme brute. Les usines d'Hoboken et d'Olen où on traitait les lingots de cuivre brut coulés au Congo, les alliages cobalt-tungstène, les minerais de radium et les boues d'électrolyse chargées de métaux précieux , qui occupaient environ 4.000 ouvriers, étaient en quelque sorte le prolongement de l'UMHK..

Jusqu'en 1960, la présidence de l'UMHK fut assurée par le gouverneur de la Société générale. Cette prépondérance de la Société générale au Congo, fut d'ailleurs confirmée par l'enquête d'une commission parlementaire belge, en 1923. Les résultats de cette enquête montrèrent que quatre groupes contrôlaient 75 % du capital de toutes les sociétés coloniales, et que 60 % de l'ensemble des investissements privés réalisés dans la colonie appartenaient à la Société Générale.

Jean Luc VELLUT[112] a résumé cette prédominance de la Générale dans l'exploitation minière au Congo. Par ordre d'importance, suivant la valeur de leur production, il distingua:

- en premier un secteur de cuivre et métaux associés (cobalt, zinc), situé dans le Sud de l'actuel Katanga, il était contrôlé par l'UMHK;

- l'exploitation du diamant était contrôlée par une autre société du groupe de la Générale, la Forminière, soit dans sa propre concession, soit dans les concessions de sociétés qui lui avaient confié l'exploitation de leurs gisements;

- la propriété des bassins du cuivre et du diamant était fortement concentrée sous le contrôle de la Société Générale;

- le domaine de l'étain et des métaux associés (Wolfram, Tantalite, etc.) était reparti en une série de compagnies qui s'étaient constituées lors du boom minier de 1927-1932, dans le domaine CFL.

L'État colonial participait au financement de la plupart de projets de l'époque,

[112] VELLUT J.L., op, cit, p.14

mais il n'intervenait jamais dans la politique d'investissement des firmes, ni dans l'utilisation du profit, ni dans les décisions concernant l'exploitation de tel ou tel gisement.

Cette mise à l'écart de l'État, décriée par l'ancien ministre des colonies, J. RENKIN[113] qui regrettait que *" Même dans les sociétés où il est juridiquement le maître, les intérêts de l'État cèdent toujours devant les intérêts particuliers",* posa problème au début de la seconde Guerre mondiale. En effet, à cette époque, les alliés (surtout la Grande-Bretagne et les États-Unis) exigèrent que l'État colonial poussât la production des métaux stratégiques afin de pouvoir répondre à leur demande. C'est à cette époque que fut conclu le fameux contrat de fourniture aux États-Unis, de la réserve de radium et d'uranium détenue par l'UMHK. Ces deux métaux stratégiques servirent à la fabrication de la tristement célèbre bombe atomique, larguée sur Hiroshima .Le gouvernement colonial, tenu à l'écart des décisions des sociétés privées, ne disposant pas par ce fait de statistiques fiables sur ces entreprises, se trouva dans une situation inconfortable et piteuse. Pour pouvoir répondre à cette demande, l'État dut procéder à l'organisation et à la planification de la production de certains métaux stratégiques. Ce fut un tournant important dans l'histoire minière du Congo-Belge.

Bien qu'il y ait eu de changements notables à partir de la seconde Guerre mondiale, dans les rapports État-sociétés privées, l'État n'a jamais pu participer réellement aux décisions de politique économique. Le secteur privé gardait le contrôle du financement et de la gestion industrielle des entreprises tandis que l'État, ou plus exactement l'Administration coloniale découpait le territoire congolais en espaces privilégiées pour assurer la mobilisation du travail africain au profit des entreprises privées . De plus, pour protéger les sociétés métropolitaines de la concurrence étrangère, l'Administration devait maintenir et développer "La prédominance du capital belge" dans tous les domaines de l'activité économique. Tant qu'on ne tient pas compte de toutes ces données, on ne peut pas comprendre, d'une part la volonté acharnée du gouvernement congolais de nationaliser ou "Congoliser" l'UMHK, d'autre part, les réticences et les mécontentements belges, qui expliquent, jusqu'aujourd'hui, les relations tumultueuses entre les deux pays.

[113] RENKIN Jean, in Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, p.15

La nationalisation de l'UMHK (le 01 janvier 1967) et l'acharnement de la lutte pour contrôler le raffinage du cuivre participent des relations houleuses qu'entretiennent depuis 1960 - mais surtout depuis l'avènement du Président Mobutu au pouvoir, en 1965 - l'ex-colonie et l'ancienne puissance colonisatrice ; elles ne peuvent pas être expliquées simplement par des préoccupations économique. Malgré l'importance du secteur minier dans l'économie congolaise, les raisons purement stratégiques et politiques ont primé sur les raisons économiques qui exigeaient, elles, beaucoup plus de rationalité. La frustration de la nouvelle élite congolaise est pour beaucoup dans la précipitation de la nationalisation de l'UMHK et de sa transformation en une société d'Etat : la Générale des Carrières et des Mines ou Gécamines.

En s'attaquant au secteur minier, le gouvernement du Congo alla de surprise en surprise ; et jusqu'à ce jour, l'émancipation espérée n'est qu'illusion. Hoboken-Overpelt continue à raffiner la plus grande partie du cuivre congolais et cela malgré les accords de Lubumbashi, qui faisaient suite à la dénonciation de l' « *Accord de Munich, signé en 1973, qui accordait à l'usine de Hoboken le droit de raffiner, à des prix très élevés par rapport à la moyenne mondiale, plus de la moitié de la production des mines du Katanga. Selon le même accord, Hoboken assurait également l'affinage, la dernière opération pour obtenir un cuivre pur à 99,9 %, de la totalité de cette production, et qui décidait que la part du cuivre raffiné sur place soit passée de 30 % à 50 %. Un quart, seulement, de la production globale est, soit vendu sous forme de concentré à plusieurs pays, notamment la France et la Chine. »* [114]

III.3.2. - LE SECTEUR MINIER EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO.

Du Gouverneur général du Congo, P. RYCKMANS[115] qui, en 1935, s'exclamait:" *Remercions le ciel de nous avoir donné des mines au Congo*", au Président Mobutu, qui n'a jamais manqué l'occasion de vanter les richesses du sous-sol congolais , le développement économique du pays devait se faire grâce aux revenus miniers. L'industrie minière tient, en effet,

[114] José REBELO, Le Zaïre a voulu se « libérer » du raffinage belge, Le Monde, Paris, 17 avril 1984, p. 19
[115] RYCKMANS P., in Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, p.12

une place de plus en plus importante dans l'économie du Congo-Kinshasa, qui est le premier producteur mondial du cobalt (43 % du marché mondial), le second producteur mondial de diamant industriel (22 % du marché mondial), du cinquième rang mondial, le Congo se situe aujourd'hui huitième producteur mondial du cuivre. Avec la Zambie, le Chili, le Pérou, leur production représente 70 % du marché du cuivre; c'est-à-dire qu'à eux quatre, ils fournissent les 3/4 des exportations nettes de cuivre sur le marché occidental.

La République Démocratique du Congo représente 60 à 70 % de la production mondiale du cobalt qui est un produit hautement stratégique pour son utilisation dans l' industrie aéronautique (alliages résistant à des hautes températures). En 1991, il devait fournir près de la moitié des besoins mondiaux du cobalt, estimés à 27.000 tonnes. Ce pays n'a pu produire que 9.800 tonnes. Cette sous-production a entraîné un renchérissement du prix de ce métal dont la tonne est passée de 11 à 34 dollars. Le Congo produit également le manganèse, utilisé à 90 % en sidérurgie où il joue un rôle d'agent désoxydant et désulfurant pour l'élaboration des aciers ordinaires au carbone ; il améliore aussi le laminage et la forgeabilité et augmente la ténacité de l'acier.

Le sous-sol congolais renferme de nombreux minerais mais, comme à l'époque coloniale, où l'industrie minière ne visait que l'approvisionnement de l'industrie métropolitaine, le Congo indépendant n'a pas su créer des industries secondaires qui auraient transformé ces matières pour l'industrie locale. Au contraire, le Zaïre a installé des d'industries qui utilisaient des matières premières importées (cf. la Sidérurgie de Maluku, les projets aluminiers). Ce pays a donc oublié que, *« L'industrialisation doit être conçue comme étant la maîtrise du pouvoir économique et social, lequel modifie la structure et relève le taux de croissance. Un relèvement constant de taux de croissance n'est possible que si la structure industrielle est dite harmonieuse. Celle-ci suppose l'existence d'une industrie de base (ou primaire) travaillant ou transformant les minerais d'extraction, produisant des inputs pour approvisionner ou créer des industries intermédiaires (ou industries secondaires). Ces dernières, à leur tour génèrent ou approvisionnent l'industrie manufacturière (industrie tertiaire) tout au moins en partie. »*[116]

[116] BONGO BONGO, Déséquilibre structurel de l'industrialisation du Zaïre., Cahiers Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XXII, n° 1,2, janvier-juin, 1984, p. 29

Les exportations minières sont dominées par le cuivre et métaux associés. C'est ainsi que, lorsque les recettes du cuivre chutent le cobalt prend la relève (tableau 11). La société d'État Gécamines (Générale des Carrières et des Mines), produit le cuivre et les métaux associés au cuivre ; elle produit environ 35 % des ressources du pays et l'essentiel des exportations. Les exportations des produits miniers représentent plus de 80 % de l'ensemble des exportations congolaises. La dépendance de la RD Congo à l'égard de la Gécamines, reflète à peu près celle qui prévalait pendant l'époque coloniale; où l'UMHK réalisait à elle seule les 2/3 des exportations congolaises.

Le rapport de la Banque centrale 1990 souligne le rôle du secteur minier dans l'économie congolaise: « *Avec une contribution de 80 % aux recettes d'exportation et au budget de l'État, la production minière et métallurgique tient une place de premier plan dans l'économie nationale. L'évolution à la baisse amorcée depuis 1974 a eu d'importantes répercussions sur tous les autres secteurs économiques. Ainsi, la reprise dans ce secteur s'avère-t-elle d'une urgente nécessité. »* [117] **.** L'importance du secteur minier, l'extraversion de l'économie, la dépendance du budget de l'État envers le commerce extérieur sont des faits structurels quasi-permanents, confirmés par les propos de Monsieur KIAKWAMA - KIA - KIZIKI[118] **: "** *Quand les cours du cuivre et du cobalt sont élevés, la part de la Gécamines peut aller jusqu'à 70-80 % des recettes en devises du pays. Cela tourne autour de 1,1 milliard de dollars chaque année.* **"**

La production du cuivre qui, en 1986, avait atteint le record historique de 498.000 tonnes, a chuté à 439.500 tonnes en 1988 , pour se situer à 224.000 tonnes en 1991. Malgré les difficultés que connaît l'industrie minière depuis 1988 , la part de ce secteur dans les recettes totales d'exportation du pays tourne toujours autour de 70 %. Quant à la part du cuivre dans les recettes ; elle est de l'ordre de 48,3 % en moyenne depuis 1985 (tableau 12). Les projets de développement du pays sont liés étroitement aux revenus d'une seule entreprise car 90 % des taxes et impôts payés par l'industrie minière proviennent de la Gécamines. On peut, dès lors

[117] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1990, p. 112

[118] KIAKWAMA- KIA-KIZIKI, in Marchés Tropicaux et Méditerranéens, n° 2375 du 17 mai 1991 : Zaïre, Une économie menacée par la récession, p.15

comprendre l'inquiétude des dirigeants du pays lorsque, comme depuis 1990, cette entreprise connaît des difficultés. L'explication de ces difficultés nous est donnée par son ancien Président Directeur Général, M. ATUNDU LIONGO[119] : "*La conjonction d'événements tels que l'éboulement en 1990 de la mine de Kamoto - qui a entraîné une baisse de la production d'environ 30 % -, ainsi que les convulsions sociales de septembre et octobre 1991, ont gravement perturbé le rythme de la production de la Gécamines. Or, tout le monde sait les conséquences combien graves qu'une telle situation peut avoir sur l'économie du Zaïre.*" La situation de la Gécamines est devenue catastrophique en novembre 1996, suite à la guerre menée par L.D. Kabila et ses alliés Rwandais, Ougandais, Zimbabwéens et Namibiens. Les contrats signés entre des pseudos-investisseurs miniers et le Président autoproclamé ont fragilisé la Gécamines dont la plus grande partie des concessions a été confiée à l'homme d'affaire belgo-congolais GEORGE FOREST. En 1999, Le président Laurent-Désiré Kabila a confié la présidence de la Gécamines, à Forest qui a récupéré l'exploitation de la mine géante de Kamoto en 2005. Au début de l'année 2008 des groupes miniers chinois ont « *obtenu de Kinshasa deux importantes mines de cuivre et de cobalt louées à Forest et à ses partenaires*. » [120] La guerre déclenchée en août 1998 sur l'ensemble de l'Est du pays, a provoqué la ruée des ex-alliés de L.D. Kabila sur les pactoles que sont le coltan, le diamant, l'or, le bois.

Tous ces événements ont mis à mal l'industrie minière du Congo, et par voie de conséquence porté un sérieux coup aux finances de l'État. Comme le notait NYEMBO SHABANI[121] pensait en 1975 que "*L'industrie du cuivre constitue une force motrice capable de provoquer des transformations dans les structures et comme une courroie de transmission du progrès technologique. (...) Par effet multiplicateur de flux monétaires d'origine extérieure, drainés annuellement vers sa région d'implantation et correspondant à la valeur F.O.B. de ses exportations, l'industrie métallurgique du Zaïre tout comme celle de la Zambie, est à l'origine des mouvements monétaires qui conditionnent le développement de l'économie monétaire dans les circuits intérieurs, extension du marché local, l'équilibre de la balance des paiements,le*

[119] ATUNDU LIONGO, in MTM, n° 3414 du 17 février 1992, p. 397
[120] TUQUOI Jean –Pierre, Le Monde du jeudi 27 mars 2008, p. 19
[121] NYEMBO SHABANI, L'industrie du cuivre dans le monde et le progrès économique du copperbelt africain, Bruxelles, 1975, p. 32

financement des investissements privés et publics ».[122] En fait, le rôle de l'industrie des métaux non ferreux dans le développement économique continuera d'être principalement celui d'un fournisseur des devises. Tant qu'il n'existera pas des débouchés importants à l'intérieur d'une telle économie, « *La contribution principale de cette industrie au développement économique du pays continuera à résider moins dans la production minière proprement dite (dont la quasi-totalité est exportée) que dans l'usage qui est fait des recettes provenant de cette production. »* [123]

Pour mesurer l'importance du secteur minier au Congo, nous allons essayer de voir ses apports sur quelques agrégats macro-économiques; dans le PIB, dans les recettes d'exportation, sur l'emploi et sur les effets en amont et en aval (effets d'entraînement).
L'importance de l'industrie minière dans l'économie de la République Démocratique du Congo se mesure d'abord en terme de contribution aux recettes d'exportation et budgétaires du pays, ainsi qu'à travers sa contribution sur certains agrégats macro-économiques, sans oublier les effets d'entraînement de ce secteur sur les lieux de son implantation

III.3.3. - CONTRIBUTION DU SECTEUR MINIER DANS LES RECETTES D'EXPORTATION DE LA RD CONGO.

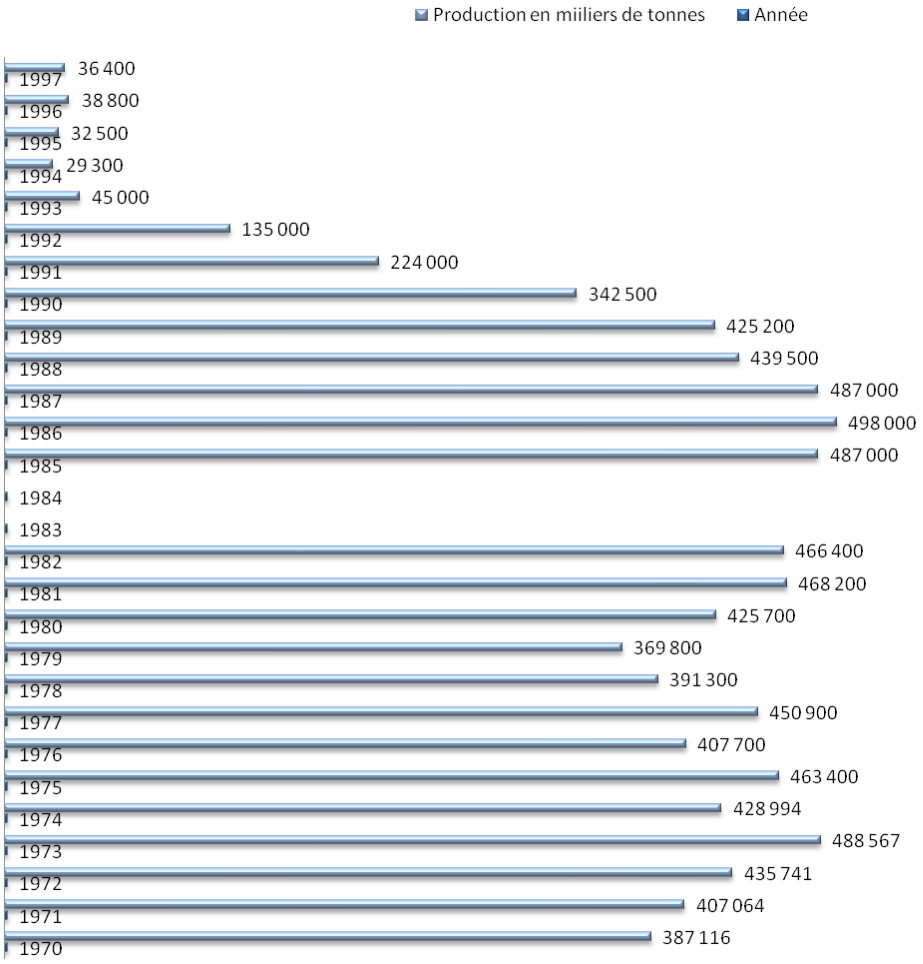
Les exportations du Congo sont dominées depuis la veille de l'indépendance par les produits miniers, particulièrement par le cuivre, et donc par l'entreprise Gécamines-Sozacom, qui l'exploite et le commercialise. Deux autres sociétés (la SODIMIZA et la SMTF) exploitent aussi le cuivre mais, leur participation aux recettes d'exportation reste marginale par rapport à celle de la Gécamines. Malgré les fortes fluctuations des prix des principaux produits miniers sur les marchés mondiaux, la part des exportations minières est passée de 53,4 % des recettes totales d'exportation de ce pays en 1958, pour atteindre son taux record en 1976, avec 86,8 % (tableau11).

La marginalisation du secteur agricole et le manque manifeste de volonté de remédier à la dépendance au seul secteur minier, ont rendu l'économie du Congo prisonnière de

[122] NYEMBO SHABANI, op,cit,p. 133
[123] Idem, p.134

la Gécamines qui,malgré la nationalisation, est restée ce qu'était l'UMHK, un État dans l' État.

Tableau 17 - ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CUIVRE DE LA GECAMINES
(En milliers de tonnes)



Source: - différents rapports annuels de la Gamines (jusqu' en 1990);
- 1990 et 1991, in MTM n° 2375 du 17 mai 1991, p. 1242;
- à partir de 1992, données tirées du tableau de la p. 136, in Jeune Afrique, n° 1948 du 12 au 18 mai 1998.

L'euphorie des années 1967-1974, caractérisée par une croissance réelle de l'économie, n'a été possible que par la haute conjoncture cuprifère de cette époque là. La chute des cours du cuivre en 1971, le renchérissement des prix des produits importés dans les années

80, et les conséquences des mesures de la Zaïrianisation- radicalisation ont plongé l'économie congolaise dans une récession prolongée.

La baisse de recettes d'exportation provenant du secteur minier, à partir de 1975 a poussé le gouvernement Zaïrois à recourir aux emprunts étrangers, pour importer des biens de consommation et pour financer les projets de développement industriels du pays. Dans les années 80, l'alourdissement du service de la dette extérieure a placé le Zaïre sous la tutelle des institutions de Bretton-Woods. Tant que la structure de l'économie du pays restera inchangée: la tendance ne pourrait pas s' inverser.

Tableau 18 - CONTRIBUTION DES PRODUITS DE LA GECAMINES DANS LES RECETTES D'EXPORTATION DE LA RD CONGO 1985 - 1990.
(En milliers de zaïres)

	Recettes	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1.	Recettes d'exportation du Zaïre	1 980 240	1 490 109	1 371 064	1 830 661	1 885 670	1 714 605
2.	Recettes d'exportation minières	1 372 794	947 640	965 612	1 280 112	1 444 880	1 199 775
3.	Recettes d'exportation de la Gécamines	1 107 255	660 935	757 927	1 015 200	1 164 219	928 986
4.	Recettes d'exportation du cuivre	604 183	480 630	757 927	1 015 200	1 164 219	928 985
	Rapports en %						
5.	Rapport : 2/1	69,3%	63,6%	70,4%	69,9%	76,6%	70%
6.	Rapport : 3/1	55,9%	44,4%	55,3%	55,5%	61,7%	54,2%
7.	Rapport : 4/1	30,5%	32,3%	55,3%	55,5%	61,7%	54,2%
8.	Rapport : 4/3	54,6%	72,7%	100%	100%	100%	100%

Sources: établis par nous - même à partir des données tirées du rapport annuel de la Banque du Zaïre 1991, p. 152 et p. 154. N.B : les exportations correspondent à celle du cuivre dans les années 1987, 1988, 1989, 1990; les exportations du cobalt, zinc ne sont prises en contact dans ce rapport, et celles de l' Étain sont négligeables par leur quantité

III.3.4. - CONTRIBUTION DE LA GECAMINES AUX RECETTES ORDINAIRES DE L'ÉTAT.

Alors que la contribution de l'UMHK aux recettes de l'État colonial se situait aux environs de 15 % , la part de la Gamines a atteint 51 % dès 1968 (tableau 19).

Tableau 19 - CONTRIBUTION DE LA GECAMINES DANS LES RECETTES COURANTES DE L' ÉTAT.
(En milliers de Zaïres)

Année	Recettes ordinaires	UMHK/GCM	En % des recettes
1958	110	18	16
1964	95	32	34
1966	160	59	37
1967	98,4	45	46
1968	186,5	95,5	51
1969	269,5	132,5	49
1970	315,3	159,4	50,6
1971	288,8	93,3	32,3
1972	299,8	98,3	32,9
1973	373,8	158,9	42,2
1974	538,3	261,8	50
1975	431,9	113,6	26,9
1976	476	125,3	26,3
1977	669	154,3	23,1
1978	832,1	178	21,4
1985	42 343 137	9 676 700	22,9
1986	49 523 000	8 887 000	17,9
1987	87 313 448	19 740 000	22,6
1988	160 210 000	68 786 000	42,9
1989	385 906 000	136 540 000	35,6
1990	669 311 800	169 308 100	29,4

Sources: - 1958 - 1966, tableau tiré de l ' ouvrage de Paul DERMUNTER et Baudouin PIROT, in A propos des mécanismes du sous - développement. Relation Belgique - Zaïre, 1967 - 1976, p.27;
- Banque nationale du Congo / Banque du Zaïre, différents rapports annuels;
- voir aussi, Accumulation et sous - développement au Zaïre 1960 - 1980, p. 84;
-1985 - 1990, Banque du Zaïre, rapport annuel 1991, p. 91.

La variation qu'on observe dans ce tableau reflète bien les évolutions de la conjoncture cuprifère. Suite à la première chute des cours du cuivre en 1971, la part de la Gécamines dans les recettes budgétaires de l' État a chuté de 50,6 % en 1970 à 32,3 %. Pareillement, l' importante chute de 1975, a réduit la contribution de la Gécamines de 50,0 % à 26,9 % en une année. Cette situation provoque l'un des paradoxes du Congo . En effet, pour pallier aux difficultés du fleuron de

l'économie congolaise, l'État est obligé de lui accorder des allègements fiscaux, voire même à lui accorder des subventions, de sorte que la contribution de la Gécamines diminue. De 1958 à 1978, la contribution moyenne de la société minière aux recettes ordinaires de l'État se situait à 35,9 %. Les fortes fluctuations des cours du cuivre dans les années 80 ont ramené cette moyenne à 28,5 % entre 1985 et 1990 .

Cette réduction de la participation de la Gécamines, a souvent poussé l'État congolais à abuser de son pouvoir de seigneuriage et aux emprunts étrangers, pour couvrir ce déficit budgétaire permanent que connaît le pays.

III.3.6 - PART DU SECTEUR MINIER DANS LE PIB.

La contribution du secteur minier reflète la tendance des exportations de ce secteur dans le commerce extérieur du pays. Alors que la part du secteur se situait en dessous de 20 % avant l'indépendance, dès 1968 elle a atteint 27,8 %. La chute des cours du cuivre de 1971, ramena cette part à 18,3 % contre 25,8 % une année auparavant (tableau 20), puis la chute de 1975 a limité sa contribution à 12,8 %. Les années 80 ont été marquées par une contribution moyenne de l'ordre de 10,3%, tandis que cette moyenne entre 1985 et 1979 tournait autour de 20,4 %. Et, si on calcule cette moyenne pendant les années de la haute conjoncture cuprifère; c'est-à-dire entre 1968-1974, la participation du secteur minier dans le PIB tournait au tour de 24,5 %.

Tant que la structure de l'économie congolaise restera ce qu'elle est actuellement, la croissance/décroissance de tous les agrégats macroéconomiques suivra l'évolution favorable/défavorable des exportations minières car la part des autres secteurs reste marginale dans les recettes en devises du Congo-Kinshasa.

Tableau 20 - PART DU SECTEUR MINIER DANS LE PIB.

(En milliers de zaïres)

Année	PIB	Extraction minière	Extraction minier (en % du PIB)
1958			19,3
1966			18,9
1968			27,8
1969			28,6
1970			25,8
1971			18,3
1972			17,5
1973			27
1974			26,4
1975			12,8
1976			14,1
1977			20,9
1978			7,5
1979			7,5
1980	40,3	3	4,2
1981	54,9	4,1	5,8
1982	78,5	3,3	12,4
1983	141,8	8,2	14,5
1984	283,8	35,1	8,9
1985	358,8	52	12,4
1986	482,6	42,8	8,9
1987	861	105,8	12,3
1988	1 657,3	212,8	12,8
1989	3 440,6	507,1	14,7
1990	6 238,5	814,5	13,1

Source: - 1958 -1979, tirés du livre, Accumulation et sous - développement au Zaïre 1960 -1980, p.216;

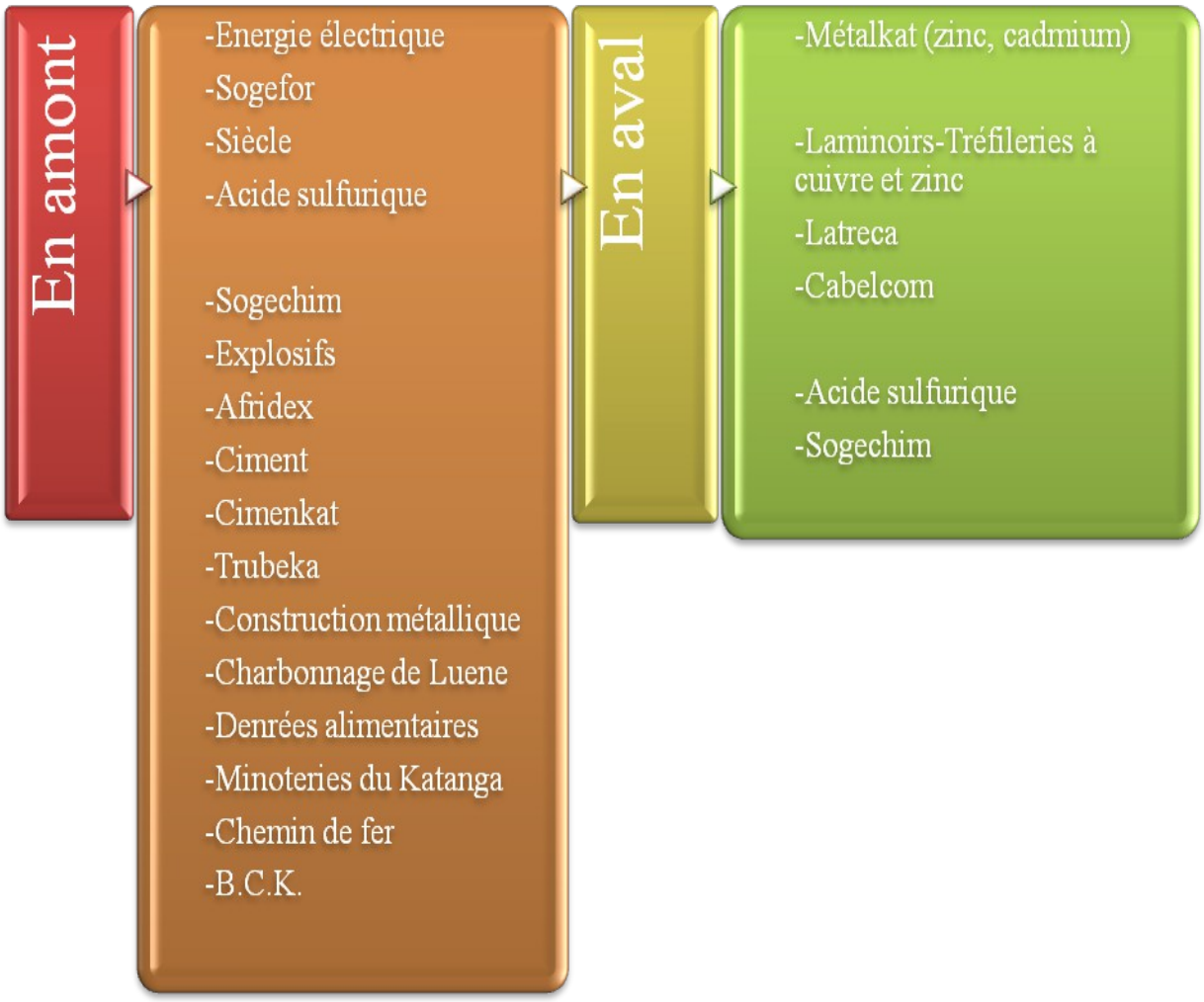
- 1980 - 1990, Banque du Zaïre, rapport annuel 1991, p. 34 (en milliards de Zaïres).

III.3.7-EFFETS D'ENTRAINEMENT OU IMPACTS SUR LES VARIABLES MESO-ECONOMIQUES.

L'industrie du cuivre au Congo a suscité, la création d'un réseau d'entreprises périphériques, qui la place au centre d'un véritable "empire" dont elle conditionne, soit l'offre (par ce qu'elle leur fournit les matières premières), soit la demande (par ce qu'elle achète la

quasi-totalité de leurs produits).

Tableau 21 - SCHÉMA D ' ENTREPRISES PERIPHERIQUES DE L ' UMHK.



Source: J.L. Lacroix, Industrialisation au Congo: la transformation des structures économiques, Paris - La - Haye, Édit° MOUTON, 1967, p.99 et NYEMBO SHABANI, op. cit., p.162.

Le schéma d'effet d'entraînement en amont et en aval, fourni par J.L. LACROIX (tableau 21) repris, et abondamment commenté par NYEMBO SHABANI permet d'évaluer la position de l'UMHK dans l'économie du Katanga. S'il est indéniable, comme l'a souligné Nyembo Shabani[124] que:" *La consommation intermédiaire de l'UMHK a créé des débouchés nouveaux et (que) ses produits sont à l'origine de nouvelles activités; la réalisation de ces dernières par l'entreprise minière du Katanga a permis une planification monopolistique*. " A la limite, ce qu'

[124] NYEMBO SHABANI, op, cit, p. 163

on a appelé « Le pôle de développement du Shaba » se confond avec la domination de l'économie de cette région par la Gécamines. Comme le fait remarquer KANKWENDA MBAYA[125] **,** dans une étude critique sur les pôles de développement au Congo, " *Lubumbashi est devenue pôle par suite de l'implantation de l' ex-Union Minière, c'est-à-dire de l'exploitation des minerais (cuivre et autres) à un endroit éloigné des côtes et sans liaison fluviale avec la mer.*"

En vue de donner à l'entreprise minière les facilités de transport pour ses exportations, pour ses importations, et pour ses approvisionnements intérieurs en mains-d'œuvre, on a construit des chemins de fer. Dans la mesure où certains approvisionnements en inputs pourraient se faire sur place au moindre coût, il y eut l'établissement d'autre entreprises-filiales ou non-lié à l'activité de l'Union minière.

Le contrôle des entreprises périphériques par l'UMHK s'exerce d'abord par filiation. Le tableau 22 présente les participations de l'UMHK au capital des filiales périphériques. Ainsi, l'UMHK détient 40 % se la Sogefor, 9,11 % de la Sogelec, 22,16 % des Construction métallique de Jadotville (CMJ), 30,3 % des Charbonnages de Luena, 34,29 % de la Metalkat, 47,44 % de la Cofoka, 20 % de l' Afridex, 50 % de la Sogechim et 30 % de la Minoka.

[125] KANKWENDA MBAYA, Etude critique sur les pôles de développement au Congo, in Nyembo, op,cit, p.164

Tableau 22 - PARTICIPATION DE L'UMHK AU CAPITAL D'ENTREPRISES PÉRIPHERIQUES.

Entreprises	Capital (en nombre des titres émis)	Parts (titres)	Part UMHK (en %)
Sté générale des forces hydroélectriques du Katanga (SOGEFOR)	250 000	100 000	40
Sté générale d'électricité (SOGELEC)	439 166	40 000	9,11
Ciments métallurques de Jadotville (CMJ)	100 000	22 158	22,16
Charbonnage de Luena	160 000	48 600	30,37
Sté métallurgique du Kalanga (METALKAT)	150 000	51 431	34,29
Cie Foncière du Katanga (COFKA)	519 000	246 238	47,44
Sté africaine d'explosifs (AFRIDEX)	142 700	28 215	20
Sté générale industrielle et chimique du Katanga (SOGECHIM)	200 000	100 000	50
Minoteries du Katanga	79 903	23 971	31

Source: CRISP. T.A., n° 40 et UMHK, rapports annuels, in L' industrie du cuivre dans le monde et progrès économique du copperbelt africain, p. 161.

L'ensemble de ces participations a permis à l'UMHK et un groupe de la Société Générale de Belgique, de contrôler les organes des décisions (Conseil d'administration, Directeur-délégué) des entreprises périphériques.

La contribution de l'industrie minière à la formation du pouvoir d'achat de la population locale, ne se limite pas aux salaires qu'elle verse à son personnel. Cette activité a sollicité l'agriculture et stimulé un certain nombre de secteurs qu'elle alimente. Ces derniers suscitent des offres d'emplois et dégagent ainsi un pouvoir d'achat local supplémentaire.

Le contrôle des entreprises périphériques s'exerce ainsi par le système des avances permanentes, qui consiste en l'octroi, par l'UMHK (et la Gécamines) de meilleures conditions d'achat, notamment du crédit fournisseur. Étant donné le fait que l'avance permanente (et c'est cela qu'elle tire son qualificatif) n'est jamais prise en compte lors du paiement des factures, et eu égard à la régularité des paiements de l'UMHK (puis de la Gécamines), les avances permanentes constituent en fait un mode de financement par l'UMHK des entreprises périphériques.

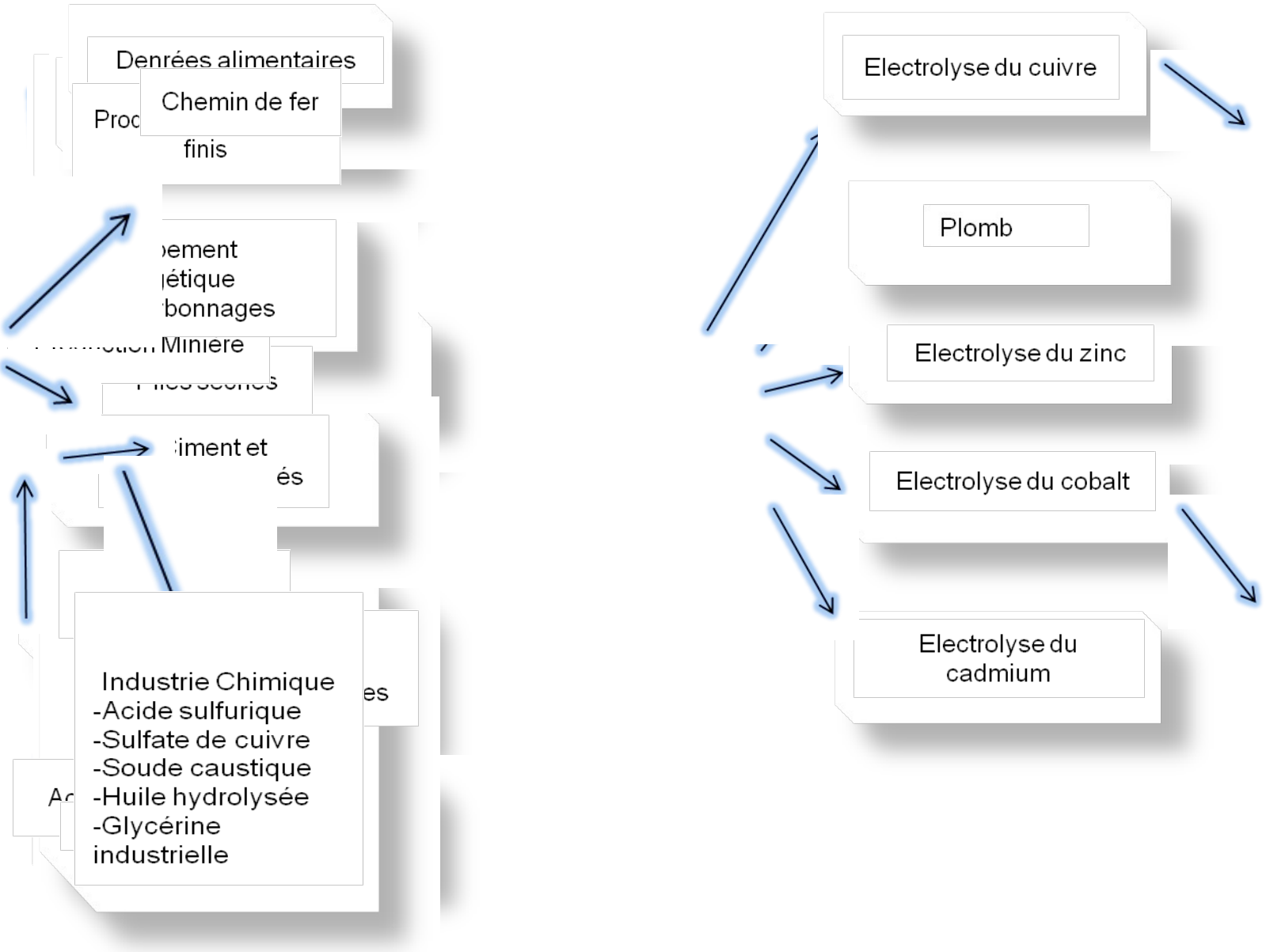
L'industrie minière, et particulièrement cuprifère a investi une partie non négligeable de ses revenus disponibles hors du secteur de l'économie minière. Ceci renforce l'importance de cette industrie dans l'ensemble de l'économie de la RD Congo car les secteurs dont elle est la cliente seraient sans emploi, ou presque, si elle venait à s'arrêter. Dès lors, comme le soulignait Nyembo Shabani.[126] : "*Ces investissements ne résolvent pas le problème économique essentiel du pays, à assurer l'utilisation d'une partie des flux monétaires qu'apporte l'exploitation cuprifère à la création d'entreprises industrielles qui pourront, en fin de compte produire un courant de revenu au moins égal à celui dont les mines sont elles-mêmes l'origine.* "

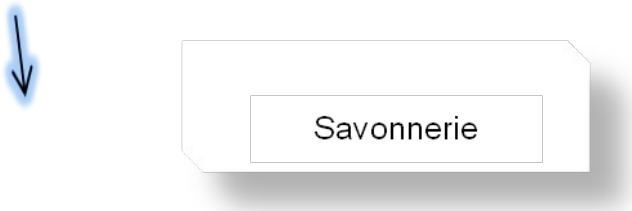
[126] Nyembo Shabani, op, cit, p.98

Tableau 23 : EFFETS AMONT ET AVAL STIMULES PAR L'INDUSTRIE DU CUIVRE AFRICAIN

AMONT *AVAL*

Ind. des complexes métallurgiques *Ind. dérivés*




Savonnerie

L'industrie minière joue un rôle crucial dans l'économie du Congo-Kinshasa. Pour s'en rendre compte, il suffit de voir ses effets dans des secteurs autres que miniers. Nous prenons en exemple trois secteurs: emploi, transport et énergie.

A- LE SECTEUR MINIER ET L'EMPLOI.

Dans les régions dominées par ce secteur - cas du Katanga et de deux Kasaï -, la quasi-totalité des salariés est employée par l'industrie minière. En effet, la population de ces régions, si elle n'est pas directement employée dans cette industrie, l'est dans des entreprises périphériques ou se livre à l'extraction artisanale de l'or, des diamants et de la cassitérite.

L'industrie minière, souffre dans ces régions de << *Deux handicaps: d'une part, la pénurie de personnel qualifié de haut niveau; parmi cette dernière catégorie, les expatriés occupent encore 20 % des postes de direction et d'encadrement, ce qui représente 2 % de l'ensemble de la main-d'œuvre, en revanche, ils reçoivent entre un quart et un tiers de l'ensemble des salaires et des prestations diverses avant impôts. Cette inégalité dans la part des salaires perçus par les nationaux et les expatriés a incité l'État Zaïrois a remplacer les cadres expatriés par les cadres autochtones. Ainsi de 28 % en 1970, les postes d'encadrement occupés par des nationaux sont passés à 76 % en 1984. L'objectif fixé étant d'atteindre 90 % en 1992*; *d' autre part, des effectifs pléthoriques employés par cette industrie où des nominations politiques s'imposent sur l'efficacité* >>[127]

Dans des pays miniers du sud, les sociétés minières, jouent aussi le rôle de centres sociaux, éducatifs, économiques et médicaux pour l'ensemble des populations. Cette situation et ce rôle sont décrits dans un article du Courrier CEE-ACP[128] **: "** *Ainsi, la Gécamines qui domine l'économie du Sud-Shaba, assure des services de santé et d' éducation non seulement à ses employés et aux personnes à leur charge, ce qui représente environ 200.000 personnes, mais aussi à d'autres résidents des communautés locales sans relation directe avec elle. On peut estimer à une trentaine de millions de dollars par an les dépenses effectuées par la Gécamines au*

[127] Le Courrier CEE-ACP, L'industrie minière, Bruxelles, 02 septembre 1988, p.352
[128] Idem.

profit des personnes, d'entreprises publiques ou privées sans rapport avec elle." De même, la MIBA, au Kasaï oriental, fournit gratuitement certains services dont elle et son personnel ont besoin: écoles, hôpitaux, entretien des routes, magasins, services de sécurité. Cette société grâce à sa centrale électrique, fournit de l'électricité bon marché à la population de la région. Toutefois, comme l'ont montré les experts de la Banque mondiale, les sociétés minières utilisent peu d'intrants d'origine régionale ou même nationale et exportent par contre la quasi-totalité de leur production sans transformation. Cette situation explique le peu d'intégration opéré avec les autres secteurs industriels en amont et en aval de leur activité.

Notons tout de même, le rôle joué par l'exploitation artisanale (production artisanale) qui, depuis les mesures de libération de l'exploitation et de la commercialisation de l'or et des diamants du mois de décembre 1982, constitue une importante source de revenus dans les deux Kasaï (diamants), au Kivu (or, cassitérite et coltan), et dans le Haut-Congo (or). Faute des statistiques fiables, nous ne pouvons pas mesurer l'impact réel de ses activités artisanales sur l'économie des régions concernées ou nationale ; mais selon les experts de la Banque mondiale, ces activités *« Assurent vraisemblablement des rentrées de devises plus importantes que les activités industrielles: elles nécessitent l'importation de moins d'intrants et elles créent un plus grand nombre d'emplois en raison de leur très forte intensité de main-d'œuvre. »* [129]
Si le Congo se donnait les moyens de contrôler les exploitations artisanales des régions précitées, mais aussi celles de l'or et du mercure dans le Bas-Congo, celles de l'or dans le nord de l'Équateur, celles du diamant et ode l'or dans le Bandundu, on observerait probablement que le nombre de ces mineurs artisanaux est égal ou supérieur au nombre des employés de l'ensemble des sociétés minières industrielles du pays.

B - LE SECTEUR MINIER ET LE PROBLÈME DE TRANSPORT.

Pour assurer la fluidité des échanges commerciaux internes sur un territoire de 2.345.409 Km² de superficie et faciliter l'acheminement des produits d'exportation vers les ports d'évacuation distants de 1500 à 2000 K, le Congo a besoin d'un réseau d'infrastructures de

[129] Le Courrier CEE-ACP, op.cit., p.353

transport complexe. Les réseaux routier, ferroviaire et fluviaux existants n'y suffisent pas.

Le réseau routier, long de 145.000 Km ne comprend que 2.370 Km de routes bitumés. Le réseau ferroviaire compte 5.118 Km de voie ferrée dont 858 Km électrifiés. Le réseau fluvial avec ses 17.285 Km de voie navigables dont 14.500 Km accessibles à des bateaux de 300 tonnes et 2.785 Km à ceux de 800 tonnes, joue un rôle important pour l'acheminement des produits vivriers vers les grands centres urbains. Quand au réseau aérien, il est desservit par quelques compagnies aériennes qui assurent, à grands frais, le transport de nombreuses marchandises à l'intérieur. La voie aérienne bien que souple et rapide, coûte cher.

Les exportations minières congolaises se font toujours plus difficilement et à un coût toujours plus élevé. Alors qu'en 1982, le convoi moyen de la Gécamines mettait 42 jours pour rallier Matadi (port maritime national) , ce même convoi mettait 60 jours en 1984 . Le Zaïre a tenté de moderniser sa voie nationale mais les événements ne l'ont pas permis. Depuis lors, il est probable que cette durée s'est encore allongée, du fait des troubles socio-politiques, de la dégradation des infrastructures, de la vétusté du matériel roulant (locomotives et wagons), du manque d'entretien préventif et systématique faute de pièces de rechange. Avec la fermeture du chemin de fer de Benguela (Angola) et en raison des difficultés d'évacuation des produits miniers vers Matadi ou Dar-es-Salem au départ du Katanga, le Zaïre a été obligé d'emprunter (pour 37 % de sa production) la voie de l'Afrique du Sud.

La Gécamines n'est pas la seule entreprise handicapée. D'autres sociétés minières, comme l'OKIMO dans le Haut-Congo, Zaïretain au Nord Katanga et la Sominki au Kivu ont onnu d'aussi graves difficultés. Pour remédier à cette situation, le Zaïre avait réussi à obtenir 2.956 millions de dollars américains de la part de la Banque mondiale et de certains bailleurs de fonds, pour la réalisation d'un programme public prioritaire (PIP) 1989-1992. Ce PIP outre le transport, concernait des secteurs tels que: l'agriculture, l'électricité, l'eau, la télécommunication, l'éducation, la santé, l'urbanisme, les mines, les hydrocarbures et autres. Il n'a pas eu les résultats escomptés.

C - LE SECTEUR MINIER ET L'ENERGIE.

L'infrastructure du secteur de l'électricité a été mise en place essentiellement pour desservir le secteur minier, qui reste aujourd'hui encore le plus gros consommateur d'énergie commerciale du Congo, avec respectivement 65 %, 90 % et 13 % de la consommation nationale d'électricité, de charbon et de produits pétroliers. La société nationale d'électricité (la SNEL) alimente la Gécamines et la SODIMIZA. Les autres sociétés minières sont alimentées grâce à leurs propres centrales hydroélectriques (la MIBA, la SOMINKI, l'OKIMO, Zaïretain).

Sur le plan énergétique, le Congo (RD) a englouti des sommes considérables pour la réalisation de la ligne à haute tension Inga-Shaba. Ce qui a accru l'endettement du pays. Inga est une réalisation utile et importante pour la RD Congo, mais comme nous le verrons, des considérations politiques ont pris le dessus sur la rationalité économique du projet. Des solutions plus simples et moins onéreuses, telle que l'utilisation de la centrale de BUSANGA aurait été beaucoup plus raisonnables.

L'État congolais reste, et restera encore dépendant du secteur minier, et même d'une seule entreprise publique (la Gécamines). Cela est la conséquence d'un choix (ou d'une dérive) politique, qui a privilégié ce secteur au détriment de tous les autre secteur. Aujourd'hui le pays est prisonnier de cette erreur stratégique. Les autorités congolaises n'avaient-elles pas d'autres options que celle-là ? Les difficultés rencontrées n'étaient-elles pas prévisibles ?

Dans le précédent chapitre, nous avons déploré l'absence d'une politique dynamique en matière agricole, ainsi que l'absence d'anticipation de la conjoncture internationale, dont ont fait preuve les autorités Zaïroises. Les mêmes critiques semblent aussi valables, en ce qui concerne le secteur minier. Les dirigeants de la seconde République n'ont pas su gérer les réserves des devises, qu'avait générer la bonne conjoncture cuprifère de 1964-1974, et surtout n'ont pas renouvellé de l'outil de travail de la Gécamines. Celle-ci pâtit d'un grave problème d'évacuation de ses minerais et métaux, du vieillissement du matériel d'exploitation à cause du coût élevé de l'achat d'un nouveau matériel ou de son reconditionnement, de

l'accumulation du retard de découverture dans les exploitations à ciel ouvert, de la diminution des surfaces exploitables dans les mines à ciel ouvert au fur et à mesure de l'approfondissement des carrières, de l'épuisement des stocks de concentrés.

Les constats des trois chapitres précédents nous poussent à nous interroger sur l'existence du syndrome hollandais au Congo-Kinshasa.

CHAPITRE IV
LA MANIFESTATION DU SYNDROME HOLLANDAIS AU CONGO–KINSHASA .

Ddepuis le milieu des années 70, les exportations de la RD Congo se concentrent sur le cuivre et les métaux associés. Ce chapitre tente de montrer le lien qui existe entre l'expansion de l'activité minière et le déclin des exportations agricoles. La République Démocratique ne s'est-elle pas intoxiqué par la richesse de sous-sol (intoxication minière) ?

L'expression « Syndrome hollandais » ou « Mal hollandais » ou encore « Dutch-Disease » est apparue au cours des années 70, au moment où eurent lieu les débats relatifs aux problèmes qui risquaient de se poser à la Grande-Bretagne, suite à la découverte de gisements de pétrole; elle fait référence aux difficultés rencontrées par l'économie hollandaise à la suite de la mise en exploitation dans les années 60 des réserves de gaz naturel du gisement Slochteren.

C'est vraisemblablement la revue anglaise « The Economist » qui a, pour la première fois, utilisé cette expression, dans un article paru en 1977. The Economist[130] essayait de décrire un phénomène étrange auquel l'économie hollandaise était confrontée, qu'il décrivait en ces termes: " *La Hollande, qui avait enregistré des bonnes performances économiques pendant plusieurs années consécutives, est maintenant confrontée à une récession. Si la plupart des pays européens ont souffert de la hausse des prix du pétrole, en revanche, la Hollande a été, plus que toute autre nation européenne, particulièrement touchée par cette hausse des prix: la production industrielle n'a pas augmentée depuis 1974 et l'investissement brut privé a chuté en dessous de 15 %. La part des profits dans le revenu national, qui avait atteint le seuil de 16,8 % en moyenne*

[130] KOUTASSILA Jean-Philippe, Le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun. Centre d'économie du développement. Université Montesquieu – Bordeaux IV, France, 1997, pp. 82-83

par an au cours des cinq dernières années qui ont suivi le premier choc pétrolier ***. *Le taux de chômage, qui ne s'élevait qu'à 1,1 % en 1970, s'établit actuellement à 5,1 % tandis que l'emploi dans le secteur manufacturier a chuté de 16 % depuis 1970. Cependant; le compte courant, dont le déficit annuel était de 130 millions de dollars entre 1967 et 1971, s'est sensiblement amélioré après le premier choc pétrolier pour atteindre un solde excédentaire de 2 milliards de dollars par an entre 1972 et 1976. Ce contraste entre, d' une part, une conjoncture économique interne plutôt récessionniste et, d'autre part, des comptes extérieurs largement excédentaires est révélateur des symptômes d'un Dutch Disease dont la Hollande aurait été victime à la suite de la hausse des prix du pétrole "*

Parallèlement à la notion de Dutch Disease, mise en évidence aux Pays-Bas, naissaient en Australie des modèles dits de booming sector (secteur en boum) qui étaient censés illustrer un certain nombre d'épisodes historiques caractérisés par des booms sectoriels comportant des effets adverses sur les autres secteurs de l'économie. Dans un article paru en 1976, GREGORY mit en évidence les changements structurels intervenus dans l'économie australienne consécutivement au développement sur une grande échelle du secteur minier. Gregory montra en particulier que le développement du secteur minier en Australie s'était accompagné d'un déclin relatif de l'industrie manufacturière - situation qui ressemble à celle que nous avions vue entre le secteur minier et le déclin du secteur agricole au Congo (RD). Ces conclusions rejoignent celles de la Revue anglaise « The Economist », selon lesquelles la découverte d'une ressource naturelle finit paradoxalement par appauvrir le pays qui en bénéficie. Que le phénomène constaté aux Pays-Bas et en Australie ait été analysé en termes de Dutch Disease ou de modèles de booming sector, il se produit nécessairement par le déclin relatif du secteur commercialisé.

Les nouvelles hausses de prix du pétrole survenus en 1979-1980 allaient donner un regain d'intérêt pour les modèles Dutch Disease. Plusieurs modèles en terme de Syndrome hollandais ont, en effet, été élaborés à partir des années 80. Ces modèles ont tenté d'expliquer les effets pervers survenus dans l'économie de certains pays en développement ayant bénéficié de la hausse des prix du pétrole. Bien que la majeure partie de travaux sur le Dutch Disease concerne

l'analyse des « chocs exogènes positifs » , entraînés par la « pétrolisation » des économies de certains PVD, ce mal ne résulte pas uniquement de l'exportation du pétrole (même si dans la plupart des cas étudiés, le secteur en boom fut du type extractif), mais peut également résulter de l'exportation d'autres produits de base: cuivre, cacao, café , etc., ou d'importants flux de capitaux .

Dans le cas particulier des produits de base, le mal peut survenir en raison d'un accroissement majeur des prix, d'un progrès technique qui réduit considérablement le coût de production d'une exportation donnée ou d'une découverte de ressources importantes. Dans ce cas, comme l'a indiqué KOUTASSILA Jean Philippe[131], "*Le phénomène de Dutch Disease devient plus complexes et plus général. Il désigne alors l'ensemble des effets préjudiciables créés dans une économie par l'expansion du secteur qui produit la ressource naturelle. Il se traduit par des brusques modifications dans l'attribution des ressources, avec une contraction des secteurs produisant des biens échangeables et une expansion des secteurs produisant des biens non échangeables. Les mouvements des prix relatifs seraient au centre de ces distorsions sectorielles.*"

L'exploitation et les revenus du caoutchouc naturel au Congo, reléguèrent la première richesse de la colonie léopoldienne, l'ivoire. La découverte, l'exploitation, et les revenus du cuivre et métaux associés dans le Katanga, réduisirent l'importance du secteur agricole dans ce pays. Ce phénomène s'accentua après l'indépendance du Congo. Les revenus du cuivre et métaux associés provoquèrent alors le déclin de l'agriculture et empêchèrent la République Démocratique du Congo d'investir ces revenus pour le développement d'autres secteurs d'activité, voire même de développer l'industrie des diamants dans les deux Kasaï ou d'autres minerais à travers tout le territoire.

Cette orientation économique du Congo accrédite les thèses de la théorie de la dépendance et de la domination, défendue par des auteurs comme SAMIR AMIN, C. FOURTADO, A. GUNDER FRANCK, etc., car l'accroissement des recettes d'exportation en période de hausse des cours du cuivre, par exemple, n'a su induire une diversification de la base productive du Congo. Il n'est souvent qu'une situation conjoncturelle.

[131] KOUTASSILA Jean Philippe, op, cit, p.2

Nonobstant les effets d'entraînement que l'industrie minière, a incontestablement entraînés au Katanga et dans les deux Kasaï, leur diffusion aurait été beaucoup plus importante, si le Congo avait mis un terme à la rigidité de ses structures économiques, sociales et culturelles internes.

IV.1. - LE LIEN SYNDROME HOLLANDAIS ET LA THÉORIE DE LA DÉPENDANCE ET DE LA DOMINATION.

Les spécificités des modèles du syndrome hollandais par rapport à la théorie de la dépendance et de la domination tiennent principalement au fait que les modèles du Dutch Disease, qui sont les instruments d'analyse néo-classique, ne se situent pas véritablement dans une problématique de développement, dans le moyen et le long terme. Ces modèles s'inscrivent dans une perspective d'ajustement dont l'horizon temporel est le court et moyen terme. Ils ne se situent pas de manière explicite en fonction d'un projet ou d'une définition du développement. Celle-ci n'apparaît qu'en filigrane des analyses menées. Cet aspect de l'analyse néo-classique explique l'insuccès des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel - tous deux d'inspiration néoclassique - menés en RD Congo depuis les années 70 et80.

IV.2. - LA PARENTÉ DES MODÈLES DU SYNDROME HOLLANDAIS AVEC LES ANALYSES NEO-CLASSIQUES.

IV.2.1. - LE THÉORÈME DE RYBSCYNSKI.

Le théorème de Rybscynski se situe dans la lignée des théories néo-classiques ayant cherché à expliquer les facteurs qui déterminent la configuration des échanges internationaux. La composition du commerce international y est expliqué, dans ce cadre d'analyse, à partir du concept d' abondance relative d'un facteur de production qui est à l'origine de l'avantage comparatif.

Ce théorème, qui correspond à la dynamisation du modèle de HECKSHER-OHLIN s'exprime ainsi: *« A terme de l'échange constant, lorsqu'un des facteurs s'accumule, il y a réduction absolue de la production de biens utilisant ce facteur de façon moins intensive, tandis que la*

production des biens utilisant ce facteur intensivement augmente plus que proportionnellement à l'accroissement du revenu. » [132] Le résultat de Rybscynski laisse à penser que le développement d'une ressource naturelle, comme le cuivre, dans le cas de la RD Congo, est susceptible de retarder le développement d'autres produits, comme les produits agricoles, l'or, le diamant, le coltan, etc.

La désindustrialisation se produit pour la même raison que celle qui sous-entend le théorème de Rybscynski: le nouveau secteur (le secteur minier) au Congo-Kinshasa, a attiré dès 1906 les ressources qui étaient soustraites du secteur agricole; en l'occurrence les ressources tirées du boom du caoutchouc. De ce point de vue, le théorème de Rybscynski est compatible avec les arguments développés par les modèles du syndrome hollandais, à la différence que si La désindustrialisation est essentiellement due, dans ce théorème, à l'effet réallocation des ressource , en revanche, dans les modèles du syndrome hollandais, la baisse de la production du secteur agricole peut-être due à l'effet réallocation des ressources, ou à l'effet dépense qui induit une appréciation de taux de change réel, ou encore à la combinaison des deux effets.

IV.2.2. - LA THÉORIE DE LA CROISSANCE APPAUVRISSANTE DE BHAGWATI.

La théorie de la croissance appauvrissant élaborée par l'économiste Jagdish N. Bagwati, se situe dans la problématique du blocage de croissance par le commerce international. Cette théorie, d'obédience néo-classique, repose sur l'idée simple selon laquelle *« Une amélioration de la capacité d'offre de certains produits existants, déjà exportés, tend à faire baisser leur prix sur les marchés mondiaux, à un point tel que la croissance devient paradoxalement dommageable. »*

L'analyse de Bhagwati a des points de convergence avec la théorie du syndrome hollandais. Ceux-ci se situent notamment au niveau de prémisses: le fait de développer une nouvelle ressource peut paradoxalement appauvrir l'économie. Cependant, si dans la théorie de Bhagwati, cet Appauvrissement se manifeste par une baisse du revenu réel, à l'inverse, dans les

[132] HECKSHER-OHLIN, in BAGWATI J.N., La croissance appauvrissante : note géométrique, in Echange international et croissance, B. LASSUDRIE-DUCHÊNE, Economica, Paris, 1972, p.289

modèles du syndrome hollandais, il se traduit par une régression de la production des biens commercialisés autres que ceux appartenant au secteur en boom, de sorte que le pays devient quasiment dépendant de sa seule ressource naturelle. Situation que la RD Congo connaît depuis le déclin des recettes des exportations agricoles, et la prééminence du secteur minier. Toutefois, quelques points de divergence subsistent entre les deux modèles, comme le soulignait Koutassila J. Ph.[133] **:** *" Les distorsions sectorielles sont absentes dans la théorie de la croissance appauvrissant de Bhagwati. Au niveau des hypothèses, contrairement à la théorie de Bhagwati, les modèles du syndrome hollandais fondent leur analyse sur l' hypothèse de petit pays, ce qui signifie que dans cette économie les producteurs sont « price tackers » sur le marché international. En effet, l'argument de la croissance appauvrissante a été utilisé pour recommander aux pays en voie de développement d' adopter une stratégie tendant à restreindre les exportations de matières premières, correspondant à leur avantage «naturel » et à développer en priorité la production des biens se substituant aux importations. "*

Cette stratégie, qualifiée d'industrialisation par substitution des importations, était perçue comme un moyen pour les pays exportateurs des produits primaires d'échapper à la croissance appauvrissante. A l'inverse dans les modèles du syndrome hollandais, l'insertion des pays en voie de développement sur le marché par l'exportation des matières premières n'est pas en soi remise en question ; ce qui pose problème, c'est l'utilisation des revenus extérieur consécutifs au boom dans un secteur d'exportation. Ainsi, les modèles du syndrome hollandais recommandent-ils une stérilisation volontaire des revenus extérieurs par placement à l'étranger. Dans un cas comme dans l'autre, on est loin de la situation de la RD Congo, comme nous le verrons.

Les notions d'enclave (développée par la théorie de dépendance et de la domination), de comportements rentiers (développée par les différentes écoles de pensée), de capacité d'absorption de capital (fréquemment utilisée dans les analyses Keynésiennes), ainsi que les modèles de Grégory (1976), Corden et Neary (1982) et Corden (1984), ont largement analysé le phénomène du syndrome hollandais.

[133] KOUTASSILA J.Ph., Le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun. Centre d'économie du développement. Université Montesquieu – Bordeaux IV, France, 1997, pp. 4-5

Les trois premières notions ont acquis une importance majeure dans l'analyse des causes qui expliquent le blocage de la croissance par l'échange international, et ont été forgées pour rendre compte des blocages des croissances des pays exportateurs de ressources naturelles, blocages constatés empiriquement. Elles ne sont, cependant, pas spécifiques à un courant de pensée déterminée: on les retrouve, à des degrés divers dans les courants de pensée différents. C'est pour cela que nous-nous contenterons de présenter que quelques situations, qui illustrent la présence ou la manifestation du syndrome hollandais au Congo-Kinshasa.

IV.3. - STRUCTURE DES ECHANGES DE LA RD CONGO ET LA MANIFESTATION DU SYNDROME HOLLANDAIS.

Depuis les années 50, et particulièrement 1952, la part des produits miniers (60,60 %) devint de plus en plus prépondérante dans les exportations du Congo-Kinshasa, alors que celle des produits agricoles (28,63 %) n'a cessé de se réduire (tableau 11). A partir de ces années, la contribution de produits miniers, et en l'occurrence celle du cuivre a atteint de telles proportions que ce produit est devenu quasiment l'unique source des devises de la RD Congo (tableau 12). Pendant la haute conjoncture cuprifère (1963-1975), la part moyenne du cuivre dans les exportations de ce pays tourne au tour de 61 % (tableau 11).

La dépendance du Congo-Kinshasa aux recettes du cuivre et métaux associés est une réalité ; cette situation correspond donc bien au concept du mal hollandais, car l'on assiste depuis l'indépendance à une baisse absolue du niveau des autres produits d'exportation du pays. En effet, la baisse de la contribution des produits agricoles aux exportations totales du Congo, est due à l'effondrement, voire l'abandon de l'agriculture, jadis autre secteur pourvoyeur des devises. La régression, tant en valeur qu'en volume, du niveau des exportations de produits agricoles étant devenue manifeste dans ce pays, il y a baisse du niveau relatif et absolu des exportations des produits agricoles depuis le milieu des années 60.

Après la chute des prix du cuivre en 1975, on aurait pu s'attendre, conformément aux prédictions de la théorie du Dutch Disease, à une réversibilité des effets de la maladie hollandaise via l'inversion de l'évolution des prix relatifs. Sur le plan du commerce extérieur,

cette réversibilité suppose l'accroissement (en volume) des exportations agricoles (et manufacturés) ; ce qui signifie le retour à la structure des exportations d'avant l'indépendance. Et pourtant l'analyse des données des tableaux 11 et 12 démontre que la RD Congo continu de dépendre de ses produits miniers, qui représentent en moyenne plus de 75 % des exportations totales, depuis les années 70. Dans ces conditions, et malgré les difficultés du secteur minier, il n'y a donc pas eu une substitution des exportations de produits agricoles - des produits manufacturés, dans une moindre mesure - aux exportations minières: *il y a absence de réversibilité des effets du mal hollandais et maintien, voire renforcement des effets structurels hérités des booms cuprifères.*

IV.4. - ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS DE LA RD CONGO.

La haute conjoncture cuprifère au Congo-Kinshasa a provoqué inexorablement la croissance des importations. Selon la théorie du mal hollandais, c'est l'appréciation du taux de change effectif réel qui favorise les importations en les rendant moins chères en monnaie locale. L'accroissement des importations de la RD Congo pendant la période de croissance des recettes minières serait donc la conséquence de la surévaluation de la monnaie locale. Cette hypothèse mérite toutefois d'être relativisée car, dans le cas de la RD Congo, l'accroissement des importations est aussi dû à des facteurs autres que les prix relatifs. Les importations des produits alimentaires et des biens d'équipement ont fortement augmenté, à partir de 1971 (tableau 16). L'insuffisance grave de l'agriculture vivrière, la pénurie du cheptel et la non-modernisation de la pêche traditionnelle sont les principales causes qui expliquent la forte croissance des importations des produits alimentaires, mais peut être aussi lié à la substitution des modes de consommation traditionnels. Transposant sur le plan international la théorie de Duesenberry, R. NURKSE a mis en relief l'attraction que les modèles de consommation des pays riches exercent sur la propension à consommer des pays pauvres (effet de démonstration). Ces modes de consommation, comme l'a indiqué KOUTISSALA J. Ph.[134] , **"** *Sont bien connus dans les régions rurales des pays d' Afrique. Le contact avec les cadres des sociétés étrangères, la formation des élites en Europe, la publicité rudimentaire ou déjà évoluée des commerçants, les moyens*

[134] KOUTASSILA J. Ph., op, cit, p.14

d'information moderne, ont contribué à faire connaître et à faire désirer les produits dont jouissent les consommateurs des pays développés. L'effet de démonstration aboutit ainsi à une augmentation de la propension à consommer des produits importés au détriment des produits locaux. "

L'évolution du secteur en déclin (l'agriculture) en RD Congo, met en évidence les faiblesses des hypothèses des modèles Dutch Disease. Trop souvent, les effets sur ce secteur d'un choc négatif sont considérés comme l'inverse de ce qui se passe en cas de choc exogène positif. Ainsi, par le jeu de l'efficacité marginale, quelle que soit l'orientation du choc, l'investissement se trouve toujours favorisé, soit dans le secteur des biens non échangeables en cas de choc haussier, soit dans celui des biens échangeables en cas de baisse. A l'inverse de ce qui se passe en situation de boom, en cas de choc négatif temporel, l'efficacité marginale supérieure de l'investissement dans le secteur des biens échangeable favorise le développement du premier. Or, comme l'a indiqué Saint-ALARY[135] **"** *Cette analyse mésestime complètement la contraction de l'activité économique qui suivra le choc négatif et la chute des ressources consacrées à l'investissement qui en sera une conséquence. "* Cela est vrai pour la R.D. Congo, dans la mesure où l'année 1975 marque, pour ce pays, la fin de la période faste et le début d'une profonde récession économique, où il est encore plongé. L'impact de la baise des recettes d'exportation cette année-là s'est immédiatement répercuté sur les finances publiques. Au même moment, l'endettement extérieur prenait de l'ampleur, obligeant le pays à recourir aux programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

Devant le tarissement des ressources budgétaires consacrées à l'investissement, il n'y a pas de raison que le secteur en déclin, et particulièrement les activités exportatrices du secteur agricole, connaisse un développement de leur production qui serait initié par la réorientation des investissements des secteurs, de biens non échangeables vers les secteurs des biens échangeables (auxquels le secteur agricole exportateur appartient).
Finalement les explications Keynésiennes semblent plus pertinentes pour caractériser la situation

[135] Saint-Alary, in Le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun, Koutissala J. Ph., Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV, France, 1997, p. 13

du Congo-Kinshasa, d'après le contre choc cuprifère. En effet, si *« Dans les modèles du Dutch Disease, la baisse des revenus miniers a pour effet de réduire les distorsions au niveau des prix, de favoriser le secteur concurrencé, inversement dans les modèles Keynésiens, la chute du marché minier (cuprifère) fait jouer les multiplicateurs à la baisse et conduit à un ajustement vers le bas des diverses variables macro- économiques*. » [136]

L'analyse de l'évolution du commerce extérieur de la République Démocratique du Congo accrédite la thèse de l'existence d'un syndrome hollandais dans ce pays. Du boom du caoutchouc naturel, au boom du cuivre et métaux associés, le Congo-Kinshasa est paradoxalement victime des hausses spectaculaires et conjoncturelles des prix de quelques produits de base sur les marchés mondiaux. L'importance des revenus extérieurs générés par ces booms et la gestion étatique de la rente minière, ont incontestablement provoqué la régression des exportations des autres secteurs d'activité, principalement du secteur agricole.

L'importante rente minière et le gage de la richesse du sous-sol poussèrent surtout le Zaïre à se lancer dans les années 70 dans des projets dispendieux, qui allaient aggraver l'endettement extérieur du pays, malgré la baisse de ses recettes d'exportation après 1975. Plus grave, l'analyse de projets engagés dans ce pays fait ressortir une volonté de pillage et de prédation. Le lancement de ces projets du Big-push fut un moment de compromission entre le capital étranger et l'élite autochtone. C'est au cours de ses « safaris technologiques » que se manifestèrent, de manière criantes, les phénomènes de clientélisme, de la corruption, de la prédation, qui permirent, enfin, la fuite des capitaux.

[136] Ph. HUGON, Les stratégies compareés des pays du Golfe de Guinée à l'épreuve du contre-choc pétrolier, Revue Tiers-Monde, Tome XXX, n° 120, octobre – décembre, 1989, p. 767

CHAPITRE V –
LA COURSE A L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL (POLITIQUE DES GRANDS TRAVAUX) OU LES PROJETS DU BIG-PUSH AYANT AGGRAVE L'ENDETTEMENT DE LA RD CONGO.

Ce chapitre permet, grâce à l'analyse de quelques projets industriels lancés en RD Congo, de montrer les liens existants entre les projets du Big-push et l'endettement extérieur de ce pays. Il permet aussi de dégager « *Une convergence d'intérêts parmi un groupe d'acteurs réunis au sein d'une joint-venture centrée sur le pillage, le clientélisme et la prédation, où les intermédiaires nationaux ou étrangers ont opéré comme des véritables rabatteurs, pour le compte des firmes désireuses de vendre leur technologie, leur service, leur savoir-faire, etc. »* [137]

La RD Congo s'est lancé dès les débuts des années 70, dans la réalisation de projets industriels. Malheureusement, au cours des « safaris industriels » au Zaïre de Mobutu, s'est dégagé la volonté affirmée de l'élite dirigeante de s'allier avec les firmes étrangères, grâce à l'institutionnalisation de la corruption, du clientélisme et des pratiques de commissions léonines. Ne disposant pas ou peu de capitaux nécessaires à leur réalisation, ni de technologie propre, et encore moins du savoir faire dans le domaine industriel, ne disposant (surtout) pas des infrastructures de base , le Zaïre a dû choisir les technologies parmi celles qu'utilisent les pays développés (PD), et qui ne correspondent souvent pas à son propre environnement. Il ignora ainsi que le développement nécessite le franchissement de seuils engendré par des indivisibilités caractéristiques de leur fonction de production et de la façon dont sont réalisés les équilibres de marché. Pour ce faire, le pays aurait dû fournir un gros effort minimum (big-push), afin de franchir ces seuils. Hélas ! L'analyse des projets lancés au Zaïre nous permet d'affirmer que cet objectif n'a pas été atteint, ni recherché. Ces projets du big push, par leur enchevêtrement, ont aggravé l'endettement extérieur du pays, et justifient ainsi le cycle suivant : Déficits budgétaires →→ DETTE →→ PAS →→ DETTE ; c'est-à-dire le cycle infernal de la dette.

Avant d'exposer quelques caractéristiques des projets industriels entrepris en RD

[137] WILLAME Jean Claude, Zaïre : l'épopée d'Inga, chronique d'une prédation industrielle, p.209

Congo et l'endettement y afférent, nous croyons qu'il est utile de rappeler les théories du big-push, afin de montrer leur responsabilités dans l'endettement du pays.

V.1- RAPPEL sur la THEORIE DU « BIG-PUSH » (SEUILS, INDIVISIBILITES)

Les économistes développementistes ont évoqué, dès les débuts des années quarante, les spécificités des économies sous-développées. S'inspirant de la parabole de la croissance équilibrée, ils découvrirent que le développement nécessite le franchissement de seuils engendrés par des indivisibilités caractéristiques de leur fonction de production et de la façon dont sont réalisés les équilibres de marchés Pour eux, le pays en développement doit d'abord chercher à franchir ces seuils, en fournissant un gros effort minimum (Big push).

Les économistes du Big-push, tels que P. Rosenstein-Rodan, H. Liebenstein, R. Nelson, B. Higgins, H. Singer, R. Nurske, ont pu montrer que l'économie sous-développée est un système en équilibre quasi-stable : le produit par tête (Y/P) retrouve sa position d'équilibre tant que les perturbations consécutives à l'investissement n'atteignent pas une puissance donnée. Dans une telle économie, les imperfections des marchés et les contraintes technologiques engendrent des indivisibilités (NDLR : ces indivisibilités sont de trois types ; de l'offre, de la demande, de l'épargne). Ainsi, pour atteindre la croissance durable, Rosenstein-Rodan suggèrent qu'une économie sous-développée puisse fournir (d'abord) un grand effort (Big-push) initial.

a) INDIVISIBILITES DE LA FONCTION DE PRODUCTION (OFFRE).

Le capital technique ne se présente pas sous des formes infiniment divisibles. La réalisation du pont route-rail (Pont Maréchal), dans le Bas-Congo peut l'illlustrer : qu'il manque une seule arche, l'équipement restera inutilisable. La plupart des infrastructures économiques et sociales, comme l'a souligné G. Pourcet[138], *" présentent individuellement ce caractère d'indivisibilité, notamment parce que le choix de l'équipement minimal est rarement le plus rationnel lorsqu'il faut prévoir ses extensions futures ; elles peuvent en outre être complémentaires, comme le pont et la route et enfin, le bon fonctionnement des activités*

[138] Guy Pourcet, Les théories du sous-développement. La <<boîte à outil>> des économistes du développement, p.10.

directement productives (ADP) requiert une combinaison minimale d'infrastructures déjà fort coûteuse." Cet auteur explique aussi que « *les fonctions de production des entreprises recèlent aussi des indivisibilités ; les rendements non proportionnels ou les " barrières à l'entrée" sur les marchés déterminent en outre des seuils de rentabilité ou de compétitivité correspondant à de parfois grandes dimensions. Enfin, le bon fonctionnement des ADP requiert souvent la disparition de " goulots d'étranglement" ; cela nécessite d'investir de façon coordonnée dans plusieurs branches en même temps pour assurer la fluidité des échanges interindustriels ».* Le conflit SIDERNA-SOGALKIN en fut une illustration évidente de tels goulots d'étranglement.

b) INDIVISIBILITES DE LA DEMANDE.

L'étroitesse des marchés d'un PVD rend les ajustements de l'offre et de la demande plus incertains que dans les grands marchés des PDEM. Un investissement isolé, comme l'implantation isolée de la COMIGEM, ne pouvait pas engendrer suffisamment de revenus pour s'assurer des débouchés, tandis qu'un ensemble diversifié d'investissements complémentaires aurait pu entraîner une demande importante et diversifiée. Les investissements nouveaux ne peuvent avoir de sens que lorsqu'ils se créent mutuellement des marchés, et souvent des économies externes.

c) INDIVISIBILTES DE L'EPARGNE.

La modicité des revenus individuels et leur faible dispersion, dans une économie sous-développée, ont une incidence négative sur le taux d'épargne global, tandis que les besoins de financement sont énormes. Pour remédier à cette situation, il est primordial que l'investissement génère des flux de revenus assez important, afin de pouvoir espérer qu'un changement de la répartition des revenus puisse élever le taux d'épargne global. Une telle situation pouvait aussi être un meilleur remède contre la corruption.

Toutes ces indivisibilités constituent les seuils que l'économie congolaise rencontra, pour rentabiliser les investissements industriels entrepris, dans les années 70.
Cette notion de seuil *« transforme celle de " cercle vicieux" ; elle exprime que des forces*

régressives ramèneront le produit par tête vers son niveau initial tant que l'effort d'élévation de ce revenu ne lui aura pas fait franchir un niveau ou seuil donné. » [139] Ainsi, il est préférable de fournir un gros effort d'investissement et de programmer de manière efficiente la séquence des investissements. Un tel effort permet de franchir les seuils et les indivisibilités, afin de pouvoir espérer une croissance équilibrée, ainsi que la rentabilité des projets du Big-push.

Après avoir exposé sommairement, les théories du Big-push, nous pouvons nous poser maintenant une série de questions, afin de voir si la RD Congo, des années 70, pouvait réussir le « Transfert de technologie » ou ses projets industriels.

1° Le pays, à cette époque, avait-il un schéma cohérent pour éviter les cercles vicieux et les blocages de son économie, avant de lancer ces projets industriels ?

2° Avait-il un personnel qualifié pour assurer le maintien ou la maintenance des ouvrages industriels réalisés dans son territoire ?

3° Quel gros effort (big-push) le pays a-t-il fourni pour franchir les seuils et indivisibilités de son économie, afin d'assurer son développement socio-économique ?

4° Avait-il des moyens financiers propres, pour faire face à l'enchevêtrement des projets du big-push ?

Les réponses à ces questions doivent permettre de dégager la problématique de ce chapitre ; c'est-à-dire montrer comment les projets de Big-push ont aggravé l'endettement extérieur de la RD Congo.

Pour sa modernisation et son développement économique, le Congo, comme d'ailleurs tous les nouveaux Etats indépendants d'ASS et du Tiers-Monde, a tenté d'appliquer les théories développementalistes dominantes des années 60, où *« La stratégie d'industrialisation a été mise au centre de la planification nationale par la création d'une capacité industrielle de substitution aux importations et de transformation pour l'exportation des produits agricoles et miniers »* [140].

En RD Congo, et partout en Afrique Subsaharienne (ASS), comme l'ont indiqué Jacquemot et

[139] Guy Pourcet, op, cit, p.11.
[140] Pierre JACQUEMOT et Marc RAFFINOT., La nouvelle politique économique en Afrique, p.125

Raffinot[141] : *" Cette stratégie a progressivement montré ses limites, à partir des années 70 et entré dans une phase de profonde remise en cause dans les années 80."* D'ailleurs le démiurge planificateur des années 60 fut remplacé depuis les années 80 par un démiurge expert de l'ajustement, lequel sera relégué dans les années 2000, à cause de son insuccès.

Afin de transformer la structure dualiste et exogène de l'économie congolaise, en structure unitaire capable de tirer son énergie auto-propulsive de la demande intérieure et du processus d'accumulation, le Président Mobutu, à son arrivée au pouvoir (le 24 novembre 19655), considéra Inga « Comme une réalisation prioritaire » de son régime. En effet, il ambitionna de promouvoir à partir d'Inga une zone franche industrielle. S'inspirant de la théorie de la substitution à l'importation, il souhaita la création autour d'Inga d'un pôle de développement industriel orienté vers le marché intérieur, alors que jusqu'ici les projets liés à Inga projetaient surtout une production destinée vers le marché extérieur. Ainsi, pour rentabiliser le courant produit par le barrage hydro-électrique d'Inga, la RD Congo prôna l'installation, à travers le pays, et surtout autour de la capitale, des complexes industriels, grands consommateurs d'électricité. C'est ainsi (par exemple) que fut décidée l'installation d'une Sidérurgie intégrée (SIDERNA) à Maluku, qui à son tour devrait entraîner(en amont) l'installation d'entreprises connexes.

Quant à la notion de substitution à l'importation, nous pouvons affirmer avec regret qu'aucun projet envisagé/réalisé au Zaïre, n'ait atteint cette ambition. Bien au contraire, ce pays, jadis exportateur de nombreux produits agricoles (huile de palme et de palmiste, poissons, riz, etc.), est devenu depuis la fin des années 60 importateur de ces produits (cf. tableau 16). Compte tenu de l'importation des intrants, de pièces détachées et d'équipement pour l'entretien ou le renouvellement des outils de production, la stratégie de substitution à l'importation risquait de se heurter à l'insuffisance des moyens de paiement extérieurs. Elle ne pouvait pas freiner le déboursement des devises par ce pays. La substitution à l'importation visait en principe l'économie de devises mais la poursuite des importations d'intrants, de pièces détachées et d'équipement (pour les industries concernées) compromit la réalisation de cet objectif.

[141] Idem.

Alors que jusqu'ici, les consortiums constitués par les belges et parfois par les américains, ne prévoyaient aucune participation de l'Etat, les Italiens proposèrent, dès leur première intervention au Congo, que l'Etat participe au capital des sociétés créées au Congo. Cette participation s'éleva par exemple à 50% dans le cadre de la construction d'une raffinerie de pétrole (la SOZIR) en 1963, et à 80% pour la Cimenterie nationale (CINAT). La bourgeoisie zaïroise fut séduite.

Cette collusion du régime Mobutu et de ses partenaires étrangers, dévoya les potentialités du site d'Inga et fut, dans les année 70, à l'origine de l'implantation au Congo d'une collection d'éléphants blancs (SIDERNA, S.M.T.F., SODIMIZA, COMINGEM, etc.) et de canards boiteux (CINAT, INGA I, Inga II et la ligne de force Inga-Shaba, etc.). Cesprojets ont conduit à l'alourdissement de l'endettement du pays. Ce piteux constat nous amène à nous poser la première question.

1° La RD Congo des années 70 avait-elle un projet cohérent de dévelopopement ?

Quelques semaines seulement après son avènement au pouvoir, le Président annonça publiquement *« L'intention de la RD Congo de réaliser en même temps que la première phase du programme d'Inga, une usine sidérurgique, tel que la première tonne d'acier puisse être livrée en 1972 ».* Influencé par la bonne conjoncture du cuivre et métaux associés entre 1967 et 1974, ainsi que par l'abondance de pétrodollars sur le marché mondial, le Zaïre signa un accord avec un consortium multinational, dénommé la Société Minière Tenke-Fukurumé (SMTF). Celle-ci, édifiant un nouveau complexe cuprifère, devait utiliser 560 MW de courant électrique au Shaba (Katanga). Le Zaïre s'engageait à construire une centrale hydroélectrique, dont la capacité pouvait répondre à cette nouvelle demande, ainsi qu'une ligne de haute tension conduisant, sur une distance supérieure à 1.800 Km, le courant électrique d'Inga à Tenke-Fungurumé.

Au même moment, une étude fut réalisée par le Délégué général de l'Office

national de Recherche et de Développement du Zaïre (ONRD)[142], pour examiner les différentes alternatives possibles au déficit énergétique du Shaba. Cette étude proposait un scénario beaucoup plus souple : *" Construire la centrale de BUSANGA demandée par la Gécamines (GCM) entre 1971 et 1975, renforcer dès 1975 la ligne à haute tension qui relie le Shaba à la Zambie pour atteindre des niveaux de puissance de l'ordre de 200 MW, et ensuite seulement entreprendre éventuellement la construction de la ligne Inga-Shaba."* Ces recommandations ne furent pas prises en compte. De 65 millions de dollars (estimation de la Gécamines pour la réalisation de la centrale de Busanga, on est passé à 341 millions de dollars pour Inga-Shaba.

A l'époque de sa réalisation, Inga-Shaba fut une première mondiale en matière de transport de courant électrique sur une longue distance. Ce projet nécessitait l'application d'une technologie de pointe que seules des grandes firmes ayant fait leur preuve en matière du génie civil et de l'hydroélectricité pouvaient maîtriser. Les firmes choisies par le Comité Industriel du Shaba (CIS) avaient certes réalisé des ouvrages presque semblables ailleurs mais deux avis d'experts auraient du inciter le CIS à la prudence :

1/ *« Un tel ouvrage (1.800Km) n'avait jamais été réalisé par ces firmes. Il fallait donc tenir compte de certains éléments nouveaux tels que, la surveillance du pipe-line qui devait traverser villes, forêts. Toutes les réalisations (des firmes contractantes se sont faites sur d'autres régions géographiques, et non dans un pays tropical (ce qui nécessitait une prise en compte du climat du pays hôte) »*[143].

2/ avant le lancement d'Inga I,des Experts italiens, avaient averti que *« Il était indispensable qu'avant de songer à un nouveau stade d'expansion économique et sociale, le pays retrouve le plein usage des moyens dont il dispose déjà. Et qu'il était inutile de proposer des nouvelles constructions ambitieuses si les tâches dont dépend le maintien de la vie ne sont pas accomplies, si les structures sur lesquelles reposent la sécurité publique, la vie économique, la santé et l'éducation des populations ne remplissent pas l'essentiel du rôle qui leur incombe(...). La mission a voulu affirmer sa conviction que l'immensité de la tâche à accomplir et son urgence [*ne justifiaient pas que*] des secteurs importants doivent être provisoirement délaissés. Mettre en*

[142] Malu Wa Kalenga, Rapport sur la possibilité d'extension de la Gécamines, in Zaïre : L'épopée d'Inga – Chronique d'une prédation industrielle, p.222.

[143] Les remarques faites par MALU WA KALENGA, DG de l'ONRD, docteur en sciences appliquées, et donc spécialiste en la matière.

évidence les grands problèmes, leur assigner un ordre d'urgence, telle lui paraissait être la meilleure méthode pour parvenir à l'efficacité [144],».

Ceci aurait du inciter les autorités congolaises à la prudence, les dissuader de lancer simultanément des projets sur-dimensionnés, manifestement suspects de sous-estimer les coûts, de dissimuler des coûts de l'assistance technique, et de couvrir des commissions léonines. Ceci aurait du inciter les autorités congolaises à abandonner ou différer certains projets sans réels impacts sur la population ou l'économie du pays.

Passer outre ces recommandations, prouve bien qu'il existait une communauté d'intérêts entre les firmes étrangères et l'oligarchie politico-financière congolaise. En effet l'analyse des conventions signées entre le Zaïre et les firmes étrangères met en évidence la volonté délibérée des firmes étrangères de se déresponsabiliser des conséquences éventuelles que pouvaient entraîner le capotage des ouvrages. Celles-ci prirent la précaution de dégager leurs responsabilités en cas de faillite, et par conséquent d'obliger le pays d'accueil à faire seul face aux charges récurrentes de l'assistance technique étrangère : (le management industriel et commercial, l'organisation, la gestion, la formation du personnel, la programmation et le contrôle des usines, les traitements des experts).

Afin d'endiguer le chômage kinois, aggravé par le phénomène de l'exode rural et pour promouvoir la révolution mobutiste, malgré les difficultés d'Inga I, le Président lança en 1970 le projet de construction d'une usine sidérurgique à Maluku. Ce projet visait la création d'une dizaine de milliers d'emplois et prévoyait la création éventuelle d' entreprises nouvelles autour de l'usine sidérurgique. Malheureusement, l'effet d'entraînement escompté n'eut pas lieu. Les déboires de l'usine sidérurgique n'ont permis ni l'installation en amont des entreprises annoncées, ni même la création de la dizaine de milliers d'emplois programmés. Ce furent, comme le déplore Willame[145], *" Les «gagnes-petits» qui ont payé un lourd tribut devant l'hémorragie de licenciement provoquée par les difficultés grandissantes de l'usine. Par contre, l'emploi des cadres et agents de maîtrise passa de 61 à 166 unités entre 1975 et 1979. Ce qui prouve qu'en même temps qu'on licencie la main-d'œuvre sous payée, les décideurs zaïrois*

[144] Willame Jean-Claude, Zaïre : L'épopée d'Inga – Chronique d'une prédation industrielle, p.47.
[145] Willame J.C., op, cit, p.193.

continuèrent à caser leurs «amis» ou les élites Kinoises surpayées et improductives." Cette situation permit alors la fuite de la majorité du personnel ayant reçu une formation en Italie et à Kinshasa, qui alla trouver des emplois mieux rémunérés dans des entreprises concurrentes et distributeurs traditionnels d'acier en RD Congo (JOURET et SIDERUR).

Depuis 1921, la cimenterie CIZA, avec une production de 312.000 tonnes de ciment par an, avait le monopole de ce produit en RD Congo. Compte tenu des opportunités qu'offrait Inga cette entreprise avait fait un nouvel investissement de 4 millions de zaïres, soit 8 millions de dollars, pour une production supplémentaire de l'ordre de 300.000 tonnes de ciment par an. En 1970, irrité par les réticences manifestées par les dirigeants belges de la Cimenterie zaïroise (CIZA) à garantir une fourniture prioritaire de ciment pour les grands travaux publics qu'il avait décidés, le Président Mobutu décida d'implanter une cimenterie nationale (CINAT) à Lukala, c'est-à-dire dans à la même localité que la CIZA, et de confier les travaux à la firme allemande Klöckner. Le bureau de la Présidence intima à la Commission nationale des investissements l'ordre d'approuver le projet sous vingt-quatre heures seulement, puis le contrat principal (mais non ses annexes) fut présenté pour signature aux Ministres directement concernés. Quant au ministre des finances, il fut réveillé en pleine nuit pour apposer sa signature au bas du contrat principal sans annexes. C'était une pratique courante au Zaïre de Mobutu, où le puissant bureau de la Présidence (véritable centre de décision) avait une réelle suprématie sur les ministères (simples exécuteurs d'ordre). En décidant l'implantation d'une nouvelle cimenterie sur son territoire national, et dans la même localité que la CIZA ; le Zaïre, avec sa monnaie en constante dépréciation, a ignoré qu'il fallait par la même occasion, importer les sacs de conditionnement, les pièces de rechange, les véhicules et engins d'exploitation, les briques réfractaires, le gypse, les explosifs, et surtout importer les spécialistes étrangers. Cette incurie fragilisait l'investissement engagé, du fait de la pénurie de devises dans ce pays, mais surtout cela devait inexorablement augmenter l'endettement extérieur du pays.

Après sa rencontre, en août 1971, avec le directeur de la firme Morrison Knudsen (USA), rencontre arrangée personnellement par Se SCHELDON VANE, alors ambassadeur des Etats-Unis au Zaïre, le Président Mobutu accorda à la firme américaine le contrat Inga-Shaba.

Comme pour tous les projets dispendieux entrepris au Zaïre, les raisons politiques ou géostratégiques ont primé sur les raisons économiques, et le rôle joué par le Président Mobutu ou par le Bureau de la Présidence fut déterminant.

La rude concurrence que se livrèrent les firmes étrangères dans les années 70, en matière de vente d'usines clés en mains et de réalisation des infrastructures (ferroviaires, routières, aéroportuaires), ont conduit à des pratiques vénales, caractérisées par la sous-évaluation délibérée de tous les projets industriels. Ces pratiques ont condamné la RD Congo à un endettement souvent inutile et en tout cas excessif car les coûts réels de ces projets ont été de deux à trois fois plus élevés que ceux présentés dans des études de faisabilité, notamment dans les cas de la Sidérurgie de Maluku, d'Inga II, de la ligne de haute tension Inga-Shaba, de la SMTF.

ableau 24- LES PROJETS INDUSTRIELS ENTREPRIS EN RD CONGO ET LEURS COÛTS.

Colonne1	Projet	Début de travaux	Estimation initiale	Fin de travaux	Coût final	Entreprise engagée	Pays d'origine
1.	Inga I	1965	-	-	-	Impresa - Astaldi	Italie
2.	Sidérurgie de Maluku	1972	96 000 000 $	1974	182 000 000 $	Démag Sybeltra Astaldi - Italimpiati	RFA Belgique Italie
3.	Cinat	1971	6 000 000 $	1974	48 000 000 $	Klöckina	RFA
4.	Inga II et la ligne de force Inga-Shaba	1973	140 000 000 $	1984	661 000 000 $	Morrison - Knudsen, International (Engeneering, Fisback and Moore), Alsthom, Siemens, GIE, Voest Alpine, Safricas	USA, France, RFA Italie, RFA Danemark, Belgique

Sources: Zaïre, L'épopée d'Inga - Chronique d'une prédation industrielle et divers.

Pour faire face à la forte sous-utilisation du potentiel électrique d'Inga, le Zaïre multiplia, toujours dans les années 70, les projets somptuaires et dispendieux. C'est ainsi qu'il

lança les projets de la SMTF, LA SODIMIZA, la Cité de la Voix du Zaïre, les Stations terriennes de la N'SELE, la COMINGEM, etc. Citons encore :

- Le projet industriel d'import-substitution, marquant le retour des aluminiers en disgrâce (Kaiser (USA), ALCO (USA), Reynolds Metales (USA), Alusuisse (Suisse) Norsk Hydro (Norvège), MCS (Italie), Vereingle Aluminium Werke (RFA), Energoinvest (Yougoslavie), Estel Aluminium (Hollande), Yoshiada Kogyo, Sumitomo corporation et Sumitamo Aluminium Smeltins (Japon), Pechiney (France),
- le projet des grands travaux de la « voie nationale », visant à améliorer le domaine de transport (aéroport international de Kisangani, la SNCZ, ONATRA, AIR Zaïre, CMZ, Office des routes, le CFMK, le grand pont mixte rail-route de Matadi, le port en eau profonde Moanda-Banana, l'aéroport international de Gbadolité,
- le projet de création d'une « zone franche industrielle », visant essentiellement les industries grande-consommatrices d'électricité, et pouvant être installées dans la zone d'influence d'Inga (les alluminiers).

Nous n'entrerons pas dans les détails de tous les projets envisagés ou réalisés au Zaïre. Notre soucis est seulement de montrer qu'en ce qui concerne les projets industriels (dispendieux et onéreux) entrepris dans ce pays : on a assisté à une coalition de prédateurs industriels, constituée par une oligarchie bureaucratique, prête à tout pourvu que ses intérêts personnels soient garantis, et par des firmes étrangères, des bureaux d'étude, des consultants étrangers, prêts à tout pour "décrocher le contrat", sous-estimant les coûts, produisant des études de faisabilité de complaisance, mais contractant des assurances auprès de grandes compagnies d'assurance internationales (COFACE en France, Ducroire en Belgique, Hermès en Allemagne). Cette coalition a entraîné un endettement excessif, terni l'image du pays auprès des institutions financières internationales, et exposé le pays aux rigueurs de l'ajustement structurel.

Le lancement simultané et impulsif de trop nombreux projets industriels, et la multiplication des firmes (partenaires) , dans un pays dépourvu d'infrastructures économiques et sociales de base, prouvent que la RD Congo n'avait pas un schéma cohérent, pour réaliser un "big-push".

2° Le pays avait-il un personnel qualifié pour assurer la maintenance des unités industrielles installées ?

L'industrialisation, comme l'a fait remarquer J.M. ALBERTINI[146] : *" Est un phénomène technique et économique. L'industrialisation n'est pas une juxtaposition des projets industriels isolés, mais une politiques globale qui permet notamment l'établissement d'une liaison entre les diverses entités industrielles grâce notamment à des économies externes et à des effets d'entraînement en amont et en aval."* Dans le même ordre d'idée, BONGO-BONGO[147] nous indique que *: " L'industrialisation doit reposer sur une division structurelle nette, chaque niveau de la structure étant le préalable et le complément d'un autre. L'ensemble de la structure industrielle doit néanmoins constituer un tout capable d'assurer une production continue et croissante d'une économie nationale."* Pour assurer la réussite et la maîtrise d'un tel phénomène, la formation du personnel autochtone aurait du être la priorité des autorités congolaises. Or, la précipitation et les motifs purement politiques n'ont pas servi cette priorité.

Ainsi, pour la réalisation d'Inga I, assista-t-on à l'arrivée à Kinshasa, le 01 mai 1964, d'une importante mission technique interdisciplinaire composée de 16 experts italiens, qui séjournèrent au Congo pendant deux mois et suggérèrent sagement que le pays devrait retrouver le plein usage de ses moyens, avant de se lancer dans des projets de grande envergure. Évidemment, cette mission ne fut pas entendue.

En l'absence du personnel qualifié, le pays a dû recruter de la main d'œuvre étrangère, les congolais n'occupant des tâches subalternes et non qualifiées. Par exemple, le 20 février 1970, fut signé un protocole d'accord concernant la construction «Clé en main» de l'aciérie de Maluku : c'est-à-dire, la fourniture, le montage et les essais en charge de l'usine. Entre 1972 et 1974, neuf autres conventions furent signées entre le Zaïre et les firmes étrangères, qui concernaient la gestion, la formation du personnel, l'assistance technique et

[146] Albertini J.M., Déséquilibre structurel de l'industrialisation du Zaïre. Cahiers Economiques et Sociaux. IRES - Kinshasa, Vol. XXII, n) 1-2, janvier 1984, p.28.
[147] BONGO-BONGO, Déséquilibre structurel de l'industrialisation du Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, IRES -Kinshasa, Vol. XXII, n) 1-2, janvier 1984, p. 28

l'approvisionnement de l'usine.

1° **En ce qui concerne la gestion** (management industriel et commercial), une convention fut signée en mars 1972 ; elle confiait la gestion de la SOSIDER à la société Finsider. Par cette convention, la Finsider devait entreprendre une étude sur l'organisation, la gestion, la formation, la programmation et le contrôle de l'usine. Pour toutes ces activités, les experts italiens demandaient la somme raisonnable et forfaitaire de 100 millions de lires (154.000 $) en omettant toutefois de mentionner la rémunération des spécialistes devant assumer ces tâches ; on peut se demander aujourd'hui si cette omission fut fortuite ou délibéré.

2° **Concernant la formation du personnel.**

Cette tâche fut aussi confiée à la Finsider en mars 1972, pour une durée de deux ans. Pour ce faire, le gouvernement zaïrois, de l'époque, devait payer à cette société une somme forfaitaire de 500 millions de lires (plus ou moins 700.000 $) pour la transmission du «Savoir faire». Une fois de plus, les italiens omirent aussi de mentionner les salaires confortables, payés en devise, que la RD Congo devait verser aux techniciens dépêchés sur place. Ces salaires étaient de l'ordre de 3.000 $ par mois pour les dirigeants et environ 2.000 $ pour les ouvriers spécialisés.

Les experts de la Finsider omirent enfin d'indiquer au gouvernement congolais, que les «indemnités» par jour de présence des stagiaires congolais dans les usines sidérurgiques ou centres de formation professionnels italiens étaient à sa charge.

3° **L'assistance technique d'exploitation.**

La convention d'assistance technique fut signée en avril 1972 pour un coût forfaitaire de 12.500.000 lires (19.000 $), bien entendu sans compter les salaires en devises versés par le gouvernement zaïrois. Par cette convention, le consortium italien devait mettre à la disposition de la SOSIDER trois spécialistes de niveau supérieur à la fin du montage de l'usine. Ces spécialistes devaient s'atteler à des tâches d'exploitation, de la programmation et de l'organisation de l'usine, ainsi que du service du personnel, de l'administration, de la vente et des achats.

4° **En ce qui concerne l'approvisionnement de l'usine**.

Cette convention fut signée entre la SOSIDER et la firme Italsider, filiale de Finsider. Elle stipulait la fourniture par Italsider des coils (bobines) nécessaires pour l'exploitation de l'usine. La filiale italienne devait ainsi fournir 150.000 tonnes de coils au prix pratiqué par elle à l'exportation, prix auquel devaient s'ajouter des «Extras» déterminés d'année en année en fonction des spécifications techniques qui seront exigées. Comme le fait remarquer Willame ([148]), *" Par cette convention, le Zaïre se soumettait aux évolutions volatiles du marché des coils sans pouvoir négocier avec Italsider des contrats de livraison à long terme."* En 1974, cette convention fut complétée par un avenant qui stipulait que la Finsider fournirait des ferrailles à la SOSIDER à un prix fixé par la société italienne chargement par chargement, augmenté d'une commission de 2 %. Heureusement pour le Zaïre, cet avenant ne fut jamais appliqué ; la SOSIDER n'ayant jamais recouru à l'importation de ferrailles.

Il est inutile d'analyser les 9 conventions car, à la lumière de ce qui vient d'être exposé, on peut comprendre que le seul objectif visé par les firmes étrangères fut tout simplement de vendre une usine, une assistance technique et des intrants.

Pour l'usine sidérurgique de Maluku, d'après les calculs effectués en 1979 par la SOSIDER (Société sidérurgique), les frais d'assistance technique représentaient 22% du coût global de production en 1978 et1979, alors que la mitraille en représentait 19%, les salaires du personnel congolais 7%, les matériaux divers et pièces de rechange 8%, et les frais généraux 4%). Les 24 spécialistes italiens présents à Maluku gagnaient plus que la somme totale des traitements versée à la main-d'œuvre de l'usine (829 unités).

Après la signature de la seconde version du projet CINAT en 1971 (conclue par le directeur général de Klöckina et le directeur du Bureau de la Présidence), la firme allemande s'engageait à réaliser les études géologiques, l'étude des procédés de fabrication et de rentabilité, la livraison de l'équipement, le montage, la mise en service du matériel fourni et l'exécution de travaux de génie civil et de construction de bâtiment. La formation du personnel local n'était pas

[148] Willame J.C., op,cit,p.78

la priorité de la firme allemande, ni celle des autorités congolaises. Un tel accord ne condamnait-il pas, à l'avance, le principe de « Transfert de technologie » ou d' « Usines clés en mains » ?

Hélas, *«Après avoir décidé l'investissement et engagé massivement les ressources dans le projet, les représentants de l'Etat se désintéressent soudainement de l'affaire : aucune des instances politiques qui participent à la décision d'achat n'est réellement concernée par le bon fonctionnement de l'outil et par son impact sur le développement économique. Leurs intérêts se limitent soit à la transaction initiale, soit à l'achèvement de la construction. Pour les ministres, c'est la signature du contrat qui marque le point culminant de leurs préoccupations ; pour le Président de la République, ce sont la décision initiale et l'inauguration, pour d'autres instances, c'est le moment de la négociation où elles peuvent contraindre le vendeur à leur céder quelques ristournes ou autres avantages. Personne du côté des décideurs de l'investissement n'est intéressé par ce qui se passera après l'inauguration de l'usine (...) Ce qui apparaissait au début comme une décision politique volontariste et cohérente n'est en réalité que l'expression d'une succession d'intérêts individuels, une fois ceux-ci satisfaits la volonté étatique est dissoute et l'entreprise abandonnée à elle-même »*[149].

Lors de la réalisation d'Inga II et de la ligne de haute tension Inga-Shaba, la quasi-totalité de la main d'œuvre fut importée des Etats-Unis et du Brésil. A l'ouverture du chantier, les effectifs étaient constitués comme ceci

- 374 américains, dont 142 administratifs, 49 ingénieurs, 77 contremaîtres, 76 ouvriers spécialisés ;
- 324 brésiliens, dont 60 contremaîtres, 215 ouvriers ;
- 636 ouvriers zaïrois, sans aucune qualification.

La formation du personnel local, dans le cas d'Inga II et Inga-Shaba, n'a pas préoccupé les constructeurs et leurs associés zaïrois. , *" A l'exception de quelques zaïrois envoyés aux Etats-Unis « en formation », le consortium ne se préoccupa guère d'utiliser ou de former des cadres et techniciens locaux. Il se contenta d'utiliser une main-d'œuvre servile, sous-prolétarisée et bon marché. Pour éviter le virus des revendications sociales - elles n'ont cessé d'être présentes au*

[149] Verhaegen Benoît, La cimenterie nationale, p.110.

Zaïre mais on n'en parle guère-, on empêcha la formation d'une délégation syndicale du CIS (Constructeurs Inga Shaba) et on instaura une pluralité de délégations par chantier, chacune étant priée «De ne s'occuper que des problèmes de son chantier».[150] "

Toujours en ce qui concerne Inga II et la ligne de force Inga-Shaba, un contrat d'entretien de 30 millions de dollars fut concédé au consortium CIS en 1982, essentiellement pour payer 24 expatriés dont cinq seulement étaient sur le terrain, à Kolwezi ou à Inga, et 19 à Kinshasa. La responsabilité du consortium en matière de formation et d'exploitation technique était "peu mise en évidence", comme le soulignait un rapport de la Gécamines, de sorte que le CIS ne paraît pas avoir tenu ses engagements initiaux de former 100 cadres zaïrois et 300 à 400 ouvriers qualifiés, dans les domaines administratifs, de la maintenance et de l'entretien en rapport avec les équipements fournis par le consortium américain. Ainsi, il a été nécessaire de maintenir des techniciens étrangers dans le pays durant douze années.

Le fait le plus marquant du « Transfert de Technologie » reste son coût prohibitif et l'importante dette extérieure, léguée au pays hôte.

3° - Le Congo a-t-il bien programmé la séquence de ses investissements ?

Dans un pays qui, comme la RD Congo, manque d'infrastructures routières, portuaires, ferroviaires, aéroportuaires, de télécommunications, la rentabilisation de tout projet industriel nécessite la réalisation de projets connexes. Les projets industriels et les projets d'infrastructure doivent s'enchevêtrer et se suivre rigoureusement. Ce ne fut pas le cas.

Le barrage hydro-électrique d'Inga devait être un investissement moteur, capable de transformer la structure extravertie de l'économie congolaise. Malheureusement, malgré cet investissement, aucun des clients escomptés (SIDERNA, CINAT, SMTF, SODIMIZA ou la Gécamines) n'a été au rendez-vous. Avant même la mise en fonctionnement de la ligne de haute tension, la Société Minière Tenke-Fungurumé (SMTF) avait disparue ; la SODIMIZA, confrontée

[150] Willame J.C., L'épopée d'Inga – Chronique d'une prédation industrielle, p.123. Il se réfère ici à la déclaration du secrétaire exécutif national de l'Union nationale des travailleurs zaïrois (UNTZA), le syndicat unique de l'époque.

à des difficultés aiguës de trésorerie et lâchée par ses partenaires japonais, était moribonde. La Gécamines se trouvait déjà dans une phase de décapitalisation avancée. Pour rentabiliser Inga malgré tout, on fit une série de nouveaux projets et *" Des plans de développement grandioses, toujours sur-dimensionnés, qui, à leur tour dégénèrent en une cascade de catastrophes industrielles et commerciales avec, à la clé, un pays ruiné"*[151] .

La plupart de projets entrepris/réalisés au Zaïre étant directement ou indirectement liés à l'énergie électrique d'Inga, on a assisté à une fuite en avant que Willame[152] a qualifié de : *"loi prométhéenne (...) dont les origines se situent dans le Congo colonial euphorique des années 50 : une fois prise l'option de départ, la mise en route du programme hydroélectrique d'Inga, la liberté de choix n'existe pas : chaque réalisation, s'enchevêtre l'une dans l'autre, est justifié par la précédente et la justifie à son tour. Le Zaïre est ainsi emprisonné dans une série d'orientation contraignante pour sa politique industrielle et son avenir tout court."* Certes, la sous-consommation de l'énergie produite par les centrales d'Inga exigeait des solutions appropriées pour endiguer le gouffre financier entraîné par cet investissement «jumbo» , mais le Zaïre du milieu des années 70, enfoncé dans un marasme économique et financier sans précédent, ayant de plus en plus du mal à honorer les échéances de sa dette extérieure, ne pouvait réaliser ces multiples projets, surtout pas ceux de la «Voie nationale» pourtant nécessaires à leur fonctionnement.

En dehors des investissements liés directement ou indirectement à Inga, et de ceux qui se situaient immédiatement en amont ou en aval des centrales hydroélectriques, le Zaïre a aussi englouti des sommes considérables, dans les domaines suivants :

- les télécommunications : (stations terriennes de la N'Sele, la Voie du Zaïre, la ligne de faisceaux hertziens Kinshasa-Lubumbashi). Ces trois ouvrages ont été réalisés par THOMSON-CSF pour un coût de 980 millions de FF, plus ou moins 196 millions de dollars, coûts d'entretien et de maintenance non compris ;
- l'agro-industrie : (domaine agro-industriel présidentiel de la N'Sele, le Combinat industriel de Gemena, Usine de purée de tomates à Kinshasa, Cacaoza, Palmeza, Complexe agro-industriel de

[151] Willame J.C., L'épopée d'Inga – Chronique d'une prédation industrielle, in couverture.
[152] Idem.

Kamina-Kasese, projets de développement dits intégrés) ;

- les services (le Centre de commerce international du Zaïre, CCIZ).

Pour attirer des centaines de milliers de dollars nécessaires à la réalisation de certains projets, tel que celui de la ZOFI, le Zaïre accorda des avantages régaliens, multiples détaxations, exemption des droits d'entrée et sortie aux investisseurs étrangers. Ce fut aussi le cas du projet ASSINEZ dans le Nord-est du pays, et des projets OTRAG, SMTF, SODIMIZA, dans le Shaba/Katanga. Ces avantages ont privé le trésor Public d'importantes recettes, surtout pour le Zaïre de la seconde moitié des années 70 frappé par la chute des cours du cuivre et par les deux chocs pétroliers. En multipliant des projets et des avantages aux investisseurs étrangers, le Zaïre a oublié la triste réalité des pays sous-développés : la réalisation de tout nouveau projet/investissement entraîne automatiquement la réalisation d'autres nouveaux projets ou nouvelles réalisations. La construction d'une usine d'aluminium à Banana, par exemple, devait nécessiter la construction d'un port en eau profonde, d'une ligne de haute tension et d'un grand pont mixte rail-route (la partie route est réalisée, les fonds pour la réalisation de la partie rail n'ont pu être réuni).

Ceci illustre bien la particularité des investissements en RD Congo où tout nouveau projet entraîne automatiquement un processus en spirale d'autres investissements. En effet, un investissement au niveau d'une entreprise donnée en entraîne systématiquement plusieurs autres, dont la rentabilité directe n'est pas assurée. Toutes ces réalisations ne peuvent qu'aggraver la dette extérieure du pays, quand on sait que les investissements annexes ne sont souvent pas inclus dans les calculs initiaux des « Experts » .De plus, le goût du superfétatoire, de la technologie la plus sophistiquée, la *«plus extravagante et la plus tape-à-l'œil, dont les coûts étaient systématiquement sous-évalués, ont poussé le Zaïre à s'endetter jusqu'au cou pour accepter et imiter le modèle de développement qui a les faveurs de la Banque mondiale et d'institutions similaires » [153]. Ce modèle*, poursuit Susan George[154], *" A plongé les pays qui l'ont adopté dans un bourbier dont ils ne semblent pas en passe de sortir, et soumis leurs populations à des souffrances inouïes."*

[153] SUSAN GEORGE, Jusqu'au cou, l'enquête sur la dette du Tiers-Monde, pp.380-381.
[154] Idem.

Le rôle joué, dans le «Safari industriel» du Zaïre, par les intermédiaires, courtiers, rabatteurs, représentés par les personnes physiques (cas de la CINAT, INGA-SHABA, SODIMIZA, ALUZAÏRE, ou par les firmes et banques étrangères, telles que la SICAI, EXIMBANK, Manufacturer Hanover Trust), qui avaient tous en commun des rapports personnels et particuliers avec le Président Mobutu et le bureau de la Présidence de la République de l'époque, véritables organes de décisions économiques du pays, a été prééminent. Ainsi, c'est grâce aux relations personnelles du Président Mobutu avec les administrateurs des sociétés italiennes A. CAFARELLI et L. GRIFFONI que les firmes italiennes décrochèrent les contrats Inga I et de la Sidérurgie de Maluku. Les relations personnelles de M. BISENGIMANA, directeur du bureau présidentiel, ont permis à la firme allemande Klöckina de décrocher les contrats de la CINAT, de l'OTRAG ainsi que du Combinat Industriel de Gémena (COMINGEM). Les amitiés du Président avec l'ambassadeur américain Sheldon Vane, avec M. Morrison (directeur de la firme Morrison-Knudsen) et l'appui inconditionnel du Sénat des USA, par l'intermédiaire de M. Lannon Walker (Secrétaire d'Etat- adjoint, chargé des affaires africaines au Département d'État, ont voulu que le gros contrat Inga II et de la ligne de force Inga-Shaba échoie aux firmes américaines et à leurs partenaires européens (Français, Belges, Allemands, Italiens, Danois).

La stratégie industrielle visait, certes, à réduire les «Goulots d'étranglement», et à mobiliser les gisements d'épargne et l'esprit d'initiative ; mais n'ayant pas été conduite afin de transformer la structure extravertie de l'économie congolaise, elle était vouée à l'échec. Les investissements engagés dans les projets de big push entrepris/réalisés en RD Congo, n'ayant pas atteint les objectifs escomptés, ont plutôt favorisé l'alourdissement de la dette odieuse du pays. C'est ainsi que le barrage hydroélectrique d'Inga et ses appendices, ayant englouti des sommes considérables et entraîné une kyrielle d'autres investissements improvisés, doit être placé en tête de l'endettement extérieur du pays (cf. le tableau 25).

TABLEAU 25 - SYNTHÈSE DES FINANCEMENTS DE LA LIGNE INGA-SHABA

(En milliers de dollars)

	Financement original	1er Refinancement (avril 1976)	2ème Refinancement (mai 1979)	3ème Refinancement (mai 1979)	Total
Eximbank	102 240	34 263	46 495	62 605	**245 503**
Citybank : ***-avec garantie Eximbank*** ***-sans garantie Eximbank***	 102 240 29 400				 **102 240** **29 400**
Manufacturer Hanover Trust		17 132	23 247		**40 379**
PEFCO		17 132	23 248		**40 380**
Banque du Zaïre ***(acompte Eximbank)***		7 614	16 410		**24 024**
Crédits fournisseurs italiens	14 804	1 700		110 100	**126 604**
Crédits fournisseurs suédois	42 055	9 428	7 238		**58 721**
Monnaie locale Citybank	31 381				**31 381**
Monnaie locale Zaïre		20 106	109 530		**129 636**
Total	**341 091**	**107 411**	**231 968**	**172 605**	**853 075**

Sources : Eximbank et Office de Gestion de la Dette Publique du Zaïre, in Zaïre, L'épopée d'Inga – chronique d'une prédation industrielle, p. 126.

En se lançant, sans études locales sérieuses, sans tenir compte des avis d'experts étrangers et nationaux, sans prendre aussi en compte les expériences en matière d'établissement de zones franches industrielles dans le continent africain (Egypte, Sénégal, Libéria, etc.), le Zaïre a fait preuve d'une incurie criante. Cette stratégie a mis en péril son indépendance économico-financière, et par voie de conséquence, il est devenu de plus en plus prisonnier des institutions financières internationales. Ainsi peut-on affirmer que ce pays n'avait pas bien programmé la séquence de ses investissements industriels.

4° - Le Zaïre avait-il des moyens financiers propres pour faire face à l'enchevêtrement des projets du Big-push, dans les années70 ?

A son indépendance (le 30 juin 1960), le Congo-Kinshasa a hérité d'un appareil de production en plein essor, avec une industrie minière et métallurgique (UMHK-GCM, MIBA, KILO- MOTO) performante, des industries « industrialisantes » (aciéries, brasseries, cimenteries, huileries, savonneries, sucreries, tabac, etc.) florissantes. Les entreprises telles que l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK-Gécamines) et la Miba pouvaient être considérées comme des modèles d'investissements réussis, avec des effets d'entraînement en amont et surtout en aval positifs dans leurs régions d'implantation, ainsi que pour tout le pays, par les effets de redistribution de leurs dividendes à l'État. Dans le domaine agricole, les entreprises des groupes LEVER au Congo (PLC/PLZ), JULES VAN LAKER (JVL/CELZA) alimentaient le marché national, et exportaient une grande part de leur production.

Le Congo-Kinshasa disposait d'une base industrielle qui ne demandait qu'à être soutenue/entretenue et agrandie, pour répondre aux besoins du marché intérieur et à la demande internationale. Peut-être, en développant cet acquis, le Zaïre aurait-il pu éviter l'échec de mesures de la « zaïrianisation-radicalisation » de 1973 et 1974, et la quasi-faillite des entreprises para-étatiques. Peut-être cette stratégie aurait-elle évité à la RD Congo d'être distancée par des pays comme la Malaisie dans l'exportation de l'huile de palme, du caoutchouc et du café. Elle lui aurait peut-être permis de s'adapter aux nouvelles techniques, en matière de l'agro-industrie et de nouvelles variétés agricoles. Elle aurait enfin évité la déliquescence de l'outil de production de la Gécamines, de la MIBA, de la KILO-MOTO (OKIMO), mais également celles des infrastructures de transport (ONATRA, SCNFZ, KDL). Cette politique aurait surtout évité l'excessif endettement extérieur du pays. L'inverse s'est produit.

Pays ayant basé son économie sur le commerce extérieur, le Congo-indépendant n'a connu qu'une seule période de croissance réelle et continue entre 1967 et 1974, grâce à la consolidation de l'unité politique, aux réformes monétaires, mais surtout grâce à la bonne conjoncture minière, principalement cuprifère. Grâce à la richesse potentielle de son sous-sol, à la présence des eurodollars sur le marché international, à l'appui inconditionnel des États-Unis, la RD Congo s'est lancée dans des projets industriels pharaoniques et prématurés, au moment même

où l'instabilité des cours des principaux produits d'exportation du pays ne permettaient plus de mobiliser les ressources en devises.

La sous-utilisation du potentiel des centrales hydroélectriques d'Inga (l'ensemble du projet est caractérisé par un très faible coefficient d'utilisation : de 24% à 11% entre 1978 et 1985, pour Inga I, 18% pour Inga II en 1985 et 20 à 23% pour la ligne de haute tension) témoigne du caractère prématuré de cette réalisation et de la légèreté qui a caractérisé les décisions prises pendant la seconde République, en matière d'investissement industriel.

La première baisse des cours du cuivre en 1971 et le premier choc pétrolier en 1973, qui mirent à mal les réserves des devises du pays, auraient dû freiner les ambitions du Zaïre qui continua, hélas, à chercher à rentabiliser l'investissement « jumbo » d' INGA et ses projets annexes. A partir de la fin 1974, l'effondrement des cours du cuivre, dont la contribution aux recettes d'exportation du pays est passé de 76% cette année-là à 65% l'année suivante, puis à 35% en 1978 (cf. tableau 12), a réduit les capacités de financement locales. Le Zaïre a recouru, de plus en plus, à des fonds extérieurs pour financer ses investissements. Ainsi par exemple, contrairement à Inga I, Inga II fut totalement financé par des prêts extérieurs, grâce à deux sources principales : les crédits bancaires et commerciaux.

1° ***Les crédits bancaires*** (de loin les plus importants) ont été accordés par une multitude de banques étrangères, dont :

- la Société générale de banque (Belgique), pour un montant de 167 millions$;
- la Kredistanstalt für Wiederaufbau (RFA), pour un montant de 93 millions$;
- la BFCE ET Crédit Lyonnais (France), pour un montant de 54 millions $;
- Eximbank et Equibank (USA), pour un montant de 16 millions $
- ICIPUS 5Italie°, pour un montant de 15 millions $;
- Kontroll Banq (Autriche), pour un montant de 12 millions $.

Les premiers de ces crédits devaient être remboursés par le Zaïre entre 1978 et 1979. Les taux

d'intérêt variaient entre 6 et 8 %.

2° Les crédits commerciaux, à court terme portaient sur un montant de 104 millions de dollars, et ont été consentis par des Sociétés italiennes qui avaient été présentes sur le marché d'Inga I et qui furent choisies comme sous-traintes dans le cadre d'Inga II.

Pour soutenir le secteur industriel et les entreprises d'État, les différents gouvernements zaïrois mirent en place des mesures d'exonération fiscales et douanières. Cette politique provoqua un manque à gagner pour le Trésor public. Ce manque à gagner obligea ce pays à recourir d'avantage à l'endettement extérieur. Ainsi par exemple, pour faire face aux difficultés de remboursement des créances auprès de ses bailleurs des fonds (surtout américains), et pour continuer à soutenir le projet Inga II et la ligne de haute tension Inga-Shaba ; l'Eximbank accorda au gouvernement du Zaïre un Payement Facility Agreement (PFA). Au terme de cette facilité de paiement, le Zaïre s'engagea par l'intermédiaire de la Société de Commercialisation des Minerais (SOZACOM), à rembourser aux banques ses échéances prévues, et ceci avant que la SOZACOM ne puisse toucher aux bénéfices de ses ventes. En signant cet accord avec l'Eximbank, le Zaïre enfonça d'avantage la Gécamines, qui éprouvait déjà des difficultés énormes dues à la baisse des cours du cuivre.

Pour financer les investissements des sociétés de transport (ONATRA, AIR ZAÏRE, CMZ), faire face à la baisse de ses recettes d'exportation, financer aussi des importations de biens de consommation nécessitées par les déficits de la production nationale, et pour équilibrer ses propres finances (publiques), le Zaïre a dû recourir encore aux financements extérieurs.

Les mesures de la « Zaïrianisation-radicalisation », l'effondrement des sociétés d'État et l'accroissement de la dette extérieure, ont conduit au programme de stabilisation de 1976, puis aux programmes d'ajustement structurel (PAS) dans les années 80. Comme nous le montrent les tableaux 24 et 25, le Zaïre des années 70 n'avait pas de moyens financiers propres pour lancer simultanément plusieurs projets du big push.

La crise, qu'a connu, ou plutôt que connaît la RD Congo depuis 1975, a eu,

comme l'a souligné MABAKE MUMEME[155]," *Pour causes :*

- *des graves déséquilibres des finances publiques ;*
- *des graves déséquilibres des paiements extérieurs ;*
- *des graves déséquilibres du marché local de biens et services ;*
- *déficit budgétaire croissant depuis 1974 et son financement monétaire extérieur ;*
- *rapide augmentation de stock monétaire ;*
- *dégradation de la balance des paiements et épuisement des moyens de paiements extérieurs ;*
- *dette publique extérieure croissante ;*
- *taux de croissance négatif de l'ensemble des secteurs de production du pays et flambée des prix."*

Le développement d'un pays ne peut venir des initiatives extérieures, ni de technologies déphasées aux réalités intrinsèques de chaque pays, mais d'une volonté autocentrée et cohérente, intégrant des données d'ordre historique, politique, économique et social. Or, en ignorant cet aspect ; les recours aux financements extérieurs des projets entrepris au Zaïre, ne pouvaient qu'aggraver l'endettement extérieur du pays. Le poids de la dette (extérieure et intérieure), l'institutionnalisation de la corruption, du clientélisme, et la fuite des capitaux , ont contribué pour beaucoup, à la paupérisation de la population congolaise et à la déliquescence de l'appareil de production du pays.

Après avoir étudié la structure des échanges extérieurs de la RD Congo, et donc après avoir soulevé le phénomène de l'intoxication minière, nous allons, dans un cinquième chapitre, voir les pratiques qui ont permis l'excessif endettement extérieur de ce pays ; et par voie de conséquence ont conduit à l'intervention des institutions financières internationales en R.D. Congo. Ceci nous conduira à parler successivement, du clientélisme et de l'État prédateur, de la fuite de capitaux et de la dette extérieure de la RD Congo.

[155] Mubake Mumeme, Programme de redressement des déséquilibres fondamentaux de l'économie zaïroise (1976-1977), Cahiers Economiques et Sociaux, Vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, décembre 1978-mars 1979, p.2.

CHAPITRE VI :
LE CLIENTÉLISME D'ÉTAT, L'INSTAURATION D'UN ÉTAT PRÉDATEUR ET LA FUITE DES CAPITAUX AU ZAÏRE.

Le présent chapitre permet de montrer comment la corruption, le clientélisme et la prédation ont conduit à la confusion entre les caisses privées et publiques par l'élite dirigeante, ainsi que par les employés de l'Administration congolaise. L'addiction à la prébende et à la rente régalienne a provoqué une crise fiscale de l'État ; d'où les difficultés à payer le service de la dette, à rembourser la dette extérieure, et à verser régulièrement les salaires des agents de l'État. L'enrichissement y afférent a provoqué l'éclatement de la cohésion sociale, ainsi que le chaos, la violence et la pauvreté.

VI.1. LE CLIENTÉLISME D'ÉTAT.

Nous avions vu les conditions dans lesquelles les dirigeants congolais ont dû prendre la relève des fonctionnaires Belges, après l'accession du pays à l'indépendance. Cet impréparation des fonctionnaires congolais à gérer des institutions complexes (Fonction publique, commerce d'import-export, partis politiques), ainsi que la reproduction inévitable du modèle de développement hérité de la colonisation, peuvent expliquer l'institutionnalisation de la corruption au sein de l'appareil d'État, mais surtout peut expliquer les luttes intestines de l'élite congolaise pour accéder aux postes lucratifs de l'Administration publique et des entreprises para-étatiques. Les prébendes et rentes régaliennes procurées par la Fonction publique expliquent aussi la pléthore de ses effectifs, ainsi que l'absence de réelles initiatives dans le secteur privé.

L'accaparement de la rente par la bourgeoisie prébendaire - la clique présidentielle, la confrérie régnante et la bourgeoisie potentielle – n'a pas seulement compromis le développement économique et le bien être de toute la population du pays ;il a aussi poussé les

"gagnes petits" à recourir à des pratiques compensatoires ; d'où la généralisation de la corruption et du clientélisme dans l'Administration congolaise. Ces pratiques vénales ont empêché l'éclosion d'un processus d'accumulation, renforcé les inégalités, fragilisé les couches modestes et accru la pauvreté de plus pauvres .

Les pratiques occultes liées au transfert/acquisition de technologie, ont favorisé l'institutionnalisation du clientélisme d'État au Zaïre. Pendant l'époque des "Grands travaux des années 70", la bourgeoisie bureaucratique s'est laissée corrompre par des entreprises étrangères, des courtiers rabatteurs de pays industrialisés, qui lui versaient des commissions afin d'obtenir des marchés juteux. Une grande partie de l'argent récolté, suite à ces pratiques vénales, a permis au régime Mobutu de corrompre, à son tour, les oppositions politiques bancales et les réseaux d'influence entretenus par le despote. L'entretien de ce réseau de clientèle, a transformé la RD Congo en un "État Sandwich", qui allait conduire à un État clientéliste, pour enfin aboutir à l' État prédateur qu'on a connu depuis les débuts des années 80.

La recherche effrénée de l'enrichissement personnel, comme l'ont noté Salama et Valier[156], a " *Fait éclater la cohésion du pays, le faisant sombrer dans un chaos d'où ressortent violence et pauvreté*. " Ce stade de décomposition de l'État a été atteint pendant la longue transition démocratique (1990-1997), qui a conduit à la chute de Mobutu. Les deux pillages que Kinshasa a connu en 1991 et 1993 n'ont été une conséquence de ce chaos. Les pratiques vénales de l'élite congolaise et cette forme de révolte populaire des citadins au Zaïre illustrent bien le propos de JF Bayart[157] : *" La délinquance comme la corruption est un mode de conquête brutal, par une minorité agissante et désespérée, des richesses de l'État. Cette caractérisation politique du vol et du crime risque de surprendre et de choquer. Est-il pourtant concevable d'y renoncer lorsque l'on garde en mémoire les propres penchants délictueux des autorités ? Par ailleurs, le sous-emploi récurrent interdit aux désargentés l'acquisition des biens de l'époque (d'autant plus prisés qu'ils sont importées) et le choix d'une épouse (condition sine qua non de la reconnaissance sociale). Les frustrations qu'engendre l'économie de survie et de prédation sont telles qu'elles acculent maints "petits" à des choix radicaux : sombrer dans la démence, à*

[156] SALAMA P. Et VALIER J., Pauvretés et inégalités dans le Tiers-Monde, p.104

[157] Bayart J.F., L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Ed. Fayard, Paris, 2006, p. 294

l'image de ce chômeur qui, à Douala, se tranche le sexe par ce qu'il n'avait « jamais eu assez d'argent pour mériter une femme », ou saisir par la force ce que la société leur dénie. "

La symbolisation inhérente à ces pratiques et les enjeux matériels qu'elles comportent ne sont pas les mêmes d'une culture et d'une situation historique à l'autre. Nonobstant les tares de la colonisation paternaliste belge, l'État colonial avait su assurer un minimum de redistribution des ressources. Les dirigeants congolais n'ayant pas su maintenir, au minimum, cet équilibre ; la mégestion du Trésor public, la prédation industrielle et la corruption généralisée ont renforcé les inégalités.

Pendant la seconde République, comme l'ont souligné Salama et Valier[158], *" Cette confusion entre les caisses privées et publiques n'est pas le seul fait de dirigeants, mais également des employés de l'État lorsque soit ils ne reçoivent pas leur émoluments dans les délais fixés, soit ils reçoivent un salaire trop faible pour permettre leur reproduction et celle de leur famille. Ceux-ci jouent du pouvoir que leur confère leur statut et cherchent à le monnayer.* La corruption est devenue *«"Démocratique, dans la mesure où elle n'est pas réservée à la seule élite. Elle exprime également une crise fiscale de l'État, puisque celui-ci, n'imposant pas ou peu les couches aisées, n'a plus assez de recettes pour payer décemment ses employés, trop nombreux par ailleurs, à cause du clientélisme et du marché du travail bureaucratico-tribal qui se développent. »*[159]

L'in-imposabilité des couches aisées a rétréci l'assiette fiscale et vidé les caisses de l'État, au point qu'au cours de la longue période de transition démocratique, celui-ci n'arriva plus à assumer son rôle de redistribution des richesses, ni ses fonctions élémentaires, telle que verser (régulièrement) les salaires des fonctionnaires à l'intérieur du pays et dans les postes diplomatiques clochardisés. Ce non-versement des émoluments et salaires a quasiment légitimée la corruption à tous les échelons, et précipité le pays dans une crise morale, sociale, économique se développant comme un cercle vicieux :

---

[158] SALAMA P. et VALIER J., op, cit, p.105.
[159] Idem

- les détournements des deniers publics, qui ont provoqué le délabrement des équipements de la voix du Zaïre, de la Gécamines et des autres entreprises para étatiques, a privé les pouvoirs publics des ressources nécessaires au paiement des salaires;
- le gouvernement tenait compte de ces revenus complémentaires lorsqu'ils payait des salaires trop faibles à ses employés, et encourageait ainsi la corruption ;
    - le recours à la planche à billet, pour pallier au tarissement des caisses de l'État, et son corollaire, la flambée de l'inflation et de l'hyperinflation, à partir des années 90, renforçait le cercle vicieux.

Avec un tel scénario, comme l'ont souligné Valier et Salama, le cercle était devenu « *Vicieux et les dégradation de la situation économique d'ensemble, jointe aux difficultés croissantes des employés, les conduit à taxer d'avantage et à élargir le monnayage de leur pouvoir sur la population pauvre. L'État consomme alors ses propres richesses, fragilise et réduit la source de celles-ci. Il devient prédateur. »*[160] Ils soulignent ensuite que : *« La confusion partielle des caisses privées et des caisses publiques ne conduit pas nécessairement aux États prédateurs : tout dépend de l'importance de cette confusion, de la constitution, récente ou ancienne, de l'État et de ses appareils, de l'évolution de la situation économique, etc.»*[161].

Pendant les 32 ans de pouvoir inique et sans partage de Mobutu, le peuple congolais a assisté, impuissant, à l'établissement d'une relation dialectique entre l'enrichissement personnel de ses dirigeants et le clientélisme de l'État congolais. *Le clientélisme permet un enrichissement rapide par des voies corruptives grâce à la mise en place de réseaux parallèles, réseaux permettant de réduire, à son bénéfice exclusif, l'imperfection de l'information et d'obscurcir cette information pour les autres. Mais le clientélisme n'est possible que si on peut soit distribuer de l'argent ou des prébendes, soit fournir du travail à partir de filières contrôlées par des réseaux d'influence. Enfin, le clientélisme assure une base de reproduction grâce à la légitimité que procure la redistribution d'une partie de l'enrichissement. »*[162] Comme Valier et Salama, nous croyons que *« Enrichissement et clientélisme sont donc étroitement dépendants : il*

[160] Idem, page 105
[161] Ibidem, page 105
[162] Salama P. et Valier J., Pauvretés et inégalités dans le Tiers-Monde, p., p. 107

n'y a pas d'enrichissement durable sans capacité d'alimenter un réseau clientéliste. Il s'agit en quelque sorte d'un coût de transaction de la corruption. Le couple " enrichissement-clientélisme " implique donc la recherche d'un pouvoir autre que celui conféré par les chemins légaux. Ce pouvoir n'est pas limité au monde de la politique. »[163]

Ainsi, des dignitaires officieux concluaient des contrats, à la place des ministres concernés. Certaines personnalités, affublées du titre d'Ambassadeurs plénipotentiaires , proches du Président Mobutu, ont pu engager le Zaïre devant des institutions financières internationales, en lieu et place des ministres et des missions diplomatiques.

Le clientélisme d'État s'est épanoui lors du lancement des projets industriels ; l'ostentation et l'opulence de l'oligarchie congolaise sont alors devenues injurieuses pour la majorité de la population du pays. En effet, les projets de construction d'ouvrages industriels ont, comme l'ont souligné Salama et Valier[164] , permis de *" S'inscrire dans le circuit de la rente. La pléthore de personnel est le tribut payé à la légitimation recherchée. L'objectif n'est donc pas la création de plus-value, mais à la fois l'accaparement d'une partie de la rente et la légitimité pour l'obtenir en développant le clientélisme. C'est pourquoi ces économies sont considérées anti productives. "* La signature du contrat et les commissions alléchantes qui en découlaient, furent les seules préoccupations de ceux qui étaient désignés par la Présidence de la République, à cette fin. On ne s'étonnera donc pas que tout ce qui a été entrepris dans le domaine industriel au Zaïre ait été improductif.

Ainsi, lorsque la communauté financière internationale a tourné le dos au Zaïre, suite à l'alourdissement de son service de la dette extérieure, mais surtout après les sanctions décidées par les principaux partenaires financiers - après les massacres du campus de Lubumbashi en 1992, on s'est rendu compte que *« L'argent de la corruption, fonctionnant comme rente ne génère pas ou peu de richesses. Certes, il peut faciliter l'accès à certaines informations et, ce faisant, concourir à la production de richesse mais en se généralisant, il privilégie les voies faciles d'accès à la richesse et délaisse celles qui passent par la production.*

[163] Salama P. et Valier J., op, cit, p., p. 108
[164] Salama P. et Valier J., op, cit, p., p.109

Il est ainsi plus facile et plus lucratif de consacrer ses efforts à la spéculation via la corruption qu'à la production. »[165]

Le clientélisme d'État, ou la confiscation de la rente par les autorités gouvernementales dans une logique non-redistributive, n'a pas servi le développement économique. En effet, la rente fut systématiquement détournée au profit de l'élite dirigeante et de ses alliés nationaux et internationaux. Elle favorisa ainsi des transferts de fonds considérables à l'étranger, sans déclencher un processus d'accumulation.

Les difficultés de l'économie congolaise, à partir de la seconde moitié des années 70, le gonflement du service de la dette extérieure et la baisse des nouveaux investissements, poussèrent tous ceux qui étaient censés servir l'État ou le parti-État (MPR), à ponctionner davantage les entreprises publiques, et surtout sur la Gécamines-SOZACOM, en compromettant leur rentabilité. Ces ponctions, et les commissions perçues sur les principales transactions du commerce extérieur, ont tari le Trésor public. La confiscation des caisses publiques et privées, a atteint des proportions inimaginables, au point que d'un État « Sandwich », le Zaïre devint un État prédateur.

Adam HOSCHILD[166] dénonce comme suit les pratiques de Mobutu*: " Avant d'être renversé en 1997, après 32 années au pouvoir, Mobutu était devenu l'un des hommes les plus riches du monde ; à son summum, sa fortune personnelle était estimée à quatre milliards de dollars. Il passait une bonne partie de son temps à bord de son Yacht, ancré sur le fleuve à Kinshasa, nouveau nom de Léopoldville, il rebaptisa l'un des grands lacs : lac Mobutu Sese Seko. Il acheta de somptuaires demeures en France, en Belgique, au Portugal, en Espagne, en Suisse et ailleurs. Il ne faisait aucune distinction entre les fonds de l'État et les siens propres ; en l'espace d'une seule année, il envoya à 32 reprises un avion de ligne appartenant à l'État au Venezuela, pour ramener 5.000 moutons à poil long destinés à son ranch de Gbadolité ; lorsque son Yacht fut rénové en 1987, il réquisitionna simplement le plus confortable des bateaux de*

[165] Salama P. et valier J., op, cit, p109
[166] Adam Hochschild, op, cit, p.207

passagers qui circulaient encore sur le réseau fluvial. Enfin, il exigea, et obtint, une participation dans la plupart des grandes entreprises implantées dans le pays. "

*V*ers la fin du règne de Mobutu, la situation économique et politique du Zaïre correspondait à celle que décrivent Salama et Valier : *" Avec la raréfaction des ressources ou l'accaparement plus important de celles-ci à des fins strictement personnelles, la redistribution, diminue et avec elle la légitimité, ce qui rend encore plus attractive la présence dans les appareils d'État et aiguise la crise politique entre ceux qui ne veulent pas partir et ceux qui veulent bénéficier des prébendes.* [167]*".* Ainsi, concluant des accords immoraux avec l'opposition intérieure, Mobutu et les siens s'accrochèrent au pouvoir, durant la longue "transition démocratique" d' avril 1990 à mai 1997.

VI.2. L'ÉTAT PRÉDATEUR

Le Congo indépendant pouvait réussir un développement de type occidental grâce, à trois atouts : 1° l'élite congolaise avait hérité d'un pays en plein décollage industriel ; 2° le pays possédait d'énormes richesses minières ; 3° le régime fort mis en place par le Président Mobutu à partir de 1965, a bénéficié longtemps d'un soutien exceptionnel du monde occidental.

Ces trois atouts se sont transformés en handicap ; ce qui pouvait être considérée comme une chance exceptionnelle a suscité l'orgueil et l'insolence démesurés de ses dirigeants qui n'ont pas su entretenir les infrastructures héritées, ni diversifier les sources de revenus du pays, ni surtout utiliser à bon escient les devises procurées par le cuivre entre 1967-1974. Ces dérapages ont scindé la société Zaïroise en une bourgeoisie autocratique et prébendaire constituée selon la classification de J. RYMENAM[168] par trois couches : *la clique présidentielle, la confrérie régnante et la bourgeoisie potentielle,* opposée à une masse populaire paupérisée.

[167] Salama P. et Valier J., Pauvretés et inégalités dans le Tiers-Monde, p. 142

[168] REYMENAM Jean, La fiction zaïroise. Comment le régime Mobutu a sapé ses propres fondements. Le Monde diplomatique, n° 27, mai 1977, p.7

Le pillage officiel à tous les niveaux, au serice exclusif de l'enrichissement personnel, fit du Zaïre de Mobutu un État clientéliste et prédateur. Par réaction, dans les années 90, le petit peuple pillard voulut simplement imiter les pratiques, courantes à d'autres échelons, de ses dirigeants. La RD Congo est devenue un cas pathologique, le plus préoccupant de l'Afrique au sud du Sahara. Comment en est-on arrivé là ?

Dès 1967, le Président Mobutu réussit à instaurer un pouvoir fort en réprimant toute opposition politique et en instituant une dictature impitoyable. La RD Congo possédait déjà quelques cadres formés sur place et dans les Universités ou Instituts supérieurs à l'étranger, peut-être capables de gérer autrement ce pays. En observant les compositions des différents gouvernements formés depuis cette époque, on constate qu'ils comportaient un nombre importants de professeurs d'Universités. Mais, comme l'enrichissement personnel s'imposait comme règle, le dérapage devint inexorable, grâce à la corruption généralisée, plus ou moins tolérée, jamais sanctionnée. Dans ce pillage institutionnalisé, la responsabilité de l'élite dirigeante et surtout des intellectuels pervertis est fortement engagée. Ainsi par exemple, la plupart des grands projets somptuaires ont été négociés par ces mandarins universitaires et des intellectuels travaillant comme Conseillers à la Présidence de la République, coiffant souvent les ministères.

Après l'humiliante « Congolisation » des premières années de l'indépendance, le Président Mobutu a su assurer une réelle stabilité de l'État. Cette stabilité politique, la bonne conjoncture cuprifère (1964-1974) et la surliquidité bancaire (du début des années 70) ont amené le régime à entreprendre des réformes économiques, sinon inconsidérées, du moins malvenues: la nationalisation de l'UMHK en 1967, les mesures de « zaïrianisation » en 1973, celles de la « radicalisation » en 1974.Toutes ces mesures ambitieuses et inopportunes, qui sont à l'origine de la déroute de l'économie congolaise, ont été entreprises dans le but de permettre au chef de l'État et à son entourage de contrôler tous les secteurs de l'activité économique et d'exercer impunément des ponctions importantes sur tous les secteurs d'activité. Les mesures de « zaïrianisation-radicalisation »ont surtout profité à l'entourage immédiat du chef de l'État. Ainsi par exemple des grandes entreprises, telles que JVL (Jules Van Lanker) sont passées entre les

mains de la famille présidentielle. Ces mesures ont aussi permis l' asservissement du système politique à la volonté du Chef de l'État, et ont conduit malheureusement, à ce que J. RYMENAM a qualifié de ***« Fiction Zaïroise ».***

La volonté de contrôler tous les pouvoirs économiques s'explique par l'origine de la petite bourgeoisie autochtone qui hérita du pouvoir d'État après 1960. Celle-ci est composée par les anciens fonctionnaires et employés subalternes de l'époque coloniale qui ont, du jour au lendemain, accédé à des postes de responsabilité. Les nouveaux maîtres, dont l'objectif premier était l'enrichissement personnel, ont d'abord cherché à augmenter leurs revenus (relèvement des salaires, diverses indemnités versées au personnel politique et administratif de l'État sans oublier les avantages en nature : luxueuses maisons, voiture de fonction, etc.). C'est ainsi que dès 1967, un groupe de fidèles au Président devant servir de relais local au capital étranger, acquit de l'importance dans l'économie du pays. Ce groupe de fidèles joua un rôle déterminant dans toutes les négociations avec les firmes étrangères, dans le cadre de la réalisation de projets lancés par le Zaïre, ainsi qu'avec les bailleurs des fonds privés ou publics. Le rôle joué par ce groupe de fidèles est bien résumé par Verhaegen B.[169] : *"Cette oligarchie restreinte, détourna à son profit une part des richesses échangées avec l'étranger et une proportion notable des ressources de l'État ;*

- dans le fonctionnement de ces mécanismes, la corruption joue un rôle essentiel ;

- les revenus de l'État s'étaient fortement accrus depuis l'avènement de la seconde République en 1965 ; dès 1971, on estimait que 60 % environ des revenus ordinaires se perdaient ou étaient consacrés à d'autres fins que celles officiellement déclarées ;

- *en outre, une grande partie des dépenses en capital relève directement des services présidentielles, échappant ainsi à tout contrôle."*

Longtemps réfutées par les autorités du Zaïre ; des telles observations sont aujourd'hui confortées par l'état de ruine totale dans lequel se trouve le pays. Pour peu qu'on ait connu Kinshasa, par exemple, lors de l'accession du pays à l'indépendance, voire même vers la fin des années 70 ; il suffit d'y retourner aujourd'hui pour assister au spectacle désolant de la

[169] VERHAEGEN BENOIT, Impérialisme technologique et bourgeoisie nationale au Zaïre, p.367

destruction des infrastructures existantes (routes défoncées ou même abandonnées, vétusté des bâtiments publics et des écoles, quasi-inexistence des transports publics, etc.). Plus grave, le poumon de l'économie, c'est-à-dire la Gécamines, n'est pas épargnée ; elle est presque à l'état de cessation des paiements. Voilà comment l'élite congolaise a conduit son pays qui faisait sa fierté et justifiait ses manières ostentatoires à l'étranger.

Ces pratiques prédatrices ont été rendues possibles grâce à la complicité du "Guide suprême" de la Nation, qui a mis en place un système centralisé de décisions où tout devait être décidé par le Président lui-même ou par son bureau, sans tenir compte de l'avis des ministères . Ainsi par exemple, Mobutu contrôlait et répartissait toutes les charges, tous les postes, tous les avantages liés au pouvoir. Tout revenu, toute nomination, toute promotion dépendait en dernière instance du bon vouloir présidentiel. Aucune fortune, aucune entreprise, aucune position n'était à l'abri d'une décision du Président. La volonté présidentielle de tout contrôler se manifesta notamment dans les mesures de "radicalisation" de 1975. Comme l'a fait remarquer J.REYMENAM[170] , cette mesure prise une année après les mesures de "zaïrianisation : " *A signifié très clairement les intentions du président de ne laisser à aucun prix se développer une bourgeoisie à base économique qui pourrait échapper à son contrôle".* La grande bourgeoisie est donc exclusivement une bourgeoisie d'État. Cette bourgeoisie d'État contrôlait tous les domaines (économiques, politiques et militaires) ; ses membres se trouvaient à la tête de toutes les entreprises importantes, notamment minières, ce qui permettait toutes les contrebandes ; une grande partie de la production était écoulée pour servir les barons du régime.

Les membres de cette bourgeoisie bureaucratique jouissaient d'une impunité totale. Ils risquaient d'être mis un moment "sur la touche" , mais ils réapparaissent bientôt à la tête d'autres administrations ou entreprises d'État. La règle instaurée pour entretenir cette bourgeoisie étatique fut la rotation périodique aux postes clés de la Nation des membres les plus dociles. Cette impunité dont jouissait la bourgeoisie bureaucratique est à l'origine du délabrement du tissu économique et industriel du pays. Elle explique aussi l'incompétence – ou plutôt la

[170] REYMENAN J. , op,cit, p. 9

complaisance – de ses membres dans la gestion des affaires dont ils avaient la responsabilité, ainsi qu'en matière de négociation des contrats entre le Zaïre et les partenaires étrangers.

Jouissant de la complicité du Président Mobutu, les dirigeants congolais qui s'étaient enrichis en pillant les entreprises d'État et les administrations publiques n'ont guère investi pour constituer une nouvelle bourgeoisie commerciale ou industrielle ; ils ont plutôt placé leurs fortunes à l'étranger, en s'offrant des châteaux, des belles résidences, de beaux appartements dans les capitales occidentales. Ainsi, on ne trouve pas des grandes entreprises privées congolaises jouissant d'une respectabilité et considération internationales.

Aucune mesure corrective n'a été prise par le régime, qui n'a jamais tenu compte les nombreuses mises en gardes de certains intellectuels nationaux et étrangers. Pour durer, oubliant le peuple, le régime Mobutu a corrompu des consciences par l'achat des intellectuels et des officiers supérieurs de l'armée. Le Congo-Kinshasa est devenu un cas pathologique, où *« La récession économique, la dilapidation des ressources nationales dans des investissements spectaculaires non rentables et l'endettement qui s'en est suivi, les dépenses de corruption et la perte de crédibilité parmi les milieux financiers étrangers, ont sapé les fondements mêmes du système politique zaïrois*>>[171].

Comme lors des fugaces tentatives de redressement de l'agriculture, les discours n'ont pas manqué pour décrier les pratiques de prédation. Ainsi par exemple reconnaissant les carences des services des douanes, le Président Mobutu, regrettait en 1976 que: " *L'inconscience, la corruption, ou la complicité, la mauvaise foi de son personnel, en y ajoutant l'étendue de nos frontières et l'insuffisance de l'équipement nécessaire pour le bon fonctionnement du service des douanes, font en sorte que son rendement est médiocre. Aussi, je demande au commissaire d'État aux Finances de prendre ses responsabilités. Chaque fois qu'il constatera une carence dans ses services, il doit prendre des mesures énergiques* [172]". Malheureusement, comme l'a fait remarquer Mwalaba[173]: " *Il ne sert à rien de s'assigner des objectifs, encore faut-il compter sur*

[171] REYMENAN J. ,op,cit, p.10

[172] Mobutu Sese Seko, Le programme de redressement de l'économie nationale. Discours au Conseil législatif du 21 décembre 1976. Zaïre-Afrique, n° 111, janvier 1977, p. 10

[173] MWALABA KASANGANA, op, cit, p.251

les institutions publiques résolument mises sur pieds aux fins du développement et animées par des fonctionnaires compétents ayant le sens de leur devoir ".

L'enrichissement de la bourgeoisie autocratique, par les commissions versées dans le cadre des « Grands travaux » nécessitait la complicité des experts étrangers et nationaux. Ces acteurs savaient que : " *La technologie (importée) a pour caractéristique que le profit se prend avant et indépendamment de la production et qu'il est autant plus élevé que la technologie est complexe, fragile et inadaptée aux besoins du développement* [174]". Dès lors, une fois le contrat signé, les projets n'intéressaient plus les signataires congolais. Le développement du pays n'était pas l'objectif recherché. Ces commissions ont aussi favorisé la fuite des capitaux.

VI.3. LA FUITE DES CAPITAUX AU ZAIRE.

Les fuites des capitaux peuvent être motivées par la crainte du non-respect du secret bancaire, l'évasion fiscale, le désir d'acquisition de produits financiers inexistants dans le pays, les achats de biens et services non fournis dans le pays, les craintes de saisissement des fonds mal acquis, la crainte de faillite des banques dépositaires locales, etc. Jacquemot et Raffinot expliquent que:*" " Ces fuites peuvent être d'ailleurs légales ou illégales (il existe une liberté de transfert dans le cas de la zone franc), et avoir des motifs purement économiques (différences de taux d'intérêt, anticipations d'évolution de taux de change), de sécurité (éviter la saisie de sommes par les pouvoirs politiques) ou des motifs frauduleux (réduire le bénéfice déclaré "visibles"), par exemple.*[175] "

Nous n'entrerons pas dans les détails de ces causes ; nous évoquerons brièvement, le mécanisme des fuites des capitaux, puis nous examinerons le cas de la RD Congo. Enfin, dans un troisième temps, nous soulignerons les conséquences et perspectives d'avenir de ces fuites de capitaux.

VI.3.1. LE MECANISME DE LA FUITE DES CAPITAUX

[174] Verhaegen B., Impérialisme technologique et bourgeoisie nationale au Zaïre, p.372
[175] Jacquemot P. et Raffinot M., op, cit, pp. 245-246

Le mécanisme de la fuite des capitaux a été décrit par Susan George[176]*:""L'argent qui a quitté le Sud en quantité considérable a permis aux banques privées du Nord d'avoir le beurre et l'argent du beurre. En effet, ces banques gagnent à tous les coups parce qu'elles sont présentes à tous les niveaux du système financier international. D'abord, elles consentent un prêt. Presque instantanément, une grande partie de cet argent revient dans leurs coffres, sous forme de dépôts bancaires faits par les responsables des gouvernements corrompus. (...) Il est également courant que des sociétés nationales pour lesquelles les gouvernements se sont portés garants estiment que l'argent sera plus en sécurité à l'étranger qu'investi sur place."*

Les fuites des capitaux sont possibles grâce à la complaisance des pays du Nord au détriment de celles des pays du Sud. *« Malheureusement, ce capital, qui a en fait quitté le pays depuis longtemps, figurera toujours sur les livres de compte des banques dans la colonne des prêts alloués pour lesquels des intérêts sont dus. Ainsi, pour une même somme, les banques sont remboursées deux fois : une première fois sous forme de dépôts bancaires et une deuxième fois sous forme d'intérêts. »* [177] *« Les banques les plus agressives, du genre de la Citibank (vieille connaissance du Zaïre de Mobutu), ont probablement récolté autant d'avoirs dans les pays pauvres qu'elles leur ont prêté. Leur véritable rôle a consisté à récupérer les fonds que les élites du Tiers-Monde avaient dérobés à leurs gouvernements et à reprêter cet argent, de façon à gagner sur les deux tableaux. »*[178]. Les banques helvétiques ou londoniennes, qui profitent des fuites de capitaux, ne saisissent des avoirs de despotes déchus du Tiers-Monde que si elles y sont contraintes.

Pour cerner l'ampleur du phénomène en Afrique, *« Une étude a été menée par la Banque de France sur 31 pays, en comparant le besoin de financement tel qu'il apparaît dans les balances de paiement (et qui devait donc correspondre à l'endettement extérieur), avec la variation de l'endettement tel que recensé par la Banque Mondiale (mais corrigé des variations du taux de change). La différence constitue les sorties de capitaux, et le rapport entre ces sorties de capitaux et* l'endettement (taux de sortie, ou taux de surendettement) indique la part de l'endettement extérieur qui a quitté les pays débiteurs. »[179] Cette étude de la Banque de France a

[176] Susan George, Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde, p. 32
[177] Susan George, op,cit, p.32
[178] Idem, pp. 32-33
[179] Etude citée par Jacquemot et Raffinot, in La nouvelle politique économique, p.246

pu montrer que *: « La fuite des capitaux tient pour une part significative aux incertitudes concernant le taux de change. Cette différence est encore plus sensible si l'on compare les pays de la zone franc avec les pays africains hors zone franc (Ghana, Kenya, Nigeria, Soudan, Zaïre), pays pour lesquels le taux de sortie atteint globalement 64 %. »* [180]

TABLEAU 26: SORTIES DE CAPITAUX 1973-1987

(En millions de dollars)

	Besoin de cf.	Variation de la dette extérieure	Sortie de capitaux	Taux de sortie
Ensemble des 31 PVD en Afrique	258 842	537 780	278 938	51,9
Zone franc	221 249	30 783	8 634	28,0
Hors zone franc	16 561	45 506	28 945	63,6

Source : Banque de France, in La nouvelle politique économique en Afrique, p. 246.

Comme le disait Félix Houphouët-Boigny :*« Il n'y a pas de corruption sans corrupteur ».*

VI.3.2. ROLES DE DIFFERENTS ACTEURS DANS LA FUITE DES CAPITAUX OU LES RELATIONS BANQUES DU NORD-ACTEURS DU SUD

Les sorties des capitaux, comme l'ont souligné Jacquemot et Raffinot [181] ," *Ont permis de constituer à l'étranger (essentiellement dans les pays de l'OCDE) des patrimoines importants, dont la partie constitué par des dépôts bancaires est suivie par la banque de Règlements internationaux (elle atteindra une dizaine de milliards de dollars fin 1989).* "Déjà, dans son rapport annuel de 1983, l'institution de Bâle, indiquait que *: « Les fuites de capitaux ont pris des «proportions alarmantes». En effet, la BRI estimait que 55 milliards de dollars avaient quitté l'Amérique latine en direction du Nord entre 1977 et 1983, et un responsable de la BRI a concédé qu'il s'agissait là d'une estimation prudente. »*[182]

[180] Idem
[181] Jacquemot P. et Raffinot M., La nouvelle politique économique en Afrique, p.246
[182] Susan George, Jusqu'au cou – Enquête sur la dette du Tiers-Monde, p33

A. LES BANQUES ETRANGERES ET LA FUITE DES CAPITAUX

Une partie de ces capitaux a voyagé dans des valises dont la plupart ont été portées par des banquiers. L'un d'entre eux mentionnait paisiblement que même en 1986, au moment où le Mexique, à nouveau acculé, a établi le contrôle de changes, sa banque envoyait régulièrement quelqu'un à Mexico avec deux valises vides.

Le rôle joué par les banquiers a été dénoncé par Susan George[183] : *« Les banquiers ne sont pas de simples porteurs ; ils sont également très doués pour concevoir à l'intention de leurs riches clients privés toutes sortes de stratagème pour expédier l'argent à l'étranger : trust « off -shore », fausses sociétés d'investissement, circuits parallèles d'échange de devises qui évitent soigneusement les banques nationales, « Prêts Ping-pong » qui consistent à prêter aux clients leur propre argent ; ce n'est pas l'imagination qui manque. Il semble qu'au sein de la Citibank, plus de 1500 personnes se consacrent exclusivement à ce genre d'activités ».*

Il ne faut pas s'attendre à un changement fondamental, du moins dans le court terme, bien que quelques signaux, inhabituels et encourageants ont été décelés à partir de 1997, telle que l'intention de banques helvétiques de geler les avoirs de Mobutu (l'appel interjeté par la famille de l'ex- dictateur, à la suite de cette décision, fut débouté le 10 février 1998 par les juridictions suisses). En effet, pour les banquiers, *" Les considérations d'ordre moral n'entrent pas en ligne de compte. Si ce n'est pas nous qui le faisons, ce seront les suisses. Un banquier qui refuserait les dépôts de la clientèle privée sous prétexte de faciliter le remboursement des dettes pour leurs gouvernements ; un banquier qui refuserait ainsi de faire un double bénéfice serait considéré par ses pairs comme un malade mental et ne ferait pas long feu dans le métier."* [184] La solution aux fuites des capitaux ne viendra donc pas de ce côté-ci.

B. L'ELITE DU TIERS-MONDE ET LA FUITE DES CAPITAUX.

[183] Susan George,op, cit, p.34
[184] Susan George, op.cit., p.35

Dans le Zaïre de Mobutu, tous les excès imaginables en matière de corruption ont été commis par la coterie qui a dirigé le pays pendant 32 ans (du 24 novembre 1965 au 17 mai 1997). Le délabrement du tissu industriel, de l'appareil de production, du tissu social (écoles, universités, hôpitaux, administration), en est une conséquence.
Les fuites des capitaux congolais de l'époque Mobutu, ont garni beaucoup de comptes bancaires dans les pays du Nord, et la débandade, qui a suivie la chute du régime Mobutu, n'a pu que renforcer cette tendance. N'a-t-on pas apprit que certains ex-dirigeants emportaient avec eux des sommes importantes, en devise fortes, plus de 40 millions de dollars US emportés par 3 généraux en Afrique du Sud par exemple ?

Il est difficile de mesurer l'ampleur du phénomène, en RD Congo car, conseillés par les banquiers et financiers étrangers, les dignitaires du pays, ont pris des précautions afin de verrouiller les informations concernant les fuites des capitaux. Ainsi, nous savons par exemple, grâce à la SOZAREX, société de droit suisse à capitaux zaïrois, qu'au *« Nom de la raison d'État et le plus souvent au nom du Président (Mobutu), des centaines de millions de dollars ont été détournés ou bradés dans des opérations dont les produits financiers aboutissent finalement à des comptes en devises à l'étranger (...)" En analysant les informations disponibles à la Banque des Règlements Internationaux, O. Vallée a fait observer que, pour la seule année 1986, le Zaïre, qui affichait officiellement 10 millions de dollars d'avoirs extérieurs, était crédité par les banques privées déclarantes de 967 millions de dollars. Ce montant représentait à l'époque plus que les recettes en devises de l'État zaïrois (750 millions de dollars).*[185] "

VI.3.3.- PERSPECTIVES POUR CONJURER A LA FUITE DES CAPITAUX.

Rapatrier, ne serait-ce qu'une fraction de sommes qui ont été frauduleusement déposées à l'étranger, permettrait certainement de rembourser les intérêts de la dette extérieure, pendant quelques années, et pourrait faciliter la réconciliation nationale. Il faudrait pour cela que les pays lésés puissent offrir des taux d'intérêt supérieurs à ceux proposés dans les pays

[185] Willame J.C., L'automne d'un despotisme, pp. 33-34

détenteurs des coffre-fort de façon à compenser l'inflation et l'instabilité économique de pays en voie de développement. Il faudrait encore instaurer le secret bancaire, instaurer un marché financier rémunérateur pour les acquéreurs potentiels de produits dudit marché, garantir l'efficacité ou l'efficience des institutions bancaires, éviter l'arbitraire en matière de litiges entre l'État et tous ceux qui sont soupçonnés de détenir des fond « mal acquis ». Ainsi, pourrait-on espérer rapatrier l'argent évadé. Mais ce scénario est irréaliste, et même, il aurait des effets négatifs parce que *"il deviendrait en effet trop cher d'emprunter, autant pour les particuliers que pour les sociétés ; l'économie du pays regagnerait le degré zéro de la croissance »*[186].

La démarche initiée par République Démocratique du Congo est louable, mais, bien que les initiatives de la Belgique (concernant les propriétés de l'ex-Président Mobutu) et de la Suisse (sur sa propriété de Lausanne et sur ses avoirs bancaires), soient des signes positifs, ces initiatives devraient aller plus loin, c'est-à-dire aboutir au rapatriement des fortunes Zaïroises accumulées dans des coffres-forts. C'est seulement, en ce moment-là, qu'on pourra espérer décourager la fuite de capitaux et alléger le poids de l'endettement extérieur de la R.D. Congo.

Les difficultés de remboursement, l'importance du service de la dette extérieure et le non- respect des échéances, ont conduit le Zaïre à négocier les rééchelonnements de sa dette publique auprès des Clubs de Paris et Londres. Avant d'analyser ce problème de consolidation de la dette, nous pensons qu'il serait utile de rappeler ses effets, d'un point de vue macro-économique. Sur ce plan, Jacquemont et Raffinot[187] ont montré les deux principaux effets induits par le poids de l'endettement extérieur sur le pays débiteur, en soulignant que: *"Depuis le début du XIXème siècle, la théorie avait mis en lumière la possibilité d'un double fardeau dû au versement à l'extérieur d'un service de la dette. En effet, la réduction du revenu dans le pays qui paye tend à y faire baisser les prix, y compris les prix des produits qu'il exporte. Il apparaît ainsi un second fardeau constitué par la dégradation des termes de l'échange. Les controverses ultérieures ont toutefois montré qu'il s'agissait là que d'une possibilité, et que le résultat final dépendait notamment des élasticités des importations et des exportations par rapport aux prix et aux revenus. Plus récemment, les travaux concernant la crise de la dette de 1982 ont induit la*

[186] Susan George, Jusqu'au cou – Enquête sur la dette du Tiers-Monde, p.35
[187] Jacquemot P. et Raffinot M., op, cité, p.242

notion de fardeau virtuel de la dette extérieure : les agents économiques du pays ne seraient plus incités à investir ou à produire du fait que le poids de l'endettement leur fait anticiper un poids accru de la fiscalité dans les années à venir. "

VI. 3.4. - LA FUITE DU CAPITAL HUMAIN

Alors qu'au moment de son indépendance, le Congo ne disposait que 3 universitaires africains, le pays dispose aujourd'hui de nombreux cadres de niveau supérieurs (ingénieurs, architectes, agronomes, médecins, juristes, économistes, enseignants d'universités, etc.) formés, pour la plupart d'entre eux dans des universités et Écoles supérieures réputées en Europe, aux USA et en Asie. Ces « spécialistes » auraient pu permettre la modernisation et le développement du pays, n'eut été l'institutionnalisation des pratiques prédatrices.

Le monopartisme, l'absolutisme, la dictature, la fermeture des universités, institutions supérieures et écoles, sous le règne de Mobutu, mais surtout la répression – souvent sanglante – à l'égard de tous ceux qui osèrent s'opposer ouvertement au « Guide suprême de la Nation », ont provoqué la fuite de la plupart de « Cerveaux » à l'étranger. Il n'est pas rare de rencontrer des ingénieurs, des diplômés d'universités, faisant des ménage ou du gardiennage d'immeuble ou de magasins, des médecins spécialistes assurer les services de garde avec rang de simples infirmiers, en Europe ou aux USA.

La fuite de « Cerveaux », l'errance des intellectuels congolais, particulièrement des ingénieurs agronomes, n'ont pas permis la mise en œuvre d'une politique agricole efficace et la valorisation du secteur agricole. Cette situation explique, entre autre, l'important exode rural qu'on connaît dans ce pays. Le salaire d'un seul individu, pouvant nourrir de nombreuses personnes, la fuite d'un parent à l'étranger, a de lourdes conséquences sur le plan financier.

L'avènement de Nelson Mandela au pouvoir en Afrique du Sud, ayant provoqué l'émigration de nombreux médecins et cadres blancs sud-africains : les médecins congolais se

sont rués vers ce pays, la différence des salaires et d'équipements hospitaliers jouant en faveur de l'Afrique du Sud.

L'autre contingent d'émigrants, qu'on appelle communément "Exilés économiques", est constitué par les étudiants espérant venir poursuivre leurs études à l'étranger et quelques milliers d'ouvriers plus ou moins qualifiés. Bien que sans espoir de retour, la communauté congolaise installée à l'étranger rapatrie régulièrement des sommes considérables au pays, par solidarité familiale avec ceux qui sont restés au Congo ; c'est grâce à cette solidarité que des secteurs tels que les transports publics sont aujourd'hui presque exclusivement entre les mains des familles des exilés. Les structures bancaires ou postales n'étant pas fiables : cette communauté n'ose effectuer ses transferts dans les circuits officiels; ce sont de nombreuses officines qui remplissent ce rôle. Ces pratiques informelles privent donc l'État et les institutions bancaires d'importants revenus.

L'ampleur du phénomène de fuite des cerveaux interpella, en 2005, le ministre de l'Enseignement supérieur de la RD Congo, LOLA KISANGA, qui dénonça l'exode de "Matière grise". Près de 60% des Savants et docteurs des Universités congolais émigrent aux États-Unis, en Europe et en Afrique du Sud. Il reconnut que cette fuite des cerveaux portait un coup fatal à la qualité de l'enseignement dans le pays.

Pour faire face à l'alourdissement du service de sa dette extérieure, dès 1976, le Zaïre a bénéficié de nombreux rééchelonnement de sa dette extérieure. Nous allons analyser ce phénomène dans le dernier chapitre de cette partie.

CHAPITRE VII :
LA DETTE EXTÉRIEURE DE LA RD CONGO

Ce chapitre met en évidence la situation exceptionnelle dont a bénéficié la RD Congo en matière d'endettement extérieur, pendant la période de la « Guerre froide ». En nous inspirant des approches théoriques sur l'endettement, nous essayerons d'analyser la dette extérieure de ce pays (origines, évolutions et conséquences), puis nous envisagerons les perspectives de cette dette.

Après la chute du régime Mobutu, la dette extérieure de la RD Congo était estimée à 14 milliards de dollars US. La plus grande partie de cette dette avait été contractée directement par l'État qui, en outre, garantissant celles de nombreux bureaux d'études et de firmes étrangères expertes en « Safaris technologiques ».

Faute d'études spécifiques sur leur utilité immédiate et sur leurs effets d'entraînement, les investissements n'avaient pas de réels impacts sur l'économie du pays. Ces projets non rentables du big push avaient par contre, des coûts financiers énormes, imposant à l'Etat congolais (garant des emprunts) un lourd endettement extérieur. Le caractère improductif de l'endettement extérieur de la RD Congo est souligné dans ce jugement de l'office de gestion de la dette publique zaïroise[188] : *« Du côté des investissements financiers, il s'agissait en partie des projets à faible rentabilité, mais surtout d'investissements à long terme dont les périodes de gestation étaient beaucoup trop longues comparativement à la durée des financements obtenus. Dès lors, cela augurait que des moyens financiers importants seraient nécessaires pour supporter ces investissements, en particulier l'amortissement de leur financement initial, bien avant que ceux-ci aient un niveau satisfaisant de rentabilité et d'autosuffisance même théorique. »*

Cette absence de retombées sur l'économie et les désengagements des firmes et banques étrangères – cas des alluminiers Kaiser, Alcoa, Reynolds Metals, Alusuisse et des banques Citibank, Manufacturers Hanover Trust, dans les projets aluminiers au Zaïre -, ont précipité les

[188] OGEDEP, Rapport annuel 1981, Kinshasa, 1982, p.12, in L'épopée d'Inga, p.205

autorités zaïroises dans une quette frénétique de nouveaux financements extérieurs, une fuite en avant qui n'a fait qu'aggraver l'endettement extérieur de la RD Congo. Cette course irrationnelle vers l'avant et la volonté d'industrialisation à tout prix du pays, ont provoqué un phénomène tout à fait paradoxal. En effet, comme le constate L. V. Thomas[189]: *"Le moins que l'on puisse dire est que nous sommes en présence d'une situation franchement paradoxale. Il est loisible en effet d'affirmer avec égale vérité que l'Afrique est sous- développée parce qu'elle est sous-industrialisée et que l'industrialisation (qui s'y produit) continue à installer le sous-développement."*

Des sommes considérables ont été englouties au Zaïre de Mobutu dans des réalisations qui n'ont jamais tournées en leurs pleines capacités (Inga I et II, la ligne de haute tension Inga-Shaba, la Sidérurgie de Maluku, la CINAT, la SOZIR, la COMINGEM, l'aéroport international de Kisangani, la SODIMIZA, le barrage de Mobayi), et aussi dans des projets qui n'ont pas franchis l'étape des études de faisabilité (P2 ou P570 de la Gécamines, les projets aluminiers, le CFMK, le port en eau profonde de Banana, etc.).

La structure actuelle de l'économie de la RD Congo, fait que ce pays risque encore de rester pour longtemps un État rentier, dépendant presque exclusivement de l'exportation des produits miniers. La course aux contrats d'exploitation des mines que disputent les grandes firmes minières internationales dans la nouvelle République Démocratique du Congo, n'est pas pour renverser cette tendance.

A partir du milieu des années soixante-dix, l'économie du Zaïre est secouée par la perte du pouvoir d'achat des exportations, les deux chocs pétroliers, l'envolée de la dette extérieure, ainsi que le déficit chronique du budget de l'État. Ces déséquilibres économiques et financiers, l'absence de politiques économiques rationnelles et réalistes en matière d'endettement extérieur et l'alourdissement du service de cette dette extérieure, ainsi que le poids des programmes d'ajustement structurel ont paradoxalement favorisé le recours intensif à des nouveaux emprunts extérieurs contractés pour régler les emprunts précédents. Le pays est ainsi tombé dans le cycle infernal de la dette.

[189] L.V. Thomas, Spécificités socioculturelles et industrialisation : l'exemple négro-africain, in Abdel-Maled, Spécificité et théorie sociale, Paris, 1971, p396.

Pour mieux cerner l'ampleur de l'endettement de la RD Congo, il nous semble utile de nous replonger dans l'histoire coloniale de ce pays.

VII.1. ORIGINE DE LA DETTE EXTÉRIEURE DE LA RD CONGO

Nombreuses études sur la dette du Congo font abstraction de la véritable origine de l'endettement extérieur de ce pays. Les emprunts (environ 800.000.000 FF, soit 121.951.000€) contractés par Léopold II entre 1885-1890 auprès du Parlement belge ainsi que les 145.500.000 FB - versés par la Belgique au Roi des belges, lors de cession de la colonie en 1908 - furent imputés au Congo. Mais, les premiers emprunts réellement contractés par le Congo-belge remontent aux années 1936-1937 (tableau 27).

Tableau 27 – EMPRUNTS de 1936-1937.

Année des emprunts	Taux	Montant en francs congolais	Échéance du contrat convenu	Échéance du contrat réel
1936	4%	1 446 788 000	1981	1965
1937	3,5%	1 000 000 000	1997	1965
1937	4%	1 000 000 000	1997	1965

Source : Bulletin officiel du Congo, 1935, p.1941 et 1937, p.1992.

A ces emprunts, se sont ajoutés les emprunts (6.000.000.000 FB) contractés auprès de la Banque Mondiale entre 1951 et 1960, ainsi que les emprunts en francs suisses (2.688.000.000 FB) et les emprunts Morgan (2.000.000.000 FB), retracés dans les tableaux 28, 29 et 30.

Une étude du CADTM[190] souligne que : *" la dette publique du Congo-belge s'élevait en 1949 à 3,7 milliards de francs (principalement en francs belges et une partie en francs congolais). En 1950, c'est-à-dire 10 ans avant l'indépendance, le pouvoir colonial avait adopté un plan décennal de « développement » représentant ses propres intérêts et comme celui-ci*

[190] L'étude du CADTM, citée par Musimbi Michel, in pp. 16-17.

n'avait pu être mené à bien, le pouvoir colonial avait été chercher de l'argent partant pour compenser un déficit qui allait mener à la faillite. Tous ces emprunts faits dans l'intérêt du pouvoir colonial avaient été transférés au Congo à peine indépendant, ce qui est totalement interdit par le droit international."

« Une étude minutieuse de la situation comptable congolaise des 10 dernières années précédant l'indépendance montre que le Congo déboursa plus de 64 milliards de francs pour financer ce plan de " développement ", dont les résultats furent les suivants :

- *L'augmentation démesurée de l'endettement public : la dette publique passant en moins de 10 ans, de 3,7 milliards à 46 milliards (35 milliards à LT et MT, 11 milliards à CT) ;*
- *Une succession de budgets ordinaires déficitaires à partir de 1957 ;*
- *Une inflation qui prit des proportions catastrophiques en 1959 entraîna la diminution progressive de la couverture en or et devises de la monnaie fiduciaire et aboutissant, le 29 juin 1960, à l'épuisement quasi-total de cette couverture, ainsi que la dépréciation de la monnaie représentant une perte de 90% de la valeur du franc congolais ;*
- *La faillite totale de la trésorerie ;*
- *La fuite massive des capitaux vers la Belgique. »*[191]

[191] Musimbi Michel Mbu Misch, La dette des pays pauvres très endettés : une menace pour la protection des droits sociaux à l'ère de la mondialisation – étude du cas de la RDC, 2006-2007, pp.16-17.

Tableau 28 – EMPRUNTS AUPRES DE LA B.M.

Date de l'emprunt	Taux	Montant en $	Montant en FB	Affectation	Date de l'échéance
04/01/1951	5%	40 000 000	2 000 000 000	Transport	1976
27/11/1957	6,0%	40 000 000	2 000 000 000	Plan décennal	15/02/1976
30/03/1960	6,0%	7 000 000	350 000 000	Agriculture	01/04/1974
30/03/1960	6,0%	20 000 000	1 400 000 000	Transport	01/04/1974
29/03/1960	6,0%	5 000 000	250 000 000	Transport	01/04/1974
TOTAL		**120 000 000**	**6 000 000 000**		

Source BIRD, Annuel Report, 1950-1960.

Tableau 29 – EMPRUNTS EN FRANCS SUISSES

Date de l'emprunt	Taux	Montant	Montant en FB	Affectation	Date de l'échéance
1950	4%	55 000 000	630 000 000	Buget 1950	1970
1952	4%	60 000 000	690 000 000	Buget 1952	1976
1953	4%	60 000 000	684 000 000	Buget 1953	1976
1956	4%	60 000 000	684 000 000	Buget 1956	1976
TOTAL		**235 000 000**	**268 000 000**		

Afin de couvrir les dépenses extraordinaires prévues au budget de 1958, l'arrêté royal du 19 juillet 1958 autorisa un emprunt de 2 milliards de francs congolais ou belges au taux de 5,5%. L'emprunt était remboursable en dix ans à partir du 1er mai 1964 (pendant l'époque coloniale : 1FC=1FB ; ndlr.).

Tableau 30 – EMPRUNTS MORGAN (en dollars)

Date de l'emprunt	Taux	Montant en $	Montant en FB	Affectation	Date de l'échéance
30/10/1959	5,5% *puis* 5,75%	20 000 000	1 000 000 000	Plan décennal	1964
18/03/1960	6%	20 000 000	1 000 000 000	Plan décennal	1964
TOTAL		**40 000 000**	**2 000 000 000**		

Source : Musimbi Michel, op, cit, p.18

Les événements qui ont suivi l'indépendance du pays et le poids de ces emprunts de l'époque coloniale, sont à l'origine de difficultés financières de l'État postcolonial, et cela malgré la croissance que son économie allait connaître entre 1967 et 1974.

Ce véritable handicap du jeune État indépendant se justifie par l'attitude paternaliste belge, qui a transféré les dettes contractées pour l'exploitation de ce territoire, tout comme pour des dépenses réalisées en Métropole. Ce qui est bien illustré dans ces propos de Toussaint : *« Les prêts odieux aux métropoles coloniales ont été légués comme un boulet aux jeunes nations indépendantes. Dans le cas du Congo, les millions de dollars qui ont été dépensés pour des projets décidés par le pouvoir colonial ont presque totalement été dépensés par l'administration coloniale du Congo sous forme d'achat de produits exportés par la Belgique. Le Congo belge a reçu en tout 120 millions de dollars de prêts (en 3 fois), dont 105,4 millions qui ont été dépensés en Belgique. Ces prêts qui n'ont servi que les intérêts de la Belgique constituaient un véritable tour de passe-passe aux dépens de Congo et ses populations »*[192].

Cette attitude de la Belgique rappelle également celle des milieux d'affaire belges, lors de la Table ronde économique (avril-mai 1960). Ce qui a privé le Congo indépendant des capitaux importants, qui lui aurait permis d'amorcer un véritable processus de développement économique et social.

Au-delà des approches théoriques qui imputent les causes de l'endettement à l'importance des déficits internes (épargnes moins investissements) ou externes (balance

[192] Toussaint Eric, Banque mondiale, le coup d'Etat permanent. L'agenda caché du consensus de Washington. CADTM/Syllepse, Paris, 2006, p. 41

courante) – ce qui en partie, et en partie seulement, est pertinent –, l'analyse empirique de la structure de l'économie du Congo-Kinshasa, montre les limites de cette explication. En effet, l'analyse de projets industriels réalisés dans ce pays montre que le recours à l'endettement extérieur a commencé entre 1970 et 1975, c'est-à-dire au moment où les cours du cuivre et métaux associés étaient très élevés. Pendant cette période de hausse cuprifère les recettes publiques étaient abondantes ; les bailleurs de fonds et l'élite congolaise misaient alors sur le gage du sous-sol de ce pays, pour faire face à cet endettement extérieur. De plus, en cette époque de guerre froide, la RD Congo, avec sa position géostratégique ainsi que l'image de stabilité politique formelle, constituait une destination attractive pour des prêts et investissements étrangers .

Le Zaïre a pu bénéficier de conditions exceptionnelles pour obtenir les financements de ses projets industriels, grâce à l'intervention des instances de coopération internationale. Ainsi par exemple les emprunts américains (dans les cas d'Inga-Shaba, des projets aluminiers), belges (pour le projet de la « Voie nationale ») et français (pour la « Voix du Zaïre », stations terriennes de télécommunication, le projet du port en eau profonde de Banana), ont été appuyés directement par le Département d'État, par le gouvernement belge (souvent après chaque réchauffement des relations diplomatiques) et par le Quai- d'Orsay.

La situation de surliquidité internationale créée par le recyclage des pétrodollars et le bas niveau des taux d'intérêt sur le marché mondial, ont permis au Zaïre d'emprunter massivement (à partir de 1974), sans compter sur ses réelles possibilités de remboursement. Les bailleurs de fonds et ce pays n'ont pas su anticiper le renversement de tendance des marchés financiers, et surtout n'ont pas tenu compte des effets du premier choc pétrolier et de la zaïrianisation (dans la même année 1973), sur cette économie rentière.

L'effondrement des cours du cuivre et métaux associés en 1975 et la crise qui s'en est suivie, ont poussé le Zaïre à recourir au financement extérieur pour pallier aux déséquilibres de sa balance des paiements. L'étude des tableaux 30 et 31 est éloquente sur ce point. Ces

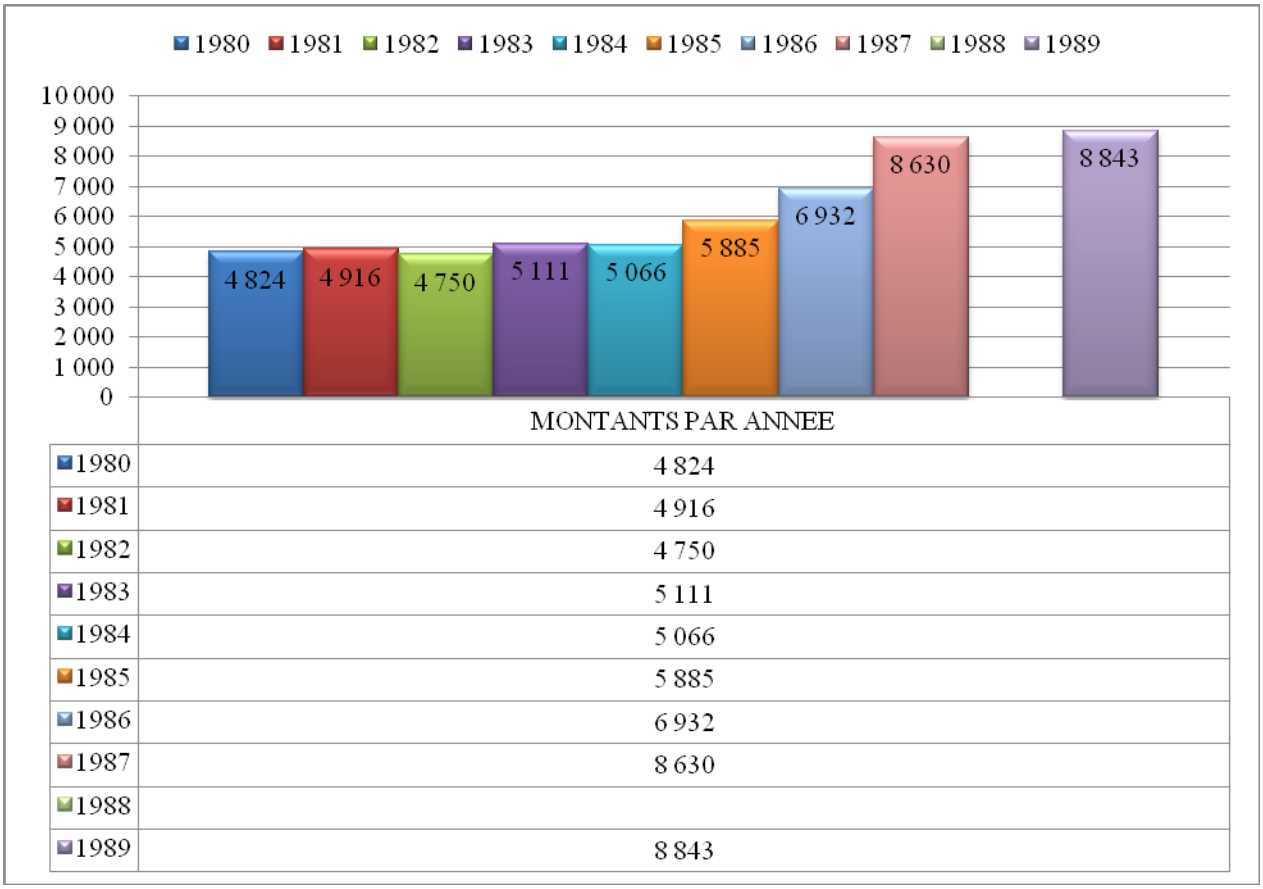
emprunts, comme l'ont constaté Valier et Salama[193] : *"vont permettre de financer l'essor d'une accumulation du capital dévoreuse de devises, c'est-à-dire induisant une forte augmentation des importations de biens d'équipement et des produits intermédiaires. "* Au Zaïre, ces emprunts, hormis les détournements, ont été affectés surtout sur des projets onéreux sans réel impact pour l'économie du pays. Ce qui a fait dire à MUBAKE[194]: " *Avant la pénurie de moyens de paiements extérieurs, l'État se trouve incapable d'entretenir et maintenir ces machines trop sophistiquées et est obligé finalement à signer des nouveaux accords de « coopération » avec les pays qui ont installé ces entreprises. Ceci signifie tout simplement que le pays continuera à recevoir les matières et pièces indispensables sans payer au comptant. C'est la situation que nous connaissons avec Inga-Shaba, Sidérurgie de Maluku, CCIZ, la Cité de la Voix du Zaïre, etc. Des emprunts (improductifs) deviennent (ainsi) créateurs des nouveaux emprunts. Le cercle est difficile à briser dans la logique actuelle de la politique économique du Zaïre. "* Ainsi, la fin des années 70 - début des années 80- s'est caractérisée par l'alourdissement de la dette par rapport aux projets productifs. Le pays emprunte dès lors, pour assurer le service de sa dette extérieure, et non pour financer des projets productifs. Comme dans le cas de pays d'Amérique latine, étudié par SALAMA et VALIER, le service de la dette congolaise se gonfle au moment même où ses revenus d'exportation se tarissent à cause de la baisse des prix du cuivre (1975) consécutive à l'apparition des produits de substitution (apparition de la fibre optique pour supplanter le cuivre). Malheureusement, c'est au cours de cette même période que s'est développée la fuite des capitaux.

N'ayant pas su réagir promptement au renversement de la conjoncture cuprifère en 1975, le Zaïre a opté pour une solution de facilité en s'endettant toujours plus à l'étranger, pour importer des biens de consommation ou les matières premières pour son outil industriel. Ce financement partiel de ses déficits par les emprunts extérieurs, allait conduire inexorablement à l'alourdissement de sa dette extérieure, et surtout au quasi-doublement du ratio du service de cette dette. Ce qui expliquerait les deux milliards de dollars d'arriérés qu'il doit à ses créanciers. Contrairement à ces pays, qui ont su instaurer, par exemple le maintien d'une rémunération

[193] Salama P. et Valier J., L'économie gangrenée, Edition La Découverte, Paris, 1990, p.19.
[194] Mubake Mumeme, Programme de redressement des déséquilibres fondamentaux de l'économie zaïroise (1976-1977), Cahiers Economiques et Sociaux, Vol. XXI et XXII, n° 1 et 2, décembre 1978-mars 1979, p.471.

satisfaisante de l'épargne au moyen de taux d'intérêts réels positifs, le développement des établissements financiers et de l'existence de débouchés intéressants pour l'investissement privé ; le Zaïre n'a pas su non plus assurer une bonne mobilisation des ressources. N'ayant pas su réagir promptement au renversement de la conjoncture cuprifère en 1975, le Zaïre a opté pour une solution de facilité en s'endettant toujours plus à l'étranger, pour importer des biens de consommation ou les matières premières pour son outil industriel. Sa dette extérieure s'est alourdie, si bien que le ratio du service de la dette a doublé.

TABLEAU 31 : DETTE EXTÉRIEURE TOTALE DU ZAÏRE



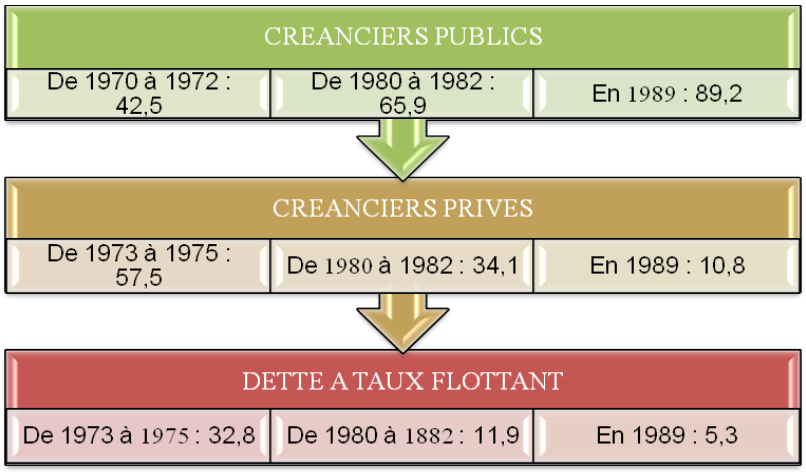
	MONTANTS PAR ANNEE
1980	4 824
1981	4 916
1982	4 750
1983	5 111
1984	5 066
1985	5 885
1986	6 932
1987	8 630
1988	
1989	8 843

Source : PNUD / Banque Mondiale ; Données économiques et financières sur l'Afrique 1968, p.92

(1) Pour 1989, Banque Mondiale, rapport annuel 1991, p. 266.

Tableau 32 : COMPOSITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE DU ZAÏRE.

(Pourcentage du total de la dette à long terme)



Source : Banque Mondiale, le Rapport sur le développement dans le monde 1991, p.213,

Contrairement aux pays, qui ont assuré une rémunération satisfaisante de l'épargne au moyen de taux d'intérêts réels positifs, développé leurs établissements financiers, et pu mobiliser les ressources nécessaires au financement de l'investissement privé ; le Zaïre n'a pas su mobiliser des ressources. En Asie par exemple, *« Les entrées de capitaux extérieurs ont constitué une source importante de financement, mais 80 à 85 % de l'investissement brut proviennent depuis quelques années de l'épargne intérieure. D'une manière générale, au moins un quart des revenus engendrés par le processus de la croissance vient grossir l'épargne.* »[195] Au Zaïre, les bakchichs engrangés lors de conclusion des contrats sont partis dormir dans les coffres-forts de pays capitalistes développés.

Pourtant, le Zaïre de Mobutu, a bénéficié de conditions exceptionnellement favorables en matière d'endettement extérieur, dans les années 70, ainsi que le rappelle Willame[196] : *"Les termes et les conditions des prêts bancaires consentis au Zaïre ont été en effet beaucoup plus favorable là que partout ailleurs en Afrique. Entre 1970 et 1976, au Zaïre, le taux moyen d'intérêt des prêts s'est situé autour de 6,9 % (ailleurs, il était de 2,6 %) ; l'échéance de remboursement était portée à 4,4 années (ailleurs, à 7 à 8 ans) ; et l'élément de libéralité était de 20,6 % (ailleurs : 57,2 %). "*

Profitant de l'attractivité de ses ressources minières, de sa situation géopolitique et d'un environnement financier international favorable (surliquidité bancaire, eurodollars, faibles taux d'intérêt, dépréciation du dollar) : le Zaïre s'est endetté sur le marché international, sans compter sur ses réelles capacités de remboursement.

Le premier choc pétrolier (1973), les déséquilibres provoqués par la mesure de la zaïrianisation (1973), la baisse des cours du cuivre à partir de 1975, la surévaluation de la rentabilité des projets envisagés/engagés au Zaïre dans les années 70, le second choc pétrolier

[195] Parvez Hassan, L'ajustement aux chocs extérieurs, pourquoi les pays de l'Asie de l'Est ont mieux réussi que les autres PVD ? Finances et Développement, décembre 1984, p. 15.
[196] Willame J.C, L'épopée d'Inga – Chronique d'une prédation industrielle, p.215

pétrolier (1979), la récession économique et le poids de programme d'ajustement structurel des années 80 ; ont provoqué l'alourdissement de sa dette extérieure. Toutefois le Zaïre continua à attirer des fonds et à bénéficier des rééchelonnements de sa dette extérieure, afin de poursuivre la réalisation et les études de ses projets dispendieux. Les facilités exceptionnelles dont a bénéficié le Zaïre de Mobutu s'expliquent aussi par le fait que "*Dans les milieux proches de Clubs de Paris, on avait déclaré que le « Traitement exceptionnel » réservé au Zaïre ne signifiait nullement que les mêmes seraient étendues à d'autres pays débiteurs.* "[197] Ce pays a bénéficié de plusieurs rééchelonnements de ses dettes publiques et commerciales, auprès des Clubs de Paris et de Londres.

En poursuivant, à tout prix, la réalisation des projets liés à Inga (Inga-Shaba, SMTF, SODIMZA, projets aluminiers, projets d'un port en eau profonde à Banana, CFMK), le Zaïre et les courtisans-rabatteurs ont négligé le fait que, faute d'infrastructures de base, tout investissement, pour être rentable, nécessite la réalisation des projets annexes et donc de nouveaux emprunts. Or la réalisation de ces nouvelles infrastructures, risque de ne pas avoir un impact immédiat pour le pays. La « zaïrianisation » a contribué à gonfler encore la dette du Zaïre . Celle-ci, initialement privée, est devenue par la suite publique, du fait de la substitution de l'Etat aux bénéficiaires de cette mesure, ou « acquéreurs ». Face à l'insolvabilité de ces derniers; l'Etat fut obligé de se substituer aux acquéreurs pour indemniser les anciens propriétaires. Pour ce faire, il a dû signer des protocoles d'accord avec leurs pays d'origine, notamment l'Allemagne, la Belgique, la Grèce et le Portugal. Ainsi, au mois d'octobre 2010, le gouvernement congolais s'est engagé d'apurer les arriérés – estimés à environ 5 millions de dollars US -, dus à des créanciers commerciaux et des anciens propriétaires des biens zaïrianisés en 1973.

L'accroissement de l'endettement extérieur qui a suivi ces pratiques irrationnelles, a fait que le Zaïre - dont la dette extérieure est estimée aujourd'hui à 14 milliards de dollars - fait partie de quatre grands débiteurs du continent Africain Notons cependant que la valeur absolue de la dette totale de l'ASS ne représentait à peine que 13 % de l'endettement total des pays en voie de développement ; c'est-à-dire 172 milliards de dollars en 1992.

[197] Susan George, Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde, p. 42.

L'autre spécificité de la dette extérieure de la RD Congo, est que : *« Les prêts financiers et commerciaux ont été couverts – subsidiés serait le terme le plus correct – par les organismes publics (ou semi-publics) d'assurances, qui ont fait face à un État en cessation de paiement qui est passé maître dans les manœuvres de retardement en matière de remboursement de ses dettes.»*[198] Tels furent les cas de l'Eximbank pour les financements USA, le Ducroire pour les interventions financières belges, le COFACE pour la France, Hermès pour l'ex-RFA, le SACE pour les financements de l'Italie.

La fuite en avant, l'absence de politique de gestion de la dette extérieure, l'alourdissement du service de cette dette et des arriérés, les recours aux nouveaux emprunts pour assurer le service de la dette, les multiples rééchelonnements de cette dette extérieure, les prodigalités et les fourberies du régime Mobutu font partie des nombreuse tares que le Congo a hérité de ce régime prébendaire et autocratique. En effet, après trente-deux ans de règne sans partage de Mobutu, *""La population supporte les conséquences de sa gestion désastreuse. On imagine mal un pays pourvu d'une telle abondance de richesses naturelles et plongé dans un tel marasme. Dans ce pays, qui n'a pour ainsi dire pas connue la sécheresse, les terres agricoles sont fertiles. Le sous-sol est riche : on y trouve d'importants gisements de cobalt, de cuivre, ainsi que des diamants et d'autres minerais rares. Les forêts y sont encore très étendues et les fleuves, qui constituent un excellent réseau de communication, sont aussi une source considérable d'énergie hydro -électrique. "*[199]

Cette situation « exceptionnelle » allait changer dans les années 80, avec la récession économique, et surtout à cause de l'alourdissement du service de la dette et du non-respect de ses engagements envers ses créanciers. En effet, le début des années 80 est marqué par un revirement sur le marché des financements internationaux, provoqué par le changement de la politique économique américaine. Vu les difficultés évidentes du respect des échéances de sa dette extérieure, le Zaïre ne pouvait-il pas limiter ou éviter des nouveaux emprunts ? Comme

[198] Willame J.C., op, cit, p.211.
[199] Susan George, Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde, p.159

Mubake[200], nous pensons que : *" La limitation des nouveaux emprunts est impossible avec la structure actuelle de l'économie. Car, un ensemble d'entreprises publiques réalisées grâce à des crédits extérieur, exigent pour leur fonctionnement normal, un recours aux matières premières, pièces de rechange et personnel technique d'origine étrangère. "* De plus, la RD Congo doit aussi emprunter pour pallier au déficit du secteur agricole vivrier.

Avant de souligner les rôles joués par les acteurs externes (prêteurs) et internes (décideurs congolais) et d'analyser les conséquences de cette politique irrationnelle, en matière d'endettement extérieur, nous présenterons quelques approches théoriques des limites de l'endettement.

VII.2. ANALYSE DE LA DETTE EXTÉRIEURE : APPROCHES THÉORIQUES

Lorsque l'on analyse la dette du Zaïre, il est nécessaire de tenir compte de quelques spécificités : absence de marché financier, structure économique de type rentier, basée sur les revenus de quelques rares produits primaires, principalement les produits miniers.

Pour faire face au renversement de tendance des cours des produits d'exportation (particulièrement ceux du cuivre à partir de 1975), aux déficits chroniques des finances publiques, au financement de projets dispendieux et d'études de factibilité de projets qui n'ont jamais vu le jour, les autorités congolaises de la deuxième République ont chargé le pays d'un lourd endettement extérieur. Pourtant la récession économique des années 80, la détérioration des termes d'échange, la chute des flux de capitaux privés, le transfert net négatif de capitaux, l'absence de l'outil de production, la sous-productivité d'Inga et des projets annexes, devaient plutôt inciter à la prudence ou éviter leur poursuite. Les décideurs congolais auraient du, dès le début des années 80, chercher à revenir à un niveau d'endettement supportable.

Pour être crédible, afin de pouvoir bénéficier des emprunts étrangers, le pays demandeur doit réunir certaines conditions : liquidité et solvabilité (conditions que le Zaïre, depuis le milieu des années 70, n'avait plus les moyens de réunir). En s'endettant à une époque

[200] Mubake Mumeme, art, p, cit, p.470

donnée, l'État reporte des charges sur les générations futures, en espérant que celles-ci bénéficieront des retombées des investissements réalisées à cette époque : cette espérance est bien loin d'avoir été la préoccupation de la bourgeoisie autocratique et prébendaire, qui dirigeait la seconde République.

Pour faire face à l'insuffisance de l'épargne intérieure et à la carence des finances publiques, et donc à l'impossibilité des investissements internes : le recours à un certain niveau d'endettement semble « légitime », à condition que les investissements correspondants puissent réellement permettre la réalisation progressive des droits économiques et sociaux au profit de la population. Il n'existe donc pas de limite préétablie à l'endettement global d'un pays, si ses emprunts internationaux convenablement investis permettent de créer suffisamment de richesses pour exporter et se procurer ainsi les devises nécessaires aux remboursements des dettes contractées. Or, les banquiers internationaux ne s'inquiéteront que fort tardivement de la solvabilité du Zaïre, et cela malgré les mises en garde de Edwin BLUMENTHAL. La dette extérieure allait donc devenir un poids insupportable pour ce pays. Par conséquent les charges de son service n'ont fait que creuser les déficits des finances publiques, qui ne pouvaient être financés que par des nouveaux emprunts étrangers.

L'enchaînement de l'endettement peut être retracé par les deux relations suivantes :

$$B_t = D_t + B_{t-1} \quad (1)$$

$$D_t = DP_t + 2\ B_{t-1} \quad (2)$$

$$D_t = G_t - T_t + rB_{t-1} \quad (2 \text{ bis}).$$

Où B_t = encours nominal de la dette en fin de période.

D_t = déficit budgétaire total pour la période t.

DP_t = déficit primaire (avant les intérêts de la dette publique)

G_t = dépenses publiques

T_t = recettes publiques

r = taux d'intérêt apparent sur la dette (r = INT/Bt-1, où INT) représente les versements totaux d'intérêt durant la période considérée.

Comme l'ont fait remarquer Jacquemot et Raffinot[201]*;" Les équations qui précèdent excluent le remboursement du principal de la dette publique. Ceci suppose que l'on trouvera toujours de nouveaux fonds à emprunter pour financer le remboursement de capital, du moment que le service des intérêts est ponctuellement assuré (une hypothèse qui correspond généralement au fonctionnement de marchés financiers).*On considère de plus que la totalité du déficit budgétaire est financée par endettement, ce qui est exact si le financement monétaire par la Banque centrale peut être assimilé à une dette qui engendre le paiement d'intérêts. Mais on ne prend pas en compte ici les conséquences inflationnistes qui peuvent conduire l'État à bénéficier d'une réduction de l'encours de sa dette réelle, pour la partie libellée en monnaie nationale (financement par taxe inflationniste ou par « Seigneuriage »).

Salama et Valier[202] ont observé que "*L'essor ; dans les années 70, de la dette extérieure, fut suscité aussi bien par le comportement des prêteurs que par celui des emprunteurs."* L'essor de la dette extérieure congolaise dans les années 70 ne peut s'expliquer que par la corruption des autorités zaïroises confrontés à des courtisans rapaces, intermédiaires, conseillers, bureaux d'études, firmes et banques étrangères complaisantes.

Nous allons analyser les causes du gonflement de la dette et les conséquences de l'alourdissement du service de la dette sur cette économie rentière, exposée aux fluctuations des prix sur le marché mondial.

VII.3. LE GONFLEMENT DE LA DETTE ET L'ALOURDISSEMENT DU SERVICE DE LA DETTE DANS LES ANNEES QUATRE-VINGTS.

A- LE GONFLEMENT DE LA DETTE CONGOLAISE.

Conséquence des avantages et faveurs dont a bénéficié le Zaïre, ainsi que l'absence d'une politique réaliste en matière d'endettement extérieur et d'investissement étranger ; c'est le gonflement de la dette extérieure congolaise, à partir de 1975-1976.

[201] Jacquemot P. et Raffinot M., La nouvelle politique économique en Afrique, p. 238.
[202] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, p.17

Le gonflement de la dette extérieure et la détérioration des termes de l'échange de produits primaires, depuis les débuts des années 80, les incessantes interventions des Institutions de Bretton Wood (depuis le milieu des années 70), mais et surtout, les stratagèmes des autorités zaïroise - servant à gagner du temps et reporter à plus tard ses engagements face aux bailleurs de fonds -, sont à l'origine de la montée des arriérées, et par conséquent de l'alourdissement du service de la dette extérieure du pays.
Le non politique en matière d'endettement et les dols (dénoncés dès 1982, par Edwin Blumenthal) prédisaient le fait que le Zaïre n'avait nullement l'intention d'honorer ses promesses. L'accumulation des impayées, depuis la fin de l'année 1975 et le début 1976, a provoqué la méfiance de certains créanciers, investisseurs et bailleurs de fonds officiels.

L'analyse des projets dits des « Grands travaux » permet de dégager l'implication personnelle du Président Mobutu et de son bureau, dans leurs négociations. Cette analyse montre que, les raisons politiques et personnelles ont prévalues sur les considérations économiques, sociales ou culturelles. Les cas d'Inga I et II, de la Cimenterie nationale du Zaïre, des projets miniers du Shaba (SMTF, SODMIZA), illustrent bien cette situation. Ainsi par exemple, malgré son coût exorbitant, la longue distance qu'elle allait couvrir, mais surtout par l'absence de station de conversion tout au long de son parcours ; la ligne de haute tension Inga-Shaba n'a été installée que pour mieux contrôler les intentions sécessionnistes du Shaba (Katanga). En plus de cette irrationalité économique flagrante et des colossales sommes englouties dans ces investissements improductifs, le régime Mobutu, les bureaux d'études, les courtiers-rabatteurs (intermédiaires et consultants), les banquiers, ont été surtout attirés par les commissions léonines que rapportaient ces contrats. Les pratiques de sous-évaluation des leurs coûts réels, ont favorisé les fuites de capitaux et permis l'instauration d'un État prédateur.

La dette extérieure de La RD Congo, liée aux projets industriels, à la militarisation et à l'importation des produits de luxe, n'a pas profité au pays, ni à sa population sensée rembourser cette dette. En effet, comme nous l'explique R. Knieper[203]: *"Si un pouvoir despotique – ce qui fut réellement le cas du régime Mobutu – contracte une dette non pas pour les besoins et*

[203] Knieper Rolf, Transfert de technologies juridiques aux questions de l'endettement, Revue du Tiers-Monde, vol.25, n° 99, juillet-septembre 1984, pp. 672-673

dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat etc., cette dette est odieuse pour la nation, c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contracté, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir. "

Face à la sous-évaluation des coûts des projets industriels réalisés dans les PVD, et donc à l'endettement qu'ils entraînent : *« Il est maintenant juridiquement concevable qu'une obligation de paiement soit supprimée, sans même qu'il y ait mauvaise foi, vol ou négligence ».* En cette matière, comme l'a indiqué Willame[204] : *"L'exemple du litige Klöckner-Cameroun démontre qu'il aurait été/serait aisé pour «un Zaïre idéal» de refuser le remboursement occasionné par certains projets zaïrois (Inga-Shaba, CINAT, Sidérurgie de Maluku) pour des motifs similaires, si non beaucoup plus patents que ceux exprimés dans la sentence arbitrale du CERDI (Centre International pour le Règlement des Différents relatifs aux Investissements). "*

Les duperies, l'incurie, la corruption, le clientélisme - en somme la prédation industrielle organisée par la « Joint-venture », formée et centrée sur le pillage de la RD Congo -, ont mis en danger non seulement les fonds engagés dans ce «Safari industriel», mais surtout font engager la responsabilité des partenaires étrangers et de la bourgeoisie prébendaire. La République Démocratique du Congo pouvait donc solliciter l'application de ce principe de droit public international, acquis depuis les années 20. Car, comme le poursuit R. Knieper[205] : *"S'il existe une obligation de tous les États de contribuer à la justice sociale et à la solidarité internationale, la destination de crédits à des fins clairement improductives devait être qualifié d'odieuse selon (notre) interprétation extensive. En conséquence, ils ne seraient pas à rembourser. Les bailleurs de fonds privés (ou les fournisseurs) qui contribuent au financement de tels projets effectuent dans ce cas un investissement à haut risque. En tant que particuliers, ils ne sont pas tenus à une coopération publique pour le développement, ils doivent cependant s'attendre à ce que le gouvernement évoque l'exception que telle ou telle obligation contractée*

[204] Willame J.C., L'épopée d'Inga –Chronique d'une prédation industrielle, p.203
[205] Knieper Rolf, art, cit,pp 675-676

dans le passé est une dette odieuse et qu'il est, de ce fait, dispensé de l'obligation de remboursement. "

Le recours/application de ce principe pouvait inciter à la prudence des bailleurs des fonds et des firmes étrangères, appelées à vendre leurs technologies dans les pays sous-équipés de l'hémisphère Sud. Il aurait évité de faire porter le poids de l'endettement du pays à la population meurtrie déjà, par l'avidité de dirigeants véreux et corrompus ; tels que ceux qui ont dirigé le Zaïre (pendant 32 ans).
Bien que fondé (possible), le recours à ce principe par la République Démocratique du Congo, pouvait conduire donc ainsi à la répudiation pure et simple de sa dette extérieure ; ce qui n'aurait pas été du goût de ses créanciers. En effet, après la crise de la dette américaine dans les années 1840 (le non remboursement par les USA de ses dettes contractées auprès de créanciers européens) et celle de l'Amérique latine dans les années 20 et 30, les créanciers se sont dotés des moyens d'appliquer certaines contraintes aux débiteurs défaillants.

Il existe en effet de bonnes raisons économiques et sociopolitiques pour que les pays créanciers renoncent au paiement de la dette. Notamment, les débiteurs doivent dégager d'énormes excédents des paiements courants pour payer leurs dettes, or, ces excédents doivent avoir pour contrepartie des déficits de montants égaux chez les prêteurs. Le paiement de la dette nécessiterait une baisse des exportations et une hausse des importations dans les pays du Centre, dont la conséquence serait l'aggravation du chômage. Mais les logiques macro-économiques diffèrent des logiques bancaires.

L'absence de politique de gestion de la dette extérieure au Zaïre de Mobutu, et en Afrique sub-saharienne, a été souligné par Jacquemot et Raffinot[206] : *" La situation africaine se différencie nettement de ce que l'on observe dans d'autres continents. Il est difficile de distinguer une véritable gestion de la dette extérieure dans la grande majorité des pays africains. La plupart du temps, une sorte de « non-politique » conduit à payer ou non, ou coup par coup, tant*

[206] Jacquemot P. et Raffinot M., La nouvelle politique économique en Afrique, p. 246

qu'il reste de l'argent, et à constituer ensuite d'importants arriérés, aussi bien extérieurs qu'intérieurs. "

Au-delà de ce que d'aucun pourront qualifier de mauvaise foi du Zaïre ou du non-respect de ses engagements extérieurs, de ses règlements « Au coup par coup »; la raison principale de cet état de choses, se trouve dans la structure de son économie. Et, tant que la dépendance excessive de ce pays aux ressources naturelles de son sous-sol, dont les fortes fluctuations sur le marché mondial compromettent des prévisions de rentrées des devises à long terme ne sera pas renversée ; les interventions des institutions de la haute finance internationale (FMI et BMI, principalement) et les multiples rééchelonnements auprès des Clubs de Paris et de Londres, ne serviront qu'à éviter la banqueroute et la cessation de paiement dans ce pays. Le renversement de la dépendance peut être obtenu, soit par la diversification des produits d'exportation, soit par la valorisation des investissements consentis et l'exportation des produits des dits investissements (l'exportation du courant d'Inga, par exemple).

Le non prise en compte de cette spécificité de l'économie de la RD Congo met en lumière les limites de remèdes préconisés par les institutions de Bretton Wood ainsi que par les Clubs de Paris et de Londres, pour éviter la faillite de ce pays. Or dès 1975, année où l'on constate les premiers signaux de l'essoufflement de l'économie congolaise, les institutions de Washington (surtout le FMI) et les nombreux bailleurs de fonds, ainsi que les institutions de coopération étrangère ont bon gré, mal gré continué à perfuser l'économie déliquescente de ce pays. Les soutiens aveugles, n'ont fait qu'alourdir sa dette extérieure, ternir son image et sa crédibilité financière, et enfin causer des lourds préjudices aux bailleurs de fonds. L'exemple le plus criant fut celui qu'a connu la Citibank. En effet, face aux risques de banqueroute financière du Zaïre (depuis la fin de 1974) et la quasi cessation de paiement (à partir de 1975); *« Après consultation avec le FMI, il fut convenu en novembre 1976 que le Zaïre, pourrait repousser 85 % de ses remboursements de trois années, et que, moyennant l'application d'un plan de stabilisation mis au point par le Fond, il négociait avec ce dernier un prêt de 110 millions de dollars qui serait affecté au remboursement de ses créanciers privés. En retour, la Citibank commis l'erreur, qu'elle reconnut d'ailleurs plus tard, de promettre au Zaïre un refinancement à*

court terme de 250 millions de dollars au titre d'aide à l'industrialisation.»[207]Cette promesse allait déclencher une autre parade du Zaïre, comme nous l'indique le même auteur*: « une fois cet accord de refinancement(dit roll-over) conclu, le Zaïre décida unilatéralement de réclamer au consortium bancaire un refinancement à long terme et non plus à court terme comme cela avait été initialement convenu : la banque centrale du Zaïre plaça au titre de principal dans un compte bloqué de la banque des règlements internationaux en Suisse, et refusa tout net de la libérer tant qu'elle n'avait pas les 25O millions promis par la Citibank ».*[208]

L'alourdissement de la dette extérieure congolaise est aussi la conséquence de la duperie de certains acteurs étrangers prêts à tout pour vendre les éléphants blancs et obtenir des prêts conséquents auprès des banques dont étaient souvent filiales des organismes qui les employaient. C'est ainsi par exemple, comme l'a indiqué Willame[209] que : *"Les banques étrangères furent aussi prises à rebours pour leur propre myopie et leur manque d'imagination. En matière de placements financiers, elles ne raisonnèrent qu'en termes d'indicateurs en trompe-l'œil qui leur étaient fournis entre autre par les intermédiaires, les consultants, les bureaux d'études etc.: taux de rentabilité interne basé sur des statistiques tronquées, conditions d'exploitation techniquement exceptionnelles des ressources en cuivre justifiant une forte capacité d'endettement, stabilité politique formelle. Certaines banques ont sans doute reconnu que des erreurs techniques avaient été commises – « revolving crédit » de Citibank en 1976, par exemple – mais elles ont continué à se voiler la face pour ne pas la perdre. "*

Les remèdes préconisés par les institutions de Bretton Wood (particulièrement par le FMI) pour faire face à l'alourdissement de la dette, mais surtout au problème des arriérés, montrent le caractère simpliste des visions orthodoxes de ces institutions. Celles-ci croyaient que le rétablissement des équilibres de l'économie zaïroise ne pouvait être atteint que par les respects de ses engagements auprès de ses créanciers. Or, tant que l'économie de la RD Congo restera extravertie, une telle vision nécessitera de nouveaux emprunts extérieurs, et là on rentre à nouveau dans un cycle infernal de la dette où les nouveaux emprunts ne servent qu'à éponger les

[207] Willame J.C., L'épopée d'Inga – Chronique d'une prédation industrielle, p.213
[208] Idem
[209] Ibidem.

emprunts antérieurs. Malheureusement, pour s'attirer les faveurs et les sympathies de bailleurs des fonds potentiels, la RD Congo est obligée d'assumer le remboursement de la dette léguée des autorités de la seconde République.

B- L'ALOURDISSEMENT DU SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE LA RD CONGO (DANS LES ANNEES 80).

Le gonflement de la dette des PVD ayant fait l'objet de nombreux débats, nous-nous contenterons de reprendre quelques positions défendues par certains auteurs, proches de notre sensibilité. C'est ainsi que nous-nous inspirerons, entre autre, des cours et du papier de Guy Pourcet (Centre et périphérie du capitalisme mondial), pour présenter ce point de notre étude.

Au lendemain de son indépendance le Congo a axé son modèle de développement sur celui suivi par les pays capitalistes (avancés). L'industrialisation devint ainsi le leitmotiv de la modernisation, du développement du pays, nouvellement décolonisé. Ce modèle d'imitation n'étant ni assimilé, ni maîtrisé par l'élite locale (de l'époque), et encore moins comprise par la population autochtone - parce que non enraciné dans la culture du pays, ni dans son environnement -, s'est avéré incontrôlable. Il est surtout dévoreur de capitaux, et l'une des sources de l'endettement du pays. Le pays ne disposant pas de capitaux nécessaires pour se payer les nouvelles techniques et des idées venues d'ailleurs, encore moins d'une (réelle) culture technologique ; il a dû donc recourir aux capitaux étrangers pour financer les projets onéreux et dispendieux depuis les débuts des années 70.

Entre 1965 et 1969, *« le stock de la dette extérieure est passé de 32 à 159 millions de dollars. En 1970, on assista à une première rupture dans l'évolution de la dette. En effet, elle est multipliée par 2 en un an passant de 159 à 342 millions de dollars. C'est le début d'un endettement fort. Le Congo qui devient Zaïre en 1971 subit une crise financière sans précédent. En 1973, une deuxième rupture est à remarquer, la dette passe de 670 millions de dollars en 1972 à 1.040 millions de dollars en 1973. Entre 1973 et 1979, la dette augmentera de manière régulière d'environ 700 millions chaque année. DE 1979 à 1983, le stock de la dette augmente peu, le Zaïre essayant d'assurer le service de sa dette. La dégradation économique s'accentue*

pendant cette période. De 1983 jusqu'aux années 1990, la dette publique extérieure augmente d'environ 100 millions de dollars par an »[210].

L'importance du stock de la dette extérieure de la République Démocratique du Congo est bien illustrée dans le tableau 33.

Tableau 33 - LE STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE DE LA RDC

(décembre 2001)

Composition de la dette	Dette en millions USD	Part du total en %	Arriérés en millions USD	Part du total en %
Total	13 879,6	100	10 952,2	100
Multilatéral	3 362,5	24,2	1 806,2	16,5
Groupe BM	1 359,7	9,8	317,6	2,9
BIRD	128	0,9	128	1,2
IDA	1 231,7	8,9	189,6	1,7
BAD	1 186,3	8,5	785,9	7,2
FMI	502,9	3,6	502,9	4,6
UE	168,1	1,2	79,6	0,7
Bilatéral et Cial.	10 380,4	74,8	8 982,3	82,2
Club de Paris	9 779,6	70,5	8 486,4	77,7
Autres Bilatéraux	435	3,1	346,8	3,2
Commercial	165,8	1,2	149,1	1,4

Source : FMI (2003)

[210] BOURGY Myriam, Les années Mobutu jusqu'à la chute du mur de Berlin (1965-1989), l'accroissement exponentiel d'une dette odieuse, in A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise. CADTM-Liège, 2007, p. 15

Entre 1971 et 1980, l'encours de la dette du Tiers-Monde s'est accru de 86 à 810 millions de dollars. Cet accroissement de la dette résulte des ***prêts bancaires***, et spécialement des ***crédits à l'exportation*** qui représentent 60% de l'endettement. Il n'existe pas de limite préétablie à ***l'endettement global*** d'un pays si ses emprunts internationaux convenablement investis permettent de créer suffisamment des richesses ***pour exporter et se procurer ainsi les devises nécessaires aux remboursements ;*** c'est pourquoi les banquiers internationaux ne s'inquiéteront que fort tardivement de la solvabilité des Etas emprunteurs. Mais les ratios d'endettement accusent une détérioration sensible dès 1975 : le service de la dette s'élève de 11,3% à 18 % du montant des exportations entre 1975 et 1981 pour l'ensemble du Tiers-Monde ; au Brésil et au Mexique, dès 1979, le service de la dette atteint respectivement 65,6% et 74,8% des exportations. La pratique des crédits renouvelables (Roll over) permet aux emprunteurs de s'endetter pour payer leurs dettes. Les « coefficients de roll over » (service de dette / encours) s'élève de 14% à 21% entre 1975 et 1981, indiquent qu'une part croissante de l'endettement est consacré au service de la dette précédente.

Face au lourd service de la dette extérieure, si le pays doit honorer ses échéances : *«Il s'ensuivra que l'investissement public sera quasi nul pendant plusieurs années et qu'une génération de la population du pays sera en quelque sorte sacrifiée.»*[211]

Avant de se pencher sur le service de la dette extérieure de la RD Congo, il nous semble utile d'évoquer l'environnement économique et financier dans les années quatre–vingt. En effet, le début des années 80 est marqué par un revirement brutal sur le marché des financements internationaux, dont les causes se trouvent dans le gonflement de la dette du Tiers-Monde et dans le changement de la politique économique américaine.

Les conditions de l'endettement étant la stabilité du coefficient de roll-over et du taux de service, l'accroissement de ces ratios témoigne d'une crise de solvabilité que les banquiers tardent à percevoir. C'est le revirement de la politique américaine qui brisera l'économie d'endettement international. Jusqu'à la fin des années 70, deux tendances avaient stabilisé l'économie d'endettement international : ***la surliquidité internationale et l'inflation*** qui

[211] Susan George, Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde, p. 24

dévalorisait la dette et maintenait des taux d'intérêts réels négatifs. A partir de 1980 ***la politique reaganienne supprime ces stabilisateurs***. R. Reagan pratiqua une politique budgétaire laxiste pour financer la "Guerre des étoiles" et une politique monétaire restrictive pour juguler néanmoins l'inflation. Alors que son laxisme budgétaire engendrait des anticipations inflationnistes préjudiciables à l'épargne, le gouvernement américain lança des emprunts publics, entra en concurrence avec les emprunteurs privés sur les marchés financiers, et fut ainsi flamber les taux d'intérêts. Les "International banking facilities" permirent d'attirer les capitaux vers l'économie américaine, le dollar s'apprécia sur le marché international des changes ; exprimé en franc français, le cours du dollar doubla, passant de 4,5 à 9 francs et plus en 1981. Ces événements, qui provoquèrent une crise déflationniste dans les pays développés, eurent aussi des conséquences désastreuses pour le Tiers-Monde. Les banquiers internationaux resserrèrent brusquement le crédit aux pays sous-développés. Les pays dont la monnaie n'était pas liée au dollar par une parité fixe virent leur dette libellée en dollar subitement gonflée par l'appréciation du "billet vert". **Les taux d'intérêt réels de la dette devinrent subitement positifs sous les effets conjugués de la chute du taux d'inflation et de l'élévation des taux d'intérêt nominaux.** De nombreux investissements qui paraissaient rentables avec les anciens taux d'intérêt s'avérèrent être des gouffres financiers avec les nouveaux.[212] Le service s'accrut tandis que les capacités d'exportation et de remboursement diminuaient. Les pays qui ne pouvaient plus assurer le service de la dette durent demander des rééchelonnements, lesquels leur furent accordés en convertissant les anciens emprunts à faibles taux d'intérêt en de nouveaux emprunts (à plus long terme) à taux d'intérêt élevés. **Dès lors, même en l'absence de nouveaux emprunts, la dette gonfla d'elle-même.**

L'administration de la crise fut confiée au FMI, dont les capacités de prêts étaient fort limitées[213]. Par exemple, au milieu de 1983, les ressources prêtables du Fond s'élevèrent à environ huit milliards de dollars, soit cinq fois moins que les intérêts de la dette latino américaine. Le FMI est plus un gendarme des balances des paiements qu'un bailleur de fonds ;

[212] Oubliant qu'ils sont souvent participés à leur financement, les experts de la Banque Mondiale appelleront ces projets des « Eléphants blancs ».

[213] Rapportées au volume du commerce mondial, les ressources du FMI, diminuent fortement en longue période. Les quotes-parts versées au Fond (qui représente à peu près le ¼ des possibilités de tirage en 1980) ont chuté de 12% à 4% des importations entre 1960 et 1980.

son rôle est d'imposer des politiques d'ajustement structurel aux pays endettés pour assurer les prêteurs internationaux et les encourager à renouveler leurs prêts.

A quelques exemples près, la situation que vont résumer Salama et Valier correspond bien à celle qu'a connu le Zaïre, tout comme d'autres pays en développement, exportateurs des produits primaires, pendant la période en référence. En effet ces deux auteurs, dans le cadre de leur étude sur l'Amérique latine, constatent que dans les années quatre-vingt : *« Le service dû de la dette se gonfle au moment même où les pays qui en supportent le poids subissent, par ailleurs :*

- *une diminution de leurs ressources liées à la baisse du prix des produits primaires durant les années 1980-1987 ;*
- *cette baisse s'explique par la crise, mais surtout par l'essor des produits de substitution et le développement du protectionnisme dans les pays capitalistes développés ;*
- *ainsi que, pour certains produits, par la stratégie d'éviction de quelque nouveaux pays sous -développés producteurs. »* [214]

Contrairement aux pays d'Amérique latine les plus endettés qui ont connu un quasi arrêt des prêts bancaires, à partir de l'éclatement en 1982 de la crise mexicaine, puis des crises argentine et brésilienne ; le Zaïre, avait *"Bénéficié d'une très bienveillante sollicitude de la part de ses créanciers officiels (Clubs de Paris) qui se sont penchés plus de dix fois sur son cas depuis 1976 et ont procédé à des rééchelonnements à des conditions de plus en plus avantageuses. Celui de 1987 fut ainsi une première dans l'histoire de la dette africaine : le Zaïre, obtint en effet un rééchelonnement en capital et en intérêt d'un montant de 884 millions de dollars (17 % de sa dette extérieure), à rembourser dans un délai de 15 ans (au lieu de 10), avec un délai de grâce de 6 années*."[215] Ce pays oubliait qu'un tel rééchelonnement ne pouvait que conduire, à moyen terme, à un alourdissement du service de sa dette extérieure. Or, comme le faisaient remarquer Jacquemot et Raffinot[216] :*" Le service de la dette extérieure constitue une fuite en dehors du circuit économique, de même nature que les importations. Les effets de richesse pour les*

[214] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, pp. 20-21.
[215] Willame J.C., L'automne d'un despotisme, p.77
[216] Jacquemo et Raffinot, in L'automne d'un despotisme, 77

ménages provoqués par la dette intérieure n'existent plus, non plus que les possibilités inflationnistes ouvertes par l'augmentation de la dette ou le passage à un financement monétaire, plus précisément celui-ci peut encore être utilisé, mais il ne résoudra pas le problème de devises, et aura même tendance à l'aggraver. "

Les difficulté du Zaïre à assurer le service de sa dette extérieure et l'insuccès ou l'inefficacité de remèdes préconisés, par les institutions de Bretton-Wood et les bailleurs des fonds sont illustrées par J. C. Willame et l'office de gestion de la dette publique du Zaïre[217] : *«On estimait en 1983 que le rapport service de la dette/ exportation avait dépassé largement les 50 % compte non tenu des rééchelonnements qui sont intervenus en faveur du Zaïre depuis 1978. D'où la conclusion de l'OGEDEP en 1982, et qui reste d'actualité :" Il est improbable que le problème d'endettement auquel le Zaïre devait faire face ces prochaines années puisse être résolu à partir des mécanismes de réaménagements classiques utilisés jusqu'à présent. Même en se basant sur des perspectives à moyen terme les plus optimistes, il est évident que l'endettement du Zaïre préconise une restriction fondamentale. »*

Outre la dette liée aux projets du Big-push (disproportionnés et improductifs), qui représente la moitié, si non 2/3 de la dette totale de la RD Congo ; l'ampleur de l'endettement extérieur de ce pays est la conséquence de facteurs suivants :

- la militarisation effrénée (on peut, aujourd'hui, se demander à quoi a servi cette militarisation, après la débandade des Forces Armées Zaïroises de Mobutu) ;
- la corruption, le clientélisme, la prédation de l'État et la fuite de capitaux ;
- le poids de la facture pétrolière, après les deux chocs pétroliers ;
- les importations de biens d'équipement et manufacturés, mais aussi de consommation (surtout des biens de luxe) ;
- l'importance du taux d'intérêt.

Dès lors, la RD Congo s'est exposée à l'alourdissement du principal et du service de sa dette extérieure, et lorsque les arriérés d'intérêts se sont accumulés ou n'ont plus été remboursés, les institutions financières internationales se sont empressées à mettre en place des réaménagements

[217] Willame J .C, L'automne d'un despotisme, p.79

de la dette afin d'éviter le risque de cessation de paiement. Dans ce cas, les nouveaux emprunts contractés par la RD Congo n'ont servi qu'à payer exclusivement les intérêts des prêts précédents.

En 1991, le Zaïre *« a affecté au service de sa dette 46% du budget national alors que la Santé, l'Education et la Fonction publique réunies ne totalisaient même pas 1% du budget. De fait, ces trois secteurs n'eurent droit qu'à 0,57% de l'enveloppe budgétaire (calculs sur base des rapports annuels de la banque centrale du Congo, MAMIMAMI KABARE[218], et le gouvernement zaïrois à l'époque n'en fut pas moins félicité par le FMI qui de son côté ne considéra apparemment que les 46% versés aux créanciers, en tête desquels le FMI lui-même ! Au vu de tels déséquilibres budgétaires, on peut comprendre aisément pourquoi l'espérance de vie moyenne pour un congolais plafonne autour de 45 ans, près de la moitié de la population congolaise vivant avec au moins de 1$ quotidien ».*

Le Zaïre a bénéficié des conditions exceptionnelles en matière d'endettement extérieur et d'aménagement de celui-ci ; pourtant, le poids de la dette extérieure, et surtout du service de cette dette, est écrasant. En s'endettant inconsidérément pour des projets improductifs, sans engager les réformes appropriées pour changer la structure de l'économie du pays, les dirigeants congolais de la seconde république ont légué à la population appauvrie le fardeau du règlement de leurs errances. Outre la dette liée aux projets du Big-push (disproportionnés et improductifs), qui représentent entre la moitié et les 2/3 de la dette totale de la RD Congo, l'endettement extérieur est la conséquence des facteurs suivants :

- la militarisation effrénée (on peut, aujourd'hui, se demander à quoi a servi cette militarisation, après la déroute et la débandade des Forces Armées Zaïroises de Mobutu) ;
- la corruption, le clientélisme, la prédation de l'État et la fuite de capitaux ;
- le poids de la facture pétrolière, après les deux chocs pétroliers ;
- les importations de biens d'équipement et manufacturés, mais aussi de consommation (surtout des biens de luxe) ;

[218] MAMIMAMI KABARE Prosper, Dette extérieure publique de la RDC, qui doit à qui ?, in Raisons et déraisons de la dette. Le point de vue du Sud. Alternatives Sud, Vol. IX , n° 2-3, L'Harmattan, Paris, 2002, p.166.

.· l'importance du taux d'intérêt.

Le Zaïre s'étant exposée à l'alourdissement du principal et du service de sa dette extérieure, lorsque les arriérés d'intérêts se sont accumulés ou n'ont plus été remboursés : les institutions financières internationales ont réaménagé cette dette pour conjurer le risque de cessation de paiement, de sorte que les nouveaux emprunts contractés par la RD Congo n'ont servi qu'à payer les intérêts des prêts précédents.

A la chute du régime Mobutu (1997), la dette extérieure du pays était estimée à 14 milliards de dollars US. Une telle dette paraît considérable pour certains PVD, mais eu égard aux potentialités de la RDC ; sa dette paraît supportable. Une bonne gouvernance, une bonne gestion de recettes d'exportation et des investissements engagés, auraient pu faire face au poids de la dette et du service de la dette. Ce point de vue est confirmé par bon nombres d'experts ; Jean Claude Willame souligne que : *" Dans une étude plus récente d'un professeur de l'Université de Gand, il apparaît cependant que l'endettement du Zaïre n'est, en fait, pas en lui-même un problème majeur. En effet, la part des paiements d'intérêts par rapport aux recettes d'exportation n'a jamais été supérieure à 11% entre 1975 et 1990"* (cf. Tableau 36).

L'état de délabrement avancé de l'outil de production, le délitement de l'économie, du tissus social (infrastructures routières, portuaires, ferroviaire, écoles, universités, hôpitaux, etc.), nécessitent l'injection de sommes considérables, dont le pays ne dispose pas actuellement. Le gouvernement congolais, qui doit assumer le poids des 14 milliards de dollars, est obligé de renégocier son aménagement, et négocier encore des nouveaux emprunts pour la reconstruction du pays.

VII.4. LES RENEGOCIATIONS ET REECHELONNEMENTS DE LA DETTE EXTERIEURE OU LES NEGOCIATIONS ENTRE LA RDC ET LES CLUBS DE PARIS ET DE LONDRES.

Les mesures de réaménagement de la dette extérieure concernent les réductions d'échéances, les allongements de la période de remboursement, et les possibilités de procéder à des conversions de dettes.

Pour éviter la faillite (l'état de cessation de paiement) de pays débiteurs, la communauté financière internationale a créé deux institutions officielles, que sont le Club de Paris et le Club de Londres. LE CLUB DE PARIS se penche sur les réaménagements des dettes contractées auprès des organismes officiels, communément qualifiées de dettes publiques. Quant au CLUB DE LONDRES, il est constitué par des groupes ad hoc ou steering commitees, et s'occupe des dettes non garanties par les banques commerciales. Pour faire face aux problèmes soulevés par l'illiquidité de pays débiteurs, depuis le milieu des années soixante-dix, les interventions de ces deux Clubs sont devenues incontournables. La RD Congo fait partie des pays dont ces interventions sont devenues récurrentes (Cf. Tableau 33).

En règle générale, les échéances sont repoussées pendant une période donnée (souvent un an, un an et demi). Or la RD Congo, comme d'autres États débiteurs de pays en voie de développement (PVD) ont éprouvé de plus en plus des difficultés de remboursement. Ils sont ainsi soumis à des renégociations annuelles des échéances de leurs prêts réaménagés, qui alourdissent les autres échéances antérieurement dues. Les rééchelonnements se succèdent, sans pour autant que la tendance ne soit renversée, car ces perfusions en aval oublient que les sources de l'illiquidité de cette (ces) économie (s) se trouvent en amont. Tant que la structure de cette économie restera extravertie - basée sur l'exportation des produits primaires sur le marché mondial -, les demandes de réaménagement continueront à se multiplier, sans fin (cf. tableau 33).

Après avoir essuyé un refus de rééchelonnement de 900 millions de dollars par le Club de Paris, au mois de septembre 1986, le Zaïre a décidé de limiter unilatéralement le remboursement de sa dette extérieure en décembre 1986. Pour ce pays, ce remboursement ne devrait plus dépasser 10% de ses recettes d'exportation, alors que jusqu'ici le Zaïre consacrait près des ¾ de ses revenus au remboursement de la dette. Une année après, le Zaïre a bénéficié d'un rééchelonnement en capital et intérêts d'un montant de 814 millions $ (17 % de sa dette

extérieure) à rembourser dans un délai de 15 ans (au lieu de 10), avec un délai de grâce de 6 ans (au lieu de 5). Deux années plus tard, c'est-à-dire en juin 1989, le même Club de Paris fit à nouveau un « Geste » important, en acceptant que le Zaïre figure parmi les bénéficiaires des remises de dette décidées l'année précédente à Toronto (Tableau 34).

Pour les partisans de l'orthodoxie financière, le laxisme légendaire du Zaïre de Mobutu en matière de gestion de sa dette extérieure, tout comme dans la gestion de son économie en général, expliquerait cet insuccès des rééchelonnements à répétition .La récession économique des années quatre-vingt, l'aggravation de la situation économique du Zaïre, et par conséquent celle de ses capacités de remboursement, ont poussé ce pays a multiplier les demandes d'allègement de sa dette extérieure. Les facilités accordées par la communauté financière internationale, suscitaient la curiosité de certains observateurs. Ainsi, au mois de mai 1985 (cf. tableau 34), une publication de la communauté européenne soulignait que : *« le Zaïre a obtenu plus de rééchelonnement qu'aucun autre pays du tiers monde (à l'exception du Togo, également bénéficiaire de 7 rééchelonnements, mais pour une dette 7 fois moindre) »*[219]

[219] Communauté européenne, Le Courrier CEE-ACP, n° 97, mai-juin 1986, dossier spécial sur la dette, tableau des nouvelles prévisions, p.88

.*T*ableau 34 – Les interventions des Clubs de Paris et Londres en RDC.

Année	Type d'allègement	Montant visé en millions USD
1975 *(Club de Londres)*	Rééchelonnement	191
1976 *(Club de Paris)*	Rééchelonnement	-
1977 *(Club de Paris)*	Rééchelonnement	225
1979 *(Club de Paris)*	Rééchelonnement	1 100
1980 *(Club de Londres)*	Rééchelonnement	-
1981 *(Club de Paris)*	Rééchelonnement	464
1982 *(Club de Paris)*	Rééchelonnement	-
1983 *(Club de Londres)*	Rééchelonnement	1 731
1984 *(Club de Londres)*	Rééchelonnement	117
1985 *(Club de Londres)*	Rééchelonnement	406
1986 *(Club de Londres)*	Rééchelonnement	431
1987 *(Club de Londres et Club de Paris)*	Rééchelonnement	814
1989	Annulation + Rééchelonnement (Termes de Toronto)	292
2002	Annulation + Rééchelonnement	4 650

Sources : regroupement établi à partir des différents documents, et particulièrement à partir du MTM n°2308 du 02/02/1990, documents de l'OGEDEP.

Ces réaménagements (à répétition) de sa dette extérieure par le Club de Paris, ont été cautionnés grâce au feu vert donné par le Fond Monétaire Internationale (tableau 35)

TABLEAU 35 - LES RESTRUCTURATIONS DE LA DETTE DE LA RD CONGO AUPRES DES CREANCIERS PUBLICS.

Dates	En Millions de $
1981 (juin)	500
1983 (décembre)	1 497
1985 (septembre)	375
1986 (mai)	430
1987 (mai)	670
1989 (juin) *Plan de Toronto*	884

Source : MTM n° 2308 du 02/02/1990 et L'Automne d'un despotisme, pp.77-78.

Les relations de la RD Congo avec ses créanciers du Club de Londres ont aussi été caractérisées par des non-respects des engagements et par le report des échéances, le Congo invoquant souvent l'irréalisme des conditions de remboursement de sa dette extérieure. Toutefois notons que ; *« Les grandes banques ont toujours été les premières à être remboursées, soit directement, soit au travers du consortium de Londres qui gère les prêts syndiqués du Zaïre, soit encore via les organismes public d'assurance- crédits, en 1992, l'encours des créances bancaires au Zaïre avaient représenté jusqu'à 55 % du total des engagements financiers, aujourd'hui plus que jamais, les démêlés financiers du Zaïre ont pour acteurs principaux des partenaires publics : les retards de remboursements concernent soit des créances dues au FMI qui ne sont, elles, pas rééchelonnables, soit des créances au Club de Paris (c'est-à-dire les*

agents ayant assuré inconsidérablement les errements des investisseurs privés au Zaïre) qui rassemble quelque 70 % de l'ensemble de la dette zaïroise »[220]

En septembre 2002, la dette congolaise due aux créanciers membres du Club de Paris était estimée à 10,3 milliards de dollars US, dont 90% étaient des arriérés accumulés depuis le dernier accord entre ce club et le Zaïre de Mobutu en 1989 .

Face à l'ampleur de l'endettement extérieur de nombreux pays du Sud, certains de leurs créanciers ont, à la fin des années 80, pris des mesures d'allègement de leur dette extérieure. Certains bailleurs de fonds bilatéraux (Canada, France, RFA, Suède) ont commencé à annuler « purement et simplement » leurs créances. Mais depuis 1990, la pratique mise en œuvre est plutôt celle du rééchelonnement de la dette qui permet de réduire le service en allongeant le terme des prêts. Elle tend aussi à augmenter la dette globale. La RDC est depuis lors en rééchelonnement permanent ; on rééchelonne les rééchelonnements. Nonobstant ces incessants rééchelonnements, la dette de la RD Congo n'a cessé d'augmenter. C'est ainsi que le G 8 – initié par Gordon Brown – préconise désormais l'annulation totale de la dette multilatérale des pays les plus pauvres.

La République Démocratique du Congo ne disposant pas d'assez de liquidités, pour sa reconstruction, il doit négocier de nouveaux financements et faire des concessions importantes, c'est à dire accepter une certaine dose d'ajustement ; les créanciers, quant à eux, doivent faciliter des réaménagements plus importants ou annuler une partie de la dette contractée sous le règne de Mobutu. La RDC pourrait-il ne pas payer cette dette ?

L'histoire de la dette non payée montre que les ***débiteurs*** ne peuvent guère répudier leur dette (comme l'ont fait les E.U. dans les années 1840, l'URSS en 1917 ou la Chine en 1949), car le pays répudiateur devrait renoncer pour longtemps aux financements internationaux, et même s'exposerait à des sanctions commerciales. Il est presque aussi dangereux de prononcer des moratoires ; les défaillances généralisées des pays latino-américains (années 1931-1933) ont en effet détourné les flux financiers internationaux de ces pays pendant

[220] Willame J.C., L'automne d'un despotisme, p.78

trente ans. ***Les pays débiteurs*** ne peuvent pas refuser de payer, fut-ce au prix d'ajustement rigoureux comme l'a fait la Roumanie avant la chute de son dictateur. Pour faire obstacle à la répudiation des dettes extérieures, les créanciers menacent. R.P.Mac Namara[221] , alors secrétaire adjoint au Trésor, devant le Forum international de la Chambre de commerce américaine (le 12 octobre 1983), exposait :" *Une répudiation a lieu lorsqu'un emprunteur dénonce unilatéralement ses engagements concernant tout ou partie de sa dette. Dans de telles circonstances, les créanciers saisiraient tous les avoirs du pays à l'étranger, toutes ses exportations à chaque port d'entrée. Sa ligne aérienne ne pourrait plus fonctionner, il ne pourrait plus acheter les biens d'équipements et les pièces détachées dont il a besoin urgent. Dans de nombreux pays, même les livraisons de denrées alimentaires cesseraient. Ce n'est pas un scénario très réjouissant."* Toutefois les armes dont disposent les créanciers, ne sont pas (aussi) facilement applicables. En effet, comme l'ont souligné Jacquemot et Raffinot[222], on sait aujourd'hui que :

- *"La contrainte militaire (« La canonnière ») est aujourd'hui exclue ;*
- *la saisie de certains actifs déposés à l'étranger est une procédure longue, coûteuse, dont l'issue est incertaine ;*
- *l'arrêt de tout financement extérieur, surtout du commerce extérieur, afin de bloquer presque totalement les importations du pays créditeurs : est une sanction difficile à appliquer ; car les banquiers subissent de fortes pressions des fournisseurs et il existe une grande concurrence entre les fournisseurs potentiels;*
- *l'embargo, mesure d'actualité, mais il y a peu de chance qu'un pays en défaut de paiement ne puisse trouver de financement pour son commerce extérieur, dès le moment où il y a de l'argent à gagner. "*

C'est ainsi que même le FMI a renoncé à l'intransigeance depuis 1985, avec le plan BACKER dont la position de principe est de favoriser un « Ajustement par le haut » (la croissance doit permettre d'augmenter les exportations, et de rembourser la dette) plutôt que « par le bas » (la dette doit être remboursée au prix d'une réduction de la demande intérieure).

[221] R.P. MC NAMARA, in Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde, pp.10-103
[222] Jacquemot P. et Raffinot M., op.cit., p. 242

TABLEAU 36 - SERVICE ET INTERETS DE LA DETTE PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS

Années	Exportations (en millions $)	Intérêts dus (% des export.)	Intérêts payés (% des export.)
1978	1 386,65	11,30	6,91
1979	1 929,37	10,11	4,21
1980	2 403,90	11,80	4,49
1981	1 828,80	17,34	9,79
1982	1 684,90	18,70	10,80
1983	1 801,80	16,15	7,39
1984	2 058,90	18,26	11,17
1985	2 012	16,55	4,42
1986	2 022	19,49	4,46
1987	1 972	22,06	3,00
1988	2 366,20	20,88	4,74
1989	2 042,90	18,10	10,82
1990	2 223,30	22,39	7,96

Source : Jef Maton, in L'automne d'un despotisme, p.77.

Face à l'incapacité de la RD Congo de faire face aux échéances de paiement de sa dette extérieure, le FMI a dû suspendre sa coopération avec ce pays, le 14 février 1992. L'année suivant (1993), le Zaïre décida de ne plus payer sa dette extérieure. Le 2 juin 1994, le FMI prit la décision de suspendre les droits de vote et les droits connexes du Zaïre au sein de cette institution, et la BM en juillet 1994, prit la même décision. Après la visite d'une délégation du FMI à Kinshasa entre juin et juillet 1997, le gouvernement de la RD Congo a entrepris, début 2001, le Programme Intérimaire Renforcé (PIR) en vue de casser le cercle vicieux de déficit budgétaire et de l'inflation.

Ce n'est qu'en juin 2002 que le pays a pu reprendre le règlement des arriérés vis-à-vis du Fonds Monétaire International, et bénéficier de l'approbation de l'accord triennal sous la

Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC). L'accord au titre de la FRPC est basé sur le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté Intérimaire (DSRP-I) de mai 2002.

Entre juin et juillet 2002, les négociations ont porté sur le règlement des arriérés congolais envers le FMI et la BM. Le processus visait à garantir le remboursement des vielles dettes impayées par une opération de "consolidation" ; c'est-à-dire en remplaçant les arriérées par de nouvelles dettes à un taux d'intérêt "concessionnel". Pour ce faire, la Belgique ; la France, la Suède et l'Afrique du Sud prêtèrent ensemble une somme nécessaire au gouvernement congolais pour qu'il rembourse ses arriérés au FMI. Ce dernier prêta ensuite 522 millions au gouvernement congolais pour qu'il rembourse les quatre pays mentionnés-ci (ce sont des prêts d'Etats). Dans le même temps la BM prêta 330 millions de dollars au Congo-Kinshasa pour que ce pays liquide ses arriérés à son égard. Selon MUSIMBI[223], *"Au final, la RDC a troqué ses arriérés multinationaux contre une nouvelle dette à 0,5% due au FMI et à la BM. Un mécanisme d'apurement a également été conclu avec la BAD. Aucun argent frais n'est donc injecté dans l'économie congolaise."*

A partir de septembre 2002, la négociation au club de ¨Paris a visé à restructurer la dette congolaise due aux quatorze pays créanciers rassemblés dans le Club de Paris, dont cinq (EU, France, Belgique, Allemagne et Italie) détenaient à eux seuls 65% du total des créances. La dette congolaise due au Club de Paris est évaluée à 10,3 millions de dollars, dont près de 90% sont des arriérés accumulés depuis le dernier accord entre le Club de Paris et le Zaïre de Mobutu, en 1989.

L'accord de septembre 2002 déboucha sur l'annulation de 4,6 milliards de dollars de dette – ce qui correspond au montant des arriérés sur le principal de la dette extérieure congolaise – et sur le rééchelonnement de 4,3 autres milliards. Les négociations de juillet et septembre 2002 permirent de restructurer pratiquement 60% de la dette de la RDC, dans le cadre de la stratégie DSRP-PPTE. Ce qui allait aboutir à une réduction du service de la dette de 36 millions de dollars en 2003, 100 millions en 2004 et 173 millions de dollars en 2005.

[223]. Michel MUSIMBI MBU MISCH, Mémoire sur la dette : une menace pour la protection des droits sociaux à l'ère de la mondialisation – étude du cas de la RDC, 2006-2007, p. 35.

En Juillet 2003, la RDC accède à l'allègement de 1,5 milliards de dollars sur une dette estimée en 2001 à 13 milliards de dollars, dans le cadre de l'initiative PPTE. Cet allègement devint irréversible « au point d'achèvement », prévu en 2006.

En 2004, la RDC a bénéficié d'un allègement du service de sa dette, sous l'initiative PPTE, d'environ 76 millions de dollars. Les ressources libérées étaient destinées aux dépenses « pro-pauvres ». Les négociations entre la RD Congo et les institutions de Bretton-Woods, pour aboutir au point d'achèvement de l'initiative PPTE, seront décrites dans le point II.6.2 du chapitre 6 de la seconde partie de notre travail.

Le point VII.4. de ce chapitre fait ressortir le véritable dessein visé par les opérations de renégociation, rééchelonnement/restructuration de la dette extérieure. Celles-ci, loin de viser le soulagement du pays débiteur ne servent qu'à garantir la poursuite des remboursements de dettes impayées, grâce aux nouveaux emprunts à taux plus avantageux.
*Ce n'est pas par de telles solutions qu'on pouvait espérer surmonter les difficultés des PVD – liées au poids de l'endettement extérieur . C'est ainsi que des voies commencèrent à s'élever pour envisager l'ultime solution à ce cercle de l'endettement ; c'est-à-dire l'annulation pure et simple de la dette extérieure des PPTE. L*es revendications du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde), des Evêques africains et des ONG, ont poussé les institutions financières internationales à envisager d'autres initiatives, pour éviter l'étranglement des pays débiteurs et la paupérisation des populations concernées.

VII.5. COMMENT SURMONTER LE PROBLEME DE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR ?

Le recours à l'endettement extérieur n'est pas qu'un phénomène des années soixante-dix, bien qu'au cours de ces années l'environnement financier international (la surliquidité, les faibles taux d'intérêt, la dépréciation du dollar, les taux d'intérêt internes plus élevés, la surévaluation des monnaies nationales) l'ait encouragé.

Pour faire face à des difficultés financières momentanées ; les États, les entreprises ou sociétés, ont toujours eu recours aux emprunts auprès des tiers ou des institutions financières. Des États ou Empires, tel que l'Empire Turc ottoman , ont aussi recouru à l'endettement extérieur. Au XIXème siècle, de nombreux pays (et d'abord les États-Unis) ont basé leur croissance économique sur l'endettement externe. La dette des USA vis-à-vis de la Grande-Bretagne était comparable à celle du Tiers-Monde aujourd'hui, les ratios d'endettement étaient même plus élevés. Les créances détenues par les prêteurs européens représentaient trois fois le commerce mondial, contre la moitié du commerce mondial aujourd'hui ; 30% des investissements de l'Australie, du Canada ou des pays Scandinaves étaient financés sur capitaux extérieurs. A la suite de bouleversements sociaux et politiques, la plupart de ces dettes n'ont pas été remboursés. La dette Allemande (réparation de Guerre) du début du siècle n'a pas été payée, et Keynes avait bien compris qu'elle ne devait pas l'être. Aujourd'hui les financements extérieurs ne couvrent que 5% à 20% des investissements dans les pays sous-développés. En outre, il faut noter que pour faire face à la détérioration des termes de l'échange de leurs exportations, les pays du Sud ont dû recourir à l'endettement extérieur pour financer leurs importations en provenance des pays industrialisés.

En soi, le recours à l'endettement extérieur n'est pas une hérésie si les emprunts contractés sont investis dans des activités rémunératrices capables de favoriser l'économie du pays débiteur, et de stimuler les exportations qui permettront de rembourser la dette. Comme l'a indiqué S. George[224]:*" Si les pays ne remboursent pas leurs créanciers cela signifie entre autre choses que l'argent qu'ils ont emprunté n'a pas été utilisé à bon escient et de manière productive. "*

Ce qui est vrai pour un État, l'est aussi pour une entreprise privée. Ainsi par exemple l'une de causes de l'échec des mesures de la zaïrianisation, est le fait que les « Acquéreurs » nationaux n'ont pas su honorer leurs engagements envers les fournisseurs. Ils n'ont pas su poursuivre les relations qu'entretenaient les anciens propriétaires étrangers avec leurs fournisseurs. En effet sitôt devenus « Acquéreurs », ces privilégiés du régime Mobutu se

[224] Susan George, Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde, p., p. 24

sont lancés dans des dépenses somptuaires et ostentatoires à l'étranger, (principalement en Belgique, France, Suisse, Portugal, Canada). Ils ont ainsi dilapidé les fonds de roulement des entreprises acquises. Ces prodigalités ont porté un coup fatal aux PME, PMI, pourtant florissantes avant et pendant les débuts des années 70. L'exemple de l'ex-Congo frigo, devenue ensuite la SGA (Société Générale d'Alimentation), confié à l'oncle de Mobutu, Litho Moboti est typique de cette gabegie.

L'endettement n'a de sens que s'il sert à créer des nouvelles richesses, capables de pourvoir au remboursement des intérêts de la dette contractée. La mégestion des entreprises zaïrianisées, a conduit à leur faillite. L'État congolais a tenu plus longtemps que ces entreprises, grâce aux soutiens exceptionnels dont il a pu bénéficier. Il a frôlé une faillite qui eut été certaine sans les nombreux aménagements de sa dette depuis 1975 et les perfusions incessantes des institutions de Bretton-Woods. Ces perfusions, assorties de programmes d'ajustement structurel, ont maintenu le Zaïre dans la "légalité financière ; mais paradoxalement, « *Ce sont, (...), les politiques d'ajustement mis en œuvre pour que les pays puissent assurer le service de leur dette extérieure qui précipiteront la crise, et surtout lui confèrent un caractère durable. »* [225]

Les PAS ont fait l'objet de très nombreuses critiques au début des années 2000. Ainsi, réunis à Rome (octobre- novembre 2000) pour leur XII ème Assemblée, les évêques d'Afrique ont demandé trois choses aux pays et Institutions créanciers :

- l'annulation pure et simple de la dette ;
- la réparation pour les tords causés par cette dette ;
- le rapatriement des sommes détournées et placées par les banques euro-américaines.

Dans le message de la XII ème Assemblée Plénière, du 30/10/2000, les évêques d'Afrique ont encore dénoncé les conséquences des PAS : "*Au plan social, les conséquences de ces errements terribles : systèmes éducatifs délabrés, systèmes de santé calamiteux, extension des pandémies (malaria, sida, tuberculose, augmentation de la mortalité infantile, baisse de l'espérance de vie)*". Pour ces évêques, *"Il serait injuste de faire peser les conséquences de ces décisions*

[225] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, p. 23

irresponsables sur ceux qui ne les ont pas prises. La gravité de la situation est encore plus compréhensible si l'on tient compte du fait que déjà le seul paiement des intérêts constitue pour l'économie des pays pauvres un poids qui enlève aux autorités la disponibilité de l'argent nécessaire pour le développement social, l'éducation, la santé et l'institution d'un fonds pour créer du travail » .

Dans le même sens, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) réclame aussi l'annulation générale de la dette publique des pays débiteurs et l'utilisation des ressources libérées en faveur des populations et du développement durable. Pour le Comité ces ressources doivent rentrer dans un fonds de développement national contrôlé par les mouvements sociaux. Il souhaite aussi que l'on détermine les responsabilités, afin de poursuivre les coupables tant sur le plan pénal que civil.

Dans son rapport de septembre 2002, la CNUCED a souligné qu'*« Après presque deux décennies des programmes d'ajustement structurel (PAS), la pauvreté a augmenté, la croissance est le plus souvent lente et erratique, les crises rurales se sont aggravées et la désindustrialisation a mis à mal les perspectives de croissance ».* Detlef KOTTE, l'un des cadres dirigeants de la CNUCED, n'hésite pas écrire : « *Le FMI ou la BM ont changé les mots, changé les sigles, changé leur mode de consultation, mais n'ont rien changé à leur credo* ».

Considérant la crise de la dette et ses effets sur le développement, une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU en 2003 reconnaît que, « *la dette extérieure demeure l'un des principaux facteurs qui nuisent au développement économique, social, scientifique et technique ainsi qu'au niveau de vie dans le nombreux PVD, ce qui a de lourdes conséquences sur le plan social* ». Au mois de février 2004, l'AG a souligné la persistance des problèmes d'endettement et du service de la dette des PVD, spécialement dans les PPTE. Pour l'Assemblée Générale de l'ONU, "*l'endettement extérieur est un facteur qui entrave les efforts de développement économique et social et contraint des millions de citoyens appauvris à vivre dans des conditions inhumaines inacceptables. Par exemple, 3 millions d'enfants des PVD meurent faute d'eau potable ; 12 millions meurent d'autres causes avant leur cinquième année ; 130 millions n'ont*

pas accès à l'école primaire ; plus de 1 million d'enfants sont aveugles par manque de vitamine A ; 50 millions souffrent d'infirmités graves, mentales et physiques, par manque d'iode".

" La dette est devenue une fiction mondiale, dans laquelle les emprunts nouveaux ne servent pratiquement qu'à rembourser les anciens", répètent les nombreuses associations et organisations de la Société civile. *« Cette dette est odieuse, immorale, et illégale… Il faut dissiper tout doute : une annulation à 100% de la dette peut se faire sans nuire à l'économie mondiale. »* Et après tout, elle a été déjà payée. La dette extérieure de l'ASS a été multipliée par plus de 3 entre 1980 et 2001. De la voix même de l'ONU, l'on apprend qu' " entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars en principal et intérêts, elle affichait encore un encours de dette de 295 milliards de dollars fin 2002. Les chiffres sont encore plus déconcertants pour l'ASS, qui, a reçu 294 milliards de dollars en prêts et remboursé 268 milliards de dollars". La conclusion du rapport est que cela équivaut à un transfert inverse de ressources en provenance du continent le plus pauvre du monde. C'est dire que l'ASS a remboursé 4 fois sa dette de 1980, mais se trouve toujours trois fois plus endettée. Pire, chaque année, elle dépense 4 fois plus pour remplacer sa dette que pour toutes ses dépenses de santé et d'éducation. Au Kenya, on estime que chacun des 15 millions d'enfants porte déjà une dette de 500 **$ »**[226].

En réaction à toutes ces protestations, les bailleurs des fonds, les institutions financières internationales (IFI), les pays créanciers, ont commencé à envisager d'autres approches pour conjurer les échecs des programmes mis en œuvre depuis le milieu des années 70, dans les PVD. Ainsi, les petits pays très endettés (PPTE) qui ont produit de "documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté" ont pu bénéficier du réinvestissement local des remboursements de leur dette. Mais les mesures de Facilités pour la réduction de la pauvreté (FRP) et les Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), bien qu'ils aient introduit des "filets de sécurité" sensés remédier aux carences des PAS restent toujours draconiens au plan social pour les populations concernées. Ces programmes ont eu, entre autre conséquence d'affaiblir l'État congolais, hypothéqué la souveraineté de ce pays. Ces programmes exigeaient principalement :

[226] Wikipedia, CADTM, Cafod, Pnud, Jubilé 2000, Pax Christi, etc, n° 33 janvier -mars 2006 : Impacts de la dette extérieure sur le développement économique et social d'un pays, p. 415

- la réduction des dépenses publiques pour enrayer l'inflation et les déficits ;
- la réduction des subventions publiques qui garantissent notamment les revenus agricoles des paysans et les prix des biens de consommation courante (riz, lait, sucre, combustible, etc.) ;
- la dévaluation de la monnaie pour rendre les exportations attrayantes pour l'extérieur et augmenter les revenus d'exportations nécessaires aux remboursements de la dette ;
- la privatisation des entreprises publiques et des services de l'État (eau, électricité, télécommunications, transports publics, etc.) pour assainir les finances publiques et développer les entreprises privées (présumées les seules bien gérées) ;
- les augmentations des importations payés par les pauvres, vu la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ."[227]

DEUXIEME PARTIE :
LES CONSEQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL EN RD CONGO ET LES VOIES DE SORTIE DES PAS.

Après un rappel historique sur les Accords de Bretton-Woods et des missions assignées au FMI et à la BM, la seconde et dernière partie de notre travail consiste à étudier les relations tumultueuses entretenues entre ces institutions et la RD Congo. Cette étude commente la

[227]ZACHARIE & MALVOISIN : FMI, la main visible, éd. Labor, Bruxelles, 2003, p. 28.

cohérence des programmes d'ajustement structurel (PAS) dans ce pays, évalue leur pertinence et leur reproductibilité.

Après des années d'application des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, nous allons tenter d'analyser les impacts de ces politiques sur les finances du pays, sur son développement économique, mais et surtout sur le plan social. Dans cette partie, nous tenterons aussi de critiquer des politiques préconisées dans ce pays.

L'échec des programmes d'ajustement structurel étant aujourd'hui reconnu, nous tenterons enfin de présenter quelques voies de sortie ou alternatives, pour éviter d'imposer à nouveau à la population congolaise les effets de la thérapie de choc jadis imposée par les Institutions de la haute finance internationales.

CHAPITRE I :
HISTORIQUE DES ACCORDS DE BRETTON-WOODS, MISSIONS ET IDEOLOGIES ASSIGNEES AUX INSTITUTIONS ISSUES DE CES ACCORDS, ET CRITIQUES.

Avant de nous pencher sur les conséquences des programmes d'ajustement structurel (PAS), il nous semble indispensable de retracer l'historique des Accords de Bretton-Woods, et surtout de rappeler les missions et idéologies assignées aux institutions issues de ces accords (le FMI et la BIRD/BM). Ceci permettra de mieux appréhender l'insuccès/échec des politiques préconisées par les Institutions de Washington, et nous conduira à envisager d'autres options susceptibles d'empêcher la réapparition des déficits, d'éviter de contracter à nouveau une dette odieuse, et d'installer un processus de croissance durable.

II.1.1. - HISTORIQUE DES ACCORDS DE BRETTON-WOODS.

Les Institutions de Bretton-Woods furent chargées d'aider , au besoin les pays en rupture de paiement par l'octroi de prêts destinés à stabiliser les échanges internationaux, et de consentir des prêts à long terme servant à financer des infrastructures économiques permettant à des pays en retard de produire pour l'exportation. Ainsi, le Fonds Monétaire International (FMI) fut chargé des prêts à court terme aux pays en rupture de paiement, et la Banque Mondiale (BM) s'occupa du financement des infrastructures. Ce qui permettra aux pays développés à économie de marché (PDEM) de jouer un rôle prépondérant dans la réorganisation du commerce international, et surtout de conserver leur position dominante dans l'économie mondiale.

Ce rappel historique expose l'origine de ces institutions, leurs missions, leur évolution dans le temps. Il permettra de mieux comprendre les difficultés qu'elles ont rencontré lors de leurs interventions, auprès des pays qui les ont sollicité, et les causes de l'insuccès des programmes qu'elles ont préconisé

Les conséquences de la crise économique de 1929 et les dépenses liées à la seconde Guerre mondiale, poussèrent les dirigeants de principaux pays alliés à mettre sur pied, en 1944, un nouveau système économique fondé sur le dollar américain dont la convertibilité avec l'or au prix de 35 $ l'once était sensé garantir la stabilité du système international de change. En nous inspirant des travaux de Guy Pourcet[228], sur l'essor de l'économie d'endettement international, nous allons essayer de retracer les accords de Bretton-Woods

Les accords de Bretton-Woods avaient institué un système de financement public des déséquilibres des échanges internationaux, avec ***une composante bilatérale et une composante multilatérale***, qui transposaient au plan international les principes organisateurs du ***régime d'accumulation intensif sous la « Pax américana »*** . ***La composante bilatérale*** fonctionnait suivant les lignes hiérarchiques de l'économie monde, des Etats-Unis vers leurs alliés européens et asiatiques, puis des pays européens vers leurs anciennes colonies. ***La composante multilatérale*** était gérée par le FMI, qui finançait les déséquilibres temporaires moyennant un droit de regard sur les politiques économiques et la BIRD qui finançait la reconstruction des pays dévastés par la guerre.

Ces accords optèrent pour les taux de change fixes et le contrôle des mouvements de capitaux étaient explicitement autorisé par l'article 6. En l'absence d'un marché international des capitaux privés, les possibilités de financement extérieur pour les pays en déficit se limitaient aux possibilités de tirage sur le FMI et d'emprunts auprès de la BM. Dans ces conditions, les déficits ne pouvaient ni être importants, ni devenir durables.

Malgré les recommandations de Keynes qui souhaitât la création d'un institut d'émission mondial, le négociateur américain WHITE, avait imposé que le dollar restât le moyen de paiement international et ainsi obtenu un droit de seigneuriage des USA sur l'économie mondiale.

[228] Guy POURCET, Centre et Périphérie du capitalisme mondial, Fiches d'étude et recherche, pp 9-10

De 1945 à 1971, le nouveau système monétaire international permit *au capitalisme d'entamer la plus longue période de croissance de son histoire, baptisée : « Les trente glorieuses ».* La croissance, par ailleurs stimulée par les destructions causées par la seconde guerre mondiale, s'enracinait dans une nouvelle organisation du travail et de nouvelles technologies. Le système fonctionna sans problème tant que la balance commerciale américaine demeura excédentaire, mais au cours des années 60 et surtout début des années 70, les investissements massifs des firmes américaines en Europe, le financement de la guerre de Viêt-Nam, et finalement le déficit commercial américain, accrurent l'offre de dollars sur le marché des changes bien au-delà des besoins de liquidités internationales. Le Gouvernement américain (R. Nixon) dut suspendre la convertibilité du dollar en juillet 1971 et dévaluer le billet vert à plusieurs reprises. Le système de Bretton-Woods s'effondrait. Puis les changes fixes furent abandonnés au profit des échanges flexibles.

En 1973, les pays pétroliers groupés au sein du cartel de l'O.P.E.P. parvinrent à quadrupler le prix du pétrole brut. Le premier choc pétrolier bouleversa la géographie des déficits courants : les pays développés dont les balances des opérations courantes étaient excédentaires devenaient déficitaires ; les pays exportateurs de pétroles accumulèrent de forts excédents : les balances des opérations courantes des pays du Tiers-Monde importateurs de pétrole subirent une dégradation supplémentaire. Malgré l'installation du **« Mécanisme pétrolier »** (FMI) ou l'ouverture du **« Troisième guichet »** (BIRD), le choc pétrolier provoqua une pénurie de liquidités internationales. Cette pénurie accéléra les mutations du système financier international qui allaient prendre deux aspects :

- ***la multinationalisation bancaire*** qui, grâce à l'installation de filiales à l'étranger, permit aux banques des pays du Centre de drainer l'épargne du monde entier ;
- ***l'internationalisation des opérations financières*** qui accrût des opérations réalisées hors du contrôle des Institutions d'émission nationaux et libéra la création de monnaie internationale (eurodollars, euro-marks, euro-yens à 68% entre 1973 et 1980.

Désormais, la création monétaire internationale qui alimente un marché privé des capitaux internationaux permet de financer tous les déficits des paiements courants ; les pays déficitaires n'étant plus contraints d'équilibrer leurs balances des opérations courantes par de pénibles politiques de stabilisation ou des réformes, les déficits deviennent structurels. Le desserrement de la contrainte monétaire internationale est facilité par la convergence des intérêts des prêteurs et des emprunteurs. Les exportations de capitaux relancent en effet la demande de la Périphérie aux économies du Centre, et accélèrent l'industrialisation du Tiers-Monde. Tout se passe comme si l'internationalisation et la multinationalisation instituaient, par le desserrement de la contrainte monétaire internationale, **un nouveau mode de régulation de la croissance mondiale.** *Mais ce nouveau marché des capitaux internationaux se développait sans « garde-fous ».*

L'économie d'endettement international avait momentanément desserré la contrainte d'équilibre des paiements extérieurs, permis que les déséquilibres externes deviennent structurels et gonflé la dette du Tiers-Monde ; de très nombreux pays se sont avérés incapables d'assurer le service de la dette quand, au début des années 80, l'arrêt de l'inflation, le renchérissement du dollar, la hausse des taux d'intérêt, la restriction des crédits internationaux, la chute des termes de l'échange des produits primaires et la régression des échanges consécutives à la mise en œuvre de politiques d'austérité dans les pays développés, ont subitement accru la charge de la dette et comprimé les exportations. Le FMI, que l'expansion du marché international des capitaux privés avait quelque peu marginalisé pendant les années 70, a été appelé au secours des créances des pays développés sur le Tiers-Monde.

Les interventions et politiques orthodoxes que cette Institution, appuyée par la BM, vont mettre en œuvre dans ces derniers pays, vont faire l'objet de débats entre des partisans et opposants à cette orthodoxie. Ainsi, nous pensons qu'il est utile de rappeler dans le premier chapitre de cette partie de notre étude, les missions et approches théoriques du FMI et de la BM, avant de traiter l'objet de cette dernière partie ; c'est-à-dire, les conséquences des programmes d'ajustement structurel en RD Congo.

II.1.2. –LES MISSIONS ASSIGNEES AUX INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS

A – LE FOND MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI).

Il est d'avantage le **« gendarme des balances des paiements »** que bailleur de fonds. Sa capacité de prêt est fort limitée ; mais il conserve le pouvoir de rassurer les banquiers effarouchés par la crise de l'endettement en subordonnant ses crédits à la mise en œuvre de politiques de stabilisation monétaire et financière à court-terme capables, en principe, de restaurer les équilibres extérieurs ; un crédit du FMI est généralement suivi d'autres crédits bancaires privés ou publics qui, tous ensembles, sont sensés suffire au financement de la politique d'assainissement financier.

Le FMI distingue deux types de déficits :

- 1° les déficits auto-réversibles, dus à des incidents climatiques, à des fluctuations des cours des produits primaires ou à un gonflement passager de la demande globale, qui sont appelés à disparaître d'eux-mêmes, justifient un soutien financier passager assorti d'une politique de réduction du déficit public ;

- 2° les déficits structurels relèvent d'une thérapeutique plus complexe, car ils sont dus à des distorsions des prix accompagnant des désajustements durables de la production et de la demande ; *ces déficits structurels justifient les programmes d'ajustement structurel (P.A.S).*

La stabilisation vise à établir des grands équilibres macro-économiques : marché monétaire, finances publiques, balances des paiements. Les modèles théoriques laissent croire que ce résultat peut être obtenu indifféremment par une politique expansionniste ou par une politique déflationniste ; en fait, le Fond Monétaire International cherche à rétablir les grands équilibres en contractant le crédit intérieur et en résorbant le déficit budgétaire. Les déficits du Trésor étant souvent financés par des avances de la Banque centrale qui gonflent le crédit intérieur, les institutions internationales focalisent leur attention sur les finances publiques. Cependant, la réduction des dépenses publiques ne suffit pas à rétablir durablement ces équilibres. Pour que les effets de la stabilisation soient durables, il est souvent nécessaire de dévaluer la monnaie locale et d'élever les taux d'intérêt.

L'élévation des taux d'intérêt vise à diminuer l'incitation à investir ; donc réduire la demande de crédit et le volume du crédit, donc stabiliser les prix de biens non échangeables ; elle devrait aussi réduire le volume de l'investissement, l'absorption, et donc le déficit extérieur.

La dévaluation devrait permettre d'élever le prix des importations et des exportations exprimées en monnaie locale. L'augmentation du prix des importations vise à restaurer la compétitivité des marchandises locales et réduire la demande de produits importés ; *donc le déficit de la balance courante.* Quant à l'augmentation du prix des exportations, elle viserait à élever les marges ou profits des activités exportatrices qui peuvent se développer aux dépens des productions de biens et services non échangeables et contribuer à rétablir l'équilibre extérieur. Sur le marché monétaire, la réduction est sensée élever la demande d'encaisse monétaire, réduire la vitesse de circulation de la monnaie et contribuer ainsi à reconstituer les réserves de change même si le volume du crédit intérieur restait inchangé.
Mais la dévaluation accroît aussi le fardeau de la dette en monnaie locale. De plus, le risque qu'une politique déflationniste engendre une spirale déflationniste n'est pas négligeable. Cette politique déflationniste n'est donc concevable que si le FMI et les banquiers internationaux lui apportent leurs concours financiers. Hélas, les dérapages déflationnistes sont fréquents car, par manque de moyens, par ignorance ou par suffisance, les experts et les banquiers oublient les risques de dérapage déflationniste en concentrant leur attention sur l'allègement de la dette.

Traditionnellement, certaines opérations du FMI se déclenchaient à l'initiative exclusive ou principale du pays emprunteur : première tranche de crédit, achat dans la tranche de réserve, voire mécanisme pétrolier. D'autres opérations, comme l'ouverture des tranches supérieures de crédit, dépendaient d'une acceptation explicite du Fond. Plus les besoins de crédit étaient importants, plus se renforçait le pouvoir de négociation du FMI. Avec la prise en compte de problèmes internes (notamment l'équilibre budgétaire), l'allongement de la durée des interventions, l'accroissement des volumes des crédits et le renforcement consécutif des pouvoirs de négociation du Fond, ***le principe de conditionnalité s'est imposé de lui-même. Le Fond subordonne ses ouvertures de crédits à la mise en œuvre d'une politique macro-économique négociée.***

Quand un pays sollicite l'intervention du FMI, les experts du Fonds procèdent à une évaluation des facteurs du déficit extérieur ; si les déséquilibres paraissent « structurels », ils proposent un ensemble de mesures de redressement qu'ils soumettent au ministre des finances en vue d'une négociation. A l'issue de cette négociation, le ministre des finances doit rédiger une ***« lettre d'intension »*** résumant l'accord, précisant quels résultats il s'engage à atteindre ***(Critères de performance)*** sous peine de sanctions, et prévoyant éventuellement d'éventuelle modifications de la politique économique. Ce « critère de performance » est l'élément central des ***« Clauses de résiliation »*** du crédit et des ***« Clauses de révision »*** de la politique économique.

Le pays ayant conclu un tel accord peut mobiliser le crédit associé, tranche par tranche, sous réserve qu'il satisfasse aux critères de performance convenus. Les « Accords de confirmation » ou « Stand-by » permettent de débloquer une nouvelle tranche de crédit, la non-résiliation des critères de performance entraîne l'arrêt des versements.

B – LA BANQUE MONDIALE (BM)

Elle finançait traditionnellement des investissements par des crédits à moyen ou long terme, en empruntant elle-même sur les marchés financiers ; elle traitait des problèmes de développement. La gravité de problèmes d'endettement et la multiplication des programmes de stabilisation ont conduit la Banque Mondiale à coordonner ses interventions avec celles du Fond Monétaire International, en transformant ses objectifs et ses instruments traditionnels. Aujourd'hui, la Banque Mondiale finance des réformes à impacts macro-économiques d'adaptation des économies sous-développées à la mondialisation de l'économie plutôt que des projets d'investissement ou de développement à long terme. L'action conjuguée de la BM et du FMI s'inscrit dans des programmes d'ajustement structurel, dont la problématique est fort éloignée des anciennes stratégies de développement.

Les pratiques de la BM ont suivi une évolution inverse de celles du FMI : le champ de ses interventions s'est élargi aux politiques macro-économiques et leur horizon s'est raccourci. La nature anglo-saxonne ayant horreur des ruptures, il convient d'expliquer l'évidente logique de

cette évolution. Toujours soucieuse de la rentabilité des projets qu'elle soutient, la BM est passé naturellement de la considération des conditions internes de cette rentabilité à celle des conditions externes ; ainsi est apparue la notion d'environnement macro-économique propice et la justification de l'ajustement structurel. C'est ainsi qu'est assurée la convergence des actions des deux institutions.

La BM ne dispose pas des mêmes pouvoirs que le FMI pour négocier des mesures de politique macro-économique, mais elle est tout de même parvenue à imposer une forme de conditionnalité aux gouvernements qu'elle aide. Les bénéficiaires des crédits d'ajustement doivent signer une *« déclaration de politique de développement »*, précisant les objectifs qu'ils (ou la banque) se proposent d'atteindre. Les prêts étant bloqués en deux tranches, la banque peut toujours sanctionner la non-réalisation des objectifs en refusant de débloquer la seconde tranche, même si cette procédure est moins formelle que celle du FMI.

II.1.3. – IDEOLOGIES OU APPROCHES THEORIQUES DES INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS.

Les interventions du FMI et de la BM s'inscrivent dans un schéma cohérent qui traduit leur diagnostic de la crise, leurs statuts respectifs et leur biais idéologique. Le biais idéologique tient en ce que les Institutions de Bretton-Woods présupposent que le marché à prix fluctuant assure la meilleure coordination possible des comportements économiques, et que tout obstacle à ce principe doit être anéanti dans les économies sous-développées comme dans les économies développées. Ce biais idéologique libéral est conforme aux statuts des Institutions de Bretton-Woods qui, cependant ont reçu des missions différentes.

En fait, la coordination de leurs actions sur les problèmes réels et monétaires, dans le court et long terme, ont conduit le FMI à intégrer l'offre et la structure des prix dans ses modèles et la BM à intégrer la contrainte d'endettement. Le modèle d'intervention commun qui fonde les programmes d'ajustement structurel combine l'approche Keynésienne de la BM et l'approche du FMI, avec une prééminence marquée pour les urgences du court terme.

Le diagnostic de la crise dérive du biais idéologique ; les déséquilibres financiers externes sont attribués à des distorsions (par rapport à la norme de l'économie de marchés) structurelles qui bloquent ou retardent l'ajustement des économies sous-développées aux chocs extérieurs ou à la concurrence internationale. Ces distorsions sont mises en évidence en comparant les prix officiels aux coûts d'opportunité, ainsi que l'explique Ph. Hugon[229] *: " Selon le modèle libéral de référence, les coûts d'opportunité divergent des prix officiels qui ne reflètent pas la rareté des biens et des facteurs ; sur le marché du travail, les salaires institutionnels n'expriment pas l'excédent de main-d'œuvre ; sur le marché des capitaux, les taux d'intérêt sont généralement négatifs : sur le marché des biens, les prix ne sont pas incitatifs et ne permettent pas de couvrir les coûts de production ; sur le marché des devises, la surévaluation crée des discriminations ; elle surprotège les industries et décourage les secteurs exportateurs. "*

Pour leurs interventions, les Institutions de Bretton-Woods mettent en place un cadre de cohérence pour construire une politique économique, et celui-ci peut être décrit dans un modèle macro-économique. Les outils théoriques du FMI et de la BM diffèrent, ainsi que les mesures de politique que leurs missions respectives les conduisent en principe à proposer. L'élégance des programmes d'ajustement structurel réside avant tout dans la synthèse ou l'articulation des modèles et des politiques._

L'approche tradionnelle du FMI est monétariste (approche monétaire de la balance des paiements) ; celle de la BM est plutôt Keynésienne (modèle d'absorption à double déficit). *«Les politiques d'ajustement des années 80 ont pour fondement théorique le modèle néo-classique dans ses divers aspects, théorie de l'équilibre et de la croissance, théorie monétaire, théorie du commerce international, même si un certain nombre de mesures non conformes à la philosophie libérale, comme des contrôles quantitatifs sur les importations, ont parfois été prises »*[230]

[229] Philippe Hugon, La problématique de l'ajustement, l'expérience de l'ASS, in Ajustement et développement du Maghreb, en Afrique Subsahienne et en Europe de l'Est, L'Harmattan, Paris, 1993, p.63.
[230] 271 Salama Pierre et Valier Jacques ; L'économie gangrénée, p.23

Pour ses diagnostics sur les déséquilibres économiques, *« Le FMI utilise deux approches, complémentaires quant à leurs résultats, mais différentes dans la démarche théorique et dans le champ d'analyse : une approche de type macro économique, débouchant sur les « traditionnelles » stratégies de gestion de la demande, et une approche de type micro économique, développé plus récemment, et débouchant sur la stratégie actuellement affirmée d'action sur l'offre »*[231]*)*

A – LE MODELE MONETARISTE DU DEFICIT EXTERIEUR.

La plupart des modèles décrivant le cadre de cohérence des interventions du FMI traitent le déficit de la balance des paiements comme la conséquence d'une divergence entre les encaisses monétaires désirées et effectives dans une « petite économie ouverte » et dans un système de changes fixes. Leur principe est le suivant : *les exportations (ou les entrées de capitaux) accroissent la masse monétaire et les réserves de change quand les exportations changent leurs devises contre de la monnaie locale ; les importations réduisent au contraire l'offre de la monnaie et les réserves de change. Un excédent des paiements extérieurs(B) accroît donc l'offre de monnaie, que l'on peut décomposer en crédit extérieur (C) et réserve de change (R) ; un déficit a l'effet inverse.* Ce qui se traduit comme ceci :

$O = C+R$; $B = \Delta R$

Si l'on se soucie de l'équilibre des marchés, l'on doit s'enquérir de la demande de monnaie (D). Le besoin de monnaie étant d'autant plus élevé que la valeur du produit est grande, et d'autant plus réduit que la monnaie sert plus souvent à payer, on peut supposer que la demande de monnaie est proportionnelle à la valeur du produit (P.Y) et inversement proportionnelle à la vitesse de circulation de la monnaie (v) :

$D = P. Y/ v$

Enfin, considérant qu'il décrit une « petite économie ouverte » ou Price taker et que le taux de change (t) ajuste les prix intérieurs (P) et extérieur (P°), l'analyste de la balance des paiements convient que :

$P = t.P0 \rightarrow D = t. P°. Y/v$

[231] L'HERITEAU M. F., Le FMI et les pays du Tiers-Monde, p.139

Quand, les ajustements étant faits, le marché se retrouve en équilibre, on découvre quel niveau des réserves de change ou quel solde de la balance des paiements assure l'équilibre du marché monétaire :

$O = D \rightarrow R = (t.\ P°.\ Y/v) - C$ ou bien $B = \Delta R = (\Delta P° + \Delta Y/v - \Delta C)$.

Dans une petite économie ouverte (Price taker) dont le produit réel ne change pas, un gonflement du crédit intérieur accroît les achats de biens ou de titres à l'extérieur tant que la diminution des réserves de change n'a pas ramené les encaisses monétaires au niveau désiré que traduit la vitesse de circulation de la monnaie.

Depuis la parution du modèle de Polak qui en 1957, formalisait le cadre de cohérence des interventions du FMI, deux vagues de travaux ont perfectionné l' approche monétaire de la balance des paiements : Les travaux de Mundell et Johnson, puis ceux de Frenkel et Johnson, qui ont intégré progressivement l'effet des taux d'intérêt sur la demande de monnaie, l'éventualité des changes flexibles et la décomposition de l'économie en deux secteurs (tradable et non-tradable).

B-LE MODELE D'ABSORPTION DOMESTIQUE ET DEFICIT EXTERIEUR (KEYNESIANISME).

L'absorption(A) est la somme des dépenses de consommation privées (C) et publiques (G) et d'investissement (I) effectuées dans un pays : $A = C+G+I$.

Le solde de la balance courante (B) est la différence entre les exportations et les importations.

Le revenu national, que l'on peut décomposer comme suit dans l'optique de la dépense est donc la somme de l'absorption et de la balance courante : $Y = C+G+I+X - M \rightarrow Y = A+B$.

Cette relation met en évidence la correspondance des déficits interne et externe : si l'absorption est supérieure au produit, le solde des paiements courants sera négatif. L'excédent des importations provoquant une fuite de revenu, l'équilibre sera rétabli par une contraction de la dépense et du produit domestique si tous les acteurs sont astreints à équilibrer leur budget. Or, alors que ses recettes diminuent, l'Etat, qui n'est pas astreint à cet équilibre et en profite normalement pour jouer un rôle régulateur, accroît ses dépenses de transfert pour compenser les effets sociaux de la récession et rétablir le produit, l'emploi et le revenu à un niveau socialement

acceptable. Le déficit des finances publiques fait obstacle à un "ajustement par le bas", mais entretient le déficit externe. Le déficit domestique est comblé par un excès des importations sur les exportations ; les déficits domestique et externe, externe et domestique, s'enchaînent, et le budget de l'Etat tient une place centrale dans ce processus.
Notons que le déficit budgétaire accroît la demande domestique, de sorte que l'excès de l'absorption sur le revenu nourrit des tendances inflationnistes préjudiciables à la compétitivité des produits locaux.

Les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel s'inscrivent dans les cadres de références théoriques que sont l'analyse monétaire de la balance des paiements et le modèle de l'absorption. Ils forment ainsi un ensemble cohérent et passablement élégant de mesures savamment échelonnés dans le temps. L'articulation des politiques proposées par le FMI et la BM ne pose guère de problème de cohérence ou de compatibilité, à condition que les phases de la stabilisation, de l'ajustement et de la relance s'enchaînent convenablement. Chaque mesure doit être mise en œuvre en temps utile ; c'est-à-dire dès que les mesures précédentes ont agi, sans attendre que les effets soient atténués.

Avant d'étudier les conséquences des programmes d'ajustement structurel mis en place en RD Congo, il nos semble utile de saisir et comprendre le jargon utilisé par les experts du FMI et de la BM.
La stabilisation est un processus qui s'accompagne d'une contraction de l'activité économique ; elle risque de s'avérer socialement et politiquement coûteuse, et donc suscite la réserve des gouvernements, car elle heurte des intérêts établis. C'est pour vaincre ces réserves que les Institutions de Bretton-Woods assortissent des prêts conditionnels à l'adaptation de ces politiques.
L'Ajustement au sens large, selon PH. HUGON[232]:*" Est le processus par lequel la balance des paiements s'équilibre à la suite d'une perturbation ; au sens strict, il se distingue de la stabilisation (restriction de la demande globale), et correspond à une croissance de la*

[232] Hugon Philippe, Politiques d'ajustement et répartition des effets, Séminaires BM-LAREA, 16 mars 1988, p. 1.

production, à une promotion des exportations ou à un processus de substitution des importations.
"

L'ajustement structurel peut être défini comme : *« L'ajustement durable de la balance des paiements obtenus aux moyens d'une adaptation des structures économiques (principalement des structures de productions) ; c'est-à-dire autrement que par une réduction de la croissance économique ou par un recours accru ou excessif aux capitaux extérieurs ».*

La mise en œuvre des politiques d'ajustement est assurée par les prêts d'ajustement structurel (PAS) ou sectoriel *: « Prêts accordés dans le but de soutenir une réforme en profondeur des politiques et des institutions des pays en développement pour leur permettre de ramener les déficits de comptes courants à des proportions plus tolérables à moyen terme tout en maintenant le plus grand effort possible pour le développement »*[233]

Les années 70 ont été caractérisées par la mise en place des politiques de stabilisation du court terme, ayant pour objectif une action sur la demande globale. Ainsi en ce qui concerne la RD Congo, les bailleurs des fonds ont exigé la mise en œuvre d'une politique très restrictive de la baisse de la demande globale, destinée à lutter contre l'inflation et à l'améliorer la balance commerciale.

Durant ces années de stabilisation, le FMI a préconisé trois politiques :

- une politique monétaire restrictive ;
- une politique budgétaire restrictive ;
- une politique de maxi-dévaluation, depuis 1983.

Les buts cherchés par ces politiques sont résumés par Salama et Valier[234]. Pour ces auteurs :

a) *Une politique monétaire restrictive devait servir à contrôler les agrégats monétaires, et en particulier à refuser de faire fonctionner la « planche à billets » pour financer les déficits budgétaires (pratique déplorable, mais tristement célèbre au Zaïre de Mobutu).Le FMI préconisait aussi une politique de taux d'intérêts élevés, afin, d'une part, de limiter la*

[233] Idem.
[234] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, p. 23

demande interne et, d'autre part, d'améliorer la balance des capitaux, en freinant les sorties de capitaux et en favorisant les entrées et les rapatriements.

b) *Une politique budgétaire restrictive devait viser à réduire essentiellement les dépenses ; dépenses de personnel (salaires et emploi), subventions, investissements. Par ailleurs, l'économie stabilisée devait augmenter les tarifs et les prix des biens et services des entreprises publiques.*

Toutes ces recommandations sont d'inspiration monétariste, mettant l'accent sur la responsabilité essentielle du déficit budgétaire et de la création monétaire dans l'existence de l'inflation.

c) *Une politique de maxi-dévaluation devait freiner les importations, stimuler les exportations, et donc permettre l'apparition de forts excédents de la balance commerciale. On attend du changement de prix relatif induits par la dévaluation qu'il entraîne des effets de substitution, du côté de la demande comme du côté de l'offre entre les produits « exposés et les produits abrités ».* Cette dernière politique sera au centre de débats entre le Zaïre et les institutions financières internationales. Car, depuis les débuts des années 80, la quasi-totalité des programmes d'ajustement préconisé par le FMI et appuyés par la BM ont placé la dépréciation du taux de change comme l'une des pièces maîtresses des dispositifs de redressement économique.

II.1.4. PLACE DES POLITIQUES MONETAIRES ET BUDGETAIRES DANS L'AJUSTEMENT.

La théorie monétariste privilégie les variables monétaires globales, et donc la nécessité d'agir par une politique adaptée, qui ne peut être que la politique monétaire de contrôle quantitatif de l'expansion du crédit. Ce qui fait dire à M. F. L'Hériteau[235] que : *"Son schématisme est la rançon de cette belle simplicité ; elle n'indique pas quels sont les éléments qui ont pu conduire à une émission excessive de monnaie et sur lesquels il convient d'agir. La théorie monétariste inspire la définition de critères quantitatifs de limitation du crédit mais non pas, « en aval », les mesures de politique économique à prendre pour rendre possible le respect de ces critères.*" C'est donc à l'autre branche de la macroéconomie que va revenir cette tâche

[235] L'Hériteau Marie France, op, cit, p.44

d'identification et d'analyse des composantes de la demande globale et des problèmes d'utilisation des ressources : consommation et investissement, dépense publique ou dépense privée, demande d'importations et demande adressée à la production nationale.

Tout ceci donne par ricochet, une importance aussi considérable à la politique budgétaire dans l'appréciation des causes de déficit extérieur, pour un double raison.

1° Dans un premier temps, parce que selon le FMI, le statut analytique de la dépense publique s'apparente à celui de l'offre de monnaie car, l'une et l'autre sont considérées comme des éléments extérieurs au modèle de fonctionnement économique « stricto sensu », en ce sens qu'elles constituent les variables explicatives d'un dysfonctionnement. Pour cette démarche analytique, le Fonds est à la fois monétariste et Keynésien ; par ce qu'il retient le caractère « autonome » de la dépense publique.

2° La seconde raison est celle qui explique l'importance de la politique budgétaire dans le diagnostic des déséquilibres, même indépendamment de toute prise en compte de la perspective de l'absorption dans les analyses du FMI. Cette raison tient à la considération dans une optique monétaire des sources de l'offre de monnaie traditionnellement divisées en trois catégories : la variation des réserves extérieures, les crédits à l'économie, les crédits à l'État.

Pour la théorie monétariste, le déficit budgétaire s'accompagne à la fois d'une accélération de l'inflation et d'une réduction du taux de croissance industrielle, si ce n'est d'une régression. Cette théorie fonde les politiques d'ajustement « orthodoxes », politiques qui produisent des effets pervers. Et paradoxalement, la théorie monétariste, comme l'affirment Valier et Salama, se trouve *« rélégitimée par ces effets pervers eux-mêmes ».* Car plus précisément, déficits publics de plus en plus prononcés, inflation accélérée, ralentissement de la croissance, voire évolution chaotique et dans l'ensemble dépressive de la production, taux d'intérêt souvent très élevés, constituent autant d'effets pervers, mais qui ordonnancés d'une certaine manière, vont être utilisés pour affirmer la pertinence des thèses monétaristes, et rendre le déficit public responsable de l'inflation.

Comme ces auteurs, nous pensons que l'inflation est plutôt due à une création monétaire excessive et son arrêt est lié à la mise en œuvre d'une politique de réduction de la création

monétaire par le biais d'une action sur la base monétaire ; c'est-à-dire, par une réduction des dépenses publiques et du déficit budgétaire.

Dans notre partie critique, nous tenterons de montrer que l'inflation déclenche plusieurs phénomènes, qui paralysent l'économie ajustée et aggravent les crises économiques. Elle ébranle la confiance des agents économiques dans ce pays, elle freine l'investissement, elle provoque la fuite des capitaux, et elle conduit souvent au « mésemploi » d'avoirs en devises pourtant insuffisants. Elle favorise en outre, la « dollarisation » et réduit l'assiette de l'impôt, en faisant basculer une grande partie des activités économiques dans le secteur informel ou le marché noir. Tout ceci ayant pour résultat : ***une économie qui ne répond plus aux mesures d'ajustement.***

Depuis 1967, la RD Congo procède à des réformes du taux de change. Hormis la réforme du taux de change de 1967 - qui s'est caractérisée par une croissance réelle de l'économie -, les résultats des autres réformes mises en place n'ont pas satisfait les espoirs escomptés.

II.1.5. - LA POLITIQUE DE CHANGE DANS L'AJUSTEMENT

La politique de change est incontournable dans les remèdes préconisés par les institutions financières internationales, car une politique de la dépréciation du taux de change vise la promotion des exportations, la réduction des importations, le redressement des finances publiques et plus globalement le rétablissement progressif des grands équilibres économiques et financiers.

Pour le FMI, la dévaluation doit viser à rendre les produits exportés moins chers, donc plus compétitifs sur le marché mondial. Les monétaristes estiment que les produits exportés ne peuvent que trouver preneurs. Pour qu'un pays puisse tirer profit des échanges avec l'extérieur ; celui-ci est donc obligé d'exporter toujours plus de marchandises. Paradoxalement, le libre échange renchérit souvent les prix des produits étrangers importés sur le marché local. Une

dévaluation de 50% entraîne le doublement des prix des produits importés. Le pays dévaluateur est ainsi obligé de vendre le double de ses produits pour retrouver le niveau de devises gagnées avant la dévaluation. Après la dévaluation du FCFA, du 11 janvier 1994 : un produit qui valait 100FCFA est revenu le lendemain à 200FCFA. Ainsi, pour récupérer 100FF, les pays concernés par cette dévaluation ont dû vendre le double de produits exportés. Alors que le FMI avait recommandé le blocage des salaires, le pouvoir d'achat des populations de la zone a dû être fortement et brutalement baissé. Ce sont les pauvres, qui ont fortement été pénalisés, tandis que les riches et les prédateurs de ces pays ont pu convertir leurs avoirs à l'étranger dès l'annonce de la dévaluation. Ainsi, ils ont pu dès le lendemain acquérir le double de FCFA.

Notons qu'on distingue deux sortes de dévaluations :

- **les dévaluations « réparatrices »,** ayant pour objectif immédiat le rétablissement des comptes extérieurs ;
- **les dévaluations « stratégiques »,** qui ont un objectif de plus longue portée de reconquête de positions perdues à l'exportation et de relance des activités économiques.

Les dévaluations « stratégiques » accompagnent des programmes d'ajustement structurel, suivent toujours une dévaluation réparatrice préalable mais sont présentées comme un élément central d'une régulation économique où les mécanismes de marché prennent une place centrale, avec toujours en arrière plan, la référence à une conception du développement fondée sur la valorisation des avantages comparatifs à l'exportation du pays concerné.

Le rétablissement progressif des grands équilibres économiques et financiers, est toujours envisagé comme un préalable incontournable pour la reprise économique.

L'objet de l'étude des politiques d'échange est de mesurer l'efficacité de cet instrument au regard de ces divers objectifs. Mais, notons que la situation particulière qui prévaut dans une économie en développement de type RD Congo soulève des sérieux problèmes de transposition. Car, une telle économie est souvent fort éloignée des hypothèses de travail courantes. En effet, cette économie se caractérise schématiquement par la faiblesse de son revenu, sa spécialisation primaire, sa dépendance et sa vulnérabilité dans l'échange avec l'extérieur, la désarticulation de

ses structures productives, la fragmentation de ses marchés intérieurs et enfin le rationnement des services disponibles en devises, mises sur un marché des changes rudimentaires.

Dans les programmes d'ajustement «orthodoxes», la politique de change fait partie d'un ensemble de mesures dont la cohérence globale – ou mieux la synergie – doit normalement contribuer aux objectifs de rééquilibrage et de croissance recherchées. Ces mesures concernent pratiquement, dans tous les cas, le système de formation des prix, la politique salariale et des revenus, la fiscalité, le régime douanier, la monnaie et la gestion de la dette.

Pour évaluer l'efficacité des politiques d'échange, on peut emprunter trois démarches comparatives :

1ère démarche : rapprocher la situation des pays ayant adopté une politique de change avec celle des pays ayant renoncé à cette option ;

2ème démarche : confronter la situation des pays concernés par la dévaluation, avant et après la mise en application d'une telle politique ;

3ème démarche : mesurer les écarts entre les objectifs énoncés et les résultats obtenus.

La troisième démarche est souvent privilégiée par rapport aux buts qui lui sont assignés explicitement au cas par cas, et non par comparaison avec une autre option. Nous tacherons d'appliquer cette démarche plus loin pour comparer l'efficacité des objectifs visés.

Voyons maintenant la place de la politique de change dans les programmes d'ajustement structurel (PAS). Ce qui nous conduira à comprendre les mobiles d'une dévaluation, ses optiques, ses substituts.

1. LA DEVALUATION DANS LES PAS.

La justification de la dévaluation comme pièce maîtresse d'une politique d'ajustement du taux de change de la monnaie d'une économie donnée par rapport aux monnaies de ses partenaires, est censée agir à la fois – mais avec des délais de réponse variables -, sur l'équilibre de sa balance des paiements, sur sa production intérieure et sur les modalités de la répartition de ses revenus.

La modification du taux de change n'a pas à elle seule une influence déterminante sur l'orientation du développement économique à long terme des PVD. Elle peut cependant accélérer ou freiner les adaptations économiques requises et faire varier d'autant les coûts pour la collectivité. Ce sont surtout ses effets dynamiques dans le court et moyen terme qui font que la dévaluation est systématiquement préconisée, et si possible incluse dans les programmes appuyés par le FMI, et depuis quelques années par la banque Mondiale.

2. LES TROIS OPTIQUES TRADITIONNELLES DE LA DEVALUATION.

Mettre fin aux déséquilibres commerciaux et financiers avec l'extérieur constitue l'angle d'analyse traditionnelle des politiques orthodoxes, prenant appuis sur la dépréciation de la monnaie. Une dévaluation exerce une influence complexe sur les composantes de la balance courante, sur la demande de monnaie, sur la demande globale, sur le niveau des prix ou sur le niveau de production globale et sectorielle.

Soit dans le pays considéré :

Y = niveau du revenu national

$Y = A + (X - I)$

A = niveau des dépenses de consommation et d'investissement (absorption)

X= les exportations des biens et services et des transferts net positifs publics et privés

I = importations de biens et services

B= solde de la balance courante

ΔR= variation des ressources extérieures.

1ère Optique : l'optique de l'élasticité-prix : (1) $B = X - I$

Par la modification du rapport des prix intérieurs/extérieurs, une dévaluation doit faire croître mécaniquement les exportations et réduire les importations.

2ème Otique : l'optique de l'absorption : (2) $B = Y - A$

Par ses effets-prix et ses effets-revenus, une dévaluation doit soit réduire les dépenses globales relativement au revenu ($\Delta Y < \Delta A$), soit stimuler la production ($\Delta Y > \Delta A$), soit permettre de combiner les deux.

3ème Optique : l'optique monétaire : (3) $B = \Delta R$

La dévaluation doit élever le niveau de prix dans le pays dévaluateur. Si la politique monétaire est restrictive, il s'en suit automatiquement une baisse du niveau des encaisses réelles détenues par les agents économiques, qui conduit si le niveau d'endettement est constant, à la compression de la demande domestique et au rétablissement du stock des ressources extérieures à son niveau souhaité.

Jacquemot et Assidon[236]soulignent que,*" L'approche monétaire de la balance des paiements a toujours été au cœur de la doctrine du FMI et elle a trouvé de multiples auteurs pour en démontrer la validité opérationnelle dans la constitution de modèles appliqués aux pays en développement."* Elle peut se résumer ainsi : un excès de la dépense globale qui ne trouve pas à se financer par des aides ou des emprunts extérieurs et qui n'est pas contrarié par une politique monétaire restrictive, conduit à une baisse dangereuse des réserves de change qui appelle tôt ou tard une dévaluation, sinon l'économie ayant un système de prix relatif qui ne reflète plus sa position réelle dans les échanges internationaux (à savoir des avantages comparatifs à long terme) se marginalisera vis-à-vis du reste du monde comme nous l'affirment ces deux auteurs.

Dans le cadre de l'ajustement global, les trois options ne sont pas, en effet, interprétées comme contradictoires mais, complémentaires. Ainsi, les experts des Institutions de Bretton-Woods affirment ; qu'aucune autre mesure de rétablissement de l'équilibre extérieur ne soit considérée comme aussi efficace que la correction par le taux de change. En effet, pour le FMI et la BM celui-ci a l'avantage d'annuler immédiatement les distorsions de prix et de permettre un ajustement de l'économie à un plus haut niveau de croissance. Défenseur de cette thèse, NANA-SINKAM[237]souligne que, *" Lorsque les prix et les coûts intérieurs sont fortement déphasés, par rapport à ceux des pays concurrents(…), le développement du secteur exportateur est entravé. Si l'on veut rendre vigueur à ce secteur, il ne fait aucun doute qu'une modification du taux de change est la plus simple et les moins pénibles des politiques applicables.».*

3. LES SUBSTITUTS POSSIBLES A LA DEVALUATION

[236] Jacquemot P. et Assidon E., Politiques de changes et ajustement en Afrique, p.29
[237] NANA-SINKAM, Les pays candidats au processus de développement dans la jungle du NSI de taux de change, Paris, Economica, 1979, p.147.

Les structuralistes, défenseurs d'une politique économique nationale autonome déconnectée des règles du marché international, ont tenté de montrer que la dévaluation dans une économie en développement introduit toujours un biais défavorable à la substitution des importations par l'industrie nationale. Le système d'incitation sur l'offre domestique qu'elle est censée introduire serait inadéquat par rapport aux exigences du développement harmonieux des différents secteurs productifs locaux. Les subventions à la production et à l'exportation limitent également l'usage que l'État peut faire de ses ressources, et par conséquent conduisent à freiner d'une manière ou d'une autre la production et l'emploi par un mauvais usage des ressources rares.

4. LES AVANTAGES D'UNE POLITIQUE DE DOUBLE TAUX DE CHANGE

Depuis une dizaine d'années, la dévaluation est présentée par la majorité de spécialistes comme le levier indispensable de l'ajustement, dans le cas d'une économie ayant un différentiel d'inflation significatif avec l'extérieur ou lorsque la surévaluation du taux de change constitue à un moment donné un facteur de blocage, dans la promotion des exportations et la restructuration de l'offre nationale.

Ce faisant, les "chantres" de l'orthodoxie admettent eux-mêmes qu'il est difficile de savoir a priori si une modification de la parité monétaire aura une influence décisive sur l'ajustement, lorsque le déséquilibre extérieur a d'autres causes que l'inflation intérieure, lorsqu'il résulte par exemple d'un renversement durable des termes de l'échange à la suite d'un effondrement des cours des matières premières ou d'une baisse importante des apports financiers extérieurs net (ce qui correspond bien au cas du Zaïre). C'est la raison pour laquelle la modification du taux de change n'est jamais considérée comme la panacée, ni envisagée isolement.

Une dévaluation vise, au-delà de ses incidences mécaniques de court terme, à recomposer le tissu économique national et à opérer des changements progressifs dans la répartition des revenus.

Après avoir présenté, bien que succinctement, la théorie de la politique d'échange, nous pourrions nous demander enfin, ce qui a conduit à la préconisation de cette politique en RD Congo.

II.1.6. LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CHANGE EN RD CONGO.

La RD Congo applique des réformes de change depuis 1967 ; mais c'est à partir de 1976, qu'ont véritablement démarré les politiques de change (voir le tableau 34) avec des dévaluations importantes.

La désagrégation du système de Bretton-Woods à partir de 1971-1973, et notamment l'abandon du principe des parités monétaires stables, a conduit le Zaïre à s'adapter au cadre nouveau d'un flottement généralisé des grandes monnaies internationales. Le pays a été contraint de prendre en compte le nouveau facteur d'incertitude crée par cette situation, sur ses échanges avec l'extérieur. Ainsi, jusqu'au 24 février 1984, le Zaïre a utilisé le double taux de change mais, à partir de cette date, il a été contraint d'unifier les deux taux de change.

Tant parmi les théoriciens que parmi les praticiens, l'analyse des avantages et des inconvénients de la dévaluation dans le cadre d'une économie en développement a été – et est encore à ce jour – l'objet de multiples controverses. De nombreux auteurs se sont efforcés de confirmer la validité du cadre analytique inspiré par la théorie monétaire de la balance des paiements, tout en apportant des amendements dans certaines de ses hypothèses traditionnelles, pour le rendre plus adéquat au contexte de l'économie étudiée. Cette école de pensée que l'on peut qualifier d'Orthodoxe a connu plusieurs ramifications, mais son unité s'est forgée autour du traitement identique qu'elle proposait de la question de l'ajustement à court terme.

D'autres économistes, prenant le contre-pied de la théorie académique traditionnelle ont estimé à l'inverse que les pays en développement (le cas de la RD Congo) ont une faible capacité à s'ajuster ; parce que la nature de leur désajustement est foncièrement d'ordre

structurel, et par conséquent non contingent. Le blocage du développement qui en résulte ne peut pas trouver d'issue dans la mise en place des mécanismes de régulation par le marché.

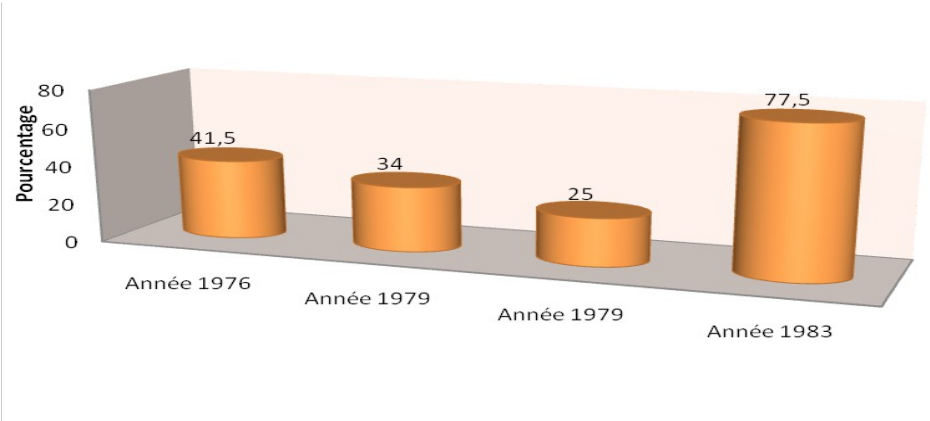
Ce second courant est souvent nommé Structuraliste, et se place dans une position essentiellement critique. Pour ses partisans, la préférence des auteurs orthodoxes pour la dévaluation « *En contre partie d'aide à la balance des paiements, ressemblerait à une prescription en faveur de l'inflation et de l'instabilité politique* » [238]

Depuis le début des années 80, l'opposition stricte entre orthodoxes et structuralistes tend à s'estomper, même si elle demeure présente dans certaines interprétations. Les analyses empiriques prennent de plus en plus le pas sur les démonstrations académiques, au fur et à mesure que les certitudes théoriques anciennes s'ébranlent au contact des faits.

Avec un souci accru de réalisme, les spécialistes sont nombreux à constater aujourd'hui que la dévaluation a toujours un coût économique et social qu'il faut comparer à ses répercussions escomptées, lesquelles, en raison de ses effets multiples, sont toujours incertaines.

Au delà des débats doctrinaux, nous pensons – et le FMI a au moins raison sur ce point – que ce traitement de choc n'a été imposé en RD Congo qu'après la demande de ce pays, après avoir pris des décisions politiques et économiques ambitieuses lorsque les cours du cuivre étaient élevés.

TABLEAU 37 : Dates des dévaluations de démarrage du processus d'ajustement au Zaïre



Source : P. Jacquemot et E. Assidon in politique de change et ajustement en Afrique, p.42.

[238] Jacquemot et Assidon, Politiques de changes et ajustement en Afrique, p.24.

La monté des périls inflationnistes, l'instabilité des cours des matières premières, les turbulences enregistrées sur les marchés financiers, et enfin la croissance de l'endettement jointe à l'inversion des flux de capitaux publics et privés, ont rendu plus périlleuse (pendant les années « charnières » (1978-1983) la définition d'une politique de développement par le gouvernement zaïrois. Avec l'extension des programmes d'ajustement au début des années 80, il est apparu que le taux de change de la monnaie nationale, plutôt que d'être la résultante de facteurs extérieurs non maîtrisés par l'État, pouvait devenir un levier particulièrement approprié du rétablissement de sa balance des paiements et de sa situation financière.

La compétitivité des produits congolais sur le marché mondial recherchée par la dévaluation étant mitigée, nous verrons la pertinence de cette mesure si souvent préconisée par les Institutions de Bretton-Woods en RD Congo dans notre partie consacrée aux conséquences des politiques préconisées par les Institutions de Washington dans ce pays. Présentons maintenant, les programmes mis en place dans ce pays par ces institutions (objectifs et résultats).

II-1-4 : **LES INTERVENTIONS DES INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS EN RD CONGO.**

Tableau 38 - Historique des relations RD Congo – Institutions de Bretton-Woods

Année	Programme	Objectifs	Résultats
1967	Rigoureux programme d'ajustement	Réforme du taux de change	Croissance réelle de 1967 - 1974
1976 1977	Stabilisation de l'économie	*Gestion des finances publiques *Utilisation judicieuse des devises *Gestion des entreprises *Planification	Objectifs non atteints
1979	Stabilisation de l'économie	Idem	Pas de croissance
1981	2 PAS	*Dépréciation importante du taux de change *Baisse de l'inflation *Réduction des déficits budgétaires et de la balance des paiements *Augmentation des exportations *Substitution des importations	*Le pays n'a pas su stopper les sorties des capiteaux, ni renverser cette tendance *Il n'a pas su appliquer une stratégie appropriée en matière d'ajustement et de croissance
1983 (12/09) Décembre	PAS -Rééchelonnement de 850 millions de DTS d'arriérés ainsi que 460 millions de paiement au titre du service de la dette	*Rechercher la convertibilité du Zaïre-monnaie *Dévaluation du Zaïre-monnaie de 77,5% par rapport au DTS *Instauration d'un marché interbancaire	*Presque toutes les restrictions sur les importations ont été levées et la plupart des prix internes ont été libéralisés * Renforcement de la fiscalité *Sensible réduction des déficits internes et externes tandis que le paiement de dette extérieure était mené à bien jusqu'en fin 1986
1984 (24/02)	PAS	Réforme profonde du régime de change	Unification des taux de change
1985 (Avril)	Programme de stabilisation de 15 mois	*Libre convertibilité de la monnaie *Renforcement de la discipline budgétaire *Continuation de l'assainissement des entreprises publiques *Libéralisation progressive de l'économie *Respect des échanges de paiement de la dette	*Crédit stand by (126 millions de DTS) *Les pressions exercées sur la monnaie se sont nettement renforcées *Le taux de croissance des recettes d'exportations ne dépassent pas 2% *Les paiements au titre de la dette extérieur progressent de 8% par rapport à 1984

1986 (Avril)	*Programme économique et financier de 22 mois *Promulgation d'un nouveau code d'investissement simplifié et plus libéral	*Mise en place de la politique de rigueur sur le plan monétaire et budgétaire (214,2 millions de DTS) *Demande de rééchelonnement de la dette exigible (747,3 millions de DTS) *Objectifs du rééchelonnement : réduction du taux d'inflation, meilleur équilibre des comptes extérieurs, réalisation d'un taux de croissance de 4% l'an	*Lancement d'un premier plan quinquennal (1986-1990) *Réhabilitation des infrastructures et de l'outil de production *Adaptation des capacités existantes à l'évolution de la demande *Croissance du PIB de 4% l'an *Limitation unilatérale de la dette
1987-1989	Poursuite des efforts d'ajustement dans un cadre global de politique économique en étroite collaboration avec la banque mondiale	*Objectifs d'absorption *Objectifs de restrucration	*Taux de croissance réer de +/- 3,5% l'an non enregistré *Ne permet pas de porter la part des investissements dans le PIB de moins de 12% en 1986 et à 18% à partir de 1987 µNe permet pas de ramener le taux d'inflation de 40% en 1987 à 20% en 1988 et à moins de 15% en 1990 *Ne permet pas de comprimer le déficit des transactions extérieures allouées au secteur privé
1989-1992	*Evaluation de l'état d'exécution de PAS en cours *Mise en place d'un programme d'investissement public prioritaire (PIP)	Obtenir un accord de confirmation d'un prêt de 533 milliards de zaïres soit 2956 millions de DTS	*Le PAS ne permet pas de contenir l'expansion de la demande globale ou lui imprimer une nouvelle orientation *Il ne permet pas d'atteindre le développement socio-développement
1994 (Mars)	Programme de stabilisation économique	*Eviter le recours à la planche à billets *Plafonner la consommation de l'Etat Zaïros au niveau des recettes budgétaires *Réduire les arriérés de paiement dus au FMI	Pas de résultats résultats probants
11/12/ 2009	*Accord pour la facilité élargie de crédit (FEC) approuvé, pour un montant de 346,45 millions de DTS (environ 541 millions USD) *Achèvement de la premièrerevue de second programme économique du gouvernement (PEG2)		
A la mi-mai 2010	Le Conseil d'administration de FMI et de l'Association internationale de développement (IDA) de la BM ont souscrit à un allègement de dette de 12,3 milliards USD en faveur de la RD Congo au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)		

09/02/ 2011	*Le Conseil d'administration du FMI avait achevé la seconde revue des résultats économiques par le RDC dans le cadre d'un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) *L'achèvement de la revue a permis de décaisser 49,493 millions de DTS (environ 77 millions USD)

Source : tableau établi par nous-même, à partir des données trouvées dans plusieurs documents.

La RD Congo est le pays d'Afrique qui entretient des relations les plus tumultueuses avec les institutions de Bretton-Woods. Depuis 1975, la RD Congo a mis en place 12 programmes d'ajustement structurel (PAS) , en 1976, 1977, 1979, 1981, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1989, 1990, 1994. Les experts n'ont cessé de préconiser une politique restrictive en matière monétaire et budgétaire, ayant pour objectif le rétablissement des grands équilibres macro économiques, préalables selon eux à la reprise de la croissance du pays.

En vue de mettre fin à la dégradation de la situation économique et financière du Zaïre, le Conseil Exécutif (gouvernement zaïrois) a mis en œuvre des programmes de stabilisation économique et financière soutenus par des accords avec le FMI. En poutre, avec le concours de la Banque Mondiale et des pays amis, le Conseil Exécutif a mis sur pied un programme d'investissements publics dont le but essentiel était d'amorcer le processus de réhabilitation et de modernisation des infrastructures de base. L'objectif de tous ces programmes de stabilisation

économique et financière était de contenir les pressions inflationnistes, de réduire le déficit de la balance des paiements et celui du budget de l'État. Dans ce contexte, l'action du Conseil Exécutif a porté essentiellement sur l'assainissement des finances publiques, le contrôle du crédit intérieur, la modification de la parité monétaire et la libération des prix et des transactions extérieures.

Avant de nous pencher sur ces relations tumultueuses entre les institutions de Bretton-Woods et la RD Congo, nous pensions que ces dernières étaient comme le dit Susan George[239]*« des grands méchants loups ».* Aujourd'hui, notre jugement est beaucoup plus nuancé. Certes, les Institutions de Bretton-Woods, ont imposés aux pays qui sollicitaient leurs interventions des politiques contestables : *« politiques libérales dévastatrices, dira-t-on d'un côté, la faillite de politiques économiques et de gestions nationales mal orientées et mal conduites, lenteur des réformes, répliquera- t -on de l'autre côté » [240]. " Dans le cas du Zaïre,(remarque A. I. SCHOENHOLTZ[241]) les décisions du FMI se sont avérées la plupart du temps inadéquates parce que basées sur des outils de travail non fiables, empreints d'idéologie occidentale décalée par rapport aux réalités africaines, et prises par des responsables ne disposant que d'une faible expertise locale et privilégiant toujours le développement de l'extérieur.* Mais c'est le Zaïre qui a sollicité ces interventions.

Pour nous faire une opinion raisonnée sur les politiques d'ajustement mis en place au Zaïre, nous-nous sommes appuyés sur une analyse de long terme de l'origine des déséquilibres structurels. Celle-ci aura permis de mettre en lumière les contraintes économiques et sociales, internes et externes, auxquelles le pays a dû faire face. Au regard de ces contraintes, nous examinerons

[239] Susan George, Jusqu'au cou – Enquête sur la dette du Tiers-Monde, p. 73
[240] Gilles Duruflé, L'ajustement structurel en Afrique, Edition KARTHALA, 1988, p. 10
[241] SCHOELTZ A.I., Le FMI en Afrique : les restrictions ni nécessaires, ni désidérables de l'Occident sur le développement, Journal of modern African Studies, Vol. 25, 1987, p.27

chronologiquement les politiques préconisés par le FMI et la BIRD, la façon dont elles ont été mises en regard des contraintes structurelles et des politiques d'ajustement qui permettent de dépasser l'analyse des résultats bruts. Cette analyse devrait permettre de mettre en lumière l'origine des difficultés rencontrées, ainsi que certaines causes de la médiocrité des effets et du caractère peu encourageant des perspectives ouvertes par les processus d'ajustement.

CHAPITRE II :
LA MISE EN PLACE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS) EN RD CONGO.

La consolidation de l'unité politique du pays, les importantes réformes entreprises depuis 1967 et la haute conjoncture cuprifère de la fin des années 60 et du début des années 70 ont poussé les dirigeants congolais à se lancer dans des programmes d'investissements publics. Ceux-ci furent essentiellement orientés vers des grands projets dans les secteurs de l'énergie (Inga I, II, la ligne de haute-tension Inga-Shaba, etc.), de l'industrie lourde (Sidérurgie de Maluku, Cimenterie Nationale, SMTF) et l'agro-industrie (combinat Industriel de Gemena, DAIPN). Mais depuis 1974 (début de l'effondrement des cours du cuivre et métaux associés), le pays fait face à des difficultés économiques. Et bien qu'il se soit dessiné à partir de 1979 une certaine reprise de la production : la performance des divers secteurs de l'économie en 1981, se situe toujours à un niveau largement inférieur à celle de 1972-1974. Le moins que l'on puisse dire, est que les grands projets lancés durant cette période n'ont pas apporté les contributions attendues au développement du pays.

Les conséquences de ces mauvaises orientations économiques, le poids de la dette extérieure, les pratiques de prédation industrielle et financière, ont conduit depuis les années 80 à l'intervention de plus en plus fréquente des institutions de Bretton -Woods. Ces interventions répétées sont caractérisées par des relations tumultueuses entre les « médecins et le malade ».

Au-delà des discours politiques et des facteurs conjoncturels - baisse des cours du cuivre 1974, les deux guerres du Shaba, les deux chocs pétroliers, etc. -, l'origine de ces difficultés doit être

recherchée dans des décisions politiques et économiques antérieures à la crise, et l'on peut citer parmi les plus importants facteurs :

.∴ un endettement massif de l'État à partir de 1974, favorisé par une augmentation éphémère des cours du cuivre entre 1973 et 1974 ;

.∴ un recours systématique, à la création monétaire pour compenser la chute de recettes d'exportation et l'effet dépressif sur la production de mesures de zaïrianisation et de radicalisation, prises en 1973 ;

.∴ enfin, l'imitation et l'ambition démesurée d'un certain nombre de projets, dont la taille et la gestion ont beaucoup compromis l'équilibre extérieur du pays.

Autre cause des difficultés de l'économie congolaise ; c'est le manque d'anticipation de la conjoncture internationale et les réactions tardives des acteurs économiques (État comme privés). Plus grave encore ; c'est surtout le manque criant d'une politique macroéconomique dynamique, comme l'ont su mettre en place les pays d'Asie de l'Est (Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande). En effet, en matière d'anticipation et de réaction de la conjoncture internationale, une belle leçon nous est donnée par ces pays. Alors que le Zaïre, comme d'ailleurs les autres pays d'Afrique subsaharienne, voire même tous les autres PVD, ont été fortement ébranlés par les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ainsi que par la grave récession internationale ; dans ces pays *« Leurs pouvoirs publics ont réagi promptement. Ils ont également entrepris une révision globale du programme d'investissement public et réduit les importations de biens d'équipement en différant un certain nombre de grands projets à composante en devises élevée. Parallèlement, ils ont continué de faire passer au premier plan des projets créateurs d'emploi, d'apporter leur soutien au développement de*

l'agriculture et de favoriser la mise en valeur des ressources humaines en étendant les services sociaux »[242]

En outre, comme nous explique Parvez Hasan[243] ; *" La réussite exemplaire de ces pays est à mettre au compte des politiques économiques efficaces. Dans l'ensemble, celles-ci laissent jouer les forces du marché. Cette réussite a été rendue possible, par ce que :*

1° le secteur des entreprises publiques est resté relativement peu étendu et porte essentiellement sur des activités liées à l'énergie ;

2° les distorsions des prix ont été relativement faibles ;

3° ces pays avaient ceci de particulier qu'ils ont maintenu leur taux de change à un niveau compétitif, ce qui a largement contribué à leur réussite à l'exportation" ;

4° c'est non pas l'absence d'intervention de l'État, mais plutôt leur caractère sélectif et leur efficacité, qui différencient les économies d'Asie de l'Est d'un grand nombre d'autres pays en développement."

Cette réussite exemplaire est aussi due à *« La fermeté des politiques mises en œuvre et le soutien des investissements relatifs aux systèmes agricoles, à la mise en valeur des ressources humaines et aux secteurs d'exportation, ont été la clef de voûte de leur développement économique accéléré. »* [244]

Cette leçon asiatique est totalement l'opposée de ce qui a été fait au Zaïre, qui n'a pas su mettre en place une gestion économique suffisamment ferme, qui aurait permis la mobilisation des ressources importantes. Ce pays n'a pas su non plus maintenir la croissance de la consommation (au niveau des années 1973-1976), et malgré la forte détérioration des termes de l'échange : il a poursuivit

[242] Parvez Hasan, L'ajustement aux chocs extérieurs, pourquoi les pays de l'Asie de l'Est ont mieux réussi que les autres PVD, in Finances et Développement, décembre 1984, p. 17

[243] Idem

[244] Parvez Hasan, op.cit., p.18

(malgré des signes évidentes de l'essoufflement de son économie à partir de 1975) le financement des programmes d'investissement de plus en plus ambitieux et dispendieux, par des emprunts extérieurs. Par conséquent, le Zaïre ne pouvait que se soumettre à la pilule amère de remèdes des institutions de Bretton-Woods.

Après la période de crise politique qui a suivi l'indépendance de la RD Congo, l'économie congolaise s'est développée rapidement entre 1967 et 1974, le produit intérieur brut (PIB) progressant en moyenne d'environ 7 % par an.

Au début des années 70 - grâce à d'importantes réserves de devises drainées par les recettes cuprifères -, la RD Congo avait la réputation d'être solvable. Elle tira profit de cette côte de crédit favorable en empruntant massivement pour lancer d'ambitieux projets d'investissement qui, malheureusement se sont révélés extrêmement coûteux. A cette époque toutes les folies étaient permises ; personne aujourd'hui ne peut évaluer ce qu'a coûté aux contribuables congolais l'aventure de l'animation politique et « culturelle ». En outre, malgré les réels signes de fléchissement de l'économie après la chute des prix du cuivre en 1971, les autorités congolaises ont lancé en 1973 un programme de « zaïrianisation et de radicalisation », qui a eu des effets préjudiciables sur la production et la gestion de l'économie. A partir de 1974, l'effondrement des cours du métal rouge et la crise qui s'en suivit mirent fin à la seule vraie période de prospérité que le Congo indépendant a connu.

Les mesures de la zaïrianisation et de la radicalisation - avec les dégâts qu'elles ont occasionnés - ont été abandonnées en 1975, mais le Zaïre n'a pas su arrêter la poursuite de projets

industriels. Le déficit budgétaire qui s'est creusé à la suite de la baisse des exportations minières en 1975, a été souvent financé par une forte expansion du crédit intérieur, qui a nourri l'inflation et a entraîné une surévaluation de la monnaie nationale. Dès 1975, le pays a sombré dans une crise profonde, qui l'a poussé à solliciter les interventions des Institutions de Bretton-Woods.

La première intervention de ces institutions au Zaïre remonte à 1976 ; année où une réforme du taux de change et un programme rigoureux d'ajustement ont été mis en œuvre, alors que le niveau des prix du cuivre était élevé (cf. tableau 37).

II.2.1. LES INTERVENTIONS DES INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS EN RD CONGO.

En 1976 et 1977, le Zaïre a mis en place deux programmes de stabilisation dont les objectifs étaient :

1. la gestion des finances publiques ;
2. l'utilisation judicieuse des devises ;
3. la gestion des entreprises publiques ;
4. la planification ;
5. la dévaluation de la monnaie.

Contrairement au programme de 1967, les programmes de stabilisation de 1976 et 1977 n'ont pas permis une relance de l'économie congolaise car, comme l'ont souligné NGOIE et TSHUINZA[245] : *Ces deux programmes se sont préoccupés essentiellement des équilibres financiers et monétaires et très peu des problèmes de relance de secteurs productifs du pays ; ensuite ils ont été réalisés dans le seul but de permettre au Conseil exécutif d'avoir accès aux crédits extérieurs. C'est ainsi qu'ils ont*

[245] NGOIE KAPAJI et TSHIUNZA MBIYE, Les déséquilibres de l'économie zaïroise et la nécessité de stabiliser. Cahiers Economiques et Sociaux, Kinshasa, Vol. xvi et xvii, n° 4 et 1, déc. 1978-mars 1979, p. 465.

été conçu à la hâte, dans la précipitation car le problème était urgent." La fragilité des mesures utilisées ainsi que le caractère irréaliste et incompatible de plusieurs objectifs en sont la preuve.

Les deux précédents programmes de stabilisation n'ayant pas remédié aux difficultés de l'économie zaïroise, un nouveau programme de stabilisation fut mis en place en 1979. Ce dernier reconduisit pratiquement les mêmes recommandations que ceux de 1976 et 1977, alors que les finances du pays étaient mises à mal, suite au second choc pétrolier intervenu la même. La reproductibilité de (mêmes) remèdes présageait (déjà) le manque de pertinence et de cohérence de ces programmes de stabilisation, dans cette économie rentière. Car les mesures préconisées visaient, en gros, que le développement des exportations, l'ouverture totale des marchés et libération de l'économie (nous verrons plus loin les conséquences de ces mesures). Les mêmes causes produisant les mêmes effets ; la croissance tant espérée n'était pas au rendez-vous.

Alors que jusqu'aux années 70, le Fonds Monétaires International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) préconisaient des programmes de stabilisation, les années 80 ont vu ceux-ci se transformer en programmes d'ajustement (structurel), compte tenu de l'aggravation de la crise financière. En effet, comme l'a souligné PH. Hugon[246]: *"Les années 80 sont caractérisées par les retards d'investissement accumulés et les politiques déflationnistes, qui ont placé populations et institutions dans une dangereuse situation de précarité."* Sans réserves régulatrices, confrontés à des trop grandes incertitudes, les acteurs en RD Congo – comme dans tout autre pays d'ASS –, ne parviennent plus à mobiliser les ressources nécessaires pour transformer les organisations, changer de spécialisation, ou simplement rétablir les équilibres compromis par l'instabilité économique. Ils ne parviennent même pas à assurer le renouvellement des ressources productives naturelles et humaines.

[246] Ph. HUGON, Instabilité, incertitude et efficience des organisations africaine, p.19

Depuis le début des années 80, la quasi-totalité des programmes d'ajustement préconisés par le FMI et la BM dans ce pays ont placé la dépréciation du taux de change comme l'une des pièces maîtresses des dispositifs de redressement économique. Dans le même temps, la dégradation de l'environnement international avec *« l'augmentation des prix des matières premières et d'une hausse spectaculaire des taux d'intérêt, a crée des déséquilibres insoutenables des balances des paiements induisant une envolée de la dette, cette fois directement pour financer les déficits. »* [247]

Les programmes de stabilisation n'ayant pas permis de renouer à la croissance d'avant 1975, les Institutions de Bretton-Woods recommandèrent, en 1981, la mise en place de deux premiers programmes d'ajustement structurel (PAS) au Zaïre. Les objectifs visés par ces programmes furent :

- la dépréciation importante du taux de change ;
- une baisse de l'inflation ;
- la réduction des déficits budgétaires et de la balance des paiements ;
- l'augmentation des exportations ;
- la substitution des importations.

Nous tenterons de commenter les causes de l'insuccès de ces recommandations, dans la partie réservée aux critiques ou conséquences des PAS. Mais, il est à noté que deux causes principales ont empêché d'atteindre les objectifs de ces programmes d'ajustement structurel :

- le Zaïre n'a pas su stopper les sorties des capitaux, ni renverser cette tendance ;
- il n'a pas su appliquer une stratégie appropriée en matière d'ajustement et de croissance.

[247] Gilles Duruflé, L'ajustement structurel en Afrique, p. 13

A partir de 1983, la RD Congo connaît une seconde phase dans ces relations avec les institutions financières internationales, caractérisée par l'implication accrue de la Banque Mondiale dans la définition de ses politiques globales de soutien au redressement de son économie. Ce qui a conduit à la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel de long terme (action sur l'offre globale), visant à modifier en profondeur mais graduellement, la structure organisationnelle de l'économie pour en améliorer l'efficience. Ces programmes s'appuient sur les modèles dynamiques de croissance où les paramètres clés sont toujours la masse monétaire, les prix, les salaires et le taux de change, mais aussi la répartition des revenus et l'orientation sectorielle des investissements (ce qui est une nouveauté).

A long terme ces programmes d'ajustement structurel devaient éviter la résurgence de l'inflation et du déficit extérieur ; les deux objectifs qui étaient visés dans le court terme par les programmes de stabilisation des années 70. Aucun de ces deux objectifs n'a été atteint en RD Congo ; ce qui prouve les limites des programmes orthodoxes dans ce pays rentier, mono-exportateur des matières premières de bases. Celles-ci sont soumises à des fortes fluctuations des prix sur le marché international. En effet l'instabilité, et surtout la chute des prix des matières premières est à l'origine de la crise profonde que traverse la RD Congo (comme la plupart des PED). Cette chute s'explique par la baisse de la demande dans le monde industriel, dont les économies ont changé structurellement d'une lourde dépendance envers les matières premières à une dépendance vers les services. Dans ces conditions, on voit très mal comment ce pays, ainsi que tous les PED exportateurs de produits de base, pourraient éviter le déficit extérieur.

L'austérité, conséquence de programmes de stabilisation à court terme des années 70, a été considérée par les auteurs des programmes d'ajustement structurel des années 80 *«Comme la voie*

de passage vers une croissance équilibrée », selon l'expression de J. Valier et P. Salama[248]. Ces deux auteurs constatent – bien que leur étude ne concerne que les pays d'Amérique latine et Israël, la similitude des remèdes étant frappante avec ceux préconisés en ASS, ndlr.) – que ces politiques allaient provoquer des effets pervers. Pour eux, la ponction extérieure et politiques d'ajustement devaient pour l'essentiel non pas susciter stabilité de prix et croissance, mais au contraire crise durable et hyperinflation, parfois ouverte.

Toutefois, l'étude de la balance commerciale congolaise, permet d'affirmer que ces programmes d'ajustement ont eu des effets positifs, voire des excédents plus importants jusqu'en 1986, mais depuis 1987 on assiste à un renversement de tendance avec des déficits plus ou moins importants. Ceci ne fait que confirmer l'idée selon laquelle ; les programmes d'ajustement n'ont qu'un succès très limité dans le court terme. En effet, ces programmes monétaires ont eu des nombreux effets pervers dans ce pays.

Le troisième tournant a coïncidé avec la dépréciation importante du taux de change, intervenue en septembre 1983 avec la mise en œuvre d'une série d'autres mesures d'ajustement appliquée dans le cadre de deux programmes bénéficiant des concours du Fonds. Ces mesures avaient grandement amélioré l'image du Zaïre à l'étranger, mais la reprise économique dans le pays demeura modeste.

L'ajustement du taux de change de septembre 1983 n'a pas non plus été suivi - contrairement à celui de 1967 - d'une période de vive croissance économique. En effet, les conditions étaient très différentes : le poids de la dette extérieure était à cette époque considérablement plus lourd (5,066 milliards $ US qu'en 1967, ndlr.), alors que le prix du cuivre (en termes réels) demeurait depuis 1983 à un niveau inférieur de plus de la moitié à celui de la fin des années 60 (cf. tableau 9).

[248] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, p.26

En septembre 1983, les autorités congolaises ont entrepris un ajustement important du taux de change dans le cadre d'un vaste programme monétaire et budgétaire. L'objectif du programme d'ajustement structurel de septembre 1983 au Zaïre consistait à exploiter ses vastes ressources variées, en stimulant la croissance au moyen des mesures visant à augmenter les exportations et à développer de façon efficace la substitution d'importation ; tel fut le défi que devait relever ce pays. Ainsi, la tâche qui attendait les principaux créanciers du Zaïre était d'aider ce pays à retrouver à l'avenir sa solvabilité, en stoppant les sorties de capitaux et en renversant cette tendance. Le gouvernement zaïrois devait donc appliquer une stratégie appropriée en matière d'ajustement et de croissance.

Le 12 septembre 1983, le zaïre-monnaie fut dévalué de 77,5% par rapport au DTS. A partir de cette date, le Zaïre instaura un marché interbancaire pour définir la valeur réelle de la monnaie, les taux hebdomadaires était fixés chaque vendredi. En décembre 1983, le pays bénéficia d'un rééchelonnement de quelques 850 millions de DTS d'arriérés ainsi que 460 millions de paiement au titre du service de sa dette venant à échéance en 1985, par le Club de Paris. La convertibilité de la monnaie est devenue effective dés le début de l'année 1984 (NDLR : alors que jusqu'au 20 février 1984 le Zaïre utilisait un double taux de change, à partir de cette datte ce pays unifia les deux taux de change). Cette mesure a permis de lever toutes les restrictions sur les importations, et la plupart des prix internes ont été libéralisés. La fiscalité a été renforcée, les déficits internes et externes ont été sensiblement réduits, tandis que le paiement de la dette extérieure était mené à bien jusqu'en fin 1986.

Pendant les quatre années d'austérité (1983-1986) appuyé par le FMI, les autorités congolaises ont fait preuve d'une grande rigueur budgétaire et ont honoré ponctuellement leurs obligations financières extérieures. Cette rigueur a restauré l'image que la communauté bancaire

internationale se faisait du Zaïre, sans augmenter pour autant les concours provenant d'autres sources de financement.

Des accords de rééchelonnement non officiels ont également été négociés en 1984 et 1985 avec les créanciers faisant partie du Club de Londres. Jusqu'à cette date, le Zaïre avait respecté ses engagements envers ses créanciers membres du Club de Paris et du Club de Londres.

Le flottement de la monnaie s'est traduit par une dépréciation importante du zaïre-monnaie, *« Le taux de dépréciation - qui correspond au pourcentage annuel d'augmentation du nombre de zaïres obtenus pour un DTS –, a culminé à 69 % entre la fin de septembre 1983 et la fin mars 1984, avant de tomber à 7 % entre la fin du mois de mars et celle du mois de décembre 1984. »* [249]

Selon les spécialistes du FMI, trois facteurs étaient à l'origine de ce ralentissement du taux de dépréciation après 1984 :

- premièrement : le redressement des concours intérieurs à l'État et au secteur privé ;
- deuxièmement : un relèvement des taux d'intérêts par le jeu de l'émission de bons du Trésor, le taux de rendement des avoirs libellés en monnaie nationale était comparable à celui des avoirs libellés en devises ;
- troisièmement : une hausse en 1984 des recettes d'exportation de près de 17 % par rapport à l'année précédente.

En 1985 (avril) le Zaïre a mis en place un programme de stabilisation de 15 mois, en échange d'un crédit stand by de DTS 162 millions. Ce programme visait :

[249] Goreux Louis M., Le Zaïre : le succès de l'effort d'ajustement économique dépend de l'appui des créanciers. Bulletin du FMI, 1986/03/10, p. 72

- la libre convertibilité du zaïre-monnaie ;
- le renforcement de la discipline budgétaire ;
- la continuation de l'assainissement des entreprises publiques ;
- la libéralisation progressive de l'économie ;
- le respect des échanges de paiements de la dette.

En 1985, les pressions exercées sur la monnaie se sont nettement renforcées, *« Le taux de croissance des recettes d'exportation ne dépassant pas 2 % et les paiements au titre de la dette extérieure progressant de 8 % par rapport à 1984. Ces pressions se sont traduit par un taux annuel de dépréciation du zaïre- monnaie de 54 % de la fin de décembre 1984 à la fin de 1985, qui a eu pour effet de raviver les pressions inflationnistes. Ce qui s'est ressentie sur l'indice du coût de la vie, qui avait augmenté de moins de 20 % en 1984, et qui a progressé de quelques 40 % en 198 »5*[250]

La dépréciation de la monnaie a stimulé les recettes publiques provenant de la Gécamines (Générale des Carrières et des Mines du Zaïre, société minière qui procure au pays plus de la moitié environ de ses recettes d'exportation) et des sociétés productives de pétrole, qui ensemble ont rapporté 40% des recettes publiques totales en 1985. Toutefois, ces résultats favorables ont été largement annulés par l'alourdissement du service de la dette publique, les paiements à ce titre (remboursements d'arriérés inclus) passant de 11 % des dépenses publiques totales en 1982 à 56 % en 1985. En revanche, la part des dépenses de personnel et des achats de biens et de services est tombée de 60 % en 1982 à 37 % en 1985, alors que celle des autres dépenses publiques reculait davantage. Cette évolution de la composition des dépenses publiques témoigne de la rigueur de l'ajustement budgétaire entrepris en 1982**.** Ainsi les recettes totales, qui avaient plus que quadruplé de 1982 à

[250] Idem, p.73.

1984 ; du fait principalement de l'ajustement du taux de change, ont encore augmenté de 59 % en 1985. Sous l'effet conjoint de ces mesures intéressant les dépenses et les recettes, le montant du crédit intérieur net à l'État est passé de 70% du stock monétaire du début de l'année 1982 à 80 % en 1985. Par ailleurs le secteur privé, qui n'avait bénéficié que le 16 % de l'expansion globale du crédit en 1982, a vu sa part passer à près des deux tiers en 1985. A la fin de 1985 par exemple, la dette à moyen et long terme du Zaïre (concours du Fonds non compris) se chiffrait à 4,5 milliards de dollars, dont environ deux tiers étaient dus aux créanciers du Club de Paris. En 1984 et 1985, l'encours de la dette vis-à-vis des créanciers du Club de Londres se chiffrait à quelques 350 millions de dollars, auxquels s'ajoutent environ 37 millions de dollars d'arriérés d'intérêts.

Le montant de la dette ayant fait l'objet d'un allégement, a considérablement augmenté entre 1982 et 1985, mais les décaissements au titre d'emprunt étrangers et de dons ont légèrement diminué au cours de la période considérée, alors que les achats effectués auprès du Fonds augmentaient, tant en 1984 qu'en 1985, ont représenté plus de la moitié des versements obtenus de toutes les autres sources. Les paiements effectués par le Zaïre au titre de la dette publique extérieure et les remboursements en espèces d'arriérés commerciaux extérieurs ayant presque triplé entre 1982 et 1985 ; les entrées nettes de capitaux, qui se sont chiffrées à quelques 240 millions de DTS en 1982, ont fait place à des sorties nettes des capitaux avoisinant 700 millions de DTS en 1984 et 1985.

En dépit du fardeau de sa dette, le Zaïre a amélioré sa position extérieure. *« Le déficit global de la balance des paiements, avant rééchelonnement, est passé de 15 % du PIB en 1982 à 10% en 1985, alors que le déficit des opérations courantes tombait de 14 % du PIB en 1982 à moins de 7 % en 1985. Après rééchelonnement, le déficit global de la balance des paiements est revenu de 11,8 %*

du PIB en 1982 à 0, 3 % en 1985 » [251] : cette année-là le déficit a été financé, pour l'essentiel par les achats nets du Fonds, qui dépassaient le montant de la réduction des années antérieures.

Au cours de ces trois années, le Zaïre a réussi à imposer avec efficacité une discipline financière et à s'acquitter de ses obligations extérieures. Les mesures économiques appliquées par le pays ont été relativement libérales, et la plupart de distorsions de prix ont été supprimées.

Le pays disposant d'un vaste éventail de ressources naturelles abondantes, la reprise pouvait être possible si les autorités avaient maintenu l'orientation de la politique économique (de l'époque), et si la tendance à l'époque, aux sorties de capitaux pouvait être renversée. Le défi pour ce pays était de tirer parti de ces nombreux éléments positifs et de relancer la croissance économique, avec le recours de ses principaux créanciers.

Pour favoriser la croissance économique au Zaïre, il aurait été nécessaire de maintenir la discipline financière et de continuer à appliquer des politiques destinées, selon le FMI, à stimuler les exportations et les activités qui permettent au secteur privé de remplacer efficacement les importations. Il fallait en outre éviter de s'écarter même temporairement de la voie tracée afin de ne pas ébranler la confiance de certains des partenaires du pays.

En attendant, il était nécessaire que les créanciers du Zaïre réévaluent leurs politiques de prêts, en vue de renverser la tendance aux sorties nettes de capitaux observées depuis quelques années. Ce qui a fait dire au Président Mobutu[252]que :*" Nous ne refusons pas de payer nos dettes. Mais nous refusons des programmes axés essentiellement sur la stabilité et sur les transferts nets négatifs des capitaux vers les pays développés sans croissance économique. Pour fixer les idées, de 1984 à 1986, le Zaïre a payé*

[251] GOREUX Louis M., Le Zaïre : le succès de l'effort d'ajustement économique dépend de l'appui des créanciers, Bulletin du FMI, Vol. 15, n° 6, 10 mars 1986, p.74
[252] Mobutu SESE – SEKO , in Mobutu dignité pour l'Afrique, pp. 178-179

au titre de service de la dette deux milliards de dollars à ses créanciers occidentaux alors qu'il n'a reçu qu'un milliard d' « aide » pendant la même période. Si donc, du côté de FMI et des créanciers, on a éprouvé de la satisfaction à nous voir payer régulièrement nos dettes, il n'y a pas en tout cas satisfaction du côté du peuple zaïrois. "

L'étude entreprise par Susan George[253] illustre bien le propos du Président zaïrois. Cet auteur constate que : *" La vie n'a jamais été aussi difficile pour le commun des zaïrois. En termes réels, les salaires ne représentent plus qu'un dixième de ce qu'ils étaient à l'indépendance, la malnutrition est chronique et 80 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté"*. L'auteur poursuit : *« depuis 1983, la malnutrition augmente sensiblement : les cas de kwashiorkor (syndrome du ventre gonflé) sont de plus en plus fréquents ; dans certaines régions, les gens racontent qu'à l'heure actuelle la moitié des enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Une autre étude a montré que la ration calorique moyenne enregistrée dans les deux plus grandes villes du pays – Kinshasa, la capitale et Lubumbashi – était respectivement de 1450 et 1425 calories par jour. La FAO ayant fixé à 2300 calories l'apport nécessaire à toute personne exerçant une activité normale, on peut conclure au vu des chiffres relevés au Zaïre que la population est en train de mourir lentement de faim. »)*

Compte tenu de la part importante que représentent le cuivre et le cobalt dans les exportations de la RD Congo ; la hausse exceptionnelle des prix du cuivre sur le marché mondial, depuis quelques années – aurait drainé des sommes (en devise) considérables à ce pays, si la Gécamines avait su maintenir le niveau de sa production record de 1986 498.000 T/an). Il serait souhaitable d'augmenter la mise en valeur des autres minéraux – le coltan et l'or par exemple -, si leur

[253] Susan George, Jusqu'au cou – Enquête sur la dette du Tiers-Monde, p. 159.

exploitation est jugé suffisamment rentable. Mais, eu égard à la situation politique actuelle, à l'insécurité à l'Est du pays et de la déliquescence de la Gécamines, de la MIBA ainsi que de l'OKIMO ; il serait prudent de ne compter ni sur un accroissement substantiel de la valeur réelle des recettes d'exportation procurées par les minéraux au cours de prochaines années, ni sur des créations notables d'emploi dans le secteur minier. Etant donné que la population augmente d'environ 3 % par an, il importe de promouvoir les exportations de produits de base non minéraux et les activités non liées au secteur minier.

Les possibilités d'accroître la production globale sont très grandes. Le Café est un exemple particulièrement frappant ; il se peut qu'il devienne dans l'avenir le deuxième produit d'exportation sur le plan des recettes, après le cuivre. Il existe nombre d'autres produits agricoles que la RD Congo pourrait exporter ou produire pour la consommation intérieure, au lieu de les importés. En outre, l'exportation des ressources forestières considérables dans ce pays, a à peine commencée. Il ne fait aucun doute que les plus grandes possibilités de créations d'emplois existent dans l'agriculture, l'élevage et la foresterie. Les moyens de transport, qui demeurent lents et onéreux, devront toutefois être améliorés si les autorités veulent que l'expansion soit durable.

Le secteur manufacturier dispose encore de vastes capacités inutilisées. Les gains de productivité pouvaient être considérables, notamment dans la zone de Kinshasa–Matadi, qui offre d'importants avantages comparatifs, à savoir ; des vastes débouchés intérieurs, un bon réseau de transport vers les autres régions, une main-d'œuvre abondante et bon marché, et une source quasi illimitée d'énergie électrique à proximité, qui pourrait être exploitée à un coût marginal élevé.

Il existe également des possibilités de développer le secteur de services en RD Congo. Le pays peut tirer profit de sa main d'œuvre bon, marché afin de produire sur place un certain nombre d'articles,

qui sont actuellement importés à un coût élevé. Cette stratégie est importante car, les termes de change n'ont pas été favorables aux produits de base ces trente dernières années, et rien ne semble indiquer que cette tendance se renversera dans un avenir proche.

L'extension équilibrée de la production manufacturière et des services suppose une structure appropriée des taxes et droits à l'importation, ainsi qu'une administration des douanes efficace et fiable. Pour atteindre ce deuxième objectif, les autorités congolaises ont demandé l'aide de la communauté européenne, qui lui a accordé son assistance technique jusqu'au milieu des années 90.
En 1984 et 1985, la pénurie de crédits bancaires à moyen terme, a entravé le redressement du secteur manufacturier. Les demandes de crédits de cette catégorie devaient être approuvées par la Banque Centrale, qui appliquait une politique d'encadrement du crédit afin de réduire les pressions directes qui s'exerçaient sur le marché de change.
Le Zaïre a négocié avec la Banque Mondiale (BM) l'octroi d'un prêt à l'ajustement structurel, qui devait réduire les pressions qui s'exerçaient sur la balance des paiements du pays et sur le budget de l'État.

L'année 1986 (avril) a été marquée par la mise en place d'un nouveau programme économique et financier de 22 mois, caractérisé par la mise en place de la politique de rigueur sur le plan monétaire et budgétaire. Ce nouveau programme économique et financier est marqué par un plan quinquennal 1986- 1990, la promulgation d'un nouveau code d'investissement simplifié et plus libéral, le retour à la parité fixe du zaïre-monnaie. Cette année 1986 est marquée surtout par la limitation unilatérale du remboursement de la dette extérieure.

L'accord de 1986 a porté sur un montant de DTS 214,2 millions. En appui à ce programme, le Zaïre a demandé le rééchelonnement de sa dette exigible, estimée en 1986 à DTS 747,3 millions. Les objectifs du rééchelonnement avaient pour objectifs : de réduire le taux de l'inflation, de maintenir un meilleur équilibre des comptes extérieurs et de réaliser un taux de croissance annuel de 4%.

Le 16 Mai 1986, les représentants des pays créanciers du Zaïre, réunis au sein du groupe de Paris, ont convenu de recommander à leurs gouvernements respectifs un important réaménagement de sa dette extérieure. Le réaménagement devait s'appliquer aux paiements dus au titre de prêts et de crédits garantis accordés au Conseil Exécutif (gouvernement). Le remboursement de la dette rééchelonnée devait être effectué sur une période de dix ans, comportant un délai de grâce de quatre ans. Les objectifs visaient à obtenir la réduction du taux d'inflation, un meilleur équilibre des comptes extérieurs et la réalisation d'un taux de croissance de 4 % l'an. Ce dernier objectif paraissait trop ambitieux et excessif pour une économie jeune, dépendant presque exclusivement d'un seul produit d'exportation.

En ce qui concerne la politique budgétaire et fiscale, il a été décidé de consolider l'acquis de trois ans de stabilisation en améliorant les ressources financières de l'État, par une restructuration de l'office des douanes et aussi que par un meilleur encadrement du service des contributions, tout en poursuivant la lutte contre les dépenses excessives et inutiles.

II. 2. 2. LE PLAN QUINQUENNAL 1986-1990.

Le premier semestre 1986 a été marqué par le lancement du premier plan quinquennal 1986-1990. Ce plan de développement requiert pour sa réalisation un total de zaïres 261 milliards d'investissement (plus ou moins 4,5 milliards de dollars US). Le but poursuivi était d'atteindre, dans les cinq ans, l'assainissement et la rationalisation de la gestion publique, la réhabilitation des infrastructures et de l'outil de production, l'adaptation des capacités existantes à l'évolution de la demande, ainsi que la promotion des secteurs sociaux d'appui au développement.

Lors de la réunion du Groupe consultatif de la B.M, tenue à Paris le 21 avril 1986, le Président Mobutu avait demandé qu'une réunion de concertation des pays amis du Zaïre soit tenue à Bruxelles les 10 et 11 mai 1986. Cette réunion avait pour but essentiel de sensibiliser les principaux partenaires du pays, quant à l'effort consenti en vue de respecter les différents programmes de redressement arrêtés en accord avec le FMI depuis 1983. A cette occasion, l'attention de ces pays fut également attirée sur la façon exemplaire dont le Zaïre s'est acquitté de ses engagements en matière de dettes extérieures. Le service de la dette a absorbé en 1986, plus de 40 % du budget des dépenses.

Eu égard à cette politique et aux sacrifices consentis par la population, les autorités sollicitèrent un apport plus substantiel d'aides extérieures et d'investissement. A cette fin, un nouveau code d'investissement simplifié et plus libéral, a été promulgué en avril 1986.

Au cours de la même réunion du Groupe consultatif à Paris, le Zaïre a obtenu le financement du programme économique et financier, arrêté en collaboration avec les représentants du FMI. Les engagements globaux se chiffraient à plus d'un milliard de dollars, comprenant $ 462 millions pour l'année 1986 et $ 595 millions pour l'année 1987.

Confronté à la chute des cours de l'ensemble des matières premières et à la détérioration des termes de l'échange ; le Conseil Exécutif a, au cours d'une réunion exceptionnelle tenue le 14 juillet 1986, décidé d'arrêter l'application des mesures (arrêtées), pour pallier à cette nouvelle donne.

En vue de maintenir l'équilibre budgétaire, et à plus long terme de favoriser la compétitivité des industries nationales, de relancer la production et d'assurer un meilleur équilibre des comptes extérieurs de l'État ; le Zaïre devait encourager les exportations, tout en réduisant la dépendance par rapport aux importations. Il devait aussi mettre en place un important dispositif d'incitation à l'investissement.

En matière d'exportation, il a été convenu de supprimer la totalité des droits et taxes de sortie sur tous les produits, à l'exception du pétrole brut, du café, du bois en grume et des produits miniers. De plus, toutes les exonérations douanières à l'importation ont été annulées, y compris celles accordées au Conseil Exécutif, aux services publics et aux organisations caritatives.

Compte tenu de nouvelles mesures prises à cette époque, et de la façon exemplaire que le Zaïre a respecté ses engagements en matière de dettes extérieures et d'exécution des programmes d'austérité - arrêtés en collaboration avec le FMI - les autorités de ce pays attendaient un soutien plus substantiel de leurs partenaires. La réalité sera autre, bien que la BM et certains pays partenaires se soient engagés à apporter leur appui à cette nouvelle politique. La mise en œuvre d'un crédit d'ajustement structurel à l'industrie en vue de pourvoir à l'approvisionnement en matière d'intrants et de pièces de rechange, devait atténuer la dépréciation du zaïre-monnaie, et octroyé aux industries les moyens d'accroître leur productivité.

Devant les difficultés croissantes de la population, et compte tenu du fait que la vie n'avait jamais été aussi difficile pour le commun des zaïrois ; les autorités du pays ont décidé de limiter les remboursements du service de la dette extérieure.

II. 2. 3. LIMITATION UNILATERALE DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE EXTRIEURE.

Depuis le milieu des années 70, Le Zaïre a fait face à la baisse de sa production locale, aux difficultés de sa balance des paiements, aux financements de ses projets somptuaires, a recouru de plus en plus à des emprunts étrangers. L'aggravation de sa situation, de ses moyens de paiements extérieurs a soumis ce pays à supporter les potions amères de PAS. Les conséquences de ces programmes ont été lourdement ressenties par les couches les plus vulnérables.

Pour rétablir les déséquilibres de son économie dans les années 80, les créanciers n'ont cessé d'exiger du Zaïre, de dégager un « Surplus commercial considérable ». Or ce qu'ils ont oublié ; ce que, de mars 1981 à mars 1986 le prix du principal produit-pourvoyeur de devises de ce pays : c'est-à-dire le cuivre, a connue une baisse régulière de 25 %. Comme on peut le constater, les institutions financières internationales, pour répondre à un déséquilibre d'une conjoncture (internationale) défavorable, d'origine complexe, qui a mené ce pays débiteur à une charge de remboursement annuel intolérable par rapport à ses revenus, se sont illustrées par des solutions simplistes et irréalistes, qui les ont caractérisées dans les années 80 et 90. En effet jusqu'en 1986, le Zaïre respecta malgré cette situation d'honorer ses engagements envers ses créanciers. Ainsi, au cours de cette année le service de la dette absorbait plus de 40 % du budget des dépenses du pays. Ce qui est énorme pour cette économie fragile. Cette charge de la dette poussa alors ses autorités de limiter, à

partir du 29 octobre 1986 à 20 % du budget de l'État et à 28 % de ses recettes d'exportation, le service de la dette extérieure, et à 5 % du budget de l'État, celui de sa dette intérieure.

Nous pensons, comme L'Hériteau et Fontaine[254], que :*" L'attitude réaliste (aurait consisté) donc à rechercher, quelles sont (ont été) les limites d'un déséquilibre acceptable par toutes les parties, et non par les seuls créanciers ; après tout l'argument selon lequel on ne peut pas affamer une population pour payer des banques n'est pas totalement dénué de valeur, quelles que soient les abus démographiques qui en aient pu être faits. "*

Dans le budget 1986, le service de la dette - y compris les frais financiers représentait 57% de budget total, de la sorte que le Zaïre *«a opéré sans contrepartie un transfert net de capitaux à l'étranger qui n'a pas été compensé par des investissements conséquents de (ses) partenaires extérieurs ».*[255] Le Conseil Législatif et le gouvernement devaient alors élaborer un budget pour 1987, qui se décomposa en un budget en capital 20 %, rémunération 20 %, fonctionnement de l'État et les entités territoriales 35 %, remboursement de la dette extérieure à 5%.

II.2.4. RETOUR A LA PARITE FIXE DU ZAIRE-MONNAIE.

Après des multiples tâtonnements quant à la parité du zaïre-monnaie, les autorités zaïroises annoncèrent un retour à la parité fixe de la monnaie qui serait lié à nouveau au DTS et dont le taux aurait été réajusté périodiquement, système qui, appliqué au Zaïre pendant des longues années, avait permis l'instauration d'un marché noir de l'argent et que le système des parités flottantes allait permettre d'éliminer. Néanmoins, la réforme monétaire qui a conduit à instaurer un régime de parité

[254] L'Hériteau M.F. et Fontaine J.M., Ajustement en Afrique, C.E.P.E.D. Groupe Rosa, Paris, 15 mars 1987, p. 1.
[255] Marchés Tropicaux et Méditerranéens, n° 2139 du 07 novembre 1988, p. 2689

flottante n'a pas donné les résultats escomptés et a déstabilisé le zaïre-monnaie, dont la dépréciation s'est poursuivie.

Le flottement de la monnaie et la libéralisation de l'économie se sont accompagnés d'un durcissement des politiques budgétaire et monétaire, dans le cadre d'accord de confirmation successifs appuyés par le Fonds. Cependant, la mise en œuvre du programme pour l'année 1986, qui visait à consolider les progrès accomplis durant les années précédentes, s'est heurtée à des grandes difficultés. Celles-ci ont été dues en partie à la détérioration brutale de 24 % des termes de l'échange, qui a grevé de plus en plus lourdement la balance des paiements et le budget de l'État.

Nonobstant les progrès considérables réalisés depuis 1983, l'évolution observée en 1986 montre que fondamentalement, l'économie de la RD Congo reste vulnérable. Les déséquilibres intérieurs et extérieurs sont d'une ampleur insoutenable ; le taux d'inflation demeure élevé, tandis que la persistance de contraintes liées à l'infrastructure et aux institutions entrave la croissance de l'économie. La base des recettes publiques est étroite et l'administration fiscale reste déficiente, tandis que le financement des opérations budgétaires exerce des fortes pressions sur les prix et sur la balance des paiements. Il réduit également le montant des crédits à la disposition du secteur productif privé. De surcroît, la dette extérieure pèse lourdement sur le budget de l'État et sur la balance des paiements.

Vu l'ampleur de ces difficultés, les autorités zaïroises avaient décidé de poursuivre leurs efforts d'ajustement dans un cadre global de politique économique qui avait été mis au point pour la période triennale 1987/88-1989/90, en étroite collaboration avec la Banque Mondiale.

.∴ Les principaux objectifs du programme étaient les suivants :

a) enregistrer un taux de croissance réel moyen d'environ 3,5% par an, ce qui aurait contribué à l'augmentation du revenu par habitant ;

b) porter la part des investissements dans le PIB de moins de 12 % en 1968 à 18 % à partir de 1987 ;

c) ramener le taux d'inflation de 40 % en 1087 à 20 % en 1988 et à moins de 15 % en 1990 ;

d) comprimer le déficit des transactions extérieures courantes et le déficit global des opérations financières de l'État ;

e) accroître la part des financements extérieurs alloués au secteur privé.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement du Zaïre entendait appliquer deux grandes stratégies, consistant ; d'une part à promouvoir les initiatives privées dans les secteurs productifs de l'économie (le rôle de l'État se limitant à intervenir dans certains secteurs prioritaires et à améliorer l'infrastructure), et d'autre part à accroître l'efficacité de la gestion des ressources publiques, en améliorant l'allocation et la mise en œuvre des investissements publics. De plus, les autorités devaient s'attacher à poursuivre la réforme des entreprises publiques et à renforcer les finances publiques.

Notons que le tirage dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire, s'appliquait à un déficit d'exportation enregistré durant la période de douze mois qui s'était achevée en mars 1987. Ce déficit, comme l'indique le communiqué de presse n° 87 / 11 du 15 Mai [256] *" était attribuable à la baisse des prix d'un certain nombre des principaux produits d'exportation. Ainsi par exemple, les produits miniers n'ont rapporté en 1986 que 947.640 DTS, alors qu'une année avant, les recettes d'exportation de ces produits se situaient à 1.372.794 (31 % de régression) et le cuivre, principal produit d'exportation n'a drainé que 480.630 DTS contre 604.183 DTS en 1985 (soit une régression de 24,4 %),* " (cf. tableau 12).

[256] Bulletin du FMI 08, juin 1987, Vol. 16, n° 1, p.23

Malgré la décision de limitation unilatérale du remboursement de la dette extérieure, le Zaïre ne pouvait se passer de l'assistance du FMI et de la B M. D'autre part, les pays occidentaux ont encore besoin des minerais stratégiques dont dispose ce pays (cuivre, diamant, or, coltan, etc.), et qu'ils ne pouvaient donc pas se permettre de « lâcher » ce pays. Ainsi, dès le début de l'année 1987, le Zaïre en situation financière difficile et le FMI ont négocié les modalités de redressement de son économie. Ceci pour permettre à ce pays d'obtenir les crédits indispensables à son économie, mais pour ce faire ; son gouvernement était censé instaurer une discipline budgétaire sévère, qui devait permettre en retour ; d'attirer les investissements étrangers. Comme on peut le constater, les mesures du FMI n'ont, une fois de plus, pas tenu compte de la situation déjà pénible de la population (NDLR : saignée par les conséquences de nombreux PAS, mis en place dans ce pays).Toutefois ces mesures ont permis de juguler l'inflation, qui est passée de 100 % en 1982 à 50 % en 1986. Malheureusement, le taux d'inflation est remonté à 97,8 % en 1987 (cf. tableau 51). Cependant, le coût de la vie a considérablement augmenté pour la population zaïroise ; ce qui a engendré un fort mécontentement des habitants les plus pauvres des villes. Les économistes évaluaient *« la baisse du pouvoir d'achat de 20 à 35 % pour un ménage moyen sur les douze derniers mois, en dépit d'une hausse des salaires des fonctionnaires de plus de 67 % (annoncée en mai 1986) »*[257]

Depuis février 1987, La Banque Mondiale a déboursé la moitié d'un prêt au secteur industriel de 80 millions de dollars et a prêté également 27,6 millions de dollars, destinés à la modernisation des transports fluviaux du pays. « *La Belgique, principal partenaire commercial du*

[257] Susan George, Jusqu'au cou – Enquête sur la dette du Tiers-Monde, p.171.

Zaïre, lui a octroyé 17 millions de dollars pour faire face à ses difficultés de paiement et financer l'importation des pièces détachées pour l'industrie »[258]

Après ce rééchelonnement de 1987, le Zaïre avait repris les contacts le 18 novembre 1988 avec le FMI et la BM. A l'issue de cette reprise, le directeur du département Afrique au FMI (M. Evangelos) a reconnu de la nécessité pour ce pays ; *« D'un programme solide et crédible à moyen terme avec le FMI pour l'exercice 1989, dont les objectifs principaux sont une croissance soutenue de l'économie et de la réduction de l'inflation »*[259]. Le but recherché au cours de cette nouvelle mission, dite préliminaire, était de reprendre le dialogue et de chercher à aboutir aux objectifs que le Président Mobutu souhaitait vivement pour son pays. Cette rencontre a permis également de faire l'évaluation de l'état d'exécution du programme d'ajustement structurel en cours avec le FMI et la BM, et pourtant sur la période 1989-1991. Selon M. CALAMITSIS[260] :*" Le Zaïre, en raison de ses ressources et son potentiel, à très certainement des perspectives d'une meilleure croissance pour les trois années à venir. "*

Cette reprise de contact a permis la mise en place d'un nouveau programme d'ajustement structurel.

II.2.5. LE PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL 1987-1990.

Ce programme d'ajustement structurel comprenait – comme tout autre programme de ce genre – deux composantes : la composante relative à l'absorption de la demande et la composante de l'offre (restructuration de l'économie). Nous n'allons pas entrer dans les détails de ce nouvel accord, mais nous-nous contenterons que de résumer les objectifs de ces deux composantes.

[258] Marchés Tropicaux et Méditerranéens du 20 mars 1992, p. 709
[259] Marchés Tropicaux Méditerranéens n° 2246 du 25/11/1988, Zaïre : Discussion avec le FMI et la BM, p.3313
[260] Idem, p. 3313.

A. LES OBJECTIFS D'ABSORPTION.

Six objectifs étaient retenus dans le programme, pour contenir l'expansion de la demande globale ou lui imprimer une nouvelle orientation.

1° La réduction du déficit du compte courant de la balance des paiements, qui devait passer de 14,2% du PIB en 1990 à 11,5 % en 1992. En terme financier, le déficit devait passer de 650 millions de DTS en 1990 à 600 million de DTS en 1992, soit une réduction annuelle de 4 % en moyenne ;

2° la contention du déficit budgétaire à 17 % du PIB en 1989 et sa réduction progressive par la suite du programme ;

3° l'accroissement de l'épargne domestique de 8 % du PIB en 1989 à 12 % pour les années 90 ;

4° la réduction du taux d'inflation de 75 % en 1989 à 15 % en 1991 avec un palier de 20 % en 1990 ;

5° le resserrement monétaire ;

6° le relèvement du taux d'intérêt qui devait devenir positif dès 1989.

B. - LES OBJECTIFS DE RESTRUCTURATION.

L'objectif primordial de la composante structurelle était d'atteindre un taux de croissance annuel d'environ 3,2 % en 1989, qui devait passer dans la tranche de 3,5-4,0% par la suite (1990-1991).

La répartition de cette croissance par les grands secteurs de l'économie devait se faire de la manière suivante :

1. le secteur minier : 3 à 3,5 % de croissance annuelle ;
2. le secteur agricole : 3,5 % de croissance annuelle ;
3. le secteur de bâtiment et travaux publics : 5 % de croissance par an ;
4. le secteur manufacturier : 5 % de croissance par an ;

5. le secteur des services : 3 % de taux de croissance l'an.

Les objectifs intermédiaires qui ont conduit à ce grand objectif macroéconomique se résumaient aussi en six points :

- amélioration de l'efficience de l'utilisation des ressources dans l'économie en général et dans le secteur public en particulier ;
- augmentation du niveau de productivité dans les secteurs vitaux et surtout dans les secteurs d'exportation ;
- relèvement du niveau de compétitivité des produits zaïrois face aux produits importés au Zaïre et face à la concurrence des autres produits sur le marché international ;
- amélioration de la position financière internationale du Zaïre (notamment l'amortissement de la moitié de la dette extérieure estimée à l'époque à 8 milliards de dollars, négociation des remises de dette) ;
- augmentation du niveau d'investissement qui devrait passer de 11 % du PIB en 1988 à environ 14 % du PIB en 1991, afin d'atteindre le niveau des années 80 ;
- recours accru à l'épargne intérieure qui devait passer de 8 % du PIB en 1988 à 12 % en 1992. La différence devait être financée par l'épargne d'origine extérieure.

Les mesures qui ont été prises en 1987 et 1988 se sont révélées insuffisantes pour répondre à l'objectif poursuivi. Le taux d'inflation continua à se détériorer (de l'ordre de 100 %), entre autres causes d'une faible maîtrise des dépenses et d'une perception insuffisante des recettes de l'État. De 97, 8 % en 1987, le taux d'inflation se situait à 127,8 % en 1988. Toutefois, grâce aux mesures budgétaires prises fin 1988 et début 1989 : les recettes publiques se sont chiffrées à 75.704, 8 millions de zaïres et les dépenses à 71.470,2 millions de zaïres. Elles ont permis de réduire le niveau d'endettement du Trésor,

auprès du système bancaire. Cependant, l'analyse des dépenses par poste relève des dépassements considérables par rapport aux prévisions des dépenses liées aux dotations et au fonctionnement, alors que les dépenses d'investissement, de la dette publique et des arriérés ont accusé des sous-consommations de crédits prévus.

Au niveau de la politique budgétaire, les mesures ont consisté du côté des recettes :

- au relèvement de la taxe administrative à l'importation de 3 à 5 % ;
- à l'augmentation du taux des taxes sur les bières de 20 à 25 % et sur le tabac de 30 à 50% ;
- à la réinstauration d'une taxe de 5 % sur le ciment, le sucre et les allumettes ;
- à l'instauration d'une taxe de promotion industrielle de 2 % ;
- au relèvement du taux des contributions sur le chiffre d'affaire à l'intérieur de 12 % à 18 % et celle sur les automobiles montées localement de 7,6 % à 18 % ;
- au relèvement du droit d'entrée minimum de 10 à 15 % ;
- à l'amélioration du niveau de perception des recettes fiscales.

Du côté des dépenses publiques, les mesures consistaient au renforcement de la procédure budgétaire des encaissements par l'unification de tous les centres d'ordonnancement des dépenses au niveau du Premier Commissaire d'État (Premier ministre).

Au niveau de la politique monétaire, la Banque centrale a pris depuis septembre 1989 les mesures ci-après :

- réduction du taux de réescompte de 62 % à 55 %, l'objectif étant de réduire les taux d'intérêt des banques commerciales auprès des agents économiques ;

- relèvement du plafond de réescompte de 5 à 7 milliards de zaïres ;
- suppressions de la réserve obligatoire de dépôt à un mois, fixée antérieurement à 10 % ;
- diminution du plafond des intermédiaires de la Banque centrale sur le marché monétaire de 30 milliards à 25 milliards.

A ces mesures, il faut ajouter aussi celles prises par la Banque centrale depuis 1989 d'injecter 30 millions de US $ par mois, afin de lutter contre la pénurie des devises et de réduire l'écart entre le marché parallèle et officiel de 89 % à 10 %. Cependant, la libéralisation d'achat de devises avait crée un gonflement du volume de la demande que l'offre avait parfois des difficultés à satisfaire.

Notons que toutes ces mesures avaient un caractère conjoncturel, alors que les causes de l'inflation dans ce pays sont d'ordre structurel. C'est ainsi que le PAS de la Banque Mondiale a proposé au Zaïre, outre les réformes fiscales et tarifaires, les mesures monétaires et financières ainsi que des réformes structurelles.

Les mesures retenues par cette réforme se subdivisèrent entre deux catégories principales :

- les réformes relatives à la libéralisation du système économique ;
- les réformes relatives à la réorganisation et à la privation des entreprises publiques.

En vue de réduire son intervention dans les entreprise publiques et d'augmenter le rendement de ces entités, l'État avait décidé :

- de régler les arriérés entre lui et les entreprises publiques ;
- de rendre les entreprises publiques responsables du règlement de toutes les dettes extérieures qu'elles avaient contractées ;
- de privatiser les entreprises dont les activités pouvaient être mieux assurées par le secteur privé.

A ce propos l'on notera la création du Conseil Supérieur du Portefeuille, dont le rôle est d'élaborer un plan de classification des entreprises publiques selon leur catégorie, négocier des contrats programmés avec celles qui seraient retenues comme efficientes, et étaler le processus de liquidation des autres, et enfin de revoir le programme d'investissement public prioritaire (PIP).

Les engagements de l'État dans le cadre du PIP étaient de :

- 28 % pour le secteur minier et des hydrocarbures ;
- 22 % pour le secteur du transport ;
- 11 % pour le secteur de l'électricité ;
- 9 % pour le secteur agricole ;
- les 30 % qui restent concernent les secteurs sociaux.

Après avoir présenter ce programme d'ajustement structurel (1987-1990), essayons d'évaluer son exécution.

II.2.6.- L'EXECUTION DU PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL 1987-1990 : PREMIER BILAN.

L'année 1989 a été marquée par un rétablissement progressif des grands équilibres financiers. Entre 1985 et 1990, le solde des opérations budgétaires ordinaires de l'État a presque été positif, excepté les années 1988 et 1990. En valeur absolue, on est passé de 26.142.901 zaïres en 1985 à

– 62.321.017 en 1988. L'année 1989 a vu ce solde revenir excédentaire (104.449.082 Z). Malheureusement pour les raisons que le Zaïre a connut depuis 1990, cette année, le solde est redevenu négatif (- 3.537.375), (cf. tableau 48 bis).

Quand au solde global, il y a eu alternance des années excédentaires (1985, 1986) et déficitaires (1987, 1988) ; c'est-à-dire pendant les années de mise en route du programme d'ajustement structurel 1987-1990. Ainsi, de – 116.758.513 Z, le solde global des opérations budgétaires a connu un excédent de 62.062.060 Z (cf. tableau 49). Cet excédent s'explique par le fait que ; l'exécution du budget de l'État n'a pas recouru au financement monétaire. En même temps, l'écart entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle a été ramené de plus de 90 % à moins de 10 %. Mais l'objectif de ramener le taux d'inflation à moins de 15 % en 1990, n'a pas été atteint, bien au contraire, depuis fin 1989, on assiste à une flambée de l'inflation, plutôt de l'hyperinflation (cf. tableau 51).

En gros, on peut dire que les critères de réalisation du PAS avaient été respectés. Le Zaïre et les institutions de Bretton-Woods étaient même convenus de réduire de sept points le taux de réescompte de la Banque Centrale, de manière à susciter une réduction des taux débiteurs des Banques commerciales. Au mois d'août 1989, l'ancien chef de l'État (zaïrois) s'est d'ailleurs félicité de l'amélioration sensible de la situation économique, tout en notant un ralentissement de l'activité économique qui risquait de s'aggraver si les perturbations dans l'approvisionnement du pays en produits pétroliers persistaient.

En appui au programme d'ajustement structurel 1987-1990, la Banque Mondiale a financé deux opérations pour un montant de 100 millions de dollars, dans le secteur social. Une

enveloppe de $ 60 millions devait être destinée au programme d'ajustement des secteurs sociaux, tandis que $ 40 millions devaient servir à réhabiliter le secteur de l'enseignement primaire et secondaire.

Conscient du problème de la détérioration de l'infrastructure, le gouvernement zaïrois avait aussi réussi à négocier avec la BM et tous les bailleurs des fonds un programme d'investissement public prioritaire PIP 1989-1992. Ce PIP avait pour objectif : le développement socio-économique. Son coût s'est évalué à 553 milliards de zaïres, soit 2.956 millions de $ US.

En 1990, le Zaïre s'est lancé dans la foulée de la vague démocratique, en proclamant l'instauration du multipartisme politique, et depuis le mois d'avril de cette année-là, le pays a pataugé dans une longue transition vers la troisième République, jusqu'aux élections présidentielle de 2006.

Sur le plan économique, les dégâts sont tellement considérables que l'avenir est largement compromis. Les émeutes, les pillages, les grèves ont provoqué la destruction de l'appareil productif.

Tous ces événements associés aux difficultés de la Gécamines (dont la production du cuivre par exemple est passée de 425.200 (T) en 1989 à 342.500 (t) en 1990, pour se retrouver à 224 .000 (T) en 1991, et enfin à 36.400 (T) en 1997 (cf. tableau 17), vont priver l'État de ses recettes d'exportation. Ce dernier ne pouvait, dans ce cas-là ; qu'abuser de son pouvoir de seigneuriage, provoquant par conséquent une hyperinflation galopante. Ainsi, l'inflation, plutôt l'hyperinflation a atteint 5700 % en 1991 (cf. tableau 51), proportion jamais atteinte dans ce pays. Depuis les événements du 16 février (répression sévère d'une marche organisée par de chrétiens), le Zaïre se trouvait également privé de toutes aides et ressources internationales.

Sur le plan financier, « *le Zaïre a accumulé plus de deux milliard de dollars d'arriérés (sur une dette de 8,843 milliards de dollars) auprès de ses bailleurs des fonds »*[261].

Sur le plan social, tous les événements que connaît la RD Congo depuis 1990 ont provoqué le chômage, la perte du pouvoir d'achat de la population, la paupérisation de la population (urbaine surtout) ; la misère du peuple a dépassé le seuil de tolérance.

Suite à ce tableau économique apocalyptique, DEMOZAMBA[262] notait que depuis le mois de mars 1994, le Zaïre est," *Une fois de plus, rentré en coopération avec le FMI à la suite d'une mise en route d'un programme d'urgence de stabilisation économique. A travers ce programme économique, notamment aux termes de la séquence trimestrielle qui va de mars à mai, le FMI a soumis le Zaïre à un nouveau traitement de cheval dont les conséquences sociales ne manqueront pas de paupériser d'avantage la population. "*

Les principaux objectifs de ce nouveau programme sont :

- le non-recours à la planche à billets ;
- le plafonnement de la consommation de l'État zaïrois au niveau des recettes budgétaires ;
- la réduction des arriérés des paiements dus au FMI (23 millions $ au 18 mai 1994).

Au vu de la situation économique et des finances du pays, aucun de ces derniers objectifs n'avait la chance de donner de résultats probants. Car compte tenu de ces difficultés - surtout celles de la Gécamines -, il devenait presque impossible que la RD Congo abandonne le recours à la planche à billets.

[261] M.TM. n° 2375, du 17/05/1991, p.1242.
[262] A Demozamba, FMI, Zaïre : halte à la politique de poids deux mesures, Le Potentiel n° 465, le 13 mai 1994, p.5

La compression de recettes d'exportation, n'a pu permettre à cette économie rentière (extravertie) à honorer ses engagements en matière d'arriérés. Et pour compenser le manque à gagner résultant de cette situation, l'État pour pallier au déficit budgétaire chronique, ne pouvait que recourir à son arme favorite : le seigneuriage.

Après avoir présenté l'historique des relations institutions de Bretton-Woods-RD Congo - à travers la mise en place des programmes de stabilisation des années 70, de programmes d'ajustement structurel des années 80, et enfin les mesures d'allègement/annulation de sa dette extérieure -, nous allons maintenant voir les conséquences de tous ces programmes mis en place au Zaïre, afin de rechercher les raisons de leur insuccès.

CHAPITRE III : LES CONSEQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL EN RD CONGO ET LEURS CRITIQUES.

Les coûts des programmes d'ajustement structurel sont les effets secondaires de remèdes proposés par les institutions de Bretton-Woods. Ces effets secondaires conduisent généralement à la vulnérabilité de l'économie ajustée. L'efficacité, tout comme les limites de ces programmes orthodoxes ont été longtemps au centre des débats entre d'un côté les experts des institutions de Bretton-Woods et leurs partisans, et de l'autre côté les pays ajustés et les adversaires des mesures préconisées par ces institutions.

Malgré l'insuccès – plutôt l'échec – des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, ces débats ne sont pas prêts d'être clos. Car les experts des institutions de Washington, imprégnés de leur

culture orthodoxe, ne peuvent aller au-delà de quelques piètres concessions. De l'autre côté, les pays ajustés et leurs alliés, bien que décriant la pilule amère résultant des politiques préconisées par ces institutions, ne peuvent que subir et /ou supporter (à moyen ou long terme) le dictât de ces dernières. Comment peut-on imaginer (malheureusement) aujourd'hui la sortie de crise des PVD – souvent exportateurs d'un ou plusieurs produits de base, dont les termes de change ne cessent de se déprécié sur le marché mondial –, sans aides extérieures ? Bien que devant les résultats économiques médiocres ou catastrophiques obtenus par les politiques d'ajustement, les résultats eussent été bien pires si ces politiques n'avaient pas été mises en œuvre. Gilles Duruflé soutient d'ailleurs, dans son ouvrage, *« Que cela peut être contesté, mais ne peut être réfuté ; car dans la situation actuelle, il n'est pas (malheureusement) d'autre politiques possible qui donnerait de meilleurs résultats. »* [263] L'immobilisme politique que connaît la RD Congo depuis avril 1990, a renforcé la détérioration des infrastructures de base, précipité le peuple dans une misère sans précédente, marginalisé l'économie nationale; ce qui à moyen terme ne peut qu'imposer au pays et son peuple de se soumettre à nouveau aux potions amères des institutions de Bretton-Woods. Ainsi par exemple, le programme d'urgence de stabilisation économique, mis en place à la suite des accords du mois de mars 1994 entre la RD Congo et le FMI ne fait que confirmer nos propos. Celui-ci a suscité des nombreuses réactions telles que celle de A. Demozamba[264], qui soulignait qu': *"A travers ce programme économique, notamment aux termes de la séquence trimestrielle qui va de mars à mai, le FMI a soumis le Zaïre à un nouveau traitement de cheval dont les conséquences sociales ne manqueront pas de paupériser davantage la population.*

[263] Gilles Duruflé, op.cit., in couverture.
[264] Demozamba, FMI-Zaïre, Halte à la politique de deux poids, deux mesures, in Le Potentiel n° 465, p.5

″ Du côté des « médecins », souvent experts sans connaissance réelle des réalités socio-politico-économiques du pays à ajuster ; ils préconisent l'application de l'orthodoxie pure et simple. Du côté des malades, souvent sans réalisme et vraie connaissance des effets secondaires des politiques exigées par les médecins (à moins que ça soit, surtout dans le cas de la RD Congo, par soucis de parer au plus immédiat, ndlr.), on préfère d'abord accepter (dans le court terme) les mesures préconisées, et ensuite les critiquer.

Quels que soient leurs résultats en matière de la balance des paiements, les programmes d'ajustement structurel (PAS), provoquent des effets négatifs, délibérément cherchés ou non, sur d'autres variables économiques (revenu global, niveau des prix, etc.). D'autre part, et la question déborde alors le plan strictement économique, les programmes d'ajustement structurel ont un coût social élevé, en contribuant lourdement à une détérioration de la répartition de revenus entre les diverses couches sociales du pays.

II.3.1. - CONSEQUENCES DES PAS SUR L'ECONOMIE CONGOLAISE.

Les principaux coûts économiques des programmes d'ajustement structurel (PAS) peuvent être regroupés autour de trois thèmes :

les programmes d'ajustement structurel ont fait accroître la vulnérabilité de l'économie congolaise ;

ils ont imposé au pays une lourde récession économique ;

les programmes d'ajustement structurel ont nourri le processus inflationniste.

A. LES PAS ET LES VULNERABILITES DE L'ECONOMIE CONGOLAISE.

Le modèle de développement dans lequel s'inscrivent les programmes d'ajustement structurel (Pas), a fait accroître la vulnérabilité de l'économie congolaise à l'égard de l'extérieur. Au-delà de la nécessité de procéder à la stabilisation économique et à un retour à l'équilibre de la balance des paiements, l'ajustement cherché s'est opéré dans le cadre d'une augmentation de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur. Et par là même, a fait exposé l'économie aux fluctuations de la conjoncture internationale ; la chute vertigineuses des cours du cuivre de 1974 et leurs conséquences sur l'économie de la RD Congo, illustrent bien cette affirmation. Ainsi, des chocs extérieurs influent automatiquement sur l'économie du pays. Les effets du second choc pétrolier, par exemple, sur les termes d'échange des PVD non-exportateurs de pétrole apparurent assez différents de ceux du premier choc. En effet, la hausse des prix d'importation - commune aux deux chocs - s'accompagnant d'une baisse des prix d'exportation dans le second cas, et non dans le premier. La nouveauté de ces effets, est que la dégradation des termes d'échange s'accompagne d'un accroissement marqué du service de la dette, en raison notamment de la hausse des taux d'intérêt.

Notons que la fluctuation des termes d'échange dépend de la nature des produits exportés. Ainsi par exemple, le café, le cacao, le sucre, le phosphate, le zinc sont des produits dont les prix ont connu les fortes fluctuations. Ainsi l'instabilité de prix sur le marché mondial, provoque une forte instabilité des termes d'échange des pays, dont les exportations sont concentrées sur un ou plusieurs produits (cas de la RD Congo, avec son principal produit d'exportation : le cuivre).
L'instabilité, et surtout la chute des prix des matières premières (en général, et du cuivre en particulier en ce qui concerne la RD Congo) est à l'origine de la crise profonde que traverse ce pays, sans oublier le rôle joué par ses dirigeants et leurs associés étrangers. Cette instabilité s'explique par la baisse de la demande dans le monde industrialisé, dont les économies ont changé structurellement d'une lourde

dépendance envers les matières premières à une dépendance envers les services.

Dans les années 70, période où les cours des matières premières étaient élevés du fait des augmentations des prix du pétrole, les exportateurs de matières premières de pays en développement étaient préoccupés par l'instabilité des cours et par le coût élevé des importations des produits manufacturés et d'équipements. Il était impossible de planifier à moyen et long terme une réelle politique de développement, mais comme les recettes étaient suffisantes : ces pays se sont lancé dans des projets de développement à court terme (ce qui explique en partie la politique des grands travaux engagés dans les années 70 au Zaïre, ndlr.). Par contre, dans les pays industrialisés on s'inquiétait également de l'instabilité des cours, mais ce que l'on craignait ; c'était que les prix montent sans fin et que les approvisionnements en soient perturbés.

Les années 80 sont caractérisées par un effondrement sans égal, depuis un demi-siècle. Cet effondrement des cours des produits de base a profondément frappé les économies des pays du Tiers- Monde. Ce fait est aujourd'hui largement reconnu, même par ceux qui avaient jusqu'à présent avancé d'autres explications de l'origine de la crise des pays en développement (NDLR : comme le fardeau de la dette et la mauvaise gestion ; en d'autres termes, un mauvais emploi des ressources, une bureaucratie pléthorique et des politiques « boiteuses », surtout en ce qui concerne la production). En conséquence, les entreprises tributaires des matières premières se sont rationalisées. Les gaspillages ont été réduits et le recyclage des matériaux est devenu le mot d'ordre. Certaines entreprises ont cherché refuge sur les marchés à terme, pour assurer leur approvisionnement et se protéger contre les trop fortes fluctuations des cours. D'autres, ont intensifié leur effort de recherche sur l'utilisation des matières plastiques et synthétiques. Ces mesures s'ajoutant à la récession et aux modifications qu'elle

a provoquées dans la structure des économies des pays industrialisés, ont entraîné un fléchissement de la demande de matières premières dans les années 80 et l'effondrement des cours.

La non-prise en compte (ou plutôt le manque d'anticipation) de cette nouvelle attitude des pays industrialisés, par les pays en développement, allait obliger ces derniers à augmenter leur production pour compenser la diminution des recettes d'exportation. Le Zaïre produisait depuis 1982 470.000T/an, pour compenser la chute de ses recettes d'exportation – suite à la chute des cours du cuivre depuis la fin de 1994 et aux conséquences de la hausse des prix du pétrole en 1979 – ce pays décida d'augmenter sa production, jusqu'à atteindre une production record, de 498.000 T/an, en 1986 (cf. tableau 42). Ce que le Zaïre – comme d'autres pays exportateurs des produits primaires – a (ont) oublié ; c'est que cet accroissement, comme l'a souligné KATANGA MUKUMADI Y.[265], *" Peut contribuer à maintenir le niveau des recettes du gouvernement en cas de chute des prix, mais il contribuera également à augmenter l'offre du cuivre sur les marchés mondiaux ; cela a pour conséquence la chute des prix."* De cela, il s'en est suivi une énorme perte de recettes en devises, subie par les pays africains fortement tributaires des exportations de matières premières (cas de la RD Congo, pays rentier). Pris au piège du lourd service de la dette, leur capacité d'importation et leur croissance économique ont été sérieusement diminuées.

La RD Congo est tributaire des recettes d'exportation d'un ou quelques produits de base (et surtout du couple cuivre-cobalt, ndlr.). Cet effondrement des cours des années 80, a eu des répercussions particulièrement dommageables pour son économie. Le déficit de sa balance des paiements courants, l'alourdissement du service de sa dette extérieure et les réductions de ses

[265] Katanga Mukumadi Y., Le Zaïre et sa dépendance aux échanges commerciaux, Cahiers, Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, p. 458

importations, ont entraîné à leur tour, un ralentissement de sa croissance économique.

Les fluctuations des prix de produits de base sur le marché mondial a eu un impact sur ses recettes d'exportation, avec des sérieuses conséquences sur la situation économique de ce pays. En effet, la diminution des recettes d'exportation de ses produits de base a coïncidé avec l'apparition d'une importante dette extérieure (contractée depuis les années 70), ainsi qu'avec une hausse des taux d'intérêt internationaux (surtout dans les années 80), qui ont rendu de plus en plus problématique le service de la dette. Par voie de conséquence, les sources privées de crédit international ont décidé de diminuer leurs pertes et de réduire leurs risques au Zaïre (NDLR : qui ne respecte pas les échéances de sa dette). Cette situation a aggravé la situation de ce pays, dont les flux de capitaux sont devenus rapidement de plus en plus négatifs. Les difficultés de son économie depuis 1990, ne feront que plonger le pays dans une crise sans précédente.

Pays rentier - dont la dynamique économique s'appui principalement sur la création des rentes minières et leurs redistributions dans l'économie nationale -, le Zaïre n'a pas échappé à l'effondrement des prix de produits de base. La diminution des rentes minières qui s'en est suivie, << *a entrainé des déséquilibres structurels, provoquant notamment la dévaluation*>>[266].

L'effondrement des cours du cuivre du milieu des années 70 et les surcoûts des projets dispendieux entrepris dans ce pays, la négligence de l'agriculture et les mauvais pratiques zaïroises (NDLR : en matière de gestion et de négociation des contrats avec les firmes étrangères), ont poussé le pays à emprunter d'avantage sur les marchés extérieurs. En effet, une partie de la dette congolaise est le résultat des emprunts contractés entre 1973 et 1974 (cf. tableau 45).

Les politiques orthodoxes prétendent que l'ouverture d'une économie à

[266] BOMSEL Olivier, Après la crise : transformation du mode de croissance des industries minières et métallurgiques, p.8.

l'extérieure, favoriserait un meilleur taux de croissance. Elles prétendent (aussi) que l'extraversion et la préservation des règles du jeu libéral, favoriseraient une meilleure capacité de l'économie. Or, l'étude de relations économiques extérieures de la RD Congo montre bien les limites ou l'échec de prétentions de ces politiques. Les échanges commerciaux de la RD Congo avec le reste du monde occupent en effet, une place importante dans l'économie congolaise. Le commerce extérieur représente plus ou moins 60 % du PIB, tandis que la part des exportations (valeur FOB) dans le PIB varie entre 60 et 70 % selon les années. Les exportations constituent en outre la principale source de devises, dont le pays a besoin pour supporter le service de la dette et financer les importations. Or, l'essentiel des recettes d'exportations repose cependant presque uniquement sur des produits primaires : ***les produits miniers intermédiaires*** (cuivre, cobalt, zinc, diamant, qui fournissent à eux seuls plus ou moins 80 % des recettes totales d'exportation), ***des produits agricoles peu travaillés*** (café principalement), ***ainsi que les produits finis*** (entrant pour une part marginale dans les exportations de ce pays).

La vulnérabilité de l'économie congolaise est ainsi manifeste, dès lors que celle-ci est étroitement dépendante de l'évolution des échanges commerciaux avec l'extérieur. Ainsi, existe-t-il une corrélation directe entre les recettes d'exportation et le comportement des cours mondiaux des principaux produits d'exportation.

Pour mieux montrer la vulnérabilité de l'économie congolaise, nous allons maintenant analyser l'importance relative des importations et des exportations, à travers la balance commerciale de ce pays, depuis son accession à l'indépendance en 1960, en indiquant les pays de (leur) provenance pour les premières et les pays de destination pour les secondes.

1. LES IMPORTATIONS

En 1961, le solde de la balance commerciale du nouvel État indépendant accuse un déficit(- 7.094 Z) ; cela s'explique par la sécession qui a éclatée dans la région du Katanga et qui a provoqué la dislocation des circuits « normaux » du commerce extérieur. D'ailleurs, en observant le tableau 11, on remarque l'absence des données sur l'exportation des produits miniers. Ce déficit pouvait s'avérer beaucoup plus important si la part de l'agriculture (d'exportation) avait été celle d'aujourd'hui. Malgré les troubles, l'imbroglio politique et économique qui ont suivi l'indépendance (le 30 juin 1960), le solde commercial de la RD Congo resta positif jusqu'en 1970. Cela s'explique surtout grâce aux effets des dévaluations opérées en 1961 et 1963, et qui ont encouragés les exportations congolaises.

La chute de recettes d'exportation constatées en 1964 et 1965, s'expliquent par la rébellion qui avait éclatée dans le pays, et surtout qui avait fortement ébranlé l'une des régions agricoles de la RD Congo (le Haut-Congo) ; ce qui explique la baisse de la part des produits agricoles dans les exportations du pays, à partir de 1964. Cette part passa de 26,9 à 18,1 % l'année suivante. C'est à partir de cette date, que la part du secteur minier se taille une place prépondérante dans l'économie de ce pays (NDLR : la principale région minière ayant été épargnée par la rébellion, tout comme fut la région du sud-est du Katanga, lors de la sécession katangaise). Les soldes positifs enregistrés depuis 1965, s'expliquent par le rétablissement d'un État fort et la bonne conjoncture cuprifère. La chute des cours du cuivre, enregistré en 1974 et la stagnation de l'agriculture, expliquent le déficit de la balance commerciale de cette année-là.

L'analyse de la balance commerciale congolaise permet de dégager un fait saillant et alarmant dès 1965 - dont les autorités n'ont pas su prendre en considération -, et qui va expliquer les

difficultés et le tarissement des recettes d'exportation du pays à partir de 1975. En effet la progression exponentielle des importations depuis 1965, excepté 1967, s'explique d'une part par les importantes réserves des devises dont disposait le pays entre 1967 et 1974, et d'autre part par le recours aux importations alimentaires, pour compenser la baisse de la production agricole locale (cf. le tableau 16). Ces importations alimentaires devaient surtout assouvir la forte consommation des biens de luxe. Par manque de politique réaliste en matière d'industrialisation, la RD Congo n'a pas su développer les industries primaires et secondaires, pouvant produire sur place des biens d'équipement et d'approvisionnement. Par conséquent, il doit ainsi continuer à débourser des sommes en devises considérables à cette fin. Le renversement de la vulnérabilité de cette économie, et donc de sa dépendance envers l'étranger n'est donc pas pour demain.

L'absence d'une politique agricole cohérente, dynamique et incitative (pour les 70 % des paysans) - à l'image de celle menée par les pays de l'Asie de l'Est (surtout par la Malaisie qui, ressemble beaucoup à la RD Congo, et qui d'ailleurs lui a supplanté dans l'exportation des produits du palmier, caoutchouc) - et le privilège du secteur minier, ne peuvent qu'expliquer les difficultés de la balance des paiements du pays. D'où, la vulnérabilité de l'économie congolaise et le recours intensif au financement extérieur. Cette dernière pratique n'a fait qu'aggraver son endettement extérieur, et conduisit à la mise en place des programmes des institutions de Washington.

En observant l'évolution des importations entre 1982 et 1990, on peut affirmer que leur volume est lié au volume de recettes d'exportation. Ainsi, au cours de deux dernières années de notre étude, les importations sont passées de 1.055,2 millions de DTS à 1.235,4 millions de 1989 à 1990 (cf. tableau 40), soit une hausse de 17 %, attribuable principalement à la hausse des importations

provenant des divers pays non membres de l'OCDE. Celles-ci sont établies à 412,0 millions de DTS contre 155,5 millions de DTS en 1989 (cf. tableau 41). De 1982 à 1990, le solde de la balance commerciale a presque été excédentaire, excepté les années 1987 et 1988, bien qu'on soit loin des excédents de 1982 et 1984. Le déficit de 1987 et 1988 peut s'expliquer par la hausse des importations de biens de consommation, des matières premières et semi-produits ainsi que des biens d'équipement (cf. tableau 39).

Tableau 39 - BALANCE COMMERCIALE

Années	Millions de ZAÏRE courants			Millions de DTS		
	Exportations C.I.F	Importations F.O.B	Soldes	Exportations C.I.F	Importations F.O.B	Soldes
1982	9 310,2	3 877,7	+5 432,5	1 466,4	610,6	+855,8
1983	18 642,5	12 123,1	+6 519,4	1 364,3	887,7	+477,1
1984	63 329,6	36 251,8	+27 077,8	1 792	980	+732
1985	80 851,7	48 653,2	+32 198,5	1 591,5	957,7	+633,8
1986	100 677,6	83 955,3	+16 722,3	1 434,7	1 196,4	+238,3
1987	196 038,2	213 131,2	-17 093	1 345,3	1 462,6	-117,3
1988	372 229,5	414 992	-46 762,5	1 527,7	1 682,2	-156,5
1989	741 623,2	856 307,2	-114 684	1 539,7	1 055,2	+484,5
1990	100 408 367	1 221 588,2	+186 788,1	1 424,3	1 235,4	+188,9

Sources : banque du Zaïre 1990-1991 (p ; 141)
La balance commerciale du Zaïre, établie sur bases des statistiques douanières a été déficitaires en 1989 avec un solde négatif de 234,5 millions de DTS contre 186,2millions en 1988 sous l'effet d'un niveau supérieure des importations comparé à celui des exportations. Il convient toute fois de noter que le déficit de la balance commerciale ainsi dégagé n'est pas comparable aux résultats des opérations sur marchandises de la balance des payements, les sources et les méthodes de saisie des statistiques utilisées étant différentes.

***2.* LES EXPORTATIONS.**

Pour une économie basée sur le commerce extérieur, les exportations jouent un rôle capital car, tous les projets de développement dépendent de cette activité. Dans un tel cas de figure, les exportations drainent d'une part les devises nécessaires pour le fonctionnement d'une telle économie, et d'autre part elles permettent les achats extérieurs du pays.

La force de l'économie congolaise avant l'indépendance, dépendait de la répartition plus ou moins équitable entre les recettes de deux principaux secteurs d'exportation (agricole, minier et métallurgique), mais surtout grâce à la variété des produits agricoles d'exportation. La régression de la part des produits agricoles dans les exportations de la RD Congo, a condamné ce pays à devenir de plus en plus dépendant de recettes minières, et principalement celles du couple cuivre-cobalt. Ainsi la bonne santé ou les difficultés de l'économie congolaise, s'expliquent par la bonne tenue ou la baisse des cours de ses principaux produits miniers sur le marché mondial. Situation qui se reflète dans le solde de sa balance commerciale et de sa balance des paiements.

Les raisons du déficit ou de l'excédent de la balance commerciale, ayant été expliqué dans le point traitant des importations, nous allons maintenant analyser l'évolution des exportations dans les trois dernières années (du tableau 39), en soulignant leurs destinations.

Après les déficits des années 1987 et 1988, les deux dernières années sous étude ont connu des soldes positifs, avec respectivement 484,5 millions de DTS en 1989, et 188,9 millions de DTS en 1990. Cela s'explique par la bonne tenue des cours des produits à partir de la fin 1988 *(cf. tableau 39)*.

Malheureusement – bien que ce tableau ne nous le montre pas -, l'année 1989 s'est caractérisée par une détérioration des prix à l'exportation. Celle-ci s'est poursuivie en 1990 ; ce qui explique le relatif et modeste excédent de cette année (188,9 millions contre 484,5 millions une année auparavant soit un écart de 38,9 %). Cette situation est due *«En raison de la faiblesse de la demande au niveau des pays industrialisés, due au ralentissement de l'activité économique. Par contre, les prix implicites des biens importés par le pays ont été orientés à la hausse. »*[267]Selon la Banque centrale[268], *" La faiblesse de la demande conjuguée aux ventes importantes du cuivre en provenance d'Extrême-Orient et d'Amérique du Sud sont des facteurs qui ont contribué à l'évolution défavorable du prix dudit produit pendant la période sous analyse. Sur le marché de Londres, il est passé de 1.696,24 £ / TM à 1.458,84£, enregistrant une baisse de 13,9 %. La tendance s'est poursuivie à New-York et à Bruxelles, où les cours sont passés respectivement de 133,65 à 124,84 Cts/ 1b, et de 113.722,77 à 90.504,64 FB/ TM à la même époque. "*

[267] Banque du Zaïre, Rapport annuel, 1991, p. 111.
[268] Idem, p. 113.

Tableau 40 - REPARTITION DES IMPORTAIONS PAR PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS (valeurs F.O.B.)

Pays	En millions de DTS						
	1984	**1985**	**1986**	**1987**	**1988**	**1989**	**1990**
1.							
C.E.E	561,7	610,9	655,5	622,4	637,6	682,6	637,3
U.E.B.L	208,2	231,5	231,5	228,3	228,9	251,4	243,3
France	87,6	118,1	112,3	114,8	125,2	120	129,1
Italie	59,4	55,5	53	66,5	93,9	110,7	61
Rép. Féd. d'Allemagne	96,3	87,4	86,8	105,5	89,4	85,4	102,9
Pays-Bas	55,5	45,3	98,1	49,9	44,7	48,8	43,6
Royaume-Uni	46,7	44,9	42,9	33,3	33,1	36,6	30,5
Irlande, Danemark et Grèce	8	9,8	10	7	11,7	12,1	10,9
Portugal	0	6,4	7,5	10,3	3,8	4,4	2,6
Espagne	0	12	12,1	6,8	6,9	13,2	13,4
2							
Amérique du Nord (USA)	79,8	102,7	88,8	80,4	112,7	107,9	107,3
3							
Japon	39,9	43,7	40,8	37	45,6	53,5	37,5
4							
Autres pays de l'O.C.D.E	60	55,5	41,9	39,8	62,9	55,8	41,3
Sous-total O.C.D.E							
	741,4	812,8	827	779,6	858,8	899,7	823,4
5							
Provenances divers	238,6	144,9	369,4	683	825,5	155,5	412
TOTAL							
	980	957,7	1 196,40	1 462,60	1 684,30	1 055,20	1 235,40

Source : Banque du Zaïre 1990 et 1991.

La mauvaise tenue des cours du cuivre en 1990, s'est répercutée sur les recettes d'exportation du pays, qui passèrent de 1.539,7 millions de DTS en 1989 à 1.424,3 millions de DTS, soit 8,1 % de régression *(cf. tableau 40).*

Les exportations vers les pays de la C.E.E ont connu la même tendance, passant de

1075millions de DTS à 1.005,9 millions en 1990 *(tableau 40***)**. Cette régression s'explique par la baisse des recettes en provenance de l'Union économique Belge-Luxembourgeoise (UEBL), la France et l'Allemagne. Les exportations à destination de l'Amérique du Nord ont également régressé de 13,1 % en 1990, s'établissant à 236,3 millions de DTS contre 272,0 millions en 1989. Les exportations à destination du Japon et des autres pays de l'OCDE (organisation de coopération au développement économique) sont respectivement passées de 43,1 et 45,6 millions de DTS à 39,3 » et 23,6 millions de DTS.

L'ensemble des exportations vers les pays de l'OCDE ont régressé à 1.305,1 millions de DTS en 1990 contre 1.434,2 l'année d'avant. Cela peut s'expliquer par la faiblesse des exportations vers le Japon, l'Amérique du Nord et vers certains pays de la communauté européenne (cf. tableau 41).

Tableau 41 - REPARTITION DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION
(Valeur C.I.F.)

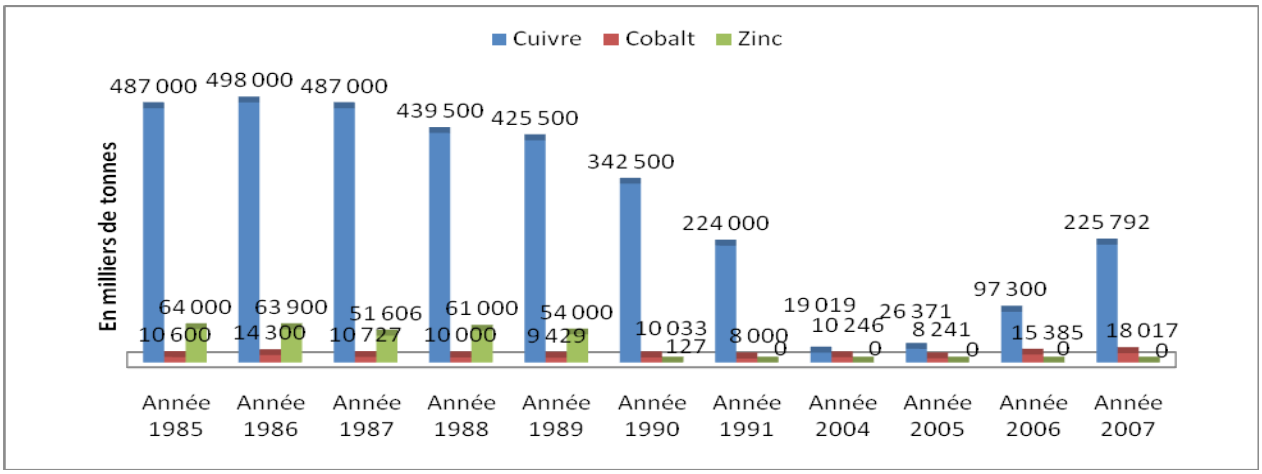
Pays	En millions de DTS					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1.						
C.E.E	1083,3	1067,9	957,6	1048,1	1075	1005,9
U.E.B.L	544,2	530,2	494,3	634,1	680	614,8
France	90,9	116,2	86	68	53,5	48
Italie	131,1	142,9	143,5	120,7	117,2	129,9
Rép. Féd. d'Allemagne	205,5	189,9	151,5	168,1	170,7	155,2
Pays-Bas	31,2	22,5	22,3	11,6	12,2	14,8
Royaume-Uni	44,9	21,4	11,1	9,8	11,3	9,6
Irlande, Danemark et Grèce	5,9	6,8	12,1	6,6	8	3,4
Portugal	6,4	9,8	10,5	16,1	6,2	10,6
Espagne	23,2	28,2	26,3	13,1	18,2	19,6
2						
Amérique du Nord (USA)	394,4	187,9	247,1	277,2	272	236,3
3		48				
Japon	53,1	48	50	53,7	43,1	39,3
4						
Autres pays de l'O.C.D.E	48,5	37,8	38,2	26,5	45,6	23,6
Sous-total O.C.D.E						
	1579,3	1341,6	1292,9	1405,4	1434,2	1305,1
5						
Provenances divers	12,2	93,1	52,4	122,3	105,5	119,2
TOTAL						
	1591,5	1434,7	1 345,30	1 527,70	1 539,70	1 424,30

Source : Banques du Zaïre : rapport annuel 1991 (p139).

Lorsqu'on observe les recettes de trois principaux secteurs d'exportation (cf. tableau 12), on constate que la part de recettes minières est passée de 1.444.880 DTS en 1989 à 1.199.775 DTS en 1990, soit une régression de 20,4 %. Quand à la part de cuivre, elle se situe à 928.985 DTS contre 1.164.219 DTS en 1989, soit une diminution de 25,3 %. Cette baisse des recettes minières s'explique d'une part, par la détérioration des cours du cuivre, et d'autre part par les difficultés que rencontre la Gécamines, depuis l'éboulement de la mine de Kamoto et les

grèves.

Tableau 42 - Production de la Gécamines (milliers de tonnes)



Sources : tableau établis après recoupements de plusieurs documents et supports, dont le Rapport annuel de la Gécamines 1990, Marchés Tropicaux Méditerranéens n° 2375 du 17 mai 1991, p. 1242, n° 2419 du 20 mars 1992, p. 721, www. Wikipedia

Malgré leurs progressions entre 1989 et 1990, les secteurs agricoles et industriels n'ont pu rapporter respectivement que 11,3 et 11,5 % en 1990, alors que ces rapports étaient de 7,5 et 7,6 % une année auparavant. La RD Congo dépend ainsi étroitement des ressources de la Gécamines, et le recul de la production du cuivre (cf. tableau 42) ne fait qu'accroître la vulnérabilité de l'économie congolaise. Les difficultés de la principale entreprise minière, ont privé ce pays des devises, dont il a grand besoin depuis 1990.

Depuis 1982, la Gécamines produit chaque année environ 470.000 T/an de cuivre. Malgré l'achèvement en 1990, de son troisième plan quinquennal, qui avait pour objectif le maintien de la capacité productive au niveau de 470.000 (T), la production a enregistrée en 1988, un recul de 6,5 % avec 439.500 T et de 3,2 % en 1989 avec 425 500 T. Il s'ensuit une forte baisse des apports de cette entreprise à l'État. Depuis fin septembre 1991, la situation s'est encore détériorée avec l'arrêt de la principale mine souterraine. Par rapport à la production moyenne de 470.000 tonnes, la production de 1991 accuse une baisse de 52,3%. En 2004, avec une production de 19.019 T, la production était en recul de 91,5% par rapport à 1991. Malgré une certaine reprise en 2007, l'évolution de la production de la Gecamines depuis 1991 met l'ensemble de l'économie

congolaise en grande difficulté. Aucun pan de l'économie n'y a échappé :

- le taux de croissance reste négatif. Il est passé de -4,3 % en 1990 à – 11,4% en 2000 ;
- Le taux d'investissement qui s'élevait à 8,5% en 1997 est tombé à 4,5% en 2000, aggravant ainsi la paupérisation de la population du pays ;
- Le revenu par tête est tombé de 191USD en 1990 à 80 USD en 2000 ;
- l'inflation est passée de 3.642% en 1991, à 9.796,9% en 1994, pour enfin retomber à 511% en 2000 ;
- les finances publiques se sont soldées par d'importants déficits, couverts essentiellement par les avances de la Banque Centrale du Congo ;
- la monnaie nationale ne remplie plus ses fonctions essentielles, malgré les dévaluations ;
- l'hyperinflation et la dépréciation monétaire, consécutives à l'expansion inconsidérée des liquidités intérieures, ont contribué à l'effondrement du pouvoir d'achat des ménages.

Ce tableau apocalyptique, dès les débuts des années 1990, présageait déjà le classement de ce pays par la Banque Mondiale (en 2008), à la 178éme position ; c'est-à-dire à la dernière place sur la liste des pays de la planète considérés d'après leurs capacités à offrir de réelles facilités de faire des affaires. Conséquence inéluctable de la précarité de la population, la corruption s'est institutionnalisée. C'est ainsi que l'ONG Transparency International considére la RD Congo comme le 6ème pays le plus corrompu du Monde et le 3ème de l'Afrique.

Il est donc paradoxal de "soigner" ce type d'économie, qui souffre des effets du moindre choc extérieur, en augmentant sa sensibilité à ces chocs. C'est pourtant clairement, la politique que le FMI et la BM préconisent pour accéder aux prêts d'ajustement structurel. Selon ces institutions, l'ouverture des économies stimule la croissance, et l'acceptation des règles du jeu

libérales favorisent l'adaptation des économies, au contexte international, même à court terme.

L'un des handicaps de pays en développement sur le commerce international, est l'épineux problème de la détérioration des termes de change. Nous allons essayer de voir l'évolution de ce phénomène, en RD Congo.

3. LES PAS ET LES TERMES DE L'ECHANGE

Le pouvoir d'achat des recettes d'exportation de nombreux pays en développement dépend, du rapport entre les prix mondiaux de quelques produits de base et les prix de produits que ces pays importent, essentiellement des produits manufacturés.
Les prix des produits de base autre que le pétrole ont baissé pendant presque toute la décennie 80, pour amorcer une légère remontée en 1988.

Pendant les années 80 la détérioration des termes de l'échange, a été particulièrement marquée pour les pays d'ASS et d'Amérique latine, qui avaient pourtant abordé la décennie dans une position plus favorable que celle qui avait été la leur pendant les années 70. *« Du fait de la chute des prix des produits qu'ils exportaient, les pays d'Amérique latine et ASS ont vu, pendant les années 80, le pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation diminuer de 13 % et 15 % respectivement par rapport aux années 70 ».*[269] Pour les deux régions cette baisse tient pour environ deux cinquièmes, à l'érosion des recettes d'exportation provoquée par la baisse du prix du pétrole. Ailleurs, les pertes ont été beaucoup moins prononcées.

Le drame de l'économie congolaise est que ses exportations reposent sur un petit nombre de matières premières dont la RD Congo ne peut guère influencer les prix. De plus, au lieu de financer des investissements comme en Asie, les recettes d'exportation bientôt transformées en bakchichs lors des conclusions de contrats industriels, vont dormir dans des coffres-forts, à l'étranger.

II.3.2. - LES CONSEQUENCES DES PAS SUR LES INVESTISSEMENTS.

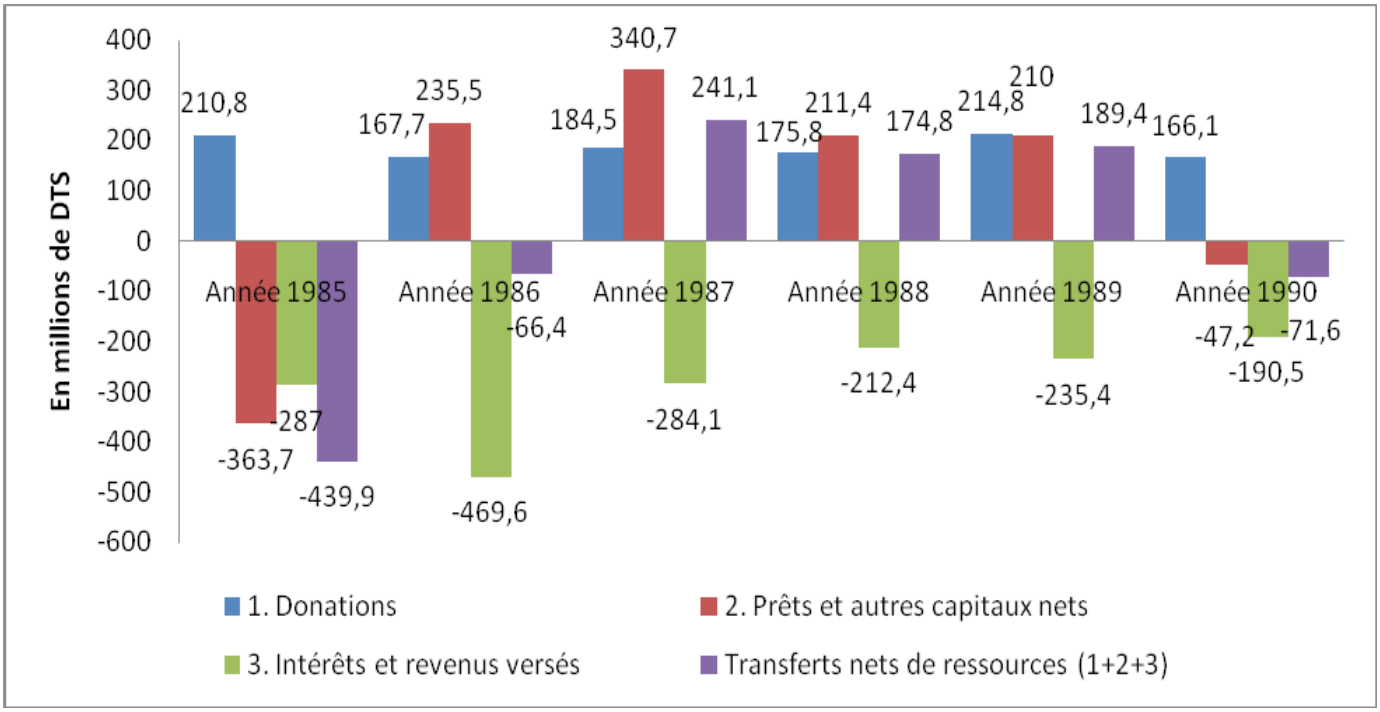
[269] Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1990, p. 15

Avant 1975, le Zaïre avait la réputation d'honorer ses engagements, et donc séduisait des investisseurs étrangers et attirait une foule de "courtiers-rabatteurs". Mais, comme l'a souligné J.Segers[270] ; *" Contrairement aux années antérieures, où il avait toujours été soutenu, l'effort d'investissement global du pays accuse un important relâchement en 1975. Non seulement peu de projets nouveaux ont été enregistrés, mais en plus, plusieurs projets anciens, aussi bien du domaine public que du secteur privé, ont vu leur réalisation soit retardée, soit annulée."* Depuis le milieu des années 70, la RD Congo a beaucoup réduit ses investissements, faute d'épargne intérieure et faute d'attirer encore les investisseurs étrangers. Nous allons maintenant, nous pencher sur l'évolution de l'aide extérieure.

Après les régressions de l'aide extérieure au développement en 1985 et 1986, le Zaïre a connu trois années de transferts nets de capitaux en sa faveur : 241,1 millions de DTS en 1987, 174,8 millions en 1988, et 189,4 millions en 1989. Ces flux de capitaux étrangers positif résultent, en dépit de l'accroissement des intérêts et revenus versés, de l'amélioration des apports au titre des donations, comme nous indique le tableau 43. Malheureusement l'aide extérieure a sensiblement régressé, au point que l'année 1990 a été marqué par des sorties de capitaux de l'ordre de 71,6 millions de DTS.

[270] SEGERS Joseph, Panorama de l'évolution de l'économie zaïroise, Zaïre-Afrique, n° 117, août-septembre 1977, p. 413.

TABLEAU 43 - EVOLUTION DE L'AIDE EXTERIEURE NETTE (En millions de DTS)



Sources : Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p. 121 et p. 143.

Ce tableau révèle une reprise des donations d'origine privée et publique, qui sont passées successivement de DTS 184,5 millions en 1987 à DTS 175,8 millions en 1988 et DTS 214,8millions en 1989. En 1990 il s'est produit une chute des donations et contributions assimilables de l'ordre de 22,7 %. Les apports extérieurs au titre des donations et contributions assimilables du secteur public se sont élevés 199,9 millions de DTS en 1989, dont 151,9 millions d'origine bilatérale et 48,0 millions d'origine multilatérale. En 1990 donations publiques ont régressé de 24,4 %, se situant alors à 151,2 millions de DTS.

Tableau 44 - DONATIONS ET CONTRIBUTIONS ASSIMILABLES (en millions de DTS)

		1985	1986	1987	1988	1989	1990
Provenance	**Secteur Public**	181,4	159,8	157,3	162,1	199,9	151,2
	Origine bilatérale	*149,5*	*121,4*	*138,8*	*129,6*	*151,9*	*111,6*
	Origine multilatérale	*31,9*	*38,4*	*18,5*	*32,5*	*48*	*39,6*
	Secteur Privé	29,4	7,9	27,2	13,7	14,9	14,9
	Total	**210,8**	**167,7**	**184,5**	**175,8**	**214,8**	**166,1**

Source : tableau établi à partir des regroupements des données des tableaux 63 et 64, BZ 1991, pp 142-143

Les apports bilatéraux et multilatéraux se sont situés respectivement à 111,6 millions de DTS et 39,6 millions, au cours de la dernière année. Les raisons de cette baisse des aides extérieures en 1990 sont résumées comme suit par la Banque centrale[271], *« Le recul de 17,5 % des donations publiques d'origine multilatérale en 1990 par rapport à 1989 est dû, à la baisse de la contribution des organismes spécialisés des Nations-Unis. La contribution de ces organismes a régressé de près de 41,0 % en 1990, en se chiffrant à 12,2 millions de DTS contre 20,7 millions en 1989, et l'aide des dits organismes a consisté pour 98,5 % en une assistance technique. »* Quand au Fond Européen de Développement (FED), d'une année à l'autre, le montant de son aide sans contrepartie octroyé est resté pratiquement identique. En effet, de 27,2 millions de DTS en 1989 cette aide est passée à 27,3 millions au terme de 1990.

L'aide publique sans contrepartie d'origine bilatérale a connu une baisse de 37,3 % en 1990 comparativement à la période précédente, passant à 111,6 millions de DTS contre 151,8 millions au terme de 1989. Cette situation s'explique, en dépit de l'augmentation des apports en provenance du Japon et des États-Unis, par la baisse de contribution des gouvernements Belge et Français (tableau 44).

Les emprunts extérieurs, l'année 1986 a enregistré une progression spectaculaire de l'ordre de 300,6 % ; c'est-à-dire sont passés 349,6 millions de DTS en 1985, à 1049 millions en 1986 (cf. tableau 45). Après une chute de 26,7 % en 1987, les emprunts extérieurs ont à nouveau enregistré une progression de 41,5 %, passant ainsi à 1.088, 2 millions en 1988 contre 765,0 millions de DTS une année auparavant. La tendance à la hausse s'est poursuivie en 1989 avec 1146,0 millions. Cette évolution s'explique par l'effet conjugué de la hausse des entrés de capitaux d'origine privée et publique. En 1990, la baisse des prêts consentis par le secteur public extérieur , n'a pu être compensé par l'évolution des capitaux en provenance du secteur privé.

Les remboursements des emprunts extérieurs se sont élevés à 936,0 millions de DTS en 1989 contre 876,8millions en 1988, marquant une augmentation de 6,8 %, du fait de l'accroissement des amortissements tant du secteur privé que public. Cette accélération des sortie

[271] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p. 122.

de capitaux " *Découle des décaissements du secteur privé effectués au titre de l'amortissement de sa dette extérieure. En effet, d'une année à l'autre les sorties de capitaux privés sont passées de 868,2 millions de DTS en 1989 à 1.090,1 millions"*[272]

Les intérêts payés sur les crédits extérieurs, ont progressé de 63,6 % en 1986. Ceci explique peut-être que le Zaïre ait décidé unilatéralement de limiter unilatérale le remboursement de sa dette cette année-là. Alors que ces intérêts se sont accrus de 10,8 %, les intérêts payés sur les crédits extérieurs ont été ramenés à 190,5 millions en 1990, soit une baisse de 19,1 % par rapport à l'année précédente.

Tableau 45 - EVOLUTION DES EMPRUNTS (en million de DTS)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1. Tirage (1) **Dont secteur public**	349,6 (138,2)	1 049 (551,5)	769 (360,3)	1 088,2 (345,2)	1 146 (456,3)	1 072,4 (227)
2. Amortissements (2) **Dont secteur public**	713,1 (245,6)	813,6 (466,9)	428,3 (41,1)	876,8 (40,7)	936 (67,8)	1 119,6 (29,5)
3. Intérêts payés	-287	-469,6	-284,1	-212,4	-235,4	-190,5
Transferts nets capitaux (1+2+3)	-650,5	-234,2	56,9	-1	-25,4	-237,7

Source : établi à partir des données des tableaux 64 et 65, pp 143-144, BZ 1991
(1) tirages= capitaux privés+ prêts secteur public.
(2) Amortissements=amortissements et autres opérations (tableau p64, p144) + amortissements (Tab.65, p144) dans le rapport BZ 1991.

Les difficultés que rencontre l'économie congolaise - depuis le déclenchement du multipartisme (1990), la longue transition politique, le changement de régime en 1997, les troubles dus à l'occupation d'une partie du territoire national, et surtout celles de l'outil de production de la Gécamines, nous font craindre que la tendance de sortie nette des capitaux soit renforcé. L'incertitude issue de tous ces évenements a fait croître le risque pays, qui constitue un obstacle à l'attractivité des investissements, et explique en grande partie la poursuite de cette tendance. L'instabilité politique a multiplié les pratiques prédatrices (clientélisme, corruption,

[272] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p.124.

fuite des capitaux, etc...), qui ont découragé les investissements étrangers et domestiques. L'absence d'un cadre juridique attrayant et cohérent a détérioré le climat des affaires, et découragé gravement l'entrée IDE. Ce climat délère a freiné les flux d'investissement direct étranger, et empêché la formation du capital, la création de l'emploi, et surtout de promouvoir les exportations manufacturières.

En 2003, les flux d'investissements étrangers s'élevaient à 132 millions de dollars, et représentaient 23,6% de la formation brute de capital fixe. De 405 millions de dollars en 2005, les investissements directs étrangers (IDE) sont passés à 500 millions de dollars, en 2006. En gros, durant la décennie 1990-2000, les IDE ont fortement baissé. Ils se sont situés à une moyenne annuelle de seulement 5 millions de dollars US. Cette situation s'explique par l'instabilité politique. Au cours de ces deux décennies, excepté les chinois et les Sud-Africains qui ont diversifié leurs investissements dans les secteurs miniers, de l'énergie et bancaire, peu d'investisseurs sérieux ont été attirés au Congo. La RDC espérait pouvoir attirer plus d'investissements directs étrangers après le retour à la paix et le succès des élections de 2006, mais le climat des affaires a été plombé par les contrats chinois et les réticences exprimées par les Institutions de Bretton-Woods et les bailleurs de fonds habituels de la RDC. Toutefois, depuis 1999 on assiste à une reprise de l'aide publique au développement (APD). Ainsi, sur la période 2002-2005 : - le FMI a accordé un prêt de 750 millions US dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), et la BM a accordé un prêt de 450millions USD dans le cadre de son Crédit pour la Reprise Economique (ERC). En 2004, l'aide extérieure a pu dépasser un milliard de dollars, dont près de deux tiers provenaient des institutions multilatérales. Cette embellie des relations entre les institutions de la haute finance internationale et la RDC, s'est concrétisée par des accords pour les FEC (11/12/2009 et 09/02/2011), l'appui aux PEG2, et l'admission au bénéfice de l'initiative PPTE (mi-mai 2010).

La réforme du taux de change étant la mesure phare des interventions des Institutions de Bretton-Woods, avant de voir les conséquences des programmes d'ajustement structurel (PAS) sur la balance des paiements et sur les finances publiques, nous évaluerons l'impact des politiques de change au Zaïre.

II.3.3. - LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE DE CHANGE EN RD CONGO.

La politique de change - à travers la dévaluation – est l'une des plus contestée. Dès 1967, la RD Congo le Congo avait dévalué sa monnaie. En 1976, une seconde dévaluation déprécia le Zaïre-monnaie de 72,71%., sans succès. Les causes de cet échec ont été bien résumés par MULUMBA LUKOJI[273]; " *Intervenant au moment où la plupart des unités de production se trouvaient essoufflées suite aux difficultés d'approvisionnement en matières premières et en pièces de rechange d'une part, et d'autre part à cause de la mauvaise gestion des acquéreurs et des délégués généraux, l'on pourrait craindre que cette mesure ne puisse handicaper davantage le redémarrage de ces entreprises. Somme toute, la mesure a allégé le déficit budgétaire de l'État, mais également, elle a rendu onéreuses les importations (en élevant le prix) du pétrole et des importations alimentaires destinées à compenser le déficit de production alimentaire locale. La dévaluation ne pourra aucunement soulager la situation de la balance des paiements.* "

Dans le même ordre d'idée, MUBAKE[274] a remarque que; " *Le changement de parité visait essentiellement le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements par le biais des mécanismes traditionnels et classiques que l'on sait. On oubliait par le fait même que la dévaluation provoque souvent une situation déflationniste dans les économies des pays pauvres et engendre beaucoup d'effets psychologiques chez la plupart d'agents économiques – étant donné le manque suffisant d'information – ce qui en revanche déclenche des comportements protectionnistes qui se soldent par une autre spirale inflationniste avant même que les effets réels de cette dévaluation sur les prix de produits locaux et importés aient le temps d'avoir lieu.*" En ce qui concerne le Zaïre, le même auteur poursuit : *« L'expérience zaïroise ne justifie même pas cette idée que les pressions inflationnistes soient des simples problèmes monétaires, budgétaires ou de crédit ».* Depuis les années 70, l'on se trouve, comme l'a bien dit M.L.N. DUPRIEZ[275], " *Dans une situation où la médication monétaire, dont on a abusé devient*

[273] Mulumba Lukoji, Le programme de redressement de l'économie zaïroise. Zaïre-Afrique, n° 114, avril 1977, p. 214.
[274] Mubake Mumeme, Programme de redressement des déséquilibres fondamentaux de l'économie zaïroise 1976-1977, Cahiers économiques et sociaux, vol. XVI et XVII, n°4 et 1, décembre 1978-mars 1979, p. 472.
[275] DUPRIEZ P, Contrôle des changes et structures économiques. L'expérience congolaise de 1960 à 1967, Paris-Haye, Ed. Mouton, n°XIV, 1970, pp.472- 472.

inefficace et délétère." C'est aussi l'avis du professeur Bongoy qui considère la dévaluation comme une simple politique monétaire conjoncturelle et ne lui reconnaît aucune efficacité capable de venir à bout des malaises causées par l'inflation.
Souvent, il arrive qu'un remède conjoncturel ne produise les effets escomptés. En effet, le temps qui s'écoule entre la prise de décision en faveur d'un remède donné et l'apparition effective de remède peut suffire pour changer la plupart des données conjoncturelles, et cela peut suffire pour rendre le remède inefficace.

Les dévaluations du zaïre-monnaie ont eu un fort impact sur l'endettement des entreprises. En effet, les prêts accordés par la Société Financière de Développement (SOFIDE), qui constituent une grande partie du crédit à moyen et long terme mettaient l'intégralité du risque de change à la charge de l'entrepreneur. Ainsi par exemple, Jacquemot et Assidon[276] notèrent que : *"Après la dévaluation d'octobre 1983 qui s'est traduit par une perte de la valeur du zaïre-monnaie de 80 % par rapport au dollars et de 87 % par rapport au franc belge, les entreprises ont vu la charge de remboursement instantanément multipliée par 5.* " A court terme, il était impossible pour ces entreprises de répercuter cette charge sur les prix, et leurs problèmes de trésorerie devenaient insolubles.

En 1987, pour résoudre ces problèmes , le Zaïre constitua, au sein d'un organisme d'État, l'OGEDEP, un fond de couverture du risque de change sur les emprunts en devises alimenté par une prime versée par les bénéficiaires, par le produit des opérations du fonds, et par le remboursement du principal, des intérêts et des commissions à l'échéance de chaque prêt. Cette décision a suscité de grands espoirs parmi les emprunteurs, mais ce fonds n'a pas pu fonctionner faute de ressources.

Le régime de change de la RD Congo illustre les vicissitudes de certains mécanismes cambiaires africains. Il a fréquemment changé en fonction des disponibilités en devises et de la place occupée par le marché parallèle alimenté par les exportations frauduleuses de café, de diamants, d'or et de coltan. Le marché interbancaire fut paralysé entre 1983 et 1986,

[276] Jacquemot P. et Assidon E., op, cit, p.56

et la Banque centrale dut suspendre ses interventions et laisser réapparaître le marché parallèle pour les opérateurs disposant de leurs propres devises (notamment les grands entreprises : la Gécamines, la Sodimiza, la Miba). En 1987, en raison de la pénurie de ressources, les autorités zaïroises furent amenées à procéder à des affectations discrétionnaires de devises aux banques, en leur désignant les bénéficiaires finaux et en leur indiquant le taux à appliquer.

Entre mars et avril 1991, le Zaïre dût bloquer le taux de change à cause de la forte inflation qui ralentissait les opérations commerciales. Le franc congolais, qui fut lancé en juin 1998 en replacement du zaïre-monnaie, a perdu au 30 mars 2005 plus de 90% de sa valeur de lancement (1 dollar US s'échangeait contre 1,3 franc congolais en 1998, et contre 500francs congolais en mars 2005). Face une telle dépréciation, tous les citoyens ne sont pas touchés de la même manière. Les pauvres ont vu leur pouvoir d'achat baisser automatiquement tandis que les plus riches, qui avaient converti leurs avoirs à l'étranger dès les rumeurs de dévaluation, ont pu dès le lendemain doubler leurs avoirs en dollars US.
Voyons maintenant l'impact de programmes d'ajustement structurel sur les marchés de change dans ce pays.

A. LES PAS ET LA RELATION MARCHE OFFICIEL – MARCHE PARALLELE.

Beaucoup d'analystes insistent sur le fait que, dans une petite économie ouverte, les effets positifs de la dévaluation se heurtent à l'existence d'une politique cambiaire ou douanière totalement différente dans un pays voisin avec lesquel elle entretient des relations commerciales légale ou frauduleuse (Ex ; la RD Congo-Congo-Brazzaville). Un marché parallèle des devises se crée alors inévitablement. Dans ce cas, le pays désireux de dévaluer est contraint de déterminer sa politique de change en fonction de celle de son voisin selon une logique qui s'apparentent à la théorie des jeux. Comme le remarquent Jacquemot et Assidon[277]: *" Cette observation conduit logiquement à préconiser une coordination des politiques de change dans un cadre sous-régional. "*

[277] Jacquemot P. et Assidon Elsa, Politiques de changes et ajustement en Afrique, Edition Ministère de la Coopération et du Développement, 1989, p. 58.

Un marché interbancaire rend inutile le marché noir, en principe. On constate en effet, que depuis quelques années les taux de change enregistrés dans les pays ayant mis en place cette procédure convergent. Au Zaïre, entre 1984 et 1988, la différence des taux entre les deux marchés n'a été que de 30 %, alors qu'elle était souvent de plus de 100% antérieurement. Le marché parallèle a néanmoins tendance à subsister comme support aux transactions non déclarées (en RD Congo par exemple pour la vente de l'or, du café du diamant et du coltan) et aux sorties illégales de fonds, et il n'est pas indifférent de constater que celles-ci sont d'autant plus importantes que la règlementation du commerce se veut formellement stricte.

Après 1987 au Zaïre, les entreprises qui ne disposaient pas de devises étaient contraintes de fonctionner avec le taux de change du marché libre ou parallèle. Elles étaient donc victimes d'une discrimination, et par là même pénalisées. Le recours au marché parallèle pénalise les entreprises industrielles dont la trésorerie est la plus exsangue et, rend plus onéreuse l'acquisition des matières premières et pièces détachées, et finalement compromet leur production.

Les difficultés que rencontre l'économie congolaise depuis 1990, et surtout celles que rencontre la Gécamines, ont vidé les caisses de l'État et conduit la RDC à créer de la monnaie pour financer l'économie à la dérive. Ces difficultés se sont manifestées, à partir du début de l'année 1992, par une perturbation extrême du marché monétaire qui a légitimé le marché parallèle, lequel est quasiment devenu, une institution financière reconnue par tout le monde. La rareté du zaïre-monnaie, est due à la rétention organisée par les banques privées et publiques qui ne fournissaient pratiquement plus d'espèces à leurs clients. Ces derniers, et principalement les responsables des entreprises privées, bien que possédant d'importantes réserves pour assurer la paie de leur personnel en monnaie nationale, ont dû recourir au marché parallèle. Ce fait, comme le notait le MTM[278] , a contraint *"Le gouvernement zaïrois d'aligner le cours de sa monnaie, le zaïre, sur celui des transactions parallèles, en diminuant sa valeur de moitié. Il ne s'agit pas d'une dévaluation stricto sensu, mais d'une indexation du fixing du zaïre-monnaie sur le cours du marché parallèle."* Ainsi le 19 août 1991, 15.000 Z équivalaient à un

[278] Marchés Tropicaux et Méditerranéens, n° 2390, du 30 août 1991 : Zaïre, Alignement du cours de la monnaie sur celui du Marché parallèle, p.2120.

dollar, contre 7.450 Z, le 17 août. La banque centrale a été amenée à ne plus fixer le taux de change, mais une moyenne qui devait être établie par les banques commerciales. Comme le souligne l'article du Marchés Tropicaux Méditerranéens[279] :" *Cette décision, qui n'a fait l'objet d'aucune communication publique d'ordre officiel, avait pour but principal d'endiguer la dérive monétaire du zaïre. Ce flottement du taux de change a été instauré également face à la pénurie de devises et à l'absence des réserves de change."*

La rareté du zaïre-monnaie et de devises, auprès des institutions monétaires officielles, expliquent en grande partie l'hyperinflation qu'a connu ce pays dans les années 90. Le moindre produit local était vendu aux marchés de Kinshasa en fonction du mouvement du dollar sur le marché parallèle. L'économie congolaise s'est dollarisée. Cette dollarisation pénalisait surtout les importateurs qui réclamaient la libéralisation du taux de change sous contrôle de la Banque des banques et des banques commerciales, ainsi que l'allocation des devises à l'économie qui avait été suspendue en 1989.

Malgré la tentative du premier ministre Birindwa de combattre l'hyperinflation par la suppression des officines de change, le marché parallèle des changes est devenu une institution incontournable, même pour la Banque centrale. Pour trouver 23 millions de dollars d'arriérés dus au Fonds Monétaires International, la Banque centrale dût brader la monnaie nationale sur le marché parallèle. Ce qui a fit dire à Demozamba[280]*:"Selon certaines sources, le FMI aurait conseillé à notre banque centrale d'utiliser le zaïre-monnaie comme marchandise à échanger pour acquérir des devises en l'absence de toute exportation. Le renforcement de la demande des devises sur le marché parallèle de change dû aussi au déversement important des billets de banque justifie l'emballement du taux de change qui est passé à 450 nouveaux zaïre (NZ) le dollar le lundi 09 mai 1994 contre 35 NZ en janvier dernier. "*

L'un des objectifs visé par la dévaluation étant le rétablissement de la balance courante, voyons quelles sont les répercussions à court terme de la dépréciation monétaire sur l'évolution des échanges avec l'extérieur, et sur l'évolution des grandeurs macro-économiques et

[279] Idem.
[280] Demozamba A., FMI-Zaïre : Halte à la politique de deux poids deux mesures, in Le Potentiel, n°465 du 13 mai 1994, p.5

financières internes.

B. LES EFFETS DE LA POLITIQUE DE CHANGE SUR LE RETABLISSEMENT DE LA BALANCE COURANTE.

Les effets-prix d'une dévaluation consistent dans la modification du rapport entre les prix intérieurs et les prix étrangers des biens faisant l'objet d'un échange international. Selon la théorie de l'ajustement de la balance commerciale, la dévaluation a pour conséquence normale de créer une prime de change positive à l'exportation et à l'inverse une prime négative à l'importation. La dépréciation du taux de change doit alors avoir pour résultat mécanique et immédiat de diminuer le prix des exportations en monnaie étrangère, et donc de stimuler les ventes du pays dévaluateur. Parallèlement, en augmentant les prix des importations en monnaies nationale, elle pénalise ses achats à l'étranger.

Le raisonnement précédent est à court terme. Il est en effet important de préciser le moment où sont observées les répercussions de prix introduits par la modification de parités sur les offres et les demandes. Après un certain délai, les offres et les demandes de biens échangés réagissent selon leur élasticité par rapport aux variations du taux de change. En effet comme l'a souligné Mubake[281]: *"Le temps qui s'écoule entre la prise de décision en faveur d'un remède donné et l'application effective de ce remède peut suffire pour bouleverser la plupart des données « conjoncturelles » et cela peut suffire pour rendre le remède inefficace.* Ce problème de l'élasticité de l'offre et de la demande de biens échangés est bien analysé par J.M. Fontaine[282]: *" Compte tenu de l'engorgement des marchés de matières premières, de la faible élasticité d'offre des productions agricoles et de la production industrielle très limitée, la dévaluation n'a guère de chance de développer les exportations. Elle peut tout au plus limiter les importations et, de ce fait, avoir un effet négatif sur la croissance. "*

A l'intérieur de l'économie dévaluatrice, quand l'offre de biens d'exportation est rigide, des prix intérieurs en monnaie nationale ne peuvent pas longtemps demeurer constants, et

[281] Mubake Mumeme, article précédemment cité, p. 472.
[282] Fontaine J. M., Diagnostic et remèdes proposés par le FMI pour l'Afrique, quelques points critiques. Communication au colloque politique d'ajustement et dérégulation. Université du Caire et I.E.D.E.S., Le Caire, 1-3 février 1988, p.17

si tel est le cas, l'avantage de la dévaluation se résorbe rapidement. Si la demande de biens importés dans le pays dévaluateur est également rigide, et si les stimulants sur le remplacement des importations par la production locale sont insuffisants, les hausses de prix introduites par la correction du taux de change ont toutes les chances de se répercuter sur l'économie. En raison d'effet-prix induits, les primes de change effectives peuvent s'avérer , en fin de compte, inférieures aux primes théoriques. La résultante positive attendue sur la balance commerciale s'en trouve donc amoindrie.

Les exportations de la RD Congo sont concentrées sur un nombre restreint de produits de base. Trois produits occupent une place centrale : le cuivre, le cobalt et le café. Notons que ces biens primaires sont relativement homogènes, sans différence marquée aux yeux des demandeurs. Les prix de vente de ces produits sont des prix d'arbitrage et sont déterminés directement en devises de manière exogène (l'exportateur est donc le « price taker »).

La dévaluation, comme on vient de le voir, devrait permettre d'élever le prix des importations et des exportations exprimées en monnaie locale. L'augmentation du prix des importations vise à restaurer la compétitivité des marchandises locales et réduire la demande de produits importés ; donc le déficit de la balance courante. Quant à l'augmentation du prix des exportations, elle viserait à élever les marges ou profits des activités exportatrices qui peuvent se développer aux dépens des productions de biens et services non échangeables et contribuer à rétablir l'équilibre extérieur. Sur le marché monétaire, la dévaluation est sensé élever la demande d'encaisses monétaires, réduire la vitesse de circulation de la monnaie et contribuer ainsi à reconstituer les réserves de change, même si le volume du crédit intérieur reste inchangé. Mais, la dévaluation accroît aussi le fardeau de la dette en monnaie locale. De plus, le risque qu'une politique déflationniste engendre une spirale déflationniste n'est pas négligeable. Cette politique déflationniste n'est donc concevable que si le FMI et les banquiers internationaux lui apportent leurs concours financiers. Hélas les dérapages sont fréquents car, par manque de moyens, par ignorance ou par suffisance, les experts et les banquiers oublient les risques de dérapage déflationniste en concentrant leur attention sur l'allègement de la dette.

G. Grellet[283]note que :*"Le succès de la dévaluation dépend des rapports des forces sociaux et de la possibilité d'imposer à un groupe une baisse durable de son pouvoir d'achat."* Ainsi, nous allons tâcher de mesurer l'impact des politiques de change sur l'évolution des salaires et du travail parallèle.

C. L'AJUSTEMENT, LE CHANGE, L'EVOLUTION DES SALAIRES EN RD CONGO, ET LE TRAVAIL PARALLELE.

Les programmes d'ajustement structurel impliquaient tous une politique restrictive en matière budgétaire, ayant pour objectif le rétablissement des grands équilibres macro-économiques des balances des paiements et des finances publiques du pays. Ces programmes ne se souciaient pas du coût social de leur application. Les salariés ont beaucoup souffert de cette pilule amère administrée par les experts orthodoxes.

Les salaires ont augmentés en termes réels sur la période 1982-1989, mais il faut noter que cette amélioration fait suite à une réduction considérable du niveau de vie. Ainsi en 1980, le salaire réel dans le secteur privé et dans le secteur public ne représentait plus que 28 % de celui de 1975. Les augmentations nominales survenues par la suite, n'ont permis aux salariés des entreprises privées que de ne retrouver que 75 % de leur pouvoir d'achat de 1975, et aux fonctionnaires seulement 16 %. Selon la Banque centrale[284] :*"Tout au long de l'année 1989, le gouvernement s'est efforcé de maintenir à un niveau acceptable les conditions sociales de la masse laborieuse.* " Les salaires des agents de la Fonction Publique, qui avaient augmenté de 70% au mois d'avril 1989 ont doublé au mois d'octobre de la même année ; ainsi, le salaire d'un huissier est passé de 3.500,00 Z à 7.000 Z et celui d'un Directeur de 36.000 Z à 72.000 Z. Toutefois, malgré les augmentations salariales de l'année 1989, le pouvoir d'achat de la population s'est fortement amenuisé en raison de l'inflation. Susan Georges remarque que "*La vie n'a jamais été aussi difficile pour le commun des zaïrois. En termes réels, les salaires ne représentent plus qu'un dixième de ce qu'ils étaient à l'indépendance, la malnutrition est chronique et 80 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté.*[285]". Le rapport 1991 de la

[283] Grellet G., Les politiques d'ajustement orthodoxes, un point de vue critique, Revue Tiers-Monde, XXVIII, n° 109, janvier-mars 1987 ; p. 121.
[284] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1990, p. 213.
[285] Susan George, Jusqu'au cou – Enquête sur la dette du Tiers-Monde, Ed. La Découverte, paris, 1989, p. 159.

Banque centrale[286] indique que :*" Les comportements des prix ainsi que de la monnaie n'ont pas facilité la mise en place d'une politique susceptible de satisfaire les parités en négociations. Dans le secteur privé, où les salaires ont connu des timides augmentations, la vitalité des nombreuses entreprises s'en est trouvée affectée, ce qui a miné le terrain de négociations et donc réduit les chances de pouvoir dégager un consensus. Pour toutes les raisons évoquées ci-haut, les augmentations salariales accordées tant en 1990 qu'en début 1991 n'ont pas suffit pour rétablir le pouvoir d'achat de la masse laborieuse. Cette situation a ainsi débouché sur les grèves observées tant dans les secteurs publics que privé en 1990 et 1991. "*

Depuis 1994, la souffrance de la population a atteint un niveau inimaginable. Kinshasa, par exemple, est devenue une ville de parias. Les prétendus bénéficiaires des augmentations de salaires ne peuvent subvenir aux besoins élémentaires tels que manger à sa faim, envoyer ses enfants à l'école, profiter des soins médicaux. La paupérisation des masses aidant, faute des moyens pour pouvoir acheter des produits pharmaceutiques, on assiste au retour à la médecine traditionnelle ; des maladies que l'on croyait totalement sous contrôle sévissent, comme la typhoïde ou le choléra ; le Sida et le paludisme continuent leurs ravages. De nombreux Zaïrois décèdent à cause de la sous-alimentation. Aucun salaire ne peut payer ne fut-ce qu'un abonnement de transport mensuel. Arrondir ses fins de mois, est devenu un exercice acrobatique. D'où les recours à la corruption, à tous les niveaux.

Les programmes d'ajustement structurel recommandant la réduction du rôle de l'État dans l'organisation économique et sociale, celui-ci n'est plus en mesure de garantir les salaires des fonctionnaires, ni à les verser régulièrement. Les réductions drastiques des dépenses publiques ont entraîné des coupes franches dans les budgets sociaux (éducation, santé, logement, infrastructures), le gel des salaires et des licenciements massifs dans la Fonction publique. Les enseignants du secondaire et des universités, les médecins, infirmiers, etc. sont les plus clochardisés. Malgré la "débrouille généralisée", les salaires ne pouvant plus satisfaire les besoins les plus élémentaires de la vie, la population se tourne vers les activités informelles.

[286] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p. 28.

Au total, lorsque les dévaluations sont importantes, elles engendrent par l'entremise des modifications des prix une forte redistribution des revenus. Mais, le sens de cette redistribution est souvent très différent de celui escompté par ceux qui les préconisent. Les urbains pauvres et la petite paysannerie, qui ont la plus faible capacité de réaction aux variations de prix ou sont dans l'impossibilité de transférer sur d'autres le fardeau de l'ajustement des prix et des revenus, sont probablement les principaux perdants.

D. LES EFFETS REDISTRIBUTIFS DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL.

Les effets les plus constatables des PAS concernent la répartition du revenu entre les diverses couches de la population. La compression de la masse salariale nominale tend évidemment à diminuer la part des salaires et à augmenter celle des autres types de revenu, tout particulièrement les profits. La diminution ou la suppression des subventions, comme l'augmentation des tarifs du secteur public et la levée des contrôles de prix tendent à réduire le niveau des salaires réels.

La dévaluation, en augmentant les prix des biens importés, diminue aussi les salaires réels, dans une proportion d'autant plus forte qu'est importante la part de ces biens dans la consommation. Elle avantage, en même temps, les secteurs exportateurs, et désavantage les secteurs liés aux importations. D'un côté, l'augmentation des taux d'intérêt favorise directement les catégories ayant une meilleure propension à l'épargne ; c'est-à-dire celles des hauts revenus. Quant aux gagne-petit, tels que les paysans et producteurs, qui empruntent et achètent les semences, les engrais, les outils, etc., sur le marché local, la hausse des taux d'intérêts ne peut que réduire leur capacité d'emprunt, réduire la qualité de l'ensemencement, provoquer la baisse de la production locale, favoriser l'importation des produits alimentaires, et pousser au retour à la production de subsistance. La hausse des taux d'intérêt, pénalise également les entreprises locales endettées, qui doivent ainsi faire face à des remboursements plus importants alors le marché est déjà déprimé, ce qui provoque des faillites. Enfin, la hausse des taux d'intérêt fait surtout augmenter la charge de la dette publique interne pour l'Etat alors que l'objectif recherché était de la réduire.

Chercher à savoir si les effets de la modification des prix relatifs induits par la dépréciation du taux de change affectent positivement ou négativement les divers groupes sociaux, revient à s'interroger sur la structure de l'économie dévaluatrice. La dévaluation est souvent présentée par ses partisans comme un mécanisme permettant une ré-allocation sectorielle des ressources productives dans l'économie , présentant l'avantage d'être "indolore" par rapport à la répartition catégorielle des revenus. L'argument qui appui cette affirmation repose sur l'idée selon laquelle : "*Avec la dévaluation, il y a détérioration de la situation des groupes subventionnés et protégés vis- à- vis du marché international et en contrepartie il y a amélioration de la situation de tous les agents confrontés aux exigences de ce marché."* [287]

Pour assurer la paix sociale, le gouvernement zaïrois pratiquait fréquemment des subventions, pour maintenir les denrées de base à un prix abordable pour les plus démunis, et pour les catégories les plus contestataires (militaires,policiers, étudiants). Le FMI et la BM ayant exigé la suppression de toutes ces aides, les prix des biens et services vitaux ont augmentés, provoquant des mutineries dans l'armée et de violentes émeutes dans les grandes villes du pays. Kinshasa a connus plusieurs pillages en 1991 et 1993, et des troubles sont survenues dans le campus universitaire de Lubumbashi. Face à ces émeutes, le gouvernement zaïrois a réagi, soit par l'interdiction du droit de grèves, soit par la répression des émeutiers. Ces événements ont retardé la suppression des subventions, et par suite la suspension l'assistance du Fonds Monétaire International (FMI).

La suppression des subventions provoqua également l'augmentation sensible des prix des transports en commun dans les grands centres urbains, et pénalisa les paysans qui éprouvaient de plus en plus des difficultés à acheminer leurs produits vers les marchés urbains. Certains purent répercuter cette hausse du prix des transports sur le prix de vente de leurs productions agricoles, mais la grande majorité d'entre eux abandonna l'agriculture d'exportation, ne se contentant plus que de l'agriculture de subsistance.

[287] Jacquemot P. et Elsa Assidon, Politiques de changes en Afrique, p. 58.

L'augmentation des prix de biens importés provoque normalement une baisse du pouvoir d'achat des agents ayant une dépense à fort contenu en importations et une abolition des rentes de situation dont bénéficient certains groupes comparativement privilégiés, notamment les importateurs. Pour les experts du FMI, ceci ne saurait remettre en cause l'impératif de la dévaluation car, à terme les bénéfices seront équitablement distribués. Pour eux; *« Les politiques d'ajustement risquent d'avoir des effets de répartition inopportuns, mais les mesures de stabilisation (...) peuvent contribuer à protéger à long terme les pauvres des conséquences négatives des chocs d'origine intérieure et extérieure ».*[288] D.B.H. DENOON résume comme suit des incidences directes de la dévaluation.

ABLEAU 46 - LES EFFETS DIRECTS DE LA DEPRECIATION DU CHANGE SUR QUELQUES GROUPES SOCIAUX

Effets de la dévaluation	Groupes pénalisés	Groupes favorisés
Modification des prix relatifs	*Consommation de biens importés *Producteurs utilisant des intrants importés *Importeurs à faible marge commerciale	*Consommateurs de produits locaux *Producteurs de substituts aux importations *Exportateurs
Inflation probable	*Titulaire d'emplois salariés *Epargnants et détenteurs d'actifs monétaires et non indexé	*Débiteurs *Détenteurs d'actifs réels
Effet de patrimoine	Détenteurs de monnaie locale	Détenteurs de devises
Effets complémentaires liés aux mesures d'accompagnement		
*Restriction du crédit à l'économie *Suppression des entraves aux importations *Restrictions des dépenses gouvernementales	*Entreprises publiques *Investissements nationaux aidés par l'Etat *Entreprises protégées par les quotas et la taxation *Tous les bénéficiaires de subventions *Agents publics *Etudiants	Importateurs de biens concurrents

D'après D.B.H. DENOON, 1986, p. 9 – 10 cité dans l'op. cit, p. 166.

Notons toutefois, que les pratiques des acteurs sociaux sont délicates à interpréter. Elles conduisent certainement les groupes les plus menacés, à tenter de réaliser des transferts du coût de l'ajustement sur d'autres groupes plus vulnérables ou à tenter d'en compenser les effets par des stratégies adaptatives (recours au secteur informel, par exemple). De plus, la baisse des revenus réels et l'effet de paupérisation induit par l'ajustement par le bas, a provoqué une "dés-incitation" au travail dans le secteur public et para étatique, ainsi que dans le secteur agricole.

[288] DENOO D.B.H., in Politiques de change et ajustement en Afrique, p. 168.

La ponction sur le revenu réel impose aux salariés de développer des stratégies de recherche de revenus de complément. Celles-ci impliquent la multiplicité des activités pour les hommes, l'intensification du travail des épouses, voire des enfants dans le secteur commercial ou artisanal. Un fonctionnaire, revendra des pains à la sauvette, le soir, devant les grandes boulangeries de Kinshasa. Dans presque toutes les parcelles de Kinshasa, on vend de la bière. Les ruraux émigrés deviennent désœuvrés ou vendeurs à la sauvette dans les grandes villes. Le travail parallèle procure un revenu d'appoint à des nombreuses familles. Malheureusement, ces revenus ne sont pas déclarés aux autorités fiscales, et donc non répertoriés dans les comptes nationaux du pays.

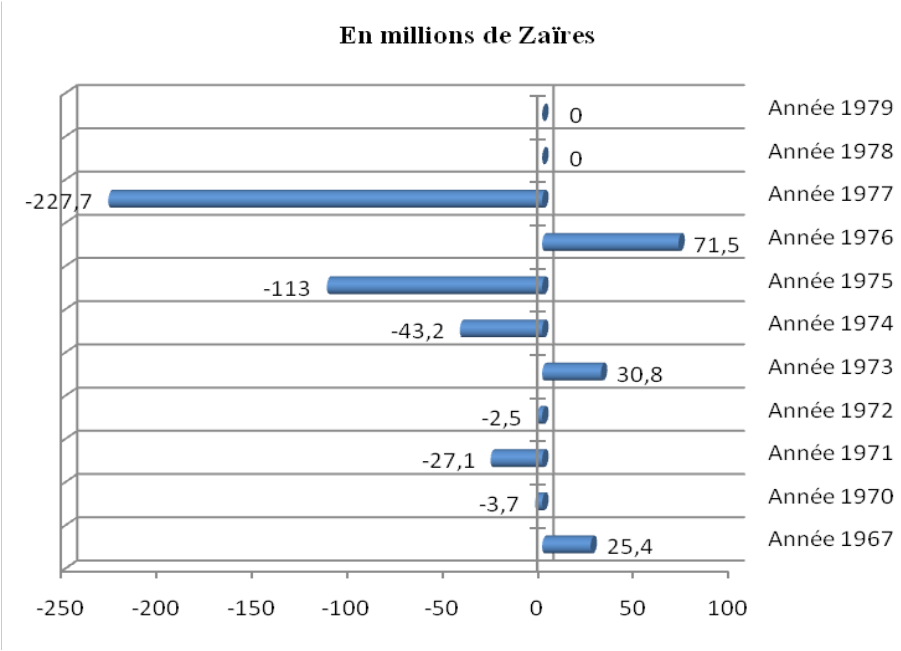
Lorsqu'elle est vécue comme un processus permanent, la dépréciation du change amplifie les anticipations inflationnistes des importateurs et suscite en chaîne des corrections des prix ou des coûts des biens et des services qu'un groupe localement dominant peut contrôler (par exemple : une hausse des loyers urbains décidée par des propriétaires immobiliers).

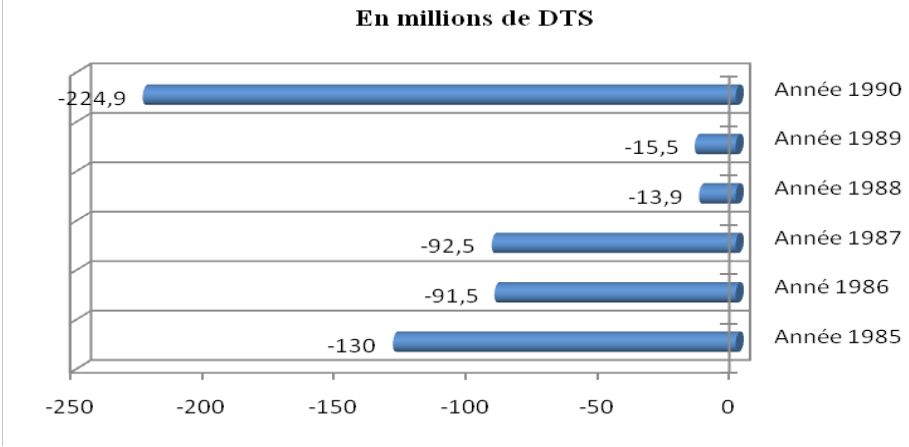
II.3.4 - LES CONSEQUENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS.

Le rétablissement des grands équilibres macro-économiques des balances des paiements, est recherché dans le cadre des programmes orthodoxes, depuis 1976. A travers son analyse, on constate l'inefficacité des remèdes proposés par le FMI et appuyés par la BIRD.

Tableau 47 - BALANCE DES PAIMENTS

(Solde en millions de Zaïres courants jusqu'en 1979, de 1985 à 1990 en millions de DTS)





Sources : - Evolution de l'économie Zaïroise en 20 ans d'indépendance par MWALABA, p226 (1967-1979).
- Les données des années 1970, 1971, 1972 sont tirées de l'article de NGOI et TSHUNZA : Les déséquilibres de l'économie zaïroise……, p426.
- Banque du Zaïre : Rapport annuel 1991, pp 149 -150 (de 1985 à 1990)
-

Durant les années 70, le solde de la balance des paiements de la RD Congo a été positif en 1973, avec un excédent de 30,8 millions de zaïres, et 1976 avec 71,5 millions d'excédent. Ces excédents peuvent s'expliquer par la bonne tenue des cours des produits

miniers, qui ont contribué pour 80,2 % de recettes d'exportation en 1973, et 78,1 % en 1976, après la chute de 1975 (cf. tableau 47). Malgré une contribution des produits agricoles de 14,7 % en 1973 ; c'est-à-dire un recul de 16% par rapport à 1976, les réserves des devises procurées par les produits miniers ont largement suffi pour financer les importations (surtout alimentaires et pétrolières). D'autre part, les apports sur la balance de capitaux, au temps où le Zaïre était considéré solvable, sont venu gonfler les réserves des paiements extérieurs. Quand à 1976, l'excédent enregistré cette année là peut s'expliquer par la remontée des cours du cuivre, le bon comportement des produits agricoles, ainsi que par les apports du prêt stand-by du FMI (dans le cadre du PAS 1976), d'un montant de 150 millions de $ US. Les recettes des produits miniers ont été de l'ordre de 78,1 %, et l'agriculture a contribué pour 20,2 %, soit une amélioration respective de 4,1 %, pour les premiers par rapport à 1975 et 29,5 % pour les produits agricoles.

L'évolution défavorable du solde de la balance des paiements jusqu'en 1973, peut s'expliquer par la régression des recettes d'exportation des produits agricoles - sans oublier la chute des cours du cuivre en 1971 - et les importations massives des produits de compensation, ainsi que par les hausse du prix de l'énergie et des prix des biens importés. Le renchérissement du prix du pétrole après le premier choc pétrolier de 1973, la détérioration des termes de l'échange des principaux produits d'exportation, les difficultés de la Gécamines (cf. tableau 17), celles des voies d'évacuation des produits d'exportation (après la fermeture en septembre 1975 du chemin de fer de Benguela et l'interruption des voies de Lobito, Beira et Maputo en 1976) : expliquent les soldes déficitaires de la balance des paiements, depuis 1976.

Le second choc pétrolier (1979), les PAS dans les années 80, les remboursements du service de la dette extérieure, l'instabilité des prix de principaux produits d'exportation sur le marché international, la chute des apports extérieurs après 1987, expliquent les soldes négatifs de la balance des paiements. De 13,9 millions de DTS en 1988, le déficit du solde de la balance des paiements est passé à 15,5 millions de DTS en 1989, puis s'est élevé jusqu'à 224,9 millions de DTS en 1990. Cette évolution est imputable à la dégradation simultanée du solde des opérations courantes et de la balance de capitaux. **L**'amélioration simultanée de la balance des services (dont le déficit est passé de 915,1 millions de DTS en 1989 à 820,6 en 1990) et celui de la balance des

transferts (dont l'excédent avait progressé à 166,0 millions de DTS en 1990 contre 135,4 millions l'année d'avant), n'a pas pu améliorer le solde de la balance des opérations courantes. L'année 1990 a été caractérisée par une légère détérioration de la balance des services, qui s'est situé à 703,7 millions de DTS par rapport à 820,6 millions en 1989. Quant à l'excédent de la balance des transferts, il a régressé par rapport à l'année précédente, en se situant à 107,4 millions de DTS contre 166,1 millions.

La tendance négative de la balance courante a continuée en 1990, avec un déficit de 166,1 millions de DTS. Mais, ce solde est moins négatif que celui de l'année précédente. Cette légère détérioration s'explique par le bon comportement de la balance commerciale, qui est passée de 433,2 millions de DTS contre 384,2 millions en 1989.

Le déficit chronique de la balance des paiements a contraint la RD Congo à emprunter davantage à l'étranger. Le manque des réserves de devises impose à la RDC d' utiliser les quelques rares apports extérieurs, pour financer son déficit alimentaire et ses importations pétrolières, ainsi que pour honorer le service de sa dette extérieure. De plus, les fortes fluctuations des prix de ses principaux produits d'exportation sur le marché mondial et la déliquescence de l'industrie minière, rendent improbable le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements. Ce déficit chronique du solde global des paiements extérieurs et l'insuffisance des apports extérieurs, condamnent donc ce pays à faire fonctionner la planche à billets.

Après une série d'investissements de prestige dispendieux, le Zaïre a dû recourir à des emprunts étrangers pour sauver ses éléphants blancs. L'endettement croissant du pays a contraint le gouvernement à accepter de mettre en œuvre des politiques de stabilisation puis d'ajustement structurel, des politiques de contention du crédit intérieur, d'austérité budgétaire et de réduction de la demande finale, destinées à assurer le paiement de sa dette. N'ayant pas su diversifier les recettes d'exportation, ni développer des industries primaires et secondaires qui lui auraient permis d'éviter d'importer les biens d'équipement et de mieux résister aux chocs extérieurs, ni stimuler la production agricole pour restreindre ses importations de produits alimentaires, le gouvernement zaïrois a condamné son peuple à porter le poids de l'ajustement. La rigueur imposée a paupérisé les populations les plus vulnérables.

II.3.5. - CONSEQUENCES DES PAS SUR LES FINANCES PUBLIQUES.

Le déficit permanent des finances publiques congolaises a été, pour la première fois, déploré dès l'accession du Congo à l'indépendance. En effet, en analysant la situation du nouvel État indépendant en 1961 et 1963, M. Fernand HERMAN décela déjà un *« Déséquilibre structurel »*du budget. Les déficits budgétaires ultérieurs ont confirmé ses observations.

L'analyse des données relatives aux recettes et dépenses de l'État dans la période de l'ajustement structurel montre que les politiques d'austérité budgétaires préconisées par les institutions de Washington, n'ont pas donné des résultats plus probants.

L'économie de la RD Congo étant basée sur le commerce extérieur, les finances publiques sont tributaires des recettes d'exportation, et donc de l'évolution des cours de ses produits d'exportation sur le marché mondial. Ainsi par exemple, durant la période de bonne conjoncture cuprifère de 1967-1974 , le solde des opérations courantes a toujours été positif ; mais dès 1975, la chute des cours du cuivre a inversé cette situation.

L'analyse des finances publiques de la RD Congo, permet de dégager les principales causes explicatives de la persistance du déficit budgétaire congolais :

- l'instabilité des prix des principaux produits d'exportation du pays sur le marché international entraîne mécaniquement une fluctuation des recettes d'exportation ;
- la hausse continue des prix et des volumes des biens importés a accru le déficit extérieur ;
- de nombreuses exonérations "non-prévues, inexplicables" accordées à certains importateurs, ainsi que les nombreux allègements accordés à la Gécamines, ont comprimé les recettes publiques
- l'absence d'un contrôle efficace et le manque de rigueur dans la gestion publique, ont favorisé le gonflement de dépenses de fonctionnement ;
- l'expansion des dépenses publiques, sans rapport avec les capacités des recettes publiques, a créé un déficit budgétaire structurel généralement épongé par le financement monétaire de la Banque des banques ;

- à partir de 1975 ; des recours intensifs aux emprunts étrangers ont été nécessaires pour combler ce déficit ;
- l'absence des ressources financières d'appui au budget, en provenance de l'extérieur (surtout ces dernières années) ;
- la déstructuration de l'économie, depuis 1990, conséquence de l'immobilisme politique, du changement de régime, de différentes guerres et rébellions, de la déliquescence de l'appareil de production.

A. - **LES FINANCES PUBLIQUES DANS LES ANNEES 70.**

Toute baisse des exportations minières compromet tous les projets de développement, en mettant à mal, en premier, les finances publiques. En effet les recettes d'exportation des produits de la Gécamines (cuivre et cobalt) rapportaient, dans ces années là, 35% de ressources budgétaires, du Zaïre, mais surtout 70% de recettes d'exportation du pays. Avant la chute des cours du cuivre et métaux associés en 1975, la balance commerciale était excedentaire ; ce qui a permis à ce pays d'entreprendre plusieurs projets du << Big-Push >>. La chute des recettes d'exportation minière après cette année a provoqué le dessèchement de reserves de change. Le Zaïre ne pouvait plus faire face à la réalisation des travaux de construction du barrage d'Inga, de la SIDERNA, de la CINAT, de la SODMIZA, de la SMTF, du projet industriel d'import-substitution (ALUZAÏRE), du port en eau profonde de Moanda-Banana, INGA II et la ligne de force INGA-SHABA, etc. Elle a compromis également l'installation de la Zone franche industrielle dans la zone d'Inga. Le tarissement des finances publiques a empêché aussi la rélisation du projet d'électrification du Chemin de fer Kinshasa-Matadi, lacréation du Port en eau profonde à Bomma, la construction de l' Aeroport International de Kissangani, etc.

Durant la période 1967-1973, le solde des opérations courantes de la RD Congo était toujours excédentaire. Ces excédents ont diminué à partir de 1971, puis le solde est devenu négatif à partir de 1974. En 1971, la première baisse des cours du cuivre a entraîné une chute des recettes publiques et une dégradation du solde des opérations budgétaires courantes qui est passé de Z. 50,705 millions en 1970 à Z. 9,424 millions en 1971. Malgré une légère reprise au cours des deux

années suivantes, les excédents n'ont plus jamais égalé celui de 1970 (cf. tableau 48). L'année 1975 est caractérisée par la chute des cours du cuivre. Cette chute et le solde déficitaire qui s'en est suivi, ont confirmé le renversement entamé l'année précédente ; ce solde négatif s'est maintenu jusqu'en 1986.

Nonobstant les excédents du solde des opérations courantes des quatre première années sous-analyse, le fait le plus marquant, et qui explique le déficit des opérations budgétaires courantes pour le reste des années 70, est la progression continuelle des dépenses ordinaires . En y ajoutant l'évolution presque similaire des dépenses en capital, on trouve l'explication du solde négatif durant toutes les années sous-étude. Le déficit du solde de l'ensemble des opérations budgétaires (- 184,647 millions de zaïres en 1975), s'est amplifié en 1976 pour atteindre Z. 319,929 millions (tableau 48). Jusqu'en 1975, le déficit budgétaire était principalement financé par les avances de la banque nationale ; mais à partir de juillet 1975, le Zaïre a dû se tourner vers l'étranger pour financer le trou des finances publiques. C'est ainsi que : *« D'abord en juillet 1975, Z. 6,2 millions furent empruntés à la Banque Arabe-Unis et le Koweït consentirent ensemble au Zaïre un prêt de Z. 24,7 millions, les contributions respectives de chacun s'élevant à Z. 17,2 millions »*[289].

[289] Mulumba Lukoji, art, p, cit, Situation 1971-1974…, p. 208.

Tableau 48 - SOLDE DES OPERATIONS DU CADRE BUDJETAIRE GENERAL 1970-1977
(En millions de Zaïres).

Grandeurs de Références	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Recettes ordinaires	315,277	288,802	298,774	376,729	538,620	495,092	725,392	841,817
2. Dépenses ordinaires	264,572	279,378	284,122	345,517	548,517	663,594	807,395	982,574
3. Soldes des opérations courantes (1 - 2)	50,705	9,424	14,672	31,162	-6,785	-168,502	-82,003	-104,540
4. Dépenses en capital	62,379	68,625	72,170	104,489	199,768	16,145	81,162	(100,00)
5. Dépenses totales	326,951	347,643	356,292	450,056	745,173	679,739	1 045,321	1 082,357
6. Solde globale	**-11,674**	**-58,841**	**-57,498**	**-73,327**	**-206,533**	**-184,647**	**-319,929**	**-240,540**

Sources : Banque du Zaïre, rapport annuel 1974, Les déséquilibres de l'économie zaïroise et nécessité de stabiliser (NGOIE et TSHIUNZA), cahiers économiques et sociaux, Vol XVI et XVII N° 4 et 1, Décembre 1978-Mars 1979, p432.

Tableau 48 BIS - SOLDE DES OPERATIONS DU CADRE BUDJETAIRE GENERAL (1983-1990)

(En millions de Zaïres).

	Grandeurs de Références	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1	Recettes ordinaires (1)	13 883 600	33 671 600	52 116 848	58 491 334	98 050 107	200 619 697	484 035 920	823 563 810
2	Dépenses ordinaires	124 446 600	28 451 200	25 973 947	47 468 147	84 683 939	262 940 714	379 586 838	+827 501 185
3	Soldes des opérations courantes (1-2)	1 437 000	5 220 400	26 142 901	11 023 160	13 366 168	-623 210 714	104 449 082	-3 537 375
4	Dépenses en capital	3 145 100	6 804 500	11 807 593	14 859 924	13 072 197	63 325 321	122 132 959	231 541 204
5	Dépenses totales	15 590 700	35 255 700	37 781 540	62 328 098	97 756 136	325 266 035	501 718 797	1 059 042 389
6	**Solde globale**	**1 708 100**	**-1 584 100**	**+14 335 300**	**-3 836 764**	**+293 971**	**-62 325 321**	**-17 682 877**	**-235 478 579**

Sources : Tableau établi à partir des données des rapports annuels 1990 (p74) et 1991(p89).
(1) Recettes ordinaires = recettes non remboursable (recettes courantes + recettes sécurité sociale + données extérieure).

La détérioration des termes de l'échange, les difficultés des paiements extérieurs, le déficit budgétaire permanent, ont poussé le Zaïre et le FMI à mettre en œuvre, en 1976, deux programmes de stabilisation portant principalement sur la gestion des finances publiques,

l'utilisation judicieuse des devises, la gestion des entreprises, et la planification. Malheureusement, ces programmes "*se sont préoccupé essentiellement des équilibres financiers et monétaires et très peu du problème de relance des secteurs productifs du pays ; ensuite ils ont été* réalisés dans le seul but de permettre au Conseil Exécutif d'avoir accès aux crédits extérieurs. *C'est ainsi qu'ils ont été conçus à la hâte, dans la précipitation, car le problème était urgent"*[290]

En outre, le Zaïre a pris une batterie de décisions pour endiguer le déficit de ses finances, à savoir :

- stabiliser l'effectif du personnel administratif au niveau de 1976 ;
- restructurer les services en vue de provoquer une épargne budgétaire ;
- contrôler rigoureusement les sorties de fonds pour le financement des missions à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, les décaissements devant être dorénavant approuvés par le Président de la République ;
- supprimer la rémunération des commissaires du peuple ou des étudiants pendant les vacances ;
- seul le commissaire d'État aux finances pouvait engager toutes les dépenses de l'État, tout ordre de paiement de la Banque centrale devait être approuvé par lui ;
- contrôle par le Comité de stabilisation de tout contrat d'entreprise avec l'État, dans tous les cas, l'appel à la concurrence nationale ou internationale doit être fait ;
- la gestion des budgets départementaux se ferait en accord avec le service du plan et sous le contrôle des commissaires d'État aux finances ;
- la limitation des subventions étatiques aux organismes publics ; le Département du Portefeuille recommanderait la suppression de tous ceux qui ne sauraient pas s'autofinancer, ;
- l'allocation de devises se ferait chaque semaine sur proposition d'un comité comprenant la Banque centrale, le Département des Finances, l'OGEDEP et le service du plan ;
- la suppression de la gratuité de logement et des soins médicaux pour le personnel diplomatique et l'institution d'une indemnité forfaitaire ;

[290] Mubake Mumeme, art, p, cit, p. 465.

∴ l'amélioration du système de perception des impôts et l'instauration de nouvelles taxes, notamment pour le parking, la radio et la télévision.

Aucune décision n'a été suivie d'effet, mais une chose est sûre : les dirigeants zaïrois ont senti, à cette époque, venir le temps de vaches maigres.

Mubake[291] souligne les causes de l'insuccès de ces deux programmes : *" Au niveau des finances publiques les mesures tendant à limiter ou à plafonner les dépenses de l'État, à savoir le blocage des salaires et des effectifs de la Fonction Publique se sont avérés irréalistes dans la mesure où il existe des secteurs dans lesquels ces décisions semblent inefficaces, telle que dans les secteur de l'enseignement, de la santé publique et de l'armée. Il en est de même des promotions et autres prestations supplémentaires qui augmentent le volume des salaires versés. "*

B- LES FINANCES PUBLIQUES DANS LES ANNEES 80.

L'analyse des opérations du cadre budgétaire général, résumées dans le (tableau 48bis) donne un aperçu global de la situation des finances publiques dans les années 80 ; c'est-à-dire après la mise en place d'un premier programme d'ajustement structurel en 1981. Nous commençons notre analyse à partir de 1983 pour deux raisons : d'une part, par ce que c'est à partir de 1983 qu'on peut mesurer les effets de ce premier programme, et d'autre part par ce que 1983 est l'année où fut mis en route, au mois de septembre, un second PAS qui visait un ajustement du taux de change dans le cadre d'un vaste programme monétaire et budgétaire.

Pour résorber les déficits budgétaire et de la balance des paiements, le FMI préconisait l'augmentation des exportations et le développement de la substitution d'importation, montrant ainsi une fâcheuse méconnaissance du pays ajusté. En ce qui concerne la substitution d'importation, nous verrons dans les points 4.2.1 et 4.2.2 du chapitre 4 de cette partie, les difficultés que cela implique. Quant à l'augmentation des exportations, l'instabilité des prix des trois principaux produits d'exportation (cuivre, cobalt, café) la rendait très aléatoire ; de plus, la surabondance de ces produits sur ces marchés internationaux, momentanément aggravée par la

[291] Mubake Mumeme, art, p, cit, p. 465.

mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel semblables dans le monde entier, précipitaient la baisse des prix et rendaient cet espoir plutôt vain. le FMI aurait plutôt du conseiller au Zaïre de diversifier ses exportations. Cette politique ne pouvait qu'aggraver la baisse des recettes du pays ajusté, et le condamner bientôt à renégocier d'autres prêts d'ajustement. Ce qui a fait dire à MUBAKE[292]:" *(Que cela) illustre en outre la conception quelque peu erronée des initiateurs de ces programmes qui croient que la seule façon de briser le cercle vicieux du sous-développement au Zaïre soit l'augmentation de la capacité de production de la Gécamines qui automatiquement entraînera l'accumulation de recettes de l'État etc. Donc pour eux, tout plan de redressement de l'économie de notre pays doit obligatoirement être tablé sur le cuivre. Leur imagination s'arrête là.*"

L'analyse de la situation économique depuis l'accession du pays à sa souveraineté explique l'enlisement de la RD Congo dans sa crise structurelle. En effet, aucune réforme économique n'a été menée à bon escient. Les dirigeants congolais n'ont souvent pas su anticiper les variations de la conjoncture internationale, et leur pays n'a fait que subir les évolutions du commerce international. Ils ont été incapables d'imaginer et de mettre en œuvre des mesures correctives dès les premiers symptômes d'un déséquilibre. La réaction tardive de mettre en œuvre ces mesures correctives a souvent conforté l'idée que beaucoup de pays en développement ne savent pas prendre en temps voulu les décisions nécessaires d'ajustement. Or, comme l'a souligné Wanda Tseng[293]*: " Si l'ajustement est retardé, les distorsions s'enracinent, et il devient de plus en plus coûteux, d'un point de vue économique, sociale et politique, d'y remédier. "*

En revenant sur l'analyse des opérations du cadre budgétaire, les années de la seconde période sont caractérisées par un solde des opérations courantes positif (excepté les années 1988 et 1990). Cette situation s'explique par la progression des recettes ordinaires et par le relatif tassement des dépenses ordinaires dû à la rigueur imposée par les PAS (tableau 48bis). En effet de 1981 à 1990, le pays a mis en place 8 programmes préconisés par le FMI et appuyés par la BM.

[292] Mubake Mumeme, art, p, cit, p. 468.
[293] Wanda Tseng, Les effets de l'ajustement, in Finances et Développement, décembre 1984, p. 2.

Le déficit du solde des opérations courantes en 1988 résulte de la dégradation des opérations intégrées des administrations publiques, consécutive au redéploiement des dépenses publiques nécessité par le rétrécissement des ressources, intérieures et extérieures. Cette situation s'est amélioré l'année suivante en raison, d'une part, de l'attitude volontariste et prudente avec laquelle le programme de stabilisation couvrant la période s'échelonnant du 09 juin 1989 au 08 juin 1990 a été exécuté, et d'autre part du flux financier en provenance de l'extérieur consenti en appui aux efforts d'ajustement entrepris par le gouvernement.

Après le solde négatif des opérations courantes en 1988, les recettes ordinaires intégrant les recettes courantes, celles de la sécurité sociale ainsi que les donations extérieures se sont chiffrées à 484.035.920 millions de zaïres en 1989 contre 200.619.697 millions l'année d'avant et 98.050.334 deux années auparavant, soit une augmentation de 141,3% contre respectivement 104,6 % et 67 % en 1988 et 1987 (Tableau 48bis). Rapporté au produit intérieur brut commercialisé (PIBC), les recettes mobilisées en 1989 ont connu une hausse de 50,8 % alors qu'au cours de deux années précédentes, elles avaient représenté 39,5 % et 37,4 %.

Les dépenses globales, incluant les dépenses du cadre budgétaire, celles effectuées au titre des prestations sociales et celles à financement extérieur spécifique, ont augmenté de 33,0 % en 1989, passant de 317.378.210 millions à 421.973.860 millions d'une année à l'autre. Ce niveau de dépenses représente 44,3 % du PIBC tandis qu'en 1987 et 1988, il s'élevait respectivement à 38,9 % et 62,5 % (tableau 49).

Le redressement du solde des opérations courantes observé en 1989 a été favorablement influencé par le bon résultat des opérations du cadre budgétaire, dont le solde a été positif de 30.552.140 millions de zaïres contre un déficit de 83.636.312 millions l'année précédente. Le mouvement régressif ayant caractérisé le solde des opérations à financement extérieur depuis 1985 à 1988, s'est amplifié en 1989, se situant à - 50.067.699 millions de zaïres contre - 42.321.174 millions en 1988 et - 10.715.957 millions en 1987 (Tableau 49). En revanche le solde courant dont la tendance positive observée depuis 1984 a été interrompue en 1988, devenait de nouveau positif

en 1989, où il s'est situé à 54.150.035 millions de zaïres contre - 74.988.391 millions une année plus tôt.

L'instabilité des finances publiques ne pouvait ainsi, permettre la reussite des objectifs d'obsorption et de restructuration recherchés par les PAS 1987-1990 (cf. le tableau 38)

Tableau 49 - SITUATION INTEGREE DES OPERATIONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (En millions de Zaïres)

		1985	1986	1987	1988	1989	1990
1	Recettes non remboursables	52 116 848	58 491 334	98 050334	200 619 697	484 035 697	823 563 810
2	Dépenses courantes	25 973 947	47 468 174	84 683 939	262 940 714	379 586 838	827 501 185
3	Epargne budgétaire	18 670 175	9 541 176	15 878 445	-74 988 391	54 150 035	-102 051 836
4	Dépenses en capital	11 807 593	14 859 924	13072 197	63 325 321	122 132 959	231 549 204
5	Total des dépenses (2 + 4)	37 781 540	62 382 098	97 756 136	326 266 035	501 719 797	1 059 050 389
6	Prêts et prises de participation	-	-	-	-	-	-
7	Total des dépenses et prêts nets (5 + 6)	37 781 540	62 328 098	97 756 136	326 266 035	501 719 797	1 059 050 389
8	Solde extra budgété et comptable	-3 651 087	6 181 984	-4 262 448	8 887 825	79 745 937	-282 740 623
9	Total global des dépenses	41 432 627	46 146 114	102 081 584	317 378 210	421 973 860	1 341 791 012
10	Formation brute de capital	6 483 000	11 659 984	13 077 161	16 512 620	61 002	117 189 994
11	Solde global (1 + 9)	10 684 221	2 345 220	- 3 968 477	-116 758 513	-62 062 060	-518 227 202
	-Cadre budgétaire	17 988 595	8 666 726	10 899 682	-83 639 312	30 552 140	-179 028 697
	-Sécurité sociale	321 000	215 416	110 246	314 148	1 831 682	423 000
	-A financement extérieur spécifique	-3 974 287	-12 718 906	-10 715 957	-42 321 174	-50 067 699	-56 880 882
	-Extrabudgétaire	-3 651 087	6 181 984	-4 262 448	8 887 825	79 745 937	-282 740 623

12	Financement	10 684 221	-2 345 220	+3 968 477	+116 758 513	62 062 060	518 227 202

Source : Banque du Zaïre : Rapport annuel 1991 p89

L'intervention des administrations publiques dans l'activité économique intérieure a cru faiblement (Tableau50)**.** En effet, le rapport entre les dépenses publiques et le produit intérieur brut commercialisé, qui permet de mesurer la part de l'activité économique soumise à l'affectation publique, s'est contractée en 1989 pour se situer à 54,5 % contre 62,3% en 1988.
L'examen de la structure des dépenses publiques confirme le maintien de la part prépondérante des dépenses de consommation courante, qui ont représenté 75,7 % du total en 1989 contre 80,6 % en 1988. Les projets d'intérêt public, notamment l'aménagement des infrastructures de base et les transferts et subventions à d'autres secteurs ont consommé respectivement 22,5 % et 5,4 % contre 19,3 % et 3,4 % en 1988 et 1987.

Exprimée par le rapport entre les recettes fiscales et le produit intérieur commercialisé, la pression fiscale brute s'est accrue, passant de 30,7 % en 1988 à 38,9 % en 1989. Cette progression procède, contrairement à l'année 1988, des effets favorables découlant aussi bien d'une bonne perception des recettes contribuables sur le commerce extérieur que sur celles recouvrées sur les activités productrices intérieures. Les recettes sur le commerce extérieur ont représentées 18, % du PIBC contre 15,5 % et 14,5 % respectivement en 1987 et 1988 ; celles sur les activités intérieures ont représenté 20,4 % en 1989 contre 17,1% durant ces deux dernières années.

1990, dernière année d'analyse (Tableau 48bis) s'est soldée par un solde global négatif de Z. 235,478.579 milliards contre 17,682.877 milliards en 1989. *« Le manque de maîtrise dans la gestion des finances publiques allié à l'absence des ressources financières d'appui au budget en provenance de l'extérieur, ont été les principaux facteurs ayant défavorablement influé sur ce résultat »*[294]*).* Au cours de cette année le solde des opérations courantes s'est clôturé par un déficit de Z. 3,537.375 milliards contre un solde positif de 104,449.082 milliards l'année d'avant. Malgré la forte progression des recettes courantes

[294] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p. 69.

(ordinaires) de l'ordre de 70,15% par rapport à 1989 et 128,7 % par rapport à 1988 (cf. Tableau 48 bis), ce solde négatif résulte de la forte progression des dépenses courantes enregistrées en 1990. En effet, de Z. 379,586.838 milliards en 1989, les dépenses ont progressé jusqu'à 827,501.185 milliards au cours de la dernière année sous-étude, soit une hausse de 54,13 %.

Les opérations intégrées des Administrations publiques résultant du rapprochement entre les recettes non remboursables et les dépenses se sont soldées par un déficit de 518,227.202 milliards de zaïres, soit 10 % du PIBC, alors que ce ratio n'était que 0,6 % et 8,6 % respectivement en 1987 et 1988 (cf. Tableau 49 et 50). Quand aux opérations courantes du cadre budgétaire général, elles ont enregistré un déficit de 179,028.697 milliards de zaïres contre un excédent de 30,552.140 milliards en 1989. Ce déficit explique le résultat des opérations intégrées de l'ensemble des secteurs publics (Tableau 49).
Les financements extérieurs ont poursuivi la tendance négative amorcée depuis 1985, en se situant à 56,880.882 milliards de zaïres contre 50. 067.699 milliards une année auparavant, soit une aggravation en valeur relative de 13,6 %.

L'analyse de la structure des dépenses publiques montre *« La prépondérance des dépenses de consommation courante qui sont demeurés presqu'au même niveau qu'en 1989 en absorbant 76,2 % du total des ressources publiques contre 75,7 % en 1990 »*[295]. La légère baisse de la charge fiscale *« Est imputable en grande partie à des contre-performances réalisées au niveau du commerce extérieur, qui ont représenté 5,7 % contre 6,0 % en 1989 du PIBC tandis que les activités intérieures ont concouru pour 6,3 % contre 6,8%. »*[296] Malgré l'absence des données fiables, depuis la dernière année sous étude, et compte tenu de l'état de délitement avancé de son outil de production ; la situation des finances publiques de la RD Congo est catastrophique. On n'est bien loin de la situation euphorique des débuts des années 70.

[295] Banque du Zaïre, Rapport annuel 1991, p. 70
[296] Idem.

Tableau 50 - IMPORTANCE RELATIVE DES FINANCES PUBLIQUES DANS L'ECONOMIE (en million de Zaïre)

		Valeurs absolues						Structure en %					
		1984	**1985**	**1986**	**1987**	**1988**	**1989**	**1984**	**1985**	**1986**	**1987**	**1988**	**1989**
1	Produit intérieur brut commercialisé	75 843,1	121 033,4	168 464,4	262 334,1	507 414,9	952 847,6	100	100	100	100	100	100
2	Dépenses publiques	37 615,0	41 229,0	55 569,6	101 602,7	316 625,7	519 790,6	47,1	34,1	33,0	38,7	62,3	54,5
	- Consommation publique	28 850,5	28 158,2	40 563,1	81 724,2	244 782,9	374 495,5	36,1	23,3	24,1	31,2	48,2	39,3
	-F.B.C	643,0	11 660,0	13 077,2	16 512,6	61 002,3	117 190,0	8,1	9,6	7,8	6,3	12,0	12,3
	-Transferts à d'autres secteurs	2 280,5	1 410,8	1 929,3	3 365,9	10 840,5	38 105,1	2,9	1,2	1,1	1,3	2,1	2,9
3	Charge fiscale brute	23 837,5	36 922,9	43076	86 135,5	155 719,6	371 201,0	29,9	30,5	25,5	32,8	30,7	38,9
	-Commerce extérieur	8 369,5	13 037,5	16691,6	40 616,5	73 359,8	171 623,2	10,5	10,8	9,9	15,5	14,5	18,0
	-Activités intérieures	15 232,7	23 189,6	25327	44 616,5	81 113,3	194 520,8	19,1	19,2	15,0	17,1	16,0	20,4
	-Cotisations sécurité sociale	235,2	686,8	1 057,4	734,5	1 246,5	5 417,0	0,3	0,5	0,6	0,2	0,2	0,6
4	Charge fiscale nette	21 557,0	35 512,2	41 146,7	82 733,6	144 879,1	344 095,9	27,0	29,7	23,6	31,5	28,6	36,1
5	F.B.C.F	20 799,2	31 985,6	46 760,7	66 439,9	118 042,3	287 607,3	100	100	100	100	100	100
	-Contribution des administrations publiques	6 804,6	11 807,6	14 859,9	13 072,2	63 325,5	122 133,5	34,6	36,9	31,8	19,7	53,6	42,5
	-Acquisition directe de capital	6 488,0	11 660,0	14 627,1	12 399,6	39 132,5	77 677,7	33,0	36,4	31,3	18,7	33,1	27,0
	-Transfert d'équipements	321,6	147,6	232,8	672,6	24 192,8	44 455,8	1,6	0,5	0,5	1,0	20,5	15,5
6	Revenus des ménages	54 472,8	64 702,4	86 265,4	332 128,4	304 364,5	590 724,5	100	100	100	100	100	100
	-Contribution des administrations publiques	6 615,3	7 177,4	12 144,0	20 610,6	71 315,1	176 240,6	12,2	11,1	14,1	6,2	23,4	29,8

Source : Banque du zaïre : rapport annuel 1990, p 98

CHAPITRE IV

L'INFLATION, LES POLITIQUES ANTI-INFLATIONNISTES ET LEURS RESULTATS EN RD CONGO.

Dans ce chapitre, nous tenterons d'appréhender l'inflation et l'hyperinflation, d'évaluer les résultats obtenus par la lutte contre l'inflation au Zaïre, de tirer les leçons des politiques mises en œuvre, et enfin de faire quelques propositions qui auraient pu éradiquer le phénomène auto-entretenu de l'hyperinflation.

La lutte contre l'inflation a été l'un des thèmes principaux des programmes de stabilisation dans les années 70, et d'ajustement structurel dans les années 80. Aujourd'hui, nous pouvons hélas affirmer que les politiques monétaires anti-inflationnistes, préconisées par le Fonds Monétaires International, et appuyées par la Banque Mondiale, ont montré leurs limites. En effet, de l'inflation à 1ou 2 chiffres des années 70 on est passé à une hyperinflation à 4 ou 5 chiffres.

Cette amplification du phénomène d'hyperinflation n'est pas spécifique au seul Congo-Kinshasa. Les exemples d' hyperinflations observées dans les années 20 et 40 en Europe, ainsi que celles qu'ont connu quelques pays d'Amérique latine - Argentine entre 1989-1990, la Bolivie entre avril 1984-septembre 1986, le Nicaragua entre 1988-1989, le Pérou entre 1989-1990, le Brésil en 1990 -, ont révélé le rôle joué par le poids de la dette extérieure dans l'hyperinflation, et le cas du Zaïre a montré que les institutions de Bretton-Woods ont mal pris en compte l'impact de la contrainte financière externe lié notamment à l'endettement.

L'hyperinflation des années 90, est l'une des conséquences de la conjonction de la dette extérieure et des programmes d'ajustement structurel.

De nombreux auteurs[297]se sont penché sur l'étude de l'inflation/hyperinflation,

[297] Les auteurs, dont : C.AVEG(1992), DORNBUSCH et FISCHER 51986°, SARGENT (1982) et CAGAN (1956). Sur l'expérience allemande C. BRESCIANI-TURRONI (1937), FRENKE (1977). C.L. HORTFRERICH (1980), sur l'Amérique latine, P. SALAMA et J. VALIER (1990), VICENTE GARBIS.

notamment en Europe (entre les années 1922 et 1945), en Amérique latine entre les années 1980-1990. En effet, comme l'a souligné SUMATA C.[298],*"La problématique de l'hyperinflation demeure au centre de l'histoire financière de l'Europe d'après guerre. Plusieurs études ont analysé ce processus dont la référence à l'économie allemande constitue désormais un cas d'école. De même, l'évolution récente des économies latino-américaine, Israélienne et Libanaise, offre un champ propice à l'appréhension du processus de la hausse cumulative des prix. "*
En ce qui concerne le Zaïre, les études de Mamingi et Wuyts, de KALONJI N, MUKOKO SAMBA, SUMATA constituent les études de référence.

Pour la compréhension de cette section, et surtout pour mieux cerner les différentes phases du processus inflationniste, le rappel de quelques définitions nous semble utile.

II.4.1.- DEFINITION DE L'INFLATION ET DE L'HYPERINFLATION

Selon le « Larousse », l'inflation est un déséquilibre économique caractérisé par une hausse générale des prix et par l'accroissement de la circulation monétaire. Pour Salama P. et Valier J.[299], *"L'inflation se développe librement, modifiant la structure des prix relatifs et par la même s'auto-alimentant. "* G. Olive[300] refuse d'associer la définition de l'inflation à un mécanisme inflationniste particulier. Pour lui, l'inflation est (donc) :

1. *la hausse du niveau général des prix (et non la hausse du prix de quelques produits) ;*
2. *Un phénomène auto-entretenu de hausse des prix (une hausse en entraîne d'autres) et non un phénomène isolé et accidentel ;*
3. *Une hausse des prix fondé sur des mécanismes macro-économiques (mettant en jeu l'interdépendance, entre toutes les parties et tous les mécanismes de l'économie : répartition, formation des prix, systèmes de distribution).*

TYPES D'INFLATION.

[298] SUMATA Claude, Thèse de doctorat, Problématique de l'Hyperinflation au Zaïre, 1996, p. 24.
[299] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, p. 7
[300] G. OLIVE, in Dictionnaire économique et social (J. Bremond et A. Gélédan), Ed. Hatier, juin 1990, p. 206.

Sumata Claude distingue trois types d'inflation:

- *" L'inflation larvée concerne l'étape où les accroissements des prix sont accidentels. A ce stade, la hausse des prix reste en deçà de la progression de la masse monétaire et les phénomènes de spéculation résultant limités ;*
- *l'inflation ouverte se caractérise par des anticipations de hausse des prix permanents de la part des agents économiques, alimentant des mécanismes de spéculation et de fraude, les encaisses réelles subissent dès lors une évolution majeure car le mouvement à la hausse des prix dépasse la progression des variables monétaires nominales ;*
- *l'inflation galopante ou hyperinflation est dominé par des hausses des prix exponentielles, provoquant la fuite devant la monnaie nationale. "*

A un tel stade, le recours aux encaisses monétaires nationales devient limité alors que l'usage de substitutions ou valeurs refuge se généralise. On assiste dès lors à la baisse des encaisses réelles et les anticipations de l'inflation provoquent des ajustements fréquents par rapport au prix dans les prévisions des agents économiques. Ainsi peut-on affirmer que l'hyperinflation, dans le langage courant, est une hausse extrêmement forte, accompagnée d'un effondrement de la valeur de la monnaie.

D'après CAGAN(1956)[301]," *L'hyperinflation représente une situation chaotique commençant le mois où la hausse des prix dépasse 50 % et finissant le mois avant que l'accroissement mensuel des prix ne descende à un niveau inférieur à ce seuil pour s'y maintenir pendant au moins un an.* " Il précise par la suite que le taux de croissance mensuelle des prix ne reste pas continuellement au dessus de 50 % pendant toute la durée de l'hyperinflation.

Salama P. et Valier J.[302] définissent l'hyperinflation de la manière suivante :

1. *" la hausse des prix devient, à la fois, exponentielle, incontrôlable et imprévisible ;*
2. *les prix relatifs perdent de plus en plus leur cohérence, ce qui alimente l'accélération même de la hausse des prix ;*

[301] CAGAN P., The monetary dynamic of hyperinflation, in M. FRIEDMAN, Ed. Studies in the Quantity Theory of Money, Chicago University Press, 1956, p. 17.
[302] Salama P. et Valier J., op, cit, p. 115.

3. *la monnaie nationale perd de plus en plus l'exercice de ses fonctions essentielles : fonction de réserve de valeur et d'unité de compte d'abord, puis aussi, sur une plus ou moins grande échelle, fonction de moyen de circulation qui sera exercé par une monnaie étrangère, en l'occurrence le plus souvent le dollar.* "

∴ L'hyperinflation rampante se manifeste *« par une perte partielle, mais importante, par les monnaies nationales de leurs fonctions de monnaie, par une vive accélération de la hausse des prix et par une non-cohérence grandissante des prix relatifs »*[303]

∴ L'hyperinflation ouverte se caractérise *« par une hausse des prix exponentielle, incontrôlée – le gouvernement ayant perdu toute maîtrise de la situation -, imprévisible ; les agents ayant perdu tout moyen de prévoir la hausse du mois à venir, voire de la semaine ou du jour. »*[304]

Ce phénomène est souvent illustré par le passage ou l'accélération de l'inflation à 2 chiffres, à l'hyperinflation rampante à 5 chiffres ou plus (cas de la RD Congo, à partir de 1990). Donc, la situation d'hyperinflation ouverte est une situation de perte générale du contrôle des prix, d'effondrement des approvisionnements. Mais, comme l'ont souligné SALAMA et VALIER[305] :*"La frontière est relativement floue entre l'hyperinflation rampante et l'hyperinflation ouverte. "*

II.4.2.- MOYENS D'APPREHENDER LE PHENOMENE INFLATIONNISTE.

Tous les courants économiques s'accordent au moins sur un point :la meilleure façon d'appréhender le phénomène inflationniste consisterait à identifier les sources de l'inflation et les moyens de les combattre. Mais après, les analyses diffèrent selon la conception du courant (économique) auquel l'on appartient. Comme l'a indiqué Sumata[306], *" L'appréhension du processus hyperinflationniste semble dominée par les thèses monétaristes présentant le phénomène essentiellement sous l'angle quantitatif. Cependant l'hypothèse d'exogénéité de l'offre de monnaie, selon la Banque Centrale, détermine unilatéralement le taux de croissance monétaire, notamment celui de la base, demeure peu probable dans l'engrenage hyperinflationniste. En effet, la persistance des déficits budgétaires est généralement à la base de*

[303] Idem
[304] Ibidem
[305] Salama P. et Valier J., op, cit, p. 116.
[306] SUMATA C. op, cit, p.25

la politique monétaire laxiste du gouvernement. Les émissions de monnaie successives sont censées couvrir le déficit du budget public. "

L'hyperinflation que le Congo-Kinshasa a connue depuis le début de la décennie 90, doit être appréhendée également au niveau de la politique budgétaire. En effet, les mécanismes d'accroissement cumulatif des prix traduisent l'incapacité de l'État à maintenir l'équilibre des finances publiques. Les études réalisées pour appréhender la progression vertigineuse des prix au Congo-Kinshasa, tout en constituant une base solide d'analyse, ne prennent pas généralement en compte la dynamique du taux de change parallèle dans l'explication de l'inflation. Or, cette variable devient déterminante au Zaïre, où l'affaiblissement du pouvoir de l'État est entretenu par des troubles socio-politiques permanents.

Les échecs du courant monétariste dans la lutte anti-inflationniste – en Amérique latine, comme dans les autres pays en développement – peuvent s'expliquer d'une part, par l'uniformité des remèdes préconisées, et d'autre part par une non-prise en compte des réalités intrinsèques des économies ajustées. Tout au long de cette section, nous-nous efforcerons dans un premier temps de présenter les politiques anti-inflationnistes préconisées par la théorie monétaire, puis nous essayerons d'identifier ce qui a été négligé dans l'expertise de ce courant.

L'inflation a souvent diverses origines (internes ou externes). Ses causes, et « les courroies de transmission », tout comme son effet sur certaines variables macro-économiques (croissance, déficit budgétaire, baisse du taux d'investissement productif, conflits distributifs) varient grandement selon le pays concerné.

L'expansion de la masse monétaire est souvent l'argument premier mis en avant par la plupart d'analyses de l'inflation, ce qui est certes, mais en partie seulement, vrai. En effet, l'inflation ne peut persister à moyen et à long terme sans une expansion monétaire, mais il suffit de procéder à une analyse concrète pour se rendre compte que : *« Le phénomène inflationniste est provoqué, affecté et transmis par bien d'autres facteurs, tant intérieurs qu'extérieurs, qui*

peuvent varier d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre au sein d'un même pays »[307] Ainsi, l'ampleur de l'inflation sur la croissance par exemple, dépendra de la manière dont réagit le pays concerné.

Il est souvent observé qu'une politique expansionniste du crédit et une détérioration des taux de change sont souvent à l'origine de la transmission des facteurs intérieurs (tels que les hausses de salaires, les prix subventionnés et le déficit du secteur public) et des facteurs extérieurs (tels que l'évolution des prix des importations). Ce qui fut observé au Zaïre où, à partir de 1975 l'évolution des importations - surtout des produits agricoles -, est devenu un facteur inflationniste de distorsion de la structure des prix intérieurs.

Quel que soit le type de pays, une chose est pourtant sûre : l'inflation, comme l'a montré GALBIS dans son étude latino-américaine, *«Freine la croissance de ces pays ; du fait de son incidence sur certains prix relatifs déterminants au niveau macro- économiques tels que les termes de l'échange, les taux d'intérêts réels et le coût des salaires. »* [308]

II.4.3. - L'EVOLUTION DE L'INFLATION EN RD CONGO.

Jusqu'au milieu des années 80, pour expliquer l'évolution de l'inflation, de nombreuses théories économiques ont été avancées, dont quatre constituèrent les références de base dans ce domaine.

1° ***L'accroissement continu de l'offre de monnaie*** constitue, pour certains analystes, la source principale de l' accélération de l'inflation. Selon cette école, l'offre de monnaie est considérée comme une variable exogène en rapport avec la prolifération des tensions inflationnistes. Par conséquent, une politique rigoureuse de lutte contre la hausse cumulative des prix devrait assurer le contrôle de la masse monétaire.

2° ***Pour les défenseurs de la théorie quantitative de la monnaie***, comme CAGAN (1956), SARGENT et WALLACE (1973) ; c'est plutôt l'accroissement de la masse monétaire qui entraîne l'accélération de l'inflation. Ces auteurs comptent sur les anticipations rationnelles des agents économiques pour lutter contre l'inflation.

[307] Vicente Galbis, L'inflation : l'expérience latino-américaine 1970-1979, in Finances et Développemnt, Septembre 1981, Vol. 12, p. 22.
[308] Idem.

3° ***L'approche d'AFTALION*** (1984) postule la suprématie du taux de change sur le mouvement des prix et la quantité de monnaie. Dans ce contexte l'inflation est imputée par le taux de change parallèle, et l'accroissement de la quantité de monnaie ne fait qu'entraîner la hausse de prix.

4° ***a) L'étude de Mamingi et WUYTS M.*** (1986) sur l'économie zaïroise affirme que la hausse du taux d'inflation est plus importante que celle du taux de croissance de l'offre de monnaie à partir du milieu des années 70, alors qu'on observait une évolution similaire de ces variables entre 1962 et 1975. Les tests économétriques effectués par ces auteurs réfutent l'idée d'exogénéité de la monnaie par rapport aux prix au Zaïre. En effet, l'évolution de l'offre de monnaie est endogène et dépend directement du mouvement des prix. Dans cette optique, la progression des prix exerce une imputation directe sur la croissance de la masse monétaire.

b) L'étude de Sumata, tout en s'inspirant de l'étude de Mamingi et Wuyts, fait ressortir la suprématie du taux de change parallèle et des anticipations spéculatives dans l'amplification de ce mouvement.

c) ***L'étude de Mukoko Samba*** sur l'évolution de l'économie zaïroise de 1979 à 1990 a montré l'incidence (négative) de la chute de recettes d'exportation sur l'évolution/amplification de l'inflation. Nous partageons amplement cette dernière analyse.

A. - LES RESULTATS DES POLITIQUES ANTI-INFLATION EN RD CONGO

L'objectif premier des politiques d'inspiration monétariste préconisées au Zaïre consistait à réduire le déficit budgétaire, qui lui même est désigné comme responsable de l'inflation. Cette lutte contre le déficit budgétaire visait le plus souvent à diminuer les dépenses publiques en général, et en particulier les investissements publics. Or, comme l'ont montré Salama et Valier[309]dans leur étude sur les pays d'Amérique latine, ces mêmes politiques, dans le cas du Zaïre :

-"ont eu des effets pervers;

- n'ont pas empêché, à terme, que le déficit budgétaire demeure à un niveau élevé ou ré-augmente après une baisse provisoire ;

[309] Salama P. et Valier J. op, cit, p. 43

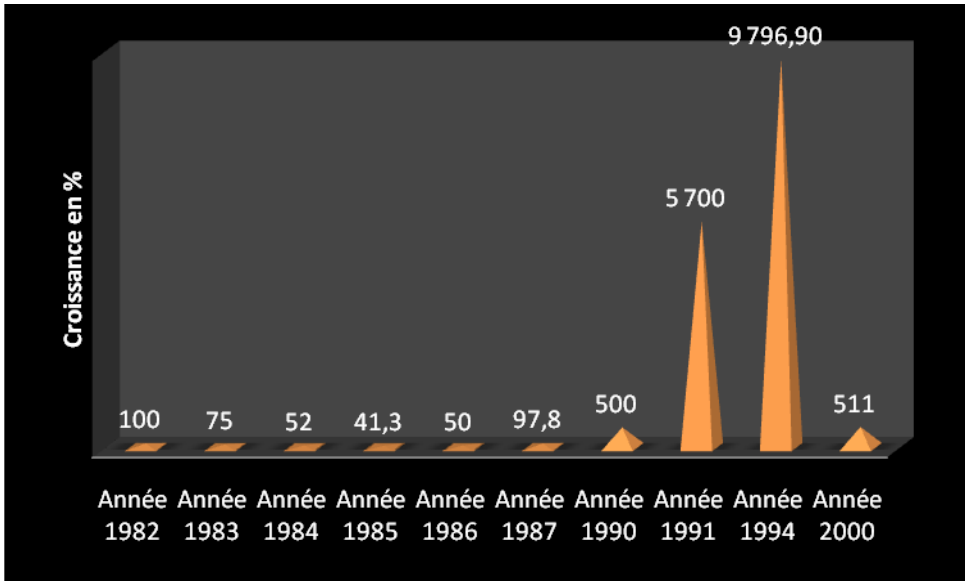
- ont éludé les deux grands problèmes qui ont été au cœur du déficit budgétaire dans les années 80 : d'une part, celui d'une pression fiscale qui baisse fortement, alors qu'elle était déjà faible ; et d'autre part, celui du service de la dette publique, qui connaîtra un développement auto-entretenu en même temps qu'alimenté par la baisse même de la pression fiscale, et qui induira la détention par les ménages et les entreprises d'une quantité massive de titres de la dette publique à court terme. "

La chute de recettes d'exportation à partir de 1975, la détérioration des termes de l'échange dans les années 80 et le renchérissement de prix des biens importés (manufacturés, agricoles et services), sont les principales causes de l'inflation importée au Zaïre. Quant à l'inflation intérieure, elle est la conséquence de l'accroissement excessif des liquidités monétaires que le Zaïre n'a cessé d'augmenter dans le cadre des crédits accordés aux acteurs économiques (entreprises, particuliers, parastataux) et du financement des dépenses publiques.

La politique anti-inflationniste de contention du crédit n'a pas ontenu les résultats escomptés par les experts du FMI parce que trop ciblée que sur l'origine monétaire de l'inflation. D'où l'échec de différentes dévaluations entreprises dans ce pays. Comme nous le montre le tableau 51, la lutte anti-inflationniste menée au Zaïre s'est avérée inefficace, et son échec est à l'origine de nouveaux effets pervers. Malgré quelques bons résultats qui ont suivi la mise en place du programme d'ajustement structurel de 1983, l'accélération de l'inflation commencée en 1988 s'est aggravée à partir de 1990, suite au déclenchement du processus démocratique qui a engendré des bouleversements sur les plans économique, social, monétaire et politique. A partir de cette époque, on est passé d'une inflation (galopante) à trois chiffres à une hyperinflation à 4 chiffres. Ainsi, en 1991, le taux d'inflation a atteint 5700 %, puis 9.796,9% en 1994.

Ce passage à l'hyperinflation se caractérise par une hausse de prix extrêmement forte, accompagnée d'un effondrement de la valeur de monnaie nationale, et cela malgré la mise en circulation du nouveau « zaïre ». Ainsi, par exemple, le prix d'un carton de chinchard est passé de 250 NZ en janvier 1994 à 12.500 NZ au mois de mai 1994.

TABLEAU 51 - L'INFLATION AU ZAIRE.



Source : tableau établi à partir de plusieurs documents (rapport annuel 1991 de la Banque du Zaïre, MTM, rapport annuel de BM 1990, www.Wikipedia,pour les années 1994 et 2000

A l'origine du dérapage de cette hyperinflation se trouvent :

- la longue et conflictuelle transition politique vers la démocratie à partir de 1990 ;
- les émeutes et les pillages de 1991 et 1993 ;
- l'arrêt de toutes les aides et ressources internationales ;
- la dépréciation de la monnaie nationale et la dollarisation de l'économie ;
- la déliquescence de la Gécamines ;
- l'excessif recours au seigneuriage ;
- le déséquilibre permanent de la balance des paiements.

B. PASSAGE INFLATION-HYPERINFLATION EN RD CONGO

Au cours des années quatre-vingt, et surtout depuis les débuts des années quatre-vingt-dix, une croissance exponentielle des prix a transformé l'inflation chronique en hyperinflation d'abord rampante, puis ouverte. Le passage à cette situation d'hyperinflation au Zaïre, est dû au pourrissement de la situation politique, au délitement de l'autorité du pouvoir central qui a précipité la chute du régime Mobutu le 17 mai 1997. L'hyperinflation est aussi le résultat des politiques d'ajustements structurel (PAS), de leur répétition depuis les débuts des années 80 et du poids de la dette extérieure. Elle est due , enfin, au *<< Fait que les mécanismes qui ailleurs, donnent à l'inflation un caractère inertiel ne jouent guère en Afrique. >>*[310]En effet comme l'ont souligné Jacquemot et Raffinot[311]: *« L'absence ou la suppression de fait de toute indexation des salaires ou des actifs a joué un rôle important dans la réduction des salaires réels sur la dernière décennie. De même, la rigidité de l'offre agricole vivrière ne joue pratiquement qu'un rôle conjoncturel étant donné l'importance relative de l'alimentation importée et de l'aide alimentaire ».*

Ce passage est si évident que, en plus de la hausse exponentielle des prix, le zaïre-monnaie a complètement perdu ses fonctions essentielles de réserve de valeur, d'unité de compte, et même de moyen de circulation. A partir de 1990, l'unité de compte est le dollar. La « dollarisation » de l'économie est une réalité tellement évidente que, dans certaines régions du pays, et particulièrement dans les deux Kasaï, le zaïre-monnaie avait complètement disparue de la circulation avant la chute de Mobutu ; tout s'achetait et s'échangeait en dollar. Dans les régions frontalières avec le Congo et la République Centrafricaine, le franc CFA servait de monnaie de référence, à côté du dollar. Dans la région du Katanga, le Kwanza Zambien accompagnait le dollar ; dans des régions frontalières avec l'Angola, le Soudan, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, les échanges commerciaux ne se faisaient plus qu'en dollar US. A Kinshasa, la capitale, dans tous les quartiers de la ville, proliféraient les officines de change. Les cambistes du marché parallèle déterminaient, le véritable cours du zaïre-monnaie ou du franc congolais. Sumata a étudié le rôle des circuits financiers informels et parallèles dans l' l'hyperinflation, et démontré que le taux de change parallèle, en traduisant en temps réels les réactions des agents économiques, était devenu la courroie de transmission principale des

[310] Jacquemot P. et Raffinot M., op, cit, p. 234.
[311] Idem.

tensions hyperinflationnistes. Mais la responsabilité des politiques monétaires expansionnistes répondant aux difficultés budgétaires permanentes ne doit pas être négligée.

La hausse des prix des principaux produits de consommation courante (farine de manioc, maïs, blé, la bière), a écrasé le pouvoir d'achat de la population en général, et particulièrement celui des agents de la Fonction Publique. L'indice des prix réels des principaux produits d'exportation de la RD Congo connaissant une évolution négative depuis 1989 (voir tableau 52), l'agriculture d'exportation a été ruinée.

La hausse des prix à l'importation, quant à lui, est passé de 490,6 millions de DTS en 1981 à 183,5 millions de DTS en 1990. Exprimé en zaïre, la variation est plus prononcée à cause de la dépréciation du zaïre-monnaie par rapport au DTS. La hausse des prix à l'importation est influencée par le niveau de l'inflation dans les pays fournisseurs.

L'indice des prix à l'exportation après, avoir progressé de 8,6 % entre 1988 et 1989, régresse de 9,9 % en 1990, tandis que l'indice des prix à l'importation augmente de + 10,2 % ; il s'en suit une détérioration de 15,7 % des termes de l'échange en 1990.

Tableau 52 - LES TERMES DE L'ECHANGE
(1970 =100 en DTS) (1973= 100)

	Indice des prix à l'exportation				
	Produits miniers	Produits agricoles	Indice total		
1973	103	109,7	104	156,3	66,5
1974	135	172,5	140,6	204,4	68,8
1975	83,2	121,6	88,9	214,5	41,1
1976	102,4	196,5	116,4	252	46,2
1977	102,6	288,2	130,1	286,1	45,5
1978	113,7	225	130,2	321,5	40,5
1979	171,7	226	182,1	383,1	47,5
1980	187,2	223,9	191,3	443,4	43,1
1981	165,4	243,5	179,8	490,6	36,2
1982	77,4	84,3	78,2	105,2	74,3
1983	83,2	101,1	85,4	106,3	80,3
1984	81,9	115,5	86,1	115,1	74,8
1985	82,8	101,1	85,1	120,6	70,6
1986	63,7	103,5	68,7	125,1	54,9
1987	69,4	75	70	138,6	50,5
1988	91,1	69,2	88,7	146,8	60,4
1989	100,3	63,9	96,3	166,5	57,8
1990	94,3	49,2	89,4	183,5	48,7

Source : Banque du ZAÏRE et FMI

1 : Indice pondérée suivant l'importance de chaque produit exporté.
2 : Indice pondérée suivant les principaux pays fournisseur

C. LES QUATRE PERIODES DE L'HYPERINFLATION EN RD CONGO.

Dans ses travaux au centre de coopération Zaïre-Canada(CCZC), Kalonji N.[312] distingue quatre périodes de l'hyperinflation en RD Congo.

1. La première période de juin 1989 à 1990, constitue l'étape antérieure à l'hyperinflation. Elle est marquée par une inflation virulente, une expansion monétaire maîtrisée et une certaine stabilité au niveau politique. L'écart-type du taux de change officiel, de l'ordre de 228,85, est faible.

2. La deuxième période de décembre 1990 à août 1991, a entraîné l'économie-congolaise dans l'engrenage hyperinflationniste, mais le processus de hausse cumulative des prix reste encore larvé à ce stade. La masse monétaire moyenne est de 1730,15 milliards de zaïres alors qu'elle représentait 307,76 milliards la période précédente. L'écart-type du taux de change officiel passe de 228,85 à 4218,51. Cette évolution marque une accélération des troubles sociopolitiques dans la transition chaotique.

3. la troisième période, allant de septembre 1991 à août 1992, constitue une évolution inachevée. C'est une étape d'hyperinflation ouverte caractérisée, par la persistance des contestations politiques. Ces instabilités se manifestant à travers l'explosion de l'écart-type du taux de change officiel qui est de l'ordre de 227273,85. La masse monétaire moyenne s'accroît également dans des proportions considérables en atteignant 75087,75 milliards de zaïre.

4. Au cours de la quatrième période, postérieure à 1992, l'incertitude politique, la suspension des aides extérieures à la suite des massacres du Campus de Lubumbashi, la chute du régime Mobutu et des guerres qui l'ont précédée, accélère la hausse du taux d'inflation qui s'élève jusqu'à 9.796,9% en 1994.

II.4.4. - LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION/HYPERINFLATION EN RD CONGO.

[312] Il convient de mentionner que le taux de change est considéré comme un indice de crédibilité marque la confiance accordée à la politique gouvernementale par les individus à court terme. Cet indicateur est utilisé par Kalonji N., dans le cadre de ses travaux au Centre de coopération Zaïre-Canada (CCZC).

Les effets de l'inflation les plus remarquables se font sentir sur 3 variables économiques :

1. sur les termes de l'échange (rapport des indices des prix des exportations et des importations) ;
2. sur les taux d'intérêt réels (taux d'intérêts diminués du déflateur des prix intérieurs) ;
3. sur les salaires réels (rémunérations corrigés par le déflateur du PIB).

A. Sur les changements de termes de l'échange :

La variation des termes de l'échange échappe généralement au contrôle des gouvernements des PVD. L'économie congolaise, par exemple, est sensible au comportement de ses exportations sur le marché mondial. Ainsi, comme l'a montré MUKOKO[313]*:" La chute des recettes d'exportation par exemple entre 1979 et 1980, a dû influencer l'évolution de l'inflation. De 53 % en 1979, l'inflation a atteint un taux de 100 % l'année suivante. "*

Souvent lorsque les termes de l'échange leur sont favorables, c'est-à-dire lorsque les cours de leurs produits exportés sont élevés, on constate une croissance relativement forte de l' économie des pays rentiers comme la Zambie, ou la RD Congo.

B. Sur le taux d'intérêt

On constate généralement que *« Les taux d'intérêt réels positifs favorisent la croissance réelle du secteur financier et de ce fait, stimulent l'efficacité économique avec un transfert des ressources d'investissement à faible rendement vers des investissements à plus fort rendement et de la consommation vers l'investissement productif »*[314].

Dans certaines circonstances on a constaté que lorsqu'un pays libère les taux d'intérêts, les marchés financiers fixent des taux réels extrêmement positifs. Dans ce cas, on assiste à une forte reprise de la croissance économique après la dépréciation, malgré des termes de l'échange qui peuvent être défavorables. C'est qu'on a observé en RD Congo pendant la période 1967-1974, après le premier programme de stabilisation et la réforme du taux de change

[313] Mukoko Samba, Evolution de l'économie zaïroise de 1979 à 1990, une étude économétrique. Cahiers Economiques et Sociaux, IRES-Kinshasa, Vol. XXII, n° 1 et 2, janvier-juin 1984, pp. 56-57.
[314] Vincente Galbis, op, cit, p. 24

de 1967. Par contre lorsque l'inflation s'accélère et à défaut d'un ajustement suffisant des taux d'intérêts, les contraintes financières contribuent alors à freiner la croissance économique, malgré des termes de l'échange favorables. Ce qu'on a observé au Zaïre à partir de 1975.

C. Sur les salaires réels ; on relève bien souvent une corrélation négative entre les coûts réels du travail et la croissance. Devant ce type de relation, on peut réagir de trois manières différentes :

a) soit, on augmente les salaires, ce qui se traduit par une incidence regrettable par des ajustements ultérieurs de politique, on crée alors les conditions plus favorables pour une croissance plus rapide. C'est ce qui a été suivi au Congo entre 1967 et 1974, à la suite du rigoureux programme d'ajustement, lancé 1967 ;

b) soit, on baisse les coûts réels du travail, ce qui va contribuer à maintenir les incitations à l'investissement tout au long de la période difficile d'une inflation galopante, tendance qui peut s'inverser aussitôt que les salaires seront augmentés. C'est la voie tentée par le Zaïre, après les mesures de la zaïrianisation-radicalisation (1973-1974), pour attirer les nouveaux investisseurs dans le cadre des projets du Big-push.

c) soit, on fait grimper rapidement les coûts réels du travail, ce qui aura un effet négatif sur l'investissement et la croissance à un moment où, le plus souvent, agissent conjointement d'*« Autres facteurs, défavorables tels que l'accélération de l'inflation et des problèmes liés à la dette extérieure »*[315]. Dans ce dernier cas, les programmes de stabilisation mis en place par les pays concernés ont conduit à la baisse des coûts des salaires. C'est ce qui a été observé au Zaïre, après la mise en place des programmes de stabilisation (1976, 1977 et 1979).

Les résultats des politiques anti-inflationnistes, dépendent de l'aptitude des autorités monétaires à effectuer les choix appropriés et à coordonner des mesures macro-économique, pour parvenir à un tassement de l'inflation et amorcer une reprise économique. Comme on peut le remarquer, ce qui compte pour mener une lutte efficace contre l'inflation ; c'est de mieux coordonner et prendre au moment opportun des mesures d'ordre politique et économique. Ce que n'a su faire le Zaïre de Mobutu, nonobstant les interventions des institutions de Bretton-Woods entre 1976 et 1981 (cf. Tableau 38),

[315] Idem, p. 25

Dans notre monde d'interdépendances économiques, pour éviter les effets de l'inflation et conserver alors ses chances de développement, chaque pays doit orienter sa stratégie de développement en tenant compte de deux points cruciaux :

Premier Point : pour réussir son intégration dans une économie de marché, le pays doit procéder à une réforme fiscale et à la libération de son commerce, en engageant en même temps une réforme de son secteur financier propice aux entrées des capitaux étrangers. Ce qui n'a pas été le cas du Congo-Kinshasa, qui s'est efforcé de nationaliser l'UMHK (Union Minière du Haut Katanga) en 1967, de "zaïrianiser" les entreprises étrangères dès 1973, et donc s'est privé des entrées des capitaux étrangers.

Deuxième Point : il ne faudrait pas qu'il fixe prématurément son taux de change ; c'est-à-dire avant d'être parvenu à maîtriser les causes sous-jacentes d'une forte inflation permanente, telles que les hausses de salaires, le déficit budgétaire et l'expansion du crédit. Dans ce dernier cas, la mise en place d'un taux de change flottant serait l'idéal.C'est ainsi que le Zaïre, jusqu'au 24 février 1984, a utilisé le double taux de change.

D. LES AUTRES CONSEQUENCES DE L'INFLATION/ HYPERINFLATION.

1° Le niveau d'épargne des individus est bas, compte tenu de la faiblesse de leurs revenus et de la persistance de l'inflation,ce qui a freiné l'éclosion d'une classe moyenne en RD Congo ;

2° la recherche des gains immédiats favorise la prolifération des activités commerciales, au détriment des investissements à long terme;ce qui explique le comportement des << Acquereurs>> de biens zaïrianisés, ainsi que le clientélisme, la prédation et la fuite des capitaux mis en place par le régime ploutocratique au Zaïre ;

3° les taux d'intérêts réels demeurent négatifs, compte tenu de la situation hyperinflationniste;ce qui a freiner la croissance réelle de l'économie congolaise, et surtout du secteur financier dans ce pays

4° les activités informelles subissent les effets pervers de l'inflation galopante, car l'impossibité des anticipations rationnelles des acteurs de ce secteur n'a pas permis à ces derniers d'endiguer les hausses cumulatives des prix.

5° la persistance des taux d'inflation élevés perturbe les prévisions des agents économiques. Cette situation accroît l'incertitude et réduit le taux d'épargne ; les investisseurs étrangers préfèrent rappatrier les profits de leurs entreprises à l'étranger, au lieu d'accroître la formation du capital et la création d'emplois nouveaux. L' oligarchie prébendaire préférait plutôt la fuite des capitaux ;
6° en règle générale, la situation chaotique consécutive à l'hyperinflation perturbe les déterminants de la fonction de demande de monnaie. En effet, le taux d'inflation constitue désormais le coût d'opportunité de la détention de la monnaie, et le recours généralisé aux circuits parallèles de change permet aux cours parallèles de jouer un rôle prépondérant compte tenu de la dollarisation de l'économie. C'est ainsi qu'à partir de 1990, face à la perte de ses fonctions de réseve de valeur, d'unité de compte et de moyen de circulation, le zaïre-monnaie céda sa place au dollar américain, qui devint dès lors la véritable unité de compte. Apartir de cette date, ce sont les cambistes du marché parallèle de Kinshasa qui déterminaient le véritable court du zaïre-monnaie.

II.4.5. - LES CONSEQUENCES SOCIALES DE L'HYPERINFLATION.

Les conséquences sociales de la propagation des tensions hyperinflationnistes sont dramatiques. En règle générale, on assiste à la disparition de la classe moyenne et la mobilité sociale devient limitée. Il existe néanmoins une poignée d'individus jouissant des privilèges de la situation, il s'agit des politiciens proches des régimes autoritaires et des forces de répression.
La paupérisation des masses renforce les flux migratoires qui concernent désormais toutes les couches sociales. Certains migrants tentent d'échapper à la misère, d'autres fuient l'insécurité. Ce qui explique les phénomènes de l'exode rural et de fuite de cerveaux en RD Congo.

II.4.6. - CONSEQUENCES DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION.

Il existe une étroite corrélation entre le déficit des finances publiques, l'inflation et instabilité des taux de change.

Les résultats des politiques de lutte contre l'inflation, sont décevants. Depuis 1991 la RDC s'enlise une hyperinflation où il devient impossible, pour la plupart des ménages, de

conserver un pouvoir d'achat. Certains, comme l'a souligné le MTM[316], *"Ne gagnent pas plus de 1,5 à 2 millions de zaïres par mois, soit un maximum de 20$ US, de quoi acheter en tout et pour tout un sac de 50 kg de farine de manioc. "* L'hyperinflation et la chute du pouvoir d'achat de la population zaïroise ont fait dire à Mireille DUTEIL[317]*:" Ville lépreuse, Kinshasa semble peuplée de cultivateurs. Pour survivre, les kinois colonisent, y compris en centre ville, une parcelle de square ou un morceau de fossé pour y planter du maïs. L'inflation délirante, les oblige à l'autoconsommation. A l'automne (1993), la banque centrale a mis en circulation un billet de 1 million de zaïres. En quelques semaines, il était insuffisant pour acheter un paquet de cigarette. Depuis, les billets de 2 millions, puis de 5 millions ont fait leur apparition. "*

II.4.7. - LEÇONS (TIREES) DES POLITIQUES ANTI-INFLATION PRECONISEES PAR LES INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS EN RD CONGO.

L'inflation a des origines multiples. Pour la combattre efficacement, il faut beaucoup de finesse ou de subtilité car, comme l'a indiqué GALBIS[318]:" *Si les mesures sont inappropriées, elles risquent de ne pas parvenir à enrayer le phénomène inflationniste, et ce qui est pire, d'accroître les véritables distorsions qui menacent aussi de freiner la croissance économique ".* Ainsi par exemple, un État qui chercherait à stabiliser les prix dans une situation dans laquelle des pressions sociales sont peut être la traduction de besoins élémentaires urgents est conduit, malgré lui, à concéder des fortes augmentations des salaires, et donc s'expose à subir une hausse du chômage sans garantie de parvenir à réduire pour autant l'inflation. Dans ce cas, le pays est tenté de compenser l'inflation importée par la mise en œuvre des politiques déflationnistes telles qu'une réévaluation des taux de change. Or, une telle mesure est en grande partie inapplicable puisqu'elle risque de produire des effets négatifs sur la production et sur la balance des paiements. Comme on peut le constater, il n'est pas simple de concevoir une politique de lutte contre l'inflation.

---

[316] M.T.M. n° 2414, décembre 1992, p. 397.
[317] DUTEIL Mireille, Zaïre : Le chaos Mobutu, Le Point, n° 1065, du 13 février 1993, p. 42.
[318] Vincente Galbis, Inflation: l'expériences latino-américaine 1970-1979, Revue Tiers-Monde XXIII, n°109, 1989, p. 26.

Pour lutter contre l'inflation, les monétaristes préconisent une approche inspirée d'un modèle d'équilibre général qui présente, selon eux, deux grands avantages que rappelle Galbis[319] :

- *"d'une part, elle peut, permettre d'identifier les sources initiales d'inflation, l'influence des facteurs structurels en jeu, comme l' importance et le degré d'ouverture d'une économie, dans la génération et la transmission de l'inflation, l'influence de l'orientation politique globale du pays sur l'expansion de la masse monétaire et l'inflation et aussi sur les circuit - budget, crédit, taux de change, salaires et autres – à travers lesquels se manifeste la politique ;*
- *d'autre part, cette approche peut permettre d'étudier les incidences sur la croissance économique de différents processus inflationnistes et de différentes politiques anti-inflationnistes, dans la mesure où ils agissent différemment sur les prix relatifs et les grandeurs nominales »*

La théorie monétaire (qui inspire les politiques anti-inflationnistes du FMI) accuse le déficit budgétaire des PVD d'être responsable de la persistance de l'inflation. Le retrait de l'État et la mise en œuvre d'une politique monétaire rigoureuse devaient permettre de vaincre l'inflation, mais les résultats des politiques d'ajustement d'inspiration monétariste n'ont pas été ceux qu'espérait ce courant. Aujourd'hui, des spécialistes, tels que Salama et Valier, estiment que cette explication et ces politiques sont trop simpliste et justifient leurs réserves en s'inspirant du modèle de Bruno qui expose la relation déficit budgétaire-taux d'inflation. Les simulations du modèle permettent d'affirmer que : *"Plus le taux de croissance du revenu réel (r) est élevé, toutes choses étant égales par ailleurs, moins le taux d'inflation est prononcé (et inversement)".* Pour Salama et Valier[320]: *"On serait tenté de dire que, dans ces conditions, le financement du déficit serait d'autant moins inflationniste que le taux de croissance du revenu est important."* Plus le déficit (d) est élevé, plus l'inflation est forte. Mais ces deux auteurs soulignent, qu'"*Avec un déficit faible on peut aussi avoir une inflation élevée, d'une part si le taux de croissance du revenu réel (r) est très faible ou très élevé, et d'autre part si les paramètres h et b (c'est-à-dire v) changent de valeur »*[321] .

---

[319] Idem.
[320] Salama P. et Valier Jacques, L'économie gangrénée, p. 29.
[321] S v varie, l'hypothèse probable si le taux d'inflation est irrégulier et s'il ya une modification des politiques de financement ou une démonstration : le taux d'inflation devient л = (d-vn-v).

Comme ces auteurs, nous trouvons que,"*Apparemment, la formalisation présentée n'indique pas quels mécanismes produisent l'inflation. Le déficit peut ou non conduire à une augmentation de l'inflation selon l'influence des paramètres (h et b) et des variables (d, n et). Cette formalisation semble établir une relation comptable, c'est-à-dire sans lien de causalité. En fait, il n'en est rien. Sous couvert de généralité, nous sommes en présence d'une relation de type monétariste : l'augmentation du déficit, via la création monétaire qu'il suscite, entraîne une augmentation des prix et n'a aucune influence sur le niveau du revenu. Elle a un effet strictement monétaire : elle multiplie les prix »*[322]. En outre, *"Dans une logique monétariste le déficit public traduit une intervention trop importante de l'État. D'un côté, celle-ci, selon ce courant, serait inefficace, ce qui se traduit par une efficacité du capital affaiblie ; de l'autre, elle retirerait des ressources au secteur privé, seul dynamique. Ces deux considérations jointes amènent à penser que le taux de croissance de l'économie sera plus faible avec une intervention importante de l'État. Dès lors, le déficit budgétaire a un double effet : d'un côté, il accélère l'inflation ; d'un autre côté, il réduit le taux de croissance du PIB. Ce crowding out cher aux monétaristes est très contestable »*[323] . *"Les économistes orthodoxes, à l'origine des politiques d'ajustement proches de celles que préconise le FMI, pensaient combattre l'inflation grâce à un retrait de l'État de l'économie. Selon eux, l'intervention de l'État est néfaste au bon fonctionnement de l'économie. D'une part, elle draine des ressources importantes et en conséquence détourne du marché des fonds (effet d'éviction). D'autre part, l'efficacité de l'État est moins grande que celle résultant des décisions dictées par le marché. Enfin, le déficit budgétaire serait source d'inflation, car il conduit à une augmentation de la masse monétaire au- delà de ce qui est nécessaire pour assurer les transactions.Pour ces trois raisons, le déficit budgétaire doit être réduit non par la hausse des taux d'imposition et de l'assiette fiscale, mais en comprimant les dépenses publiques »*[324].

Nous partageons l'analyse de Salama et Valier et pensons que l'intervention de l'État peut être efficace. Elle peut certes devenir moins efficace, notamment en période de crise financière aiguë comme celle que l'économie du Zaïre a traversée à partir de 1990, et elle peut même aggraver la crise, mais il est alors intéressant d'analyser le processus qui conduit à cette

[322] Salama P. et Valier J. op, cit, p. 35
[323] Idem, pp. 29-30.
[324] Ibidem, p. 35.

dégradation, plutôt que de considérer cette intervention comme inefficace par la nature. Les pesanteurs bureaucratiques sont loin d'être une exclusivité du secteur public, et un déficit public peut très bien être à l'origine d'une augmentation sensible du taux de croissance de la production, sans qu'il y ait nécessairement accélération du taux d'inflation.

Pour le courant monétariste, l'inflation est la conséquence d'une création monétaire excessive, et pour combattre ce phénomène ; ce courant préconise la mise en œuvre d'une politique de contrôle/réduction de la création monétaire, par le biais d'une action sur la base monétaire ; c'est-à-dire, dans la plupart des cas, par une réduction des dépenses publiques et du déficit budgétaire.

F. Hahn[325] dans son livre sur la monnaie et l'inflation,ironise : "Comme d'habitude, les monétaristes ont compris les choses de travers". En s'inspirant de travaux de Hahn, et en s'appuyant sur une série d'observations, Salama et Valier[326] présentent une "critique de fond" sur les difficultés, pour le courant monétariste, à tenir compte de la monnaie : "*La critique la plus importante au monétarisme, renouvelé avec l'introduction de l'hypothèse dite des anticipations rationnelles, a été probablement formulée par F. Hahn, un des plus éminents théoriciens d'équilibre général, auquel se réfère le courant monétariste, conduit à imaginer une économie séquentielle dans laquelle les marchés futurs seraient ouverts. Cette ouverture implique qu'on prenne en compte les prévisions. Or, faire des prévisions présuppose qu'on ait un modèle de référence dans lequel l'apprentissage et la rectification des erreurs puissent jouer un rôle important. On comprend que dans ces conditions, il soit plus aisé de ne pas tenir compte de cet apprentissage et de supposer que les agents anticipent rationnellement l'évolution des prix et des principaux agrégats. »* Cette critique discrédite les remèdes préconisés par les experts (monétaristes) du Fonds Monétaire International (FMI) pour lutter contre l'inflation, nonobstant leur méconnaissance des pays ajustés.

Nous pensons, comme Salama et Valier, qu'il ne s'agit pas de nier qu'il puisse y avoir une relation entre le déficit budgétaire et le taux d'inflation ; mais cette relation est beaucoup plus complexe que celle que proposent les monétaristes, et en définitive fort différente.

[325] F. Hahn, Monnaie et inflation, Economica, Paris, 1984, p.106
[326] Salama P. et Valier J. , L'économie gangrenée,Ed. La découverte, 1990, pp.35 - 36»

Le déficit budgétaire alimente certes l'inflation, mais par des voies autres que celles qu'imaginent les monétaristes, et il résulte lui-même en partie de l'inflation et de son accélération.

CHAPITRE V -
CRITIQUES DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL.

Les critiques peuvent être internes et externes. Les critiques suivantes sont adressées au Fonds Monétaires International, mais elles sont aussi valables pour la Banque Mondiale.

II.5.1.- CRITIQUES INTERNES.

Les principales critiques internes s'articulent autour de quatre questions :

- les moyens sont-ils adaptés aux objectifs ?
- l'application des prescriptions économiques donne-t-elle les résultats escomptés ?
- les coûts sont-ils adaptés aux objectifs ?
- les coûts sont-ils proportionnés aux résultats ?

II.5.2. - LES CRITIQUES EXTERNES.

Les critiques externes invoquent des facteurs dont les institutions financières internationales ne tiennent pas compte parce qu'elles les considèrent comme "extra-économiques" et que leur vocation est précisément de promouvoir et renforcer une rationalité strictement économique. Elles se soucient notamment des implications politiques, sociales et culturelles des PAS.

Dans la seconde partie de notre exposé, nous avons critiqué la méconnaissance des réalités des pays ajustés. Au vu des politiques préconisées par les institutions de Washington, en Amérique latine, en Asie de l'Est, en Afrique subsaharienne, tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui la ressemblance universelle des diagnostics et remèdes macro-économiques du FMI et de la BIRD, et à critiquer leur "*économisme*". M.F. L'Hériteau et J.M. Fontaine[327] dénoncent "*Leur incapacité de se préoccuper d'autres arguments que ceux du raisonnement économique le plus étroit",* puis expliquent que : *"Il ne suffit plus de répéter les*

[327] L'Hériteau M.F. et Fontaine J.M., Ajustement structurel en Afrique, Papier du C.E.P.D., Groupe Rosa, Paris, le 13 avril 1987, p. 1.

mêmes banalités sur les distorsions de prix sur la faiblesse de la mobilisation de ressources internes ou sur l'évasion de capitaux, il faut aussi et surtout expliquer pourquoi il en est ainsi, quels sont les rapports de forces existant entre eux et les possibilités de les transformer peu à peu, et ainsi de suite. Ici encore, l'analyse qui est nécessaire si l'on veut comprendre – plutôt qu'appliquer mécaniquement des recettes standards-, exige une enquête beaucoup plus profonde que celle qui est régulièrement menée par les missions d'experts internationaux"[328]. De même, Grellet[329], s'inquiète que "*Au total, leur prescription apparaît singulièrement simpliste et naïve puisqu'elle ignore le problème fondamental de la capacité de l'Afrique. Celle-ci ne peut être augmentée qu'en proposant des modèles mieux adaptés au milieu local, qui prennent en compte non seulement les ressources naturelles, mais aussi les ressources humaines dont elle dispose, favorisant l'épanouissement de l'esprit d'entreprise et les capacités de gestion dans un environnement économique intérieur et extérieur rendu plus favorable aux activités du marché."*
A cela, il convient d'ajouter que leur idéologie libérale aveugle si gravement les financiers de Washington qu'ils ignorent même comment fonctionnent les marchés mondiaux et comment se sont développées les économies européennes. La théorie de l'avantage comparatif sur lequel s'appuie la doctrine libérale, suppose la libre circulation des biens et des hommes. Cette proposition de la BIRD, comme l'a souligné Fontaine[330] , *"Est juste sur le plan théorique mais ne tient pas compte ni de la réalité actuelle (protection et soutien de l'agriculture en surproduction des pays riches), ni des enseignements de l'histoire (aucune agriculture ne s'est développée sans protection douanière)."*

L'échec des programmes d'ajustement structurel en RD Congo s'explique d'abord par l'incapacité des institutions de Bretton-Woods de tenir compte des spécificités de cette économie rentière. Le FMI et la BIRD ont montré leur incompréhension de la structure de cette économie extravertie, exportatrice des produits primaires dont elle ne contrôle pas la fixation des prix sur le marché mondial. De plus, au lieu de reconnaître leurs insuffisances, en révisant au besoin les critères de performance des politiques mises en œuvre, les experts ont préféré passer

[328] L' Hériteau M.F. et Fontaine J.M., op, cit, p. 3
[329] Grellet Gérard, Les politiques d'ajustement orthodoxes. Un point de vue critique, Revue Tiers-Monde, tome XXVIII, n° 109, janvier-mars 1987, p. 5.
[330] Fontaine Jean-Marc : Diagnostic et remèdes proposés par le FMI pour l'Afrique, quelques points critiques. Communication au colloque politique d'ajustement et dérégulation, Université du Caire et IEDES, Le Caire, du 1-3 février 1988, p. 1.

de "l'ajustement simple" aux "thérapies de choc". Les thérapies de choc, qui visaient encore un objectif financier, avec des mesures immédiates pour attirer les capitaux étrangers et trouver des ressources destinées au remboursement de la dette, prêtaient peu d'attention aux conséquences sociales de ces programmes. Par suite, les programmes de redressement préconisés par les institutions de Washington ont eu une efficacité limitée, pour des coûts excessivement élevés.

Les critères de performance quantitatifs sont caractérisés par leur excessive rigidité. L'initiative d'ARUSHA[331] s'inquiétait que *« L'échec dans la réalisation de ces critères et les pénalités qui en résultent perturbent la vie économique et discréditent politiquement les gouvernements des pays du Tiers-monde ».* Au lieu de distribuer blâmes et satisfecits, les institutions financières internationales auraient du montrer quelque souplesse. Par exemple, elles auraient du tenir compte d'événements qui échappent au contrôle du pays ajusté (la hausse des prix des produits importés, la détérioration des termes de l'échange), mais qui conditionnent la réalisation des critères de performance.

On pourrait donc, dans un premier temps, souhaiter que soient énoncées les hypothèses sur lesquelles est basé le programme d'ajustement : rapport entre les taux d'inflation intérieur et extérieur, évolution des taux d'intérêts mondiaux, évolution de terme de l'échange, volume physique des principales récoltes, etc. Dans ce cas, l'accord de confirmation pourrait prévoir qu'une détérioration substantielle des valeurs effectives de ces variables par rapport aux hypothèses, donnerait au pays le droit de réviser avec les institutions les critères de performance. Dans un deuxième temps ; on pourrait prévoir des critères de performance "glissants" suivant l'évolution de ces variables exogènes à la politique économique du gouvernement concerné. Cette solution permettrait de tenir compte du manque de précision dans l'utilisation des instruments de politique économique et des éventuelles erreurs de prévision.

A. **CRITIQUES SUR LES POLITIQUES MONETAIRE ET BUDGETAIRE.**

P. Salama et J. Valier ont émis une critique incisive et radicale des politiques monétaires et budgétaires orthodoxes préconisées par les Institutions de Bretton-Woods. "C*es*

[331] HERITEAU (L') M.F. : Le FMI et les pays du Tiers-Monde, Ed. Tiers-Monde I.E.D.E.S. (PUF), p.182.

politiques restrictives ont eu des effets jugés à la fois dangereuses et inefficaces. Dangereuses*, parce qu'elles conduisent à l'étranglement de l'activité économique. Et cela d'autant plus que l'existence de groupes sociaux organisés rend plus coûteuse en terme de production et de chômage toute politique anti- inflationniste de restriction de la demande.* Inefficaces*, parce que l'inflation, bien loin d'être due à une création monétaire excessive et / ou au déficit budgétaire, est un processus auto-entretenu lié aux conflits distributifs et aux mécanismes d'indexation.* : *"c'est ce processus qui est lui-même à l'origine de la création monétaire – la politique monétaire apparaissant non comme le "primum movens" de l'inflation, mais comme une condition permissive -, et qui est l'une des causes du déficit budgétaire (effet Olivera-Tanzi)"* [332]. Les politiques monétaires et budgétaires restrictives sont inadaptées parce que le processus d'inflation "inertielle" n'y répond pas.

Pour conduire une politique monétaire et budgétaire restrictive dont l'objectif est la diminution des dépenses publiques, le gouvernement doit procéder à des licenciements massifs et des réductions de salaires, notamment dans l'administration ; mais ce faisant, il provoque des remous sociaux, chaque groupe tentant de reporter sur les autres le coût de l'ajustement. Mukabe Mumeme explique : "*La seule possibilité est de bloquer les salaires de base des travailleurs. C'est ce qui a été fait au Zaïre. Ce blocage des salaires décidé par les pouvoirs publics (après qu'ils aient également décidé le rabattement qui n'était rien d'autre qu'une diminution des salaires) a eu pour effet de priver la hausse des salaires des agents de l'État, car les entreprises privées se sont rattrapées dans les primes et autres allocations qu'elles accordaient à leurs travailleurs. Cette situation a sérieusement ruiné le pouvoir d'achat d'une seule catégorie d'agents économiques"*[333]

La réduction des déficits budgétaires a aussi motivé l'abandon des subventions aux produits et services de première nécessité (riz, lait, sucre, farine, combustible, etc.), et la réduction des budgets sociaux (éducation, santé, logement, infrastructures). Les secteurs de l'éducation, de la santé, du logement social, des infrastructures sont ceux qui ont le plus été

[332] Salama P. et Valier J., L'économie gangrénée, Ed. La Découverte, Paris, 1990, p. 99
[333] MUBAKE Mumeme, art, p, cit, pp. 465-466.

pénalisés. La baisse des investissements dans ces domaines a provoqué le délabrement des écoles, des Universités, des Instituts supérieurs, des hôpitaux, des routes.

Ce qui peut être reproché aux solutions de type FMI *; « Ce n'est pas qu'elles recherchent à réduire un déséquilibre, - on est bien obligé de le faire, - c'est qu'elles prétendent imposer une solution unique au nom d'une prétendue orthodoxie qui n'est en fait qu'un choix politique déguisé."*[334]

B.- CRITIQUES SUR LA POLITIQUE DE CHANGE.

La théorie académique de l'ajustement par le change enseigne que *« la dévaluation n'est susceptible de donner sa pleine efficacité que dans des économies qui ne connaissent pas une forte dégradation de leurs termes de l'échange, dont les exportations jouissent d'une élasticité de la demande élevée, dont l'appareil de production est diversifiée et peut en conséquence répondre aux diverses incitations du système des prix, où les transferts intersectoriels des facteurs de production ne se heurtent à aucune rigidité de nature structurelle et où enfin, les acteurs sociaux ne tentent pas d'indexer trop rapidement leurs revenus nominaux sur l'évolution du taux de change et des prix intérieurs tout en répondant instantanément aux signaux du marché. »*[335]. Ceci est clair et compréhensible. Il est donc difficile de comprendre pourquoi une économie qui ne présente pas des telles conditions, telle que l'économie congolaise, pourrait tiré partie de la dévaluation, pour assurer son développement. C'est pourquoi l'analyse de l'impact réel de la dépréciation du taux de change sur la restructuration de l'offre et de la demande dans le contexte d'une économie en développement, a été l'objet des multiples controverses.

La correction du taux de change n'est susceptible d'être efficace aux yeux de ses partisans que si elle est accompagnée par un ensemble de mesures complémentaires, relatives à la politique de crédit, à la fiscalité, aux prix, à la fixation des salaires, au régime douanier. Or ces mesures sont parfaitement identiques aux moyens classiques pour défendre la parité d'une

[334] Hériteau (L') M.F. et Fontaine J.M. Ajustement structurel en Afrique, CEPED/Groupe Rosa, Paris, le 15 mars 1987, p. 5.
[335] Jacquemot P. et Assidon, E., Politique de change et ajustement en Afrique. Edition Ministère de la Coopération et du Développement, 1989, p. 43.

monnaie, et donc pour faire l'économie de la dévaluation. La politique de change est donc un élément parmi d'autres d'une politique économique globale de rééquilibrage, une composante qui, certes, cristallise les tensions pendant les négociations entre l'État et le FMI, mais une composante seulement. Par conséquent, la multiplicité et l'interdépendance des mesures rendent difficile l'interprétation du rôle particulier exercé par le seul instrument du taux de change.

Dans la plupart de cas, la dévaluation est un instrument essentiel, dont on espère un rééquilibrage de la balance des paiements courants. Ce rééquilibrage est attendu par un effet de réduction de la demande globale. Il est attendu aussi comme conséquence d'une réaction de la demande étrangère à une baisse des prix des exportations en devises, et de la demande intérieure à une hausse de prix des importations en monnaie nationale. Or, le FMI reconnaît lui-même le caractère limité de la réaction de la demande étrangère, dans le cas des pays en développement exportant essentiellement des produits de base. La dévaluation ne peut véritablement améliorer la compétitivité extérieure des pays que dans le cas, où ils exportent des biens dont l'élasticité-prix de la demande est significative. Dans tous les autres cas, la dévaluation doit modifier les prix relatifs pour augmenter l'offre des produits exportés, diminuer la demande interne, et par conséquent rééquilibrer la balance commerciale. Or, l'efficacité de cette réaction, dans le cas de nombreux pays en développement, est sujette à caution.

La structure actuelle de l'économie congolaise et l'échec de sa politique industrielle, sont autant d'obstacles pour espérer le succès d'une dévaluation. En effet, comme l'a constaté Grellet[336]*; ""Les précédents, plus ou moins explicites d'Amérique latine et d'Asie du Sud-est montrent que les pays qui tirent profit de ces manipulations monétaires (dévaluation) :*

1. *sont à un stade de développement plus avancé que l'Afrique et ont notamment une industrie capable de réagir rapidement à une amélioration de leur compétitivité par rapport à l'extérieur, tant pour accroître les exportations que pour substituer des importations (tel n'est généralement pas le cas de l'agriculture) ;*
2. *et ont une capacité d'attraction des capitaux privés s'investissant dans les secteurs productifs, que n'a pas l'Afrique. "*

[336] Grellet Gérard, op, cit, p. 2.

La RD Congo ayant axé son économie sur l'exportation des matières premières de base - dont la fixation des cours lui échappe, mais fixé sur les marchés mondiaux -, ne pouvait espérer augmenter ses exportations à la suite d'une dévaluation. Bien au contraire, la dévaluation ne pouvait que renchérir mécaniquement les importations nécessaires pour lesquelles n'existe pas encore de substitut national (pétrole, pièces détachées).

B.1.- SUR LES POSSIBILITES DE SUBSTITUTION D'IMPORTATION.

La substitution à l'importation nécessite des barrières tarifaires ou non tarifaires, permettant au pays de produire ce qu'il importait à l'origine. Cela comporte des limites, surtout si le marché intérieur n'est pas assez développé pour permettre un développement de la nouvelle économie locale, si le pouvoir d'achat de la population n'est pas suffisant pour faire décoller les industries naissantes. Or, comme une dévaluation, les barrières tarifaires agissent en élevant les prix des produits des industries de substitution d'importation, et donc réduisent le pouvoir d'achat de la population.

1. OBJECTIF DE LA SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS.

L'économie du pays étant dépendante des importations des produits manufacturés provenant de l'étranger, il convient de substituer à ces importations une production locale. Ce processus se déroule en cinq phases.

Première phase : il faut réduire les importations des biens de consommation simples. Pour cela, on utilise les ressources du pays pour créer des entreprises nécessitant un faible savoir technique, par exemple les industries textiles.

Deuxième phase : on réduit les importations des biens d'équipement. Par exemple, la production de métiers à tisser. On produit en outre des biens de meilleure qualité.

Troisième phase : le rôle de l'Etat augmente. Il impose la diversification des industries, notamment par la création d'industries lourdes comme la cimenterie ou la sidérurgie, qui sont coûteuses mais rentables sur plusieurs décennies.

Quatrième phase : le pays produit des biens de consommation durables et plus sophistiqués, comme l'électronique de loisir, ou l'automobile. On tente alors d'augmenter le poids de la classe moyenne consommatrice de ces produits, et d'ouvrir l'économie à l'étranger en favorisant l'installation des FMN.

Cinquième phase : la diversification se poursuit jusqu'à ce que le pays soit en mesure d'exporter. L'industrie de haute technologie, qui requiert de gros investissements, est présente.

2. AVANTAGES ET INCOVENIENTS DE LA SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS

Cette forme d'industrialisation est progressive, et a donné de bons résultats au Japon, puis au Brésil. Cependant, elle est difficile à mettre en œuvre car le marché intérieur, se révèle vite insuffisant pour absorber la production.

Remarque : de tous les pays qui ont mis en place cette politique, seul le Brésil a pu accomplir les 5 phases, de 1930 à 1980, et cela grâce à trois stratégies.

a) L'entente commerciale afin d'exporter à l'étranger, cependant, dans le cas d'une industrialisation régionale comme cela a été le cas en Amérique latine, la concurrence est rude entre les pays, d'où l'échec de la MERCOSUR ;

b) en augmentant le pouvoir d'achat. Seulement, le risque est de créer une société inégalitaire où seule une fraction minoritaire de la population aura accès à la société de consommation ;

c) la conquête des marchés extérieurs est une stratégie qui exige une certaine compétence reconnue, pour espérer imposer ses produits face aux produits locaux. C'est donc une solution difficile à mettre en place ; seules les FMN peuvent y parvenir.

On attend du changement de prix relatifs induit par la dévaluation, qu'il entraîne des effets de substitution du côté de la demande comme de l'offre entre les produits "exposés" et des produits "abrités". Un glissement de la demande est d'abord attendu de la hausse de prix des produits exposés dont on espère que les agents nationaux demanderont moins de produits susceptibles d'être exportés (augmentant ainsi le surplus exportable) et moins de produits importés (diminuant ainsi la pression sur la balance commerciale), car ils porteront leurs achats sur les substituts existant dans le secteur abrité. Or, dans la plupart des pays du Tiers Monde, les exportations sont le plus souvent des matières premières dont la demande interne est de toute façon minime par rapport à la production. De plus, le problème n'est pas de dégager un surplus

exportable car les importations ne sont que rarement concurrencées par une production locale. On ne peut donc pas attendre un effet de glissement de la demande interne, d'un volume tel qu'il contribue significativement au rééquilibrage de sa balance des paiements.

Un effet de l'offre vers la production de biens exposés est attendu lui aussi de la dévaluation. L'amélioration des prix relatifs des secteurs exposés, n'aura un effet sur la production de biens exportable et de biens remplaçant des importations que si ces secteurs manifestent une élasticité suffisante de l'effet par rapport aux prix. Or dans la plupart des PVD, la capacité d'ajustement à court ou moyen terme est limitée par le manque de flexibilité économique et de réponse à court terme aux incitations des prix. Une telle flexibilité suppose, du côté des exportations agricoles, que des terres cultivables soient disponibles et que les infrastructure de transport et de commercialisation des récoltes soient installées. En outre, certaines cultures ne sont productives que plusieurs années après les plantations (café, cacao), et les producteurs ne réagiront à l'incitation des prix que s'ils anticipent qu'elle sera durable.

Toutes ces observations n'impliquent évidemment pas que l'effet d'une dévaluation soit nul pour le rééquilibrage de la balance commerciale, mais elles montrent plutôt ses limites. La dévaluation ne peut être considérée comme une panacée au déficit des paiements courants, et son efficacité en tant qu'instrument de ré-allocation des ressources est beaucoup moins certaine que son effet déflationniste.

Dans le cas de la RD Congo, la dévaluation ne peut pas renforcer le processus de substitution à l'importation parce que le pays ne dispose pas encore d'une réelle base industrielle ou manufacturière. De plus, toute ré-allocation des facteurs de production interne vers les activités d'exportation, tel que le cuivre par exemple, reviendrait à investir dans un secteur en déclin.

B.2.- EFFETS DE LA POLITIQUE DE SUBSTITUTION DES EXPORTATIONS SUR LA BALANCE COMMERCIALE.

Une étude du FMI a analysé les résultats de 12 pays ayant pratiqué une forte dévaluation de leur monnaie (entre 68 % et 75 %), dans le cadre des accords de confirmation. Elle indique que, tous les programmes prévoyaient une amélioration significative de la performance des exportations, mesurées en termes réels, résultant des incitations et de la rentabilité accrue du secteur exportateur. Mais les réalisations n'ont pas confirmé complètement cette prévision. Ainsi, peut-on considérer que la dévaluation n'apporte pas toujours les résultats attendus, sur le strict plan de l'évolution à court et moyen terme des flux du commerce extérieur. L'augmentation des exportations en termes réels ne survient pas systématiquement, dans un délai de moyen terme. Et lorsque la dévaluation s'accompagne d'une libéralisation des importations, celle-ci est un puissant facteur d'accroissement des achats à l'extérieur qui, dans les cas considérés dans cette étude compense l'effet attendu de la dévaluation.

En ce qui concerne la RD Congo, la dévaluation ne peut augmenter la compétitivité des exportations parce que les prix de ses produits exportés sont fixés à l'étranger. Par exemple le prix du premier produit d'exportation (le cuivre), est fixé en dollars sur le marché de New York. Dans un pays dont les exportations sont constituées des matières premières, et qui ne possède pas de réelle capacité de substitution à l'importation, "*une dévaluation risque de présenter des effets pervers, et l'essentiel de l'ajustement doit provenir d'une réduction des dépenses réelles*"[337].

Lorsque l'élasticité de la demande d'exportation est faible, alors que l'industrie dépend fortement de l'importation de matières premières ou de biens capitaux, la dévaluation se traduit par une augmentation du prix des produits manufacturés, et donc une baisse de la production industrielle qui ne sera pas compensée par l'augmentation des exportations.
La dévaluation n'a que des résultats limités sur la balance commerciale.

B.3.- EFFETS SUR LE SECTEUR INDUSTRIEL

Les pays industriellement développés bénéficient d'économie d'échelle et de rendements croissants liés à la taille de leurs marchés, qui stimulent leur compétitivité, tandis que les bas

[337] Grellet Gérard, op, cit, p. 14.

salaires des pays non industrialisés ne constituent qu'un rattrapage très insuffisant de leur handicap. Dans ces conditions, une protection douanière paraît indispensable à l'industrialisation des PVD.

La réduction uniforme des prix à l'exportation de tous les produits nationaux ne joue pas en ce sens, dans la mesure où le principal obstacle à l'industrialisation des PVD tient au fait que les coûts de production de biens manufacturés sont élevés par rapport aux coûts de production des produits primaires. Ainsi par exemple, la dévaluation s'appliquant à toutes les importations comme à toutes les exportations, ne peut modifier cette structure défavorable des coûts comparatifs (agriculture / industrie) dans les PVD.

L'efficacité d'une dévaluation, comme instrument de promotion des exportations industrielles, nécessiterait qu'elle agisse suffisamment sur les coûts des produits industriels pour protéger le marché intérieur et stimuler les exportations de ces produits. Or, ceci impliquerait une forte baisse du taux de change ayant un fort effet inflationniste préjudiciable à la compétitivité, et une forte baisse des salaires réels. Les dévaluations générales ne devraient donc être utilisées que dans des occasions limitées. Elles ne se justifient que de façon réparatrice dans le cas où, du fait d'une forte inflation intérieure, les coûts de production des principaux produits d'exportation du pays se sont écartés des coûts mondiaux exprimés en monnaie locale au taux de change en vigueur. Dans des telles situations, il y a en effet une incitation négative, telle que les producteurs peuvent juger inutile de maintenir le potentiel productif du secteur exportateur, et de faire de la dévaluation non pas un instrument de préservation, mais un instrument d'incitation positive et indifférenciée qui constitue un biais défavorable au secteur industriel naissant.

En résumé, les réformes structurelles préconisées par les programmes d'ajustement structurel en RDC visaient :

- à développer les produits d'exportation au détriment des cultures vivrières ;
- l'ouverture totale des marchés et la libéralisation de l'économie ;

- l’imposition d’une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et préservation des revenus du capital ;(Voir l'explication dans le quatrième paragrphe, qui suit, in p. 415)
- l’imposition des privatisations .

Pour les Institutions de Bretton-Woods, le Zaïre devait accroître ses exportations pour se procurer les devises nécessaires au remboursement de sa dette extérieure. Le pays s’est donc efforcé de développer ses exportations minières (cuivre et métaux associés) et agricoles (café), et n’a pas pu fournir l'effort nécessaire pour relancer son agriculture vivrière pour alimenter sa population. Le Congo-Kinshasa est ainsi devenu économiquement dépendant de son industrie minière.

Moins armée financièrement et technologiquement que les pays nu Nord , la RD Congo ne peut tirer profit de la stratégie d’ouverture des marchés. Cette stratégie favorise l’implantation et la domination des FMN, qui inondent le marché local par les produits subventionnés dans les pays capitalistes à économie de marché (lait, œufs, viande, céréales, coton, tomates, blé, riz, etc.) imposent de nouvelles habitudes alimentaires, et marginalisent la production locale. Depuis le début des années 60, avec le don de riz américain par exemple, les congolais ont délaissé le riz produit à BUMBA. Cette dynamique concerne aussi le maïs, la viande, la production avicole, etc.

Les produits locaux étant souvent moins compétitifs que les produits étrangers importés, les producteurs locaux abandonnent aussi les produits exportables. L’abandon des produits d’exportation entraîne la perte d'emplois ruraux du secteur agricole, la baisse du niveau de vie des agriculteurs, des éleveurs et de tous ceux qui dépendent de ce secteur, accelère l’exode rural, etc.

L’ouverture totale des marchés implique aussi la libéralisation de l’économie, qui entraîne l’abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes. Les statuts de la « colonie internationale », fixés lors de la Conférence de Berlin, qui

prônaient la liberté de circulation des capitaux au Congo, avaient permis concrètement la domination des capitaux belges et des Compagnies concessionnaires. La libéralisation de l'économie préconisée par les programmes d'ajustement structurel (PAS) ouvre totalement l'économie congolaise aux investissements, aux produits et services des FMN. Les multinationales des pays les plus industrialisés peuvent ainsi produire ce qu'elles veulent, où elles veulent, dans les conditions définies par elles, aux salaires fixés par elles. Pour asseoir leur domination, les pays du Nord ont imposé des refontes libérales du code du travail, du code minier, du code forestier et du code des investissements. Un paysan congolais a dit : *"auparavant, ils pillaient n'importe comment, maintenant ils pourront piller de façon ordonnée."* En incitant à la suppression de tout obstacle au rapatriement des profits par les FMN implantés au Congo, les Institutions de Bretton-Woods semblaient ramener ce pays à l'époque léopoldienne et de la colonisation belge, où les profits de l'Etat Indépendant du Congo et ceux des Compagnies concessionnaires étaient librement rapatriés vers la Métropole au lieu d'être investis dans la colonie. La levée de tout contrôle sur mouvements de capitaux a libéré la fuite des capitaux orchestrée autrefois par les dirigeants de la seconde République.

Les politiques néolibérales de suppression des barrières douanières ont rétréci l'assiette fiscale et ont conduit la RD Congo à déplacer la charge fiscale vers la circulation intérieure, en pénalisant les pauvres. En imposant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) généralisée, en réduisant la progressivité de l'impôt, en abaissant l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le FMI et la BM ont accru les inégalités sociales. Les riches échappent maintenant aux impôts directs.

Les privatisations massives prônées par les programmes d'ajustement structurel visaient à récolter des sommes indispensables au remboursement de la dette extérieure, mais elles ont condamné le Zaïre à brader les entreprises étatiques. Cette politique n'a pu favoriser que les FMN et les proches du pouvoir. Ainsi le fleuron de l'économie congolaise, la Gécamines fut confiée dès 1999 à l'homme d'affaire belge George Forrest. Le contrôle de la Gécamines par un entrepreneur privé a entraîné la compression de son personnel et de celui des entreprises connexes. A partir du mois de mars 2008, des groupes miniers chinois exploitent des mines du

cuivre et cobalt dans les concessions qui appartenaient jadis à la Gécamines. L'État a donc perdu le contrôle d'une entreprise stratégique, pour ses finances.

CHAPITRE VI

COMMENT CONJURER L'ECHEC DES PAS ?

L'échec des politiques d'inspiration néolibérale, leur impact dévastateur sur développement de l'Afrique et sur les populations africaines, étant devenu évident dans les années 90, les créanciers et les IFI, admirent enfin que le paiement de la dette appauvrissant (appauvrit) les populations. C'est ainsi qu'ils lancèrent dès 1996, l'Initiative de réduction de la pauvreté des pays sous ajustement, intitulée initiative PPTE. Au Congo-Kinshasa, en 2001 et 2002, le constat de l'échec des programmes orthodoxes, a poussé le gouvernement à mettre en œuvre une série de mesures portées successivement par le Programme Économique Intérimaire Renforcé (PIR) et le Programme Économique du Gouvernement (PEG). Ces programmes ambitionnaient :

1° Le retour sur le chantier de la croissance, la relative stabilité des prix et du taux de change.

2° La reprise de la coopération structurelle avec ses principaux partenaires au développement et avec les investisseurs potentiels intéressés par la RDC.

Mais le retard pris pour sa mise en place, exigeait l'éveil des consciences et la proposition d' initiatives endogènes à l'Afrique. Présentons maintenant les initiatives mises en place en Afrique après ce constat d'échec des PAS.

A. LE NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement pour l'Afrique).

Après l'an 2000, les dirigeants du continent ont imaginé d'autres approches, d'inspiration proprement africaine, pour son développement. C'est ainsi que fut lancé, au mois de mai 2001, à Alger, à l'initiative des Présidents Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Olusegun Obasanzjo du Nigéria et Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, le Programme Africain pour le Millénaire (MAP). Cette initiative fut suivie par le plan OMEGA du Président sénégalais, Abdoulaye Wade.

En juillet de la même année, la « Nouvelle Initiative Africaine » (NIA) fut adoptée par le sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine dans la capitale zambienne, Lusaka. Ce nouveau plan, fusion du MAP et d'OMEGA, fut accueilli favorablement lors du sommet du G8 à Gènes. En octobre 2001, la NIA devint le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

D'inspiration néolibérale, le NEPAD a adopté le modèle économique des pays du G8. Il n'a pas proposé de développer l'Afrique de manière autonome, ni de poser des questions telles que : à quel type de développement aspirent les populations africaines ? Comment faire valoir au mieux les atouts de l'Afrique ? Comme tout programme néolibéral, le NEPAD vise à rattraper les pays développés en cherchant à les imiter. Ainsi, le *« NEPAD a pour ultime objectif de combler le retard qui sépare l'Afrique des pays développés. Cette notion de fossé à remplir est le cœur même du NEPAD. »*[338]

Vouloir combler « le fossé » implique que l'Afrique cherche à calquer son développement sur celui des pays capitalistes avancés, sans prendre en compte les spécificités propres à chaque pays. Le libéralisme prôné par le NEPAD risque de soumettre d'avantage l'Afrique au diktat des Firmes Multinationales (FMN).

B- L'Initiative PPTE

L'Initiative PPTE (pays pauvres très endettés) fut lancé en 1996, au Sommet du G7 de Lyon, puis renforcée en 1999, lors du Sommet du G7 à Cologne, pour permettre aux pays endettés du Sud de faire face à *« toutes leurs obligations présentes et futures en matière de service de la dette extérieure, sans rééchelonnement de la dette ou accumulation d'arriérés et sans affaiblir la croissance ».* Elle fut ainsi appuyée par le FMI et la BM. Sa Faiblesse, comme l'indique son sigle, était de ne s'appliquer qu'aux pays les plus pauvres (revenu par habitant inférieur à 865 dollars US), ayant accès aux financements concessionnaires de l'Association

[338] Définition de l'objectif du NEPAD, selon le document pédagogique réalisé par la République du Sénégal.

Internationale de Développement et à la Facilité du FMI pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Deux autres conditions ont été ajoutées : 1° l'endettement du pays doit demeurer intolérable après application des mécanismes traditionnels d'allègement ; 2° les pays doivent avoir appliqué « avec succès des stratégies axées sur la réduction de la pauvreté et la mise en place des fondements d'une croissance économique durable ». Selon Damien Millet[339] " *ce critère est discutable puisque les politiques imposées par les institutions internationales en Afrique pour favoriser la croissance vont fondamentalement à l'encontre de l'objectif de réduction de la pauvreté, cela est démontré depuis plus de vingt ans. Bref, de manière plutôt opaque, les grandes puissances ont sélectionné 42 pays, dont 34 en Afrique, pour participer à l'initiative. Pour espérer bénéficier de cette initiative, le pays doit : appliquer les réformes économiques demandées avec insistance par la BM et le FMI, et prévoir la rédaction, « en consultation avec la société civile et avec l'appui de la BM, du FMI et des autres bailleurs d'aide extérieure » d'un document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) ".*

Malgré cette démarche faussement consultative, les orientations préconisées restent principalement d'inspiration néolibérale. Comment peut-on concevoir l'association de différents partenaires, alors que ce sont les États qui doivent être poursuivis pour non paiement des dettes ? Faute de résoudre cette ambiguïté, la mise en œuvre effective de cette initiative a pris beaucoup de retard.

Sur proposition de Gordon Brown, le G8 réuni le 10 juin 2005 à Londres, opta pour l'annulation de la dette publique de 14 pays africains (Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Burkina-Faso, Ghana, Bénin, Ethiopie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Mozambique, Zambie, Madagascar) et 4 pays sud-américains (Honduras, Nicaragua, Guyana, Bolivie). Le « Plan Marshall » pour l'Afrique de l'ancien Chancelier de l'Echiquier britannique proposait l'annulation de 100% de la dette multilatérale des pays pauvres et la création d'une Facilité financière internationale (IFF) visant à doubler, avant 2015, le montant annuel de l'aide au développement. La dette africaine n'en finit pas d'être annulée.Le FMI, préfère privilégier la « Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) ». C'est ainsi que, comme cinq

[339] Damien MILLET, L'Afrique sans dette, CADTM /SYLLEPSE, Paris, 2005, p.168.

autres pays du continent, la RD Congo a pu bénéficier d'un programme post-conflits, qui visait le retour à la normalité malgré les problèmes de sa balance des paiements et de sa capacité institutionnelle. Ce programme, qui a servi de signal pour le retour des autres bailleurs des fonds, a constitué une étape nécessaire pour pouvoir bénéficier du programme FRPC. Le FMI préconise aussi le renforcement du système bancaire, la modification de la fiscalité, une meilleure affectation des dépenses, une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles.

Cette nouvelle vision théorique du FMI est une véritable révolution car, depuis les indépendances africaines, les Institutions financières internationales et les grands bailleurs des fonds, n'ont envisagé le développement qu'en rapport avec le commerce extérieur. Ils ont ainsi négligé l'apport des recettes fiscales. Il serait donc temps que les gouvernements de ces pays modifient leur assiette fiscale, en incorporant par exemple les recettes que pourraient rapporter le secteur informel.

En outre, le FMI semble maintenant se préoccuper d'améliorer le sort des populations, sans renoncer au principe d'Austérité qui *« Ne signifie pas que l'on ne dépense plus, mais que l'on dépense mieux ».*Pour le FMI la réduction de la dette ne serait pas une fin en soi ; elle devrait s'inscrire dans une politique plus globale. C'est peut être là, une voie de sortie pour les pays du Sud, mais ces derniers devraient dans l'avenir éviter le non-respect de leurs engagements ou les dérobades. Ils devraient instaurer des réelles politiques de développement, qui tiendraient compte des capacités de remboursement des engagements extérieurs. Ces politiques rationnelles et efficaces devraient aussi privilégier les projets industriels dont on peut espérer des retombées plus ou moins immédiates. Elles devraient enfin évité aux générations futures d'avoir à supporter le poids d'une dette ou des dettes qui n' auraient pas d' impacts probants pour le pays, et surtout qui ne leur profiteraient jamais.

Le 11 décembre 2009, la RDC a bénéficié d'une Facilité Élargie de Crédit (FEC), dans le cadre de l'accord triennal, d'un montant équivalant à 346,45 millions de DTS (environ 541 millions de dollars US), soit 65% de la quote-part du pays au FMI. Ainsi pour le FMI, le programme triennal à conclure avec la RDC devait, avant toute signature, requérir l'avis

favorable du Club de Paris. Ce dernier devait, selon les experts du FMI, servir d'« assurances financières » pour ce pays.

Après cet accord, le 01juillet 2010 les Conseils d'administration du FMI et de l'Association Internationale de développement (IDA) de la BM ont souscrit à un allègement de dette de 12,3 milliards USD en faveur de la RDC, au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Comme conséquence de l'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et grâce au quitus du Club de Paris, en novembre 2010, les USA ont accepté d'annuler la totalité de la dette de la RDC. Cette dette était de l'ordre de 1.823.769.400 USD. A cette même occasion, la Chine a annulé sa dette privée, estimée à 6 milliards de dollars, en échange de l'application par Kinshasa, d'un ensemble de mesures pilotées par les Institutions de Washington.

Nonobstant l'annulation de la quasi-totalité de sa dette extérieure, dans le cadre de l'initiative PPTE (le 01/07/2010), le FMI a attiré l'attention du gouvernement sur le fait que la politique budgétaire doit viser à réduire le recours de l'État au financement de la Banque centrale, tout en créant l'espace budgétaire nécessaire aux programmes prioritaires, en renforçant à la fois la mobilisation des recettes et la gestion des dépenses.La politique monétaire ne devait faire l'objet d'un nouvel assouplissement qu'une fois les pressions inflationnistes totalement maîtrisées. Les réformes structurelles doivent permettre de renforcer la gestion des finances publiques et de remédier aux faiblesses du secteur financier. Les services du FMI appuient la demande d'achèvement de la revue faite par les autorités. Ce sont donc toutes ces recommandations, contenues dans le mémorandum des politiques économiques et financières ainsi que la lettre d'intention de la RDC au directeur général du FMI, qui constituent la charpente de la troisième revue du PEG2. Le 9 février 2011, le Conseil d'administration du FMI a achevé la troisième revue des résultats économiques obtenus par la RDC, dans le cadre d'un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue a permis de décaisser 49,493 millions de DTS (environ 77 millions de dollars US).

Tirant les leçons de l'insuccès des PAS, le pays doit dégager des excédents budgétaires et de la balance courante. Le gouvernement congolais doit surtout changer la

structure de son économie pour diversifier les sources des entrées de devises, en misant sur l'agriculture. En effet au stade actuel, le pays doit surtout se préoccuper d'assurer à sa population la sécurité alimentaire. Il ne doit pas oublier que l'agriculture est le seul secteur, capable de procurer des revenus à 80 % de sa population. L'essor de l'agriculture évitera aussi certaines importations de produits alimentaires, et permettra l'économie des devises allouées à ces importations.

La RD Congo devrait pouvoir transformer les produits primaires en produits finis et utilisables par les entreprises locales en vue de contrôler l'exploitation de cette richesse de l'amont jusqu'en aval. La RDC devrait privilégier les projets industriels qui transformeront les matières primaires et intrants locaux, afin d'économiser ses devises. Les congolais étant des grands amateurs de bijoux par exemple, on ne peut pas comprendre qu'il n'y ait pas des grosses ou moyennes bijouteries locales, ni des centres de formation en orfèvrerie, alors que le pays possède d'énormes réserves d'or. L'or est exporté à l'état brut vers l'étranger (à Anvers principalement), et importé sous forme de bijoux en RD Congo.

Alors que le cuivre est le principal produit d'exportation de la RD Congo, alors que sa conductibilité sur les installations de télécommunication est reconnue, le réseau téléphonique congolais est l'un des moins équipés et des plus vétustes du continent.

La RD Congo doit s'appliquer à disposer d'importantes recettes en devises, qui lui permettront de rembourser les créanciers étrangers potentiels. Mais, tant qu'elle ne diversifiera pas ses produits d'exportation, la République Démocratique du Congo ne pourra assurer sa solvabilité.

La fragilité de l'économie congolaise, doit inciter les dirigeants de ce pays à se remédier aux causes structurelles de difficultés de remboursement de la dette extérieure. Ils devraient ainsi retenir ces trois observations, faites par Jacquemot et Raffinot[340] :

- *" Sur le plan technique, il est nécessaire que les projections de court terme qui viennent à éclairer la prise de décision économique puissent être complétées par les évolutions de plus long terme, permettant d'évaluer toutes les conséquences des choix actuels ;*

[340] Jacquemot P. et Raffinot M., La nouvelle politique économique en Afrique, p.163

∴ *sur le plan stratégique, cette observation implique que le problème de l'endettement d'un pays ne peut être traité isolement et indépendamment de sa politique économique générale* ;

∴ *enfin, elle signifie aussi que, héritage du passé, la question de l'endettement ne peut se traiter sans aborder la question du financement futur du pays concerné. Il est primordial d'assurer le maintien de flux nouveaux publics et privés. Par voie de conséquence, la question de solvabilité et les opérations de réduction de cette dette se justifie, pour les pays les plus pauvres. "*

Le pays doit maintenant compter sur la bonne gouvernance que sur la richesse potentielle de son sous-sol, qui est certes un atout non négligeable, mais pas suffisant.

De nombreux auteurs ont tenté de présenter des pistes pouvant assurer une meilleure coopération entre les pays en voie de développement et les institutions financières internationales

Par exemple, lors d'un colloque du CADTM, Eric Toussaint a proposé 16 alternatives pour atteindre cet objectif. Nous-nous contenterons de les énumérer, en insistant sur celles qui peuvent correspondre à la situation de la RDC, et proposerons nos propres suggestions.

Les alternatives proposées par Toussaint sont les suivantes :

- mettre fin aux PAS ;
- rétrocéder aux citoyens des PED ce qui leur a été dérobé ;
- instaurer un impôt exceptionnel sur le patrimoine des grosses fortunes ;
- redistribuer équitablement les richesses au niveau planétaire ;
- porter l'aide publique au développement (APD) au minimum à 0,7% du PIB ;
- assurer le retour dans le domaine public, des secteurs stratégiques, qui ont été privatisés ;
- adopter des modèles de développement partiellement autocentrés ;
- agir sur le commerce ;
- adopter une nouvelle discipline financière ;
- supprimer les paradis fiscaux et les centres offshore ;

- assurer un contrôle démocratique de la politique d'endettement ;
- garantir aux personnes le droit de circulation et d'établissement ;
- établir l'égalité homme-femme ;
- garantir le droit des peuples indigènes à l'autodétermination ;
- protéger les biens communs de l'humanité ;
- bâtir une nouvelle architecture internationale.

Comme cet auteur, les évêques africains, les altermondialistes, le CADTM, les organisations telle que la VIA CAMPESINA, préconisent de remplacer les PAS par des politiques visant en priorité absolue la satisfaction des besoins humains fondamentaux, axées sur la souveraineté et la sécurité alimentaires et la recherche de complémentarités régionales.
La Commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté de multiples résolutions sur la problématique de la dette et de l'ajustement structurel. Dans l'une d'elles adoptée en 1999, la Commission affirme que *« l'exercice des droits fondamentaux de la population des pays endettés à l'alimentation, au logement, à l'habillement, au travail, à l'éducation, aux services de santé et à un environnement sain, ne peut être subordonné à l'application de PAS et à des réformes économiques générées par la dette. »* Bien que trop idéalistes, ces propositions ont le mérite de montrer les limites des politiques de développement basées sur l'augmentation de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur.

La fuite des capitaux ayant privé les finances de l'État de sommes considérables, pour lutter contre ce mal et contre l'évasion fiscale, le gouvernement congolais devrait engager des procédures judiciaires contre la ploutocratie congolaise , à la fois en RDC et dans les pays industrialisés où sont placées de considérables sommes d'argent. Malheureusement les demandes de rapatriement des énormes sommes d'argent détournées et placées dans les banques euro-américaines, n'ont pas été convaincantes.

Le gouvernement congolais doit récupérer les entreprises stratégiques privatisées (la Gécamines, la MIBA, l'OKIMO, etc.), s'armer de prudence avant de signer les contrats chinois dans le secteur minier, et freiner l'exploitation sauvage de Coltan par les entreprises

étrangerères. Ce secteur stratégique de l'économie congolaise devrait revenir dans le domaine public, sans exclure la participation des quelques partenaires expérimentés dans la gestion et l'exploitation minière.

L'application des théories de développement, basé sur le commerce extérieur (substitution des importations, par exemple) ayant montré ses (leurs) limites dans ce pays ; le gouvernement congolais doit aujourd'hui adopter des modèles de développement partiellement autocentrés. Car *« ce type de développement suppose la création de zones politiquement et économiquement intégrées, l'émergence de modèles de développement endogènes, un renforcement des marchés intérieurs, la création d'une épargne locale pour des financements locaux (alors que des biens des pays, les sommes placées à l'étranger par les plus riches dépassent le montant de la dette extérieure du pays), le développement de l'éducation et de la santé publiques- accessibles à tous -, la mise en place d'un impôt progressif et de mécanismes de redistribution des richesses, une diversification des exportations, une réforme agraire garantissant un accès universel à la terre aux paysans, une réforme urbaine garantissant un accès universel au logement, etc. »*[341]

L'étroitesse des marchés handicape l'économie congolaise. Le développement partiellement auto-centré devrait permettre l'émergence de relations de complémentarité entre la RDC et les pays voisins. Membre de la SADEC, de la Communauté des Grands Lacs, de l'UDEAC, la RDC devrait profiter des échanges inter- régionaux.

Le climat, la fertilité du sol, la pluviométrie , l'abondante main-d'œuvre rurale mobilisée grâce une politique agricole cohérente devrait permettre à la RDC d'atteindre son autosuffisance alimentaire pour les produits de base, de procurer des revenus à plus de 70% de la population, et d'économiser les sommes destinées jusqu'ici à l'importation de produits alimentaires.

La mise en place de tels mécanismes exige que ce pays parvienne :

[341] . Eric TOUSSAINT, CADTM-Alternatives pour financer un développement durable et socialement juste, le 19 avril 2008.

- à stabiliser le prix de ses matières premières à un niveau satisfaisant ;
- à garantir les revenus d'exportation ;
- à constituer des stocks régulateurs et abandonner des « stocks zéro » ;
- à fournir des efforts pour constituer des cartels avec d'autres pays producteurs de mêmes produits d'exportation (cartel pour le café, le cartel pour cacao, cartel pour le diamant, et surtout relancer l'Organisation Internationale du Cuivre avec le Chili et la Zambie, etc.).

La réalisation de tels cartels pourrait permettre à la fois une réduction des volumes exportés et une augmentation des recettes d'exportation, à réinvestir dans le développement de ce pays. Malheureusement les difficultés actuelles de l'industrie cuprifère en Zambie et en RDC ont affaibli l'Organisation Internationale du Cuivre.

La mauvaise gestion de ses finances publiques étant à la base de difficultés de l'économie congolaise et des interventions des institutions financières internationales (IFI), le pays devrait instaurer une réelle discipline financière. Une telle orientation devrait permettre de mieux contrôler les mouvements de Capitaux et l'évasion fiscale.

La faiblesse du niveau de l'épargne locale, et donc le manque des capitaux nationaux, incitait l'imprudent gouvernement zaïrois à emprunter à l'extérieur ; cette imprudence, jointe à la complaisance des banquiers étrangers permit un gonflement inconsidéré de la dette extérieure jusqu'à ce que les difficultés de paiement extérieur nécessitent l'intervention du FMI. Pour remédier à cette dynamique d'endettement délétère, pour mettre fin aux pratiques des autocrates de la seconde République en matière de négociation et conclusion de projets industriel, la RDC devrait instituer un contrôle démocratique de la politique d'endettement.

Depuis 1976, le pays s'est doté d'organes habilités à solliciter des crédits extérieurs. En principe, l'Office de Gestion de la Dette Publique (OGEDEP), élabore et soumet à

l'approbation du Département des Finances la politique nationale de l'endettement, y compris la prospection des meilleures sources de financement, émet des avis et fait des suggestions sur toute question ayant trait à la conclusion d'emprunts publics (art.4 de la loi n° 76/02 du 16 septembre 1976, al.1). Le rôle de l'OGEDEP se limite cependant à l'élaboration du projet d'endettement, étant donné qu'il est placé sous la tutelle générale du Comité de stabilisation et du Ministère des finances. Le Ministre des finances, au sein du Gouvernement, décide en principe de l'endettement extérieur. Le Parlement, fixe quant à lui les règles concernant les emprunts et engagements financiers de l'État. La Cour des comptes, le Conseil Supérieur du Portefeuille, l'Inspection générale des finances, sont également chargés de la surveillance des finances publiques – y compris de l'endettement – du pays. En fait, la dette extérieure du Zaïre était négociée directement par le Président de la République et son Bureau. En pratique, cette administration complexe ne fonctionnait pas. Il aurait été préférable que la décision de contracter des emprunts, et les termes dans lesquels ceux-ci sont souscrits, soient soumis à l'approbation du Parlement, ainsi que le prévoit, par exemple, le projet de la nouvelle Constitution bolivienne . De même, la Constitution de l'Équateur place, de manière transparente, la décision de l'endettement entre les mains des élus du peuple.

Au delà de ces vœux pieux, de sentences péremptoires et des discours militants, la RDC doit devenir moins tributaire du commerce extérieur, et donc des recettes d'exportation. Maleureusement, leur contribution au PIB, aux ressources ffiscales, ainsi qu' à l'équilibre de la balance des paiements entretiennent la dépendance de l'économie du pays envers le commerce extérieur.

Toute baisse des recettes d'exportation entraîne automatiquement la chute des finances publiques et des reserves d'échange du pays.

Disposant des richesses naturelles et minérales abondantes et variées, la RDC doit dépasser l'époque de l'exportation des produits bruts.

La diversité des richesses de son sous-sol devrait attirer les investissements pour l'exploitation et la transformation des divers minerais, tels que :

- la bauxite dans le Bas – congo ;

- le charbon dans le Katanga et le Bandundu ;
- le Colombo Tantalite (Coltan) dans le Nord et Sud Kivu, le Maniema, le Katanga ;
- le Cuivre et son associé, le cobalt, dans le Katanga ;
- le Diamant dans les deux Kasaï, le Bandundu, l'Equateur, et la Province Orientale ;
- l'Etain dans le Katanga, le Nord et Sud Kivu, le Maniema ;
- le Fer dans les deux Kasaï la Province Orientale, le Katanga ;
- le Gaz méthane au Lac Kivu ;
- le Manganèse dans le Katanga et le Bas-Congo ;
- l'Or dans la Province Orientale, le Nord et Sud Kivu, le Maniema, le Katanga, le Bas-Congo ;
- le Pétrole dans le Bas-Congo, la Cuvette centrale, l'Ituriet le Lac Tanganyika ;
- les Schistes bitumeux dans le Bas-Congo ;
- le Nickel – Chrome dans le Kasï occidental ;
- le Niobium dans le Nord Kivu ;
- Phosphate dans le Bas-Congo ;
- le Ciment dans le Kasaï oriental, la Province Orientale et l'Equateur.

Le fleuve congo, long de 4.700 Km , possède le débit le plus regulier et le plus puissant (80.832 m³ par seconde) après l'Amazone. Il dispose d'énormes potentialités enrgétiques estimées à environ 100.000 MW. Le barrage d'Inga peut donc fournir le courant électrique à tout le continent africain, ainsi qu'à une grande partie du Moyen-Orient.

Le fleuve congo et ses affluents, offrent aux pays riverains (les deux Congo et l'Angola) d'énormes possibilités de navigation intérieure, et constituent la première réserve des poissons pour ces pays. Les relevés bathymétriques par sonar (- 221 m) réalisées en 2008, sous forme de canyons immergés ont montré que le Congo est le fleuve le plus profond au monde, qui abritent une faune typiquement abyssale, maleureusement souvent rejetée agonisante à sa surface suite aux accidents de décomposition brutale, provoqués par la force des courants.

Possedant la seconde grande forêt du monde, après le Brésil, qui s'étend entre 03° de latitude Nord et 04° de latitude Sud, dans une région où il tombe au minimum 1000 millimètre d'eau par an. La forêt congolaise couvre la moité du territoire avec 125 millions d'hectares, elle représente 47% du massif forestier tropical du continent et 6% des réserves tropicales du monde . Elle dispose d'une possibilités d'exploitation de 6 millions de m³ de bois en grume et de transformation locale de bois avant exportation.

Parmi ses essences les plus recherhées pour l'exportation, on peut cité ; le doussié, l'iroko, l'ébène, le tiame, le kosipo, le sapelli, le sipo, l'acajou, le wenge, l'afromosia, le limba, le tola, le kambale, le lifaki.

Gâce à son massif forestier, la RDC doit participer à l'élimination des gaz à effet de serre, ce qui lui permettra de tirer profit des acccords sur le rechauffement climatique et la défense de la biodiversité.

La forêt congolaise doit faciliter l'exploitation de l'agro-industrie, et ainsi donner du travail à la population campagnarde (70% de la population congolaise).

La faune et la flore de la RDC doivent lui permettre de maintenir de nombreux parcs et reserves natures, et de developper le tourisme, ainsi que proteger les espèces rares (okapi, zèbre, bonobo, etc...).

L'exploitation efficiente de ces différents secteurs va concourir à la diversification des produits exportables et multiplier la quantité de reserves d'échanges et des finances publiques. Sur le plan social, elle conduira surtout à la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée, à la création demilliers d'emploi, et donc favorisa le bien-être de la population et le développement économiquedu pays . Une telle stratégie devrait aussi créer des entreprises périphériques, et lutter efficacement à l'exode rural. Elle évitera également de cerveaux.

La création de richesse induite par l'exploitation de ces nouveaux secteurs va enfin mettre un terme au recours à la planche à billet, fraîner la dépréciation de la monnaie nationale, et par conséquent stabiliser l'inflation.

Pour éviter le phénomène du Dutch-Disease, une telle ambition doit être mieux encandrée, grâce à la mise en place des politiques juridiques appropriées. Un nouveau Code d'investissement,spécifique à chaque secteur d'activité, doit être mis en place. Celui-ci doit éviter les carrences de ses prédécesseurs. Un tel Code d'investissement devrait éviter les abus ou carrences rencontrés dans le cadre des projets du < Big-push> . Il devrait mieux encadrer les contrats par contactractualisation,tels que le contrat chinois, contrat d'exploitation de l'Urananium signé avec AREVA, etc...

En dehors de ses partenaires traditionnels (USA, UE, le Japon), la RDC doit échanger avec les nouveaux pays émergents. Les accords signés avec le Canada, dans le cadre des accordds AGOA, avec le Brésil dans le cadre d'une coopéraration transatlantique, avec la Chine, l'Inde et la Corée du Sud, méritent d'être tentés.

CONCLUSION GENERALE.

Pour mieux cerner l'origine des difficultés structurelles de l'économie congolaise, nous avons rappelé quel système d'exploitation Léopold II, puis la Belgique avaient installé au Congo. Ce rappel nous a permis de constater que, nonobstant l'indépendance et les ruptures décidées par le pouvoir post-colonial (nationalisation de l'UMHK, les mesures de la zaïrianisation et de radicalisation), l'exploitation de richesses reste marquée par l'héritage colonial. La structure de l'économie du Congo-Kinshasa est restée la même que celle léguée par la colonisation. La société coloniale était fortement polarisée avec d'un côté, la minorité coloniale dominante représentant 1% de la population mais contrôlant 95% du stock de la production matérielle, et de l'autre la majorité autochtone constituée par la masse des producteurs dominés. A quelques exceptions près, le même modèle d'accumulation excluant fut maintenu dans le Congo postcolonial, avec d'un côté une bourgeoisie autocratique et prébendaire, et de l'autre la masse de la population paupérisée.

L'autoritarisme belge, a établi une certaine complémentarité entre les secteurs agricole et minier, qui fut à l'origine de la bonne santé financière de la colonie. L' État colonial fixa les prix aux producteurs à un niveau rémunérateur pour stimuler la production agricole et procurer un revenu aux paysans afin qu'ils puissent acheter des produits manufacturés. Plus du tiers de recettes d'exportation du Congo, provenait de la commercialisation des produits agricoles. Au cours de la décennie précédant l'indépendance, la contribution de l'agriculture aux exportations égalait presque celle du secteur minier. Après l'accession chaotique à l'indépendance, l'abandon des plantations et le départ précipité et massif des cadres belges ont provoqué la désintégration de l'appareil de production agricole construit pendant la colonisation.

L'incertitude créée par la détérioration des conditions économiques et politiques, l'absence de politique agricole et donc de réformes, le désintéressement des entreprises agricoles étrangères après les mesures de la zaïrianisation, la rareté des investissements nationaux, la dégradation des infrastructures, ont provoqué la désintégration de l'agriculture zaïroise et

engendré un complexe de frustration chez les paysans (70% de la population du pays). Les éléments les plus actifs de cette population se sont rués vers les centres urbains, et ceux qui sont restés ruraux ont abandonné les cultures d'exportation.

N'ayant pas fait les réformes agraires qui auraient permis de changer la structure extravertie de l'économie, en une structure introvertie permettant le développement du marché intérieur, les autocrates congolais ont approfondi la crise agraire, condamné leur pays à importer des produits alimentaires, et accentué sa dépendance à l'égard du seul secteur minier, capitalistique et tourné vers l'exportation, dépendant des fluctuations du marché mondial. L'élite ploutocratique qui contrôlait l'appareil d'Etat a accaparé le surplus produit dans le secteur exportateur, sans participer pour autant à la reproduction du capital. Cette gestion désastreuse a installé une tendance durable à la baisse des exportations, à la hausse des importations, à l'aggravation du déficit extérieur. Le pays est devenu prisonnier de la haute finance internationale.

En nous appuyant sur une critique des théories de développement dualiste, nous avons tenté de montrer les conséquences de la marginalisation de l'agriculture et de la prééminence du secteur minier, dans l'économie congolaise. Le modèle de Lewis nous a permis d'illustrer l'opposition secteur minier(moderne)-secteur agricole(traditionnel), et sa critique nous a aidé à montrer comment la férocité et le paternalisme du système colonial belge ont érigé la coercition comme élément principal de l'exploitation des richesses au Congo-Kinshasa. Ainsi le chômage dans le secteur rural n'a pas permis de garantir au secteur capitaliste minier une offre illimitée de main-d'œuvre au niveau de salaires courants.

L'analyse des échanges commerciaux du Congo colonial et postcolonial fait apparaître, le principal handicap de cette économie : l'intoxication minière. Le Congo est intoxiqué par la richesse de son sous-sol, d'autant plus que le modèle d'accumulation excluant et dualiste mis en place par Léopold II et par la Belgique a été conservé par l'élite congolaise après l'indépendance.

L'évolution défavorable du solde de la balance des paiements de la RD Congo

jusqu'en 1973, s'explique par la régression des recettes d'exportation des produits agricoles et par la chute des cours du cuivre en 1971. Elle s'explique aussi par les importations massives des produits de compensation, ainsi que par la hausse des prix de l'énergie et par la hausse du prix des biens importés. Le renchérissement du prix de pétrole après le premier choc pétrolier de 1973, la Zaïrianisation et la radicalisation (1973-1974), la détérioration des termes de l' échange, les difficultés de la Gécamines, la fermeture en septembre 1975 du chemin de fer de Benguela et l'interruption des voies de Lobito, Beira et Maputo en 1976, expliquent les soldes déficitaires de la balance des paiements depuis cette année-là.

Dans les années 70, le ¨Président Mobutu a lancé le Zaïre dans des projets du Big-push, sans schéma cohérent, sans personnel qualifié, sans moyens financiers propres. Ces projets dévoreurs des devises se sont avérés ruineux, si bien que le pays a du recourir aux emprunts étrangers pour entretenir ses "éléphants blancs".

Le Zaïre n'a pas su préserver ses réserves de change et les unités production existantes, il est condamné à importer les biens d'équipement et manufacturés. L'ampleur de la corruption n'a fait qu'exposer ce pays aux thérapies de choc des institutions de Bretton-Woods, et paupériser les couches de sa population les plus vulnérables.

Les conséquences du premier choc pétrolier (1973), la baisse de ses exportations à partir de 1975 et la détérioration des termes de l'échange, le rencherissement des importations, la recession internationale des années 80, ont accru la dépendance de l'économie congolaise.
Le poids de l'endettement a compromis son développement économique, et plongé le Congo-Kinshasa dans un marasme économique, ainsi que dans une situation hyperinflationniste, qui l'ont placé sous tutelle des institutions de Washington.

L'endettement extérieur contracté par des milieux privés et para-étatiques auprès des institutions financières internationales, ainsi que par l'État dans le cadre de la dette publique extérieure, a contribué à déséquilibrer complètement les capacités des paiements extérieures de la R.D.C. Le second choc pétrolier (1979), les programmes d' ajustement structurel (P.A.S.) dans les

années 80, le gonflement du service de la dette extérieure, l'instabilité des prix de principaux produits d'exportation sur le marché international, la chute des apports extérieurs après 1987, l'immobilisme politique après 1990, et les guerres et les rébellions à partir de 1997, ont réduit les capacités des paiements du pays. Tous ces événements expliquent le déficit permanent de sa balance des paiements.

Dans les années 70, les mesures de stabilisation visaient une restriction de la demande globale. Les programmes d'ajustement des années 80 devaient en principe agir sur l'offre globale, en transformant graduellement la structure de l'économie pour en améliorer l'efficience et pour accroître sa résistance aux chocs extérieurs. En fait, l'ajustement s'est opéré dans le sens d'une plus grande ouverture de l'économie, et les programmes d'ajustement structurel ont accru la vulnérabilité de l'économie congolaise à l'égard des chocs extérieurs. Les années 80 ont été caractérisées par la baisse des investissements et par la mise en œuvre de politiques déflationnistes qui ont placé population et institutions dans une dangereuse situation de précarité.

Les mêmes politiques de stimulation des exportations étant mise en œuvre dans tous les pays en développement, la surabondance des produits primaires provoqua la baisse des prix mondiaux et aggrava la baisse des recettes des pays ajustés, les condamnant à renégocier d'autres prêts d'ajustement. Dans le cas de la République Démocratique du Congo, la dégradation de l'environnement international a créé des déséquilibres insoutenables de la balance des paiements, et provoqué une envolée de la dette. Pris au piège du service de la dette extérieure, le Congo n'a pas pu maintenir ses capacités d'investissement, d'exportation et d'importation, et sa croissance économique a fléchi.

Au Congo, à cause de l'étroitesse du marché intérieur qui se trouvait aggravée par la récession, à cause de la pénurie de devises qui rendait toujours plus problématique l'importation d'intrants, fournitures, de pièces détachées pour l'entretien des moyens de production, la substitution d'importations était vouée à l'échec. Le marasme des économies rurales s'aggravant, le Congo, jadis exportateur de nombreux produits agricoles (huile de palme et

de palmiste, poissons, riz, etc.) est devenu depuis la fin des années 60 importateur de ces produits.

Le déficit extérieur augmentait. Les experts ont donc estimé que des dévaluations étaient nécessaires pour freiner les importations, stimuler les exportations, et donc permettre l'apparition d'excédents de la balance commerciale. Or, la dévaluation accroît surtout le fardeau de la dette en monnaie locale. De plus le risque qu'une politique déflationniste engendre une spirale déflationniste n'étant pas négligeable, cette politique déflationniste n'était concevable que si le FMI et les banquiers internationaux lui apportaient leur concours financier. Hélas, concentrant leur attention que sur le service de la dette, les experts et les banquiers n'ont pas consenti les efforts nécessaires. La baisse de revenus réels induite par l'ajustement par le bas a découragé les exploitants agricoles et les entrepreneurs industriels, et provoqué une quasi-institutionnalisation de l' économie informelle.

Les programmes d'ajustement structurel se sont attaqué aux équilibres financiers et monétaires, en négligeant de soutenir les secteurs productifs,wx les infrastructures et les services sociaux existants. Vue la précarisation des entreprises privées et publiques qui les rendait incapables d'absorber la déflation des effectifs du secteur public, la restriction des dépenses de l'État et la réduction des effectifs de la Fonction publique, étaient socialement et politiquement dangereuses. Les licenciements massifs et les réductions de salaires ont provoqué grèves, manifestations et pillages, jusqu'à la chute du régime.

La transposition des politiques orthodoxes au Congo, qui est fort éloigné de leurs prérequis, est l'une des raisons fondamentales de l'échec de l'ajustement. En effet, l'économie congolaise se caractérise par la faiblesse de son revenu, sa spécialisation primaire, sa dépendance et sa vulnérabilité dans le commerce international, la désarticulation de ses structures, la fragmentation de ses marchés intérieurs et enfin le rationnement des devises sur un marché de change rudimentaire. La nature du dés-ajustement congolais est d'ordre structurel, et par conséquent non contingent. Le blocage du développement qui en résulte, ne peut pas être surmonté par des mécanismes de régulation par le marché. Les prescriptions des institutions de

Bretton-Woods peuvent différer d'un pays à l'autre, mais seulement dans le détail; cela reflète le biais idéologique des experts de ces institutions, et résulte du fait que les dynamiques internes aux économies sous-développées sont ignorées parce que supposées subordonnées à la réalisation de l'équilibre externe. Les institutions internationales n'ont proposé que des remèdes standards, sans chercher l'origine des déséquilibres. Dans une économie exportatrice de produits primaires, dont elle ne contrôle pas la fixation des prix sur le marché mondial, elles auraient dû, au moins, tenir compte d'événements qui échappent au contrôle du pays ajusté tels que la détérioration des termes de l'échange.

Comment peut-on expliquer, après plusieurs années d'application de ces politiques monétaires et budgétaires restrictives, qu'un pays pourvu d'une abondante richesse naturelle soit aujourd'hui miné par la récession, par une hyperinflation ouverte, par la paupérisation des masses ? Le caractère restrictif des politiques orthodoxes leur fut souvent reproché.

Les approches monétaires de la balance des paiements et de l'absorption se rejoignent pour désigner les déficits budgétaires et leur financement monétaire comme la cause principale des déséquilibres externes ; la dévaluation s'est imposée à chaque fois comme le principal instrument de résorption des déséquilibres. Malgré les programmes d'ajustement structurel, le recul de la production et l'aggravation des déséquilibres interne et externe ont persisté par ce que ces programmes d'inspiration monétariste, étaient axés principalement sur le rétablissement des déséquilibres financiers et accessoirement sur la relance de l'appareil de production.

Les politiques de stabilisation n'ont pas empêché le Zaïre d'abuser du seigneuriage pour combler son déficit budgétaire. L'utilisation prolongée de la planche à billet, a renforcé les tensions inflationnistes. La lutte contre le déficit budgétaire n'a pas enrayé le mal combattu car les solutions proposées par l'orthodoxie monétariste n'ont pas pris en compte la structure économique du Congo. Notamment, les politiques monétaires et budgétaires restrictives ont négligé la capacité de réaction des différents groupes sociaux, dont certains ont réussi à reporter sur les autres le coût de l'ajustement.

Dans l'économie du Congo-Kinshasa, la dévaluation n'a pas rééquilibré la balance des paiements courants, mais elle a renchérir les importations nécessaires pour lesquelles n'existait pas de substitut national (pétrole, pièces détachées). Son efficience en tant qu'instrument de ré-allocation des ressources fut beaucoup moins certain que son effet déflationniste car, d'une part, elle a contrarié le processus de substitution à l'importation des facteurs de production, et d'autre part, elle ne pouvait pas stimuler les exportations. En ce qui concerne le cuivre par exemple, cela revenait à investir dans un secteur en déclin. Du fait de la faiblesse de l'élasticité de la demande de ses exportations et de la forte dépendance de son industrie à l'importation des matières premières, la dévaluation n'a pu produire qu'une augmentation des prix des produits manufacturés et donc une baisse de la production industrielle. Les dévaluations n'ont pas permis d'augmenter la compétitivité de ses exportations par ce que les prix de ses produits exportés sont fixés à l'étranger.

Les critères de performance des Institutions de Bretton-Woods furent excessivement rigides. En effet, ces "critères" ne prirent jamais en compte les événements qui conditionnaient leur réalisation mais échappaient au contrôle du pays ajusté . Ainsi par exemple, les fortes baisses du prix de ses exportations et leur faible diversité ont empêché le Congo de répondre de façon efficiente aux variations de prix, mais les critères de performance n'ont pas évolué pour autant..

La baisse des revenus domestiques, et en particulier des salaires réels, fut posée comme une condition nécessaire à la réussite de l'opération d'ajustement par le change. Le changement dans la répartition des revenus est une résultante de cette opération, en même temps qu'elle est censée être le vecteur du redressement économique et financier. Mais la baisse du pouvoir d'achat des ménages introduit progressivement un facteur de blocage dans la dynamique interne des branches domestiques. Elle ne restreint pas seulement la demande solvable ; elle exacerbe aussi les dérives par rapport à la norme marchande ou réglementaire et provoque la création de formes spontanées de résistance échappant au contrôle étatique. La base fiscale se rétrécit au moment même où les dettes intérieures qui incombent à l'État s'alourdissent, et où il

doit trouver des ressources additionnelles, pour honorer les échéances de la dette extérieure.

Confrontée à la chute des cours des matières premières, à la détérioration des termes de l'échange qui en découle, à la chute des aides extérieures accentuée depuis les événements de Lubumbashi en septembre 1991, à l'insuffisance des approvisionnements extérieurs, à la pénurie des devises, à l'état défectueux des routes de desserte agricole qui rend difficile l'évacuation des produits vivriers, aux difficultés de la Gécamines (GCM) causées, notamment, par des problèmes d'évacuation de ses produits , à la transformation de l'inflation en hyperinflation, au coût social, économique et financier des programmes d'ajustement répétés depuis les années 80, aux guerres dites de "Libération" depuis 1997, à l'immobilisme politique provoqué par le processus de démocratisation déclenché sous Mobutu, l'économie congolaise a sombré dans un désastre presque programmé.

L'inflation, qui s'est transformée en hyperinflation, a paralysé l'économie de la RD Congo, ébranlé la confiance des agents économiques provoquant la fuite des capitaux, freiné l'investissement. L'hyperinflation a aussi favorisé la dollarisation de l'économie et réduit l'assiette de l'impôt, en faisant basculer une grande partie des activités dans l'économie souterraine. Le passage de l'inflation à l'hyperinflation, les sept années d'immobilisme politique et de la quasi-disparition de l'État , la quasi-faillite de la Gécamines et la baisse de la production du cuivre et métaux associés qui s'en est suivie, l'instabilité des cours des matières premières, les turbulences enregistrés sur le marché financier international, et enfin la croissance de l'endettement extérieur jointe à l'inversion des flux des capitaux publics et privés ; ont rendu encore plus périlleuse la définition d'une politique de développement en République Démocratique du Congo.

Faute de tenir compte des particularités congolaises et de proposer des crédits d'ajustement suffisants en contrepartie des programmes d'ajustement structurel (PAS), les institutions de Bretton-Woods s'exposaient à des échecs aux conséquences sociales et politiques dramatiques. La pédagogie de l'erreur fait cependant son œuvre et conduit les experts (ceux du moins, qui ne rêvent plus de la "thérapie de choc") à réviser progressivement leur doctrine. Une

seconde génération de programmes d'ajustement est née.

Les Institutions de Bretton-Woods se soucient enfin de la situation de précarité des couches populaires paupérisées par la "gestion" mobutiste et par les programmes d'ajustement structurel. D'autres approches sont envisagées, qui se soucient non seulement de l'équilibre des variables macro-économiques, mais aussi de celui des variables méso-économiques. Les nouvelles politiques d'ajustement structurel devraient mettre l'accent sur le développement social.

L'échec des programmes d'ajustement structurel (PAS) a mis à nu, le lien dévastateur entre la dette et la pauvreté au Congo-Kinshasa. En effet l'alourdissement du service de sa dette extérieure a empêché le Congo de mettre en œuvre une politique de développement humain. Comment peut-on comprendre qu'un pays potentiellement riche, et que sa population soit pauvre (l'indice de développement humain le place en 167ème place sur 177, ndlr.) ? Face aux permanents déficits de sa balance des paiements, et pour espérer acquérir des nouveaux emprunts – sensés assuré le développement des droits économiques et sociaux de sa population -, la RD Congo était contraint d'honorer ses engagements extérieurs. Ce cycle infernal de la dette, où les nouveaux emprunts ne servent qu'à payer les anciennes dettes, constitue un véritable obstacle à tout programme de développement du pays. Les mesures de renégociations et de rééchelonnement de la dette extérieure, mises en œuvre dans ce pays n'ont permis que la reprise des paiements de sa dette impayée, et de lui permettre d'obtenir à nouveau les financements extérieurs.

Après l'échec du plan Backer (1985), l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) fut lancé en 1996. La lenteur de sa mise en œuvre provoqua dès le mois de mai 2001 des initiatives proprement africaines (MAP, OMEGA, NIA), qui furent remplacées par le NEPAD au mois d'octobre 2001. Malheureusement l'inspiration néolibérale du NEPAD et de la plupart des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) ne pouvait guère guider des politiques de développement auto-centré. Face à tous ces échecs, il était devenu impératif d'envisager, enfin, l'annulation de la dette extérieure. Ainsi, lors du G8 de Londres, le 10 juin

2005, fut décidé le lancement d'un "Plan Marshall" pour l'Afrique qui tarde à se concrétiser.

Pour bénéficier de l'Initiative PPTE, les pays candidats devaient satisfaire à certains critères : avoir accès aux financements concessionnaires de l'Association Internationale de Développement (AID) et à la Facilité du FMI pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Le Congo, pays riche à la population misérable, n'était pas éligible. La RD Congo lança donc ses propres initiatives : le Programme Intérimaire Renforcé (PIR) en 2001 et le Programme Economique du Gouvernement (PEG) en 2002. Le succès de ces programmes lui ont permis de bénéficier de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) le 11 décembre 2009, et enfin de l'initiative PPTE, le 01 juillet 2010. L'annulation issue de cette initiative (12,3milliards USD) fut suivie par les annulations des dettes publiques vis-à-vis des USA, de la Chine, de la Belgique.

Pour éviter de retomber dans les pièges de l'endettement extérieur et de la paupérisation, pour construire enfin, un processus de développement auto-centré et améliorer le bien-être de sa population, la RD Congo doit maintenant :

- réduire le recours de l'Etat au financement de la Banque centrale ;
- engager des réformes structurelles afin de renforcer la gestion des finances publiques et remédier aux faiblesses du secteur financier ;
- changer la structure de son économie et diversifier les sources de rentrée des devises ;
- accorder la priorité à l'agriculture, afin d'assurer à sa population la sécurité alimentaire et de procurer des revenus à plus de 70% de sa population ;
- instaurer un impôt exceptionnel sur le patrimoine de ceux qui ont commis des délits économiques et bloquer la fuite des capitaux ;
- assurer le retour dans le domaine public des industries stratégiques, qui ont été privatisées ;
- adopter une discipline financière en instituant un contrôle démocratique de la politique d'endettement ;
- éradiquer les pratiques prédatrices dans la réalisation des projets ;

- constituer des stocks régulateurs;
- constituer des cartels avec d'autres pays producteurs de mêmes produits d'exportation pour assurer, si possible, la stabilisation des prix de ses matières premières à un niveau satisfaisant ;
- envisager d'étendre les zones d'échange régionales ;
- ...sans oublier que la meilleure politique de développement doit tenir compte des forces et faiblesses de l'économie nationale.

POST – SCRIPTUM

Depuis l'instauration des accords de Bretton-Woods, quelle qu'en soit l'origine, les pays confrontés aux difficultés de l'endettement ont toujours fait appel au gendarme des balance des paiements : le Fonds Monétaire International(FMI). Ses multiples interventions dans les pays en voie de développement(PVD) lui ont permis de posséder une réelle expertise en matière d'ajustement. Contrairement à d'autres institutions financières, telles que les institutions européennes, le FMI est habitué à affronter l'impopularité, provoquée par ses politiques orthodoxes

Ainsi par exemple, la crise de la dette grecque est issue de la crainte des créanciers de ce pays sur sa capacité à rembourser sa dette publique, tout comme de payer les intérêts de cette dette. Elle résulte à la fois de la crise économique mondiale et de facteurs propres à la Grèce (fort endettement – plus ou moins 120% de son PIB -, déficit budgétaire qui dépasse les 13% du PIB).
L'aggravation de cette dette est due par le manque de transparence, dont a fait preuve la Grèce dans la présentation de sa dette et de son déficit, notamment par la levée de fonds hors bilan, par le biais d'instruments financiers mis au point par Goldman Sachs.

Surnommé le << Tigre celtique >>, l'Irlande a connut le même sort que la Grèce, bien que sa situation soit sensiblement différente. En effet contrairement à la Grèce, l'Irlande a connut une longue période de croissance et ses finances publiques étaient plus saines. Toutefois, ce dernier pays a été beaucoup plus touché par la crise des subprimes en 2008, notamment en raison de la bulle immobilière.
En 2010 l'Irlande a fait face à une grave crise bancaire. Plusieurs de ses banques (dont la banque Anglo) étaient au bord de la faillite et durent être renflouées. Au mois de septembre de cette même année, l'Irlande se porta une fois de plus au secours de ses banques. Cette intervention provoqua une augmentation considérable de son déficit public, qui allait atteindre 32% de PIB.

L'ampleur de la crise de la dette dans ces deux pays membres fait craindre le

risque de contagion à d'autres pays de la zone, particulièrement au Portugal, voire à l'Espagne et l'Italie, enfin dans une moindre mesure à la France.
En effet, le risque de crise au Portugal s'est accru fin avril 2011. Comme la Grèce, ce pays a vu ses taux d'emprunt augmenter suite à la dégradation de la dette souveraine, de A+ à A- par Standard & Poor's. Après avoir nié pendant longtemps la nécessité d'un plan de sauvetage, le premier ministre José Socrates a fini par solliciter l'intervention de l'UE et du FMI (le 07 avril2011), afin de subvenir aux besoins en trésorerie du pays.
Les négociations avec ces institutions permirent la mise en place d'un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros. En échange, le gouvernement de José Socrates, puis de Pedro Passos Coelho après les élections législatives de juin 2011 mirent en place plusieurs plans d'austérité.

Frappé de plein fouet par l'éclatement de la bulle immobilière et de la construction, l'Espagne connaît une période de fort ralentissement de sa croissance; ce qui a conduit l'agence Standard & Poor's de rétrograder le crédit espagnol de AA+ AA.
Pays ayant basé son modèle économique et bâti sa croissance sur le secteur immobilier, la bulle immobière a plongé l'Espagne dans une crise grave qui pèse sur le budget du pays. Ainsi des régions, telles que l'Andalousie et la Catalogne connaissent des déficits sans précédent ; cela influe sur l'aggravation du déficit public de l'Espagne et inquiète le plus l'UE et les agences de notation. Ainsi, le déficit public espagnol a explosé en 2009. Il est élevé à 11,2% de PIB selon Eurostat, bien au-delà de la limite des 3% fixés par le pacte de stabilité européen.
Eu égard au poids de son économie dans la zone euro, nettement supérieur à celui de la Grèce et du Portugal ; la dégradation de la note de l'Espagne risque de contraindre ce pays de demander (aussi) l'aide à l'UE. Un tel scénario va certainement poser de réels problèmes à cette institution, compte tenu de la taille de ce pays.

L'Italie a connut au début juillet 2011, des fortes pressions sur sa dette publique (environ 120% de son PIB et- 25% de la dette de la zone euro). Les facteurs externes à l'Italie (dégradation de la dette du Portugal) et internes (les tensions au sein du gouvernement italien et ses problèmes électoraux, ainsi que l'enquête lancée contre son ancien ministre des finances, Giulio Tremonti), justifient ces tensions de la dette italienne. Ainsi, l'Agence Standard & Poor's

dégrada à nouveau, le 20 septembre 2011, la note de la dette d'un cran avec une perspective << négative >>.

Face à la mollesse de mesures prises pour lutter contre la dette du pays, les membres du G20 – lors du Sommet de Cannes des 3 et 4 novembre 2011 – ont décidé de mettre l'Italie **<< Sous tutelle des experts du FMI et de la BCE >>,** chargés de vérifier la réalité des réformes promises. C'est ainsi que Silvio Berlusconi fut remplacé par Mario Monti, le 16 novembre 2011.

Enfin, la situation de la France montre (aussi) des signes d'inquiétude pour la zone euro. En effet, le différentiel (spread) entre le taux d'intérêt des obligations d'Etat français et leur équivalent allemand, a atteint 147 points de base en novembre 2011 alors qu'il n'était que de 45 points en 2010. Selon la BRI, les banques françaises détiennent 106 milliards d'euros de dette italienne ; c'est-à-dire deux fois plus les banques allemandes. D'autre part, le déficit de la France reste fort important en comparaison de celui de l'Allemagne. La Commission européenne prévoit d'ailleurs que ce déficit serait de l'ordre de 5,3% du PIB pour la France contre 1% pour l'Allemagne. Alors que l'Allemagne, la Suède, le Luxembourg, le Royaume-Uni, le Danemark et le Pays-Bas conservent leurs AAA, le 13 janvier 2012 la note de la France passa de AAA à AA+, d'après l'agence de notation Standard & Poor's.

Nombreux chercheurs en économie estiment que les plans français sont peu lisibles et peu susceptibles de relancer la croissance indispensable pour sortir de l'endettement. Les difficultés de la France relancent, depuis octobre 2011, le débat sur la monétisation de la dette (la BCE doit-elle oui ou non monétiser la dette publique des Etats membres en difficultés ?). A cette question, les milieux financiers français semblent en faveur de mesures **de rachat des dettes par la BCE** (ce qui a été proposé (aussi) par Mario Draghi, le 06 septembre 2012).

La crise de la dette dans la zone euro montre combien l'Afrique manque encore d'institutions financières viables, qui auraient pu aider ce continent à mieux faire face au problème d'endettement, et donc aux conséquences des potions amères des programmes des institutions de Bretton-Woods.

Pour faire face au dysfonctionnement des marchés financiers au sein de l'Union

Européenne, la BCE – par la voie de son président, Mario Draghi – se dit prête à faire un effort sans précédent pour résoudre la crise de la dette dans la zone euro. Elle tient à y restaurer **l'unicité** de la politique monétaire.

Pour y parvenir, la BCE propose d'apporter :

- un **<<** appui total **>>** aux pays en difficulté, à condition qu'ils s'engagent dans la voie de reforme budgétaire et de soutien de leurs économies ;
- un assouplissement des garanties exigées par la BCE, quand les banques de la zone euro demandent des prêts pour se refinancer.

Et le président de la BCE, Mario Draghi va encore plus loin en annonçant que "**il n'a pas de limite aux rachats de dettes souveraines".**

Devant la persistance de la crise de la dette, au risque de contagion à d'autres pays membres, aux limites de deux premiers mécanismes de soutien, le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) et la Security Monetary Programme (SMP), et surtout au risque de disparition de l'euro : la Banque Centrale Européenne (BCE) a lancé un nouveau programme baptisé << Outright Monetary Transaction (OMT) >>.

Contrairement au précédent programme de rachat de dette publique (SMP) – trop restrictif -, l'OMT se veut plus transparent et sans limite de montant.

Grâce à ce dispositif, la BCE devrait racheter les obligations d'Etat de un à trois ans, à condition que les pays concerné fassent appel au Fonds d'aide européen. L'OMT maintient également les taux directeurs inchangés, à 0,75% ; c'est-à-dire à son plus bas niveau historique. Toutefois face à la méfiance des marchés, les pays en crise profonde, tels que l'Espagne et l'Italie sont contraints d'emprunter à des taux d'intérêt prohibitifs – jusqu'à 6,5% à dix ans, contre 1,4% pour l'Allemagne -, ce qui risque de creuser encore leur dette.

Bien qu'approuvé à l'unanimité de 23/24 membres du Conseil des gouverneurs, la Bundesbank n'a pas manqué de réaffirmer dans un communiqué sa position hostile à un << programme trop proche à [son] goût d'un financement direct des Etats>>.

Pour ses partisans, le lancement de l'OMT est << une grande victoire pour les investisseurs car, en cas de déficit ou de restructuration des dettes en question, la BCE participera à l'effort général et n'alourdira pas la peine des autres créanciers, contrairement à ce qui s'était passé pour la Grèce >>. Quant aux eurosceptiques, ils estiment que l'OMT présente deux grands risques :

- les taux sur les dettes de LT pourraient rester insoutenables car la BCE se concentre sur les échéances courtes et que les moyens du Fonds ou Mécanisme de stabilité sont limités ;
- l'OMT ne sera pas déclenché très vite pour l'Espagne. Barclays avait parié sur début octobre, étant donné les contraintes légales et la nécessité de signer un protocole d'accord.

Les leçons des échecs des interventions des institutions de Bretton-Woods en Afrique ont provoqué un double débat – pour le traîtement de la crise de la dette dans la zone euro – sur la façon de venir en aide aux pays membres en difficulté. Pour faire face à la crise de la dette grecque, deux courants s'opposent. Le premier représenté par Jean Pisani-Ferry (Directeur du think tank Bruegel), soutient l'intervention du FMI, dans son domaine de prédilection. Tandis que d'autres, tel Jean-Claude Trichet craignent qu'une telle option soit interprétée comme un échec pour la zone euro.

C'est ainsi que contrairement à l'Afrique, le 7 mai 2010 les dirigeants de la zone euro ont mis formellement le plan d'aide à la Grèce. Ils instaurèrent un mécanisme sans précédent d'aide à ce pays, consistant en des prêts bilatéraux pour un montant de 110 milliards d'euros (80 milliards pour les pays de la zone euro et 30 milliards pour le FMI). Celui-ci prévoit que le déficit public soit réduit à 2,6% du PIB en 2014. Le 10 mai 2010 fut mis en place un Fonds européen de stabilité financière (FESF), de l'ordre de 750 milliards d'euros.

Au vu de sommes déboursées lors de la crise de la dette dans la zone euro, il y a lieu de s'interroger sur les montants, tant décriés, de la dette de la RD Congo (plus ou moins 14 milliards de dollars US), et des mesures mises en œuvre pour surmonter la dette odieuse de ce pays. Ainsi pourrions nous affirmer que : l'importance de la dette souveraine d'un pays n'est pas

aussi grave que cela, du moment que celle-ci est structurellement réservée au financement d'investissements qui doivent ou peuvent accroître le patrimoine collectif de la nation (<< Bonne dette >>). Malheureusement, comme dans le cas des dettes africaines (où les dettes privées garanties par les Etats ont fini par devenir des dettes publiques), les dettes de pays membres de la zone euro (provoquées par les dissimilations des comptes publics ou les tripatouillages des comptes nationaux, les soutiens aux secteurs en déclin…), peuvent être considérées comme des << Mauvaises dettes >>, car elles n'ont servi qu'à financer en continu des dépenses publiques courantes.

Les politiques d'austérité préconisées par les programmes d'inspiration (néo) libérale - en Afrique, comme dans les pays en difficulté de l'Union Européenne (UE) -, ne peuvent qu'entraîner les mêmes conséquences.

En Afrique, elles ont provoqué

- les renversements des gouvernements ;
- les grèves (journées villes mortes), les pillages, amplification du clientélisme et de la corruption ;
- la désindustrialisation de l'ASS, avec les éléphants blancs ;
- les politiques déflationnistes ont fini par alourdir les dettes ;
- la multiplication de mesures de restructuration de la dette, qui ont entraîné mécaniquement l'augmentation des taux d'intérêt de la dette.

Dans la zone euro :

- l'austérité a fait (aussi) sauter les gouvernements en Irlande, en Grèce, au Portugal, en Italie et en Espagne ;
- la crise a accéléré la mise en place des gens formés dans les du FMI et dans IFI (banquiers, les Goldman Sachs –les extra-libéraux qui ont travaillé dans les institutions de la haute finance internationale) ; c.à.d. ceux-là même qui ont favorisé l'endettement des pays en difficulté aujourd'hui ;
  - les grèves se multiplient dans ces pays ;
  - l'ampleur de la crise de la dette a permis l'intervention des agences de notation financière,pour évaluer la solvabilité des Etats ;
  - l'absence de la croissance dans ces pays a accéléré la désindustrialisation au sein de l'UE.

Or la décroissance ne peut que conduire à la récession.

Les mesures (programmes) d'inspiration monétariste (néolibérale) restent (donc) toujours draconiennes, au plan social pour les pays concernés.
Au vu des conséquences dévastatrices laissées par les programmes d'ajustement structurel (PAS) en Afrique et celles qu'elles vont certainement laisser dans les pays de la zone euro ; **il y a lieu de s'interroger sur les leçons tirées par les libéraux. Ont-ils appris quelque chose ?**

Si l'austérité doit rester l'essence des politiques néolibérale ; point d'étonnant que leurs résultats soient toujours aussi dévastateurs partout où elles seront appliquées.
Formés – pour la plupart d'entre eux – dans des grandes Universités anglo-saxonnes (Yale pour Mario Monti, Massachusetts Institute of Technology pour Mario Draghi et Loukas Papadimos), les principaux acteurs appelés à la rescousse de la crise de la dette dans la zone euro ont occupé d'importantes fonctions à la BM, au Goldman Sachs, à la BCE, au sein de l'UE, dans les centrales de leurs propres pays. Ces extra-libéraux ne peuvent que recourir à la doctrine néolibérale, tant pis pour les conséquences à subir sur le plan social.
Or, la crise actuelle de la dette au sein de l'UE exige que l'on lutte plutôt contre la désindustrialisation dans pays membres de cette espace économique. En favorisant la réindustrilisation, on peut espérer retrouver/pousser la croissance, et par ricochet favoriser l'emploi.

BIBLIOGRAPHIE

1. Albertini J.M., Déséquilibre structurel de l'industrialisation du Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin, vol. XXII, n° 1-2 janvier-juin 1984.
2. Amin SAMIR et Al., L'avenir industriel de l'Afrique, Paris, éd. L'harmattan-ACCT 1980.
3. ARRIGHI G., in Croissance et Développement, Théories et Politiques, Tome 1, Seconde édition, Office de Publication Universitaires, Alger, 1981.
4. ASHEGHIAN (P): The impact of devaluation on the balance of payments of the less developed countries, a monetary approach; Journal of economic development, Seoul, juillet 1985.
5. ATUNDU LIONGO, MTM, n° 3414 du 14 février 1992.
6. BAGWATI Jagdish N. ; La croissance appauvrissante : note géométrique, in Echange international et croissance, B. LASSUDRIE-DUCHËNE, Economica, Paris, 1972.
7. Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1991.
8. Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1990.
9. Banque Mondiale, Les besoins d'ajustement dans la croissance en Afrique subsaharienne 1986 – 1990.
10. Banque Mondiale, Le développement accéléré en Afrique subsaharienne, programme indicatif d'action. D.C (rapport E. BERG).
11. Banque Mondiale, L'ajustement en Afrique, réformes, résultats et chemins à parcourir, mars 1994.
12. Banque du Zaïre, rapport annuel 1991.
13. Banque du Zaïre, rapport annuel 1990.
14. BAYART Jean-François, L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Fayard, Paris, 2006.
15. BAYART Jean-François, Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala, 1997.
16. BAZA LUEMBA, Le rôle de l'agriculture dans le développement économique du Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin, vol. XII n° 2, 1974.

17.BEZY (F), PEEMANS (J. PH), WAUTELET (J.M), Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, Ed. Presses Universitaires de Louvain (UCL), Louvain-la-Neuve 1981.
18.BISMARCK, in Fantôme du roi Léopold, Un holocauste oublié.
19.BLUMENTHAL, ERWIN, Rapport sur la crédibilité financière internationale au Zaïre. La revue nouvelle, Bruxelles, novembre 1982.
20.BONEHIL D., Le Zaïre, pari perdu ? Le Monde diplomatique, Paris, juin 1978.
21.BONGO BONGO, Déséquilibre structurel de l'industrialisation du Zaïre. Cahiers Economiques et Sociaux-Ires-Kin., vol. XXII n° 1-2, janvier-juin 1984.
22.BONGOY MPEKESA, L'agriculture et le commerce extérieur du RD Congo. Cahiers Economiques et Sociaux ; Ires-Kin vol. XII n° 1, 1974.
23.BOURGY MYRIAM, Les années Mobutu jusqu'à la chute du mur de Berlin (1965-1989), l'accroissement exponentiel d'une dette odieuse, in A qui profitent les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise. CADTM-Liège, 2007.
24.Bulletin du FMI, Accord de confirmation, facilité d'ajustement structurel et financement compensatoire ; vol. 16, n° 11, 08 juin 1987.
25.CAGAN P., The monetary dynamic of hyperinflation, in M. FRIEDAM, Ed. Studies in the Quantity Theory of money, Chicago University, Paris, 1956.
26.CORM (G), L'endettement des pays en développement. Origines et mécanisme ; in J.C.SANCHEZ ARNAU et autres. Dette et Développement, Paris, édition Publi- sud, 1982.
27.Le Courrier CEE -ACP, L'industrie minière au Zaïre, Bruxelles, 02 septembre 1988.
28.Le Courrier CEE-ACP n° 10, Zaïre : les difficultés de l'économie zaïroise, Bruxelles, juillet-août 1988.
29.DEBONNEUIL (M) ET STERDYNIAK, Apprécier une dévaluation, Paris, INSEE, Economie et Statistique n° 112 mars 1982.
30.DEMOZAMBA (A), FMI-ZAIRE : Halte à la politique de deux poids deux mesures, Le Potentiel, Kinshasa n° 465 du 13 mai 1994.
31. DENOO D.B.H., in Politique de change et ajustement en Afrique,éd. Kartala, Paris, 1988.
32. DIOUF Mamadou, in Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala.
33. DUPRIEZ (P), Contrôle des changes et structures économiques. L'expérience congolaise de 1960 à 1967, Paris-La-Haye, Mouton, n° XIV, 1970.

34. DURUFLE Gilles, L'ajustement structurel en Afrique, Edition Karthala, Paris, 1988.
35. DUTEIL Mireille, ZAIRE : le chaos Mobutu, Le Point n° 1065, Paris, 13/02/1995.
36. FONTAINE J.M., Diagnostic et remèdes proposés par le FMI pour l'Afrique, quelques points critiques. Communication au colloque politique d'ajustement et dérégulation. Université du Caire et I.E.D.E.S, Le Caire, 1-3 février 1988.
37. Fontaine (J.M) et L 'HERITEAU (M.F), Ajustement structurel en Afrique. CEPED /groupe ROSA, Paris 15 mars 1987.
38. GALBIS Vicente, Inflation : l'expérience latino-américaine 1970-1979, Revue Tiers-Monde XXIII, n°109, 1989.
39. GEORGE (S), Saint Jeans (P), W. DESMUND, Jusqu'au cou : enquête sur la dette du Tiers Monde, édition La Découvertes, Paris, 1989.
40. GIRAUD Pierre Noël, Géopolitique des ressources minières, Economica, Paris, 1983.
41. GOREUX LOUIS M., Zaïre : le succès de l'effort d'ajustement économique dépend de l'appui des créanciers ; bulletin du FMI, vol. 15, n° 5, 10 mars 1986.
42. GRELLET (G), Les politiques d'ajustements orthodoxes, un point de vue critique, Revue Tiers Monde, XXVIII, n° 109, janvier-mars 1987.
43. Guillaumot-Jeanneney (S), L'importance de la politique des taux de change, CERDI, Dossier Séminaire sur la politique économique des pays africains, Clermont-Ferrand, 28 mars-1 avril 1988.
44. HAHN F., Monnaie et inflation, Economica, Paris, 1984.
45. Harris Memêl Fôté, in Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala, 1997.
46. HERITEAU (L') M.F., Le FMI et les pays du Tiers Monde, édition Tiers Monde, I.E.D.E.S. (PUF), 1990.
47. HOCHSCHILD ADAM, Les Fantômes du Rois Léopold; Un Holocauste Oublié, Edition Belfond, Paris, 1998.
48. HUGON PH., Politiques d'ajustement et répartition des effets ; Séminaire BM-LAREA, Paris, 16 mars 1988.
49. HUGON PH., Crise économique et vulnérabilité externe en ASS ; Cahiers de l'ISMEA, série P. n° 28, 1988.

50. HUGON Ph., Les stratégies comparées des pays africains du Golfe de Guinée à l'épreuve du contre-choc pétrolier, Revue du Tiers Monde, tome XXX, n° 120, octobre-décembre 1989.
51. HUGON Ph., Instabilité, incertitude et efficacité des organisations africaines.
52. HUGON Ph., La problématique de l'ajustement, l'expérience de l'Afrique subsaharienne, in Ajustement et développement du Maghreb, en ASS ET EN Europe de l'Est, L'Harmattan, Paris, 1993.
53. KONICOFF (M), Une politique économique alternative pour le Tiers Monde Les leçons du plan << Austral et du plan Cruzado>>, Revue Tiers Monde, vol. XXVIII, n° 109, J.M. 1987.
54. ILUNGA ILUKAMBA, Stratégie pour un contrôle national effectif de l'industrie du cuivre au Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin, Vol. XVII n° 3, septembre 1979.
55. JACQUEMOT (P) et ELSA ASSIDON, Politiques de changes et ajustement en Afrique, Edition Ministère de la coopération et du Développement, Paris, 1989.
56. JACQUEMOT (P) et RAFFINOT (M), La nouvelle politique économique en Afrique, Paris, Ministère de la coopération et du développement, 1989.
57. KABEYA TSHINKUKU, Sous-développement, dépendance, transition au développement (questions et pistes de recherche pour le Zaïre), Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin, vol. XVIII, juin 1980.
58. KABUYA KALALA, Objectifs économiques et politique monétaire au Zaïre en 1967-1976, Bilan d'un insuccès. Cahiers Economiques et Sociaux, Ires – Kin., vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, décembre 1978, mars 1979.
59. KALDOR N., Dévaluation et ajustement dans les pays en développement. Finances et Développements, juin 1983.
60. KALONJI KALALA, Spirale déséquilibre – dévaluation déséquilibre au Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires – Kin., vol. XVI et XVII n° 4 et 1, décembre 1978, mars 1979.
61. KANKWENDA MBAYA, Etude critique sur les pôles de développement au Congo, in L'industrie du cuivre dans le monde et le progrès économique du copperbelt africain, 1975.
62. KATANGA MUKUMADI, Le Zaïre et sa dépendance aux échanges commerciaux externes, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin., vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, décembre 1978 – mars 1979.

63. KIAKWAMA- KIA-KIZIKI, in Le Courrier CEE – ACP, n° 110, juillet 1981.
64. KNIEPER ROLT., Transfert de technologies juridiques aux questions de l'endettement, Revue Tiers Monde, vol. 25, n° 99, juillet – septembre 1984.
65. KOUTASSILA Jean – Philippe, Le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun. Centre d'économie du développement. Université Montesquieu – Bordeaux IV, France, 1997.
66. KRUEGER A.O., La détermination des taux de change, Paris, Economica (Cambridge surveys of economie Literature), 1985.
67. KWITNY Jonathan, in Jusqu'au cou – L'enquête sur la dette du Tiers-Monde.
68. LACROIX (J.L), Industrialisation au Congo : la transformation des structures économiques, Paris, 1966.
69. LAMBERT Denis Clair, Le mimétisme technologique du Tiers Monde, Paris, Economica, 1975.
70. LASSUDRIE-DUCHÊNE, Echange international et croissance, Economica, Paris, 1972.
71. LECLERCQ C., L'ONU et l'affaire du Congo, Paris, Edition PAYOT, 1964.
72. Le Courrier CEE-ACP, Zaïre : l'industrie minière et régions d'implantation, Bruxelles, 02 décembre 1988.
73. Le Courrier CEE-ACP, L'industrie minière au Zaïre, Bruxelles, 02septembre 1988.
74. Le Courrier CEE-ACP, Les difficultés de l'économie Zaïroise, Bruxelles, n° 10, juillet-août 1988.
75. LUKOMBE NGENDA, la loi n° 78-003 du 20 janvier 1978. Indemnisation des anciens propriétaires, droits et obligations de l'État. Cahiers économiques et sociaux, vol. XVI n° 1, mars 1978.
76. LUKUSA DIA BONDO, Assistance au développement rural au RD Congo. Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kinshasa, vol. XVI, n° 2, mars 1974.
77. LUMPUNGU KAMANDA, Les problèmes actuels de l'économie agricole zaïroise.Cahiers économiques et sociaux, Ires-Kin., vol. XII, n° 2, 1974.
78. LUMU BADIMBAYI-MATU, La recherche scientifique au service du développement agricole dans la République du Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, vol. XII, n° 3, 1974.

79. MABI MULUMBA, Les problèmes du financement de l'Agriculture au Zaïre, Cahiers Economiques et Sociaux, vol. XII, n° 2, 1974.
80. MALU WA KALENGA, Les solutions possibles des problèmes énergétiques dans la région de Shaba en République du Zaïre, ONRD-Kinshasa, 1972.
81. MAMIMAMI KABARE Prosper, Dette extérieure publique de la RDC, qui doit à qui ?, in Raisons et déraisons de la dette. Le point de vue du Sud, Vol. IX, n° 2-3, L'Harmattan, Paris, 2002
82. Marchés Tropicaux Méditerranéens n° 2419 du 20 mars 1992, Zaïre : une économie à la dérive.
83. Marchés Tropicaux Méditerranéens n° 2416 du 28 février 1992, Zaïre : La Banque Mondiale conditionne son aide au paiement des arriérés de la dette.
84. Marchés Tropicaux et Méditerranéens n° 2415 du 21 février 1992. Zaïre : Dégradation de la situation économique.
85. M.T.M. n° 2414 du 14 février 1992, Zaïre : comment remédier aux difficultés de la Gécamines.
86. M.T.M. n° 2390, Août 1991, Zaïre : Alignement du cours de la monnaie sur celui du marché parallèle
87. M.T.M. n° 2383 du 12 juillet 1991, Zaïre : Détérioration de situation économique et sociale au cours du premier trimestre 1991.
88. M.T.M. n° 2374 du 10 mai 1991, Zaïre : la Gécamines suspend ses ventes de cuivre.
89. M.T.M. n° 2375, 17 mai 1991, Zaïre : Accumulation de deux milliards de dollars d'arriérée auprès de ses bailleurs des fonds.
90. M.T.M. n° 2296 du 10 novembre 1989, Zaïre : dans le cadre du programme d'ajustement structurel, la banque mondiale accorde 100 millions de dollars destinés au secteur social.
91. M.T.M. n° 2288 du 15 septembre 1989, Zaïre : l'exécution du programme d'ajustement économique, premier bilan.
92. M.T.M. du 2 juin 1989, Zaïre : ajustement structurel, signature d'une lettre d'intention avec le FMI et la BM.
93. M.T.M. n° 2246 du 25 novembre 1988, Zaïre : discussion avec le FMI et la BM.
Le diagnostic de la banque mondiale sur l'agriculture.

94. M. T.M. n° 2160 du 03 avril 1987, Zaïre : vers un nouveau rééchelonnement de la dette extérieure.
95. M.T.M. n° 2139 du 07 novembre 1986, Zaïre : limitation unilatérale du remboursement de la dette extérieure.
96. MBEMEBE Achille, in Les Avatars de l'Etat en Afrique, Paris, Karthala, 1997.
97. MILLET Damien, L'Afrique sans dette. CADTM (Liège), SYLLEPSE (Paris), juin 2005.
98. MILLET Damien, L'Afrique brisée. Le cadeau empoisonné de l'ajustement structurel, in L'Afrique sans dette. CADTM (Liège) , Syllepse (Paris), juin 2005.
99. MOBUTU SESE SEKO, Le programme de redressement de l'économie nationale. Discours au conseil législatif, le 21 décembre 1976, Zaïre-Afrique n° 111, janvier 1977.
100. MOKONDA BONZO NEOMBO, L'implantation d'un complexe agro-industriel dans un milieu rural : cas du combinat industriel de Géména (COMIGEM). Cahiers Economiques et Sociaux, Ires- Kin, vol. XVI n° 1, mars 1978.
101. MOKONDA B. N., La politique des cultures vivrières au Zaïre : l'exemple de l'UELE. Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin, vol. XVI n° 3, septembre 1978.
102. MUBAKE MUMEME, Programme de redressement des déséquilibres fondamentaux de l'économie zaïroise (1976-1977), Cahiers Economiques et Sociaux, vol. XVI et XVII, n° 4 et 1, décembre 1978- mars 1979.
103. MUBAKE (M) et SIMBI MUSEMA, la politique industrielle de la zone franche. Vers une nouvelle stratégie d'industrialisation, les cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles, n° 1, 1984.
104. MUKOKO SAMBA, Evolution de l'économie zaïroise de 1979 à 1990 : une étude Econométrique, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin., vol. XXII n° 1 et 2 janvier-juin 1984.
105. MWALABA KASANGANA, L'évolution de l'économie zaïroise en 20 ans d'indépendance, Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-Kin. Vol. XX, n° 3-4, septembre-décembre 1982.
106. MULUMBA LUKOJI, La planification économique et le rôle de l'entreprise. Zaïre-Afrique n° 117, août-septembre 1977.

107. MULUMBA (L), Le programme de redressement de l'économie zaïroise, Zaïre-Afrique, n°112, février 1977 et n°114 avril 1977.
108. MUSIMBI MBU MISCH Michel, Mémoire sur la dette : une menace pour la protection des droits sociaux à l'ère de la mondialisation – étude du cas de la RDC, 2006-2007, IHEC Bruxelles, 2007.
109. NANA-SINKAM, Les pays candidats au processus de développement dans la jungle du NSI de taux de change, Paris, Economica 1979.
110. NGOIE KAPAJI et TSHIUNZA MBIYE, Les déséquilibres de l'économie zaïroise et la nécessité de stabiliser. Cahiers Economiques et Sociaux, Ires-KIN., vol. XVI et XVII n° 4 et 1 décembre 1978, mars 1979.
111. NYEMBO SHABANI, L'industrie du cuivre dans le monde et le progrès économique du copperbelt africain, Bruxelles, 1975.
117. OLIVE (O), Dictionnaire économique et sociale, Edition Hatier, Paris, juin, 1990.
118. Organisation de Coopération et développement économique, programmes d'ajustement et croissance dans l'équité, Paris, 1987.
119. PARVEZ HANSAN, L'ajustement aux chocs extérieurs : pourquoi les pays de l'Asie de l'Est ont mieux réussi que les autres PVD, Finances et Développements, décembre 1984.
120. PEEMANS Jean-Philippe,Le processus d'accumulation du capital au Congo, Contradictions, n° 6, Bruxelles, juillet-décembre, 1974
121. PIRET B., Les sous-développement du Zaïre à travers la balance des paiements Belgique-Zaïre, Contradictions n° 15-16, juin 1978.
122. POPELIER (G.H), Nature et évolution de l'agriculture Zaïroise (1958-1975). Cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles n° 6, 1977.
123. POURCET GUY, Centre et périphérie du capitalisme mondial.
124. POURCET Guy, L'économie coloniale
125. POURCET (G), Théories du sous-développement (boîte à outils des économistes du développement).
126. PUND-Banque mondiale : Données économiques et financières sur l'Afrique 1990.
127. PUND-Organisation internationale du travail : réflexion pour une politique de l'emploi au Zaïre, 1982.

128. RAFFINOT (M), Statistiques, prévisions et politiques, systèmes d'information pour la politique économique dans les pays en développement, Paris, Ministère de la coopération coll. Méthodologie, 1988.
129. REBELO J., Le Zaïre a voulu se « libérer » du raffinage belge, le Monde, Paris, 17 avril 1984.
130. REMILLEUX Jean – Louis, Mobutu, dignité pour l'Afrique, édition Albin Michel, 1989.
131.RENKIN J., in Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980, Presses Universitaires de Louvain (Louvain-la-Neuve), 1981.
132. RINCON (R), Réflexions méthodologiques concernant les calculs de taux de change pondérés et l'indice de compétitivité. Cahiers économiques et monétaires, banque de France n° 10, 89-107, 1980.
133.. Revue belge du transport : Grand pont suspendu en construction à Matadi, n° 1, 1980.
134. REYMENAM Jean, La fiction zaïroise : comment le régime Mobutu a sapé ses propres.
135. REYMENAM Jean, Les classes sociales, pouvoir et économie au Zaïre ou comment le sous-développement enrichit les gouvernants, Genève-Afrique, Genève, n° 18, 1980.
136. RINCON (R), Réflexions méthodologiques concernant les calculs de taux de change pondérés et l'indice de compétitivité. Cahiers Economiques et Monétaires, Banque de France, n° 10, 1980.
137. RYCKEMANS (P), in Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980.
138. SALAMA (P) et VALIER (J), L'économie gangrenée, éd. La découverte, 1990.
139. SALAMA (P) et VALIER (J), L'Amérique latine dans la crise : l'industrialisation pervertie, Ed. Nathan, 1991.
140. SALAMA (P) et VALIER (J), Pauvreté et inégalités dans le Tiers-Monde.
141. SALAMA (P) et IKONICOFF (sous la direction), Les politiques d'ajustement, Orthodoxie ou hétérodoxie, Revue Tiers Monde, tome XXVIII, n° 109, janvier-mars 1987.
142. SANCHEZ ARNAU (J.C.) et AL, Dette et développement, Paris, Editions Publi-Sud, 1982.
143. SCHOENHOLTZ (A. I.), Le FMI en Afrique : les restrictions ni nécessaires, ni désirables de l'Occident sur le développement, journal of Modern African Studies, vol. 25, n° 3, 1987.

144. SEGERS Joseph, Panorama de l'évolution de l'économie zaïroise en 1975, Zaïre-Afrique n°117, août-septembre 1977.
145. SID AHMED Abdelkader, Croissance et Développement, Théories et politiques, Tome 1, Seconde édition, Office de Publication Universitaires – Alger, 1981.
146. SMITH STEPHEN, Négrologie. Pour l'Afrique meurt, Calmann-Lévy, Paris, 2003.
147. SUMATA Claude, Thèse de doctorat, Problématique de l'hyperinflation au Zaïre, 1996.
148. TIKER-TIKER, L'agriculture zaïroise : de la stagnation à la régression, Cahiers Economiques et Sociaux, vol. XVII n° 3, 4, septembre-décembre 1980.
149. THOMAS (L.V.), Spécificités socioculturelles et industrialisation : l'exemple négro-africain, in Abdel-Maled, Spécificité et théorie sociale, Paris, 1971.
150. TODARO M.P., A model of labor migration and urban unemployment, in less developed countries. American economic review, March, 1969.
151. TOUSSAINT Eric, Banque mondiale, le coup d'état permanent. L'agenda caché du consensus de Washington. CADTM/Syllepse, Paris, 2006.
152. TOUSSAINT Eric, CADTM, Alternatives pour financer un développement durable et socialement juste, Paris, le 19 avril 2008.
153. TSHIUNZA MBIYE, La planification du commerce extérieur, la politique du revenu et la stabilisation de l'économie zaïroise, cahiers économiques et sociaux, vol. XVI et XVII n° 4, 1 décembre 1978-mars 1979
154.TUQUOI Jean-Pierre, Le Monde, Paris, le 27 mars 2008.
155. UNICEF (CORNIA G. A., JOLLY R. et STEWART), L'ajustement à visage humain : protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance, Paris, Economica, 1987.
156. VAN DER STEEN Daniel, Echanges économiques extérieurs du Zaïre : dépendance et développement, Les cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles, n° 4-5, 1977.
157.VELLUT Jean-Luc, Les bassins miniers de l'ancien Congo- Belge. Essai d'histoire économique et sociale (1900-1960), Cahiers du CEDAF-ASDOC studies, Bruxelles, juillet 1981.
158.VERHAEGEN Benoît, Impérialisme technologique et bourgeoisie national au RD Congo, in Catherine Coquery-Vidrovitch, Connaissance du Tiers Monde, cahiers Jussieu-Université, Paris VII, 1977.

159. VERHAEGEN (B), Les safaris technologiques au Zaïre, Politique Africaine, Paris, Karthala, n° 18, juin 1985.
160. VERHAEGEN (B), La Cimenterie Nationale, in Endettement, technologie et Industrialisation au Zaïre (1970-1981), Les Cahiers du CEDAF-ASDOC Studies, Bruxelles, janvier 1983.
161. VERHAEGEN GUY, Le développement de l'agriculture dans le développement économique du Zaïre, Zaïre-Afrique n° 76, juin 1973.
162. VERHAEGEN GUY, Le rôle de l'agriculture dans le développement économique du Zaïre, Zaïre-Afrique n° 74, avril 1973.
163. WAUTELET Jean Marie, in Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980.
164. wikipedia, CADTM, Cafod, PNUD, Jubilé 2000, Pax, Christi, etc, n°33, janvier – mars 2006 : Impacts de la dette extérieure sur le développement économique et social d'un pays.
165. Willame Jean Claude, L'épopée Inga-Chronique d'une prédation industrielle, Edition L'Harmattan-Villes et Entreprises, juin 1986.
166. Willame (J. C.), La France au Zaïre : le Grand Safari technologique, in la France contre l'Afrique, Revue Tricontinental, Maspero, 1981.
167. Willame (J.C.), L'Automne d'un despotisme, Edition Karthala, Paris, 1992.
168. WANDA TSENG, Les effets de l'ajustement, Finances et Développements, décembre 1984.
169. WITTEVEEN (J), L'aide du FMI, les programmes d'ajustement, Cahiers Economiques et Sociaux, vol. XVI et XVII n° 4 et 1, décembre 1978-mars 1979.
170. ZACHARIE Arnaud & MALVOISIN Olivier : FMI, la main visible. Ed. Labor, Bruxelles, 2003.